

**ASSEMBLÉE ORDINAIRE
DU CONSEIL MUNICIPAL
VERSION 2**

**Le lundi 16 décembre 2013
à 14 h**

AVIS DE CONVOCATION

Montréal, le jeudi 12 décembre 2013

Prenez avis qu'une assemblée ordinaire du conseil municipal est convoquée, à la demande du comité exécutif, pour **le lundi 16 décembre 2013, à 14 h**, dans la salle du conseil de l'hôtel de ville. Les affaires énumérées dans les pages suivantes seront soumises à cette assemblée.

(s) Yves Saindon

Yves SAINDON
Greffier de la Ville

(English version available at the Direction du greffe, City Hall, Suite R-134)

ASSEMBLÉE ORDINAIRE DU CONSEIL MUNICIPAL

VERSION 2

Le lundi 16 décembre 2013

à 14 h

Ci-joint un nouvel avis de convocation de l'assemblée ordinaire du conseil municipal du lundi 16 décembre 2013 ainsi que l'ordre du jour remplaçant la version qui vous a été transmise le 5 décembre 2013.

Nous attirons votre attention sur l'ajout des articles 7.03 à 7.06, 15.01 à 15.03, 20.10 à 20.16, 30.02 et 30.03, 44.02, 50.01 ainsi que les articles 80.01 (20.06) à 80.01 (20.16), 80.01 (30.01) à 80.01 (30.04) et 80.01 (45.01).

Veillez noter qu'une version électronique des dossiers accompagne cet ordre du jour et est accessible via la base de données sécurisée ADI et que la version papier des notes explicatives vous sera livrée ultérieurement, à l'exception des articles 15.02, 15.03, 20.16 ainsi que 80.01 (20.14) et 80.01 (20.15) qui seront livrés dès que possible. Le document inhérent à l'article 3.03 est maintenant disponible et aucun document ne sera livré pour l'article 7.03.



**Assemblée ordinaire du conseil municipal
du lundi 16 décembre 2013**

VERSION 2

ORDRE DU JOUR

01 – Période de questions du public

01.01 *Direction générale , Direction du greffe*

Période de questions du public

02 – Période de questions des membres du conseil

02.01 *Direction générale , Direction du greffe*

Période de questions des membres du conseil

03 – Ordre du jour et procès-verbal

03.01 *Direction générale , Direction du greffe*

Adoption de l'ordre du jour de l'assemblée ordinaire du conseil municipal

Conformément au projet-pilote de modifications à l'horaire et au déroulement des assemblées ordinaires du conseil municipal, pour la période du 1^{er} avril au 31 décembre 2011 (CM11 0167), et à la résolution du conseil municipal du 19 décembre 2011 (CM11 1064), la séquence d'étude et d'adoption des points inscrits au présent ordre du jour est, sous réserve de toute autre modification de séquence que le conseil pourrait convenir, le suivant :

- période de questions des membres du conseil (02)*;*
- les rubriques préliminaires (03 à 15 inclusivement);*
- les points en orientation au conseil d'agglomération (80);*
- tous les autres points, selon l'ordre de leur inscription à l'ordre du jour.*

**Veuillez noter que la première période de questions des citoyens continuera d'avoir lieu à 19 h*

03.02 Direction générale , Direction du greffe

Approbation du procès-verbal de l'assemblée extraordinaire du conseil municipal tenue le 18 novembre 2013

03.03 Direction générale , Direction du greffe

Approbation du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal tenue le 26 novembre 2013

04 – Annonces et dépôt de documents par le comité exécutif

04.01 Direction générale , Direction du greffe

Dépôt de la liste des contrats octroyés par le comité exécutif conformément à l'article 200 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal

04.02 Direction générale , Direction du greffe

Dépôt de la liste des subventions octroyées par le comité exécutif

04.03 Direction générale , Direction du greffe

Dépôt de la liste des contrats octroyés par les fonctionnaires conformément à l'article 477.3 de la *Loi sur les cités et villes*

05 – Dépôt des résolutions de conseils d'arrondissement

05.01 Direction générale , Direction du greffe

Dépôt des résolutions de conseils d'arrondissement

06 – Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil

06.01 *Direction générale , Direction du greffe*

Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil

07 – Dépôt

07.01 *Direction générale , Direction du greffe*

Dépôt du rapport sur l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération du 28 novembre 2013

07.02 *Direction générale , Direction du greffe*

Déclaration d'intérêts pécuniaires

07.03 *Direction générale , Direction du greffe*

Dépôt de l'avis de désignation d'autres leaders, conformément à l'article 13 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051)*

07.04 *Direction générale , Direction du greffe*

Dépôt des états financiers du Conseil interculturels de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012, incluant le rapport du vérificateur de la Ville

07.05 *Direction générale , Direction du greffe*

Dépôt du rapport du greffier relativement aux déclarations de réception, par les élus, d'une marque d'hospitalité ou d'un avantage

07.06 *Le Sud-Ouest , Direction des travaux publics* - 1134876001

Bilan annuel 2012 de l'arrondissement du Sud-Ouest faisant état de l'application du *Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041)* à l'égard de son territoire

11 – Dépôt de pétitions

11.01 Direction générale , Direction du greffe

Dépôt de pétitions

15 – Déclaration / Proclamation

15.01 Direction générale , Direction du greffe

Déclaration relative au décès de Nelson Mandela

15.02 Direction générale , Direction du greffe

Déclaration relative à Postes Canada

15.02 Direction générale , Direction du greffe

Déclaration relative à Dany Laferrière

20 – Affaires contractuelles

20.01 Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction des stratégies et transactions immobilières - 1134069011

Approuver un projet de convention de prolongation du bail par lequel la Ville loue à la Société du musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière, à des fins de musée, deux immeubles d'une superficie totale d'environ 6 995,5 mètres carrés, situés au 350, place Royale et au 150, rue Saint-Paul Ouest, pour une période additionnelle de 5 ans, à compter du 1^{er} janvier 2014, moyennant un loyer total de 109 003,20 \$, plus les taxes applicables

20.02 Qualité de vie , Direction des sports et de l'activité physique - 1132803001

Accorder un soutien financier totalisant 1 608 729 \$ à divers organismes pour les années 2014, 2015 et 2016, soit un montant annuel de 536 243 \$ / Autoriser les prêts de locaux d'une valeur locative totalisant 9 021 603 \$, soit une valeur annuelle de 3 007 201 \$ / Approuver les projets de conventions à cet effet

20.03 Mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation - 1130498002

Accorder un soutien financier annuel de 331 102 \$ pour les années 2014, 2015 et 2016 à l'Office municipal d'habitation de Montréal, pour la poursuite des activités du Service de référence pour les personnes sans logis / Approuver un projet de convention à cet effet

20.04 Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction des stratégies et transactions immobilières - 1133482003

Accorder un contrat à Procova inc. pour le réaménagement du magasin et de salles du personnel au complexe sportif Claude-Robillard - Dépense totale de 845 066,25 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 5673 (11 soum.)

20.05 Infrastructures transport et de l'environnement , Direction des infrastructures
- 1134822067

Accorder un contrat à Demix Construction, une division de Holcim (Canada) inc. pour la reconstruction de la chaussée mixte, de trottoirs, de bordures, d'îlots, travaux d'éclairage et de signalisation lumineuse, là où requis, dans le boulevard Henri-Bourassa (côté nord), entre la bretelle de l'Autoroute 40 et la 40^e Avenue, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles (P.R.R. 2013 - Réseau artériel) - Dépense totale de 2 109 421,52 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 282401 (2 soum.)

20.06 Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction des stratégies et transactions immobilières - 1130660021

Accorder un contrat à Solotech inc. pour des travaux de remplacement du tableau d'affichage et autres travaux connexes aux piscines du Complexe sportif Claude-Robillard, pour une somme maximale de 520 067,57 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 5653 (2 soum.)

20.07 Technologies de l'information , Direction - 1136075005

Accorder un contrat de gré à gré à Stantec Consulting Ltd. (Stantec) pour la fourniture de services techniques et professionnels requis pour la personnalisation, la mise en place et la formation de l'équipe projet sur l'application « module planification stratégique » (MPS) de gestion des données de structures routières, pour une somme maximale de 194 042,16 \$, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cet effet

20.08 Infrastructures transport et de l'environnement , Direction des transports - 1135322002

Accorder un contrat de services professionnels de gré à gré à Hydro-Québec pour la réalisation de l'étude technique préliminaire relative aux besoins électriques du projet intégré du SRB Pie-IX et au déplacement d'une partie d'une ligne électrique souterraine, pour une somme maximale de 168 506,90 \$, taxes incluses / Approuver un projet d'engagement à cette fin

20.09 Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction des stratégies et transactions immobilières - 1134501007

Approuver un projet d'acte par lequel la Ville cède, sans considération monétaire, à Groupe Paradoxe et à Les habitations Paradoxe, tous les droits, titres et intérêts qu'elle peut détenir dans la ruelle localisée à l'intérieur des limites de la propriété située au 5959, boulevard Monk, dans l'arrondissement du Sud-Ouest / Fermer et retirer du domaine public le lot 1 243 077 du cadastre du Québec, composant l'ancienne ruelle

20.10 Eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau - 1134551004

Accorder 3 contrats de services professionnels à Veolia ES Canada Services Industriels inc., d'une durée approximative de trois ans, pour effectuer le récurage et l'inspection télévisée par caméra conventionnelle (CCTV) de conduites et de regards d'égout du réseau secondaire de la Ville de Montréal, le premier pour une somme maximale de 7 937 179,55 \$, le deuxième pour une somme maximale de 2 929 287,63 \$ et le troisième pour une somme maximale de 2 337 532,58 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 13-12814 (3 soum. pour chaque contrat) / Approuver les projets de convention à cette fin

20.11 Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction stratégies et transactions immobilières - 1126037003

Approuver le projet d'acte par lequel la Ville de Montréal vend à des fins d'assemblage résidentiel à 9084-1529 Québec inc., agissant sous la raison sociale de Construction J.M.C., une partie de ruelle d'une superficie de 149,8 mètres carrés, localisée à l'est de la rue Joseph et au sud de la rue Henri-Duhamel, dans l'arrondissement de Verdun, pour la somme de 91 000 \$, plus les taxes applicables / Fermer et retirer du domaine public le lot 5 299 982 du cadastre du Québec

20.12 Qualité de vie , Direction de la culture et du patrimoine - 1131146001

Autoriser une dérogation au gel des dépenses générales d'administration (CE13 0713) / Autoriser une dépense de 100 000 \$ visant à convertir le prêt consenti en 2005 au Théâtre du Rideau vert en contribution financière / Autoriser un virement budgétaire de 100 000 \$ en provenance des dépenses générales d'administration vers le Service de la qualité de vie

20.13 Qualité de vie , Espace pour la vie - 1133046004

Prendre connaissance du rapport de la Commission sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Les Entreprises QMD inc. pour le projet de réfection de lanterneaux, phase 4 du Biodôme de Montréal pour une somme maximale de 6 872 324,79 \$ taxes incluses - Appel d'offres public BIO-9942-007 (2 soum.)

Mention spéciale: L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés financiers

20.14 Affaires institutionnelles , Direction des affaires institutionnelles - 1134834010

Ratifier la quatrième modification de l'accord de contribution convenu avec le Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, la Fédération canadienne des municipalités et l'Union des municipalités du Québec, aux fins de prolonger le projet « Programme de coopération municipale Haïti-Canada (PCM) » en Haïti du 30 septembre 2013 au 30 novembre 2013

Mention spéciale: En lien avec les articles 20.15 et 20.16

20.15 Affaires institutionnelles , Direction des affaires institutionnelles -
1134834009

Approuver la cinquième modification de l'accord de contribution convenu avec le Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, la Fédération canadienne des municipalités et l'Union des municipalités du Québec, aux fins d'aider à réaliser le projet « Programme de coopération municipale Haïti-Canada (PCM) » en Haïti, du 1^{er} décembre 2013 au 31 mars 2014

Mention spéciale: En lien avec les articles 20.14 et 20.16

20.16 Affaires institutionnelles , Direction des affaires institutionnelles -
1134834008

Approuver la participation de la Ville de Montréal à un Projet conjoint de coopération décentralisée en Haïti dans le cadre de la deuxième phase du Programme de coopération municipale Haïti/Canada (PCM2) avec la Fédération canadienne des municipalités et l'Union des municipalités du Québec / Approuver la signature d'un accord de contribution avec le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement (MAECD)

Mention spéciale: En lien avec les articles 20.14 et 20.15

30 – Administration et finances

30.01 Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction des services regroupés aux arrondissements - 1134631003

Offrir aux conseils d'arrondissements, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, d'assumer la responsabilité de déchetage et de collecte des branches provenant du domaine privé sur le territoire des arrondissements participants pour l'année 2014

30.02 Finances , Direction Services partagés financiers - 1134309008

Adopter une résolution prévoyant l'étalement de la variation des valeurs foncières découlant de l'entrée en vigueur du rôle d'évaluation foncière le 1^{er} janvier 2014, conformément à l'article 253.27 de la *Loi sur la fiscalité municipale*

30.03 Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction de l'approvisionnement - 1130088001

Prolonger, conformément à l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, la déclaration de compétence quant aux pouvoirs des arrondissements auxquels réfère le Modèle d'affaires de la fonction d'approvisionnement (CM11 0836, modifiée par CM11 1041), pour une période de 5 ans, à compter du 1^{er} janvier 2014

41 – Avis de motion

41.01 L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève , Bureau du directeur d'arrondissement - 1133890023

Avis de motion - Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 200 000 \$ pour la réalisation de travaux de reconstruction et de prolongement du réseau d'aqueduc et d'égout sanitaire sur la rue Place Denis de l'arrondissement de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève (12-031)

42 – Adoption de règlements - Dispense de lecture

42.01 Pierrefonds-Roxboro , Direction des travaux publics - 1122690003

Adoption - Règlement modifiant le Règlement relatif au régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Roxboro (550 et ses modifications)

42.02 Finances , Direction Services partagés financiers - 1134309002

Adoption - Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 2 100 000 \$ pour le financement des travaux de construction de conduites secondaires souterraines pour un tronçon du boulevard Thimens, à l'est du boulevard Pitfield (06-047)

42.03 Finances , Direction Services partagés financiers - 1134309003

Adoption - Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 150 000 000 \$ afin de financer les travaux de réfection routière sur le réseau artériel relevant, avant le 1^{er} janvier 2009, de la compétence du conseil d'agglomération et dont l'objet est visé par des règlements adoptés par le conseil d'agglomération (09-016)

43 – Avis de motion et adoption d'un projet de règlement et procédure nécessaire à cette fin

43.01 Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises - 1123779006

Adoption, sans changement, d'un second projet de règlement intitulé « Règlement autorisant la démolition, la construction, la transformation et l'occupation des bâtiments pour le collège Notre-Dame situé au 3791, chemin Queen-Mary »

Mention spéciale: En lien avec l'article 44.01

Avis de motion et adoption de projet le 17 décembre 2012

Assemblée publique de consultation de l'OCPM tenue le 27 mai 2013

44 – Rapport de consultation publique / Adoption du règlement d'urbanisme

44.01 Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises - 1123779005

Adoption, sans changement, du règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) » afin de modifier les annexes H, I, J et K du Document complémentaire, pour le collège Notre-Dame

Mention spéciale: En lien avec 43.01

Avis de motion et adoption de projet le 17 décembre 2012

Assemblée publique de consultation par l'OCPM tenue le 27 mai 2013

44.02 Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises - 1136347020

Adoption, sans changement, du règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) » - modifications omnibus

Mention spéciale: Avis de motion et adoption de projet le 2 octobre 2013

Assemblée publique de consultation tenue le 22 octobre 2013

50 – Ressources humaines

50.01 Capital humain et des communications , Dotation main d'oeuvre et rémunération des cadres - 1130395009

Nomination du directeur général

65 – Motion des conseillers

65.01 Direction générale , Direction du greffe

Motion de l'opposition officielle demandant aux paramunicipales et aux sociétés en commandite liées à la Ville de Montréal de fournir leur rapport annuel au Conseil de ville

65.02 Direction générale , Direction du greffe

Motion de l'opposition officielle pour demander au gouvernement du Québec de lancer dès 2014 le processus de remplacement des 423 voitures de métro de type MR-73

65.03 Direction générale , Direction du greffe

Motion de l'opposition officielle pour encadrer l'embauche d'un inspecteur général

65.04 Direction générale , Direction du greffe

Motion de conseiller sur la gestion des élections municipales et des scrutins référendaires simultanés

80 – Conseil d'agglomération - Dossiers pour orientation

80.01 Direction générale , Direction du greffe

20 – Affaires contractuelles

20.01 Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction de l'approvisionnement - 1134119009

Conclure trois ententes-cadres pour une durée de trente-six mois, avec une option de prolongation de deux périodes de douze mois, avec Recy Béton inc., Bauval CMM, division de Bau-Val inc. et Construction GFL inc., pour la fourniture de services de sites pour la valorisation de la pierre, du roc, du béton et de l'asphalte - Appel d'offres public 13-12769 (4 soum.)

Compétence d'agglomération : Élimination et la valorisation des matières résiduelles, ainsi que tout autre élément de leur gestion si elles sont dangereuses, de même que l'élaboration et l'adoption du plan de gestion de ces matières

20.02 Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction de l'approvisionnement - 1134338001

Autoriser l'option visant la prolongation annuelle des ententes-cadres collectives avec 1714141 Alberta Ltd (Les Pétroles Parkland) et Énergie Valéro inc. (anciennement Ultramar ltée) pour la fourniture, sur demande, d'essence super sans plomb, régulière sans plomb, mazout, diesel coloré pour génératrice, diesel arctique, et diesel coloré standard tel que prévu à la clause 5 de la section clauses administratives particulières des documents de l'appel d'offres public 11-11737(2 soum.)

Compétence d'agglomération : Cas où la municipalité centrale a succédé à une municipalité régionale de comté ou à une communauté urbaine, toute autre matière sur laquelle la compétence appartient à la municipalité centrale et appartenait, en vertu d'une disposition législative, à l'organisme auquel la municipalité a succédé

20.03 Bureau du vérificateur général , Direction Technologies de l'information éthique et administration - 1136305001

Autoriser une dépense additionnelle de 138 739,18 \$, taxes incluses, pour des travaux complémentaires afin de compléter la certification des états financiers de l'année 2013 dans le cadre de la convention de services professionnels intervenue avec Deloitte s.e.n.c.r.l. (CG12 0047), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 596 024,31 \$ à 1 734 763,49 \$, taxes incluses / Approuver le projet d'addenda no 3 à cette fin

Compétence *Dépenses mixtes d'administration générale*
d'agglomération :

20.04 Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction des stratégies et transactions immobilières - 1134069012

Approuver le projet de convention de prolongation du bail par lequel la Ville sous-loue à Archidata inc., pour une période additionnelle de 5 ans à compter du 1^{er} novembre 2013, un local d'une superficie de 199,74 mètres carrés, situé au 333 rue Notre-Dame Est, utilisé à des fins administratives, moyennant un loyer total de 259 250,36 \$ excluant les taxes

Compétence *Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération*
d'agglomération :

20.05 Qualité de vie , Direction des grands parcs et du verdissement - 1134956009

Approuver un projet d'acte aux termes duquel l'Institution royale pour l'avancement des sciences (Université McGill), avec l'intervention de l'Hôpital Royal Victoria, crée en faveur de la Ville de Montréal, une servitude de passage public permettant de relier la rue University et le parc du Mont-Royal par un sentier piétonnier, sans contrepartie monétaire, le tout sujet aux termes et conditions stipulés au projet d'acte

Compétence *Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération*
d'agglomération :

20.06 Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction de l'approvisionnement - 1130066003

Conclure une entente-cadre d'une durée de trente-six mois avec Compugen inc. pour la fourniture, sur demande, des produits de l'éditeur Microsoft - Appel d'offres public 13-13094 (3 soum.)

Compétence
d'agglomération : *Dépenses mixtes*

Mention spéciale: *Ce dossier est en lien avec les dossiers décisionnels 1135954001 (30.03) et 1135954002 (30.02), déjà approuvés par le comité exécutif et retirés de l'ordre du jour de l'assemblée du conseil municipal du 23 septembre 2013.*

20.07 *Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction des immeubles - 1136292001*

Accorder un contrat à Ascenseur Innovatec inc. pour les services d'entretien d'équipements de transport vertical (1 lot), pour une période de 36 mois - Dépense totale de 764 946,71 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 13-13024 (3 soum.)

Compétence
d'agglomération : *Acte mixte*

20.08 *Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction de l'approvisionnement - 1133447006*

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure une entente-cadre d'une durée de 4 ans avec Accessoires Outillage limitée pour l'achat ou la location de balais de rue de type aspirateur, montés sur des châssis de camion à cabine avancée de marque Autocar - Appel d'offres public 13-13050 (3 soum.)

Compétence
d'agglomération : *Dépenses mixtes*

20.09 *Eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1130362005*

Accorder un contrat de services professionnels à Phytronix Technologies inc. pour l'étude d'un concept d'aménagement du laboratoire environnemental de la Station d'épuration Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 168 582,09 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 13-12328 (2 soum. 1 seul conforme) / Approuver un projet de convention à cette fin

Compétence
d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

20.10 Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction stratégies et transactions immobilières - 1134313001

Approuver le projet d'acte par lequel la Ville acquiert de 9143-5818 Québec inc. une lisière de terrain vacant d'une superficie totale de 2 337,5 mètres carrés, située à l'est du boulevard Pitfield, au nord du boulevard Henri-Bourassa Ouest, dans l'arrondissement de Saint-Laurent, au montant de 370 000 \$, plus les taxes applicables, pour les fins de chemin d'accès au terrain principal voué à l'implantation d'un nouveau centre de traitement des matières résiduelles / Approuver un projet d'acte de vente et un projet de convention de services professionnels à cet effet

Compétence d'agglomération : Élimination et la valorisation des matières résiduelles, ainsi que tout autre élément de leur gestion si elles sont dangereuses, de même que l'élaboration et l'adoption du plan de gestion de ces matières

20.11 Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction des stratégies et transactions immobilières - 1136037003

Approuver un projet d'acte par lequel la Ville acquiert de Gestion Cordevco ltée un emplacement situé sur le chemin Sainte-Marie, à l'intérieur des limites de la Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue, d'une superficie de 44 567,2 mètres carrés, à des fins d'agrandissement du parc-nature de l'Anse-à-l'Orme, pour la somme de 1 900 000 \$, plus les taxes applicables

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Écoterritoires

20.12 Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction des stratégies et transactions immobilières - 1131368015

Approuver un projet d'acte par lequel la Ville vend à l'École de technologie supérieure, aux fins d'assemblage pour une construction institutionnelle, sept parcelles de terrain, d'une superficie totale de 17,5 mètres carrés, situées entre les rues William, Murray, Notre-Dame Ouest et de la Montagne, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, pour la somme de 30 000 \$, plus les taxes applicables / Fermer et retirer du domaine public les lots 4 077 397, 4 077 400, 4 121 824, 5 278 909, 5 283 093, 5 283 147 et 5 283 148 du cadastre du Québec

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Aménagement et réaménagement du domaine public, y compris les travaux d'infrastructures, dans un secteur de l'agglomération désigné comme le centre-ville

20.13 Qualité de vie , Direction des sports et de l'activité physique - 1135848001

Accorder un soutien financier non récurrent de 530 000 \$ et un soutien en biens et services d'une valeur de 505 000 \$ pour l'année 2014 aux Jeux mondiaux des policiers et pompiers - Montréal 2017, dans le cadre de l'organisation de cet événement / Approuver le projet de convention à cet effet

Compétence *Annexe du décret - Aide à l'élite sportive et événements sportifs*
d'agglomération : *d'envergure métropolitaine, nationale et internationale*

20.14 Eau , Direction - 1131158007

Approuver une entente intermunicipale entre la Ville de Montréal et la Ville de Dorval concernant le transfert à l'agglomération des activités liées à l'exploitation de l'usine de production d'eau potable de Dorval

Compétence *Alimentation en eau et assainissement des eaux*
d'agglomération :

20.15 Eau , Direction - 1131158008

Approuver une entente intermunicipale entre la Ville de Montréal et la Ville de Pointe-Claire concernant le transfert à l'agglomération des activités liées à l'exploitation de l'usine de production d'eau potable de Pointe-Claire

Compétence *Alimentation en eau et assainissement des eaux*
d'agglomération :

20.16 Qualité de vie , Direction des grands parcs et du verdissement - 1136218015

Accorder un contrat de services professionnels à Groupe CHB-IBI inc. pour un plan de mise en valeur de la falaise Saint-Jacques pour une somme maximale de 162 299,60 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 13-13129 (1 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin

Compétence *Annexe du décret - Écoterritoires*
d'agglomération :

30 – Administration et finances

30.01 Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des services judiciaires - 1132346001

Autoriser la cour municipale de la Ville de Montréal à siéger au point de service situé au 7777, boulevard Newman, dans l'arrondissement de LaSalle

Compétence *Cour municipale*
d'agglomération :

30.02 Technologies de l'information , Direction - 1135954002

Autoriser une dépense de 2 050 743,75 \$, taxes incluses, pour la conformité des droits d'auteur et l'acquisition de licences d'infrastructure serveurs Microsoft, conditionnellement à l'approbation de l'entente-cadre à intervenir entre la Ville et Compugen inc.

Compétence *Dépenses mixtes d'administration générale*
d'agglomération :

Mention spéciale: *En lien avec l'article 20.06*

30.03 Technologies de l'information , Direction - 1135954001

Autoriser une commande de 2 316 746,25 \$, taxes incluses, auprès du Centre de Services partagés du Québec (CSPQ) pour la conformité des droits d'auteur et l'acquisition de licences Microsoft Office 2013 Pro Plus / Autoriser une dépense de 1 226 207,45 \$, taxes incluses, à cet effet, conditionnellement à l'approbation de l'entente-cadre à intervenir entre la Ville et Compugen inc.

Compétence *Dépenses mixtes*
d'agglomération :

Mention spéciale: *En lien avec l'article 20.06*

30.04 L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève , Direction des travaux publics ingénierie et aménagement urbain - 1123152016

Autoriser l'émission d'une attestation de non-objection requise par la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., chap. Q-2) pour la construction des infrastructures souterraines (égouts et aqueduc) et de surface (fossé, bordures, trottoirs, lampadaires) dans le cadre du projet domiciliaire Val des Bois Phase 3C à L'Île-Bizard

Compétence d'agglomération : Cas où la municipalité centrale a succédé à une municipalité régionale de comté ou à une communauté urbaine, toute autre matière sur laquelle la compétence appartient à la municipalité centrale et appartenait, en vertu d'une disposition législative, à l'organisme auquel la municipalité a succédé

42 – Adoption de règlements - Dispense de lecture

42.01 Le Plateau-Mont-Royal , Direction du développement du territoire - 1135898008

Adoption - Règlement autorisant la démolition du bâtiment existant et la construction et l'occupation d'un bâtiment à des fins de logement social sur le lot 4 314 254 du cadastre du Québec

Compétence d'agglomération : Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri

45 – Règlement de la Société de transport de Montréal

45.01 Société de transport de Montréal , Direction - 1130854001

Approuver un ajout de 13 833 866 \$ au PTI 2013-2014-2015 et le Règlement R-145 de la Société de transport de Montréal autorisant un emprunt de 13 833 866 \$ pour financer le projet de mise à niveau des moteurs de traction des voitures MR-73

Compétence d'agglomération : Transport collectif des personnes

Montréal 

***Conseil municipal
Assemblée du 16 décembre 2013***

CATÉGORIE

03

SUJETS D'OUVERTURE

3.02 et 3.03

**Procès-verbal de l'assemblée extraordinaire du conseil municipal
du 18 novembre 2013
19 h**

**Séance tenue le lundi 18 novembre 2013
Salle du conseil de l'hôtel de ville**

PRÉSENCES :

M. Denis Coderre, Mme Manon Barbe, M. Dimitrios (Jim) Beis, M. Frantz Benjamin, M. Richard Bergeron, Mme Karine Boivin Roy, M. Éric Alan Caldwell, M. Richard Celzi, M. Harout Chitilian, Mme Marie Cinq-Mars, Mme Catherine Clément-Talbot, M. Russell Copeman, M. François William Croteau, Mme Suzanne Décarie, M. Gilles Deguire, Mme Mary Deros, M. Richard Deschamps, M. Alan DeSousa, M. Pierre Desrochers, M. Benoit Dorais, Mme Erika Duchesne, M. Sterling Downey, M. Marc-André Gadoury, M. Pierre Gagnier, Mme Manon Gauthier, M. Jean-Marc Gibeau, M. Richard Guay, Mme Andrée Hénault, Mme Laurence Lavigne Lalonde, M. Guillaume Lavoie, Mme Elsie Lefebvre, M. François Limoges, Mme Louise Mainville, M. Normand Marinacci, Mme Justine McIntyre, M. Peter McQueen, M. Réal Ménard, M. Francesco Miele, M. Alex Norris, M. Jean-François Parenteau, M. Lionel Perez, M. Dominic Perri, Mme Valérie Plante, Mme Magda Popeanu, M. Giovanni Rapanà, Mme Chantal Rossi, M. Marvin Rotrand, Mme Chantal Rouleau, M. Richard Ryan, M. Aref Salem, Mme Anie Samson, M. Steve Shanahan, M. Craig Sauvé, M. Jeremy Searle, Mme Anne-Marie Sigouin, Mme Émilie Thuillier et Mme Monique Vallée.

ABSENCES SANS MOTIF AU SENS DU RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS :

M. Michel Bissonnet, M. Jean-François Cloutier et M. Luc Ferrandez.

ABSENCES AVEC MOTIF AU SENS DU RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS :

M. Claude Dauphin et M. Luis Miranda.

AUTRES PRÉSENCES :

Mme Colette Fraser, Greffière adjointe
M. Yves Saindon, Greffier de la Ville

Le maire déclare la séance ouverte et demande d'observer un moment de recueillement. Le maire s'adresse aux membres du conseil et souligne les 31 ans de vie politique du conseiller Marvin Rotrand. Il invite ce dernier à présider la séance jusqu'à la désignation du président du conseil prévue à l'article 51.01 de l'ordre du jour. Le maire quitte le fauteuil présidentiel et cède sa place au conseiller Marvin Rotrand.

1 - Période de questions du public

Le conseiller Marvin Rotrand, agissant à titre de président pour une partie de l'assemblée, appelle le point « Période de questions du public ».

<u>Question de</u>	<u>À</u>	<u>Objet</u>
Mme Hélène Brouillette	M. Denis Coderre (M. Marvin Rotrand)	Augmenter le nombre d'autobus aux heures de pointe dans l'arrondissement de LaSalle pour amoindrir la congestion générée par la fermeture de voies sur le pont Champlain / Installation d'ascenseurs à la station de métro Angrignon pour la rendre accessible universellement

<u>Question de</u>	<u>À</u>	<u>Objet</u>
Mme Giovanna Giancastro	M. Denis Coderre	Coût excessif du stationnement sur rues à Montréal – Amélioration de la gestion de Stationnement de Montréal / Implanter le paiement par carte de débit
M. Michel Benoit	M. Denis Coderre (M. Harout Chitilian) (M. Réal Ménard)	Composition du conseil d'administration, salaire des membres et profits réels générés par l'Édition 2013 des Mosaïcultures / Bixi - Rendre public les états financiers 2011 et 2012 de la Société de vélo en libre service pour les villes de Toronto et de Montréal
M. Louis Langevin	M. Denis Coderre (M. Pierre Desrochers)	Permettre le paiement des comptes de taxes sur une période de 12 mois / Discrimination entre le traitement réservé aux locataires et celui réservé aux propriétaires
M. Laurian Ionita	M. Denis Coderre (M. Lionel Perez)	Rencontre avec le nouveau maire afin de trouver des solutions aux problématiques de l'immeuble situé au 3600, avenue Van Horne
M. Laurent Morissette	M. Denis Coderre (Mme Monique Vallée)	Financement des organismes communautaires à augmenter et à diversifier / Permettre aux organismes ne disposant pas de bureau fixe de bénéficier de subventions de façon récurrente
M. Yves Daoust	M. Denis Coderre (M. Aref Salem)	Augmentation d'espaces de stationnement incitatif aux abords des stations de métro pour accroître le nombre d'usagers du transport en commun – Urgence de trouver des solutions pour décongestionner les rues
M. Gabriel Courville-Abboud	M. Denis Coderre (M. Aref Salem)	Congestion aux heures de pointe et solutions envisagées pour améliorer la fluidité des déplacements sur le territoire
M. Francesco Moreno	M Denis Coderre	Webdiffusion de toutes les séances des conseils d'arrondissement pour plus de transparence
M. Michael Shafter	M. Denis Coderre (M Harout Chitilian)	Suggestions pour plus de transparence et s'assurer d'une plus grande intégrité lors de l'octroi des contrats

N'ayant aucune autre intervention de la part des citoyens, le conseiller Marvin Rotrand déclare la période de questions du public close à 19 h 40.

2 - Période de questions des membres du conseil

Le conseiller Marvin Rotrand appelle le point « Période de questions des membres du conseil ».

Les conseillers et conseillères ci-dessous formulent des questions aux membres du conseil indiqués en regard de leur nom :

<u>Question de</u>	<u>À</u>	<u>Objet</u>
M. Richard Bergeron	M. Denis Coderre	Confirmation par le gouvernement Fédéral d'un péage sur le pont Champlain - Installation souhaitée de péages sur tous les ponts reliant la Rive-sud à l'île de Montréal pour éviter les effets négatifs / Tenue d'un concours d'architecture et d'ingénierie malgré l'urgence
M. Marc-André Gadoury	M. Denis Coderre (M. Aref Salem)	Prioriser les dossiers portant sur la sécurité des intersections – Encourager les policiers à faire preuve de discernement lors de l'émission de constats d'infractions aux piétons, notamment aux abords du Centre Bell lors de grands rassemblements

<u>Question de</u>	<u>À</u>	<u>Objet</u>
M. Benoit Dorais	M. Denis Coderre	Conséquences d'une réglementation visant l'implantation d'un moratoire sur l'émission de certificat de conformité environnemental pour le projet Turcot et autres grands projets autoroutiers de la Métropole / Moyens préconisés pour la réalisation du projet Turcot en toute efficience
M. Peter McQueen	M. Denis Coderre (M. Pierre Desrochers)	Assurance que des mesures seront mises de l'avant pour résoudre le problème de sous-dotation des arrondissements
Mme Marie Cinq-Mars	M. Denis Coderre (M. Harout Chitilian)	Engagement à respecter la spécificité des arrondissements et leurs limites territoriales / Réduire le gaspillage de fonds publics qui ne découlent pas nécessairement de l'existence des arrondissements
Mme Érika Duchesne	M. Denis Coderre	Appliquer la parité hommes/femmes lors de nominations aux diverses instances de la Ville
M. Alex Norris	M. Denis Coderre	Privilégier la nomination d'usagers du transport en commun au conseil d'administration de la Société de transport de Montréal – Élimination du tarif préférentiel « L » par la Régie de l'énergie et effets appréhendés sur les coûts des titres de transport
Mme Émilie Thuillier	M. Denis Coderre (Mme Anie Samson)	Préoccupations pour les futures nominations afin d'atteindre l'équité hommes/femmes dans la représentation aux commissions et autres instances ou organismes de la Ville

À 20 h 11

Il est proposé par M. Marc-André Gadoury

appuyé par M. Benoit Dorais

de prolonger de 15 minutes la période de questions des membres, conformément à l'article 53 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051)*.

La proposition est adoptée à l'unanimité.

M. Jeremy Searle	M. Denis Coderre (M. Russel Copeman)	Projet de prolongement du boulevard Cavendish – position de l'Administration dans ce dossier
M. Guillaume Lavoie	M. Denis Coderre	Assurance que la Société de transport de Montréal n'augmentera pas ses tarifs au-delà de l'inflation en raison de décisions de la Régie de l'énergie de hausser les tarifs d'électricité de la Société
M. Steve Shanahan	M. Lionel Perez	Représentation auprès du gouvernement du Québec afin d'établir une école publique francophone dans le district Peter McGill
M. François Limoges	M. Denis Coderre	Représentation des élus de l'opposition officielle aux diverses instances de la Ville – Respect de la tradition dans les nominations à venir

À l'expiration du délai imparti pour la période de questions des membres du conseil par le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051)*, le conseiller Marvin Rotrand déclare la période de questions des conseillers close à 20 h 28.

À 20 h 29, le leader de l'opposition officielle évoque l'article 101 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051)* et demande aux membres du conseil d'utiliser le titre de Chef de l'opposition officielle lors d'échanges avec M. Richard Bergeron par respect de la fonction et de son titulaire

CM13 1035

Adoption de l'ordre du jour de l'assemblée extraordinaire du conseil municipal

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par Mme Anie Samson

Et résolu :

d'adopter l'ordre du jour de l'assemblée extraordinaire du conseil municipal du 18 novembre 2013, tel que livré aux membres du conseil en y retirant les articles 7.02 et 15.01.

Adopté à l'unanimité.

03.01

7 - Dépôt

Le conseiller Marvin Rotrand appelle le point « Dépôt »

CM13 1036

Dépôt de l'avis de désignation du leader de la majorité

Madame Anie Samson dépose l'avis de désignation de monsieur Francesco Miele à titre de leader de la majorité, et le conseil en prend acte.

07.01

Article 7.02 - Dépôt de l'avis de désignation du leader adjoint de la majorité

Retiré séance tenante. (Voir article 3.01).

CM13 1037

Dépôt de l'avis de désignation du chef de l'opposition officielle et du conseiller désigné au sens de l'article 114.5 de la *Loi sur les cités et villes*

Le leader de la majorité dépose l'avis de désignation de monsieur Richard Bergeron à titre de chef de l'opposition officielle et de conseiller désigné au sens de l'article 114.5 de la *Loi sur les cités et villes*, et le conseil en prend acte.

07.03

CM13 1038

Dépôt de l'avis de désignation du leader de l'opposition officielle

Le leader de la majorité dépose l'avis de désignation de monsieur Marc-André Gadoury à titre de leader de l'opposition officielle, et le conseil en prend acte.

07.04

CM13 1039

Dépôt de l'avis de désignation du leader adjoint de l'opposition officielle

Le leader de la majorité dépose l'avis de désignation de madame Valérie Plante à titre de leader adjoint de l'opposition officielle, et le conseil en prend acte.

07.05

CM13 1040

Dépôt de l'avis de désignation d'autres leaders, conformément à l'article 13 du Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régies interne du conseil municipal (06-051)

Le leader de la majorité dépose l'avis de désignation de monsieur Benoit Dorais à titre de leader de la Coalition Montréal Marcel Côté, conformément à l'article 13 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régies interne du conseil municipal (06-051)*, et le conseil en prend acte.

07.06

CM13 1041

Dépôt de la liste des membres du comité exécutif

Le maire dépose la liste des membres du comité exécutif soit :

- Monsieur Pierre Desrochers à titre de président;
- Madame Anie Samson à titre de vice-présidente;
- Monsieur Harout Chitilian à titre de vice-président;
- Madame Chantal Rouleau;
- Monsieur Lionel Perez;
- Monsieur Dimitrios Jim Beis;
- Madame Monique Vallée;
- Madame Manon Gauthier;
- Monsieur Aref Salem;
- Monsieur Russell Copeman;
- Monsieur Réal Ménard;

et le conseil en prend acte.

07.07

CM13 1042

Dépôt de la liste des conseillers associés

Le maire dépose la liste des conseillers associés soit :

- Madame Mary Deros;
- Monsieur Richard Guay;
- Monsieur Jean-Marc Gibeau;
- Madame Chantal Rossi;
- Monsieur Jean-François Parenteau;
- Madame Elsie Lefebvre;
- Madame Suzanne Décarie;
- Madame Karine Boivin-Roy;

et le conseil en prend acte.

07.08

CM13 1043

Dépôt de la liste des membres du conseil municipal siégeant au conseil d'agglomération

Le maire dépose la liste des membres du conseil municipal siégeant au conseil d'agglomération soit :

- Madame Chantal Rouleau;
- Monsieur Gilles Deguire;
- Monsieur Jean-Marc Gibeau;
- Monsieur Pierre Gagnier;
- Madame Anie Samson;
- Monsieur Benoit Dorais;
- Monsieur Jean-François Parenteau;
- Madame Monique Vallée;
- Monsieur Dimitrios Jim Beis;
- Monsieur Lionel Perez;
- Monsieur Russell Copeman;
- Monsieur Claude Dauphin;
- Monsieur Alan DeSousa;
- Madame Manon Barbe;
- Monsieur Éric Alan Caldwell;

et le conseil en prend acte.

07.09

CM13 1044

Dépôt de la liste des conseillers désignés par le maire pour siéger au conseil de l'arrondissement de Ville-Marie

Le maire désigne monsieur Jean-Marc Gibeau et madame Karine Boivin-Roy pour siéger au conseil de l'arrondissement de Ville-Marie, et le conseil en prend acte.

07.10

Article 15.01 - Déclaration relative à la Charte affirmant les valeurs de laïcité et de neutralité religieuse de l'État ainsi que d'égalité entre les femmes et les hommes et encadrant les demandes d'accommodements

Retiré séance tenante. (Voir article 3.01).

CM13 1045

Déclaration de solidarité envers la communauté philippine de Montréal et au peuple philippin suite à la tragédie causée par le typhon Haiyan aux Philippines, le 8 novembre 2013

Attendu que le typhon Haiyan fait partie des typhons les plus violents de l'année 2013 et est l'un des plus puissants à avoir touché terre;

Attendu que le typhon Haiyan a causé des dommages considérables aux Philippines le 8 novembre 2013;

Attendu que cette catastrophe naturelle a détruit des régions entières de l'archipel, tant au niveau des habitations que des routes et autres infrastructures;

Attendu que cette tragédie a causé plusieurs milliers de victimes et des centaines de milliers de blessés et de déplacés;

Attendu que cette tragédie touche de nombreux citoyens montréalais d'origine philippine;

Attendu que l'apport culturel et économique de la communauté philippine de Montréal est considérable;

Attendu l'inquiétude et la tristesse que les Montréalais et Montréalaises originaires des Philippines vivent devant l'ampleur du drame qui touche parents et amis aux Philippines;

Attendu l'empathie et la consternation exprimées par les Montréalais et Montréalaises devant cette tragédie;

Attendu que la Ville de Montréal souhaite contribuer à l'effort humanitaire international pour aider la population de ce pays dont plusieurs régions ont été dévastées;

Il est proposé par M. Denis Coderre

appuyé par M. Dimitrios Jim Beis
M. Richard Bergeron
Mme Mary Deros

Et résolu :

que les membres du conseil municipal :

- 1- expriment leur solidarité envers les sinistrés du typhon Haiyan, qui a frappé l'archipel des Philippines, le 8 novembre 2013;
- 2- invitent les Montréalais et les Montréalaises à montrer l'exemple et les encouragent à faire des dons à la Croix-Rouge canadienne en signe de solidarité, en faveur des personnes sinistrées;

3- adressent aux citoyens montréalais d'origine philippine, dont des parents et des proches ont été touchés par cette tragédie, leur condoléances, leur support et leur amitié en cette difficile épreuve.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

15.02

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Harout Chitilian

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 50.01 à 50.05 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM13 1046

Désignation du président du conseil

Il est proposé par M. Denis Coderre

appuyé par M. Francesco Miele

Et résolu :

de désigner monsieur Frantz Benjamin à titre de président du conseil.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

51.01

À 20 h 54, le conseiller Marvin Rotrand quitte le fauteuil présidentiel et cède sa place au conseiller Frantz Benjamin, président du conseil.

CM13 1047

Désignation du vice-président du conseil

Il est proposé par M. Denis Coderre

appuyé par M. Richard Bergeron

Et résolu :

de désigner madame Érika Duchesne, à titre de vice-présidente du conseil.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

51.02

CM13 1048

Désignation du président du comité exécutif

Il est proposé par M. Denis Coderre

appuyé par M. Francesco Miele

Et résolu :

de désigner monsieur Pierre Desrochers à titre de président du comité exécutif.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

51.03

CM13 1049

Désignation des vice-présidents du comité exécutif

Il est proposé par M. Denis Coderre

appuyé par M. Francesco Miele

Et résolu :

de désigner madame Anie Samson et monsieur Harout Chitilian, vice-présidents du comité exécutif.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

51.04

CM13 1050

Désignation du maire suppléant et fixation de son mandat

Il est proposé par M. Denis Coderre

appuyé par M. Francesco Miele

Et résolu :

de désigner madame Mary Deros maire suppléante pour les mois de novembre et décembre 2013, janvier et février 2014.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

51.05

À 21 h 01, tous les points de l'ordre du jour ayant été étudiés, le président du conseil déclare l'assemblée levée.

CONSEILLER MARVIN ROTRAND

GREFFIER

PRÉSIDENT DU CONSEIL

Tous et chacun des résolutions ci-dessus relatées sont approuvées.

MAIRE

**Procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal
du 26 novembre 2013
14 h**

**Séance tenue le mardi 26 novembre 2013
Salle du conseil de l'hôtel de ville**

PRÉSENCES :

M. Denis Coderre, M. Dimitrios (Jim) Beis, M. Frantz Benjamin, M. Richard Bergeron, Mme Karine Boivin Roy, M. Éric Alan Caldwell, M. Richard Celzi, M. Harout Chitilian, Mme Marie Cinq-Mars, Mme Catherine Clément-Talbot, M. Jean-François Cloutier, M. Russell Copeman, M. François William Croteau, Mme Suzanne Décarie, M. Gilles Deguire, Mme Mary Deros, M. Richard Deschamps, M. Alan DeSousa, M. Pierre Desrochers, M. Benoit Dorais, M. Sterling Downey, Mme Erika Duchesne, M. Marc-André Gadoury, M. Pierre Gagnier, Mme Manon Gauthier, M. Jean-Marc Gibeau, M. Richard Guay, Mme Andrée Hénault, Mme Laurence Lavigne Lalonde, M. Guillaume Lavoie, Mme Elsie Lefebvre, M. François Limoges, Mme Louise Mainville, M. Normand Marinacci, Mme Justine McIntyre, M. Peter McQueen, M. Réal Ménard, M. Francesco Miele, M. Alex Norris, M. Sylvain Ouellet, Mme Lorraine Pagé, M. Jean-François Parenteau, M. Lionel Perez, M. Dominic Perri, Mme Valérie Plante, Mme Magda Popeanu, M. Giovanni Rapanà, Mme Chantal Rossi, M. Marvin Rotrand, Mme Chantal Rouleau, M. Richard Ryan, M. Aref Salem, Mme Anie Samson, M. Craig Sauvé, M. Jeremy Searle, M. Steve Shanahan, Mme Anne-Marie Sigouin, Mme Émilie Thuillier et Mme Monique Vallée.

ABSENCES AVEC MOTIF AU SENS DU RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS :

Mme Manon Barbe, M. Michel Bissonnet, M. Claude Dauphin et M. Luis Miranda.

ABSENCE SANS MOTIF AU SENS DU RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS :

M. Luc Ferrandez.

AUTRES PRÉSENCES :

Mme Colette Fraser, Greffière adjointe
M. Yves Saindon, Greffier de la Ville

Le président du conseil, M. Frantz Benjamin, déclare la séance ouverte et souligne le décès, le 21 novembre dernier de M. Maurice Vachon, lutteur professionnel de renommée internationale. Au nom des membres du conseil, il souhaite ses plus sincères condoléances à la famille Vachon et rend hommage à ce grand homme en observant une minute de recueillement.

Par monsieur Frantz Benjamin

--- Dépôt du plan de banquet dédié aux membres du conseil.

Le président du conseil souhaite la bienvenue aux trois nouveaux élus récemment assermentés, soit Madame Lorraine Pagé, M. Sylvain Ouellet et M. Domenico Moschella. Il remercie encore les membres pour la confiance témoignée lors de sa nomination en tant que président du conseil et souhaite que les débats se déroulent de manière respectueuse. Il remercie sa collègue, la conseillère Érika Duchesne, qui le secondera dans ses tâches en tant que vice-présidente du conseil ainsi que toute l'équipe du Bureau de la présidence pour leur support.

Il informe les membres qu'une copie du livre soulignant les 100 ans des Archives de la Ville de Montréal a été distribuée ainsi qu'une note explicative pour la prise de photo de la carte d'identité. Il souligne les anniversaires de naissance du mois de novembre des conseillers et conseillères Chantal Rossi, Giovanni Rapanà, Jean-François Cloutier, Marie Cinq-Mars, Richard Ryan et Jean-François Parenteau. Il salue le conseiller à l'éthique, Me Guy Gilbert, présent dans les estrades. Il cède la parole à la conseillère Manon Gauthier qui encourage les membres à bien vouloir arborer le ruban blanc distribué pour témoigner leur solidarité contre la violence faite aux femmes

2 - Période de questions des membres du conseil

Le président du conseil appelle le point « Période de questions des membres du conseil ».

Les conseillers et conseillères ci-dessous formulent des questions aux membres du conseil indiqués en regard de leur nom :

<u>Question de</u>	<u>À</u>	<u>Objet</u>
M. Richard Bergeron	M. Denis Coderre	Nomination du futur président de la Société de transport de Montréal et assurance qu'il aura toutes les qualités pour mener à bien les dossiers prioritaires de la Société
M. Marc-André Gadoury	M. Denis Coderre (M. Réal Ménard)	Site considéré pour accueillir l'usine de compostage dans l'Est – Importance d'un centre de prétraitement
M. Benoit Dorais	M. Denis Coderre	Justifier la nomination d'un non-élu à la présidence de la Société de transport de Montréal et ce qui le qualifie pour ce poste
M. Normand Marinacci	M. Denis Coderre (M. Pierre Desrochers)	Normes établies pour la dotation des arrondissements et importance que l'administration démontre de l'ouverture aux projets de qualité présentés par les arrondissements
M. Peter McQueen	M. Aref Salem	CUSM - Mesures pour s'assurer que le gouvernement du Québec respectera son engagement en ce qui concerne le financement du plan original pour des accès pour les personnes à mobilité réduite à la station de métro Vendôme
M. Marvin Rotrand	M. Pierre Desrochers	Tenir compte de la capacité de payer des contribuables dans le budget 2014 afin que les augmentations ne dépassent pas l'inflation – Étalement des rôles fonciers sur plusieurs années
M. Alex Norris	M. Denis Coderre (M. Pierre Desrochers)	Mesures pour corriger la performance de Montréal en matière de lobbyisme – Mise à jour du Code de conduite des élus et des fonctionnaires
Mme Érika Duchesne	M. Aref Salem (M. Marvin Rotrand)	Maintien du tarif préférentiel « L » à garantir à la Société de transport de Montréal

À 14 h 43, le président du conseil indique que les 45 minutes allouées à la période de questions des membres sont écoulées. La conseillère Elsie Lefebvre demande une prolongation de la période de questions, appuyée du conseiller Alex Norris. Le leader de la majorité exprime le souhait d'établir des règles claires pour ce mandat. Le président du conseil autorise la prolongation de 15 minutes de la période de questions des membres sans passer au vote.

M. François Limoges	M. Denis Coderre	Urgence de procéder à la création d'un poste d'inspecteur général – Rapatrier la ligne éthique du bureau du contrôleur général au bureau du vérificateur général
---------------------	------------------	--

<u>Question de</u>	<u>À</u>	<u>Objet</u>
M. Guillaume Lavoie	M. Denis Coderre	Impacts de l'abolition du tarif préférentiel « L » sur les coûts d'exploitation de la Société de transport de Montréal – Motion d'urgence visant à conserver le tarif préférentiel
Mme Elsie Lefebvre	M. Denis Coderre	Aménagement des ruelles blanches et demande d'appui pour l'établissement d'aires de jeux pour les enfants et toute la famille
M. Richard Ryan	M. Aref Salem	Suivi de la motion adoptée par le conseil il y a environ deux ans visant à assurer la sécurité des cyclistes et piétons qui utilisent les passages à niveau du CP

À l'expiration du délai imparti pour la période de questions des membres du conseil par le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051)*, le président du conseil déclare la période de questions des conseillers close 15 h 01.

CM13 1051

Adoption de l'ordre du jour de l'assemblée ordinaire du conseil municipal

Conformément au projet-pilote de modifications à l'horaire et au déroulement des assemblées ordinaires du conseil municipal, pour la période du 1^{er} avril au 31 décembre 2011 (CM11 0167), et à la résolution du conseil municipal du 19 décembre 2011 (CM11 1064), la séquence d'étude et d'adoption des points inscrits au présent ordre du jour est, sous réserve de toute autre modification de séquence que le conseil pourrait convenir, le suivant :

- ***période de questions des membres du conseil (02)*;***
- ***les rubriques préliminaires (03 à 15 inclusivement);***
- ***les points en orientation au conseil d'agglomération (80);***
- ***tous les autres points, selon l'ordre de leur inscription à l'ordre du jour.***

****Veuillez noter que la première période de questions des citoyens continuera d'avoir lieu à 19 h***

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Harout Chitilian

Et résolu :

d'adopter l'ordre du jour de l'assemblée ordinaire du conseil municipal du 26 novembre 2013, tel que livré aux membres du conseil, ainsi que l'avis de convocation de la présente séance en y retirant les articles 80.01 (30.01), 80.01 (42.01) et 80.01 (51.02).

Un débat restreint s'engage.

À 15 h 03, le leader de la majorité souligne la présence de Mme Mélanie Joly au balcon.

À 15 h 03, le leader de l'opposition officielle propose l'ajout d'une motion d'urgence pour le maintien du tarif L à la Société de transport de Montréal à l'ordre du jour.

Le leader de la majorité convient de reconsidérer cette proposition d'ajout à une phase ultérieure.

Adopté à l'unanimité.

03.01

À 15 h 04,

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Harout Chitilian

de modifier la séquence de l'ordre du jour de manière à étudier immédiatement l'article 51.02.

La proposition est agréée.

CM13 1052

Nomination d'un membre au Conseil jeunesse de Montréal

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 20 novembre 2013 par sa résolution CE13 1724;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Harout Chitilian

Et résolu :

de nommer monsieur Maxime Le Breton, pour le secteur Est, à titre de membre du Conseil jeunesse de Montréal, pour un mandat de 3 ans, soit jusqu'en novembre 2016, en remplacement de monsieur David Nelson.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité (soit à plus des 2/3 des voix des membres).

51.02 1136467001

CM13 1053

Approbation du procès-verbal de l'assemblée extraordinaire du conseil municipal tenue le 16 septembre 2013

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par Mme Anie Samson

Et résolu :

d'approuver le procès-verbal de l'assemblée extraordinaire du conseil municipal tenue le 16 septembre 2013, conformément à l'article 333 de la *Loi sur les cités et villes* et suivant le certificat du 21 novembre 2013 émis par le greffier.

Adopté à l'unanimité.

03.02

CM13 1054

Approbation du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal tenue le 23 septembre 2013

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par Mme Anie Samson

Et résolu :

d'approuver le procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal tenue le 23 septembre 2013, conformément à l'article 333 de la *Loi sur les cités et villes* et suivant le certificat du 21 novembre 2013 émis par le greffier.

Adopté à l'unanimité.

03.03

4 – Annonces et dépôt de documents par le comité exécutif

Le président du conseil appelle le point « Annonces et dépôt de documents par le comité exécutif »

Le leader du comité exécutif dépose les documents suivants :

- 4.01 Dépôt de la liste des contrats octroyés par le comité exécutif conformément à l'article 200 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal du 26 août au 3 novembre 2013.

Un débat s'engage.

- 4.02 Dépôt de la liste des subventions octroyées par le comité exécutif du 26 août au 3 novembre 2013.

Un débat s'engage.

- 4.03 Dépôt de la liste des contrats octroyés par les fonctionnaires conformément à l'article 477.3 de la *Loi sur les cités et villes* du 26 août au 3 novembre 2013.

Un débat s'engage.

5 - Dépôt des résolutions de conseils d'arrondissement

Le président du conseil appelle le point « Dépôt des résolutions de conseils d'arrondissement »

Le leader du comité exécutif dépose les documents suivants :

- 5.01 Résolution CA13 170383 du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce – Motion - Rôle d'évaluation 2014-2016 et taxes foncières.

- 5.02 Résolution CA13 190309 du conseil d'arrondissement de Lachine concernant Aéroports de Montréal (ADM).
-

6 - Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil

Le président du conseil appelle le point « Dépôt de réponses aux questions écrites des membres du conseil »

Aucun document n'est déposé

7 - Dépôt

Le président du conseil appelle le point « Dépôt »

7.01 Dépôt du rapport sur l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération du 26 septembre 2013.

CM13 1055

Dépôt du calendrier des assemblées ordinaires du conseil municipal et du conseil d'agglomération pour les mois de novembre et décembre 2013

Le leader de la majorité dépose le calendrier des assemblées ordinaires du conseil municipal et du conseil d'agglomération pour les mois de novembre et décembre 2013, et le conseil en prend acte.

07.02 1132904007

CM13 1056

Dépôt du calendrier des assemblées ordinaires du conseil municipal et du conseil d'agglomération pour l'année 2014

Le leader de la majorité dépose le calendrier des assemblées ordinaires du conseil municipal et du conseil d'agglomération pour l'année 2014, et le conseil en prend acte.

07.03 1132904006

CM13 1057

Dépôt de la résolution du comité exécutif CE13 1723 relative aux modifications à la Charte de la Ville Montréal en vue de la création du poste d'inspecteur général (1133027002)

Le leader de la majorité dépose la résolution CE13 1723 relative aux modifications à la *Charte de la Ville Montréal* en vue de la création du poste d'inspecteur général, et le conseil en prend acte.

Un débat s'engage.

À 15 h 28, le leader de la majorité dépose une copie du sommaire 113302 7002 – Création du poste d'inspecteur général.

07.04 1133027002

7.05 Déclarations d'intérêts pécuniaires. Voir l'annexe au procès-verbal.

CM13 1058**Dépôt de l'avis de désignation d'autres leaders, conformément à l'article 13 du Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051)**

Le leader de la majorité dépose l'avis de désignation de monsieur Normand Marinacci à titre de leader du parti Vrai changement pour Montréal – Groupe Mélanie Joly, conformément à l'article 13 du Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051), et le conseil en prend acte.

07.06

CM13 1059**Dépôt de la liste modifiée des membres du conseil municipal siégeant au conseil d'agglomération**

Le maire dépose la liste modifiée des membres du conseil municipal siégeant au conseil d'agglomération soit :

- Monsieur Harout Chitilian en remplacement de monsieur Jean-Marc Gibeau;
- Monsieur Pierre Desrochers en remplacement de monsieur Jean-François Parenteau;
- Monsieur Aref Salem en remplacement de monsieur Pierre Gagnier;

et le conseil en prend acte.

07.07

11 - Dépôt de pétitions

Le président du conseil appelle le point « Dépôt de pétitions »

Aucun document n'est déposé.

CM13 1060**Déclaration sur la réaffirmation du principe en faveur d'une laïcité à l'image de Montréal**

Attendu que le conseil municipal de Montréal à son assemblée du 26 août 2013 a adopté à l'unanimité une motion affirmant son soutien aux objectifs universels prônés par une laïcité inclusive afin de construire un espace public qui soit à l'image du Montréal et du Québec du XXI^e siècle et rassemble les Montréalais de toutes convictions et de toutes origines;

Attendu que le gouvernement du Québec vient de déposer le projet de loi 60 visant l'adoption de la Charte affirmant les valeurs de laïcité et de neutralité religieuse de l'État ainsi que d'égalité entre les femmes et les hommes et encadrant les demandes d'accommodement;

Attendu que la neutralité de l'État est une composante essentielle d'une démocratie qui assure à ses citoyens une liberté de conscience et de religion et garantit que l'État n'impose aucune option spirituelle, politique ou religieuse à ses citoyens;

Attendu que ce principe de neutralité de l'État fait partie intégrante du droit à l'égalité entre citoyens protégé par nos chartes des droits et libertés;

Attendu que, conformément à l'article premier de la Charte montréalaise des droits et responsabilités, Montréal est un espace de vie où doivent être promues la dignité et l'intégrité de l'être humain, la tolérance, la paix, l'inclusion et l'égalité entre toutes les citoyennes et tous les citoyens;

Attendu que le fait français et la diversité des cultures sont au cœur de l'identité, de l'histoire et de la richesse de Montréal;

Attendu que l'article 12 de la Charte montréalaise rappelle que le caractère cosmopolite de Montréal représente une richesse mise en valeur par la promotion de l'inclusion et de relations harmonieuses entre les communautés et les individus de toutes les origines;

Attendu que plus de 70 % de l'immigration internationale au Québec s'établit dans l'agglomération de Montréal et que le caractère cosmopolite de la métropole constitue un de ses atouts majeurs, notamment en termes d'attractivité et de rayonnement international;

Attendu qu'il est souhaitable d'éviter tout dérapage mettant en péril notre capacité de vivre ensemble de façon harmonieuse et de nous réunir autour de ce qui fonde les spécificités de Montréal;

Il est proposé par M. Denis Coderre

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que le conseil municipal réaffirme son soutien aux objectifs universels prônés par une laïcité inclusive afin de construire un espace public qui soit à l'image du Montréal et du Québec du XXI^e siècle et rassemble les Montréalais de toutes convictions et de toutes origines.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

15.01

À 15 h 48, le conseil débute l'étude des dossiers d'agglomération en orientation.

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par Mme Anie Samson

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.01) à 80.01 (20.05) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM13 1061

Conclure une entente-cadre d'une durée de 36 mois avec Louis Hébert Uniforme inc. pour la fourniture des vêtements de protection individuelle contre les arcs et les chocs électriques - Appel d'offres public 13-12985 (1 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 28 novembre 2013 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par Mme Anie Samson

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - de conclure une entente-cadre d'une durée de 36 mois pour la fourniture sur demande des vêtements de protection individuelle contre les arcs et les chocs électriques;

- 2 - d'accorder au seul soumissionnaire Louis Hébert Uniforme inc., ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat à cette fin, aux prix unitaires de sa soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public 13-12985 et au tableau de prix reçus joint au rapport du directeur;
- 3 - d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services corporatifs, et ce, au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

1136135008
80.01 (20.01)

CM13 1062

Accorder un contrat à Les entreprises de construction Ventec inc. pour la construction de trottoir monolithe, de revêtement de béton, de mail central, de pavés de granit, le planage, la réfection de chaussée rigide, l'éclairage et la signalisation lumineuse dans le chemin de la Côte-Sainte-Catherine à l'intersection de l'avenue Vincent-D'Indy, dans l'arrondissement d'Outremont (Développement du réseau cyclable 2013) - Dépense totale de 432 523,70 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 263802 (2 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 28 novembre 2013 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par Mme Anie Samson

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

- 1 - d'autoriser une dépense de 432 523,70 \$, taxes incluses, pour la construction de trottoir monolithe, revêtement de béton, mail central, pavés de granit, planage, réfection de chaussée rigide, éclairage et signalisation lumineuse dans le chemin de la Côte-Sainte-Catherine à l'intersection de l'avenue Vincent-D'Indy (Développement du réseau cyclable 2013), dans l'arrondissement d'Outremont, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;
- 2 - d'accorder à Les entreprises de construction Ventec inc. le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 363 523,70 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 263802;
- 3 - d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à la majorité des voix.

Dissidences : Tous les membres présents de l'opposition officielle

1134822062
80.01 (20.02)

CM13 1063

Autoriser la cession du contrat octroyé à TransMontaigne Marketing Canada inc. pour la fourniture sur demande d'essence super et diesel arctique (CG11 0451), à la compagnie 1714141 Alberta Ltd (Les Pétroles Parkland) contrat se terminant le 21 décembre 2013, avec deux options de prolongation d'un an - Appel d'offres 11-11737 (2 soum.) / Autoriser la cession du contrat octroyé à TransMontaigne Marketing Canada inc. pour la fourniture, sur demande, de diesel clair et biodiesel (CG12 0479) à 1714141 Alberta Ltd (Les Pétroles Parkland), contrat se terminant le 21 décembre 2015, avec deux options de prolongation d'un an - Appel d'offres public STM 4284-06-12-54 (3 soum.) / Approuver un projet de convention de cession et de consentement à cette fin

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 28 novembre 2013 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par Mme Anie Samson

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

- 1 - d'autoriser la cession du contrat octroyé à TransMontaigne Marketing Canada inc. pour la fourniture, sur demande, d'essence super et diesel arctique (CG11 0451) à 1714141 Alberta Ltd (Les Pétroles Parkland), contrat se terminant le 21 décembre 2013, avec deux options de prolongation d'un an ;
- 2 - d'approuver à cette fin un projet de convention de cession et de consentement entre la Ville de Montréal, TransMontaigne Marketing Canada inc. et 1714141 Alberta Ltd établissant les conditions et modalités de cette cession ;
- 3 - d'autoriser la cession du contrat octroyé à TransMontaigne Marketing Canada inc. pour la fourniture, sur demande, de diesel clair et biodiesel (CG12 0479) à 1714141 Alberta Ltd (Les Pétroles Parkland), contrat se terminant le 21 décembre 2015, avec deux options de prolongation d'un an.

Adopté à l'unanimité.

1135317002
80.01 (20.03)

CM13 1064

Autoriser la prolongation de l'entente cadre conclue avec Chemise Empire Ltée (CG11 0444), pour la fourniture de chemises d'uniforme pour le Service de police de la Ville de Montréal, pour une période de douze mois supplémentaires

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 28 novembre 2013 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par Mme Anie Samson

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

- 1 - d'autoriser la prolongation de l'entente-cadre conclue avec Chemise Empire Ltée (CG11 0444), pour une période de douze mois supplémentaires, pour la fourniture de chemises d'uniforme pour le Service de police de la Ville de Montréal, conformément aux documents de l'appel d'offres public 11-11354;

2 - d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget de fonctionnement du Service de police de la Ville de Montréal et ce, au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

1135281004
80.01 (20.04)

CM13 1065

Approuver le renouvellement du contrat intervenu avec le Groupe Techna pour l'entretien des imprimantes et du logiciel du système d'émission de constats informatisés (SÉCI), pour la somme maximale de 396 202,17 \$, taxes incluses, pour la période du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2014, conformément à l'article 15.2 de la convention initiale (CG07 0102) et à la proposition en date du 12 septembre 2013

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 28 novembre 2013 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par Mme Anie Samson

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'approuver le renouvellement du contrat intervenu avec le Groupe Techna inc. pour l'entretien des imprimantes et du logiciel du système d'émission de constats informatisés (SÉCI), pour la somme maximale de 396 202,17 \$, taxes incluses, pour la période du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2014, le tout conformément à l'article 15.2 de la convention initiale (CG07 0102) et à la proposition de renouvellement en date du 12 septembre 2013 ;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1130206008
80.01 (20.05)

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par Mme Anie Samson

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.06) à 80.01 (20.10) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM13 1066

Approuver un projet de convention pour une durée de 2 ans, sans contrepartie financière, avec le groupe Scouts du 122^{ième} Marie-Reine de La Paix, organisme sans but lucratif, pour l'exploitation et la gestion d'un service de casse-croûte durant les saisons hivernales 2014 et 2015, de la mi-décembre à la mi-mars, au Château Gohier dans le parc-nature du Cap-Saint-Jacques, dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 28 novembre 2013 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par Mme Anie Samson

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'approuver un projet de convention pour une durée de 2 ans, sans contrepartie financière, entre la Ville de Montréal et le Groupe Scouts du 122^{ième} Marie-Reine de La Paix, pour l'exploitation et la gestion d'un service de casse-croûte durant les saisons hivernales 2014 et 2015, de la mi-décembre à la mi-mars, au Château Gohier dans le parc-nature du Cap-Saint-Jacques, dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro.

Adopté à l'unanimité.

1133277001
80.01 (20.06)

CM13 1067

Accorder un contrat de gré à gré à IBM Canada, par l'entremise de l'entente avec le Centre de services partagés du Québec (CSPQ), pour la réinscription de la couverture annuelle de l'entretien et du remplacement logiciels selon le programme Passeport Avantage pour les produits au catalogue IBM (Maximo), pour la période du 1^{er} décembre 2013 au 30 novembre 2014, pour une somme maximale de 438 623,09 \$, taxes incluses

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 28 novembre 2013 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par Mme Anie Samson

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'accorder, conformément aux dispositions de la loi, un contrat de gré à gré à IBM Canada, par l'entremise de l'entente avec le Centre de services partagés du Québec (CSPQ), pour la réinscription de la couverture annuelle de l'entretien et du remplacement logiciels selon le programme Passeport Avantage pour les produits au catalogue IBM (Maximo), pour la période du 1^{er} décembre 2013 au 30 novembre 2014, pour une somme maximale de 438 623,09 \$, taxes incluses, conformément à son offre de service en date du 4 novembre 2013 ;

2 - d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1133490003
80.01 (20.07)

CM13 1068

Accorder un contrat à Filtrum inc. pour les travaux d'électricité, de contrôle, de génie civil et de mécanique pour la construction de 8 systèmes de suivi environnemental (surverses), pour une somme maximale de 999 638,64 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 3277 (2 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 28 novembre 2013 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par Mme Anie Samson

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

- 1 - d'accorder un contrat à Filtrum inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour les travaux d'électricité, de contrôle, de génie civil et de mécanique, pour la construction de 8 systèmes de suivi environnemental (surverses) aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 999 638,64 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 3277;
- 2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

113334021
80.01 (20.08)

CM13 1069

Autoriser une dépense additionnelle de 254 320 \$ USD (264 162,18 \$ CAD) pour la fourniture d'un service de techniciens pour le système de répartition assistée par ordinateur (RAO), pour une période de cinq ans, du 29 novembre 2013 au 28 novembre 2018, dans le cadre du contrat intervenu entre la Ville de Montréal et Northrop Grumman Systems Corporation (CG09 0285 modifié par CG13 0121), majorant ainsi le montant total du contrat de 2 521 177 \$ USD (2 618 746,55 \$ CAD) à 2 775 497 \$ USD (2 882 908,73 \$ CAD)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 28 novembre 2013 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par Mme Anie Samson

que l'orientation du conseil municipal soit :

- 1 - d'autoriser une dépense additionnelle de 254 320 \$ USD (264 162,18 \$ CAD), taxes incluses, pour la fourniture d'un service de techniciens, pour une période de cinq ans, du 29 novembre 2013 au 28 novembre 2018, dans le cadre du contrat intervenu entre la Ville de Montréal et Northrop Grumman Systems Corporation (CG13 0121), majorant ainsi le montant total du contrat de 2 521 177 \$ USD (2 618 746,55 \$ CAD) à 2 775 497 \$ USD (2 882 908,73 \$ CAD) (taxes incluses);
- 2 - d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Il est proposé par M. Marc-André Gadoury

appuyé par Mme Valérie Plante

de retourner ce dossier au comité exécutif pour plus ample étude, conformément au 1^o paragraphe de l'article 80 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051)*.

Il est proposé par M. Marc-André Gadoury

appuyé par Mme Valérie Plante

de procéder à un vote à main levée sur la proposition de retour au comité exécutif.

La proposition est agréée.

Le président du conseil met aux voix la proposition de retour au comité exécutif et le conseil se partage comme suit :

En faveur : 25

Contre : 30

Le président du conseil déclare la proposition de retour au comité exécutif des conseillers Gadoury et Plante rejetée à la majorité des voix.

Le débat se poursuit.

Il est proposé par M. Marc-André Gadoury

appuyé par Mme Valérie Plante

de procéder à un vote à main levée sur l'article 80.01 (20.09).

La proposition est agréée.

Le président du conseil met aux voix l'article 80.01 (20.09) et le conseil se partage comme suit :

En faveur : 36

Contre : 19

Le président du conseil déclare l'article 80.01 (20.09) adopté à la majorité des voix, et il est

RÉSOLU

en conséquence.

1130206006
80.01 (20.09)

CM13 1070

Accorder un contrat de services professionnels à Groupe CHB-IBI inc. pour un plan de mise en valeur de la falaise Saint-Jacques pour une somme maximale de 162 299,60 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 13-13129 - (1 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 28 novembre 2013 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par Mme Anie Samson

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

- 1 - d'approuver un projet de convention par lequel le seul soumissionnaire Groupe CHB-IBI inc., firme ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour la réalisation d'un plan de mise en valeur de la falaise Saint-Jacques, pour une somme maximale de 162 299,60 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 13-13109 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention ;
- 2 - d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

80.01 1136218015 (20.10)

CM13 1071

Conclure une entente-cadre d'une durée de 36 mois, avec une option de deux prolongations de douze mois chacune, avec Produits Chimiques CCC ltée, pour la fourniture et la livraison sur demande de charbon activé CALGON WPL, en vrac, utilisé pour les usines d'eau potable de Dorval et de Pointe-Claire - Appel d'offres public 13-12742 (2 soum. / 1 seul conforme)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 28 novembre 2013 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par Mme Anie Samson

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

- 1 - de conclure une entente-cadre d'une durée de 36 mois, avec une option de deux prolongations de douze mois chacune, aux mêmes conditions, pour la fourniture, sur demande, de charbon activé CALGON WPL, en vrac, pour le traitement de l'eau potable ;
- 2 - d'accorder à Produits Chimiques CCC ltée, seul soumissionnaire conforme pour l'article 18, le contrat à cette fin, aux prix unitaires de sa soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public 13-12742 et au tableau de prix reçus joint au rapport du directeur ;
- 3 - d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des usines de production d'eau potable de Dorval et de Pointe-Claire, et ce, au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

1134119008
80.01 (20.11)

Article 80.01 (30.01) - Autoriser l'émission d'une attestation de non-objection requise par la *Loi sur la qualité de l'environnement* (L.R.Q., chap. Q-2) pour la construction des infrastructures souterraines (égouts et aqueduc) et de surface (fossé, bordures, trottoirs, lampadaires) dans le cadre du projet domiciliaire Val des Bois Phase 3C à L'Île-Bizard

Retiré (voir article 3.01).

Article 80.01 (42.01) - Adoption - Règlement du conseil d'agglomération sur l'utilisation du réseau cyclable identifié au Plan de transport

Retiré (voir article 3.01).

CM13 1072

Désignation du président d'assemblée du conseil d'agglomération

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 28 novembre 2013 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Denis Coderre

appuyé par Mme Anie Samson

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

de nommer monsieur Gilles Deguire à titre de président du conseil d'agglomération.

Adopté à l'unanimité.

80.01 (51.01)

Article 80.01 (50.02) - Désignation du vice-président d'assemblée du conseil d'agglomération

Retiré (voir article 3.01).

CM13 1073

Désignation du porte-parole d'assemblée du conseil d'agglomération

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 28 novembre 2013 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Denis Coderre

appuyé par Mme Anie Samson

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

de nommer monsieur Alan DeSousa à titre de porte-parole d'assemblée du conseil d'agglomération.

Adopté à l'unanimité.

80.01 (51.03)

Article 80.01 (51.04)

Nominations à la Société de transport de Montréal

Il est proposé par M. Denis Coderre

appuyé par Mme Anie Samson

1 - de nommer les membres suivants à la Société de transport de Montréal :

- Monsieur Francesco Miele;
- Monsieur Jean-François Parenteau;
- Madame Nathalie Pierre-Antoine;
- Madame Marie Plourde;
- Monsieur Marvin Rotrand;
- Monsieur Pierre Gagnier;

2 - de nommer les personnes suivantes représentant les membres usagers au conseil d'administration de la Société de transport de Montréal soit :

- Madame Claudia Lacroix-Perron, pour le transport en commun;
- Monsieur Philippe Schnobb, pour le transport en commun;
- Madame Marie Turcotte, pour le transport adapté;

3 - de désigner, parmi les membres ci-haut mentionnés, M. Philippe Schnobb à titre de président, et M. Marvin Rotrand à titre de vice-président de la Société de transport de Montréal.

Un débat s'engage.

À 16 h 58, le leader de la majorité soulève un point d'ordre quant aux remarques du Chef de l'opposition officielle concernant le futur président de la Société de transport de Montréal et le responsable du dossier des transports au comité exécutif. Le président du conseil demande la poursuite des débats dans la sérénité et le respect des intervenants.

À 17 h, le président du conseil ajourne la séance jusqu'à 19 h.

**Procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal
du 26 novembre 2013
14 h**

**Séance tenue le mardi 26 novembre 2013 – 19 h
Salle du conseil de l'hôtel de ville**

PRÉSENCES :

M. Denis Coderre, M. Dimitrios (Jim) Beis, M. Frantz Benjamin, M. Richard Bergeron, Mme Karine Boivin Roy, M. Éric Alan Caldwell, M. Richard Celzi, M. Harout Chitilian, Mme Catherine Clément-Talbot, M. Russell Copeman, M. François William Croteau, Mme Suzanne Décarie, M. Gilles Deguire, Mme Mary Deros, M. Richard Deschamps, M. Alan DeSousa, M. Pierre Desrochers, M. Benoit Dorais, M. Sterling Downey, Mme Erika Duchesne, M. Luc Ferrandez, M. Marc-André Gadoury, M. Pierre Gagnier, Mme Manon Gauthier, M. Jean-Marc Gibeau, M. Richard Guay, Mme Andrée Hénault, Mme Laurence Lavigne Lalonde, M. Guillaume Lavoie, Mme Elsie Lefebvre, M. François Limoges, Mme Louise Mainville, M. Normand Marinacci, Mme Justine McIntyre, M. Peter McQueen, M. Réal Ménard, M. Francesco Miele, M. Alex Norris, M. Sylvain Ouellet, Mme Lorraine Pagé, M. Jean-François Parenteau, M. Lionel Perez, M. Dominic Perri, Mme Valérie Plante, Mme Magda Popeanu, M. Giovanni Rapanà, Mme Chantal Rossi, M. Marvin Rotrand, Mme Chantal Rouleau, M. Richard Ryan, M. Aref Salem, Mme Anie Samson, M. Craig Sauvé, M. Jeremy Searle, M. Steve Shanahan, Mme Anne-Marie Sigouin, Mme Émilie Thuillier et Mme Monique Vallée.

ABSENCES AVEC MOTIF AU SENS DU RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS :

Mme Manon Barbe, M. Michel Bissonnet, M. Claude Dauphin et M. Luis Miranda.

ABSENCES SANS MOTIF AU SENS DU RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS :

Mme Marie Cinq-Mars et M. Jean-François Cloutier.

ABSENCE AVEC MOTIF AU SENS DU RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS LORS DU VOTE ENREGISTRÉ SUR L'ARTICLE 80.01 (51.04) :

M. Benoit Dorais.

ABSENCE SANS MOTIF AU SENS DU RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS LORS DU VOTE ENREGISTRÉ SUR L'ARTICLE 80.01 (51.04) :

Mme Anne-Marie Sigouin.

AUTRES PRÉSENCES :

Mme Colette Fraser, Greffière adjointe
M. Yves Saindon, Greffier de la Ville

Le président du conseil, M. Frantz Benjamin, déclare la séance ouverte.

1 - Période de questions du public

Le président du conseil appelle le point « Période de questions du public ».

<u>Question de</u>	<u>À</u>	<u>Objet</u>
M. Steven Laperrière	M. Denis Coderre	Sécurité ferroviaire - obligation aux compagnies ferroviaires de divulguer les matières dangereuses qui transitent sur le territoire
M. René Delbuguet	M. Denis Coderre (M. Pierre Desrochers)	Augmentation importante du compte de taxes en 4 ans et meilleur contrôle des dépenses pour les maintenir au niveau de 2012
M. Louis Langevin	M. Denis Coderre (M. Pierre Desrochers)	Indiquer sur le compte de taxes le coût des services et le nombre de personnes desservies / Propositions sur le contrôle des dépenses
M. Thomas Villeneuve	M. Denis Coderre (M. Russell Copeman) (M. Luc Ferrandez)	Article 44.01 – Justification de l'implantation cette taxe abusive / Règlement jugé discriminatoire avec des effets pervers pour les occupants de propriété indivise
M. François Marcil	M. Denis Coderre (M. Aref Salem)	Limitation des usages sur les pistes cyclables / Examiner les dimensions de sécurité et de flexibilité dans l'application du règlement pour tenir compte des coureurs
M. Alexandre Émond	M. Denis Coderre	Revoir le règlement sur l'utilisation du réseau cyclable identifié au Plan de transport et permettre des pistes cyclables multifonctions / Ne pas appliquer le règlement en hiver
M. Pierre Pagé	M. Denis Coderre (M. Pierre Desrochers)	Surévaluation des propriétés à Montréal - moduler la référence au marché / Consultation publique demandée pour analyser des mesures pour atténuer les impacts du nouveau rôle
M. Pierre Bocage	M. Denis Coderre (M. Pierre Desrochers)	Augmentation du compte de taxes au niveau de l'inflation - respect de la capacité de payer des contribuables montréalais / Engagement de l'Administration à cet égard
Mme Nathacha Alexandroff	M. Denis Coderre (M. Benoit Dorais)	Camionnage dans les quartiers résidentiels de Pointe-Saint-Charles - problème de poussière / Faire appliquer les règlements
M. Francisco Moreno	M. Denis Coderre	Nomination à la Société de transport de Montréal – qualifications et compétence du candidat retenu
M. Francis Lapierre	M. Denis Coderre (M. Russell Copeman)	Imposer les réserves foncières afin de permettre la construction de logements sociaux et abordables / Sommes allouées au développement social
M. Laurent Morissette	M. Denis Coderre (M. Marvin Rotrand)	Accessibilité universelle de la station de métro Vendôme avec la venue du CUSM / Installation d'ascenseurs requise Dépôt d'un document par M. Marvin Rotrand
M. Pierre Letarte	M. Denis Coderre (Mme Anie Samson)	État de situation de l'enquête interne sur l'agent Stéphanie Trudeau (matricule 728)

À 19 h 58

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Marc-André Gadoury

de prolonger de quelques minutes la période de questions des citoyens, conformément à l'article 53 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051)*.

La proposition est adoptée à l'unanimité.

<u>Question de</u>	<u>À</u>	<u>Objet</u>
M. Meriem Azzout	M. Denis Coderre (M. Pierre Desrochers)	Augmentation des valeurs au rôle d'évaluation et spéculation
Mme Asma Etili	M. Denis Coderre (M. Pierre Desrochers)	Justesse des critères d'évaluation foncière / Dette de la ville et emprunts

À l'expiration du délai imparti pour la période de questions des citoyens par le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil (06-051)*, le président du conseil déclare la période de questions des citoyens close à 20 h 06.

À 20 h 07, le conseil reprend ses travaux à l'article 80.01 (51.04).

CM13 1074 (suite)

Nominations à la Société de transport de Montréal

Le débat se poursuit.

À 20 h 51, le leader de l'opposition officielle propose de scinder l'adoption de l'article 80.01 (51.04) en deux parties, conformément à l'article 82 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051)*. Le président du conseil, après avoir entendu les arguments des conseillers, considère que la proposition relative aux nominations à la Société de transport de Montréal forme un tout et qu'il n'y a pas lieu de voter distinctement la désignation du président de la Société.

Il est proposé par M. Marc-André Gadoury

appuyé par Mme Valérie Plante

de procéder à un vote enregistré sur l'article 80.01 (51.04).

Le greffier fait l'appel des membres et le conseil se partage comme suit :

VOTE

Votent en faveur: Mesdames et messieurs Coderre, Desrochers, Samson, Chitilian, Perez, Rouleau, Gauthier, Copeman, Ménard, Vallée, Beis, Salem, Miele, Gibeau, Deros, Parenteau, Guay, Rossi, Boivin Roy, Décarie, Lefebvre, Rapanà, Perri, Gagnier, DeSousa, Deguire, Clément-Talbot, Celzi, Rotrand, Hénault et Searle (31)

Votent contre: Madames et messieurs Bergeron, Gadoury, Plante, Croteau, Ferrandez, Thuillier, Popeanu, Lavoie, Duchesne, McQueen, Mainville, Ryan, Norris, Lavigne Lalonde, Limoges, Caldwell, Downey, Sauvé, Ouellet, Marinacci, McIntyre, Pagé, Shanahan et Deschamps (24)

Résultat: En faveur : 31
Contre : 24

Le président du conseil déclare l'article 80.01 (51.04) adopté à la majorité des voix, et il est

RÉSOLU

en conséquence.

80.01 (51.04)

CM13 1075

Nominations à la Communauté métropolitaine de Montréal

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 28 novembre 2013 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Denis Coderre

appuyé par Mme Anie Samson

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- de nommer les personnes suivantes à titre de membres au conseil de la Communauté métropolitaine de Montréal :

- Madame Andrée Hénault;
- Monsieur Lionel Perez;
- Monsieur Claude Dauphin;
- Monsieur Gilles Deguire;
- Madame Marie Cinq-Mars;
- Madame Catherine Clément-Talbot;
- Madame Chantal Rouleau;
- Monsieur Alan DeSousa;
- Monsieur Aref Salem;
- Madame Manon Gauthier;
- Monsieur Pierre Desrochers;

lesquels s'ajoutent à monsieur Denis Coderre qui, d'office, en est président, conformément aux dispositions des articles 4 et 14 de la *Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal* (L.R.Q., c. C-37.01).

2- de recommander à la Communauté métropolitaine de Montréal la nomination des personnes suivantes à titre de membres du comité exécutif :

- Monsieur Alan DeSousa;
- Monsieur Gilles Deguire;
- Monsieur Claude Dauphin;

lesquels s'ajoutent à monsieur Denis Coderre qui, d'office, en est membre et président, conformément aux dispositions des articles 34 et 36 de la *Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal* (L.R.Q., c. C-37.01).

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

80.01 (51.05)

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par Mme Anie Samson

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (51.06) et 51.03 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM13 1076

Nominations aux commissions permanentes

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 28 novembre 2013 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Denis Coderre

appuyé par Mme Anie Samson

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- de nommer les membres suivants à la Commission sur la culture, le patrimoine et les sports :

- Madame Michèle D. Biron
- Monsieur Richard Ryan
- Madame Nathalie Pierre-Antoine
- Monsieur Manuel Guedes
- Monsieur Pierre L'Heureux
- Deux représentants des villes liées

de désigner, parmi ceux-ci, Mme Michèle D. Biron à titre de présidente de cette commission et M. Richard Ryan à titre de vice-président.

2- de nommer les membres suivants à la Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation :

- Monsieur Giovanni Rapanà
- Madame Louise Mainville
- Madame Lili-Anne Tremblay
- Madame Sylvia Lo Bianco
- Monsieur Yves Gignac
- Deux représentants des villes liées

de désigner, parmi ceux-ci, M. Giovanni Rapanà à titre de président de cette commission et Mme Louise Mainville à titre de vice-présidente.

3- de nommer les membres suivants à la Commission sur le développement social et la diversité montréalaise :

- Monsieur Benoit Dorais
- Madame Sylvia Lo Bianco
- Madame Mary Deros
- Monsieur Richard Guay
- Madame Marie-Ève Brunet
- Deux représentants des villes liées

de désigner, parmi ceux-ci, M. Benoit Dorais à titre de président de cette commission et Mme Sylvia Lo Bianco à titre de vice-présidente.

4- de nommer les membres suivants à la Commission sur l'examen des contrats :

- Madame Émilie Thuillier
- Monsieur Jean-Marc Gibeau
- Madame Sylvia Lo Bianco
- Madame Lili-Anne Tremblay
- Monsieur Richard Celzi
- Deux représentants des villes liées

de désigner, parmi ceux-ci, Mme Émilie Thuillier à titre de présidente de cette commission et M. Jean-Marc Gibeau à titre de vice-président.

5- de nommer les membres suivants à la Commission sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs :

- Madame Elsie Lefebvre
- Monsieur Dominic Perri
- Madame Marie-Ève Brunet
- Monsieur Gilles Déziel
- Madame Catherine Clément-Talbot
- Deux représentants des villes liées

de désigner, parmi ceux-ci, Mme Elsie Lefebvre à titre de présidente de cette commission et M. Dominic Perri à titre de vice-président.

6- de nommer les membres suivants à la Commission sur les finances et l'administration :

- Monsieur Alan DeSousa
- Monsieur Guillaume Lavoie
- Monsieur Manuel Guedes
- Monsieur Yves Gignac
- Monsieur Richard Celzi
- Deux représentants des villes liées

de désigner, parmi ceux-ci, M. Alan DeSousa à titre de président de cette commission et M. Guillaume Lavoie à titre de vice-président.

7- de nommer les membres suivants à la Commission sur les transports et les travaux publics :

- Monsieur Michel Bissonnet
- Monsieur Alex Norris
- Madame Suzanne Décarie
- Madame Mary Deros
- Madame Monica Ricourt
- Deux représentants des villes liées

de désigner, parmi ceux-ci, M. Michel Bissonnet à titre de président de cette commission et M. Alex Norris à titre de vice-président.

8- de nommer les membres suivants à la Commission de la sécurité publique :

- Madame Anie Samson
- Monsieur François Limoges
- Madame Monica Ricourt
- Monsieur Gilles Déziel
- Madame Catherine Clément-Talbot
- Deux représentants des villes liées

M. Samir Rizkalla siège également sur cette commission, à titre de représentant du gouvernement du Québec.

de désigner, parmi ceux-ci, Mme Anie Samson à titre de présidente de cette commission et M. François Limoges à titre de vice-président.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

80.01 (51.06)

CM13 1077**Nominations aux Commissions permanentes**

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par Mme Anie Samson

Et résolu :

1- de nommer les membres suivants à la Commission sur la culture, le patrimoine et les sports :

- Madame Michèle D. Biron
- Monsieur Richard Ryan
- Madame Nathalie Pierre-Antoine
- Monsieur Manuel Guedes
- Monsieur Pierre L'Heureux
- Madame Mary Deros
- Madame Marie Cinq-Mars
- Madame Anne-Marie Sigouin
- Monsieur Jean-François Cloutier
- Deux représentants des villes liées à être désignés par le conseil d'agglomération

de désigner, parmi ceux-ci, Mme Michèle D. Biron à titre de présidente, M. Richard Ryan à titre de vice-président ainsi qu'un représentant d'une ville liée à être désigné par le conseil d'agglomération.

2- de nommer les membres suivants à la Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation :

- Monsieur Giovanni Rapanà
- Madame Louise Mainville
- Madame Lili-Anne Tremblay
- Madame Sylvia Lo Bianco
- Monsieur Yves Gignac
- Monsieur Maurice Cohen
- Monsieur Richard Deschamps
- Monsieur Jeremy Searle
- Monsieur Peter McQueen
- Deux représentants des villes liées à être désignés par le conseil d'agglomération

de désigner, parmi ceux-ci, M. Giovanni Rapanà à titre de président, Mme Louise Mainville à titre de vice-présidente ainsi qu'un représentant d'une ville liée à être désigné par le conseil d'agglomération.

3- de nommer les membres suivants à la Commission sur le développement social et la diversité montréalaise :

- Monsieur Benoit Dorais
- Madame Sylvia Lo Bianco
- Madame Mary Deros
- Monsieur Richard Guay
- Madame Marie-Ève Brunet
- Madame Chantal Rossi
- Madame Lorraine Pagé
- Madame Sophie Thiébaud
- Monsieur Sterling Downey
- Deux représentants des villes liées à être désignés par le conseil d'agglomération

de désigner, parmi ceux-ci, M. Benoit Dorais à titre de président, Mme Sylvia Lo Bianco à titre de vice-présidente ainsi qu'un représentant d'une ville liée à être désigné par le conseil d'agglomération.

4- de nommer les membres suivants à la Commission sur l'examen des contrats :

- Madame Émilie Thuillier
- Monsieur Jean-Marc Gibeau
- Madame Sylvia Lo Bianco
- Madame Lili-Anne Tremblay
- Monsieur Richard Celzi
- Monsieur Pierre Gagnier
- Monsieur Richard Deschamps
- Monsieur Jean-François Cloutier
- Madame Marianne Giguère
- Deux représentants des villes liées à être désignés par le conseil d'agglomération

de désigner, parmi ceux-ci, Mme Émilie Thuillier à titre de présidente, M. Jean-Marc Gibeau à titre de vice-président ainsi qu'un représentant d'une ville liée à être désigné par le conseil d'agglomération.

5- de nommer les membres suivants à la Commission sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs :

- Madame Elsie Lefebvre
- Monsieur Dominic Perri
- Madame Marie-Ève Brunet
- Monsieur Gilles Déziel
- Madame Catherine Clément-Talbot
- Madame Michèle D. Biron
- Madame Michelle Di Genova Zammit
- Madame Maja Vodanovic
- Monsieur Sylvain Ouellet
- Deux représentants des villes liées à être désignés par le conseil d'agglomération

de désigner, parmi ceux-ci, Mme Elsie Lefebvre à titre de présidente, M. Dominic Perri à titre de vice-président ainsi qu'un représentant d'une ville liée à être désigné par le conseil d'agglomération.

6- de nommer les membres suivants à la Commission sur les finances et l'administration :

- Monsieur Alan DeSousa
- Monsieur Guillaume Lavoie
- Monsieur Manuel Guedes
- Monsieur Yves Gignac
- Monsieur Richard Celzi
- Monsieur Dominic Perri
- Madame Laura Palestini
- Madame Justine McIntyre
- Madame Laurence Lavigne-Lalonde
- Deux représentants des villes liées à être désignés par le conseil d'agglomération

de désigner, parmi ceux-ci, M. Alan DeSousa à titre de président, M. Guillaume Lavoie à titre de vice-président ainsi qu'un représentant d'une ville liée à être désigné par le conseil d'agglomération.

7- de nommer les membres suivants à la Commission sur les transports et les travaux publics :

- Monsieur Michel Bissonnet
- Monsieur Alex Norris
- Madame Suzanne Décarie
- Madame Mary Deros
- Madame Monica Ricourt
- Monsieur Maurice Cohen
- Monsieur Pierre L'Heureux
- Monsieur Steve Shanahan
- Monsieur Craig Sauvé
- Deux représentants des villes liées à être désignés par le conseil d'agglomération

de désigner, parmi ceux-ci, M. Michel Bissonnet à titre de président, M. Alex Norris à titre de vice-président ainsi qu'un représentant d'une ville liée à être désigné par le conseil d'agglomération.

8- de nommer les membres suivants à la Commission de la présidence du conseil :

- Monsieur Frantz Benjamin
- Monsieur Francesco Miele
- Madame Valérie Plante
- Monsieur Michel Bissonnet
- Madame Andrée Hénault
- Monsieur Giovanni Rapanà
- Monsieur Jean-Marc Gibeau
- Monsieur Normand Marinacci
- Monsieur Marc-André Gadoury

de désigner, parmi ceux-ci, M. Frantz Benjamin à titre de président, M. Francesco Miele et Mme Valérie Plante à titre de vice-présidents.

9- de recommander au conseil d'agglomération de nommer les membres suivants à la Commission de la sécurité publique :

- Madame Anie Samson
- Monsieur François Limoges
- Madame Monica Ricourt
- Monsieur Gilles Déziel
- Madame Catherine Clément-Talbot
- Monsieur Luis Miranda
- Deux représentants des villes liées à être désignés par le conseil d'agglomération

M. Samir Rizkalla siège également sur cette commission, à titre de représentant du gouvernement du Québec;

de recommander au conseil d'agglomération de désigner, parmi ceux-ci, Mme Anie Samson à titre de présidente, M. François Limoges à titre de vice-président ainsi qu'un représentant d'une ville liée à être désigné par le conseil d'agglomération.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

51.03

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par Mme Anie Samson

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.01 à 20.05 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM13 1078

Approuver un projet d'acte par lequel la Ville cède au Groupe Cammisano inc. des terrains situés au sud de la rue Sherbrooke Est, de part et d'autre de la 91^e Avenue, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, à des fins de développement résidentiel, et ce, sans compensation monétaire

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 30 octobre 2013 par sa résolution CE13 1668;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par Mme Anie Samson

Et résolu :

d'approuver le projet d'acte par lequel la Ville cède au Groupe Cammisano inc. des terrains constitués des lots 5 102 686, 5 102 688, 5 102 689 et 5 102 691 du cadastre du Québec, situés au sud de la rue Sherbrooke Est, de part et d'autre de la 91^e Avenue, d'une superficie de 1 560 mètres carrés, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, à des fins de développement résidentiel, et ce, sans compensation monétaire, le tout selon les termes et conditions prévus au projet d'acte.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.01 1121195011

CM13 1079

Approuver un projet d'entente entre la Ville de Repentigny et la Ville de Montréal relativement à l'entretien du pont Le Gardeur pour une période de 10 ans, renouvelable

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 20 novembre 2013 par sa résolution CE13 1711;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par Mme Anie Samson

Et résolu :

- 1- d'approuver le projet d'entente inter-municipale entre la Ville de Repentigny et la Ville de Montréal relativement à l'entretien du pont Le Gardeur;
- 2- d'autoriser le maire et la greffière adjointe à signer pour et au nom de la Ville, la dite entente.

Adopté à l'unanimité.

20.02 1130541004

CM13 1080

Approuver un projet de prolongation de bail par lequel la Ville loue à Pattison Outdoor advertising LP, un espace pour la structure d'une enseigne publicitaire situé au 2269, rue Viau, pour une période additionnelle de cinq ans, à compter du 1^{er} novembre 2013, moyennant un loyer total de 15 720,42 \$, plus les taxes applicables

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 20 novembre 2013 par sa résolution CE13 1713;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par Mme Anie Samson

- 1 - d'approuver le projet de prolongation de bail par lequel la Ville loue à Pattison Outdoor advertising LP, pour une période additionnelle de cinq ans, à compter du 1^{er} novembre 2013, un espace pour la structure d'une enseigne publicitaire, situé au 2269, rue Viau à des fins d'enseigne moyennant un loyer total de 15 720,42 \$, plus les taxes applicables, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de prolongation de bail;
- 2 - d'imputer cette recette conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Il est proposé par M. Marc-André Gadoury

appuyé par Mme Valérie Plante

de procéder à un vote à main levée sur l'article 20.03.

La proposition est agréée.

Le président du conseil met aux voix l'article 20.03 et le conseil se partage comme suit :

En faveur : 29

Contre : 23

Le président du conseil déclare l'article 20.03 adopté à la majorité des voix, et il est

RÉSOLU

en conséquence.

20.03 1134069010

CM13 1081

Abroger la résolution CM10 0197 adoptée le 22 mars 2010, visant à approuver un projet d'acte par lequel la Ville acquiert du Syndicat de la copropriété du 2610 à 2630 rue Anne-Hébert Montréal et de l'Hôpital Louis-H.-Lafontaine une servitude de passage et d'utilités publiques, constituée d'une partie des lots 3 858 204 et 4 239 319 du cadastre du Québec, d'une superficie de 786,8 et de 45,9 mètres carrés, à titre gratuit, afin d'apporter des modifications au projet d'acte de servitude initialement préparé par la Ville

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 20 novembre 2013 par sa résolution CE13 1716;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par Mme Anie Samson

Et résolu :

d'abroger la résolution CM10 0197, adoptée le 22 mars 2010, visant à approuver un projet d'acte par lequel la Ville acquiert du Syndicat de la copropriété du 2610 à 2630, rue Anne-Hébert Montréal et de l'Hôpital Louis-H.-Lafontaine une servitude de passage et d'utilités publiques, constituée d'une partie des lots 3 858 204 et 4 239 319 du cadastre du Québec, d'une superficie de 786,8 et de 45,9 mètres carrés, à titre gratuit, afin d'apporter des modifications au projet d'acte de servitude initialement préparé par la Ville.

Adopté à l'unanimité.

20.04 1133642003

CM13 1082

Approuver un projet de bail par lequel la Ville loue à la Caisse populaire Desjardins de Notre-Dame-de-Grâce, à des fins de guichet automatique, un local au rez-de-chaussée de l'immeuble situé au 5580, chemin Upper-Lachine, d'une superficie d'environ 12,11 mètres carrés, pour une période de trois ans, à compter du 1^{er} juillet 2013, moyennant un loyer total de 19 260 \$, plus les taxes applicables

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 20 novembre 2013 par sa résolution CE13 1714;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par Mme Anie Samson

Et résolu :

- 1- d'approuver un projet de prolongation de bail par lequel la Ville loue à la Caisse populaire Desjardins de Notre-Dame-de-Grâce, pour une période de trois ans, à compter du 1^{er} juillet 2013, un local d'une superficie d'environ 12,11 mètres carrés, situé au 5580, chemin Upper-Lachine à Montréal, à des fins d'un guichet automatique, moyennant un loyer total de 19 260,00 \$, plus les taxes applicables, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de prolongation de bail;
- 2- d'imputer la recette conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.05 1134733004

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par Mme Anie Samson

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 30.01 à 30.04 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM13 1083

Autoriser l'émission d'une attestation de non-objection requise par la *Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q.,c. Q-2)* en vue du branchement, au réseau municipal, d'un réseau privé d'égout pluvial desservant un terrain de plus de 5000 mètres carrés de surface équivalente, situé dans une zone industrielle, pour le compte de la compagnie Ateliers Pierre Primcar inc.

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 23 octobre 2013 par sa résolution CE13 1643;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par Mme Anie Samson

Et résolu :

d'autoriser le greffier à émettre une attestation de non-objection à la délivrance de l'autorisation requise en vertu de l'article 32 de la *Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q.,c. Q-2)* en vue du branchement au réseau municipal d'un réseau privé d'égout pluvial avec ramification desservant un terrain de plus de 5000 mètres carrés de surface équivalente, situé dans une zone industrielle, pour le compte de la compagnie Ateliers Pierres Primcar inc.

Adopté à l'unanimité.

30.01 1134820009

CM13 1084

Accepter la demande de l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie, conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, de négocier et conclure le contrat avec le lauréat du concours d'art public pour la place Raymond-Plante

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 23 octobre 2013 par sa résolution CE13 1640;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par Mme Anie Samson

Et résolu :

d'accepter la demande de l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie, conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, de tenir un concours sur invitation d'art public à la place Raymond-Plante, de négocier et de conclure un contrat avec le lauréat, et ce, à même les crédits en provenance du Service de la qualité de vie.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

30.02 1130552004

CM13 1085

Autoriser le renouvellement du permis d'achat et d'utilisation de pesticides pour la Ville de Montréal pour une période de 3 ans

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 20 novembre 2013 par sa résolution CE13 1725;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par Mme Anie Samson

Et résolu :

- 1- d'autoriser le renouvellement, pour une période de 3 ans, du permis d'achat et d'utilisation de pesticides pour la Ville de Montréal, pour la somme de 104 \$;
- 2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

30.03 1136032001

CM13 1086

Modifier le budget de la Ville afin de tenir compte de la réception, par l'arrondissement Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles d'une somme de 47 034,02 \$ faisant suite à la vente de véhicules à l'encan

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 23 octobre 2013 par sa résolution CE13 1645;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par Mme Anie Samson

Et résolu :

de modifier la dotation de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles en augmentant l'enveloppe budgétaire des revenus et des dépenses de 47 034,02 \$ faisant suite à la vente de véhicules à l'encan, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

30.04 1130493016

CM13 1087

Avis de motion - Règlement modifiant le Règlement relatif au régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Roxboro (550 et ses modifications)

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par M. Francesco Miele de la présentation à une séance subséquente du conseil municipal du règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement relatif au régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Roxboro (550 et ses modifications) », l'objet du projet de règlement étant détaillé au sommaire décisionnel.

41.01 1122690003

CM13 1088

Avis de motion - Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 2 100 000 \$ pour le financement des travaux de construction de conduites secondaires souterraines pour un tronçon du boulevard Thimens, à l'est du boulevard Pitfield (06-047)

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par M. Francesco Miele de la présentation à une séance subséquente du règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 2 100 000 \$ pour le financement des travaux de construction de conduites secondaires souterraines pour un tronçon du boulevard Thimens, à l'est du boulevard Pitfield (06-047) », l'objet du projet de règlement étant détaillé au sommaire décisionnel.

41.02 1134309002

CM13 1089

Avis de motion - Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 150 000 000 \$ afin de financer les travaux de réfection routière sur le réseau artériel relevant, avant le 1^{er} janvier 2009, de la compétence du conseil d'agglomération et dont l'objet est visé par des règlements adoptés par le conseil d'agglomération (09-016)

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par M. Francesco Miele de la présentation à une séance subséquente du conseil municipal du règlement intitulé « Règlement modifiant le règlement autorisant un emprunt de 150 000 000 \$ afin de financer les travaux de réfection routière sur le réseau artériel relevant, avant le 1^{er} janvier 2009, de la compétence du conseil d'agglomération et dont l'objet est visé par des règlements adoptés par le conseil d'agglomération (09-016) », l'objet du projet de règlement étant détaillé au sommaire décisionnel.

41.03 1134309003

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par Mme Anie Samson

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 42.01 à 42.03 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM13 1090

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 100 000 \$ pour la réalisation de travaux de branchement de conduite d'eau potable et de prolongement du réseau d'égouts sur la rue des Ormes de l'arrondissement de L'Île-Bizard-Sainte-Geneviève

Attendu qu'une copie du Règlement autorisant un emprunt de 100 000 \$ pour la réalisation de travaux de branchement de conduite d'eau potable et de prolongement du réseau d'égouts sur la rue des Ormes de l'arrondissement de L'Île-Bizard-Sainte-Geneviève a été distribuée aux membres du conseil plus de deux jours juridiques avant la séance;

Attendu que tous les membres du conseil déclarent, conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, avoir lu le règlement et renoncer à sa lecture;

Attendu que l'objet, la portée et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 septembre 2013, par sa résolution CE13 1436;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par Mme Anie Samson

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 100 000 \$ pour la réalisation de travaux de branchement de conduite d'eau potable et de prolongement du réseau d'égouts sur la rue des Ormes de l'arrondissement de L'Île-Bizard-Sainte-Geneviève », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire.

Adopté à l'unanimité.

42.01 1130364001

Règlement 13-049

CM13 1091

Adoption - Règlement modifiant le Règlement autorisant la démolition de l'église Notre-Dame-de-la-Paix ainsi que la construction et l'occupation d'une ressource intermédiaire sur le lot 1 153 010 (13-031)

Attendu qu'une copie du Règlement modifiant le Règlement autorisant la démolition de l'église Notre-Dame-de-la-Paix ainsi que la construction et l'occupation d'une ressource intermédiaire sur le lot 1 153 010 (13-031) a été distribuée aux membres du conseil plus de deux jours juridiques avant la séance;

Attendu que tous les membres du conseil déclarent, conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, avoir lu le règlement et renoncer à sa lecture;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 septembre 2013, par sa résolution CE13 1434;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par Mme Anie Samson

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement autorisant la démolition de l'église Notre-Dame-de-la-Paix ainsi que la construction et l'occupation d'une ressource intermédiaire sur le lot 1 153 010 (13-031) ».

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

42.02 1124637015

Règlement 13-031-1

CM13 1092

Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur la rémunération des membres indépendants du comité de vérification

Attendu qu'une copie du Règlement modifiant le Règlement sur la rémunération des membres indépendants du comité de vérification a été distribuée aux membres du conseil plus de deux jours juridiques avant la séance;

Attendu que tous les membres du conseil déclarent, conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, avoir lu le règlement et renoncer à sa lecture;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 18 septembre 2013 par sa résolution CE13 1513;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par Mme Anie Samson

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur la rémunération des membres indépendants du comité de vérification ».

Adopté à l'unanimité.

42.03 1133027001

Règlement 08-046-1

CM13 1093**Adoption, sans changement, du règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal (12-049) »**

Vu la résolution CM13 0848 de l'assemblée du conseil municipal du 26 août 2013, adoptant comme projet de règlement P-12-049-1 le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal (12-049) »;

Attendu qu'une assemblée publique de consultation a été tenue le 25 septembre 2013, à la salle Le Plateau située au 201, avenue Laurier Est, 5^e étage, sur ce projet de règlement;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

Vu les recommandations du comité exécutif en date du 14 août et du 16 octobre 2013, par ses résolutions CE13 1234 et CE13 1633;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par Mme Anie Samson

Et résolu :

- 1- de prendre acte du procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le 25 septembre 2013 dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal et de le déposer aux archives;
- 2- d'adopter, sans changement, le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal (12-049) ».

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

44.01 1135924002

Règlement 12-049-1

CM13 1094**Nommer le parc du Lotier dans l'arrondissement de Pierrefonds–Roxboro**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 2 octobre 2013 par sa résolution CE13 1586;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Dimitrios (Jim) Beis

Et résolu :

de nommer « parc du Lotier » le parc situé au centre de la boucle formée par la rue de l'Achillée, au nord de la rue du Celtis, constitué du lot 3 780 729 du cadastre du Québec.

Adopté à l'unanimité.

46.01 1134521014

CM13 1095

Nommer le prolongement de la rue Basin dans l'arrondissement du Sud-Ouest

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 20 novembre 2013 par sa résolution CE13 1729;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Craig Sauvé

Et résolu :

de nommer « rue Basin » la partie de voie publique constituée du lot 4 498 991 du cadastre du Québec qui forme le prolongement des deux parties actuellement disjointes de la rue Basin, dans l'arrondissement du Sud-Ouest.

Adopté à l'unanimité.

46.02 1134521017

CM13 1096

Nomination de membre au conseil d'administration de la Corporation Anjou 80

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 2 octobre 2013 par sa résolution CE13 1581;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par Mme Anie Samson

Et résolu :

de nommer M. Richard Tassé, employé cadre de l'arrondissement d'Anjou, à titre de membre représentant l'arrondissement d'Anjou au sein du conseil d'administration de la Corporation Anjou 80, pour la période du 11 septembre 2013 au 15 janvier 2014, en remplacement de M^{me} Andrée Duquette.

Adopté à l'unanimité.

51.01 1133327018

CM13 1097

Motion de l'opposition officielle pour encadrer l'embauche d'un inspecteur général

Attendu que la mission de l'inspecteur général consistera à détecter, enquêter sur, prévenir et éliminer la corruption, la fraude, les activités criminelles, les conflits d'intérêt et les abus de pouvoir au sein de l'appareil municipal;

Attendu que le rôle et les pouvoirs de l'inspecteur général devront être soumis à l'approbation du Gouvernement du Québec et devront être enchâssés dans la Loi sur les cités et villes;

Attendu que les pouvoirs d'enquête de l'inspecteur général le positionneront dans un rôle de premier plan d'une importance primordiale pour une gestion saine et intègre de la Ville, tout comme le vérificateur général;

Attendu que la mission de l'inspecteur général s'apparente à celle du vérificateur général;

Attendu que le vérificateur général est nommé par résolution adoptée aux deux tiers des voix des membres du conseil;

Attendu que le vérificateur général est nommé pour un mandat de 7 ans;

Attendu qu'une personne ne peut agir comme vérificateur général si elle est membre du conseil de la Ville ou d'un conseil d'arrondissement; qu'elle soit un associé d'un membre d'un de ces conseils; qu'elle ait, par elle-même ou son associé, un intérêt direct ou indirect dans un contrat avec la Ville; ou qu'elle soit une personne morale dont la municipalité ou un mandataire de celle-ci détient plus de 50 % des parts ou actions votantes en circulation ou nomme plus de 50 % des membres du conseil d'administration;

Attendu que le vérificateur général doit divulguer, dans tout rapport qu'il produit, une situation susceptible de mettre en conflit son intérêt personnel et les devoirs de sa fonction;

Attendu que le budget de la municipalité doit comprendre un crédit pour le versement au vérificateur général d'une somme destinée au paiement des dépenses relatives à l'exercice de ses fonctions;

Il est proposé par M. Marc-André Gadoury

appuyé par M. Richard Bergeron

que le conseil municipal établisse les règles encadrant l'embauche d'un inspecteur général en s'inspirant des dispositions sur la nomination par résolution adoptée aux deux tiers des voix des membres du conseil, sur la durée du mandat, sur l'inhabilité d'occuper le poste, sur la divulgation des intérêts et sur les dépenses de fonctionnement qui sont incluses dans l'article 107 de la *Loi des cités et villes* pour l'embauche du vérificateur général.

Un débat s'engage.

Le maire propose de reporter l'article 65.01 à la prochaine assemblée du conseil municipal, conformément au 2^o alinéa de l'article 80 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de Régie interne du conseil municipal (06-051)*;

La proposition est agréée.

Le président du conseil déclare la proposition de report adoptée à l'unanimité, et il est

RÉSOLU

en conséquence.

65.01

À 22 h, du consentement unanime des membres présents, le leader de l'opposition officielle dépose une motion d'urgence.

CM13 1098

Ajout - Motion demandant au gouvernement du Québec d'agir concernant les hausses des tarifs d'électricité qui affecteront la STM

Attendu que la Régie de l'énergie prévoit, en janvier 2014, le retrait du tarif « L » à plusieurs commerces et institutions, dont fait partie la Société de transport de Montréal (STM);

Attendu que cet avantage tarifaire permettait à la STM d'épargner 560 000 \$ annuellement;

Attendu que, de surcroît, Hydro-Québec facturera 400 000 \$ supplémentaires à la STM si les augmentations déjà demandées à la Régie de l'énergie en août sont avalisées;

Attendu que le 1^{er} novembre dernier, la première ministre Pauline Marois a dévoilé la Stratégie d'électrification des transports du gouvernement du Québec;

Attendu que dans un mémoire remis à la Commission sur les enjeux énergétiques au Québec en septembre dernier, la STM écrivait que l'électrification en elle-même comportait de nombreuses dépenses périphériques. Nous citons : « le passage à l'électrification comporte de nombreux surcoûts

liés à la mise à l'essai de nouvelles technologies, à l'achat des véhicules, à la mise en place des infrastructures de soutien ainsi qu'à l'exploitation »;

Attendu que dans ces conditions, l'électrification des transports pourrait coûter bien plus cher à la STM;

Attendu que le gouvernement du Québec tarde à délier les cordons de la bourse pour soutenir financièrement la STM, alors que cette dernière jongle avec un déficit d'exploitation de 15 à 20 millions \$ cette année, et qu'elle prévoit un nouveau déficit de près de 60 millions \$ en 2014;

Attendu que ces augmentations appréhendées des tarifs d'électricité risquent fortement d'être assumées par les usagers de la STM;

Il est proposé par M. Guillaume Lavoie

appuyé par M. Richard Bergeron

que le conseil municipal demande au gouvernement du Québec d'intervenir rapidement auprès d'Hydro-Québec et de la Régie de l'énergie afin d'offrir un tarif préférentiel d'électricité à la STM.

Un débat s'engage.

Il est proposé par M. Denis Coderre

appuyé par M. Aref Salem

d'amender la résolution présentement à l'étude comme suit :

- en y retirant le 7^e « Attendu »;

- en modifiant le Résolu afin qu'il se lise comme suit : « que le conseil municipal demande à la Régie de l'énergie et à Hydro-Québec de maintenir la tarification L, soit pour la tarification de base actuelle pour l'électricité consommée par la STM, les usines de production d'eau potable et les usines d'épuration d'eaux usées »;

- en modifiant le titre afin d'y ajouter à la fin les mots « les usines de production d'eau potable et les usines d'épurations des eaux usées ».

La proposition est agréée.

Le président du conseil met aux voix l'article 65.02, tel qu'amendé, et le déclare adopté à l'unanimité, et il est

RÉSOLU

en conséquence.

65.02

À 22 h 20, tous les points de l'ordre du jour ayant été étudiés, le président du conseil déclare l'assemblée levée.

PRÉSIDENT DU CONSEIL

GREFFIER DE LA VILLE

Tous et chacun des règlements et résolutions ci-dessus relatés sont approuvés.

MAIRE

Intérêts pécuniaires 2013-2017 - Conseillers municipaux – Novembre 2013

Le 26 novembre 2013

Manon **Barbe**, Dimitrios (Jim) **Beis**, Richard **Bergeron**, Michel **Bissonnet**, Éric Alan **Caldwell**, Richard **Celzi**, Harout **Chitilian**, Catherine **Clément-Talbot**, Jean-François **Cloutier**, Russell **Copeman**, François William **Croteau**, Claude **Dauphin**, Gilles **Deguire**, Pierre **Desrochers**, Benoit **Dorais**, Sterling **Downey**, Erika **Duchesne**, Pierre **Gagnier**, Jean-Marc **Gibeau**, Richard **Guay**, Laurence **Lavigne Lalonde**, Guillaume **Lavoie**, Louise **Mainville**, Normand **Marinacci**, Justine **McIntyre**, Perter **McQueen**, Réal **Ménard**, Sylvain **Ouellet**, Lorraine **Pagé**, Jean-François **Parenteau**, Dominic **Perri**, Valérie **Plante**, Madga **Popeanu**, Chantal **Rossi**, Marvin **Rotrand**, Chantal **Rouleau**, Richard **Ryan**, Aref **Salem**, Anie **Samson**, Craig **Sauvé**, Jeremy **Searle**, Steve **Shanahan**, Anne-Marie **Sigouin**, Emilie **Thuillier**, Monique **Vallée**.

Montréal 

***Conseil municipal
Assemblée du 16 décembre 2013***

CATÉGORIE

04

**Annonces et dépôt de document par le
comité exécutif**

4.01 à 4.03

04.01

**À LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU
25 NOVEMBRE 2013**

**CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF
COMPÉTENCE VILLE**

**POUR LA PÉRIODE DU
26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013**

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE VILLE

PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	NUMÉRO DE DOSSIER	OBJET	NUMÉRO DÉCISION	DATE SIGNATURE	MONTANT
AMIOT-BERGERON ARCHITECTES	100% VILLE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	ESPACE POUR LA VIE	1136365002	ACCORDER UN CONTRAT DE SERVICES PROFESSIONNELS À AMIOT-BERGERON ARCHITECTES POUR PRÉPARER LES DOCUMENTS ET ENCADRER TROIS CONCOURS POUR LA RÉALISATION DES TROIS PROJETS D'ENVERGURE D'ESPACE POUR LA VIE : MÉTAMORPHOSE DE L'INSECTARIUM, LE BIODÔME RENOUVELÉ ET LE PAVILLON DE VERRE AU JARDIN BOTANIQUE, POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 73 353.50 \$ (CONTRAT DE 66 685 \$ + CONTINGENCES DE 6 668.50\$) TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES SUR INVITATION #13-12923 - QUATRE (4) SOUMISSIONNAIRES / APPROUVER LE PROJET DE CONVENTION À CETTE FIN	CE13 1349	2013-09-12	73 353 \$
ARISTO (9200-6774 QUÉBEC INC).	100% VILLE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	ESPACE POUR LA VIE	1136406001	CONCLURE AVEC L'ENTREPRISE ARISTO (9200-6774 QUÉBEC INC) UNE ENTENTE-CADRE VALIDE ENTRE LA SIGNATURE DE L'ENTENTE ET LE 30 NOVEMBRE 2013 POUR LA FOURNITURE ET LA LIVRAISON SUR DEMANDE DE SANDWICHS ET SALADES POUR LES RESTAURANTS DU JARDIN BOTANIQUE - APPEL D'OFFRES PUBLIC 13-13092 – 2 SOUMISSIONNAIRES - MONTANT ESTIMÉ À 344 010,95 \$.	CE13 1459	2013-09-25	344 010 \$
CGA ARCHITECTES INC.	100% VILLE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	ESPACE POUR LA VIE	1136365004	ACCORDER UN CONTRAT DE SERVICES PROFESSIONNELS À CGA ARCHITECTES INC. POUR L'ÉLABORATION DU PROGRAMME FONCTIONNEL ET TECHNIQUE DU PROJET DU PAVILLON DE VERRE AU JARDIN BOTANIQUE, POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 69 053.98 \$ (CONTRAT 59 787.00 \$ + CONTINGENCES 2 989.35 \$ + INCIDENCES 6 277.63 \$), TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES PUBLIC # 13-13126 - DEUX (2) SOUMISSIONNAIRES / APPROUVER UN PROJET DE CONVENTION À CETTE FIN	CE13 1592	2013-10-11	69 054 \$
ÉLAGAGE PRESTIGE INC	100% VILLE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	DIRECTION DES SERVICES REGROUPÉS AUX ARRONDISSEMENTS	1134631001	MAJORER L'ENTENTE-CADRE INTERVENUE ENTRE LA VILLE ET ÉLAGAGE PRESTIGE INC (CE13-0287) POUR LE SERVICE DE DÉCHIQUETAGE DES BRANCHES DE FEUILLUS PROVENANT DU DOMAINE PRIVÉ, DANS LE CADRE DES EFFORTS DE LUTTE À L'AGRILE DU FRÊNE, LA FAISANT PASSER DE 332 277,75 \$, TAXES INCLUSES, À 432 742,91 \$, TAXES INCLUSES / AUTORISER UNE DÉPENSE ADDITIONNELLE DE 100 465,16 \$, TAXES INCLUSES	CE13 1384	2013-09-25	332 277 \$
FONDATION ESPACE POUR LA VIE	100% VILLE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	ESPACE POUR LA VIE	1133815002	ACCORDER CONFORMÉMENT À LA LOI UN CONTRAT DE GRÉ À GRÉ À LA FONDATION ESPACE POUR LA VIE POUR LA FOURNITURE DE LANTERNES CHINOISES FABRIQUÉES À SHANGHAI POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 94 909 \$ TAXES INCLUSES CONFORMÉMENT À LA SOUMISSION DU SOUS-TRAITANT CHINOIS EN DATE DU 8 FÉVRIER 2013. RATIFIER UNE DÉPENSE DE 44 683 \$ DÉJÀ EFFECTUÉE DANS LE CADRE DE CE CONTRAT.	CE13 1266	2013-08-28	95 000 \$

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE VILLE

PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	NUMÉRO DE DOSSIER	OBJET	NUMÉRO DÉCISION	DATE SIGNATURE	MONTANT
GROUPE IBI/DAA INC.	100% VILLE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	ESPACE POUR LA VIE	1135967002	ACCORDER UN CONTRAT DE SERVICES PROFESSIONNELS À LA FIRME GROUPE IBI/DAA INC. EN ARCHITECTURE DE PAYSAGE ET EN INGENIERIE POUR L'ANALYSE DE L'ÉTAT ET LA PRÉPARATION DES PLANS ET DEVIS DE JARDINS ET FONTAINES AU JARDIN BOTANIQUE DE MONTRÉAL, INCLUANT LA SURVEILLANCE DES TRAVAUX, PROJET # JAR-2012-15, POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 274 445,32 \$ (TAXES INCLUSES). APPEL D'OFFRES PUBLIC # 13-13175 CINQ (5) SOUMISSIONNAIRES / APPROUVER UN PROJET DE CONVENTION À CETTE FIN.	CE13 1665	2013-10-31	274 446 \$
IDEXX LABORATORIES	100% VILLE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	ESPACE POUR LA VIE	1133046003	OCTROYER UN CONTRAT DE GRÉ À GRÉ À LA COMPAGNIE IDEXX LABORATORIES POUR LA FOURNITURE D'UN ÉQUIPEMENT À RAYON X POUR LA CLINIQUE VÉTÉRINAIRE DU BIODÔME DE MONTRÉAL - AU PRIX DE SA SOUMISSION, SOIT: 87 369,50 \$ TAXES INCLUSES.	CE13 1569	2013-10-08	75 990 \$
INSTALLUME INC.	100% VILLE	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	DIRECTION DES TRANSPORTS	1135309012	ACCORDER UN CONTRAT D'UNE DURÉE DE 18 MOIS À INSTALLUME INC. POUR LA RÉALISATION DE PROJETS DE SIGNALISATION LUMINEUSE DE 40 INTERSECTIONS SUR LE RÉSEAU ARTÉRIEL DE LA VILLE DE MONTRÉAL POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 491 772,82\$. APPEL D'OFFRES PUBLIC # 1135309012 (5 SOUMISSIONNAIRES)	CE13 1543	2013-10-02	491 773 \$
LES PAVAGES D'AMOUR INC	100% VILLE	ARRONDISSEMENT DE LACHINE	DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS	1131415041	ACCORDER UN CONTRAT À PAVAGES D'AMOUR INC., POUR DES TRAVAUX DE RACCORDEMENT DE CONDUITES D'EAU POTABLE ENTRE LES ARRONDISSEMENTS DE LACHINE ET DE LASALLE. DÉPENSE TOTALE DE 171 943,70\$, TAXES INCLUSES (CONTRAT: 166 943,70\$ + INCIDENCES: 5 000 \$) - APPEL D'OFFRES PUBLIC NUMÉRO 13-13015 (N/D S-1310)	CE13 1572	2013-10-04	171 944 \$
PROQUEST	100% VILLE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	DIRECTION DE LA CULTURE ET DU PATRIMOINE	1133315004	ACCORDER, CONFORMÉMENT À LA LOI, UN CONTRAT DE GRÉ À GRÉ À PROQUEST, AFIN DE RENOUVELER, POUR UNE PÉRIODE DE TROIS ANS, L'ABONNEMENT À LA RESSOURCE NUMÉRIQUE NEWSPAPER DIRECT LIBRARY PRESS DISPLAY, POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 73 814,11 \$ US, TAXES INCLUSES/ APPROUVER UN PROJET DE CONVENTION À CETTE FIN.	CE13 1344	2013-09-16	73 814 \$

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE VILLE

PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	NUMÉRO DE DOSSIER	OBJET	NUMÉRO DÉCISION	DATE SIGNATURE	MONTANT
SCIAGE DE BÉTON 2000 INC.	100% VILLE	COMMISSION DES SERVICES ÉLECTRIQUES DE MONTRÉAL	DIVISION DE LA GESTION DU RÉSEAU	1130128001	ACCORDER UN CONTRAT À LA FIRME SCIAGE DE BÉTON 2000 INC. POUR LA LOCATION DE MACHINERIE INCLUANT L'OPÉRATEUR, POUR LES TRAVAUX D'EXCAVATION, DE DISPOSITION DES MATÉRIAUX ET DE DÉNEIGEMENT, SOIT POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 191 720,81\$, TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES PUBLIC 1523 - 3 SOUMISSIONNAIRES CONFORMES. PÉRIODE DU CONTRAT DÉBUTANT AU PLUS TÔT LE 15 NOVEMBRE 2013 ET SE TERMINANT AU PLUS TARD LE 30 DÉCEMBRE 2014.	CE13 1663	2013-10-31	191 721 \$
SERVICES INTÉGRÉS LEMAY ET ASSOCIÉS INC.	100% VILLE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	ESPACE POUR LA VIE	1136365005	ACCORDER UN CONTRAT DE SERVICES PROFESSIONNELS À SERVICES INTÉGRÉS LEMAY ET ASSOCIÉS INC. POUR L'ÉLABORATION DU PROGRAMME FONCTIONNEL ET TECHNIQUE DU BIODÔME RENOUVELÉ POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 56 836.73 \$ (CONTRAT 49 209.30 \$ + CONTINGENCES 2 460.46 \$ + INCIDENCES 5 166.97 \$), TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES PUBLIC #13-13127 - QUATRE (4) SOUMISSIONNAIRES / APPROUVER UN PROJET DE CONVENTION À CETTE FIN	CE13 1591	2013-10-11	56 837 \$
SOCIÉTÉ LOGIQUE INC.,	100% VILLE	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	DIRECTION DES TRANSPORTS	1134728005	ACCORDER, CONFORMÉMENT À LA LOI, UN CONTRAT DE SERVICES PROFESSIONNELS DE GRÉ À GRÉ À L'OBNL SOCIÉTÉ LOGIQUE POUR L'ÉLABORATION DES ASPECTS TECHNIQUES DU « FASCICULE 5 : AMÉNAGEMENTS PIÉTONS UNIVERSELLEMENT ACCESSIBLE DU GUIDE D'AMÉNAGEMENT DURABLE DES RUES DE MONTRÉAL », POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 74 812 \$, TAXES INCLUSES / APPROUVER UN PROJET DE CONVENTION À CETTE FIN.	CE13 1364	2013-09-12	74 812 \$
SOM INC.	100% VILLE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	ESPACE POUR LA VIE	1133426001	ACCORDER UN CONTRAT À LA FIRME STRATÉGIE ORGANISATION ET MÉTHODE SOM INC. POUR LA FOURNITURE D'UNE ÉTUDE SUR LA TARIFICATION DE L'INSECTARIUM ET LES IMPACTS COLLATÉRAUX SUR LE JARDIN BOTANIQUE, POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 50 510, 82 \$ TAXES INCLUSES. APPEL D'OFFRES SUR INVITATION - NO 13 - 13060 - DEUX SOUMISSIONNAIRES (1 CONFORME).	CE13 1616	2013-10-17	50 511 \$
TELTECH TÉLÉCOMMUNICATION INC.	100% VILLE	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	DIRECTION DES TRANSPORTS	1135329002	ACCORDER UN CONTRAT À TELTECH TÉLÉCOMMUNICATION INC. D'UNE DURÉE DE DEUX (2) MOIS, POUR DES TRAVAUX D'INSTALLATION DE CÂBLAGE DE COMMUNICATION EN FIBRE OPTIQUE SUR LES AXES HENRI-BOURASSA ET NOTRE-DAME (RÉSEAUX 201,202, 203,206 ET 207), POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 268 651,62\$ TAXES INCLUSES, DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN STRATÉGIQUE SUR LES STI - APPEL D'OFFRES PUBLIC 1364005 - (5 SOUMISSIONNAIRES)	CE13 1544	2013-10-02	268 651 \$

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE VILLE

PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	NUMÉRO DE DOSSIER	OBJET	NUMÉRO DÉCISION	DATE SIGNATURE	MONTANT
TELTECH TÉLÉCOMMUNICATION INC.	100% VILLE	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	DIRECTION DES TRANSPORTS	1135329003	ACCORDER UN CONTRAT À TELTECH TÉLÉCOMMUNICATION INC. D'UNE DURÉE DE DEUX (2) MOIS, POUR DES TRAVAUX D'INSTALLATION DE CÂBLAGE DE COMMUNICATION EN FIBRE OPTIQUE SUR LES AXES BERRI/LAJEUNESSE, IBERVILLE/ROSEMONT, CHRISTOPHE-COLOMB ET VIGER/ST-ANTOINE (RÉSEAUX 38,58,75 ET 200) , POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 276 196,97\$ TAXES INCLUSES, DANS LE CADRE DE LA MISE EN OEUVRE DU PLAN STRATÉGIQUE SUR LES STI - APPEL D'OFFRES PUBLIC 1364006 - (5 SOUMISSIONNAIRES)	CE13 1545	2013-10-02	276 197 \$
TELTECH TÉLÉCOMMUNICATION INC.	100% VILLE	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	DIRECTION DES TRANSPORTS	1135329004	ACCORDER UN CONTRAT À TELTECH TÉLÉCOMMUNICATION INC. D'UNE DURÉE DE DEUX (2) MOIS, POUR DES TRAVAUX D'INSTALLATION DE CÂBLAGE DE COMMUNICATION EN CUIVRE SUR LES AXES ST-URBAIN/CLARK, ST-DENIS ET ACADIE (RÉSEAU 16,34 ET 37) , POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 155 590,26\$ TAXES INCLUSES, DANS LE CADRE DE LA MISE EN OEUVRE DU PLAN STRATÉGIQUE SUR LES STI - APPEL D'OFFRES PUBLIC 1364007 - (5 SOUMISSIONNAIRES)	CE13 1546	2013-10-02	155 590 \$
TRANSPORT ROSEMONT INC.	100% VILLE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	DIRECTION DES SPORTS ET DE L'ACTIVITÉ PHYSIQUE	1134670003	ACCORDER UN CONTRAT À L'ENTREPRISE TRANSPORT ROSEMONT INC. POUR LA FOURNITURE DE SERVICES DE DÉNEIGEMENT ET D'ÉPANDAGE D'ABRASIFS ET DE FONDANTS POUR LES SENTIERS PIÉTONNIERS ET TERRASSES DU COMPLEXE SPORTIF CLAUDE-ROBILLARD ET DE L'ARÉNA MICHEL-NORMANDIN POUR UNE SOMME DE 159 286,37 \$ TAXES INCLUSES POUR LA PÉRIODE DU 15 OCTOBRE 2013 AU 15 AVRIL 2015 - APPEL D'OFFRES PUBLIC 13-13069 - (4 SOUMISSIONNAIRES).	CE13 1541	2013-10-02	159 286 \$

NOMBRE DE CONTRATS :	18
----------------------	----

TOTAL : 3 235 266 \$

04.01

**À LA SÉANCE DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DU
28 NOVEMBRE 2013**

**CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF
COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION**

**POUR LA PÉRIODE DU
26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013**

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE AGGLOMÉRATION

PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	NUMÉRO DE DOSSIER	OBJET	NUMÉRO DÉCISION	DATE SIGNATURE	MONTANT
9095-5238 QUÉBEC INC. (FASRS DÉNEIGEURS METROPOLITAIN)	100 % AGGLO	SERVICE DE L'EAU	DIRECTION DE L'ÉPURATION DES EAUX USEES	1133438010	ACCORDER TROIS CONTRATS DE DÉNEIGEMENT À 9200-2427 QUÉBEC INC.(PAYSAGISTE MONTREAL) ET 9095-5238 QUÉBEC INC. (FASRS DÉNEIGEURS METROPOLITAIN) POUR LES SERVICES DE DÉNEIGEMENT POUR LA STATION D'ÉPURATION DES EAUX USEES JEAN-R.-MARCOTTE, LE RÉSEAU DES INTERCEPTEURS ET LE LIEU D'ENFOUSSEMENT TECHNIQUE POUR UNE PÉRIODE DE TROIS ANS - DÉPENSE TOTALE DE 726 935,18 \$, TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES PUBLIC 040-28-AE (5 SOUMISSIONNAIRES)	CE13 1540	2013-10-02	347 311 \$
911 PRO INC.	100 % AGGLO	SERVICE DE POLICE	DIRECTION DES OPÉRATIONS - ACTIVITÉS DE SOUTIEN	1134472005	ACCORDER, CONFORMEMENT À LA LOI, UN CONTRAT DE GRE À GRE, À "911 PRO INC.", FOURNISSEUR UNIQUE, POUR LA FOURNITURE DE LAMPES BALADEUSES DE MARQUE WHELEN, POUR LES BESOINS DU SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL, AUX PRIX DE SA SOUMISSION, SOIT POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 27 890,81 \$, TAXES INCLUSES	CE13 1038	2013-08-28	27 891 \$
9140-2594 QUÉBEC INC. (CONSTRUCTION ARCADE)	100 % AGGLO	SERVICE DE L'EAU	DIRECTION DE L'EAU POTABLE	1134474002	ACCORDER UN CONTRAT À 9140-2594 QUÉBEC INC. (CONSTRUCTION ARCADE) POUR L'ÉTANCHEISATION DES CHEMINÉES DES BATARDEAUX DES CANAUX ULTRAVIOLETS (UV) À L'USINE DE PRODUCTION D'EAU POTABLE ATWATER - DÉPENSE TOTALE DE 98 783,07 \$, TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES SUR INVITATION MNU-2013-03 - 2 SOUMISSIONNAIRES - 1 SEUL CONFORME	CE13 1672	2013-10-31	98 783 \$
9200-2427 QUÉBEC INC. (PAYSAGISTE MONTREAL)	100 % AGGLO	SERVICE DE L'EAU	DIRECTION DE L'ÉPURATION DES EAUX USEES	1133438010	ACCORDER TROIS CONTRATS DE DÉNEIGEMENT À 9200-2427 QUÉBEC INC.(PAYSAGISTE MONTREAL) ET 9095-5238 QUÉBEC INC. (FASRS DÉNEIGEURS METROPOLITAIN) POUR LES SERVICES DE DÉNEIGEMENT POUR LA STATION D'ÉPURATION DES EAUX USEES JEAN-R.-MARCOTTE, LE RÉSEAU DES INTERCEPTEURS ET LE LIEU D'ENFOUSSEMENT TECHNIQUE POUR UNE PÉRIODE DE TROIS ANS - DÉPENSE TOTALE DE 726 935,18 \$, TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES PUBLIC 040-28-AE (5 SOUMISSIONNAIRES)	CE13 1540	2013-10-02	379 624 \$
A SYS RÉALISATIONS	69,32 % AGGLO 18,68 % VILLE 12 % ARRONDISSEMENTS	SERVICE DE LA CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET RESSOURCES MATÉRIELLES	DIRECTION DES IMMEUBLES	1134512003	EXERCER LES OPTIONS DE PROLONGATION PRÉVUES AUX CONTRATS POUR LE DÉNEIGEMENT D'ÉDIFICES VILLE ET SPVM AVEC LES FIRMES "LES ENTREPRISES CANBEC CONSTRUCTION INC.", "A SYS RÉALISATIONS", "LES ENTREPRISES MICHEL GAUTHIER INC." (CE10 1717), POUR LA PÉRIODE COMPRISE ENTRE LES MOIS D'OCTOBRE À DÉCEMBRE 2013. AUTORISER À CETTE FIN UNE DÉPENSE DE 140 958,27 \$, MAJORANT AINSI LE MONTANT TOTAL DES CONTRATS DE 1 074 046.71 \$ À 1 215 005,00 \$, TAXES INCLUSES.	CE13 1264	2013-08-29	47 747 \$
AÉROPORTS DE MONTRÉAL	100 % AGGLO	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT	1134390001	APPROUVER LE PROJET DE CONVENTION ENTRE LA VILLE DE MONTRÉAL ET LA CORPORATION AÉROPORTS DE MONTRÉAL RELATIVEMENT À LA PERMISSION D'OCCUPATION D'UN TERRAIN POUR Y INSTALLER UNE STATION MOBILE D'ÉCHANTILLONNAGE DE L'AIR AMBIANT AU CÔTÉ DE 1\$ PAR ANNÉE, RENOUEVELABLE ANNUELLEMENT ET CE, AUSSI LONGTEMPS QUE LES MESURES SERONT JUGÉES NÉCESSAIRES.	CE13 1140	2013-08-28	1 \$

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE AGGLOMÉRATION

PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	NUMÉRO DE DOSSIER	OBJET	NUMÉRO DÉCISION	DATE SIGNATURE	MONTANT
AMIOT-BERGERON ARCHITECTES	100 % VILLE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	ESPACE POUR LA VIE	1136365002	ACCORDER UN CONTRAT DE SERVICES PROFESSIONNELS À AMIOT-BERGERON ARCHITECTES POUR PRÉPARER LES DOCUMENTS ET ENCADRER TROIS CONCOURS POUR LA RÉALISATION DES TROIS PROJETS D'ENVERGURE D'ESPACE POUR LA VIE : MÉTAMORPHOSE DE L'INSECTARIUM, LE BIODÔME RENOUVELE ET LE PAVILLON DE VERRE AU JARDIN BOTANIQUE, POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 73 353.50 \$ (CONTRAT DE 66 685 \$ + CONTINGENCES DE 6 668.50\$) TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES SUR INVITATION #13-12923 - QUATRE (4) SOUMISSIONNAIRES / APPROUVER LE PROJET DE CONVENTION À CETTE FIN	CE13 1349	2013-09-12	73 353 \$
APPLIED RESEARCH ASSOCIATES, INC.	100 % AGGLO	SERVICE DE POLICE	DIRECTION DES OPÉRATIONS - SERVICES AUX CITOYENS	1134254002	ACCORDER, CONFORMÉMENT À LA LOI, UN CONTRAT DE GRÉ À GRÉ, À « APPLIED RESEARCH ASSOCIATES INC. », FOURNISSEUR UNIQUE, POUR LA FOURNITURE D'UNE CAMÉRA TACTIQUE MOBILE (POINTMAN) POUR LES BESOINS DU GROUPE TACTIQUE D'INTERVENTION DU SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL, POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 29 683,17 \$ US, TAXES INCLUSES.	CE13 1262	2013-08-28	29 683 \$
ATELIER DE SOUDURE RIVIÈRE-DU-LOUP	100 % AGGLO	SERVICE DE L'EAU	DIRECTION DE L'ÉPURATION DES EAUX USEES	1133334020	ACCORDER UN CONTRAT À ATELIER DE SOUDURE RIVIÈRE-DU-LOUP INC., POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 249 497,99 \$, TAXES INCLUSES, POUR LA FOURNITURE ET LA LIVRAISON DE BATARDEAUX ET LEURS ACCESSOIRES POUR LES STRUCTURES DE RÉGULATION DES INTERCEPTEURS NORD ET SUD - APPEL D'OFFRES 1913-AE - 5 SOUMISSIONS	CE13 1468	2013-09-23	249 497 \$
AVIZO EXPERTS-CONSEILS INC.	100 % AGGLO	SERVICE DE L'EAU	DIRECTION DE L'ÉPURATION DES EAUX USEES	1130362002	ACCORDER UN CONTRAT À AVIZO EXPERTS-CONSEILS INC. POUR LA FOURNITURE DE SERVICES ET D'INSTALLATION D'APPAREILS DE MESURE DE DÉBIT DANS DIFFÉRENTS COLLECTEURS PRINCIPAUX DE L'AGGLOMÉRATION DE LA VILLE DE MONTRÉAL POUR UNE PÉRIODE DE 24 MOIS, POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 426 700,20 \$, TAXES INCLUSES – APPEL D'OFFRES PUBLIC 5058-EC-13 – 3 SOUMISSIONNAIRES.	CE13 1590	2013-10-11	426 700 \$
BEAUPRÉ, MICHAUD & ASSOCIÉS, ARCHITECTES	100 % AGGLO	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	DIRECTION DES GRANDS PARCS ET DU VERDISSEMENT	1125915014	ACCORDER UN CONTRAT DE SERVICES PROFESSIONNELS À BEAUPRÉ MICHAUD ET ASSOCIÉS, ARCHITECTES POUR RÉALISER LES PLANS ET DEVIS NÉCESSAIRES À LA RESTAURATION DU KIOSQUE DE MUSIQUE - PAVILLON MORDECAI-RICHLER POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 57 753,37 \$, TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES SUR INVITATION NO 12-11819 (1 SOUMISSIONNAIRE) / APPROUVER UN PROJET DE CONVENTION À CETTE FIN.	CE13 1272	2013-08-28	57 753 \$
BELL MOBILITÉ INC.	100 % AGGLO	SERVICE DE POLICE	DIRECTION DES OPÉRATIONS - ACTIVITÉS DE SOUTIEN	1130206005	EXERCER LA PROLONGATION PRÉVUE AU CONTRAT POUR L'ENTRETIEN DES RADIOS PORTATIVES ET MOBILES DU SYSTÈME DE RADIOCOMMUNICATION DU SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL (SPVM), POUR LA PÉRIODE DU 1ER NOVEMBRE 2013 AU 31 OCTOBRE 2014 ET AUTORISER À CETTE FIN UNE DÉPENSE DE 134 002,01 \$, TAXES INCLUSES, MAJORANT AINSI LE MONTANT TOTAL DU CONTRAT DE 134 002,01 \$ À 268 004,02 \$, TAXES INCLUSES. APPEL D'OFFRES PUBLIC 12-12314 – 2 SOUMISSIONNAIRES.	CE13 1176	2013-08-28	134 002 \$

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE AGGLOMÉRATION

PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	NUMÉRO DE DOSSIER	OBJET	NUMÉRO DÉCISION	DATE SIGNATURE	MONTANT
BLACK ET MACDONALD	7,4 % AGGLO 92,6 % VILLE	SERVICE DE LA CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET RESSOURCES MATÉRIELLES	DIRECTION DES STRATÉGIES ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES	1136040004	ACCORDER UN CONTRAT À BLACK ET MCDONALD, POUR LE PROJET DE REMPLACEMENT DE VOIETS MOTORISÉS DANS 10 BÂTIMENTS AVEC TRAVAUX CONNEXES, POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 125 052.21 \$, TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES PUBLIC (5626) - (2 SOUMISSIONNAIRES)	CE13 1181	2013-08-28	125 052 \$
CANBEC CONSTRUCTION INC.,	69,32 % AGGLO 18,68 % VILLE 12 % ARRONDS	SERVICE DE LA CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET RESSOURCES MATÉRIELLES	DIRECTION DES IMMEUBLES	1134512003	EXERCER LES OPTIONS DE PROLONGATION PRÉVUES AUX CONTRATS POUR LE DENEIGEMENT D'ÉDIFICES VILLE ET SPVM AVEC LES FIRMES "LES ENTREPRISES CANBEC CONSTRUCTION INC.", "A SYS RÉALISATIONS", "LES ENTREPRISES MICHEL GAUTHIER INC." (CE10 1717), POUR LA PÉRIODE COMPRISE ENTRE LES MOIS D'OCTOBRE À DÉCEMBRE 2013. AUTORISER À CETTE FIN UNE DÉPENSE DE 140 958,27 \$, MAJORANT AINSI LE MONTANT TOTAL DES CONTRATS DE 1 074 046.71 \$ À 1 215 005,00 \$, TAXES INCLUSES.	CE13 1264	2013-08-29	39 383 \$
CIM MAINTENANCE	100 % AGGLO	SERVICE DE L'EAU	DIRECTION DE L'ÉPURATION DES EAUX USÉES	1133438009	ACCORDER, CONFORMÉMENT À LA LOI, UN CONTRAT DE GRÉ À GRÉ À LA COMPAGNIE CIM MAINTENANCE INC. POUR L'ACHAT DE 85 LICENCES ET LA CONFIGURATION DU LOGICIEL VISUAL PLANNER, AFIN DE PERMETTRE D'EFFECTUER DES TÂCHES DE GESTION DE MAINTENANCE, POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 94 849,78 \$, TAXES INCLUSES - FOURNISSEUR EXCLUSIF	CE13 1359	2013-09-12	94 850 \$
COMPUMÉDIA DESIGN (CM) INC.	ENTENTE CADRE SELON CONSOMMATION	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	DIRECTION DES COMMUNICATIONS	1130149002	CONCLURE AVEC COMPUMÉDIA DESIGN (CMD) INC. UNE ENTENTE-CADRE D'UNE DURÉE DE TROIS ANS, POUR LA FOURNITURE DE SERVICES DE FABRICATION ET D'INSTALLATION D'ÉLÉMENTS DE SIGNALISATION DES BÂTIMENTS MUNICIPAUX, PARCS ET PLACES PUBLIQUES DE LA VILLE DE MONTRÉAL - APPEL D'OFFRES PUBLIC 13-12663 - (4 SOUMISSIONNAIRES) / (MONTANT ESTIMÉ : 210 203,04 \$)	CE13 1638	2013-10-25	210 203 \$
CONCEPT CONTROLS QUÉBEC INC.	100 % AGGLO	SERVICE DE LA SÉCURITÉ INCENDIE DE MONTRÉAL	CENTRE DE SERVICES - RESSOURCES FINANCIÈRES ET MATÉRIELLES	1136178006	ACCORDER UN CONTRAT À LA FIRME CONCEPT CONTROLS QUÉBEC INC., POUR LA FOURNITURE DE DÉTECTEUR DE GAZ DE MODÈLE GAS ALERT MAX-XT2 ET LA MISE À NIVEAU DES STATIONS FIXES DE MODÈLE MICRODOCK2 . POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 105 156,14\$ TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES PUBLIC 13-13088 - (3 SOUMISSIONNAIRES)	CE13 1570	2013-10-08	105 146 \$
CONSTRUCTION N.R.C.	73 % AGGLO 27 % VILLE	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	DIRECTION DES TRANSPORTS	1135309011	ACCORDER UN CONTRAT D'UNE DURÉE DE 6 MOIS À CONSTRUCTION N.R.C. POUR LA RÉALISATION DE PROJETS DE SIGNALISATION LUMINEUSE DE 11 INTERSECTIONS SUR LE RÉSEAU ARTÉRIEL DE LA VILLE DE MONTRÉAL (ARRONDISSEMENTS VILLE-MARIE, ET CÔTE-DES-NEIGES - NOTRE-DAME-DE-GRÂCE) POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 144 905,87\$. APPEL D'OFFRES PUBLIC # 1135309011 (7 SOUMISSIONNAIRES)	CE13 1389	2013-09-23	144 906 \$

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE AGGLOMÉRATION

PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	NUMÉRO DE DOSSIER	OBJET	NUMÉRO DÉCISION	DATE SIGNATURE	MONTANT
COUVREUR RB PROULX INC.	83,95 % AGGLO 6,05 % VILLE	SERVICE DE LA CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET RESSOURCES MATÉRIELLES	DIRECTION DES STRATÉGIES ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES	1133456004	ACCORDER UN CONTRAT À LA FIRME COUVREUR RB PROULX INC. POUR LES TRAVAUX DE RÉFECTION DE LA TOITURE À LA CASERNE DE POMPIERS N° 73 (3114), SITUÉE AU 820, RUE SAINT-GERMAIN, DANS L'ARRONDISSEMENT DE SAINT-LAURENT - DÉPENSE TOTALE DE 181 026,39 \$, TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES 5676 (9 SOUMISSIONNAIRES).	CE13 1617	2013-10-17	170 780 \$
CRISO	DÉPENSES MIXTES D'AGGLOMÉRATION 2013 - 51,9 %	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	RELATIONS DE TRAVAIL ET SOUTIEN-CONSEIL À LA GESTION	1133692004	ACCORDER DE GRÉ À GRÉ, UN CONTRAT DE SERVICES PROFESSIONNELS AU CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ MCGILL / CONSEIL, RECHERCHE ET INNOVATION EN SANTÉ DES ORGANISATIONS (CRISO), POUR RÉALISER ET DIFFUSER UN PROGRAMME DE FORMATION AU RÔLE-CONSEIL AUPRÈS DES CONSEILLERS EN RESSOURCES HUMAINES DU SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS, POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 78 326 \$, SANS TAXES / APPROUVER UN PROJET DE CONVENTION À CETTE FIN.	CE13 1664	2013-10-31	78 326 \$
CUSSON-MORIN CONSTRUCTION INC.	100 % AGGLO	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	DIRECTION DES GRANDS PARCS ET DU VERDISSEMENT	1131246008	ACCORDER UN CONTRAT À CUSSON-MORIN CONSTRUCTION INC., POUR LA RÉFECTION D'UNE SECTION DE SENTIER DANS LE SECTEUR VAL-DES-BOIS AU PARC-NATURE DU BOIS-DE-L'ÎLE-BIZARD - DÉPENSE TOTALE DE 375 963,27 \$, TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES PUBLIC 13-6326 - (4 SOUMISSIONNAIRES CONFORMES ET 1 SOUMISSIONNAIRE NON CONFORME)	CE13 1391	2013-09-24	329 792 \$
DESMARAIS & GAGNÉ INC.	100 % AGGLO	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	DIRECTION DE LA CULTURE ET DU PATRIMOINE	1133820006	ACCORDER UN CONTRAT À DESMARAIS & GAGNÉ INC. POUR LA FABRICATION ET LA LIVRAISON DE 504 CLÔTURES EN ACIER GALVANISÉ PEINT ET DE 18 CHARIOTS DE MANUTENTION EN ACIER PEINT. DÉPENSES TOTALE DE 342 748,40 \$, TAXES INCLUSES (CONTRAT : 332 765,44 \$ + INCIDENCES : 9 982,96 \$) - APPEL D'OFFRES PUBLIC QDS-BARRIÈRES, 6 SOUMISSIONS DÉPOSÉES, 5 CONFORMES.	CE13 1361	2013-09-13	332 765 \$
DISPROCO CORPORATION INC.	ENTENTE CADRE SELON CONSOMMATION	SERVICE DE LA CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET RESSOURCES MATÉRIELLES	DIRECTION DE L'APPROVISIONNEMENT	1136135009	CONCLURE AVEC DISPROCO CORPORATION INC. UNE ENTENTE-CADRE D'UNE DURÉE DE 36 MOIS AVEC DEUX OPTIONS DE PROLONGATION DE 12 MOIS CHACUNE, POUR LA FOURNITURE DES GANTS ET MITAINES POUR LE SERVICE DE POLICE ET POUR LES AUTRES EMPLOYÉS DE LA VILLE DE MONTRÉAL - APPEL D'OFFRES PUBLIC 13-12536 - 3 SOUMISSIONNAIRES (4 SOUMISSIONS) - MONTANT TOTAL ESTIMÉ : 207 193,35 \$, TAXES INCLUSES.	CE13 1637	2013-10-25	207 193 \$
DUBO ÉLECTRIQUE LTÉE	100 % AGGLO	SERVICE DE LA SÉCURITÉ INCENDIE DE MONTRÉAL	DIRECTION DE LA PRÉVENTION ET DE LA PLANIFICATION	1135361002	ACCORDER UN CONTRAT À LA FIRME DUBO ÉLECTRIQUE LTÉE., POUR LA FOURNITURE D'AVERTISSEURS DE FUMÉE À PILE AU LITHIUM, POUR UNE PÉRIODE DE DOUZE (12) MOIS, POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 74 503,80 \$ TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES SUR INVITATION 13-13004 - (1 SOUMISSIONNAIRE)	CE13 1130	2013-08-28	74 504 \$

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE AGGLOMÉRATION

PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	NUMÉRO DE DOSSIER	OBJET	NUMÉRO DÉCISION	DATE SIGNATURE	MONTANT
EXCELSA TECHNOLOGIES CONSULTING INC.	DÉPENSES MIXTES D'AGGLOMÉRATION 2013 - 51,9 %	SERVICE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	DIRECTION	1136075002	ACCORDER UN CONTRAT DE SERVICES PROFESSIONNELS À EXCELSA TECHNOLOGIES CONSULTING INC., POUR L'ACQUISITION DE SERVICES PROFESSIONNELS D'ARCHITECTURE DE PROCESSUS DANS LE CADRE DE LA RÉALISATION DU PROJET GESTION DES SERVICES TI POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 85 943,81 \$, TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES SUR INVITATION # 13-12616 - 4 SOUMISSIONNAIRES / APPROUVER UN PROJET DE CONVENTION À CETTE FIN	CE13 1050	2013-08-26	85 494 \$
FAUTEUX BRUNO BUSSIÈRE LEEWARDEN	100 % AGGLO	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET ÉVALUATION FONCIÈRE	DIRECTION DES AFFAIRES CIVILES	1131804001	DE RETENIR LES SERVICES PROFESSIONNELS DE M. GILLES BUSSIÈRE, DE LA FIRME FAUTEUX BRUNO BUSSIÈRE LEEWARDEN, À TITRE D'EXPERT COMPTABLE DANS LE DOSSIER OPPOSANT 1481874 ONTARIO INC. / 2917599 CANADA INC. (CENTRE BELL) C. VILLE DE MONTRÉAL DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC POUR LES RÔLES TRIENNAUX 2011-2012-2013 ET 2014-2015-2016. / D'AUTORISER UNE DÉPENSE DE 200 000 \$.	CE13 1271	2013-08-28	200 000 \$
FIRME ICOR TECHNOLOGY INC.	100 % AGGLO	SERVICE DE POLICE	DIRECTION DES OPÉRATIONS - SERVICES AUX CITOYENS	1132610002	ACCORDER, CONFORMÈMENT À LA LOI, UN CONTRAT DE GRÉ À GRÉ À LA FIRME ICOR TECHNOLOGY INC., FOURNISSEUR UNIQUE, POUR EFFECTUER DES RÉPARATIONS OBLIGATOIRES ET L'OPTIMISATION RECOMMANDÉE SUR LE ROBOT DE DESAMORÇAGE D'ENGINS EXPLOSIFS, AUX PRIX DE SA SOUMISSION, SOIT POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 24 990,00 \$, TAXES INCLUSES, CONFORMÈMENT À L'OFFRE DE SERVICE DE CETTE FIRME EN DATE DU 2 JUILLET 2013.	CE13 1263	2013-08-28	25 000 \$
G & S CONSULTANTS	85,74 % VILLE 9,12 % AGGLO 5,14 ARROND VERDUN	ARRONDISSEMENT VERDUN	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE DES ÉTUDES TECHNIQUES ET DES SERVICES AUX ENTREPRISES	1132183016	ACCORDER UN CONTRAT DE SERVICES PROFESSIONNELS À G&S CONSULTANTS POUR LE CONTRÔLE DE MATÉRIEAUX ET SURVEILLANCE QUALITATIVE ET QUANTITATIVE DES TRAVAUX OCTROYÉ EN 2013 DE RECONSTRUCTION DES RUES . ARRONDISSEMENT: VERDUN. - DÉPENSE TOTALE DE 317 951,87\$, TAXES INCLUSES (CONTRAT: 317 951,87\$ + INCIDENCES: 0,00 \$). APPEL D'OFFRES PUBLIC # S13-003 - 6 SOUMISSIONNAIRES ET APPROUVER UN PROJET DE CONVENTION À CETTE FIN.	CE13 1270	2013-08-28	317 951 \$
GAZ MÉTRO PLUS	100 % AGGLO	SERVICE DE LA CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET RESSOURCES MATÉRIELLES	DIRECTION DES STRATÉGIES ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES	1131035007	ACCORDER, CONFORMÈMENT À LA LOI, UN CONTRAT DE GRÉ À GRÉ À GAZ MÉTRO INC., POUR L'EXTENSION DE LEUR RÉSEAU, POUR LA NOUVELLE CASERNE DE POMPIERS NO 32 QUI SERA SITUÉE AU 16101, RUE SHERBROOKE EST, DANS L'ARRONDISSEMENT DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES-POINTE-AUX-TREMBLES, POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 110 376,00 \$, TAXES INCLUSES / ACCEPTER UNE AIDE FINANCIÈRE CONDITIONNELLE AU CONTRAT DE 1 650,00 \$.	CE13 1639	2013-10-25	110 376 \$
GAZ MÉTRO PLUS	100 % AGGLO	SERVICE DE LA CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET RESSOURCES MATÉRIELLES	DIRECTION DES STRATÉGIES ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES	1133456001	ACCORDER, CONFORMÈMENT À LA LOI, UN CONTRAT DE GRÉ À GRÉ À GAZ MÉTRO INC., POUR L'EXTENSION DE LEUR RÉSEAU, POUR LA NOUVELLE CASERNE DE POMPIERS NO 59 QUI SERA SITUÉE AU 18 661 BOULEVARD PIERREFONDS, DANS L'ARRONDISSEMENT DE PIERREFONDS-ROXBORO, POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 74 848,73 \$, TAXES INCLUSES / ACCEPTER UNE AIDE FINANCIÈRE CONDITIONNELLE AU CONTRAT DE 7 250 \$.	CE13 1571	2013-10-04	74 848 \$

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE AGGLOMÉRATION

PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	NUMÉRO DE DOSSIER	OBJET	NUMÉRO DÉCISION	DATE SIGNATURE	MONTANT
GROUPE ABS INC.	ENTENTE CADRE SELON CONSOMMATION	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	DIRECTION DES INFRASTRUCTURES	1133855003	CONCLURE DES ENTENTES CADRES AVEC LES FIRMES LES SERVICES EXP INC. (MONTANT ESTIMÉ: 430 794,08\$) ET GROUPE ABS INC. (MONTANT ESTIMÉ: 240 200,02\$) POUR UNE DURÉE DE 36 MOIS POUR DES FORAGES ET ESSAIS SPÉCIAUX SUR DEMANDE SUITE À L'APPEL D'OFFRES PUBLIC NO 13-12941 (5 SOUMISSIONNAIRES).	CE13 1129	2013-08-28	240 200 \$
GROUPE IBI/DAA INC.	100 % AGGLO	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	DIRECTION DES GRANDS PARCS ET DU VERDISSEMENT	1135255001	ACCORDER UN CONTRAT DE SERVICES PROFESSIONNELS AU GROUPE IBI/DAA INC. AFIN D'ÉLABORER UN PLAN STRATÉGIQUE DE DÉVELOPPEMENT POUR LE RÉSEAU DES PARCS-NATURE, POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 127 883,47 \$, TAXES INCLUSES. - APPEL D'OFFRES PUBLIC (13-13037) - (5 SOUMISSIONNAIRES) / APPROUVER UN PROJET DE CONVENTION À CETTE FIN.	CE13 1593	2013-10-10	127 883 \$
INSTALLUME INC.	100 % VILLE	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	DIRECTION DES TRANSPORTS	1135309012	ACCORDER UN CONTRAT D'UNE DURÉE DE 18 MOIS À INSTALLUME INC. POUR LA RÉALISATION DE PROJETS DE SIGNALISATION LUMINEUSE DE 40 INTERSECTIONS SUR LE RÉSEAU ARTÉRIEL DE LA VILLE DE MONTRÉAL POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 491 772,82\$. APPEL D'OFFRES PUBLIC # 1135309012 (5 SOUMISSIONNAIRES)	CE13 1543	2013-10-02	491 773 \$
LASALLE FORD	100 % AGGLO	SERVICE DE LA SÉCURITÉ INCENDIE DE MONTRÉAL	CENTRE DE SERVICES - RESSOURCES FINANCIÈRES ET MATÉRIELLES	1131887002	ACCORDER UN CONTRAT À LASALLE FORD, LE PLUS BAS SOUMISSIONNAIRE CONFORME, POUR L'ACQUISITION DE 10 VÉHICULES EXPLORER POLICE PACK (INTERCEPTOR) 2014, POUR LE SERVICE DE SÉCURITÉ INCENDIE DE MONTRÉAL (SIM), SELON LE DEVIS # 16713B11, APPEL D'OFFRES #13-13136, AU MONTANT DE 417 381,67 \$, TAXES INCLUSES. AUTORISER UN VIREMENT BUDGÉTAIRE DE 561 100 \$, EN PROVENANCE DU PROJET 62470 - PROGRAMME DE PROTECTION DES CASERNES ET DES BÂTIMENTS ADMINISTRATIFS VERS LE PROJET 71080 - PROGRAMME DE REMPLACEMENT DE VÉHICULES POUR L'ACQUISITION DE VÉHICULES LÉGERS SUITE À UNE PLANIFICATION ACTUALISÉE DU PTI 2013 DU SIM.	CE13 1542	2013-10-02	417 382 \$
LES CONSULTANTS S.M. INC	90 % VILLE 10 % ARROND ST-LAURENT	SAINT-LAURENT	DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS	1134378020	OCTROYER UN CONTRAT DE 339 851,74 \$ À LES CONSULTANTS S.M. INC. POUR LA PRÉPARATION DES PLANS ET DEVIS ET SURVEILLANCE DES TRAVAUX DE RÉFECTION DES RÉSEAUX D'AQUÉDUC ET D'ÉGOUTS, DE CHAUSSEE, DE TROTTOIRS ET DE BORDURES SUR UNE PARTIE DES RUES DE LA SORBONNE, BARRÉ, ROCHON, SAINT-GERMAIN ET CREVIER - SOUMISSION 13-019.	CE13 1396	2013-09-25	339 852 \$
LES ENTREPRISES DE CONSTRUCTION VENTEC INC.	100 % AGGLO	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	DIRECTION DES GRANDS PARCS ET DU VERDISSEMENT	1131246007	ACCORDER UN CONTRAT À LES ENTREPRISES DE CONSTRUCTION VENTEC INC., POUR LE RÉAMÉNAGEMENT DE SENTIERS ET D'ACCÈS AU PARC-NATURE DU BOIS-DE-L'ÎLE-BIZARD - DÉPENSE TOTALE DE 491 092,72 \$, TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES PUBLIC 13-6290 - (3 SOUMISSIONNAIRES CONFORMES).	CE13 1465	2013-09-26	446 448 \$

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE AGGLOMÉRATION

PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	NUMÉRO DE DOSSIER	OBJET	NUMÉRO DÉCISION	DATE SIGNATURE	MONTANT
LES ENTREPRISES MICHEL GAUTHIER INC.	69,32 % AGGLO 18,68 % VILLE 12 % ARRONDISSEMENTS	SERVICE DE LA CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET RESSOURCES MATÉRIELLES	DIRECTION DES IMMEUBLES	1134512003	EXERCER LES OPTIONS DE PROLONGATION PRÉVUES AUX CONTRATS POUR LE DÉNEIGEMENT D'ÉDIFICES VILLE ET SPVM AVEC LES FIRMES "LES ENTREPRISES CANBEC CONSTRUCTION INC.", "A SYS RÉALISATIONS", "LES ENTREPRISES MICHEL GAUTHIER INC." (CE10 1717), POUR LA PÉRIODE COMPRISE ENTRE LES MOIS D'OCTOBRE À DÉCEMBRE 2013. AUTORISER À CETTE FIN UNE DÉPENSE DE 140 958,27 \$, MAJORANT AINSI LE MONTANT TOTAL DES CONTRATS DE 1 074 046.71 \$ À 1 215 005,00 \$, TAXES INCLUSES.	CE13 1264	2013-08-29	56 920 \$
LES INDUSTRIES PAMILIO INC.	ENTENTE CADRE SELON CONSOMMATION	SERVICE DE LA CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET RESSOURCES MATÉRIELLES	DIRECTION DE L'APPROVISIONNEMENT	1136135007	CONCLURE AVEC LES INDUSTRIES PAMILIO INC., UNE ENTENTE-CADRE D'UNE DURÉE DE SOIXANTE (60) MOIS, POUR LA FOURNITURE DE TUQUES POUR LES EMPLOYÉS DU SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL (SPVM) ET POUR LES AUTRES EMPLOYÉS DE LA VILLE DE MONTRÉAL, POUR UN MONTANT ESTIMÉ DE L'ENTENTE DE 180 568,24\$, TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES PUBLIC 13-12964 (7 SOUMISSIONNAIRES)	CE13 1265	2013-08-28	180 568 \$
LES SERVICES EXP INC.	ENTENTE CADRE SELON CONSOMMATION	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	DIRECTION DES INFRASTRUCTURES	1133855003	CONCLURE DES ENTENTES CADRES AVEC LES FIRMES LES SERVICES EXP INC. (MONTANT ESTIME: 430 794,08\$) ET GROUPE ABS INC. (MONTANT ESTIME: 240 200,02\$) POUR UNE DURÉE DE 36 MOIS POUR DES FORAGES ET ESSAIS SPÉCIAUX SUR DEMANDE SUITE À L'APPEL D'OFFRES PUBLIC NO 13-12941 (5 SOUMISSIONNAIRES).	CE13 1129	2013-08-28	430 794 \$
LES SYSTÈMES HÉRA ÉVOLUTION INC.	100 % AGGLO	SERVICE DE POLICE	DIRECTION DES OPÉRATIONS - ACTIVITÉS DE SOUTIEN	1130206004	AUTORISER UNE DÉPENSE ADDITIONNELLE DE 27 594 \$, TAXES INCLUSES, POUR LE CONTRAT À LES SYSTÈMES D'INFORMATION HÉRA ÉVOLUTION INC., POUR LA FOURNITURE D'UN SERVICE DE TECHNICIENS, SPÉCIALISTES DE LA BASE DE DONNÉES INTEGRATED DATA MANAGEMENT SYSTEM DE LA COMPAGNIE CA DU CANADA, POUR UNE PÉRIODE D'UN AN, À COMPTER DE LA DATE D'OCTROI DU CONTRAT OU D'UN MAXIMUM DE 200 HEURES, MAJORANT AINSI LE MONTANT TOTAL DU CONTRAT DE 27 594 \$ À 55 188 \$ (TAXES INCLUSES).	CE13 1051	2013-08-28	27 594 \$
MBRODEUR CONSULTANT INC	100 % AGGLO	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	BUREAU DU MONT-ROYAL	1130078002	ACCORDER UN CONTRAT DE SERVICES PROFESSIONNELS À LA FIRME MBRODEUR CONSULTANT INC., EXPERT-CONSEIL SPÉCIALISÉ EN HISTOIRE DE L'ARCHITECTURE ET PATRIMOINE, POUR EFFECTUER DES RECHERCHES ET RÉDIGER 65 FICHES-INVENTAIRES SUR LES BÂTIMENTS RÉSIDENTIELS DU MONT ROYAL POUR DIFFUSION SUR LE SITE INTERNET OFFICIEL DU MONT-ROYAL POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 72 865,41 \$, TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES SUR INVITATION (NO 13-13119) - (1 SOUMISSIONNAIRE) / APPROUVER UN PROJET DE CONVENTION À CETTE FIN	CE13 1594	2013-10-11	72 865 \$
MONTRÉAL CHRYSLER DODGE JEEP (LASALLE)	100 % AGGLO	SERVICE DE POLICE	DIRECTION DES OPÉRATIONS - ACTIVITÉS DE SOUTIEN	1134472013	AUTORISER UNE DÉPENSE DE 472 524,35 \$, TAXES INCLUSES, POUR L'ACQUISITION DE DIX-SEPT VÉHICULES DODGE GRAND CARAVAN 2014, POUR LES BESOINS DU SERVICE DE POLICE, CONFORMÉMENT À L'ENTENTE-CADRE 693411 INTERVENUE ENTRE LA VILLE DE MONTRÉAL ET MONTRÉAL CHRYSLER DODGE JEEP (LASALLE) (CG11 0370) - ACHAT DE VÉHICULES IDENTIFIÉES	CE13 1267	2013-08-28	472 524 \$

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE AGGLOMÉRATION

PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	NUMÉRO DE DOSSIER	OBJET	NUMÉRO DÉCISION	DATE SIGNATURE	MONTANT
PAQUETTE & ASSOCIÉS, S.E.N.C.R.L.	DÉPENSES MIXTES D'AGGLOMÉRATION 2013 - 51,9 %	SERVICE DES FINANCES	DIRECTION SERVICES PARTAGES FINANCIERS	1135872003	ACCORDER UN CONTRAT DE SERVICES PROFESSIONNELS À LA SOCIÉTÉ D'HUISSIERS PAQUETTE & ASSOCIÉS S.E.N.C.R.L., POUR LA SIGNIFICATION DE DIFFÉRENTS DOCUMENTS ET L'EXÉCUTION DE BREFS DE SAISIES POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 450 000,00 \$, TAXES INCLUSES, POUR UNE DURÉE APPROXIMATIVE DE 36 MOIS- APPEL D'OFFRES PUBLIC NO 13-12806 (4 SOUMISSIONNAIRES) / APPROUVER UN PROJET DE CONVENTION À CETTE FIN.	CE13 1473	2013-09-25	450 000 \$
PROCOVA INC.	100 % AGGLO	SERVICE DE LA CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET RESSOURCES MATÉRIELLES	DIRECTION DES STRATÉGIES ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES	1130749002	ACCORDER UN CONTRAT À LA FIRME PROCOVA INC. POUR LES TRAVAUX DE MISE À NIVEAU DES PORTES ET QUINCAILLERIE À LA STATION DE POMPAGE MCTAVISH SITUÉE AU 855 AVENUE DU DR. PENFIELD, MONTRÉAL (0270) - DÉPENSE TOTALE DE 127 329,07 \$, TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES PUBLIC NO 5670 - (4 SOUMISSIONNAIRES).	CE13 1347	2013-09-09	118 999 \$
RECYCLAGE ÉCOSOLUTIONS INC.	100 % AGGLO	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT	1134730003	ACCORDER UN CONTRAT À L'ENTREPRISE RECYCLAGE ÉCOSOLUTIONS INC. POUR LE TRAITEMENT DES APPAREILS ÉLECTROMÉNAGERS EN FIN DE VIE UTILE CONTENANT DES HALOCARBURES, POUR UNE PÉRIODE DE 24 MOIS, POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 90 736,83 \$, TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES PUBLIC NO. 13-12937- 1 SEUL SOUMISSIONNAIRE.	CE13 1178	2013-08-28	90 736 \$
SERVICE D'ENTRETIEN ALPHANET INC,	54.52 % AGGLO	SERVICE DE LA CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET RESSOURCES MATÉRIELLES	DIRECTION DES IMMEUBLES	1134512002	ACCORDER UN CONTRAT À SERVICE D'ENTRETIEN ALPHANET INC, POUR L'ENTRETIEN SANITAIRE DE CINQ BÂTIMENTS DU SPVM, D'UN CENTRE COMMUNAUTAIRE, D'UNE BIBLIOTHÈQUE ET D'UN CHALET DE PARC, POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 314 502.80 \$, TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES PUBLIC 13803 - (4 SOUMISSIONNAIRES)	CE13 1345	2013-09-10	314 503 \$

NOMBRE DE CONTRATS :	46
----------------------	----

TOTAL : 8 877 955 \$

04.02

**À LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU
25 NOVEMBRE 2013**

**SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF
COMPÉTENCE VILLE**

**POUR LA PÉRIODE DU
26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013**

SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE VILLE

PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DE L'ORGANISME	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	NUMÉRO DE DOSSIER	OBJET	NUMÉRO DÉCISION	DATE SIGNATURE	CONTRIBUTION MONÉTAIRE	ÉCART VERSUS VALEUR MARCHANDE DU LOYER	SOUTIEN TECHNIQUE	VALEUR TOTALE
1,2,3 GO! ST-MICHEL/FEMMES-RELAIS	100 % VILLE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	DIRECTION DE LA DIVERSITÉ SOCIALE	1134251003	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER NON RÉCURRENT TOTALISANT LA SOMME DE 173 000 \$, AUX ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR LA PÉRIODE 2013 - 2014 ET LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE POUR L'ACCUEIL ET L'INTÉGRATION DES IMMIGRANTS CONCLUE ENTRE LA VILLE DE MONTRÉAL ET LE MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES (MICC) ET DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ (VILLE-MESS 2013 - 2015) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE13 1597	2013-10-11	30 000 \$			30 000 \$
ALLIANCE NUMÉRIQUE DU QUÉBEC	100 % VILLE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	DIRECTION DE LA CULTURE ET DU PATRIMOINE	1131508004	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 130 000 \$ À SEPT ORGANISMES METTANT EN PLACE DES MARCHÉS ET VITRINES CULTURELS POUR LA PÉRIODE 2013 ET APPROUVER LES SEPT PROJETS DE CONVENTIONS À CETTE FIN.	CE13 1485	2013-09-25	20 000 \$			20 000 \$
ASSOCIATION DES GALERIES D'ART CONTEMPORAIN (AGAC)	100 % VILLE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	DIRECTION DE LA CULTURE ET DU PATRIMOINE	1131508004	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 130 000 \$ À SEPT ORGANISMES METTANT EN PLACE DES MARCHÉS ET VITRINES CULTURELS POUR LA PÉRIODE 2013 ET APPROUVER LES SEPT PROJETS DE CONVENTIONS À CETTE FIN.	CE13 1485	2013-09-25	15 000 \$			15 000 \$
ASSOCIATION MULTI-ETHNIQUE POUR L'INTÉGRATION DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC	100 % VILLE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	DIRECTION DE LA DIVERSITÉ SOCIALE	1134251003	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER NON RÉCURRENT TOTALISANT LA SOMME DE 173 000 \$, AUX ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR LA PÉRIODE 2013 - 2014 ET LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE POUR L'ACCUEIL ET L'INTÉGRATION DES IMMIGRANTS CONCLUE ENTRE LA VILLE DE MONTRÉAL ET LE MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES (MICC) ET DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ (VILLE-MESS 2013 - 2015) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE13 1597	2013-10-11	20 000 \$			20 000 \$
ASSOCIATION NATIONALE DES ÉDITEURS DE LIVRES (ANEL)	100 % VILLE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	DIRECTION DE LA CULTURE ET DU PATRIMOINE	1131508004	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 130 000 \$ À SEPT ORGANISMES METTANT EN PLACE DES MARCHÉS ET VITRINES CULTURELS POUR LA PÉRIODE 2013 ET APPROUVER LES SEPT PROJETS DE CONVENTIONS À CETTE FIN.	CE13 1485	2013-09-25	15 000 \$			15 000 \$
ASSOCIATION QUÉBÉCOISE POUR LA PROMOTION DE L'ÉDUCATION RELATIVE À L'ENVIRONNEMENT (A.Q.P.E.R.E.)	100 % VILLE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	DIRECTION DE LA DIVERSITÉ SOCIALE	1131535005	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER NON RÉCURRENT DE 10 000 \$ À ASSOCIATION QUÉBÉCOISE POUR LA PROMOTION DE L'ÉDUCATION RELATIVE À L'ENVIRONNEMENT (A.Q.P.E.R.E.) POUR LA RÉALISATION DU PROJET « RETROUVER SA NATURE À MONTRÉAL », POUR L'ANNÉE 2013, DANS LE CADRE DU PROGRAMME D'INTERVENTION DE MILIEU JEUNESSE 2013 (PIMJ) / APPROUVER LE PROJET DE CONVENTION À CET EFFET	CE13 1367	2013-09-19	10 000 \$			10 000 \$
CENTRE COMMUNAUTAIRE HOCHELAGA	100 % VILLE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	DIRECTION DE LA CULTURE ET DU PATRIMOINE	1134739002	AUTORISER UNE DÉPENSE TOTALE DE 34 343 \$ EN CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES À DEUX ORGANISMES DE LOISIR ET DEUX ORGANISMES CULTURELS POUR LA RÉALISATION D'ACTIVITÉS DE LOISIR CULTUREL DANS LE CADRE DE ARTISTES-ANIMATEURS EN MILIEU DE LOISIR 2013-2014 DE L'ENTENTE 2012-2015 SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL ENTRE LA VILLE DE MONTRÉAL ET LE MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS DU QUÉBEC.	CE13 1074	2013-08-28	7 500 \$			7 500 \$

SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE VILLE

PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DE L'ORGANISME	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	NUMÉRO DE DOSSIER	OBJET	NUMÉRO DÉCISION	DATE SIGNATURE	CONTRIBUTION MONÉTAIRE	ÉCART VERSUS VALEUR MARCHANDE DU LOYER	SOUTIEN TECHNIQUE	VALEUR TOTALE
CENTRE RÉCREATIF POUPART	100 % VILLE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	DIRECTION DE LA CULTURE ET DU PATRIMOINE	1134739002	AUTORISER UNE DÉPENSE TOTALE DE 34 343 \$ EN CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES À DEUX ORGANISMES DE LOISIR ET DEUX ORGANISMES CULTURELS POUR LA RÉALISATION D'ACTIVITÉS DE LOISIR CULTUREL DANS LE CADRE DE ARTISTES-ANIMATEURS EN MILIEU DE LOISIR 2013-2014 DE L'ENTENTE 2012-2015 SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL ENTRE LA VILLE DE MONTRÉAL ET LE MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS DU QUÉBEC.	CE13 1074	2013-08-28	4 800 \$			4 800 \$
CENTRE TURBINE	100 % VILLE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	DIRECTION DE LA CULTURE ET DU PATRIMOINE	1130015002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER DE 79 000 \$ À CINQ ORGANISMES POUR LA RÉALISATION DE CINQ PROJETS DE MÉDIATION CULTURELLE DANS LE CADRE D'UN ENGAGEMENT PLURIANNUEL DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL.	CE13 1573	2013-10-04	15 000 \$			15 000 \$
CERCLE DE PAIX	100 % VILLE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	DIRECTION DE LA CULTURE ET DU PATRIMOINE	1130679004	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER DE 5 000 \$ À L'ORGANISME CERCLE DE PAIX POUR LA RÉALISATION DES ACTIVITÉS DU PACIFEST DU 17 SEPTEMBRE AU 21 SEPTEMBRE 2013.	CE13 1415	2013-09-20	5 000 \$			5 000 \$
CERIU	100 % VILLE	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	DIRECTION DES INFRASTRUCTURES	1130699001	ACCORDER, À MÊME LE BUDGET DE FONCTIONNEMENT, UN SOUTIEN FINANCIER NON RÉCURRENT DE 10 000 \$, À L'ORGANISME CENTRE D'EXPERTISE ET DE RECHERCHE EN INFRASTRUCTURES URBAINES (CERIU) DANS LE CADRE DU CONGRÈS INFRA 2013, QUI SE TIENDRA DU 2 AU 4 DÉCEMBRE 2013, DONT LA THÉMATIQUE EST "LA SOMME DE NOS COMPÉTENCES AU SERVICE DES CITOYENS".	CE13 1574	2013-10-04	10 000 \$			10 000 \$
COMPAGNIE MUSICALE LA NEF	100 % VILLE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	DIRECTION DE LA CULTURE ET DU PATRIMOINE	1130015002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER DE 79 000 \$ À CINQ ORGANISMES POUR LA RÉALISATION DE CINQ PROJETS DE MÉDIATION CULTURELLE DANS LE CADRE D'UN ENGAGEMENT PLURIANNUEL DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL.	CE13 1573	2013-10-04	17 000 \$			17 000 \$
CONFÉRENCE INTERNATIONALE DES ARTS DE LA SCÈNE (CINARS)	100 % VILLE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	DIRECTION DE LA CULTURE ET DU PATRIMOINE	1131508004	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 130 000 \$ À SEPT ORGANISMES METTANT EN PLACE DES MARCHÉS ET VITRINES CULTURELS POUR LA PÉRIODE 2013 ET APPROUVER LES SEPT PROJETS DE CONVENTIONS À CETTE FIN.	CE13 1485	2013-09-25	20 000 \$			20 000 \$
CONSEIL DES INDUSTRIES BIOALIMENTAIRES DE L'ÎLE DE MONTRÉAL	100 % VILLE	SERVICE DE LA MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE	DIRECTION DE L'URBANISME ET DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE	1136352001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER NON RÉCURRENT DE 45 000 \$ AU CONSEIL DES INDUSTRIES BIOALIMENTAIRES DE L'ÎLE DE MONTRÉAL (CIBIM) DANS LE CADRE DE L'ENVELOPPE DE 175 M\$ DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, POUR LA MISE EN PLACE ET LA COORDINATION DU « RÉSEAU BIOALIMENTAIRE DE MONTRÉAL » / APPROUVER UN PROJET DE CONVENTION À CET EFFET	CE13 1081	2013-08-27	45 000 \$			45 000 \$
CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE (CDEC) SAINT-LEONARD	100 % VILLE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	DIRECTION DE LA DIVERSITÉ SOCIALE	1134251003	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER NON RÉCURRENT TOTALISANT LA SOMME DE 173 000 \$, AUX ORGANISMES CI-APRÈS DESIGNÉS, POUR LA PÉRIODE 2013 - 2014 ET LE MONTANT INDICQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE POUR L'ACCUEIL ET L'INTÉGRATION DES IMMIGRANTS CONCLUE ENTRE LA VILLE DE MONTRÉAL ET LE MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES (MIIC) ET DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ (VILLE-MESS 2013 - 2015) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE13 1597	2013-10-11	15 000 \$			15 000 \$

SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE VILLE

PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DE L'ORGANISME	REPARTITION	SERVICE	DIRECTION	NUMÉRO DE DOSSIER	OBJET	NUMÉRO DÉCISION	DATE SIGNATURE	CONTRIBUTION MONÉTAIRE	ÉCART VERSUS VALEUR MARCHANDE DU LOYER	SOUTIEN TECHNIQUE	VALEUR TOTALE
ENSEMBLE POUR LE RESPECT DE LA DIVERSITÉ	100 % VILLE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	DIRECTION DE LA DIVERSITÉ SOCIALE	1134251003	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER NON RÉCURRENT TOTALISANT LA SOMME DE 173 000 \$, AUX ORGANISMES CI-APRÈS DESIGNÉS, POUR LA PÉRIODE 2013 - 2014 ET LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE POUR L'ACCUEIL ET L'INTÉGRATION DES IMMIGRANTS CONCLUE ENTRE LA VILLE DE MONTRÉAL ET LE MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES (MICC) ET DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ (VILLE-MESS 2013 - 2015) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE13 1597	2013-10-11	25 000 \$			25 000 \$
ÉVÈNEMENTS PRIMA DANSE	100 % VILLE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	DIRECTION DE LA CULTURE ET DU PATRIMOINE	1134739002	AUTORISER UNE DÉPENSE TOTALE DE 34 343 \$ EN CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES À DEUX ORGANISMES DE LOISIR ET DEUX ORGANISMES CULTURELS POUR LA RÉALISATION D'ACTIVITÉS DE LOISIR CULTUREL DANS LE CADRE DE ARTISTES-ANIMATEURS EN MILIEU DE LOISIR 2013-2014 DE L'ENTENTE 2012-2015 SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL ENTRE LA VILLE DE MONTRÉAL ET LE MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS DU QUÉBEC.	CE13 1074	2013-08-28	11 245 \$			11 245 \$
FESTIVAL MONTRÉAL MUNDIAL	100 % VILLE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	DIRECTION DE LA CULTURE ET DU PATRIMOINE	1131508004	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 130 000 \$ À SEPT ORGANISMES METTANT EN PLACE DES MARCHÉS ET VITRINES CULTURELS POUR LA PÉRIODE 2013 ET APPROUVER LES SEPT PROJETS DE CONVENTIONS À CETTE FIN.	CE13 1485	2013-09-25	15 000 \$			15 000 \$
J'APPRENDS AVEC MON ENFANT	100 % VILLE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	DIRECTION DE LA DIVERSITÉ SOCIALE	1134251003	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER NON RÉCURRENT TOTALISANT LA SOMME DE 173 000 \$, AUX ORGANISMES CI-APRÈS DESIGNÉS, POUR LA PÉRIODE 2013 - 2014 ET LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE POUR L'ACCUEIL ET L'INTÉGRATION DES IMMIGRANTS CONCLUE ENTRE LA VILLE DE MONTRÉAL ET LE MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES (MICC) ET DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ (VILLE-MESS 2013 - 2015) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE13 1597	2013-10-11	20 000 \$			20 000 \$
JOE, JACK ET JOHN	100 % VILLE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	DIRECTION DE LA CULTURE ET DU PATRIMOINE	1130015002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER DE 79 000 \$ À CINQ ORGANISMES POUR LA RÉALISATION DE CINQ PROJETS DE MÉDIATION CULTURELLE DANS LE CADRE D'UN ENGAGEMENT PLURIANNUEL DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL.	CE13 1573	2013-10-04	17 000 \$			17 000 \$
LA TABLE RONDE DU MOIS DE L'HISTOIRE DES NOIRS	100 % VILLE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	DIRECTION DE LA DIVERSITÉ SOCIALE	1136464001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER NON RÉCURRENT DE 30 000 \$ À LA TABLE RONDE DU MOIS DE L'HISTOIRE DES NOIRS POUR LA PRODUCTION ET LA PROMOTION DES OUTILS DE COMMUNICATION DANS LE CADRE DE LA 23E ÉDITION DU « MOIS DE L'HISTOIRE DES NOIRS, ÉDITION 2014 » / APPROUVER UN PROJET DE CONVENTION À CET EFFET	CE13 1670	2013-10-31	30 000 \$			30 000 \$
L'INFUSART	100 % VILLE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	DIRECTION DE LA CULTURE ET DU PATRIMOINE	1134739002	AUTORISER UNE DÉPENSE TOTALE DE 34 343 \$ EN CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES À DEUX ORGANISMES DE LOISIR ET DEUX ORGANISMES CULTURELS POUR LA RÉALISATION D'ACTIVITÉS DE LOISIR CULTUREL DANS LE CADRE DE ARTISTES-ANIMATEURS EN MILIEU DE LOISIR 2013-2014 DE L'ENTENTE 2012-2015 SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL ENTRE LA VILLE DE MONTRÉAL ET LE MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS DU QUÉBEC.	CE13 1074	2013-08-28	10 798 \$			10 798 \$
M POUR MONTRÉAL	100 % VILLE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	DIRECTION DE LA CULTURE ET DU PATRIMOINE	1131508004	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 130 000 \$ À SEPT ORGANISMES METTANT EN PLACE DES MARCHÉS ET VITRINES CULTURELS POUR LA PÉRIODE 2013 ET APPROUVER LES SEPT PROJETS DE CONVENTIONS À CETTE FIN.	CE13 1485	2013-09-25	25 000 \$			25 000 \$

SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE VILLE

PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DE L'ORGANISME	REPARTITION	SERVICE	DIRECTION	NUMÉRO DE DOSSIER	OBJET	NUMÉRO DÉCISION	DATE SIGNATURE	CONTRIBUTION MONÉTAIRE	ÉCART VERSUS VALEUR MARCHANDE DU LOYER	SOUTIEN TECHNIQUE	VALEUR TOTALE
MAISON QUÉBÉCOISE DU THÉÂTRE POUR L'ENFANCE ET LA JEUNESSE	100 % VILLE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	DIRECTION DE LA CULTURE ET DU PATRIMOINE	1130015002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER DE 79 000 \$ À CINQ ORGANISMES POUR LA RÉALISATION DE CINQ PROJETS DE MÉDIATION CULTURELLE DANS LE CADRE D'UN ENGAGEMENT PLURIANNUEL DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL.	CE13 1573	2013-10-04	15 000 \$			15 000 \$
MEDIALAB-MTL	100 % VILLE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	DIRECTION DE LA CULTURE ET DU PATRIMOINE	1131508004	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 130 000 \$ À SEPT ORGANISMES METTANT EN PLACE DES MARCHÉS ET VITRINES CULTURELS POUR LA PÉRIODE 2013 ET APPROUVER LES SEPT PROJETS DE CONVENTIONS À CETTE FIN.	CE13 1485	2013-09-25	20 000 \$			20 000 \$
MISSION EXEKO	100 % VILLE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	DIRECTION DE LA CULTURE ET DU PATRIMOINE	1130015002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER DE 79 000 \$ À CINQ ORGANISMES POUR LA RÉALISATION DE CINQ PROJETS DE MÉDIATION CULTURELLE DANS LE CADRE D'UN ENGAGEMENT PLURIANNUEL DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL.	CE13 1573	2013-10-04	15 000 \$			15 000 \$
MU	100 % VILLE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	DIRECTION DE LA CULTURE ET DU PATRIMOINE	1134320005	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER SPÉCIAL ET NON RÉCURRENT DE 5 000 \$ À L'ORGANISME MU POUR LA MURALE HOMMAGE À ALYS ROBI, SITUÉE 1676, RUE ONTARIO EST, DANS L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE, DANS LE CADRE DE LA SÉRIE DES BÂTISSEURS CULTURELS DE MONTRÉAL, EN PROVENANCE DU BUDGET DE FONCTIONNEMENT / APPROUVER UN PROJET DE CONVENTION À CETTE FIN	CE13 1416	2013-09-25	5 000 \$			5 000 \$
MUSÉE DU COSTUME ET DU TEXTILE DU QUÉBEC INC.	100% VILLE	QUALITE DE VIE	DIRECTION DE LA CULTURE ET DU PATRIMOINE	1130007004	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER À UN ORGANISME CULTUREL DANS LE CADRE DE L'ACTION DE SOUTIEN DE L'AXE 4 DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL.	CE13 1410	2013-09-11	20 000 \$			20 000 \$
RÉSEAU RÉUSSITE MONTRÉAL	100 % VILLE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	DIRECTION DE LA DIVERSITÉ SOCIALE	1133684002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER NON RÉCURRENT DE 30 000 \$ À RÉSEAU RÉUSSITE MONTRÉAL, POUR LE SOUTIEN À SES ACTIVITÉS RÉGULIÈRES, POUR L'ANNÉE 2013, À MÊME LE BUDGET DE LA DIRECTION DE LA DIVERSITÉ SOCIALE / APPROUVER UN PROJET DE CONVENTION À CET EFFET	CE13 1599	2013-10-11	30 000 \$			30 000 \$
SOCIÉTÉ D'ANIMATION DE LA PROMENADE BELLERIVE (SAPB)	100 % VILLE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	DIRECTION DES GRANDS PARCS ET DU VERDISSEMENT	1133703002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER SPÉCIAL NON RÉCURRENT TOTALISANT LA SOMME DE 5 000 \$ À L'ORGANISME À BUT NON LUCRATIF SOCIÉTÉ D'ANIMATION DE LA PROMENADE BELLERIVE (SAPB), À L'OCCASION DE SON 20È ANNIVERSAIRE D'EXISTENCE / APPROUVER LE PROJET DE PROTOCOLE D'ENTENTE À CET EFFET.	CE13 1412	2013-09-25	5 000 \$			5 000 \$
VOIR ANNEXE A, 200 ORGANISMES	100 % VILLE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	DIRECTION DE LA DIVERSITÉ SOCIALE	1131361004	ACCORDER UNE DEUXIÈME SÉRIE DE SOUTIENS FINANCIERS TOTALISANT 332 424 \$, POUR L'ANNÉE 2013, AUX ORGANISMES À BUT NON LUCRATIF (OBNL) AYANT DÉPOSÉ UNE DEMANDE ADMISSIBLE DANS LE CADRE DE LA MESURE D'AIDE FINANCIÈRE AUX OBNL LOCATAIRES DANS DES IMMEUBLES NON RÉSIDENTIELS IMPOSABLES, ŒUVRANT DANS LES DOMAINES DE L'ART ET DE LA CULTURE, DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET COMMUNAUTAIRE OU DU SPORT ET DES LOISIRS	CE13 1406	2013-09-30	332 424 \$			332 424 \$

NOMBRE DE SUBVENTIONS: 231

TOTAL : 845 767 \$ 845 767 \$

ANNEXE A

AHUNTSIC-CARTIERVILLE	COMMUNICATION-JEUNESSE	1 540 \$
	BOIS URBAIN - MEUBLES	1 029 \$
	CARTIER EMILIE	4 137 \$
	CENTRE D'APPUI AUX COMMUNAUTES IMMIGRANTES DE BORDEAUX-CARTIERVILLE	951 \$
	LA CLE DES CHAMPS, RESEAU D'ENTRAIDE POUR PERSONNES SOUFFRANT DE TROUBLES ANXIEUX	1 201 \$
	LES SERVICES D'AIDE REMUE-MENAGE	1 638 \$
	P.R.I.S.E. II (PROGRAMME EDUCATIF DE REVALORISATION INDIVIDUELLE, SOCIALE) INC.	3 818 \$
	S.A.C. SERVICE D'AIDE AUX CONJOINTS	1 663 \$
ANJOU	ASSOCIATION CANADIENNE DES VICTIMES DE LA THALIDOMIDE	930 \$
CÔTE-DES-NEIGES--NOTRE-DAME-DE-GRÂCE	ACTION COMMUNITERRE	1 337 \$
	AGENCE OMETZ	893 \$
	CENTRE COMMUNAUTAIRE MADA INC.	3 102 \$
	CENTRE DE DEVELOPPEMENT YALDEI SHASHUIM/YALDEI SHASHUIM DEVELOPMENTAL CENTER	5 000 \$
	CENTRE DE RECHERCHE D'EMPLOI COTE DES NEIGES (CRECN)	3 809 \$
	INDUSTRIES GOODWILL RENAISSANCE MONTREAL INC. (7205, RUE SAINT-JACQUES MONTRÉAL H4B 1V3)	5 000 \$
	INDUSTRIES GOODWILL RENAISSANCE MONTREAL INC.	5 000 \$
	LA CAFETERIA COMMUNAUTAIRE MULTI CAF	854 \$
	LA FONDATION CANADIENNE DU REIN	5 000 \$
	ORGANISATION D'EDUCATION ET D'INFORMATION LOGEMENT DE COTE-DES-NEIGES	556 \$
PARADIS URBAIN	2 450 \$	
REGROUPEMENT DES ORGANISMES DU MONTREAL ETHNIQUE POUR LE LOGEMENT	1 400 \$	
ÎLE-BIZARD—STE-GENEVIÈVE (L')	A CŒUR OUVERT (FONDS DE DEPANNAGE)	1 944 \$
LACHINE	DANSE COUNTRY HONKY TONK	2 183 \$
LASALLE	CLUB DE RECHERCHE D'EMPLOI DU SUD-OUEST DE MONTREAL INC.	2 036 \$
	NUTRI-CENTRE LASALLE	1 028 \$
MERCIER--HOCHELAGA-MAISONNEUVE	ALLIANCE DES CHORALES DU QUEBEC INC.	511 \$
	ASSOCIATION DES CINEMAS PARALLELES DU QUEBEC	570 \$
	FÉDÉRATION DES HARMONIES ET DES ORCHESTRES SYMPHONIQUES DU QUÉBEC	270 \$
	FEDERATION DES SOCIETES D'HORTICULTURE ET D'ECOLOGIE DU QUEBEC	144 \$
	FEDERATION QUEBECOISE DU LOISIR LITTERAIRE	176 \$
	RADIO AMATEUR DU-OF QUEBEC, INC.	348 \$
	SOCIETE DES FETES ET FESTIVALS DU QUEBEC - FESTIVALS ET EVENEMENTS QUEBEC	4 067 \$
	SOCIETE D'ETUDE ET DE CONFERENCES	205 \$
	THEATRE BOUCHES DECOUSUES (5498, RUE HOCHELAGA, SUITE 510 MONTRÉAL H1N 3L7)	742 \$
	THEATRE DU RIDEAU VERT	995 \$
	ALLIANCE DES REGROUPEMENTS DES USAGERS DU TRANSPORT ADAPTE DU QUEBEC (ARUTAQ)	560 \$
	CARREFOUR RELANCE	2 986 \$
	CENTRE COMMUNAUTAIRE CONGOLAIS DES AINES	240 \$
	GRUPE AMORCE	414 \$
	LA FEDERATION DE L'AGE D'OR DU QUEBEC	2 586 \$
	LA MAISON A PETITS PAS	1 307 \$
	LE BOULOT VERS ...	5 000 \$
	LE CENTRE D'ENTRAIDE DE MERCIER-EST LTEE	672 \$
	LES ATELIERS D'ANTOINE	3 326 \$
	L'ETINCELLE DE L'AMITIE INC.	1 302 \$
	MOUVEMENT QUEBECOIS DES VACANCES FAMILIALES	348 \$
	REGROUPEMENT QC DES CENTRES D'AIDE & DE LUTTE CONTRE LES AGRSSIONS A CARACTERE SEXUEL	1 190 \$
	ASSOCIATION DE TAE-KWON-DO DU QUEBEC INC	224 \$
	ASSOCIATION QUEBECOISE DE CANOE-KAYAK DE VITESSE	98 \$
	ASSOCIATION SPORTIVE DES AVEUGLES DU QUEBEC	263 \$
	ASSOCIATION SPORTIVE DES SOURDS DU QUEBEC	252 \$
	CORPORATION SPORTS-QUEBEC	2 058 \$
	FEDERATION DE CHEERLEADING DU QUEBEC	585 \$
	FEDERATION DE NAGE SYNCHRONISEE DU QUEBEC	436 \$
	FEDERATION DE NATATION DU QUEBEC	502 \$
	FEDERATION DE PATINAGE ARTISTIQUE DU QUEBEC	1 032 \$
	FEDERATION DE VOLLEYBALL DU QUEBEC	598 \$
	FEDERATION DE WATER-POLO DU QUEBEC	100 \$
	FEDERATION DES AGRICOTOURS DU QUEBEC	723 \$
	FEDERATION D'ESCRIME DU QUEBEC	291 \$
	FEDERATION DU BASEBALL AMATEUR DU QUEBEC INC.	977 \$
	FEDERATION EQUESTRE DU QUEBEC	1 694 \$
	FEDERATION QUEBECOISE D'ATHLETISME	731 \$
	FEDERATION QUEBECOISE DE GOLF	3 484 \$
	FEDERATION QUEBECOISE DE LA MARCHE	575 \$
	FEDERATION QUEBECOISE DE ULTIMATE	112 \$
	FEDERATION QUEBECOISE DES ACTIVITES SUB-AQUATIQUES	427 \$
	FEDERATION QUEBECOISE DES SPORTS CYCLISTES	1 363 \$
	JUDO-QUEBEC INC.	1 004 \$
	LA FEDERATION QUEBECOISE DU CANOT ET DU KAYAK	1 112 \$
	MAISON DES JEUNES, MAGI DE MERCIER-OUEST INC.	1 050 \$
	PARASPORTS QUEBEC	697 \$
	REGROUPEMENT LOISIR QUEBEC	5 000 \$
	RESEAU DU SPORT ETUDIANT DU QUEBEC (RSEQ)	3 229 \$
	SERVICE NATIONAL DES SAUVETEURS INC. (SOCIETE DE SAUVETAGE/LIFESAVING SOCIETY)	4 694 \$
	SOFTBALL QUEBEC	336 \$
	CENTRE D'ACTIVITES POUR LE MAINTIEN DE L'EQUILIBRE EMOTIONNEL DE MONTREAL-NORD (CAMEE)	1 281 \$

ANNEXE A

MONTREAL-NORD	CO-RESTO-POP-BEC LES JEUNES ETOILES SCINTILLANTES DU NORD	467 \$
	IMPULSION-TRAVAIL	3 898 \$
	LA LIGUE DES NOIRS DU QUEBEC/THE BLACK COALITION OF QUEBEC	243 \$
	ROND-POINT JEUNESSE AU TRAVAIL	2 516 \$
OUTREMONT	COALITION D'ORGANISATIONS HASSIDIQUES D'OUTREMONT	953 \$
PIERREFONDS-ROXBORO	L'ASSOCIATION HEBRAIQUE DES JEUNES HOMMES, JEUNES FEMMES DE MONTREAL	5 000 \$
PLATEAU-MONT-ROYAL (LE)	AMICALE DE LA CULTURE INDEPENDANTE (A.C.I.) INC.	995 \$
	ARCHIVES GAIES DU QUEBEC (4067, BOULEVARD SAINT-LAURENT, SUITE 202 MONTREAL H2W 1Y7)	175 \$
	ATELIER GRAFF INC.	1 653 \$
	CINEMA POLITICA	205 \$
	COOPERATIVE DE SOLIDARITE LE CABARET DU MILE END	3 810 \$
	DIAGRAMME GESTION CULTURELLE INC.	1 771 \$
	DULCINEE LANGFELDER ET CIE	1 686 \$
	FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM POUR ENFANTS DE MONTREAL	379 \$
	GEORDIE PRODUCTIONS INC.	2 303 \$
	GROUPE INTERVENTION VIDEO DE MONTREAL INC.	1 461 \$
	IMAGO THEATRE, INC.	1 686 \$
	LE GROUPE ENFIN L'HIVER	784 \$
	LES 7 DOIGTS DE LA MAIN	2 649 \$
	LES PRODUCTIONS NUITS D'AFRIQUE INC.	1 680 \$
	LES7ATELIERS	1 797 \$
	SOCIETE D'HISTOIRE ET DE GENEALOGIE DU PLATEAU MONT-ROYAL	293 \$
	STUDIO XX	1 271 \$
	THEATRE DU RIDEAU VERT (160, RUE SAINT-VIAEUR EST, BUREAU 512 MONTREAL H2T 1A8)	1 021 \$
	THEATRE L'AVANT-PAYS INC.	2 803 \$
	CENTRE DE PREVENTION DES AGRESSIONS DE MONTREAL	1 115 \$
	CENTRE DES FEMMES DU PLATEAU MONT-ROYAL	1 734 \$
	COMITE D'ADAPTATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE POUR PERSONNES HANDICAPEES	3 617 \$
	COMITE LOGEMENT DU PLATEAU MONT-ROYAL INC.	523 \$
	CORPORATION DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ACTION SOLIDARITE GRAND PLATEAU	560 \$
	DIVERS/CITE MONTREAL 94 INC.	1 144 \$
	EDITIONS DU RENOUVEAU QUEBECOIS	642 \$
	LA FONDATION QUEBECOISE POUR L'ALPHABETISATION	3 914 \$
	LE COLLEGE FRONTIERE	669 \$
	L'ENTRAIDE MISSIONNAIRE	2 027 \$
	L'HIRONDELLE, SERVICE D'ACCUEIL ET D'INTEGRATION DES IMMIGRANTS	837 \$
	L'HIRONDELLE, SERVICE D'ACCUEIL ET D'INTEGRATION DES IMMIGRANTS	1 016 \$
	LIEU DE RENCONTRES PARENTS ET ENFANTS "LA MAISON BUISSONNIERE"	436 \$
	PROJET CHANGEMENT - CENTRE COMMUNAUTAIRE POUR AINES	3 532 \$
REGROUPEMENT DES AVEUGLES ET AMBLYOPEES DU MONTREAL METROPOLITAIN RAAMM	3 194 \$	
REVIVRE ASSO QC DE SOUTIEN AUX PERSONNES SOUFFRANT DE TROUBLES ANXIEUX, DEPRESSIFS OU BIPOLAIRES	4 056 \$	
SOCIETE DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DE MONTREAL, (SODECM)	1 549 \$	
SORIF INC.	1 969 \$	
ASSOCIATION ZEN DE MONTREAL	1 013 \$	
RIVIERE-DES-PRAIRIES--POINTE-AUX-TREMBLES	«L'ART-RIVE» CENTRE DE JOUR DE RIVIERE-DES-PRAIRIES	1 764 \$
ROSEMONT--LA-PETITE-PATRIE	ATELIER DU GESTE	849 \$
	LES PRODUCTIONS DROLE DE MONDE	1 260 \$
	ALTERNATIVE NAISSANCE	268 \$
	ASSOCIATION QUEBECOISE DES PERSONNES DE PETITE TAILLE INC.	790 \$
	BUREAU DES SERVICES REGION 87	1 603 \$
	CENTRE D'ORIENTATION PARALEGALE ET SOCIALE POUR IMMIGRANTS (C.O.P.S.I.) INC.	513 \$
	COLLECTIF DES ENTREPRISES D'INSERTION DU QUEBEC INC.	701 \$
	LE SQUARE ROSEMONT	624 \$
PERSPECTIVES JEUNESSE	1 264 \$	
SAINT-LAURENT	CENTRE DES FEMMES DE SAINT-LAURENT INC.	2 041 \$
	INDUSTRIES GOODWILL RENAISSANCE MONTREAL INC.	5 000 \$
SUD-OUEST (LE)	ACADEMIE DE RADIO-TELE	523 \$
	CENTRE DE RECHERCHE ET DE DESIGN EN IMPRESSION TEXTILE DE MONTREAL	5 000 \$
	COMPAGNIE LA OTRA ORILLA	546 \$
	COMPAGNIE LA OTRA ORILLA	739 \$
	INSTITUT CULTUREL AVATAQ INC.	1 163 \$
	SOCIETE DES DIRECTEURS DES MUSEES MONTREALAIS	5 000 \$
	CENTRAMI	925 \$
	CENTRE COMMUNIDEE	1 540 \$
BENEVOLES EN ALPHABETISATION DU QUEBEC (BAQ)	275 \$	
VERDUN	ASSOCIATION ENTRE TES MAINS	676 \$
	INDUSTRIES GOODWILL RENAISSANCE MONTREAL INC.	3 276 \$
	CHANTS LIBRES COMPAGNIE LYRIQUE DE CREATION	449 \$
	ARCHIVES GAIES DU QUEBEC	507 \$
	ARPRIM, REGROUPEMENT POUR LA PROMOTION DE L'ART IMPRIME	869 \$
	CENTRE DES ARTS ACTUELS SKOL	1 811 \$
	COMPAGNIE FLAK	558 \$
	CONSEIL QUEBECOIS DU THEATRE	1 505 \$
	ECOLE NATIONALE DE L'HUMOUR/NATIONAL COMEDY SCHOOL	5 000 \$
	FONDATION QUEBECOISE POUR LA DANSE CONTEMPORAINE	395 \$

ANNEXE A

VILLE-MARIE	L'ASSOCIATION QUEBECOISE DES AUTEURS DRAMATIQUES (A.Q.A.D.)	732 \$
	LE FESTIVAL INTERNATIONAL DE JAZZ DE MONTREAL INC.	5 000 \$
	LE FESTIVAL INTERNATIONAL DE JAZZ DE MONTREAL INC. (2300 - 2280, RUE FLORIAN MONTRÉAL H3A 1L4)	5 000 \$
	LE FESTIVAL INTERNATIONAL DE JAZZ DE MONTREAL INC.	1 682 \$
	LES EDITIONS ESSE	554 \$
	LES FILMS DU 3 MARS	742 \$
	LES FRANCOFOLIES DE MONTREAL INC.	5 000 \$
	LES PRODUCTIONS ONDINNOK INC.	899 \$
	MONTREAL DANSE	1 139 \$
	OMNIBUS, LE CORPS DU THEATRE	517 \$
	OMNIBUS, LE CORPS DU THEATRE	2 170 \$
	VUES D'AFRIQUE	1 223 \$
	VUES ET VOIX	4 453 \$
	ASSOCIATION DES CENTRES DE READAPTATION EN DEPENDANCE DU QUEBEC	2 593 \$
	ASSOCIATION DES DEVENUS SOURDS ET MALENTENDANTS DU QUEBEC	792 \$
	CENTRE DE LA MISSION CHRETIENNE CHINOISE	1 008 \$
	CLUB DE RECHERCHE D'EMPLOI MONTREAL CENTRE-VILLE	5 000 \$
	CONSEIL POUR LA PROTECTION DES MALADES (CPM)	1 336 \$
	COOPERATIVE DE TRAVAIL TOUSKI	714 \$
	DYSTROPHIE MUSCULAIRE CANADA	3 359 \$
	FIBROSE KYSTIQUE QUEBEC	2 373 \$
	FONDATION LUCIE ET ANDRE CHAGNON	3 415 \$
	FONDATION LUCIE ET ANDRE CHAGNON	5 000 \$
	GROUPE D'ENTRAIDE A L'INTENTION DES PERSONNES SEROPOSITIVES ET ITINERANTES	1 263 \$
	INVESTISSEMENT FEMMES MONTREAL	600 \$
	MOUVEMENT D'EDUCATION POPULAIRE ET D'ACTION COMMUNAUTAIRE DU QUEBEC INC.	490 \$
	OPERATION PLACEMENT JEUNESSE INC.	1 579 \$
	SOCIETE POUR ACTION, EDUC & SENSIBILISATION ENVIRONNEMENTALE DE MTL/ECO-QUARTIER PETER-MCGILL	683 \$
	UNION DES TRAVAILLEURS ACCIDENTES DE MONTREAL (U.T.A.M.)	1 477 \$
	VIE AUTONOME-MONTREAL	730 \$

VILLERAY--SAINT-MICHEL--PARC-EXTENSION	CAFE L'ARTERE COOPERATIVE DE SOLIDARITE	2 060 \$
	ESPACE CULTUREL CENTRE NORD	2 608 \$
	THEATRE BOUCHES DECOUSUES	587 \$
	ACTION TRAVAIL DES FEMMES DU QUEBEC INC.	834 \$
	ALLIANCE DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR L'EGALITE DANS LA SANTE ET LES SERVICES SOCIAUX AU QUEBEC	1 992 \$
	ASSOCIATION DU DIABETE DU QUEBEC INC.	3 515 \$
	CENTRE COMMUNAUTAIRE DES AINES DE ST-MICHEL-ROSEMONT	3 062 \$
	CENTRE HAITIEN D'ACTION FAMILIALE	714 \$
	CLAM (CARREFOUR DE LIAISON ET D'AIDE MULTI-ETHNIQUE)	2 396 \$
	EMPLOI JEUNESSE 16-25 INC.	2 191 \$
	FORUM DES CITOYENS AINES DE MONTREAL	240 \$
	GROUPE ORIENTATION EMPLOI	774 \$
	LA FRATERNITE PAN ARKADIAN DU CANADA/PAN ARKADIAN BROTHERHOOD OF CANADA	756 \$
	L'ENJEU : CAP SUR L'EMPLOI INC.	2 181 \$
	LES GRANDS-MERES CARESSES INC.	326 \$
	MON PROJET D'AFFAIRES.COM CENTRE DE FORMATION ET DE COACHING D'AFFAIRES POUR FEMMES	1 578 \$
	L'ASSOCIATION GRECQUE DE ILIAN "ERMIS"	481 \$
	SPORT ET LOISIR DE L'ILE DE MONTREAL	740 \$

VALEUR TOTALE : 238 804 \$

NOMBRE D'ORGANISMES : 200

04.03

À LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU
25 NOVEMBRE 2013

DÉPÔT DES CONTRATS OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
(DÉLÉGATION DE POUVOIRS RCE02-004 DU 26 JUIN 2002)

SELON L'ARTICLE 477.3 DE LA LOI DES CITÉS ET VILLES

SERVICES CORPORATIFS
POUR LA PÉRIODE DU
26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

LISTE SIMON

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
3M CANADA	891551	RAYMOND, BRIGITTE	ACHAT DE BANDES MAGNÉTIQUES.	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	BIBLIOTHÈQUES	8 138 \$
3M CANADA	891695	LALONDE, HELENE	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT POUR LES MAGASINS SCARM.	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	COMMUNICATION ET MARKETING	4 197 \$
3M CANADA	899723	SIoudA, ABDELHAK	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS SCARM.	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	COMMUNICATION ET MARKETING	3 562 \$
3M CANADA	ROS726234	BRANCONNIER, SERGE	MATÉRIEL POUR FABRICATION POUR SÉRIGRAPHIE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	3 741 \$
6060021 CANADA INC.	RMI0000927160000846720002	INTERFACE	6060021 CANADA INC. PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR LE DOSSIER 13-001557, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 1308IC006 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	5 250 \$
7981 THEATRE	895879	LANGLOIS, PAUL	SPECTACLES PRÉSENTÉS DANS LES MAISONS DE LA CULTURE PAT, MONTRÉAL-NORD ET MAISONNEUVE LES 04-10-2013, 21-11-2013 ET 22-11-2013 À 20H00	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	3 212 \$
8014272 CANADA INC	191	DAOUST, LINDA	ENTRETIEN, BC202219.	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	8 507 \$
9137-6764 QUEBEC INC.	904052	ALLARD, PATRICE	PAGE RAQ.	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	3 299 \$
9137-6764 QUEBEC INC.	906291	LAPOINTE, JOSEE	FRAIS DE PUBLICITÉ.	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	GESTION DU PERSONNEL	2 200 \$
9226-0454 QUEBEC INC.	903504	BISSONNETTE, JEAN-MARC	AUTORISER L'ACHAT DES DROITS DU CONCEPT MONTRÉAL, LA MODE ET MOI, AINSI QUE DES SERVICES EN PRÉ-PRODUCTION VIDÉO 4 CAPSULES POUR MODEMONTREAL.TV.	SERVICE DE LA MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE	INDUSTRIES ET COMMERCES - PROM. ET DÉV.ÉCON.	12 452 \$
A & A VITRES ET MIROIRS INC.	5402	DAOUST, LINDA	ENTRETIEN BC202940.	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 630 \$
A & A VITRES ET MIROIRS INC.	5514	BORDUAS, MARCEL	ENTRETIEN BC 203264.	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 350 \$
A & A VITRES ET MIROIRS INC.	905875	LACOMBE, PIERRE	INCIDENCES POUR LE PROJET D'ŒUVRE D'ART DU PLANÉTIARIUM.	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 565 \$
A.D.I. ART DESIGN INTERNATIONAL INC.	890083	EVEREKLIAN, AGOP	ACHAT DE 10 CHAISES OVATION AVEC HAUT DOSSIER CHEZ A.D.I. ART DESIGN INTERNATIONAL INC. POUR LE BUREAU DES AFFAIRES INTERNATIONALES SELON SOUMISSION 3048 (30 AOÛT 2013).	SERVICE DES AFFAIRES INSTITUTIONNELLES	CONSEIL ET SOUTIEN AUX INSTANCES POLITIQUES	3 235 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
A.D.I. ART DESIGN INTERNATIONAL INC.	894072	BALLO, DOMINIQUE	ACHAT ET LIVRAISON DE CHAISES POUR LE 303 NOTRE-DAME AU 2E ET 3E ÉTAGE ENTENTE CADRE 330991	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	21 995 \$
A.D.I. ART DESIGN INTERNATIONAL INC.	901833	BRISSON, GUYLAINE	CHAISES	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	3 105 \$
A.D.I. ART DESIGN INTERNATIONAL INC.	902256	TURGEON, FRANÇOISE	ACQUISITION DE CHAISES ET FAUTEUILS POUR LE 425 PLACE JACQUES CARTIERS.	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	EXPLOITATION DES SITES DE DISPOSITION DE NEIGE	16 606 \$
A.D.I. ART DESIGN INTERNATIONAL INC.	904930	MARCOTTE, ANNE-MARIE	CHAISE ERGONOMIQUE MULTIFONCTION POUR EMPLOYÉ. AD-H-F-01-SS FN-NAVY	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	5 363 \$
ABBOTT OF ENGLAND 1981 LIMITED	0519577M	VALIQUETTE, LUCILLE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 313 \$
ABLOY CANADA INC.***	895311	THIFFAULT, YVAN	PLOMBERIE (TNC 92443, ACHAT DE SERRURES ABLOY POUR LES SERRURES CONTRÔLÉES POUR CABINETS MITIGEURS À LA PISCINE ÉDOUARD-MONTPETIT #0499, ABLOY CANADA INC.) - VÉZINA, LUC	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 149 \$
ACCENT IMPRESSION INC.	889367	GELINEAU, PIERRE	PROJET IMP-00162713142 - DEVIS 9304	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	2 339 \$
ACCES COMMUNICATIONS	896985	DUSSAULT, LYNE	ACHAT DE BATTERIE DE RADIO ADS, MODÈLE NNTN4851(QTÉ 50), CONTRAT DE VENTE # V76203	SERVICE DE POLICE DE MONTRÉAL	SURV. DE LA RÉGLEMENTATION DU STATIONNEMENT	2 090 \$
ACIER ALTITUBE INC.	902502	BRANCONNIER, SERGE	ACIER POUR MENUISERIE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	13 926 \$
ACIER QUELLETTE INC	900417	LUU, VINH	PLAQUE D'ACIER	COMMISSION DES SERVICES ÉLECTRIQUES DE MONTRÉAL	AUTRES - AMÉN., URB. ET DÉVELOPPEMENT	3 868 \$
ACKLANDS - GRAINGER INC.	896322	CARDINAL, MARIE-JOSEE	LOUVAIN - RE-APPRO 2013	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	OUTILLAGE ET MACHINERIE	2 581 \$
ACKLANDS - GRAINGER INC.	897609	THIFFAULT, YVAN	PLOMBERIE (ACHAT DE PIÈCES POUR COMPLÉMENT D'ÉQUIPEMENT DE SÉCURITÉ ET REMPLACEMENT D'OUTIL, ATELIER #2407, ACKLANDS - GRAINGER INC) - VÉZINA, LUC	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 765 \$
ACKLANDS - GRAINGER INC.	903417	THIFFAULT, YVAN	ÉLECTRICITÉ, BAT 4397 ATELIER, ÉQUIPEMENT DE SÉCURITÉ, TREMBLAY, ERIC	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	4 125 \$
ACKLANDS - GRAINGER INC.	903423	THIFFAULT, YVAN	H-TENSION, BAT 4397 INVENTAIRE ATELIER, RUBAN DE COULEUR, TREMBLAY, ERIC	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	4 008 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
ACME PRODUITS D'INGENIERIE LTEE	902818	FISSET, DANIEL	CHAUFFAGE - CONTRÔLE ET MODULE - POUR L'HDV - ROBERT AMYOT C/M.	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 904 \$
ADF DIESEL MONTREAL INC.	902286	BERTRAND, RICHARD	4 L / DILUE, LAVE VITRE POUR PARE-BRISE -40* (PALETTE = 208/4L)	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	MATÉRIEL ROULANT	3 186 \$
ADF DIESEL MONTREAL INC.	CAR724562	AUDY, MICHEL	PIÈCE, C798739	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 557 \$
ADF DIESEL MONTREAL INC.	ROS721737	AUBIN, FREDERIC	VERIFIER ET REPARER 2 TETE 8V92	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 194 \$
ADF DIESEL MONTREAL INC.	ROS721757	AUBIN, FREDERIC	1 TUBE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 166 \$
ADI-BURTEK	899574	LEFEBVRE, ROBERT	AMÉNAGEMENTS 1324679038, 047,051, 139, 147, 154, 177	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	10 196 \$
AECOM CONSULTANTS INC	849996	BISSONNETTE, DANIEL	PLANIFICATION DES DÉTOURS DANS LE QUARTIER DES SPECTACLES PENDANT LES PÉRIODES DE FESTIVALS	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	5 420 \$
AECOM CONSULTANTS INC	887963	DANKASSOUA, LEILATOU	PROJET 54100 - SOUTIEN TECHNIQUE AUX ACTIVITÉS DE LA DIV. DE L'EXPLOITATION DU RÉSEAU ARTÉRIEL POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN STRATÉGIQUE STI ET DES BESOINS DES INGÉNIERIE EN CIRCULATION (ENTENTE CADRE 1125309007)	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	SIGNALISATION LUMINEUSE	92 132 \$
AEROCHEM INC.	DIC721530	BRANCONNIER, SERGE	NETTOYANT POUR BAC PIECES C787467	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	3 719 \$
AFI FORMATION INC.	892690	BERGERON, JACQUES	FORMATION WORD ET EXCEL 2013 - BVG	BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	3 046 \$
AIGUISA-TECH INC.	823214	BRANCONNIER, SERGE	B/C OUVERT POUR AFFUTAGE DE COUTEAUX ET LAMES POUR 2013	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 200 \$
AKTARIS	896960	LANGLOIS, PAUL	3 SPECTACLES DE QUETANGO QUARTET LES 3, 4 ET 5 OCTOBRE 2013	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	2 134 \$
ALAIN LAMONTAGNE	894059	LANGLOIS, PAUL	CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS D'ALAIN LAMONTAGNE POUR LA TENUE D'ATELIERS DIDACTIQUES SUR L'ART DU CONTE, À L'ÉCOLE SECONDAIRE JEAN GROU DU 30 SEPTEMBRE AU 4 OCTOBRE 2013.	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	2 200 \$
ALBERT VIAU DIVISION EMCO LTEE	890665	SIOUDA, ABDELHAK	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	6 727 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
ALBERT VIAU DIVISION EMCO LTEE	417173-39	LABELLE, MARC-ANDRÉ	TPAE, A, BORNE FONTAINE (INVENTAIRE)	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	19 356 \$
ALBERT VIAU DIVISION EMCO LTEE	417173-40	LABELLE, MARC-ANDRÉ	TPAE, A, BORNE FONTAINE (INVENTAIRE)	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	5 339 \$
ALBERT VIAU DIVISION EMCO LTEE	417173-41	LABELLE, MARC-ANDRÉ	TPAE,A,BORNE FONTAINE (INVENTAIRE)	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	21 379 \$
ALBERT VIAU DIVISION EMCO LTEE	613788-103	LABELLE, MARC-ANDRÉ	TPAE,A,PIECES DE BORNES D'INCENDIE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	2 814 \$
ALBERT VIAU DIVISION EMCO LTEE	613788-104	LABELLE, MARC-ANDRÉ	TPAE,A,PIECES DE BORNES D'INCENDIE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	2 032 \$
ALBERT VIAU DIVISION EMCO LTEE	613788-104	LABELLE, MARC-ANDRÉ	TPAE,A,PIECES DE BORNES D'INCENDIE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	14 323 \$
ALBERT VIAU DIVISION EMCO LTEE	613788-105	LABELLE, MARC-ANDRÉ	TPAE,A,PIECES DE BORNES D'INCENDIE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	5 455 \$
ALBERT VIAU DIVISION EMCO LTEE	613788-112	COUTU, JESSICA	TPAE,A,PIECES DE BORNES D'INCENDIE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	2 940 \$
ALBERT VIAU DIVISION EMCO LTEE	794603-30	LABELLE, MARC-ANDRÉ	TPAE,A,ROBINETS VANNES (INVENTAIRE)	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	3 959 \$
ALBERT VIAU DIVISION EMCO LTEE	794603-31	LABELLE, MARC-ANDRÉ	TPAE,A,ROBINETS VANNES (INVENTAIRE)	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	4 619 \$
ALBERT VIAU DIVISION EMCO LTEE	794603-32	LABELLE, MARC-ANDRÉ	TPAE,A,ROBINETS VANNES (INVENTAIRE)	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	4 174 \$
ALBERT VIAU DIVISION EMCO LTEE	794603-33	LABELLE, MARC-ANDRÉ	TPAE,A,ROBINETS VANNES (INVENTAIRE)	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	2 747 \$
ALBERT VIAU DIVISION EMCO LTEE	794603-34	LABELLE, MARC-ANDRÉ	TPAE,A,ROBINETS VANNES (INVENTAIRE)	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	13 277 \$
ALBERT VIAU DIVISION EMCO LTEE	794603-35	LABELLE, MARC-ANDRÉ	TPAE,A,ROBINETS VANNES (INVENTAIRE)	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	5 421 \$
ALBERT VIAU DIVISION EMCO LTEE	794603-36	LABELLE, MARC-ANDRÉ	TPAE,A,ROBINETS VANNES (INVENTAIRE)	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	4 018 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
ALBERT VIAU DIVISION EMCO LTEE	794603-37	LABELLE, MARC-ANDRÉ	TPAE,A,ROBINETS VANNES (INVENTAIRE)	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	2 438 \$
ALBERT VIAU DIVISION EMCO LTEE	794603-38	LABELLE, MARC-ANDRÉ	TPAE,A,ROBINETS VANNES (INVENTAIRE)	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	5 395 \$
ALEX PNEU & MECANIQUE (5500) INC.	898710	DESJARDINS, GILLES	ACHAT DE PNEUS POUR 3 VÉHICULES (164-13419, 164-13420, 164-13421)	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 598 \$
ALEXANDRE POULIN	894139	ADAM, RICHARD	RÉDIGER 15 NOUVELLES FICHES D'INVENTAIRE DES ŒUVRES D'ART PUBLIC	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	6 055 \$
ALEXANDRE TEODORESCO	890885	EVEREKLIAN, AGOP	ALEXANDRE TEODORESCO CONTRAT DE SERVICES PROF. /MANDAT DE REPRÉSENTATION DU BAI DANS LES PAYS DU GCC(CONSEIL DE COOPÉRATION DU GOLFE)	SERVICE DES AFFAIRES INSTITUTIONNELLES	CONSEIL ET SOUTIEN AUX INSTANCES POLITIQUES	20 000 \$
ALFAGOMMA CANADA INC.	895488	DESHAIES, MARC-ANDRE	REAPPRO LOUVAIN	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	2 168 \$
ALFAGOMMA CANADA INC.	903634	BERTRAND, RICHARD	1 1/2" X 50', BOYAU, INCENDIE & RACC. PYROLYTE NPSH	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	2 981 \$
ALL TAPE DISTRIBUTION	896357	CARDINAL, MARIE-JOSEE	LOUVAIN - RE-APPRO 2013	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	CONSTRUCTION	3 028 \$
ALMAZ AMDE HADGU	893261	BIRON, PAULE	JUGEMENT DOSSIER 2135210011	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	5 743 \$
ALPHA ASSURANCES	RMI0000948230000854950002	INTERFACE	ALPHA ASSURANCES\PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR LE DOSSIER 13-003630, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 1309IC006 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	2 350 \$
ALTEL INC	903235	LEVESQUE, PIERRE	TRAVAUX DE CONTRÔLE DES ACCÈS DANS DIVERS BÂTIMENTS	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	3 423 \$
AMÉLIE TRUDEL-BRUN ET GAËLLE CHÉDEVILLE	RMI0000943570000967430001	INTERFACE	AMÉLIE TRUDEL-BRUN ET GAËLLE CHÉDEVILLE\PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR LE DOSSIER 13-003178, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 1309IC004 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	2 759 \$
AMEUBLEMENT DE BUREAU FOCUS INC.	897914	GOUDREAU, LOUISE	RÉAMÉNAGEMENT BUREAU 310-312	SERVICE DES FINANCES	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	2 240 \$
AMINA BENRHAZI	893279	ALLARD, PATRICE	HONORAIRES PROF - SÉANCES DE FORMATION AUX PARRAINS, MARRAINES ET STAGIAIRES DU PARRAINAGE PROF 2013-2014	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	12 600 \$
AMIS D'AHUNTSIC-CARTIERVILLE (LES)	897168	LANGLOIS, PAUL	CONVENTION SERVICES PROFESSIONNELS - MÉDIATION CULTURELLE 2013 - APPARTENANCE ET DÉMESURE - PROJET 2013-0168 - CONVENTION AH-2013-08-104	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	11 000 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
AMIS D'AUNTSIC-CARTIERVILLE (LES)	897176	LANGLOIS, PAUL	CONVENTION SERVICES PROFESSIONNELS - MÉDIATION CULTURELLE 2013 - BRIC ET BRAC - PROJET 2013-0167 - CONVENTION AH2013-08-105	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	12 000 \$
ANDRE BAZINET	892745	LACOMBE, PIERRE	101144/ S. DESROSIERS / CONCEPTION GRAPHIQUE / 5 000 \$ TAXES COMPRIS	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	4 349 \$
ANIXTER CANADA INC.	877130	ARCHAMBAULT, MICHEL	PROJET # 68034 - ACQUÉRIR DES CABINETS (BAIES DE CÂBLAGE) SELON SOUMISSION 02561 -APPEL D'OFFRE SUR INVITATION 13-12977	SERVICE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	GESTION DE L'INFORMATION	4 145 \$
ANIXTER CANADA INC.	886080	FISSET, DANIEL	ANIXTER CANADA INC.- ÉVÈNEMENT #1314672040 - MARATHON DE MONTRÉAL - ÉRIC DESROCHERS C/M ÉLECTRICITÉ	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 405 \$
ANIXTER CANADA INC.	891068	LÉ, SON-THU	ACHAT D'UN ENSEMBLE DE COMMUTATEUR RS930L POUR L'AJOUT D'UNE ENTRÉE ETHERNET À L'INTERSECTION PIE-IX ET SAINT-JOSEPH DANS LE BUT DE RACCORDER UNE NOUVELLE CAMÉRA DANS LE RÉSEAU DE TÉLÉCOMMUNICATION EXISTANT SUR L'AXE PIE-IX	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT.- À RÉPARTIR	2 555 \$
ANNE SOPHIE ROULEAU	890252	FILION, IVAN	PROGRAMME: CONTACT. PLANIFICATION ET RÉALISATION DE PLUSIEURS ANIMATIONS DE LECTURE DANS LES LIEUX FRÉQUENTÉS PAR DES ENFANTS DE 0 À 5 ANS ET LEURS PARENTS.	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	BIBLIOTHÈQUES	6 467 \$
ANNEXE COMMUNICATIONS INC.	889874	GUILLEMETTE-LABORY, LOUISE	RELATIONS DE PRESSE POUR LE FESTIVAL MONTRÉAL JOUE DES BIBLIOTHÈQUES DE MONTRÉAL	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	BIBLIOTHÈQUES	3 849 \$
ANNEXE COMMUNICATIONS INC.	905770	GUILLEMETTE-LABORY, LOUISE	RELATIONS DE PRESSE POUR LES ACTIVITÉS ESTIVALES ET DE LA RENTRÉE DES BIBLIOTHÈQUES DE MONTRÉAL	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	BIBLIOTHÈQUES	3 849 \$
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	889164	BERTRAND, RICHARD	COUVRE-CHAUSURE, 10",CAOUTCHOUC,HOMME,GR. 8,A COURROIE (POUR BOTTINE)	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	2 599 \$
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	894948	BERTRAND, RICHARD	0 BOTTINE, SECURITE, HAUT. 8", TAN, ACROBAT, HOMME GR: 10.5, SEMELLE POLYURETHANE, CAP ET SEMELLE NORME CSA-ASTM, ANTI-PERFORATION DIELECTRIQUE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	9 037 \$
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	898680	DESHAIES, MARC-ANDRÉ	REAPPRO LOUVAIN	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	6 162 \$
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	677197-169	LABELLE, MARC-ANDRÉ	VETR,A,BOTTES ET SOULIERS DE TRAVAIL	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	3 081 \$
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	677197-171	LABELLE, MARC-ANDRÉ	VETR,A,BOTTES ET SOULIERS DE TRAVAIL	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	2 636 \$
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	677197-173	LABELLE, MARC-ANDRÉ	VETR,A,BOTTES ET SOULIERS DE TRAVAIL	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	2 035 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	677197-174	LABELLE, MARC-ANDRÉ	VETR,A,BOTTES ET SOULIERS DE TRAVAIL	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	10 172 \$
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	677197-175	LABELLE, MARC-ANDRÉ	VETR,A,BOTTES ET SOULIERS DE TRAVAIL	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	2 713 \$
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	677197-176	LABELLE, MARC-ANDRÉ	VETR,A,BOTTES ET SOULIERS DE TRAVAIL	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	6 977 \$
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	677197-184	COUTU, JESSICA	VETR,A,BOTTES ET SOULIERS DE TRAVAIL	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	5 653 \$
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	867007-15	LABELLE, MARC-ANDRÉ	VETR,A,FOURNITURE DE BOTTES DE CAOUTCHOUC	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	3 005 \$
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	876547-2	LABELLE, MARC-ANDRÉ	VETR,A,FOURNITURE DE BOTTES DE CAOUTCHOUC COBALT ET FEUTRES DE REMPLACEMENT	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	13 962 \$
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	876547-5	COUTU, JESSICA	VETR,A,FOURNITURE DE BOTTES DE CAOUTCHOUC COBALT ET FEUTRES DE REMPLACEMENT	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	5 320 \$
AON HEWITT	895193	HINSE, JEAN YVES	CONTRAT SERVICES PROFESSIONNELS - EXPERTISE DE POINTE EN FINANCEMENT SST	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	GESTION DU PERSONNEL	13 417 \$
AON HEWITT	904373	HINSE, JEAN YVES	DES AJUSTEMENTS SALARIAUX, DANS LE DOSSIER D'ÉQUITÉ SALARIALE DES COLS BLANCS	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	GESTION DU PERSONNEL	13 045 \$
AQUASTYLE DESIGN	902383	BRUNELLE, CHARLES-MATHIEU	ACCORDER UN CONTRAT À "AQUA STYLE DESIGN" POUR LA FABRICATION D'UNE KREISEL (AQUARIUM SPÉCIALISÉ POUR LA PLACE SOUS-MARINE DU SAINT-LAURENT MARIN DU BIODÔME DE MONTRÉAL - DÉPENSE TOTALE DE 20 647,62 \$ TAXES INCLUSES - CONTRAT GRÉ À GRÉ - (1)	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	17 958 \$
AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.	874693	THIFFAULT, YVAN	PLOMBERIE (TNC 92419, ACHAT DE SACS DE SABLE DE FILTRATION ET NETTOYEUR PULSAR POUR LE CENTRE AQUATIQUE R.D.P. #0889, AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.) - VÉZINA, LUC	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 435 \$
AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.	894852	THIFFAULT, YVAN	PLOMBERIE (AMÉNAG. 1324670136, ACHAT DE TAMIS COMPLET POUR LA PISCINE EXTÉRIEURE STE-LUCIE #2298, AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.) - VÉZINA, LUC	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	3 882 \$
AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.	903418	FISSET, DANIEL	AQUATECHNO SPÉCIALISTES - POMPE DOSEUSE ROBERT LAMOUREUX C/M PLOMBERIE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	3 057 \$
ARCMTL INC	904912	LANGLOIS, PAUL	PARTICIPATION, PROJET DISTROBOTO 2013	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	2 000 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
AREO-FEU LTEE	886810	SIoudA, ABDELHAK	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS SCARM	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	MATÉRIEL ROULANT	2 153 \$
AREO-FEU LTEE	895415	BERTRAND, RICHARD	LAMPE PORTATIVE,RESPONDER & CHARGEUR RAPIDE,CL.1,DIV.1,GR.D(COURR.7355-1043N)	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	OUTILLAGE ET MACHINERIE	3 536 \$
ARIVA	891825	LALONDE, HELENE	500 FE, 8 1/2" X 11" PAPIER BLANC, 10 M, RECYCLE MULTIFONCTION, 50% POSTCONSUMMATION	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	MATÉRIEL DE BUREAU, PAPETERIE ET IMPRIMERIE	4 068 \$
ARIVA	905486	GELINEAU, PIERRE	ACHAT DE PAPIER POUR LE CENTRE D'IMPRESSION	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	11 547 \$
ARKEOS INC.	887761	LUU, VINH	TRAVAUX D'ARCHÉOLOGIE : OFFRE DE SERVICES 1521	COMMISSION DES SERVICES ÉLECTRIQUES DE MONTRÉAL	AUTRES - AMÉN., URB. ET DÉVELOPPEMENT	86 320 \$
ARMORTHANE MONTREAL	2216	DAOUST, LINDA	BC203555	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	7 846 \$
ARMSTRONG DARLING INC.***	894834	THIFFAULT, YVAN	PLOMBERIE (AMÉNAG. 1324670136, ACHAT DE POMPES DE FILTRATION POUR LA PISCINE EXTÉRIEURE STE-LUCIE #2298, SOCIETE XYLEM CANADA) - VÉZINA, LUC	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	8 691 \$
ART SOUTERRAIN	901822	CHOQUET, JEAN-ROBERT	PROMOTION DE LA VILLE DE MONTRÉAL À LA SOIRÉE COCKTAIL ORGANISÉE DANS LE CADRE D'ART BASEL MIAMI 2013	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	5 499 \$
ARTEKA CABINET-CONSEIL	901631	ADAM, RICHARD	ÉVALUATION DE 9 ŒUVRES SOUMISES À ARTEKA	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	2 859 \$
ARTISAN DE L'ACIER	884532	LANDRY, JOHANNE	MAMROT JARDIN DES LUMIÈRES / ACIER	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	3 475 \$
ASPHALTE BERTRAND CLOUTIER INC	895626	BOUVRETTE, JEAN	TRAVAUX D'ASPHALTE JARDIN BOTANIQUE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	10 350 \$
ASPHALTE BERTRAND CLOUTIER INC	903455	BOUVRETTE, JEAN	ENTRETIEN FACTURE FA517	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	10 195 \$
ASSOCIATION DES BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES DU QUÉBEC	889931	GUILLEMETTE-LABORY, LOUISE	PARTENARIAT - SEMAINE DES BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES 2013	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	BIBLIOTHÈQUES	5 000 \$
ASSOCIATION DES GALERIES D'ART CONTEMPORAIN DE MONTREAL	894143	ADAM, RICHARD	RÉDIGER 15 NOUVELLES FICHES D'INVENTAIRE DES ŒUVRES D'ART PUBLIC	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	7 489 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
ASSOCIATION DES TRANSPORTS DU CANADA	891394	CARETTE, CLAUDE	FACTURE 41488 - CINQUIÈME ENQUÊTE SUR LES INDICATEURS DE TRANSPORTS URBAINS	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT.- À RÉPARTIR	10 000 \$
ASSOCIATION QUEBÉCOISE DU TRANSPORT & DES ROUTES (AQTR)	890419	CARETTE, CLAUDE	COLLOQUE PARTENAIRE ARGENT - FACTURE 27315	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT.- À RÉPARTIR	3 000 \$
ASSOCIATION QUEBÉCOISE DU TRANSPORT & DES ROUTES (AQTR)	901739	CARETTE, CLAUDE	FACTURE 27309 - CONGRÈS AQTR 2013 BOURSE	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT.- À RÉPARTIR	2 000 \$
ATERA ENVIRO INC.	896526	BEKKOUCHE, ABDELWAHID	ÉLECTRODES POUR SA -1100	SERVICE DE L'EAU	RÉSEAU DE DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE	4 014 \$
ATLANTIS POMPE ET FILTRATION	483183	DAOUST, LINDA	ENTRETIEN BC202626	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 003 \$
ATLANTIS POMPE ET FILTRATION	505174	BORDUAS, MARCEL	ENTRETIEN BC 203602	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	3 350 \$
ATTACHES ET RACCORDS AIMS	881133	DESHAIES, MARC-ANDRE	50 ATTACHE, ACIER, INOXYDABLE, DOS-DOS	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	3 894 \$
ATTACHES ET RACCORDS AIMS	901831	BERTRAND, RICHARD	COURT	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRANSPORT ET ENTREPOSAGE	2 726 \$
ATTRACTION INC.	076128	VALIQUETTE, LUCILLE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 155 \$
AU POINT REPROTECH	888594	KERR, NATASHA	MIM - PASSES DE STATIONNEMENT	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 174 \$
AUDREY PERREault STÉPHANIE RANCOURT	SI890195A	MAGNE, HELENE		SERVICE DE LA MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE	AUTRES BIENS - RÉNOVATION URBAINE	2 250 \$
AUDREY VILLIARD	904183	SINCLAIR, NANCY	AUDREY VILLIARD/ PRODUCTION ET RÉALISATION DE VIDEOS(2) SUR LA CHANTIER SUR LA DÉMOCRATIE/	DIRECTION GÉNÉRALE	CONSEIL ET SOUTIEN AUX INSTANCES POLITIQUES	8 417 \$
AUTOMATISATION GRIMARD INC.	898668	DESHAIES, MARC-ANDRE	REAPPRO LOUVAIN	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	CONSTRUCTION	11 806 \$
AUX QUATRE POINTS CARDINAUX INC	888247	CHOQUET, JEAN-ROBERT	APPAREILS GPS. SOUMISSION # 570.	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	2 804 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
AVEC PLAISIRS TRAITEUR	896244	KUNZ, GREGORY	AVEC PLAISIRS TRAITEUR - SERVICE DE TRAITEUR REQUIS POUR UN ÉVÉNEMENT - LANCEMENT DE L'AVIS "CITÉ JEUNE PARTICIPE!" DU CONSEIL JEUNESSE DE MONTRÉAL.	DIRECTION GÉNÉRALE	CONSEIL ET SOUTIEN AUX INSTANCES POLITIQUES	2 541 \$
AVIS'ART INC.	901765	CHOQUET, JEAN-ROBERT	RAPPORT DE VIABILITÉ - GESTION DU PROJET DE PÔLE DE CRÉATION ET DE DIFFUSION DE GASPÉ	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	ACT. CULTURELLES - DIR. ET ADM. - À RÉPARTIR	5 939 \$
AVIVA, COMPAGNIE D'ASSURANCE DU CANADA	898997	DAGENAIS, BENOIT	RÈGLEMENT HORS COUR DOSSIER 2135849016	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	90 000 \$
AVIVA_14	RMI0000944010000858960004	INTERFACE	AVIVA\PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR LE DOSSIER 13-003217, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 1308IC006 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	5 540 \$
AXPRO INC.	879223	THIFFAULT, YVAN	ADMINISTRATION - AUTORISER L'INSCRIPTION POUR LE COURS "CHAUDIÈRES" EN VUE DE L'OBTENTION DE LA CARTE DE COMPÉTENCES "MMF CALSSE 4" POUR 8 EMPLOYÉS COLS BLEUS DES RÉGIONS EST ET OUEST - THIFFAULT, YVAN	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	4 800 \$
AXPRO INC.	898333	THIFFAULT, YVAN	AUTORISER LA RÉVISION AVANT EXAMEN DU COURS THERMODYNAMIQUE" POUR 4 EMPLOYÉS DE LA RÉGION EST (D.CORMIER,S.ST-ONGE,F.BOILEAU ET M.TARDIF) ET 4 DE L'OUEST (R.AMYOT,E.CORBEIL,P.BIGRAS ET D.PHARAND)	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 304 \$
AXPRO INC.	900662	THIFFAULT, YVAN	AUTORISER L'INSCRIPTION POUR LE COURS "CHAUDIÈRES" EN VUE DE L'OBTENTION DE LA CARTE DE COMPÉTENCE "MMF CLASSE 4" POUR 1 EMPLOYÉ DE LA RÉGION EST (É.LAMBERT) ET 1 DE L'OUEST (D.LANDRY)	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 211 \$
AXPRO INC.	904360	THIFFAULT, YVAN	PROPOSITION #2013-174 - FORMATION POUR LE COURS "CHAUDIÈRES" EN VUE DE L'OBTENTION DE LA CARTE DE COMPÉTENCE POUR 4 EMPLOYÉS DE LA RÉGION EST ET 5 DE LA RÉGION OUEST	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	8 523 \$
BALLIN INC.	897145	COMTE, MARIE-EVE	KIT D'ESSAYAGE - PANTALONS DE TRAVAIL ET BERMUDAS - COLS BLANCS SIM - TISSUS DOUBLETÉX	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	2 002 \$
BALLIN INC.	484626-13	LABELLE, MARC-ANDRÉ	VETR,A,SIM,PANTALON COURT (BERMUDA) POMPIER - 09-11070	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	9 264 \$
BATTERIES DIXON INC.	896904	LEFEBVRE, ROBERT	AMÉNAGEMENT 1324679059 & 135 - A. BRADETTE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	3 951 \$
BATTERIES NATECH INC.	886622	SIOUDA, ABDELHAK	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS SCARM	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	7 693 \$
BATTERIES NATECH INC.	905582	SIOUDA, ABDELHAK	ACHAT DE BATTERIE NEUVE DE MARQUE ZAMBONI	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	7 693 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
BEAULIEU ET LAMOUREUX INC	893666	BERTRAND, RICHARD	CELLULE PHOTO-ELECTRIC,1000W, 105/135V,FOURCH.,CONTACT NORM.OUVERT,ACTION LENT	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	2 436 \$
BEAULIEU ET LAMOUREUX INC	897825	BERTRAND, RICHARD	0 COUVERCLE PLEIN, BOITE, SORTIE, OCTOGONALE 4", PLAT, ACIER GALVANISE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	CONSTRUCTION	4 857 \$
BEAULIEU ET LAMOUREUX INC	900964	BERTRAND, RICHARD	PRISE,COURANT,COMPLETE,FUT ROND,15 A/125 V	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	CONSTRUCTION	3 574 \$
BEAUPRE MICHAUD ET ASSOCIES, ARCHITECTES	894060	LAMONTAGNE, SERGE	RÉAMÉNAGEMENT DE L'ACCÈS ENTRE LA SERRE DES FOGÈRES ET LA SALLE ANDRÉ-BOUCHARD DU CENTRE SUR LA BIODIVERSITÉ DU JARDIN BOTANIQUE DE MONTRÉAL	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	28 600 \$
BELANGER BRANDING DESIGN LTEE	900619	DEROME, JOHANNE	IDENTITÉ VISUELLE DES IMMEUBLES ET DES LIEUX "NON CORPORATIFS" - PROJET GÉRÉ PAR LA DIRECTION DES SPORTS ET CELLE DES GRANDS PARCS ET VERDISSEMENT	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	ACT. RÉCRÉATIVES - DIR. ET ADM. - À RÉPARTIR	2 200 \$
BELANGER BRANDING DESIGN LTEE	906311	CARETTE, CLAUDE	ÉTUDE DE FAISABILITÉ SUR LA SIGNALISATION CULTURELLE ET TOURISTIQUE PIÉTONNE	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT.- À RÉPARTIR	23 502 \$
BELL CANADA	BELLCANADAAOUT13	GELINAS, ISABELLE	BELL CANADA AOÛT 2013 ADSL,DATA...	FACTURATION PÉRIODIQUE À RÉPARTIR		29 353 \$
BELL CANADA	BELLCANADAAOUT2013A	GELINAS, ISABELLE	BELL CANADA AOÛT 2013-3 ADSL,DATA...	FACTURATION PÉRIODIQUE À RÉPARTIR		64 765 \$
BELL CANADA	BELLCANADAOCTOBRE2013	GELINAS, ISABELLE	BELL CANADA OCTOBRE 2013 VOIX,RTPC...	FACTURATION PÉRIODIQUE À RÉPARTIR		110 884 \$
BELL CANADA	BELLCANADASEPTEMBRE13	GELINAS, ISABELLE	BELL CANADA SEPTEMBRE 2013-2 ADSL,DATA...	FACTURATION PÉRIODIQUE À RÉPARTIR		79 601 \$
BELL CANADA	BELLCANADASEPTEMBRE2013	GELINAS, ISABELLE	BELL CANADA SEPTEMBRE 2013 ADSL,DATA...	FACTURATION PÉRIODIQUE À RÉPARTIR		84 953 \$
BELL CANADA	BELLCANADASEPTEMBRE2013A	GELINAS, ISABELLE	BELL CANADA SEPTEMBRE 2013-3 DATA,IPBB..	FACTURATION PÉRIODIQUE À RÉPARTIR		23 242 \$
BELL CANADA	BELLPAGESBLEUESSEPTEMBRE 2013	GELINAS, ISABELLE	AVRIL AU 31 AOÛT 2013	FACTURATION PÉRIODIQUE À RÉPARTIR		176 566 \$
BELL CANADA	BELLRTPCSEPTEMBRE2013	GELINAS, ISABELLE	JANVIER AU 31 AOÛT 2013	FACTURATION PÉRIODIQUE À RÉPARTIR		28 389 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
BELL MOBILITE INC	897112	LÉ, SON-THU	SOUSSION # 20130110CL001 - MODIFICATION DE L'ADRESSE DE TERMINAISON DU LIEN PRIVÉ B2BVPN IPSEC (SO20130110CL001) - RÉF. : CLAUDE LAVOIE	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT.- À RÉPARTIR	3 849 \$
BELL MOBILITE INC	51457768920131001	MORIN, JOHANE	# COMPTE 514577689 - FACTURE DU 1ER OCTOBRE 2013	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT.- À RÉPARTIR	14 793 \$
BELL MOBILITE INC	52273550120131001	MORIN, JOHANE	# COMPTE 522735501 - FACTURE DU 1ER OCTOBRE 2013	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT.- À RÉPARTIR	9 290 \$
BELL MOBILITE INC	130801BELLMOBILITÉSPVM	GELINAS, ISABELLE	BELL MOBILITÉ SPVM AOÛT 2013	FACTURATION PÉRIODIQUE À RÉPARTIR		3 175 \$
BELL MOBILITE INC	130901BELLMOBILITÉSPVM	GELINAS, ISABELLE	BELL MOBILITÉ SPVM SEPTEMBRE 2013	FACTURATION PÉRIODIQUE À RÉPARTIR		3 175 \$
BELL MOBILITE INC	131001BELLMOBILITÉSPVM	GELINAS, ISABELLE	BELL MOBILITÉ SPVM OCTOBRE 2013	FACTURATION PÉRIODIQUE À RÉPARTIR		3 175 \$
BENOIT GIGNAC	750334	MARNIER, ISABELLE	CONTRAT DE SERVICES PROFESSIONNELS	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	REL. AVEC LES CITOYENS ET COMMUNICATIONS	4 399 \$
BENTLEY SYSTEMS INC.	893194	PELLERIN, GUY	PRESTATION DE DEUX FORMATIONS MICROSTATION AUX EMPLOYÉS DE LA DIRECTION DES TRANSPORTS, DIRECTION DES INFRASTRUCTURES, VOIRIE VILLERAY ST-MICHEL, DIVISION ÉTUDES TECHNIQUES SUD-OUEST DU 8 AU 11 OCTOBRE 2013	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT.- À RÉPARTIR	8 798 \$
BENTLEY SYSTEMS INC.	899471	BEAULIEU, JACQUES	OCTROYER UN CONTRAT POUR DEUX FORMATIONS DE DESSIN ASSISTÉ PAR ORDINATEUR (15, 16 ET 17 OCTOBRE 2013) (18, 21 ET 22 OCTOBRE 2013) MICROSTATION AUX EMPLOYÉS DE LA DIRECTION DES GRANDS PARCS ET DU VERDISSEMENT - BENTLEY SYSTEMS INC.	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	PLANIFICATION ET GESTION DES PARCS ET ESPACES VERTS	13 197 \$
BETON MOBILE DU QUEBEC INC.	866797	LUU, VINH	LIVRAISON DE BÉTON SUR CHANTIER POUR L'ANNÉE 2013	COMMISSION DES SERVICES ÉLECTRIQUES DE MONTRÉAL	AUTRES - AMÉN., URB. ET DÉVELOPPEMENT	6 102 \$
BETON MOBILE DU QUEBEC INC.	893078	LUU, VINH	FOURNITURE DE BÉTON SEC PRÉPARÉ SUR LE CHANTIER - APPEL D'OFFRES 1524	COMMISSION DES SERVICES ÉLECTRIQUES DE MONTRÉAL	AUTRES - AMÉN., URB. ET DÉVELOPPEMENT	7 627 \$
BIANKA BERNIER	890063	CECILE, DANIELLE	OCTROYER UN CONTRAT DE SERVICES PROFESSIONNELS À MME BIANKA BERNIER, TRAVAILLEUSE AUTONOME POUR UNE BANQUE DE 346 HEURES POUR L'ÉLABORATION DE STRATÉGIES, L'ANIMATION ET LA GESTION DE COMMUNAUTÉ MÉDIAS SOCIAUX.	SERVICE DE LA MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE	AUTRES BIENS - RÉNOVATION URBAINE	9 000 \$
BIANKA BERNIER	892957	CHOQUET, JEAN-ROBERT	OCTROYER UN CONTRAT DE SERVICES PROFESSIONNELS À MME BIANKA BERNIER, TRAVAILLEUSE AUTONOME POUR UNE BANQUE DE 225 HEURES EN STRATÉGIES, ET EN GESTION DE COMMUNAUTÉ - MÉDIAS SOCIAUX.	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	5 850 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
BINATEK INC	889475	BERGERON, JACQUES	DECHIQUETEUSE - BUREAU BVG	BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	3 577 \$
BISTRO IL CENTRO DA CARLO	899905	LUU, VINH	TRAITEUR 19 SEPTEMBRE	COMMISSION DES SERVICES ÉLECTRIQUES DE MONTRÉAL	AUTRES - AMÉN., URB. ET DÉVELOPPEMENT	2 636 \$
BITUME QUEBEC	896024	ROY, SYLVAIN	AUTORISER SYLVIE DUBÉ ET ÉRIC DRAPEAU À PARTICIPER À LA FORMATION TECHNIQUE SUR LA FORMULATION DES ENROBÉS ET FABRICATION EN CENTRAL D'ENROBAGE PRÉVU LES 3, 4, 5 DÉCEMBRE 2013 À MONTRÉAL.	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT. - À RÉPARTIR	2 969 \$
BLEU LAVANDE INC.	IN307544	VALIQUETTE, LUCILLE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 717 \$
BLEU LAVANDE INC.	IN308645	VALIQUETTE, LUCILLE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 448 \$
BOIVIN & GAUVIN INC.	793812-6	LABELLE, MARC-ANDRÉ	VETR,Z,SIM,BOTTES DE PROTECTION DE CUIR	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	576 247 \$
BOMA QUEBEC	897736	LEROUX, PATRICE	FRAIS D'INSCRIPTION BOMA BEST POUR QUARTIER GÉNÉRAL DU SPVM	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	3 079 \$
BOYKO JOLY	903580	GERBEAU, ANNIE	EXPERT COMPTABLE DOSSIER 11-003210	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	4 888 \$
BOYTECH DEMOLITION INC.	885899	LEROUX, PATRICE	ACCORDER À BOYTECH UN CONTRAT POUR LES TRAVAUX DE DÉSAMANTAGE, POUR MANOIR NDG 0755, AU 5913, AVENUE NOTRE-DAME-DE-GRÂCE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 200 \$
BOYTECH DEMOLITION INC.	886754	LEVESQUE, PIERRE	TRAVAUX D'ENLÈVEMENT D'AMIANTE DANS DIVERS BÂTIMENTS	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 397 \$
BOYTECH DEMOLITION INC.	893362	LEROUX, PATRICE	ACCORDER À BOYTECH DÉMOLITION INC. LE CONTRAT DES TRAVAUX D'URGENCE DU CONDUIT DE VENTILATION BRISÉ, À L'ÉDIFICE GOSFORD.	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	7 451 \$
BOYTECH DEMOLITION INC.	894146	LORD, MICHEL	SOUSSION DU 16-09-13 - PAVILLON LAFONTAINE (0891) - 1301, RUE SHERBROOKE EST - ENLÈVEMENT D'AMIANTE - 1 SOUSSION	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	6 379 \$
BOYTECH DEMOLITION INC.	895057	LEROUX, PATRICE	ACCORDER À BOYTECH DÉMOLITION INC. UN CONTRAT POUR LES TRAVAUX PRÉVENTIFS À L'ÉDIFICE GOSFORD	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	10 448 \$
BOYTECH DEMOLITION INC.	897396	LORD, MICHEL	SOUSSION DU 02-10-2013 - PAVILLON LAFONTAINE (0891) - 1301, RUE SHERBROOKE EST - 2E ÉTAGE SECTEUR B-D - CHAPELLE 3E SECTEUR A - ENLÈVEMENT D'AMIANTE À RISQUE MODÈRE - 1 SOUSSION	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	6 379 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
BOYTECH DEMOLITION INC.	897422	LORD, MICHEL	SOUSSION DU 02-10-2013 - PAVILLON LAFONTAINE (0891) - 1301, RUE SHERBROOKE EST - ENLÈVEMENT D'AMIANTE À RISQUE MODÉRÉ - REZ-DE-CHAUSÉE SECTEURS C ET E - 1 SOUSSION	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	9 128 \$
BOYTECH DEMOLITION INC.	904158	FISSET, DANIEL	ACCORDER À BOYTECH UN CONTRAT POUR LA RÉALISATION DU PROJET AU CENTRE GADBOIS, POUR LE PLAFOND DE LA SALLE DES CASIERS.	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	12 471 \$
BREUVAGES TAMARK INC. (LES)	0308149	SOULIERES, ANNE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 066 \$
BREUVAGES TAMARK INC. (LES)	0308564	SOULIERES, ANNE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 212 \$
BRIAN NEWSAM	900913	GAGNIER, PHILIPPE	RÈGLEMENT HORS COUR RÉCLAMATIONS	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	12 406 \$
BRIDGESTONE FIRESTONE CANADA INC.	897273	ALLARD, DANIEL	PNEUS ADS.	SERVICE DE POLICE DE MONTRÉAL	SURV. DE LA RÉGLEMENTATION DU STATIONNEMENT	11 271 \$
BROOKLINS LTEE	888657	LEVESQUE, PIERRE	LAVAGE DES VITRES INTÉRIEURES ET EXTÉRIEURES AU CO NORD ET ENVIRONNEMENT	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 935 \$
BUREAU EN GROS LTEE	895398	BERGERON, JACQUES	ÉCRAN ORDI - BVGMTL	BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	8 798 \$
C.M.S. ENTREPRENEURS GÉNÉRAUX INC.	892807	LUU, VINH	C. 1284 - RUE DE LA MONTAGNE /RUE GUY	COMMISSION DES SERVICES ÉLECTRIQUES DE MONTRÉAL	AUTRES - AMÉN., URB. ET DÉVELOPPEMENT	1 646 322 \$
C.M.S. ENTREPRENEURS GÉNÉRAUX INC.	904029	LUU, VINH	C. 1287- 46E AVENUE, 50E AVENUE, 55E AVENUE ARRONDISSEMENT LACHINE	COMMISSION DES SERVICES ÉLECTRIQUES DE MONTRÉAL	AUTRES - AMÉN., URB. ET DÉVELOPPEMENT	733 692 \$
CA CANADA COMPANY	898058	LAMONTAGNE, SERGE	PROJET 74400 - REHAUSSEMENT DES OS DES POSTES DE TRAVAIL - SERVICE PROFESSIONNEL	SERVICE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	GESTION DE L'INFORMATION	19 043 \$
CADEL	887125	CARDINAL, MARIE-JOSEE	LOUVAIN - RE-APPRO 2013	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	2 925 \$
CADEL	889893	LALONDE, HELENE	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT POUR LES MAGASINS S.C.A.R.M.	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	MATÉRIEL ROULANT	3 646 \$
CAFE AVOCADO INC. (TRAITEUR)	891247	GERVAIS, FRANCYNE	ÉTUDE PAVILLON DE VERRE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	9 000 \$
CALFEUTRAGE ULTRA INC.	899045	LEVESQUE, PIERRE	SOUSSION 2013102 - CENTRE OPÉRATIONNEL NORD (3685) 827-855, CRÉMAZIE EST - TRAVAUX D'ÉTANCHÉITÉ ET D'IMPERMÉABILISATION - MUR NORD - 1 SOUSSION	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	13 455 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
CALIBRAIR INC.	900770	MANZONI DA SILVA, CARLOS	CONTRAT 14012 TRAVAUX D'ÉQUILIBRAGE DE GLYCOL ET LA PRÉPARATION DU RAPPORT DE BALANCEMENT	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	GESTION INSTALL. - ARÉNAS ET PATINOIRES	3 968 \$
CAMILLE HEBERT	888132	LEFEBVRE, MARTIN	ASSISTANCE POUR L'EDIMESTRE PRINCIPAL DU PORTAIL INTERNET DE LA VILLE	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	REL. AVEC LES CITOYENS ET COMMUNICATIONS	9 996 \$
CAMIONS EXCELLENCE PETERBILT INC.	CAR725217	BRANCONNIER, SERGE	ACHAT DE PIÈCES POUR RÉPARER APPAREIL AU GARAGE DU CLOS ST-MICHEL	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	3 228 \$
CAMIONS INDUSTRIELS YALE MONTREAL LTEE	MAD726361	BLAIS, JEAN-ROBERT	7500135 FOURCHE AVANT TEL QUE DISCUTER AVEC BENOIT ALLARD	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 767 \$
CAMIONS INTERNATIONAL WEST ISLAND INC.	CAR724379	BRANCONNIER, SERGE	MOTEUR RECONDITIONER POUR CAMION INTERNATIONAL SERIE 4700 LONG BLOCK RUNING ENGINE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	7 637 \$
CAMIONS INTERNATIONAL WEST ISLAND INC.	CAR724379	BRANCONNIER, SERGE	MOTEUR RECONDITIONER POUR CAMION INTERNATIONAL SERIE 4700 LONG BLOCK RUNING ENGINE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	8 518 \$
CANADIEN NATIONAL	890174	BROUSSEAU, DANIEL	POUR PAYER FACTURE # 90615606 POUR ENTRETIEN DES PASSAGES À NIVEAU DU MOIS D'AOÛT 2013 (SYLVIE BLAIS)	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT. - À RÉPARTIR	2 120 \$
CANADIEN NATIONAL	890178	BROUSSEAU, DANIEL	POUR PAYER FACTURE # 90615605 POUR ENTRETIEN DES PASSAGES À NIVEAU DU MOIS D'AOÛT 2013 (SYLVIE BLAIS)	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT. - À RÉPARTIR	7 293 \$
CANADIEN NATIONAL	899667	BROUSSEAU, DANIEL	POUR PAYER FACTURE # 90619583 POUR ENTRETIEN DES PASSAGES À NIVEAU DU MOIS DE SEPTEMBRE 2013 (SYLVIE BLAIS)	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT. - À RÉPARTIR	7 293 \$
CANADIEN NATIONAL	899669	BROUSSEAU, DANIEL	POUR PAYER FACTURE # 90619584 POUR ENTRETIEN DES PASSAGES À NIVEAU DU MOIS DE SEPTEMBRE 2013 (SYLVIE BLAIS)	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT. - À RÉPARTIR	2 120 \$
CANADIEN NATIONAL	90616840	VIGNEAULT, ETIENNE	INSPECTION DU PONT JEAN-TALON	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT. - À RÉPARTIR	3 853 \$
CARMELE BOKONDA	891788	HARVEY, VIRGINIE	CARMELE BOKONDA - SERVICE PRO. BUREAU DE LA MAJORITE.	DIRECTION GÉNÉRALE	CONSEIL ET SOUTIEN AUX INSTANCES POLITIQUES	3 150 \$
CAROLE LECLERC	901463	CICIOLI, MARIO	CONTRAT GRÉ À GRÉ NO 13-1373 - ENGAGER CAROLE LECLEC COMME CONTRACTUELLE.	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	ACT. RÉCRÉATIVES - DIR. ET ADM. - À RÉPARTIR	19 900 \$
CAROLINE FLORE BARBER	900518	FILION, IVAN	PROGRAMME BIBLIOTHÈQUE À LA RESCOUSSE (BALR) AUTOMNE 2013	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	BIBLIOTHÈQUES	7 621 \$
CAROLINE HAYEUR	887025	LUSSIER, DANIELLE	REPORTAGE PHOTOGRAPHIQUE DANS LA CADRE DE L'AGRICULTURE URBAINE. *RESPONSABLE PROJET: MONIQUE CÔTÉ. (2 SOUM).	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	6 800 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
CAROLINE THAON ET STEVEN NOSEWORTHY	RMI0000941420000981970001	INTERFACE	CAROLINE THAON ET STEVEN NOSEWORTHY, PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR LE DOSSIER 13-002975, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 1309IC004 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	4 404 \$
CARRELAGES DE MONTREAL LTEE	890407	THIFFAULT, YVAN	AUTORISER LE REMPLACEMENT DES CARREAUX ENDOMMAGÉS À L'INTÉRIEUR DE LA PISCINE ET SUR LA PLAGE DU CENTRE SPORTIF CLAUDE ROBILLARD	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	5 159 \$
CARRELAGES DE MONTREAL LTEE	890740	MONDOU, JOSEE	TRAVAUX DE CÉRAMIQUE DANS LA PISCINE DU COMPLEXE SPORTIF CLAUDE-ROBILLARD	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	GESTION INSTALL. - PISCINES, PLAGES ET PORTS DE PLAISANCE	10 082 \$
CATHERINE D'ANJOU	890257	ALLARD, PATRICE	PROGRAMME CONTACT: PLANIFICATION ET RÉALISATION DE PLUSIEURS ANIMATIONS DE LECTURE DANS LES LIEUX FRÉQUENTÉS PAR DES ENFANTS DE 0 À 5 ANS ET LEURS PARENTS.	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	8 622 \$
CAVERHILL LEARMONT (2000)	888485	BERTRAND, RICHARD	0 SCIE, METAUX, COMPLETE, LAME 12", CADRE AJUST., LAME 8", 10" & 12", POIGNEE D	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	OUTILLAGE ET MACHINERIE	2 441 \$
CAVERHILL LEARMONT (2000)	888485	BERTRAND, RICHARD	5 MANCHON, ROULEAU, PEINTURE, 9 1/2" (240 MM), POIL 5 MM	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	CONSTRUCTION	2 967 \$
CAVERHILL LEARMONT (2000)	890516	BERTRAND, RICHARD	1 TOURNEVIS, LAME CARREE, POINTE # 3, MANCHE NOIR	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	OUTILLAGE ET MACHINERIE	3 899 \$
CAVERHILL LEARMONT (2000)	890516	BERTRAND, RICHARD	7 CADENAS, CLE MODIFIABLE, 4 GOUPILLES & BARILLET, 1 3/4", 5/16"	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	CONSTRUCTION	3 499 \$
CAVERHILL LEARMONT (2000)	892514	BERTRAND, RICHARD	CADENAS, ACIER, 1 1/2", TIGE 1/4", CLES DIFFÉRENTES	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	CONSTRUCTION	2 652 \$
CAVERHILL LEARMONT (2000)	893514	SIoudA, ABDELHAK	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS SCARM	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	OUTILLAGE ET MACHINERIE	7 701 \$
CAVERHILL LEARMONT (2000)	894375	LABELLE, MARC-ANDRÉ	013/8" X 610", CABLE, MANILLE, RL / 25 LB	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	CONSTRUCTION	3 402 \$
CAVERHILL LEARMONT (2000)	894375	LABELLE, MARC-ANDRÉ	03 FORET HELICOÏDAL, COUPE RAPIDE, TIGE DROITE, FRACT. 15/64", LONG. REG, TYPE:STD	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	OUTILLAGE ET MACHINERIE	16 906 \$
CAVERHILL LEARMONT (2000)	894645	BERTRAND, RICHARD	1 TIRE-FOND, TÊTE HEXAGONALE, ACIER NOIR, 1/4" X 1 1/2"	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	CONSTRUCTION	2 326 \$
CAVERHILL LEARMONT (2000)	898280	BERTRAND, RICHARD	2 MARTEAU, BRIQUETEUR, TÊTE 24 OZ, MANCHE BOIS 12"	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	OUTILLAGE ET MACHINERIE	4 671 \$
CAVERHILL LEARMONT (2000)	898280	BERTRAND, RICHARD	PINCEAU, ACIDE, 1/2" X 6"	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	CONSTRUCTION	2 226 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
CAVERHILL LEARMONT (2000)	898582	BERTRAND, RICHARD	REAPPRO LOUVAIN	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	CONSTRUCTION	2 024 \$
CAVERHILL LEARMONT (2000)	905022	BERTRAND, RICHARD	0 RUBAN, MESURER,3 0M - 100' / 10MM - 3/8", JAUNE, CROCHET	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	OUTILLAGE ET MACHINERIE	2 271 \$
CECILE GARIÉPY	895757	KUNZ, GREGORY	CÉCILE GARIÉPY - RÉALISATION D'UNE VIDÉO SUR LE PLAN DE DÉVELOPPEMENT DE MONTRÉAL, POUR LE CONSEIL DES MONTRÉALAISES.	DIRECTION GÉNÉRALE	CONSEIL ET SOUTIEN AUX INSTANCES POLITIQUES	2 860 \$
CEDROM-SNI INC	903228	RACICOT, JEAN	LICENCE DE DROITS D'AUTEURS	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	REL. AVEC LES CITOYENS ET COMMUNICATIONS	14 480 \$
CEGEP DE THETFORD	896023	ROY, SYLVAIN	AUTORISER C.ABOU-ARRAGE, L.BASSIGNOT, S.DUBÉ, T.KEOMANIPHET, A.KUREDJIAN, M.CASTEL, F.FERHAT, M.LALONDE-FILION, M.LAVOIE ET A.RAHEM À PARTICIPER À LA FORM. ÉCHANTILLONNAGE DE L'EAU SOUTERRAINE ET INSTALL. PUITS OBSERVATION À MTL LE 7 NOV.	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT.- À RÉPARTIR	2 419 \$
CENTRAL VIDEO SYSTEME	890163	DESJARDINS, GILLES	CARTE D'ACCÈS HID	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	4 426 \$
CENTRE DE L'AUTO METROPOLITAIN	DIC725375	FORTIN, RENE	REPARER TRANSMISSION***TAG:58876***CONTACT:PAUL-ANDRÉ 10:02	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 722 \$
CENTRE DE L'AUTO RENE DOYON	20	INTERFACE	ENTRETIEN ET RÉPARATION SPVM NOFACTMAXIMO:377922	SERVICE DE POLICE DE MONTRÉAL	SURV. DE LA RÉGLEMENTATION DU STATIONNEMENT	2 830 \$
CENTRE DE MECANIQUE HENRI-BOURASSA INC.	896928	GUINDON, PATRICE	INSPECTION DU CAMION-CITERNE # 368-88164 (JACQUES BOUCHER)	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	3 107 \$
CENTRE DE PIECES GAGNON	897750	SIoudA, ABDELHAK	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS SCARM	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	MATÉRIEL ROULANT	3 254 \$
CENTRE DE PIECES GAGNON	843114-3	LABELLE, MARC-ANDRÉ	ENPC,A,FOURNITURE D'ABSORBANTS GRANULAIRES EN SACS POUR UNE PÉRIODE DE 3 ANS	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	ÉNERGIE ET PRODUIT CHIMIQUE	10 888 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	828845	COURCHESNE, FRANCOIS	FRAIS DE 2013 - TÉLÉPHONIE CELLULAIRE DE L'ESPACE POUR LA VIE.	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	4 718 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	851934	ROUILLARD, JOHANNE	CSPQ FACTURATIONS MOIS MARS À DÉCEMBRE 2013 - ROGERS COMMUNICATIONS SANS FIL	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	13 197 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	883081	LAMONTAGNE, ROBERT	PROJET #70900 - SERVICES PROFESSIONNELS D'UN CONSULTANT ORACLE ENTERPRISE MANAGER (OEM) AUPRÈS DU CSPQ	SERVICE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	GESTION DE L'INFORMATION	21 431 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	887826	FISSET, DANIEL	FRAIS MENSUELS DE CELLULAIRES POUR LA PÉRIODE SE TERMINANT LE 31 JUILLET 2013.	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 654 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	889785	GUILLOTTE, JULIE	TÉLÉPHONIE CELLULAIRE DU MOIS DE MAI, JUIN ET JUILLET 2013, FACTURES #A95953, A97119,A98288, COMPTES #12162823 ET #12162903	SERVICE DE POLICE DE MONTRÉAL	SURV. DE LA RÉGLEMENTATION DU STATIONNEMENT	2 244 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	894065	FISSET, DANIEL	FRAIS MENSUELS DE CELLULAIRES POUR LA PÉRIODE DU MOIS D'AOÛT.	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 670 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	894430	THIFFAULT, YVAN	PAIEMENT DE FRAIS DE CELLULAIRE POUR LE MOIS D'AOÛT 2013	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	3 340 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	900243	ALLARD, PATRICE	ACHAT DE PUBLICITÉ POUR LE PROGRAMME «QUALITÉ FAMILLE»	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	DÉVELOPPEMENT SOCIAL	6 929 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	900243	ALLARD, PATRICE	ACHAT DE PUBLICITÉ POUR LE PROGRAMME «QUALITÉ FAMILLE»	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	ACT. CULTURELLES - DIR. ET ADM. - À RÉPARTIR	7 367 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	902056	LABRANCHE, SYLVAIN	RENOUVELLEMENT DE L'ENTRETIEN - LICENCES SAS POUR PC - DU 1ER DÉCEMBRE 2013 AU 30 NOVEMBRE 2014	SERVICE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	GESTION DE L'INFORMATION	3 783 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	903538	FISSET, DANIEL	FRAIS MENSUELS DE CELLULAIRES POUR LA PÉRIODE SE TERMINANT LE 30 SEPTEMBRE 2013.	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 629 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	903757	THIFFAULT, YVAN	FRAIS DE CELLULAIRES POUR LE MOIS DE SEPTEMBRE 2013	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	3 225 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	906281	BRISSON, GUYLAINE	TÉLÉCOMMUNICATIONS - CENTRE DE SERVICES 311 - FRAIS DE SERVICE MODULE DE RECONNAISSANCE - PRINTEMPS 2013/VOCALE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	REL. AVEC LES CITOYENS ET COMMUNICATIONS	3 991 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	A100427	DELORME, ANDRE	COMMUNICATIONS SANS FIL	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	ACT. CULTURELLES - DIR. ET ADM. - À RÉPARTIR	2 003 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	A98096	VIGNEAULT, ETIENNE	PAIEMENT FACTURE CELLULAIRE MOIS AOÛT ET DE JANVIER À JUILLET 2013 POUR L'ÉQUIPE DE CONCEPTION.	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	DÉPENSES INTERNES À IMPUTER AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT - À REDISTRIBUER	5 921 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	A99247	DELORME, ANDRE	FRAIS DE CELLULAIRES	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	ACT. CULTURELLES - DIR. ET ADM. - À RÉPARTIR	2 137 \$
CENTRE DE TELEPHONE MOBILE LTEE	CAR723255	BRANCONNIER, SERGE	11 RADIOS POUR CAMIONS (APPROUVÉ PAR LA STI)	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	5 746 \$
CENTRE DE TRANSITION LE SEXTANT INC	890691	LEVEILLE, MARIE-LYNE	CHEMISES À DOSSIER-AFF/JURIDIQUES-RÉCLAMATIONS	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AFFAIRES CIVILES	2 340 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
CENTRE DE TRANSITION LE SEXTANT INC	891408	SAVAGE, CLAUDE	ENTRETIEN MÉNAGER (FACTURE 10 SEPTEMBRE 2013)	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	3 536 \$
CENTRE DE TRANSITION LE SEXTANT INC	895533	LORD, MICHEL	SOUMISSION DU 25-09-2013 - MAISON DE LA CULTURE FRONTENAC (8662) - 2550, RUE ONTARIO EST - ACHAT DE NOUVEAUX TAPIS D'HIVER - 1 SOUMISSION	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	6 212 \$
CENTRE DE TRANSITION LE SEXTANT INC	898748	LEVESQUE, PIERRE	TRAVAUX D'ENTRETIEN DANS DIVERS BÂTIMENTS	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	7 050 \$
CENTRE DE TRANSITION LE SEXTANT INC	901558	MASSE, PAUL	ENTRETIEN MÉNAGER (FACTURE 10 OCTOBRE 2013)	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	3 536 \$
CENTRE DE TRANSITION LE SEXTANT INC	905775	LEVESQUE, PIERRE	SOUM. DU 29-10-2013 - CTRE STRATHEARN (2453) - 3680, JEANNE-MANCE - REFAIRE PLAFOND DU DÉPÔT (PRÈS DES TOILETTES) EN PLAFOND SUSPENDU DE TUILES 2' X 4', RÉPARER AUTRES PLAFONDS DE GYPSE AUX 4E, 3E, 2E ÉTAGES ET RDC SUITE À UN DÉGÂT D'EAU	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	4 023 \$
CENTRE HI-FI.	888245	CHOQUET, JEAN-ROBERT	ÉQUIPEMENTS ÉLECTRONIQUES ET DE SCÈNE. SOUMISSION CENTRE HI-FI - VILLE DE MONTREAL 2 (2)	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	2 474 \$
CENTRE PATRONAL DE SANTE ET SECURITE DU TRAVAIL DU QUEBEC (C P S S T Q)	868268	DESJARDINS, SUZANNE	FORMATION AUX GESTIONNAIRES SUR LE CODE CRIMINEL DU CANADA ET LOIS EN SST	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	GESTION DU PERSONNEL	2 969 \$
CENTRES DE PNEUS GCR	900820	CHRETIEN, NORMAND	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS SCARM	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	MATÉRIEL ROULANT	16 221 \$
CFC DOLMEN INC.	893260	LARRIVEE, ALAIN	ACCOMPAGNEMENT DE L'ÉQUIPE DE LA DIVISION RH DU SERVICE DE L'EAU À UNE RÉFLEXION STRATÉGIQUE SUR SON OFFRE DE SERVICES ET LES MODALITÉS DE LIVRAISON INCLUANT L'OPTIMISATION D'ÉQUIPE.	SERVICE DE L'EAU	HYG. DU MILIEU - SOUTIEN TECH. ET FONCT. - À RÉPARTIR	10 998 \$
CFC DOLMEN INC.	896557	LEMAY, JULIE	CONFÉRENCE DU 7 SEPTEMBRE 2013	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	GESTION INSTALL. - CENTRES COMMUN. - ACT. RÉCRÉATIVES	3 354 \$
CFGL METAUX	888390	BERTRAND, RICHARD	100 EPINGLETES *VILLE DE MONTREAL* BOUTONNIERE, EPINGLE A PRESSION	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	4 894 \$
CFGL METAUX	898021	BERTRAND, RICHARD	100 EPINGLETES *VILLE DE MONTREAL* BOUTONNIERE, EPINGLE A PRESSION	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	4 894 \$
CHAMBRE DE COMMERCE DU MONTREAL METROPOLITAIN.	903515	BISSONNETTE, DANIEL	PARTICIPATION À UNE ÉTUDE SUR LES INDUSTRIES CRÉATIVES DANS LA RÉGION MÉTROPOLITAINE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	16 496 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
CHAMPAGNE, BENOIT_1	RMI0000944930000968830004	INTERFACE	CHAMPAGNE, BENOIT PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR LE DOSSIER 13-003306, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 1310IC006 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	2 400 \$
CHARLES TURMEL (AVOCAT)	906337	HENRI, FREDERIC	HONORAIRES PROFESSIONNELS	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	GESTION DU PERSONNEL	4 652 \$
CHATEAU TAILLEFER LAFON	13084659	SOULIERES, ANNE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	3 011 \$
CHATEAU TAILLEFER LAFON	13094673	SOULIERES, ANNE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 868 \$
CIBL FM.	859206	PARE, ROBERT	CAM - CONTRAT DE PUBLICITÉ RADIO	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	REL. AVEC LES CITOYENS ET COMMUNICATIONS	5 499 \$
CIBL FM.	904053	ALLARD, PATRICE	CONTRAT DE PUBLICITÉ RADIO	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	ACT. CULTURELLES - DIR. ET ADM. - À RÉPARTIR	4 582 \$
CIMA	868815	CARETTE, CLAUDE	N/RÉF. : MP13073 - ÉTUDE CONCEPT (GÉOMÉTRIE ET SIGNALISATION LUMINEUSE) POUR LES RUES GIROUARD ET HÔTEL DE VILLE	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT. - À RÉPARTIR	3 016 \$
CIMA +	888808	DUCAS, SYLVAIN	COMPTAGE MISE À JOUR ÉTUDE DE CIRCULATION PROJET CAMPUS OUTREMONT	SERVICE DE LA MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE	CONSTRUCTION D'INFRASTRUCTURES DE VOIRIE	15 671 \$
CIMCO REFRIGERATION TOROMONT INDUSTRIE	893106	THIFFAULT, YVAN	VCR, BAT 450 MAURICE RICHARD, PEP 1700, POMPE A HUILE, O-RING, PLOURDE, DOMINIC	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 273 \$
CLAUDE LABOSSIERE	903090	CHOQUET, JEAN-ROBERT	DOCUMENTER LA «COLLECTION MONTRÉLAISE D'ART PUBLIC»	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	ACT. RÉCRÉATIVES - SOUTIEN TECH. ET FONCT. - À RÉPARTIR	6 000 \$
CLOTURES FRONTENAC INC.	902475	BELANGER, JOSEE	AVENUE MILLEN - ACHAT CLÔTURE DE 915 MM (M.E. MANCILLA)	SERVICE DE LA MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE	CONSTRUCTION D'INFRASTRUCTURES DE VOIRIE	23 911 \$
CODE UNIVERSEL	901645	LANGLOIS, PAUL	3 SPECTACLES PRÉSENTÉS LE 30 OCTOBRE ET LE 15 ET 16 NOVEMBRE 2013	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	7 401 \$
CODE UNIVERSEL	905721	LANGLOIS, PAUL	MATCHS D'IMPROVISATION EN DANSE LORS DES RENCONTRES CULTURELLES DU RÉSEAU ACCÈS CULTURE DE MONTRÉAL - 30 OCTOBRE AU 16 NOVEMBRE 2013	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	7 096 \$
COFOMO INC.	894401	BOND, ALAIN	CONTRAT DE SERVICES TECHNIQUES - APPUYER LE SERVICE À L'INTÉGRATION D'UNE NOUVELLE DIVISION	SERVICE DU CONTRÔLEUR GÉNÉRAL	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	6 434 \$
COGECO DIFFUSION ACQUISITIONS INC.	2845961	VALIQUETTE, LUCILLE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 500 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
COGECO DIFFUSION INC.	1487	LAPOINTE, JULIE	REF #814, PROJET 23 PROMO MIM ATIRAGES RYTHME FM	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 000 \$
COGEP INC.	13389	DAOUST, LINDA	ENTRETIEN BC203543	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 400 \$
COMITE DE REVITALISATION URBAINE INTEGREE DU QUARTIER SAINT-PIERRE	887288	ALLARD, PATRICE	SOUTIEN POUR LA RÉALISATION D'UNE ÉTUDE SUR L'AGRICULTURE URBAINE DANS LE QUARTIER SAINT-PIERRE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	ACT. CULTURELLES - DIR. ET ADM. - À RÉPARTIR	5 000 \$
COMMENSAL, S.E.C.	1047977	SOULIERES, ANNE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 878 \$
COMMENSAL, S.E.C.	1048515	SOULIERES, ANNE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	4 031 \$
COMMENSAL, S.E.C.	1049496	SOULIERES, ANNE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	3 204 \$
COMMENSAL, S.E.C.	1049644	SOULIERES, ANNE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 651 \$
COMMISSION SPORTIVE MONTREAL CONCORDIA	886875	TRAVERS, REAL	COMMANDITE SOIRÉE DES LAURÉATS - 1ER NOVEMBRE 2013	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	ACT. RÉCRÉATIVES - SOUTIEN TECH. ET FONCT. - À RÉPARTIR	2 800 \$
COMMUNICATIONS VOIR INC.	702834941	LAPOINTE, JULIE	REF #870, BANNIÈRES WEB JARDINS DE LUMIÈRES	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	3 300 \$
COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER DU CANADIEN PACIFIQUE	888572	BROUSSEAU, DANIEL	POUR PAYER FACTURE 11055856 POUR LE MOIS D'AOÛT 2013 POUR FRAIS D'ENTRETIEN DE FEUX CLIGNOTANTS ET DE BARRIÈRES	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT.- À RÉPARTIR	2 566 \$
COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER DU CANADIEN PACIFIQUE	899672	BROUSSEAU, DANIEL	POUR PAYER FACTURE 11058613 POUR LE MOIS DE SEPTEMBRE 2013 POUR FRAIS D'ENTRETIEN DE FEUX CLIGNOTANTS ET DE BARRIÈRES	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT.- À RÉPARTIR	2 566 \$
COMPUGEN INC.	886460	SAVAGE, CLAUDE	LICENCE ADOBE ILLUSTRATOR CS6 ET LICENCE MICROSOFT OFFICE (PIERRE LABELLE)	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	6 176 \$
COMPUGEN INC.	889497	JODOIN, LUC	LOGICIEL: ADOBE ACROBAT XI PRO-(V.11)-LICENSE - 1 UTILISATEUR - WIN-FRANÇAIS	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	BIBLIOTHÈQUES	2 034 \$
COMPUGEN INC.	889798	LEFEBVRE, ROBERT	A BRADETTTE DELL POWERVault NX300	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	4 619 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
COMPUGEN INC.	893018	BOULIANNE, MARTIN	ACHAT DE TROIS PORTABLES POUR FRANCOIS DESBIENS, MICHEL HANNA ET PIERRE-ALEXANDRE PRÉVOST-ROBERT.	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	DÉPENSES INTERNES À IMPUTER AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT - À REDISTRIBUER	3 677 \$
COMPUGEN INC.	893035	BROUSSEAU, DANIEL	ACHAT DE 2 WINDOWS 8 PRO ET 13 ADOBE ACROBAT XI PRO (GAÉTAN BARRIÈRE)	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT.- À RÉPARTIR	4 318 \$
COMPUGEN INC.	894449	KERR, NATASHA	RÉAMÉNAGEMENT DE L'ENCAISSEMENT	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 923 \$
COMPUGEN INC.	895881	MASSICOTTE, MARIE CLAUDE	ACHAT DE MATÉRIEL INFORMATIQUE POUR L'ÉQUIPE DE MARIE-CLAUDE MASSICOTTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	PLANIFICATION ET GESTION DES PARCS ET ESPACES VERTS	2 202 \$
COMPUGEN INC.	896842	JODOIN, LUC	ACHAT D'ORDINATEURS	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	BIBLIOTHÈQUES	6 074 \$
COMPUGEN INC.	897226	LUU, VINH	RENOUVELLEMENT LICENCES VMWARE	COMMISSION DES SERVICES ÉLECTRIQUES DE MONTRÉAL	AUTRES - AMÉN., URB. ET DÉVELOPPEMENT	4 244 \$
COMPUGEN INC.	897695	GOUDREAU, LOUISE	MONITEUR DELL 21.5 PO.	SERVICE DES FINANCES	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	3 681 \$
COMPUGEN INC.	898218	VAILLANCOURT, SERGE	ACHAT IMPRIMANTES - BUREAU BVG	BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	2 007 \$
COMPUGEN INC.	899269	VAILLANCOURT, SERGE	PORTABLE - JULIE DÉSILET BVG	BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	2 046 \$
COMPUGEN INC.	899480	LEVEILLE, MARIE-LYNE	5 PORTABLES ET 5 RÉPLICATEURS DE PORTS POUR LA DIRECTION DES AFFAIRES CIVILES	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	HYG. DU MILIEU - SOUTIEN TECH. ET FONCT. - À RÉPARTIR	4 301 \$
COMPUGEN INC.	900491	MASSE, PAUL	CS6 ADOBE DESIGN STANDARD 6 (PIERRE LABELLE)	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 367 \$
COMPUGEN INC.	900837	SARRAZIN, MARC	ACHATS DE NOUVEAUX ORDINATEURS ET ÉCRANS POUR DIVISION PONTS ET TUNNELS.	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT.- À RÉPARTIR	2 816 \$
COMPUGEN INC.	901785	SARRAZIN, MARC	ACHATS DE LICENCES POUR NOUVEAUX EMPLOYÉS - DIVISION PONTS ET TUNNELS.	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT.- À RÉPARTIR	5 969 \$
COMPUGEN INC.	902055	LABRANCHE, SYLVAIN	COMMANDE 10 ÉCRANS POUR LA DT, SELON LA QUOTE # 2453079SQ	SERVICE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	GESTION DE L'INFORMATION	7 316 \$
COMPUGEN INC.	903886	LUSSIER, DANIELLE	ACHATS DE LICENCES OFFICE 2013 ET ACROBAT V.11 POUR L'ÉQUIPE DE LA DIVISION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE.	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	7 482 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
COMPUGEN INC.	904079	ROBICHAUD, MARYSE	ACQUISITION LICENCE ET ÉCRAN D'ORDINATEUR POUR LA DIVISION SERVICES AUX UTILISATEURS	SERVICE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	GESTION DE L'INFORMATION	2 732 \$
COMPUGEN INC.	904111	TONTHAT, ALAIN	ACQUISITION 6 LICENCES VISIO PROFESSIONNEL 2013	SERVICE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	GESTION DE L'INFORMATION	2 924 \$
COMPUGEN INC.	904660	LEFEBVRE, MARTIN	ACHAT DE 2 ORDINATEURS OPTIFLEX 9010, 2 ORDINATEURS PRECISION T650, 8 ÉCRANS 24 PO DELL, 4 MÉMOIRES SUPPL. 4GO ET 2 CARTES GRAPHIQUES	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	REL. AVEC LES CITOYENS ET COMMUNICATIONS	4 678 \$
COMPUGEN INC.	905201	MARCOTTE, ANNE-MARIE	COMMANDE D'ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	4 153 \$
COMPUGEN INC.	905916	CICOLI, MARIO	ACHAT DE 50 LICENCES ADOBE ACROBAT XI STANDARD	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	ACT. RÉCRÉATIVES - DIR. ET ADM. - À RÉPARTIR	10 919 \$
COMPUGEN INC.	906122	BOZEC, ANDREE	ÉQUIPEMENT INFORMATIQUE (ENTENTE: 88370)	SERVICE DES FINANCES	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	2 119 \$
CONCEPT CONTROLS (QUEBEC) INC.	894813	ROY, SYLVAIN	ACHAT D'UN APPAREIL POUR LA GESTION DES SOLS CONTAMINÉS : MINIRAE3000 NO.PIÈCE: 059-B110-100 ACHAT FILTRES EXTERNES NO.PIÈCE: 002-3022-010 ---> SELON LA SOUMISSION 21217 <---	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	DÉPENSES INTERNES À IMPUTER AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT - À REDISTRIBUER	5 047 \$
CONCEPTION RENO	CAR725634	BRANCONNIER, SERGE	MATÉRIEL POUR ELECTRO-RADIO	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 275 \$
CONG.CHEVRA KADISHA BNAI J.	902138	NADEAU, MICHEL G	PER DIEM - JANV, FÉV, MARS, JUILL, AOÛT ET SEPT 2013 - TOTAL DE 119 JOURS	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	5 236 \$
CONNECT 24	823956	LEFEBVRE, ROBERT	FRAIS DE MODULE DE COMMANDE D'ALARMS POUR L'ANNÉE 2013	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	3 299 \$
CONSEIL DES CREATEURS DE MODE DU QUEBEC	882821	BISSONNETTE, JEAN-MARC	ASSURER LA PRODUCTION D'UNE PUBLICITÉ ET RÉSERVER DES ESPACES PUBLICITAIRES DANS LA PRESSE+ ET 24H POUR FAIRE LA PROMOTION DU CABINET ÉPHÉMÈRE ORGANISÉ PAR LE CONSEIL DES CRÉATEURS DE MODE DU QUÉBEC.	SERVICE DE LA MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE	INDUSTRIES ET COMMERCE - PROM. ET DÉV.ÉCON.	9 550 \$
CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.	895597	BEAUCHAMP TRUDEL, SYLVIE	IMPRESSION COMPTES DE TAXES 2014	SERVICE DES FINANCES	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	52 597 \$
CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.	896386	HINSE, JEAN YVES	SERVICES PROFESSIONNELS D'UN EXPERT DU DOMAINE OMNI-CHANNEL AFFAIRES, TI ET ORGANISATIONNEL (S. BISSONNETTE) CONNAISSANT AUSSI LE SECTEUR MUNICIPAL POUR LA PÉRIODE DU 6 SEPTEMBRE AU 30 NOVEMBRE 2013.	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	GESTION DU PERSONNEL	23 174 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
CONSEILLERS EN TOITURES LARIN, LACHAPELLE INC.	890855	DESILETS, MICHEL	EXPERTISE VISUELLE ET RAPPORT ÉCRIT DE LA CONDITION DE LA TOITURE DU BÂTIMENT. CONTRAT NO. 13-6621	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	HORTICULTURE ET ARBORICULTURE	4 014 \$
CONSULTANTS EN EVALUATION BELANGER INC.	RMF0000000000000000041995	INTERFACE	PAIEMENT D'UNE FACTURE POUR LE DOSSIER 13-002529, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 1310FC004 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	2 747 \$
CONSULTATION TRAK	887152	BOND, ALAIN	HONORAIRES PROFESSIONNELLES POUR DOSSIER ENQ 20120403 1601 13	SERVICE DU CONTRÔLEUR GÉNÉRAL	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	3 137 \$
CONTECH LTEE	14763	FERRER, ARLETTE	ENTRETIEN 203648	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 275 \$
COOPTEL	833772	THIBAUT, GERVAIS	LOCATION D'ESPACE 3U - DU 1ER JANVIER AU 31 OCTOBRE 2013	SERVICE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	GESTION DE L'INFORMATION	3 519 \$
CORPORATE EXPRESS CANADA INC. (STAPLES AVANTAGE)	66500SEPTEMBRE2013	ARION BARBU, SIMONA	FOURNITURES DE BUREAU	FACTURATION PÉRIODIQUE À RÉPARTIR		664 958 \$
CORPORATION SUN MEDIA	896425	CECILE, DANIELLE	OCTROYER UN CONTRAT DE COLLAGE D'UN POST-IT PROMOTIONNEL À LA CORPORATION SUN MEDIA (JOURNAL 24H) DANS LE CADRE DE LA CAMPAGNE HABITATION DE L'AUTOMNE 2013,	SERVICE DE LA MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE	AUTRES BIENS - RÉNOVATION URBAINE	5 690 \$
CORPORATION SUN MEDIA	905294	ADAM, RICHARD	ACHAT DE PUBLICITÉ	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	7 087 \$
CPS MEDIA INC.	901572	DUCAS, SYLVAIN	COMMANDITE / VISIBILITÉ ET AVANTAGES PUBLICITAIRES POUR LA VILLE DANS PLUSIEURS ACTIVITÉS DE L'ORDRE DES URBANISTES DU QUÉBEC. REMPLACE BC 900 934 ANNULÉ.	SERVICE DE LA MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE	AMÉN., URB. ET DÉVEL. - DIR.ADM. ET SOUTIEN - À RÉPARTIR	4 399 \$
CPU DESIGN INC.	887964	LEFEBVRE, MARTIN	COMMANDE ORDINATEURS INTÉGRATEURS + IPAD3	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	REL. AVEC LES CITOYENS ET COMMUNICATIONS	4 660 \$
CPU DESIGN INC.	887964	LEFEBVRE, MARTIN	COMMANDE ORDINATEURS INTÉGRATEURS + IPAD3	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	REL. AVEC LES CITOYENS ET COMMUNICATIONS	11 807 \$
CPU DESIGN INC.	889841	TONTHAT, ALAIN	ACQUISITIONS DE LICENCES POUR L'ÉQUIPE RÉALISATION DE PROJET	SERVICE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	GESTION DE L'INFORMATION	2 939 \$
CPU DESIGN INC.	890092	CHARETTE, JEANNE	IMPRIMANTE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	REL. AVEC LES CITOYENS ET COMMUNICATIONS	2 408 \$
CPU DESIGN INC.	890173	SINCLAIR, NANCY	ACHAT DE 3 PROJECTEURS INFOCUS CHEZ CPU DESIGN INC. AVEC MALLETTES DE TRANSPORT POUR LA DIRECTION DU GREFFE SELON SOUMISSION DATÉE DU 9 SEPTEMBRE 2013	DIRECTION GÉNÉRALE	GREFFE	2 507 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
CPU DESIGN INC.	891629	TONTHAT, ALAIN	ACHAT 6 LOGICIELS POUR ARRIVÉE DE NOUVELLES RESSOURCES: 4 MS OFFICE, 2 MS PROJECT, 2 MS VISIO SELON SOUMISSION 508555-18076-00	SERVICE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	GESTION DE L'INFORMATION	4 531 \$
CPU DESIGN INC.	895290	CLOUTIER, YVES	ACQUISITIONS COMPOSANTES INFORMATIQUES POUR LA DIVISION TECHNOLOGIES	SERVICE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	GESTION DE L'INFORMATION	8 253 \$
CPU DESIGN INC.	895890	MASSICOTTE, MARIE CLAUDE	ACHAT DE MATÉRIEL INFORMATIQUE POUR L'ÉQUIPE DE MARIE-CLAUDE MASSICOTTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	PLANIFICATION ET GESTION DES PARCS ET ESPACES VERTS	6 394 \$
CPU DESIGN INC.	896221	BEAULIEU, JACQUES	ACHAT DE MATÉRIEL INFORMATIQUE POUR L'ÉQUIPE DE JACQUES BEAULIEU	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	ENTRETIEN ET AMÉNAG. DES PARCS ET TERRAINS DE JEUX	3 032 \$
CPU DESIGN INC.	897901	HAMEL, ROBERT	IPAD POUR OFFICIERS AUX SOUTIEN ADMINISTRATIF	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	4 240 \$
CPU DESIGN INC.	899632	SARRAZIN, MARC	ACHAT DE DEUX WORKSTATION POUR LA DIV. PONTS ET TUNNELS	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT.- À RÉPARTIR	3 032 \$
CPU DESIGN INC.	901426	LEVESQUE, LUC	WORKSTATION (12) POUR ÉQUIPE PLAN PROFIL ET NUM. INV. EAU (GAÉTAN BARRIÈRE)	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	DÉPENSES INTERNES À IMPUTER AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT - À REDISTRIBUER	7 579 \$
CPU DESIGN INC.	901426	LEVESQUE, LUC	WORKSTATION (12) POUR ÉQUIPE PLAN PROFIL ET NUM. INV. EAU (GAÉTAN BARRIÈRE)	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	TRANSPORT - DIR. ET ADMIN. - À RÉPARTIR	10 611 \$
CPU DESIGN INC.	901903	LEVEILLE, MARIE-LYNE	ACHAT DE 4 IMPRIMANTES HP LASERJET 3015N POUR LES COMPTOIRS	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	HYG. DU MILIEU - SOUTIEN TECH. ET FONCT. - À RÉPARTIR	2 942 \$
CPU DESIGN INC.	905107	CHAMPAGNE, BENOIT	ACHAT D'UNE IMPRIMANTE COULEUR POUR LE BUREAU DE LA SECRÉTAIRE.	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT. - À RÉPARTIR	4 488 \$
CPU DESIGN INC.	905584	FISSET, DANIEL	ACQUISITION DE 11 IPADS AINSI QUE LES ACCESSOIRES DANS LE CADRE DU PROJET "SIGI MOBILE", DE LA DIRECTION DES IMMEUBLES, DIVISION ENTRETIEN OUEST. ENTENTE 888367.	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	9 569 \$
CPU DESIGN INC.	905604	LEFEBVRE, MARTIN	ACHAT DE 2 IMPRIMANTES, UNE LEXMARK ET UNE HP (AVEC CONTRAT DE SERVICE) ET DE TIROIRS À FEUILLES SUPPLÉMENTAIRES	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	REL. AVEC LES CITOYENS ET COMMUNICATIONS	7 790 \$
CPU DESIGN INC.	905897	THIFFAULT, YVAN	AUTORISER L'ACHAT D'IPAD POUR CONTREMAÎTRE ET PRÉPOSÉE AU SOUTIEN ADMINISTRATIF	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	10 439 \$
CRAWFORD & COMPAGNIE (CANADA) INC. EN FIDÉICOMMIS	RMI0000928670000978880001	INTERFACE	CRAWFORD & COMPAGNIE (CANADA) INC. EN FIDÉICOMMIS/PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR LE DOSSIER 13-001708, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 13081C006 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	4 801 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
CREMAZIE AUTO REPAIR (1974) INC.	1591	INTERFACE	ENTRETIEN ET RÉPARATION SPVM NOFACTMAXIMO:379769	SERVICE DE POLICE DE MONTRÉAL	SURV. DE LA RÉGLEMENTATION DU STATIONNEMENT	2 200 \$
CRIM FORMATION	859818	BOURGET, JOCELYNE	BC OUVERT 2013-FORMATION POUR DIVERSES DIVISIONS	SERVICE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	GESTION DE L'INFORMATION	3 431 \$
CSG CANADA	904293	EVEREKLIAN, AGOP	CSG CANADA - ACHAT DE 80 VÉLOS POUR UN PROJET DE CRÉATION D'UNE BRIGADE À VÉLO EN HAÏTI, EN COLLABORATION AVEC LE SPVM.	SERVICE DES AFFAIRES INSTITUTIONNELLES	CONSEIL ET SOUTIEN AUX INSTANCES POLITIQUES	12 000 \$
CST CANADA CO	RM10000938110000879370002	INTERFACE	CST CANADA CO PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR LE DOSSIER 13-002652, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 1308IC004 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	3 865 \$
CUISINE-ATOUT ENTREPRISE D'INSERTION INC.	887920	CHOQUET, JEAN-ROBERT	CONFÉRENCE DE PRESSE - LANCEMENT ATELIERS D'ARTISTES- 200 INVITÉS	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	3 681 \$
CUISINE-ATOUT ENTREPRISE D'INSERTION INC.	894772	SPANDONIDE, CAROLINE	FRAIS DE RECEPTION POUR RENCONTRE EMPLOYÉS	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	REL. AVEC LES CITOYENS ET COMMUNICATIONS	3 363 \$
CULTURE POUR TOUS	888660	CHOQUET, JEAN-ROBERT	PUBLICITÉ POUR LES JOURNÉES DE LA CULTURE 2013	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	ACT. CULTURELLES - DIR. ET ADM. - À RÉPARTIR	4 000 \$
CUMMINS EASTERN CANADA LP	656318	BRANCONNIER, SERGE	LOCATION D'ÉQUIPEMENT ÉLECTRIQUE DANS UN ENCLOS PROTÉGÉ, POUR LE 1402 DES CARRIÈRES	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	16 557 \$
CUMMINS EASTERN CANADA LP	DIC719328	BEAULIEU, DAMIEN	LOCATION GÉNÉRATRICE POUR ELECTRO-MÉCANIQUE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 035 \$
CUMMINS EASTERN CANADA LP	DIC725488	BRANCONNIER, SERGE	LOCATION (INVERSEUR AUTOMATIQUE) DE CONTROLE ELECTRIQUE POUR GENERATRICE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	8 798 \$
CUNICO LTEE	184883	SOULIERES, ANNE	BIODÔME, JARDIN BOTANIQUE, INSECTARIUM	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 129 \$
CYBER CAT INC.	894829	FISSET, DANIEL	AUTORISER LE PAIEMENT DE LA MIGRATION DE L'APPLICATION MOBILE VERS IOS POUR IPHONE (PORTION DE LA RÉGION EST 60% DES COÛTS)	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	12 372 \$
CYBER CAT INC.	894912	FISSET, DANIEL	MIGRATION DE L'APPLICATION MOBILE ORIGINALEMENT PRÉVUE SOUS ANDROID VERS IOS POUR IPHONE.	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	8 248 \$
D.E.E.G.T.	894667	BERGERON, JACQUES	HONORAIRE PROFESSIONNEL	BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	3 409 \$
DAFCO FILTRATION LTEE	895570	FISSET, DANIEL	VCR - FILTRES À POCHEs - POUR DIVERS BÂT. - PATRICK PLOURDE C/M.	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	3 958 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
DAFCO FILTRATION LTEE	895581	FISSET, DANIEL	VCR - FILTRES PLISSÉ HC - POUR DIVERS BÂTIMENTS - PATRICK PLOURDE C/M.	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 537 \$
DANIEL CHOINIÈRE	1271B	BOLDUC, JOSEE	SESSION PHOTOS POUR PLANÉTIARIUM	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 800 \$
DANIELLE LOISEAU	900439	FILION, IVAN	PROGRAMME BIBLIOTHÈQUE À LA RESCOUSSE (BALR) AUTOMNE 2013	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	BIBLIOTHÈQUES	2 782 \$
DANIELLE TARDIF	RM10000942220000966080001	INTERFACE	DANIELLE TARDIF/PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR LE DOSSIER 13-003053, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 13081C005 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	2 000 \$
DATAGLOBE CANADA INC.	889506	LEVESQUE, PIERRE	SOUSSION #12-2604R0 - ÉDIFICE SITUÉ AU 600, RUE FULLUM (8158) - ENTRETIEN PRÉVENTIF DU SYSTÈME UPS POUR L'ANNÉE 2013 - 2 SOUMISSIONS	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 474 \$
DAVID CHÉDORE	891454	CARETTE, CLAUDE	PHOTOGRAPHIE DES PROJETS ET MONTAGE DU PORTFOLIO DE LA DIRECTION DES TRANSPORTS	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT.- À RÉPARTIR	23 645 \$
DAVID YOUNGSON ADMIN	0000047011	VALIQUETTE, LUCILLE	BIODÔME, JARDIN BOTANIQUE, INSECTARIUM	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 096 \$
DBM ALUMINIUM ET FER ORNEMENTAL	11933	DAOUST, LINDA	ENTRETIEN BC203345	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	3 600 \$
DECALCOMANIE ARTISTIC LTEE	893104	LEGER, RACHEL	HABILLAGE DU SECTEUR BIORAMA, DÉCOUPE DE VINYLE BLANC 3M 180C-10 ET DÉCOUPE DU MOT BIORAMA SUR FOND IMPRIMÉ SELON DESIGN FOURNI ET SELON SOUMISSION S-20130830-CG À L'ATTENTION DE C. GINGRAS / POUR CLAIRE DESROSISERS AU BIODÔME	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 215 \$
DECALCOMANIE ARTISTIC LTEE	898407	LEGER, RACHEL	PHASE 2 DU PROJET BIORAMA : VINYLE 3M NOIR ET VERT FLU SERIE 180 C INCLUANT L'INSTALLATION POUR CLAIRE DESROSISERS AU BIODÔME - SOUMISSION S-20131003-CG	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	4 960 \$
DECOR LACHARITE INC.	888519	LEVESQUE, PIERRE	ENLEVER TUILES DU PLANCHER EXISTANT, PRÉPARER LE PLANCHER, FOURNIR ET INSTALLER NOUVELLES TUILES DE VINYLE 12" X 12" DANS LE LOCAL #428 AINSI QU'UNE PLINTE DE VINYLE AU CENTRE STRATHEARN	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 062 \$
DECOR LACHARITE INC.	898842	LEVESQUE, PIERRE	TRAVAUX DE MENUISERIE DANS DIVERS BÂTIMENTS	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	4 959 \$
DELOITTE INC.	845692	BERGERON, JACQUES	SERVICES PROF. RENDUS VÉLO LIBRE-SERVICE	BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	19 807 \$
DELOITTE S.E.N.C.R.L.	879371	LAMONTAGNE, ROBERT	HONORAIRES PROFESSIONNELS-OPINION COMPTABLE SUR L'ADOPTION DU CHAPITRE SP3410	SERVICE DES FINANCES	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	41 241 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
DELPA SOLUTIONS INC.	888676	BERGERON, JACQUES	SERVICES PROFESSIONNELS BVG-SP-2013-21	BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	23 441 \$
DEMERS CONSULTANTS FORESTIERS INC.	898858	CICOLI, MARIO	ACCORDER UN CONTRAT DE SERVICES PROFESSIONNELS A DEMERS CONSULTANTS FORESTIERS INC. POUR RÉALISER UNE ÉTUDE DE MARCHÉ POUR LE BOIS D'ESSENCES FEUILLUES.POUR UN TOTAL DE 24144,75 \$ (TAXES INCLUSES). APPEL D'OFFRES SUR INVITATION # 13-1361	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	HORTICULTURE ET ARBORICULTURE	23 095 \$
DENEIGEMENT ET EXCAVATION M. GAUTHIER INC.	896998	GUILLOTTE, JULIE	PROLONGATION DU CONTRAT DE DÉNEIGEMENT #13156 (POUR COUVRIR LES 3 MOIS: OCT,NOV ET DÉC), DU STATIONNEMENT ADS AU 1500, DES CARRIÈRE JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 2013	SERVICE DE POLICE DE MONTRÉAL	SURV. DE LA RÉGLEMENTATION DU STATIONNEMENT	6 221 \$
DENEIGEMENT ET EXCAVATION M. GAUTHIER INC.	905839	LEVESQUE, PIERRE	SOUSSION DU 31-10-2013 - MAISON DE LA CULTURE FRONTENAC (8662) - 2550, RUE ONTARIO EST - DÉNEIGEMENT D'UN TROTTOIR, D'UNE SORTIE DE SECOURS ET D'ESCALIERS - ÉPANDAGE D'ABRASIF INCLUS - POUR NOVEMBRE ET DÉCEMBRE 2013 - 1 SOUSSION	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	3 475 \$
DENICOURT ARPENITEURS-GEOMETRES INC.	891314	BROSSAULT, STEPHANE	OCTROI D'UN CONTRAT D'ARPENTAGE SUR LA RUE DORION ENTRE MAISONNEUVE ET LA FONTAINE DANS L'ARR. VILLE-MARIE	SERVICE DE L'EAU	RÉSEAUX D'ÉGOUT	2 011 \$
DESCHENES & FILS LTEE	890445	FISSET, DANIEL	DESCHENES & FILS LTÉE - RENFLOUEMENT DE MARCHANDISE POUR PISCINE - ROBERT LAMOUREUX C/M PLOMBERIE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 112 \$
DESCHENES & FILS LTEE	900637	FISSET, DANIEL	DESCHENES & FILS LTÉE - ARTICLE DE PLOMBERIE - ROBINET - ROBERT LAMOUREUX C/M PLOMBERIE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 064 \$
DESIGN EXECUTABLE INC.	903204	DION, GEORGES	SERVICE PROFESSIONNEL POUR DÉVELOPPEMENT DE LA PLATFORM DRUPAL 7	SERVICE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	GESTION DE L'INFORMATION	14 297 \$
DESJARDINS ASSURANCES GENERALES INC.	903133	BIRON, PAULE	RÈGLEMENT HORS COUR DOSSIER 2136189030	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	18 047 \$
DESJARDINS ASSURANCES GÉNÉRALES_31	RM10000936570000881860002	INTERFACE	DESJARDINS ASSURANCES GÉNÉRALES\PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR LE DOSSIER 13-002498, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 13081C005 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	7 271 \$
DESJARDINS ASSURANCES GÉNÉRALES_32	RM10000943850000881860004	INTERFACE	DESJARDINS ASSURANCES GÉNÉRALES\PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR LE DOSSIER 13-003203, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 13091C001 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	3 165 \$
DESJARDINS ASSURANCES GÉNÉRALES_33	RM10000937260000881860003	INTERFACE	DESJARDINS ASSURANCES GÉNÉRALES\PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR LE DOSSIER 13-002567, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 13101C002 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	7 946 \$
DESJARDINS CONCEPTION GRAPHIQUE INC.	892746	LACOMBE, PIERRE	101144 / S. DESROSISERS / CONCEPTION GRAPHIQUE / 5000\$ TAXES INCL	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	4 349 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
DESSAU INC.	888184	DANKASSOUA, LEILATOU	PROJET 54100 - SURVEILLANCE DE L'INSTALLATION D'ÉQUIPEMENT DE CAMERAS VIDÉO - MANDAT 018-DE	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	SIGNALISATION LUMINEUSE	57 839 \$
DIGITAL SECURITY CONTROLS LTD	906295	LEFEBVRE, ROBERT	A DESAULNIERS POUR MISE À NIVEAU DES RÉCEPTEURS AU 2580 ET 1402	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	5 169 \$
DISCOVER COMMUNICATIONS INC	829048	ARCHAMBAULT, MICHEL	BON DE COMMANDE OUVERT 2013-PAIEMENT DES FACTURES DE LA STI POUR LA MIGRATION DES TÉLÉPHONES CELLULAIRES	SERVICE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	GESTION DE L'INFORMATION	4 399 \$
DIST PRI INC.	896315	CARDINAL, MARIE-JOSEE	LOUVAIN - RE-APPRO 2013	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	ENTRETIEN ET NETTOYAGE	2 074 \$
DIST PRI INC.	896331	CARDINAL, MARIE-JOSEE	LOUVAIN - RE-APPRO 2013	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	2 243 \$
DIST PRI INC.	898709	DESHAIES, MARC-ANDRE	REAPPRO LOUVAIN	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	ENTRETIEN ET NETTOYAGE	3 233 \$
DIST PRI INC.	901165	BERTRAND, RICHARD	MANQUE JUSTE DÉLAIS	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	2 564 \$
DIST PRI INC.	638153-100	LABELLE, MARC-ANDRÉ	ENNA,A,SACS A ORDURES	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	ENVIRONNEMENT ET NATURE	6 589 \$
DIST PRI INC.	638153-101	LABELLE, MARC-ANDRÉ	ENNA,A,SACS A ORDURES	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	ENVIRONNEMENT ET NATURE	5 058 \$
DIST PRI INC.	638153-103	COUTU, JESSICA	ENNA,A,SACS A ORDURES	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	ENVIRONNEMENT ET NATURE	2 058 \$
DIST PRI INC.	638153-104	COUTU, JESSICA	ENNA,A,SACS A ORDURES	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	ENVIRONNEMENT ET NATURE	4 255 \$
DIST PRI INC.	638153-97	LABELLE, MARC-ANDRÉ	ENNA,A,SACS A ORDURES	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	ENVIRONNEMENT ET NATURE	7 071 \$
DIST PRI INC.	638153-98	LABELLE, MARC-ANDRÉ	ENNA,A,SACS A ORDURES	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	ENVIRONNEMENT ET NATURE	6 032 \$
DIST PRI INC.	638153-99	LABELLE, MARC-ANDRÉ	ENNA,A,SACS A ORDURES	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	ENVIRONNEMENT ET NATURE	4 431 \$
DIST PRI INC.	638153-99	LABELLE, MARC-ANDRÉ	ENNA,A,SACS A ORDURES	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	ENVIRONNEMENT ET NATURE	5 536 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
DISTRIBUTION SILVER ART INC.	34050	VALIQUETTE, LUCILLE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	3 210 \$
DISTRIBUTION SILVER ART INC.	34051	VALIQUETTE, LUCILLE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	3 666 \$
DISTRIBUTION T.I.M.	891386	CARETTE, CLAUDE	FACTURE 10607 - AVIS AUX RÉSIDANTS TRAVAUX D'IMPLANTATION VOIR RÉSERVÉE BOUL. COTE-VERTU	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT.- À RÉPARTIR	2 435 \$
DISTRIBUTION T.I.M.	901779	CARETTE, CLAUDE	FACTURE 10585 - TRAVAUX D'IMPLANTATION VOIE RÉSERVÉE RUE SHERBROOKE - JULIE BEAUVILLIERS	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT.- À RÉPARTIR	2 112 \$
DIV EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	469916-7	LABELLE, MARC-ANDRÉ	VETR,A,SIM,BOTTES DE SECURITE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	5 002 \$
DIV EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	677369-207	LABELLE, MARC-ANDRÉ	VETR,A,BOTTES ET SOULIERS DE TRAVAIL	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	2 029 \$
DIV EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	677369-209	LABELLE, MARC-ANDRÉ	VETR,A,BOTTES ET SOULIERS DE TRAVAIL	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	2 489 \$
DIV EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	677369-210	LABELLE, MARC-ANDRÉ	VETR,A,BOTTES ET SOULIERS DE TRAVAIL	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	2 435 \$
DIV EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	677369-211	LABELLE, MARC-ANDRÉ	VETR,A,BOTTES ET SOULIERS DE TRAVAIL	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	4 113 \$
DIV EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	677369-211	LABELLE, MARC-ANDRÉ	VETR,A,BOTTES ET SOULIERS DE TRAVAIL	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	20 500 \$
DIV EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	677369-212	LABELLE, MARC-ANDRÉ	VETR,A,BOTTES ET SOULIERS DE TRAVAIL	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	19 503 \$
DIV EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	677369-215	COUTU, JESSICA	VETR,A,BOTTES ET SOULIERS DE TRAVAIL	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	2 964 \$
DIV EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	677369-216	COUTU, JESSICA	VETR,A,BOTTES ET SOULIERS DE TRAVAIL	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	2 265 \$
DIV EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	677369-217	COUTU, JESSICA	VETR,A,BOTTES ET SOULIERS DE TRAVAIL	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	3 195 \$
DIV EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	791830-59	LABELLE, MARC-ANDRÉ	VETR,A,VETEMENTS DE PLUIE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	2 943 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
DIV EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	791830-60	LABELLE, MARC-ANDRÉ	VETR,A,VETEMENTS DE PLUIE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	39 121 \$
DIVERSIFIED ULBRICH	ROS724392	BRANCONNIER, SERGE	MATÉRIEL POUR FABRICATION POUR U.T.M.	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	3 989 \$
DOLLEANS INC. ART CONSERVATION	901827	ADAM, RICHARD	DÉPOSE DE DEUX BRONZES AU MARCHÉ MAISONNEUVE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	3 882 \$
DOMINIQUE MARTEL	886670	GUILLETTE-LABORY, LOUISE	PROGRAMME LES " LIVRES DANS LA RUE "	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	BIBLIOTHÈQUES	2 160 \$
DOMINIQUE OLLIVIER	894320	GUILLETTE-LABORY, LOUISE	MANDAT D'ÉTUDE POUR PROPOSER L'AMÉLIORATION DES SERVICES AUX CITOYENS À PARTIR DU POTENTIEL CONSTITUÉ PAR LE RÉSEAU DES BIBLIOTHÈQUES DE LA VILLE DE MONTRÉAL	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	BIBLIOTHÈQUES	6 000 \$
DRUIDE INFORMATIQUE INC	892177	BERGERON, JACQUES	LICENCE ANTIDOTE 8 - BVG	BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	3 510 \$
DTK MEDIA INC	886791	BISSONNETTE, JEAN-MARC	ACHAT PUBLICITAIRE POUR LE BUREAU DE LA MODE. FACTURE # A13N1 RÉFÉRENCE D'INSERTION Y13N6.	SERVICE DE LA MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE	INDUSTRIES ET COMMERCE - PROM. ET DÉV.ÉCON.	3 666 \$
DUBE & LOISELLE INC.	F0442494	SOULIERES, ANNE	BIODÔME, JARDIN BOTANIQUE, INSECTARIUM	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 287 \$
DUBO ELECTRIQUE LTEE	886698	THIFFAULT, YVAN	ÉLECTRICITÉ (ACHAT DE PRISES POUR LE TOIT DES ATELIERS MUNICIPAUX VIAU #0246, REQ. 76-191111, DUBO ELECTRIQUE LTEE) - TREMBLAY, ÉRIC	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 148 \$
DUBO ELECTRIQUE LTEE	888535	KERR, NATASHA	MIM - PROJECTEUR DEL - BILLETTERIE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 858 \$
DUBO ELECTRIQUE LTEE	894252	LABELLE, MARC-ANDRÉ	0 BOITE INTER & PRISE COURANT 3" X 2" X 2 1/2", BRIDE "BX"	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	CONSTRUCTION	8 122 \$
DUBO ELECTRIQUE LTEE	898315	BERTRAND, RICHARD	1 EMBASE, MONTAGE, ATTACHE TY-RAP AUTO-COLLANTE, DIM. 1 1/8" X 1/8" X 1/4"	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	CONSTRUCTION	2 067 \$
DUBO ELECTRIQUE LTEE	898315	BERTRAND, RICHARD	7 FUSIBLE MINIATURE MELAMINE, TYPE KTK, NORMAL BLO, 15 AMPS, 600V	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	CONSTRUCTION	3 160 \$
DUBO ELECTRIQUE LTEE	900855	BERTRAND, RICHARD	0 FUSIBLE, CLASSE H, 70 AMPS, 250V	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	CONSTRUCTION	2 305 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
DUBO ELECTRIQUE LTEE	900855	BERTRAND, RICHARD	0 PORTE-FUSIBLE, BORNE AA, TYPE KTK, FNM, BAF, FUSIBLE 13/32" X 1 1/2", 600V	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	CONSTRUCTION	2 088 \$
DUBO ELECTRIQUE LTEE	902737	BERTRAND, RICHARD	RUBAN,EPISSURE,CAOUTCHOUC NOIR,3/4" X 30'	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	CONSTRUCTION	2 177 \$
DUBO ELECTRIQUE LTEE	903435	THIFFAULT, YVAN	ÉLECTRICITÉ, BAT 4397 INVENTAIRE ATELIER, ECROU, TOURNEVIS, COUVERT EXT, MOTEUR, TREMBLAY, ERIC	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 407 \$
DUBO ELECTRIQUE LTEE	905264	THIFFAULT, YVAN	ÉLECTRICITÉ, BAT 4397 INVENTAIRE ATELIER,CONNECTEUR, TREMBLAY, ERIC	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	3 091 \$
DUBO ELECTRIQUE LTEE	905990	THIFFAULT, YVAN	ÉLECTRICITÉ, BAT 4397 INVENTAIRE ATELIER, SYL META 175W, TREMBLAY, ERIC	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 135 \$
DUBO ELECTRIQUE LTEE	745467-21	LABELLE, MARC-ANDRÉ	CONS,A,BALLASTS POUR LAMPES SHP ET TUBES FLUORESCENTS - 24 MOIS	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	CONSTRUCTION	29 859 \$
DUBO ELECTRIQUE LTEE	745467-22	LABELLE, MARC-ANDRÉ	CONS,A,BALLASTS POUR LAMPES SHP ET TUBES FLUORESCENTS - 24 MOIS	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	CONSTRUCTION	3 678 \$
DUBO ELECTRIQUE LTEE	745467-23	LABELLE, MARC-ANDRÉ	CONS,A,BALLASTS POUR LAMPES SHP ET TUBES FLUORESCENTS - 24 MOIS	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	CONSTRUCTION	6 822 \$
DUBO ELECTRIQUE LTEE	745467-24	LABELLE, MARC-ANDRÉ	CONS,A,BALLASTS POUR LAMPES SHP ET TUBES FLUORESCENTS - 24 MOIS	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	CONSTRUCTION	4 874 \$
DUBO ELECTRIQUE LTEE	745467-25	COUTU, JESSICA	CONS,A,BALLASTS POUR LAMPES SHP ET TUBES FLUORESCENTS - 24 MOIS	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	CONSTRUCTION	9 092 \$
DUBO ELECTRIQUE LTEE	760949-31	LABELLE, MARC-ANDRÉ	CONS,A,CABLE ELECTRIQUE-36 MOIS	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	CONSTRUCTION	9 746 \$
DUBO ELECTRIQUE LTEE	760949-31	LABELLE, MARC-ANDRÉ	CONS,A,CABLE ELECTRIQUE-36 MOIS	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	18 986 \$
DUBOIS AGRINOVATION INC.	905989	PERRON, SYLVIE	GOUTTEURS	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 247 \$
DUBORD ET RAINVILLE INC.	288380	SOULIERES, ANNE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 021 \$
DUBORD ET RAINVILLE INC.	288964	SOULIERES, ANNE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	3 233 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
DUBORD ET RAINVILLE INC.	291223	SOULIERES, ANNE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	3 062 \$
DUBORD ET RAINVILLE INC.	294045	SOULIERES, ANNE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	4 903 \$
DUBORD ET RAINVILLE INC.	301673	SOULIERES, ANNE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 929 \$
DUBORD ET RAINVILLE INC.	303651	SOULIERES, ANNE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	3 560 \$
DUBORD ET RAINVILLE INC.	306579	SOULIERES, ANNE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 366 \$
DUFRESNE STANDARD & SPECIAL INC.	892967	THIFFAULT, YVAN	PORTES MOBILES / VIS ET BOULONS (VOIR SOUMISSION 917635) / ATELIER / DANIEL TRUDEL	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 314 \$
DUFRESNE STANDARD & SPECIAL INC.	903855	SIOUDA, ABDELHAK	EQUIPEMENT,GARAGE MECANIQUE AUTRES	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	3 403 \$
E.N.A.P. (ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	890589	SAVAGE, CLAUDE	ÉVALUATION POUR LA VILLE DE MONTRÉAL	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 400 \$
EAST PENN CANADA	846994-100	SIOUDA, ABDELHAK	MARO,A,FOURNITURE DE BATTERIES D'ACCUMULATEURS POUR VÉHICULES ET APPAREILS MUNICIPAUX (INVENTAIRE)	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	MATÉRIEL ROULANT	2 479 \$
EAST PENN CANADA	846994-69	LALONDE, HELENE	MARO,A,FOURNITURE DE BATTERIES D'ACCUMULATEURS POUR VÉHICULES ET APPAREILS MUNICIPAUX (INVENTAIRE)	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	MATÉRIEL ROULANT	4 437 \$
EAST PENN CANADA	846994-95	SIOUDA, ABDELHAK	MARO,A,FOURNITURE DE BATTERIES D'ACCUMULATEURS POUR VÉHICULES ET APPAREILS MUNICIPAUX (INVENTAIRE)	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	MATÉRIEL ROULANT	2 138 \$
EBSCO CANADA LTEE	9161166	JUTRAS, MANON	LIVRES REÇUS DANS LES BIBLIOTHÈQUES MUNICIPALES	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	BIBLIOTHÈQUES	4 495 \$
EBSCO CANADA LTEE	9161169	JUTRAS, MANON	LIVRES REÇUS DANS LES BIBLIOTHÈQUES MUNICIPALES	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	BIBLIOTHÈQUES	7 141 \$
EBSCO CANADA LTEE	9161175	JUTRAS, MANON	LIVRES REÇUS DANS LES BIBLIOTHÈQUES MUNICIPALES	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	BIBLIOTHÈQUES	5 115 \$
EBSCO CANADA LTEE	9161178	JUTRAS, MANON	LIVRES REÇUS DANS LES BIBLIOTHÈQUES MUNICIPALES	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	BIBLIOTHÈQUES	5 576 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
EBSO CANADA LTEE	9161196	JUTRAS, MANON	LIVRES REÇUS DANS LES BIBLIOTHÈQUES MUNICIPALES	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	BIBLIOTHÈQUES	6 899 \$
ECHAFAUDAGES FAST (MONTREAL) INC.	892805	BOUVRETTE, JEAN	RÉFECTION BOISERIE MAISON DE L'ARBRE - JARDIN BOTANIQUE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	11 400 \$
ECHAFAUDS PLUS (LAVAL) INC	886947	NADEAU, MICHEL G	LOCATION D'ÉCHAFAUDAGE MOBILE POUR ÉDIFICE GASTON MIRON	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 112 \$
ECHAFAUDS PLUS (LAVAL) INC	888006	MONDOU, JOSEE	PROJET: LAVAGE DE LA PISCINE - SOUMISSION NO. S-130826-2551	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	GESTION INSTALL. - PISCINES, PLAGES ET PORTS DE PLAISANCE	2 219 \$
ECHOLOGICS ENGINEERING INC.	891263	DEVEAU, DOMINIQUE	TRAVAUX D'AUSCULTATION SUR CONDUITES D'AQUEDUC SECONDAIRES POUR DIVERS ARRONDISSEMENTS	SERVICE DE L'EAU	RÉSEAU DE DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE	16 496 \$
ECONOLITE CANADA INC.	852736	LÉ, SON-THU	PROJET 54100 - PRÉEMPTION DE POMPIER AUX CASERNES (AVEC DES ÉQUIPEMENTS SANS FILS). CONTRAT NO 1 POUR 2 CASERNES ET 4 INTERSECTIONS.	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	SIGNALISATION LUMINEUSE	2 306 \$
EDUARDO RAMAL JR.	RMI0000942560000966310003	INTERFACE	EDUARDO RAMAL JR. PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR LE DOSSIER 13-003084, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 1309IC001 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	3 250 \$
EDU-PERFORMANCE CANADA INC	897511	GUILLEMETTE-LABORY, LOUISE	BASE DE DONNÉES	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	BIBLIOTHÈQUES	27 434 \$
EILEEN ROYAL	893168	HARVEY, VIRGINIE	EILEEN ROYAL - SERVICES PRO. CABINET DE LA MAJORITE.	DIRECTION GÉNÉRALE	CONSEIL ET SOUTIEN AUX INSTANCES POLITIQUES	2 800 \$
EKM ARCHITECTURE	903295	LACOMBE, PIERRE	CONCEPTION ET LE SUIVI DES COMMANDES POUR UN AMÉNAGEMENT TEMPORAIRE DE L'AIRE DE RESTAURATION DU PLANÉTIUM RTA	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	7 545 \$
ELECTRICITE PIERRE MARCHAND INC***	888126	LAMONTAGNE, ROBERT	INSTALLATION D'ÉLÉMENTS D'ÉCLAIRAGE DANS LE JARDIN JAPONAIS (3) SOUMISSIONNAIRES - PROJET #JAR-2011-35-2	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	63 569 \$
ELECTROMEGA LTEE	903638	TRUDEAU, ALAIN	QUOTATION SG-2032 - COMPTEUR CLASSIFICATEUR	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	INDUSTRIES ET COMMERCE - PROM. ET DÉV.ÉCON.	2 090 \$
ELECTROMEGA LTEE	854617-13	LABELLE, MARC-ANDRÉ	CONS,A,FEUX DE CIRCULATION A DEL, MONTAGE, FUT, POTENCE, CAISSON, CAMERA, BOLLARD	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	14 566 \$
ELECTROMEGA LTEE	854617-14	LABELLE, MARC-ANDRÉ	CONS,A,FEUX DE CIRCULATION A DEL, MONTAGE, FUT, POTENCE, CAISSON, CAMERA, BOLLARD	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	140 215 \$
ELECTROMEGA LTEE	854617-18	LABELLE, MARC-ANDRÉ	CONS,A,FEUX DE CIRCULATION A DEL, MONTAGE, FUT, POTENCE, CAISSON, CAMERA, BOLLARD	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	2 497 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
ELECTROMEGA LTEE	854617-22	LABELLE, MARC-ANDRÉ	CONS,A,FEUX DE CIRCULATION A DEL, MONTAGE, FUT, POTENCE, CAISSON, CAMERA, BOLLARD	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	122 441 \$
ELLEN BOURQUE	RMI0000944910000968820004	INTERFACE	ELLEN BOURQUE\PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR LE DOSSIER 13-003304, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 1310IC001 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	2 000 \$
EMBALLAGE PAK TEK INC.	889069	RAYMOND, BRIGITTE	ACHAT DE BOÎTE POUR MARC-FAVREAU	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	BIBLIOTHÈQUES	2 386 \$
EMBALLAGES JEAN CARTIER INC.	890540	SIoudA, ABDELHAK	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT,	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	2 290 \$
EMBALLAGES JEAN CARTIER INC.	895189	BERTRAND, RICHARD	56 FE ESSUIE-TOUT, JETABLE, WYPALL, L40,BLANC 12.5" X 13"	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	ENTRETIEN ET NETTOYAGE	2 970 \$
EMBALLAGES MITCHEL-LINCOLN LTEE	898895	BERTRAND, RICHARD	REAPPRO LOUVAIN	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRANSPORT ET ENTREPOSAGE	5 017 \$
ENERGIE VALERO INC.	DIVERSES	FACTURES	FACTURE POUR LIVRAISON RÉGULIÈRE D'ESSENCE AUX POSTES DE LA VILLE	FACTURATION PÉRIODIQUE À RÉPARTIR SELON UTILISATION		658 312 \$
ENGLOBE CORP.	819355	LUU, VINH	DISPOSITION DE MATÉRIAUX D'EXCAVATION ANNÉE 2013	COMMISSION DES SERVICES ÉLECTRIQUES DE MONTRÉAL	AUTRES - AMÉN., URB. ET DÉVELOPPEMENT	8 136 \$
ENIGMA COMMUNICATIONS INC.	888355	BERGERON, JACQUES	SERVICES PROFESSIONNELS RÉVISION ET ANALYSE DU SITE BVG	BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	9 348 \$
ENIGMA COMMUNICATIONS INC.	890336	BERGERON, JACQUES	BVG-SP-2013-21 / SERVICES PROFESSIONNELS	BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	20 015 \$
ENIGMA COMMUNICATIONS INC.	890377	BERGERON, JACQUES	BVG-SP-2013-22 / SERVICES PROFESSIONNELS	BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	7 259 \$
ENSEIGNES DOMINION	896999	LAMONTAGNE, SERGE	FABRICATION ET INSTALLATION D'ENSEIGNES SUR LES DIFFÉRENTS SITES DE L'ESPACE POUR LA VIE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	82 500 \$
ENTREPRISE CARRIER CANADA	901579	THIFFAULT, YVAN	VCR, BAT 450 ARENA MAURICE RICHARD, COMPRESSEUR, PLOURDE, DOMINIC	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	4 648 \$
ENTREPRISE ROBERT GREEN INC	893735	CHRETIEN, NORMAND	PIÈCES D ₂ INVENTAIRE DE REMPLACEMENT OU RÉPARATION POUR PROJETS À LA MENUISERIE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	CONSTRUCTION	13 422 \$
ENTREPRISE ROBERT GREEN INC	895242	CHRETIEN, NORMAND	PIÈCES D ₂ INVENTAIRE DE REMPLACEMENT OU RÉPARATION POUR PROJETS À LA MENUISERIE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	CONSTRUCTION	18 366 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
ENTREPRISE ROBERT GREEN INC	895517	DESHAIES, MARC-ANDRE	REAPPRO LOUVAIN	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	6 648 \$
ENTREPRISE ROBERT GREEN INC	898284	BERTRAND, RICHARD	BLOC EN BOIS, PRUCHE DE L'EST, BRUT, TRAITE CCA-40 APRES COUPE, 2" X 8" X 18"	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	2 287 \$
ENTREPRISE ROBERT GREEN INC	ROS724677	BEAULIEU, DAMIEN	MATÉRIEL POUR FABRICATION POUR MENUISERIE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 244 \$
ENTREPRISES A.L.I. SNOWDON INC.	904039	LEVEILLE, MARIE-LYNE	ACHAT FAUTEUILS-AFF/JUR ET POURSUITES PÉNALES	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AFFAIRES CIVILES	2 900 \$
ENTREPRISES J.VEILLEUX & FILS INC.	896494	NADEAU, MICHEL G	RÉPARATION DE LA TOITURE DU 932 NOTRE DAME OUEST	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	INDUSTRIES ET COMMERCES - PROM. ET DÉV.ÉCON.	4 783 \$
ENTRETIEN DELORIMIER	898739	LEVESQUE, PIERRE	ENTRETIEN SANITAIRE AU PAVILLON LAFONTAINE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	4 870 \$
ENVELOPPE LAURENTIDE INC	899602	GELINEAU, PIERRE	PROJET IMP002080-13271 - DEVIS 9465	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	4 005 \$
ENVELOPPE LAURENTIDE INC	901268	GELINEAU, PIERRE	PROJET IMP-002062-13325 - DEVIS 9522	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	13 197 \$
ENVELOPPE LAURENTIDE INC	903370	GELINEAU, PIERRE	PROJET IMP-001345-13380 - DEVIS 9595	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	3 094 \$
ENVER YALCIN	889424	GAGNIER, PHILIPPE	R`GLEMENT RÉCLAMATION DOSSIER 13-003287	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	2 302 \$
ENVER YALCIN_1	RMI0000944760000968650003	INTERFACE	ENVER YALCIN PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR LE DOSSIER 13-003289, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 1309IC003 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	9 325 \$
EQUIPARC MANUFACTURIER D'EQUIPEMENT DE PARC INC	ROS723149	BRANCONNIER, SERGE	COUVERCLE DE POUCELLE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	7 038 \$
EQUIPE HAREL - VISION MONTREAL	RECHHAREL19SEPT13	GERMAIN, ÉRIC	REMBOURSEMENT POUR RECHERCHE ET SOUTIEN POUR LA RÉCLAMATION DU 19 SEPTEMBRE 2013	SERVICE DES FINANCES	CONSEIL ET SOUTIEN AUX INSTANCES POLITIQUES	18 359 \$
EQUIPE HAREL - VISION MONTREAL	RECHHAREL21AOUT13	SIMARD, JEAN-SEBASTIEN	REMBOURSEMENT POUR RECHERCHE ET SOUTIEN POUR LES RÉCLAMATIONS DU 21AOUT 2013	SERVICE DES FINANCES	CONSEIL ET SOUTIEN AUX INSTANCES POLITIQUES	21 194 \$
EQUIPE HAREL - VISION MONTREAL	RECHHAREL9SEPT13	SIMARD, JEAN-SEBASTIEN	REMBOURSEMENT RECHERCHE ET SOUTIEN DU 9 SEPTEMBRE 2013	SERVICE DES FINANCES	CONSEIL ET SOUTIEN AUX INSTANCES POLITIQUES	14 808 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
EQUIPE HAREL-VISION MONTREAL -GUILLAUME BENOIT-GAGNE	ALLOHAREL19SEPT13	GERMAIN, ÉRIC	REMBOURSEMENT POUR ALLOCATIONS AUX PARTIS POLITIQUES POUR LA RÉCLAMATION DU 19 SEPTEMBRE 2013	SERVICE DES FINANCES	CONSEIL ET SOUTIEN AUX INSTANCES POLITIQUES	4 248 \$
EQUIPE HAREL-VISION MONTREAL -GUILLAUME BENOIT-GAGNE	ALLOHAREL9SEPT13	SIMARD, JEAN-SEBASTIEN	REMBOURSEMENT ALLOCATIONS 9 SEPTEMBRE 2013	SERVICE DES FINANCES	CONSEIL ET SOUTIEN AUX INSTANCES POLITIQUES	9 756 \$
EQUIPEMENT DE REHABILITATION ENVIRONNEMENTALE E.R.E INC.	887539	CECILE, DANIELLE	ACHAT DE MATÉRIEL ÉLECTRONIQUE POUR LA DÉTECTION D'HUMIDITÉ ET DE MOISSISSURES POUR LES INSPECTEURS DE LA DIVISION DE LA SALUBRITÉ,	SERVICE DE LA MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE	AUTRES BIENS - RÉNOVATION URBAINE	8 262 \$
EQUIPEMENT G.N. JOHNSTON LTEE	900242	LACOMBE, PIERRE	SST / TRANSPALETTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	3 995 \$
EQUIPEMENT LAVALLEE	887431	GAUDET, MARTIN	SÉCATEURS PNEUMATIQUES. CONTRAT NO. 13-2097	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	HORTICULTURE ET ARBORICULTURE	2 090 \$
EQUIPEMENT LAVIGNE INC	DIC722645	LEBRUN, ANDRÉ	MOTEUR POUR HACHE BRANCHE VERMER C790520	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 654 \$
EQUIPEMENT P.L.S.	CAR720586	AUDY, MICHEL	PIÈCES VÉHICULES	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 020 \$
EQUIPEMENT P.L.S.	CAR721223	AUDY, MICHEL	PIÈCES VÉHICULES	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 020 \$
EQUIPEMENT SMS INC.	CAR721516	BRANCONNIER, SERGE	PIECE POUR REPARATION BULLDOZER KOMATSU	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	9 464 \$
EQUIPEMENT SMS INC.	CAR722794	BRANCONNIER, SERGE	PIECE REPARATION BULL KOMATSU	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	6 279 \$
EQUIPEMENT WAJAX	CAR721498	BRANCONNIER, SERGE	PIECE REPARATION NACELLE TEREX	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 503 \$
EQUIPEMENT WAJAX	CAR723687	BRANCONNIER, SERGE	PIECE REPARATION NACELLE TE-403	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 651 \$
EQUIPEMENTS DE SECURITE HOTTE INC	893883	BERTRAND, RICHARD	COMBINAISON JETABLE,TRAVAIL,AVEC CAPUCHON,TAILLE LARGE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	4 926 \$
EQUIPEMENTS DE SECURITE HOTTE INC	896347	CARDINAL, MARIE-JOSEE	LOUVAIN - RE-APPRO 2013	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	2 139 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
EQUIPEMENTS DE SECURITE HOTTE INC	897382	BERTRAND, RICHARD	0 COURROIE DE MENTON AJUSTABLE, POUR CASQUE PROTECTEUR (JUGULAIRE 4 POINT, ATTACHE)	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	3 433 \$
EQUIPEMENTS DE SECURITE HOTTE INC	898023	BERTRAND, RICHARD	COUVRE-OREILLE, SERRE-TÊTE, PROTECTION POUR LES BRUIT TRES ELEVE, NRR 29-30 DB	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	2 355 \$
EQUIPEMENTS DE SECURITE HOTTE INC	905413	BERTRAND, RICHARD	PROTECTEUR GENOUX, TISSU SYNTH., REMBOURRE, IMPER., ATTACHE ELASTIQUE VELCRO, QUALITE PROFESSIONNELLE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	3 968 \$
EQUIPEMENTS INCENDIES C.M.P. MAYER INC	565198-10	LABELLE, MARC-ANDRÉ	VETR,A,SIM,CASQUES PROTECTEUR POUR LE COMBAT INCENDIE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	3 068 \$
EQUIPEMENTS JKL INC	DIC722345	BRANCONNIER, SERGE	PIECES SALEUSE NIDO	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	3 006 \$
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	891373	SIoudA, ABDELHAK	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS SCARM	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	MATÉRIEL ROULANT	2 029 \$
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	894760	CHRETIEN, NORMAND	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT POUR LES MAGASINS S.C.A.R.M	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	MATÉRIEL ROULANT	22 822 \$
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	899400	SIoudA, ABDELHAK	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS SCARM	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	MATÉRIEL ROULANT	5 566 \$
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	900215	LALONDE, HELENE	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT POUR LES MAGASINS S.C.A.R.M	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	MATÉRIEL ROULANT	3 419 \$
EQUIPEMENTS PLEIN AIR FOCUS	894142	LANDRY, JOHANNE	T-SHIRTS + MÉDAILLES HALLOWEEN	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	3 657 \$
EQUIPEMENTS VTC MFG INC.	MAD709529	DAVID, STEPHANE	M149948	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 075 \$
ESPACES TEMPS MONTREAL	888091	SPANDONIDE, CAROLINE	DÉVELOPPEMENT D'UNE VERSION MOBILE DU CALENDRIER ESPACE POUR LA VIE	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	REL. AVEC LES CITOYENS ET COMMUNICATIONS	2 474 \$
ESPACES TEMPS MONTREAL	895225	DION, GEORGES	SERVICES D'HÉBERGEMENT DU CALENDRIER INTERACTIF DES ÉVÉNEMENTS DU SITE WEB D'ESPACE POUR LA VIE - DU 1ER MAI 2013 AU 30 AVRIL 2014	SERVICE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	GESTION DE L'INFORMATION	10 998 \$
ESRI CANADA LIMITED	895981	HACHEY, NORMAND	ARCGIS RENOUVELLEMENT DU 2 NOVEMBRE 2013 AU 1ER NOVEMBRE 2014	SERVICE DE L'EAU	HYG. DU MILIEU - SOUTIEN TECH. ET FONCT. - À RÉPARTIR	3 563 \$
ESRI CANADA LIMITED	900449	BLANCHET, MARC	RENOUVELLEMENT DU PLAN D'ENTRETIEN DES PRODUITS ESRI (ARCGIS) - GAËTAN BARRIÈRE	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT.- À RÉPARTIR	5 803 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
ESRI CANADA LIMITED	900449	BLANCHET, MARC	RENOUVELLEMENT DU PLAN D'ENTRETIEN DES PRODUITS ESRI (ARCGIS) - GAÉTAN BARRIÈRE	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	DÉPENSES INTERNES À IMPUTER AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT - À REDISTRIBUER	6 569 \$
ESRI CANADA LIMITED	900449	BLANCHET, MARC	RENOUVELLEMENT DU PLAN D'ENTRETIEN DES PRODUITS ESRI (ARCGIS) - GAÉTAN BARRIÈRE	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	TRANSPORT - DIR. ET ADMIN. - À RÉPARTIR	20 070 \$
ESTELLE RICHARD	886678	GUILLEMETTE-LABORY, LOUISE	PROGRAMME LES " LIVRES DANS LA RUE "	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	BIBLIOTHÈQUES	2 160 \$
ETIQUETTE & RUBAN ADHESIF COMMERCE INC.	895773	GELINEAU, PIERRE	PROJET IMP-001634-13174 - DEVIS 9343	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	2 460 \$
EVALUATION PERSONNEL SELECTION INTERNATIONAL INC. (EPSI)	900574	RUELLAND, CHRISTIAN	EPSI - AVIS PROFESSIONNEL - CFPM.	COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE DE MONTRÉAL	GESTION DU PERSONNEL	4 949 \$
EVELINE TOUCHETTE	900434	FILION, IVAN	PROGRAMME BIBLIOTHÈQUE À LA RESCOUSSE (BALR) AUTOMNE 2013	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	BIBLIOTHÈQUES	5 910 \$
EXPAZ MONTREAL INC.	891480	SARRAZIN, MARC	CAPTATION VISUELLE ET MONTAGE VIDÉO MONTRANT LES ACTIVITÉS DE LA DIVISION PONTS ET TUNNELS.	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT.- À RÉPARTIR	4 191 \$
EXPERTISE NEUROSCIENCES INC.	890531	DUPRE, LUCIE	EXPERTISE PSYCHOLOGIE	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	GESTION DU PERSONNEL	2 309 \$
EXPERTISE NEUROSCIENCES INC.	893342	DUPRE, LUCIE	EXPERTISE PSYCHOLOGIE	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	GESTION DU PERSONNEL	2 309 \$
EXPERTISE NEUROSCIENCES INC.	895665	DUPRE, LUCIE	EXPERTISE PSYCHIATRE	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	GESTION DU PERSONNEL	2 309 \$
EXPERTISE NEUROSCIENCES INC.	896521	BIRON, PAULE	MÉDECIN DOSSIER 10-002659	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	3 750 \$
EXPERTISE NEUROSCIENCES INC.	897715	DESJARDINS, SUZANNE	EXPERTISE PSYCHIATRIQUE	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	GESTION DU PERSONNEL	6 379 \$
EXPERTISE NEUROSCIENCES INC.	905075	DUPRE, LUCIE	EXPERTISE PSYCHIATRIQUE	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	GESTION DU PERSONNEL	2 035 \$
EXPERTISE NEUROSCIENCES INC.	905096	DUPRE, LUCIE	EXPERTISE PSYCHIATRIQUE	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	GESTION DU PERSONNEL	2 309 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
EXPERTISE NEUROSCIENCES INC.	905207	DUPRE, LUCIE	EXPERTISE PSYCHIATRIQUE	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	GESTION DU PERSONNEL	2 309 \$
EXPERTISE NEUROSCIENCES INC.	905227	DUPRE, LUCIE	EXPERTISE PSYCHIATRIQUE	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	GESTION DU PERSONNEL	2 309 \$
EXPROLINK INC.	887817	SIoudA, ABDELHAK	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS SCARM	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	MATÉRIEL ROULANT	2 630 \$
EXPROLINK INC.	895656	LALONDE, HELENE	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT POUR LES MAGASINS S.C.A.R.M	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	MATÉRIEL ROULANT	2 630 \$
EYE-IN INC.	890185	TRAVERS, REAL	INSTALLATION DE PRISE INTERNET PERMANENTE DANS LA SALLE POLYVALENTE DU COMPLEXE SPORTIF CLAUDE-ROBILLARD	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	ACT. RÉCRÉATIVES - SOUTIEN TECH. ET FONCT. - À RÉPARTIR	2 303 \$
FABCO PLASTIQUES	5005309000	DAOUST, LINDA	BC203652	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 001 \$
FABIENNE GAGNON	900510	FILION, IVAN	PROGRAMME BIBLIOTHÈQUE À LA RESCOUSSE (BALR) AUTOMNE 2013	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	BIBLIOTHÈQUES	3 730 \$
FABRICE ROUSSAIN	903170	LEVESQUE, PIERRE	TRAVAUX SUR PISCINE DANS DIVERS BÂTIMENTS	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 397 \$
FASHION IMPORTATION LTEE	S11022670	VALIQUETTE, LUCILLE	BIODÔME, JARDIN BOTANIQUE, INSECTARIUM	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	3 291 \$
FEDERATION COOPERATIVES D'HABITATION INTERMUNICIPALE DU MONTREAL METROPOLITAIN	895364	CECILE, DANIELLE	OCTROYER UN CONTRAT DE SERVICES TECHNIQUES POUR RÉALISER 18 BILANS DE SANTÉ DES COOPÉRATIVES D'HABITATION INCLUANT L'INSPECTION DE 117 LOGEMENTS.	SERVICE DE LA MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE	AUTRES BIENS - RÉNOVATION URBAINE	14 348 \$
FESTIVAL DU NOUVEAU CINEMA DE MONTREAL	899559	BISSONNETTE, JEAN-MARC	LE BUREAU DE LA MODE DE MONTRÉAL MANDATE LE FESTIVAL DU NOUVEAU CINÉMA POUR ORGANISER UNE SOIRÉE THÉMATIQUE MODE MONTRÉAL DANS LE CADRE DU PARCOURS MODE & CINÉMA EN PRÉSENCE DE DIANE PERNET.	SERVICE DE LA MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE	INDUSTRIES ET COMMERCE - PROM. ET DÉV.ÉCON.	10 000 \$
FIERTE MONTREAL	896818	ALLARD, PATRICE	CONTRIBUTION FINANCIÈRE À LA CONFÉRENCE MONDIALE INTERPRIDE 2013 (10 AU 13 OCTOBRE 2013)	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	ACT. CULTURELLES - DIR. ET ADM. - À RÉPARTIR	5 000 \$
FILTRATION PLUS INC.	888568	LEVESQUE, PIERRE	ENTRETIEN ET INSPECTION MENSUELS DU SYSTÈME DE FILTRATION D'AIR DE LA SALLE DE TIR POUR DIVERS BÂTIMENTS	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	4 991 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
FINLOGIK INC.	900368	MARLEAU, JACQUES	RÉALISATION DE DEMANDES DE CHANGEMENTS RELATIVES AU SYSTÈME SGD (SYSTÈME DE GESTION DE LA DETTE ET DE PLACEMENTS)	SERVICE DES FINANCES	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	7 174 \$
FISHER SCIENTIFIQUE	649110-90	LABELLE, MARC-ANDRÉ	VETR,A,GANTS DE TRAVAIL	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	4 884 \$
FLASH GRAFIX INC.	29760	LAPOINTE, JULIE	REF #815, CAMPAGNE AUTOMNE IMPRESSION BANNIÈRES	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 052 \$
FLEXERA SOFTWARE INC.	891807	MARCHAND, NATHALIE	RENOUVELLEMENT DE L'ENTRETIEN - LICENCES ADMINSTUDIO PROFESSIONAL - DU 30 OCTOBRE 2013 AU 30 OCTOBRE 2014	SERVICE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	GESTION DE L'INFORMATION	10 003 \$
FOLKMANIS INC	155621	VALIQUETTE, LUCILLE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	3 717 \$
FONDATION B.B.C.M	898283	PARE, ROBERT	MAGAZINE « FESTIVAL BLACK & BLUE 2013 »	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	REL. AVEC LES CITOYENS ET COMMUNICATIONS	5 499 \$
FONDERIE D' ALUMINIUM ET MODELERIE LTEE	903381	BERTRAND, RICHARD	0 ECROU, TETE, MOULE, NON-USINE, BORNE-FONTAINE, 3 ORIFICES, PATRON A-31-9	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	5 030 \$
FONDERIE FONDALCO INC.	ROS722270	BRANCONNIER, SERGE	PIECES DE FONTE POUR FABRICATION POUR MENUISERIE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	7 582 \$
FONDERIE FONDALCO INC.	ROS723089	BRANCONNIER, SERGE	PIECES MENUISERIE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	10 641 \$
FONDERIE FONDALCO INC.	ROS723097	BRANCONNIER, SERGE	PIECES MENUISERIE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	11 705 \$
FONDERIE FONDALCO INC.	ROS723203	BRANCONNIER, SERGE	CORBEILLES DE VILLE (FABRICATION COMPLÈTE)	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	14 297 \$
FONDERIE LAROCHE LTEE	889886	BERTRAND, RICHARD	PIÈCES	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	2 549 \$
FONDS D'INFORMATION SUR LE TERRITOIRE	892220	MARLEAU, JACQUES	ENREGISTREMENT DOSSIERS VENTE POUR NON-PAIEMENT TAXES FONCIERES	SERVICE DES FINANCES	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	29 612 \$
FORTIER AUTO (MONTREAL) LTEE.	ROS725977	CASaubON, LUC	FAIRE INSP ET REP SELON PEP ET LOI 430 / FACTURE:SF77126	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 314 \$
FORTIER AUTO (MONTREAL) LTEE.	ROS726601	CASaubON, LUC	FAIRE INSP ET REP SELON PEP ET LOI 430 / FACTURE:SF77511	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 263 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
FRANCIS MONTILLAUD	873576	ADAM, RICHARD	PRODUCTION DES OEUVRES DE L'EXPOSITION SUR LE PROCESSUS DE CRÉATION DE CARREFOUR	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	2 509 \$
FRANCOISE LAPOINTE	899589	BISSONNETTE, JEAN-MARC	CONTRAT DE SERVICES TECHNIQUES POUR LA RÉDACTION DU CAHIER DE CHARGES ET LA MISE À JOUR DU MICROSITE "PRIX #MODEMTL 2014" ET L'ORGANISATION DU LANCEMENT DE LA NOUVELLE VERSION SITE MODEMONTREAL.TV.	SERVICE DE LA MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE	INDUSTRIES ET COMMERCE - PROM. ET DÉV.ÉCON.	10 395 \$
G & L THIVIERGE INC	890815	THIFFAULT, YVAN	TNC # 14098 - FOURNIR ET INSTALLER DES MAINS COURANTES À LA MAISON DU BON TEMPS (#0371) - 2 SOUMISSIONS - G & L THIVIERGE INC. - TORRES, THAYS	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	11 349 \$
G & L THIVIERGE INC	895565	LORD, MICHEL	TRAVAUX DE MENUISERIE DANS DIVERS BÂTIMENTS	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 325 \$
G & L THIVIERGE INC	896554	LORD, MICHEL	SOUSSION DU 29-08-2013 RÉVISÉE NO. 01 - CENTRE ST-DONAT (8622) - 3100, RUE ARCAND - DIVERS TRAVAUX - 1 SOUMISSION	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	7 209 \$
G & L THIVIERGE INC	898876	LEVESQUE, PIERRE	TRAVAUX DE MENUISERIE DANS DIVERS BÂTIMENTS	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	5 041 \$
G & L THIVIERGE INC	906142	LEVESQUE, PIERRE	TRAVAUX DE MENUISERIE DANS DIVERS BÂTIMENTS	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 937 \$
G. GARCIA CONSERVATION	901203	ADAM, RICHARD	RÉALISER UN EXAMEN DE 29 OEUVRES DE LA COLLECTION D'ART PUBLIC DE LA VILLE DE MONTRÉAL	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	9 568 \$
G. MITCHELL CHAUFFAGE ET CLIMATISATION CIE LTEE	902970	FISSET, DANIEL	CHAUFFAGE - CHAUDIÈRE - POUR L'ÉDIFICE PLESSIE - ROBERT LAMOUREUX C/M.	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	8 552 \$
GALERIE DIVISION INC.	889190	LANGLOIS, PAUL	ACHAT D'UNE OEUVRE D'ART (SOUTHWEST 1 DE BONNIE BAXTER)	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	2 749 \$
GALERIE DOMINIQUE BOUFFARD INC.	889583	LANGLOIS, PAUL	ACHAT DE 2 OEUVRES D'ART DE ISA B. (MAGASIN - 2011 ET SOUS LE SOLEIL - 2011)	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	2 007 \$
GALERIE GRAFF	901853	ADAM, RICHARD	MISE À JOUR DES VALEURS DE HUIT OEUVRES DE LA COLLECTION D'ART PUBLIC DE LA VILLE DE MONTRÉAL	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	3 409 \$
GALERIE HUGUES CHARBONNEAU INC	894332	LANGLOIS, PAUL	ACHAT D'UNE OEUVRE D'ART DE DAVID LAFRANCE (TOMBE)	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	3 299 \$
GALERIE TROIS POINTS INC.	889179	LANGLOIS, PAUL	ACHAT D'UNE OEUVRE D'ART (MILAREPA L'INVINCIBLE DE SYLVAIN BOUTHILLETTE)	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	3 826 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
GANTS LAURENTIDE LTEE.	649030	LABELLE, MARC-ANDRÉ	VETR,A,GANTS DE TRAVAIL	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	44 200 \$
GAO FANG LAO	827924	VINCENT, GILLES	CONTRAT DE SERVICES PROFESSIONNELS POUR TRADUCTION ET INTERPRÈTE - MANDARIN / FRANÇAIS ET FRANÇAIS / MANDARIN AU MONTANT DE 3000 \$ TTC / GILLES VINCENT.	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 608 \$
GATEWAY TICKETING SYSTEMS	896741	BRUNELLE, CHARLES-MATHIEU	101091 / SERVICE D'ENTRETIEN DU SYSTÈME DE BILLETTERIE / SIMON CLOUTIER	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	17 977 \$
GAUDET EDITEUR LTEE	901129	LEVEILLE, MARIE-LYNE	AFF.JURIDIQUES-BANQUE DE DONNÉE-GAUDET EDITEUR LTEE	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AFFAIRES CIVILES	6 249 \$
GAZ METROPOLITAIN	825003	COURCHESNE, FRANCOIS	GAZ NATUREL POUR 2013 - JARDIN BOTANIQUE, CHAUFFERIE, COMPLEXE C, TUNNEL, IRBV ET PLANÉTARIUM	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	163 010 \$
GAZ METROPOLITAIN	1664681	DIVERSES FACTURES	GAZ NATUREL REFACTURÉ SELON UTILISATION	FACTURATION PÉRIODIQUE À RÉPARTIR		53 339 \$
GELAIR INC.	905346	THIFFAULT, YVAN	VCR, BAT 450 ARENA MAURICE RICHARD, CLORODIFLUOROMETHANE, PLOURDE, DOMINIC	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	10 723 \$
GEMEL INC.	890146	BOUVRETTE, JEAN	JARDIN BOTANIQUE - VENTILATION ATELIER TECHIQUE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	3 995 \$
GENERAL BEARING SERVICE INC.	821976	FISSET, DANIEL	VCR - COMPTE OUVERT POUR L'ANNÉE 2013 - PATRICK PLOURDE C/M.	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 200 \$
GENERAL BEARING SERVICE INC.	821976	FISSET, DANIEL	VCR - COMPTE OUVERT POUR L'ANNÉE 2013 - PATRICK PLOURDE C/M.	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	5 499 \$
GENERAL BEARING SERVICE INC.	903889	FISSET, DANIEL	VCR - COMPTE OUVERT # 2 POUR L'ANNÉE 2013 - PATRICK PLOURDE C/M.	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 200 \$
GENERATRICE DRUMMOND .	898773	LEVESQUE, PIERRE	TRAVAUX SUR GÉNÉRATRICES AU 2580, BOUL. ST-JOSEPH	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	7 392 \$
GENFIR INC	895631	COUTURE, MICHEL	INDICATEURS DE BORNES FONTAINES	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	13 857 \$
GENIVAR INC.	897528	DUCAS, SYLVAIN	CONCEPTION ÉLECTRIQUE POUR CONSTRUCTION D'ÉCLAIRAGE ROUTIER RUE LÉGARÉ - PROJET 39720 HOPITAL GÉNÉRAL JUIF DE MONTREAL	SERVICE DE LA MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE	ÉCLAIRAGE DES RUES	7 478 \$
GEOMAPS GIS	891600	LUU, VINH	RENOUVELLEMENT LICENCES MAP 3D, ORACLE ET GEOMAP - SOUM. Q2688-20130904	COMMISSION DES SERVICES ÉLECTRIQUES DE MONTRÉAL	AUTRES - AMÉN., URB. ET DÉVELOPPEMENT	13 406 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
GEOMAPS GIS	891600	LUU, VINH	RENOUVELLEMENT LICENCES MAP 3D, ORACLE ET GEOMAP - SOUM. Q2688-20130904	COMMISSION DES SERVICES ÉLECTRIQUES DE MONTRÉAL	AUTRES - AMÉN., URB. ET DÉVELOPPEMENT	17 071 \$
GEOMAPS GIS	895591	LUU, VINH	LICENCE GOMAP ET MISE À JOUR - SOUM #Q2686-20130903	COMMISSION DES SERVICES ÉLECTRIQUES DE MONTRÉAL	AUTRES - AMÉN., URB. ET DÉVELOPPEMENT	6 165 \$
GEOPLUS INC.	892020	BROUSSEAU, DANIEL	FORMATION PERSONNALISÉE MICROSTATION VBA 3 PARTICIPANTS (GAÉTAN GUIBORD)	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	TRANSPORT - DIR. ET ADMIN. - À RÉPARTIR	2 474 \$
GESCA VENTES MEDIA LTEE	898892	CHOQUET, JEAN-ROBERT	ACHAT DE PUBLICITÉ	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	3 849 \$
GESTION GENEVIEVE KELLY INC	890695	GERVAIS, FRANCYNE	AFFICHAGE CLÔTURES JARDIN	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	18 431 \$
GESTION HORTICOLE NORMAND FRANCOEUR INC	893824	PRONOVOST, RENE	MIM / VÉGÉTAUX	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	6 044 \$
GESTION PFB	895535	ROUILLARD, JOHANNE	SOUSSION NO. 13-008-09-01 - MAISON DE LA CULTURE FRONTENAC (8662) - 2550, RUE ONTARIO EST - SUITE À UN INCENDIE DU SYSTÈME DE CHAUFFAGE AU PRINTEMPS 2013, REFAIRE LE REVÊTEMENT INTÉRIEUR ET EXTÉRIEUR DU PORTIQUE D'ENTRÉE - 2 SOUMISSIONS	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	14 835 \$
GESTION PFB	899011	LEVESQUE, PIERRE	TRAVAUX DE MENUISERIE DANS DIVERS BÂTIMENTS	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	10 771 \$
GESTION PFB	901084	LEVESQUE, PIERRE	TRAVAUX DE MENUISERIE DANS DIVERS BÂTIMENTS	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	5 202 \$
GESTION PFB	906095	LEVESQUE, PIERRE	SOUSSION NO. 13-009-06-1 - PAVILLON LAFONTAINE (0891) - 1301, RUE SHERBROOKE EST - REMPLACEMENT D'UN THERMOS, FOURNIR ET INST. UNE HOTTE DE CUISINE BROAN, FABRICATION DE BOÎTES CACHE TUYAUX - 1 SOUMISSION	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	4 268 \$
GILLES RIOUX	895217	GUILLEMETTE-LABORY, LOUISE	MANDAT D'ÉTUDE POUR PROPOSER L'AMÉLIORATION DES SERVICES AUX CITOYENS À PARTIR DU POTENTIEL CONSTITUÉ PAR LE RÉSEAU DES BIBLIOTHÈQUES DE LA VILLE DE MONTRÉAL	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	BIBLIOTHÈQUES	10 998 \$
GINETTE BRODEUR	RMI0000939430000963490001	INTERFACE	GINETTE BRODEUR/PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR LE DOSSIER 13-002784, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 1309IC002 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	2 357 \$
GIVESCO INC.	892529	PERRON, SYLVIE	MATELAS ISOLANTS	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 624 \$
GLOBAL UPHOLSTERY CO. INC./GROUPE GLOBAL INC.	894069	BALLO, DOMINIQUE	LIVRAISON DE CLASSEURS POUR LE 303 NOTRE DAME 2E ET 3E ÉTAGE ENTENTE CADRE 301963	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	28 928 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
GLOBAL UPHOLSTERY CO. INC./GROUPE GLOBAL INC.	897692	GOUDREAU, LOUISE	CLASSEURS LATÉRAUX 4 TIROIRS	SERVICE DES FINANCES	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	5 943 \$
GLOBAL UPHOLSTERY CO. INC./GROUPE GLOBAL INC.	897875	SHOIRY, NANCY	ACHAT D'UNE TABLE POUR LA SALLE DE CONFÉRENCE 6A-06. SOUMISSION # 13-VDM-303NOTRE-DAME-09A.SP4.	SERVICE DE LA MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE	AMÉN., URB. ET DÉVEL. - DIR.ADM. ET SOUTIEN - À RÉPARTIR	2 512 \$
GLOBAL UPHOLSTERY CO. INC./GROUPE GLOBAL INC.	898992	KERR, NATASHA	MIM - AMEUBLEMENT DE BUREAU	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	3 108 \$
GLOBOCAM INC	888345	SIoudA, ABDELHAK	INSPECTION DU MATERIEL SCARM	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	5 982 \$
GLOBOCAM INC	889712	SIoudA, ABDELHAK	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS SCARM	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	5 284 \$
GLOBOCAM INC	890304	SIoudA, ABDELHAK	INSPECTION VÉHICULE D'INCENDIE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	8 236 \$
GLOBOCAM INC	898565	SIoudA, ABDELHAK	RÉPARATION SUR VÉHICULE D'INCENDIE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 969 \$
GLOBOCAM INC	900349	SIoudA, ABDELHAK	FAIRE INSPECTION ET REPARATION SELON PEP ET LOI 430 REF 191126	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	7 405 \$
GOODYEAR CANADA INC.	890412	SIoudA, ABDELHAK	INVENTAIRE PNEUS DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS SCARM	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	MATÉRIEL ROULANT	3 431 \$
GOODYEAR CANADA INC.	890676	LALONDE, HELENE	INVENTAIRE PNEUS DE REMPLACEMENT POUR LES MAGASINS S.C.A.R.M.	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	MATÉRIEL ROULANT	2 298 \$
GOODYEAR CANADA INC.	892183	SIoudA, ABDELHAK	INVENTAIRE PNEUS DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS SCARM	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	MATÉRIEL ROULANT	2 389 \$
GOODYEAR CANADA INC.	893228	LALONDE, HELENE	INVENTAIRE PNEUS DE REMPLACEMENT POUR LES MAGASINS S.C.A.R.M.	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	MATÉRIEL ROULANT	3 073 \$
GOODYEAR CANADA INC.	894940	SIoudA, ABDELHAK	INVENTAIRE PNEUS DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS SCARM	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	MATÉRIEL ROULANT	3 835 \$
GRAPHIQUE N.D. QUEBEC LTEE	ROS725280	BRANCONNIER, SERGE	FOURNITURES SERIGRAPHIE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	3 067 \$
GRAY FOURNISSEURS DE MATERIAUX ELECTRIQUES INC	897829	LABELLE, MARC-ANDRÉ	6LAMPE A INCANDESCENCE, FORMAT S-6, 6W, 130V, CLAIRE,CULOT CANDELABRE, 1500 HEURES	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	CONSTRUCTION	8 600 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
GREAT LAKES AND ST-LAWRENCE CITIES INITIATIV	885376	MORISSETTE, CHANTAL	COTISATION 2013 - ADHÉSION DE LA VILLE DE MONTRÉAL A L'ALLIANCE DES VILLES, DES GRANDS LACS ET DU SAINT-LAURENT	SERVICE DE L'EAU	HYG. DU MILIEU - SOUTIEN TECH. ET FONCT. - À RÉPARTIR	20 000 \$
GREEN OWL SOLUTIONS INC.	889008	LÉ, SON-THU	APPLICATION MOBILE SUR IPHONE POUR LA DIFFUSION D'INFORMATION TRAFFIC DANS UNE ZONE COUVERTE PAR CINQ ARTÈRES STRATÉGIQUES DE LA VILLE DE MONTRÉAL (SHERBROOKE, PIE-IX, PAPINEAU, SAINT-MICHLE ET HENRI-BOURASSA)	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT.- À RÉPARTIR	23 095 \$
GROUPE ABS INC.	891401	LUU, VINH	CARACTÉRISATION ENVIRONNEMENTALE DES SOLS :OFFRE 1520	COMMISSION DES SERVICES ÉLECTRIQUES DE MONTRÉAL	AUTRES - AMÉN., URB. ET DÉVELOPPEMENT	86 681 \$
GROUPE ALITHYA INC.	904384	HINSE, JEAN YVES	DES ORIENTATIONS STRATÉGIQUES EN TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	GESTION DU PERSONNEL	23 909 \$
GROUPE ATWILL-MORIN	894016	BALLO, DOMINIQUE	ETUDE PRÉLIMINAIRE SUR LA MAÇONNERIE DE LA MAISON SMITH	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	BIENS PATRIMONIAUX	7 259 \$
GROUPE CONSEIL GSR INC.	897797	BERGERON, JACQUES	BVG-SP-2013-22/2 SERVICES PROFESSIONNELS	BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	64 121 \$
GROUPE ENVIRONNEMENTAL LABRIE INC.	ROS723698	BRANCONNIER, SERGE	KIT MISE A NIVEAU DE COMPACTEUR HEAVY DUTY	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 866 \$
GROUPE ENVIRONNEMENTAL LABRIE INC.	ROS723699	BRANCONNIER, SERGE	KIT DE MISE A NIVEUA DE COMPACTEUR SERVICE INTANCE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 755 \$
GROUPE GEMEC INC.	895348	HACHEY, NORMAND	ACHAT D'UNE CAMÉRA ZOOM PORTABLE D'INSPECTION D'ÉGOUT POUR LES CAMIONS DÉPISTEURS	SERVICE DE L'EAU	RÉSEAU DE DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE	21 448 \$
GROUPE GESFOR POIRIER, PINCHIN INC.	888385	MANZONI DA SILVA, CARLOS	PRÉPARATION DES PLANS & DEVIS & SURVEILLANCE POUR ENLÈVEMENT D'AMIANTE ARÉNA M. RICHARD	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	GESTION INSTALL. - ARÉNAS ET PATINOIRES	8 798 \$
GROUPE GESFOR POIRIER, PINCHIN INC.	895956	BALLO, DOMINIQUE	SERVICE PROFESSIONNELS POUR RÉALISATION D'UN DEVIS POUR ENLÈVEMENT D'AMIANTE GARAGE DES CARRIÈRES	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	10 916 \$
GROUPE GESFOR POIRIER, PINCHIN INC.	906107	LEVESQUE, PIERRE	TRAVAUX D'ANALYSE DES REVÊTEMENTS, 1ÈRE PHASE : FAIRE LE RELEVÉ DES MATÉRIAUX, PRÉPARATION DES ÉCHANTILLONS; RÉDATION D'UN RAPPORT DE CARACTÉRISATION AVEC PLANS; ANALYSE D'ÉCHANTILLONS A PLUSIEURS PHASES EN DÉLAI NORMAL AU PAVILLON LAFONTAI	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	9 018 \$
GROUPE IBI/DAA INC.	893449	DENIS, LUC	SONDAGE SUR LA CLIENTÈLE ACTUELLE ET POTENTIELLE DU TAZ	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	ACT. RÉCRÉATIVES - SOUTIEN TECH. ET FONCT. - À RÉPARTIR	21 896 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
GROUPE INFORMATION TRAVAIL	897981	CICOLI, MARIO	ACCORDER UN CONTRAT À GROUPE INFORMATION TRAVAIL / PROJET ÉCOLO-BOULOT- POUR EFFECTUER DES TRAVAUX DE CONTRÔLE DES RENOUÉES, POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 24 987 \$ TAXES NON APPLICABLE, DEMANDE DE SOUMISSION GRÉ À GRÉ NO 13-6553	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	PLANIFICATION ET GESTION DES PARCS ET ESPACES VERTS	24 987 \$
GROUPE LAURIN (QUEBEC) INC.	897241	BALLO, DOMINIQUE	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DE PASSAGE PIETONNIER SITUÉ AU 100 AV. VINCENT D'INDY	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	RÉSEAU DE DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE	15 050 \$
GROUPE LE VIVIER	899989	LANGLOIS, PAUL	PROJET DE DÉVELOPPEMENT DE PUBLIC EN MUSIQUE NOUVELLE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	2 200 \$
GROUPE LINCORA INC	889775	LEMIRE, LUCIE	11 CASIERS	SERVICE DE L'EAU	HYG. DU MILIEU - SOUTIEN TECH. ET FONCT. - À RÉPARTIR	3 512 \$
GROUPE MECANO INC	889224	FISSET, DANIEL	GROUPE MECANO INC. - AMÉNAGEMENT #1324672141- ACTUATEUR KEYTONE - ROBERT LAMOUREUX C/M PLOMBERIE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	4 081 \$
GROUPE SECURITE C.L.B. INC.	888669	LANGLOIS, PAUL	SERVICES D'AGENTS DE SÉCURITÉ POUR LE THÉÂTRE DE VERDURE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	3 430 \$
GROUPE TECHNA INC	883134	ALLARD, DANIEL	CONTRAT D'ENTRETIEN POUR UN AN POUR LES PDA, SOUMISSION #:MC-130621-SPVM-13-11843-30PDA-SUPP, ACHAT-APPEL D'OFFRES 13-11843	SERVICE DE POLICE DE MONTRÉAL	SURV. DE LA RÉGLEMENTATION DU STATIONNEMENT	8 248 \$
GROUPE TRIUM INC.	894954	BERTRAND, RICHARD	0 CHANDAIL, POLO, FEMME, MARINE, BRODE VILLE DE MTL, GR. GRAND	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	5 364 \$
G-TEK	819457	LUU, VINH	NETTOYAGE DE PUIITS D'ACCÈS 2013	COMMISSION DES SERVICES ÉLECTRIQUES DE MONTRÉAL	AUTRES - AMÉN., URB. ET DÉVELOPPEMENT	10 170 \$
GUARD-X INC	886689	LEVESQUE, PIERRE	TRAVAUX DE PROTECTION INCENDIE DANS DIVERS BÂTIMENTS	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	3 311 \$
GUARD-X INC	895316	LORD, MICHEL	TRAVAUX DE PROTECTION INCENDIE DANS DIVERS BÂTIMENTS	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 516 \$
GUARD-X INC	905195	LEVESQUE, PIERRE	SOUMISSION Q00006954 - CENTRE STRATHEARN (2453) - 3680, RUE JEANNE-MANCE - REMPLACER LE PANNEAU D'ALARME EXISTANT PAR UN PANNEAU ADRESSABLE INTERMÉDIAIRE GX-5200 - 1 SOUMISSION	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	4 731 \$
GUIDES DE VOYAGES ULYSSE INC	10028065	DROLET, MICHELINE	LIVRES REÇUS DANS LES BIBLIOTHÈQUES MUNICIPALES	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	BIBLIOTHÈQUES	2 531 \$
GUIDES DE VOYAGES ULYSSE INC	10029651	JUTRAS, MANON	LIVRES REÇUS DANS LES BIBLIOTHÈQUES MUNICIPALES	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	BIBLIOTHÈQUES	2 575 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
GUILBEC SERVICES INC.	363	DAOUST, LINDA	ENTRETIEN BC-203685	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	5 900 \$
GUILLEVIN INTERNATIONAL CIE	887352	LUU, VINH	CONDUITS, MANCHONS, COUDES	COMMISSION DES SERVICES ÉLECTRIQUES DE MONTRÉAL	AUTRES - AMÉN., URB. ET DÉVELOPPEMENT	15 970 \$
GUILLEVIN INTERNATIONAL CIE	888465	BERTRAND, RICHARD	1 CONNECTEUR, RACCORD COMPRESSION EN H, DIA. (RUN) 0.336" A 0.47", DIA. (TAP) 0.332" A 0.419"	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	CONSTRUCTION	7 925 \$
GUY LAMBERT ET ASSOCIES INC	905267	ARCHAMBAULT, MICHEL	SERVICE PROFESSIONNEL - OPTIMISATION DE L'EFFICACITÉ DE LA RALATION ENTRE LE SOV ET LE STI	SERVICE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	GESTION DE L'INFORMATION	23 227 \$
GUY POIRIER	893237	HINSE, JEAN YVES	HONORAIRES PROFESSIONNELS - RÉALISER UNE ENQUÊTE SUITE À UNE PLAINTÉ D'HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	GESTION DU PERSONNEL	19 130 \$
H.C. VIDAL LTEE.	887150	LEVESQUE, PIERRE	SOUSSION #13-08-17234.CV - ÉDIFICE SITUÉ AU 2580, BOUL. ST-JOSEPH (3665) - EFFECTUER LE REMPLACEMENT DE TOUS LES TUBES DE LA CHAUDIÈRE "DOMINION BRIDGE" #2 - 2 SOUSSIONS	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	9 172 \$
H.C. VIDAL LTEE.	895357	MACKAY FALCON, JOHANNE	SOUSSION #13-09-17243-1.CV - CENTRE JEAN-CLAUDE MALEPART (2390) - 2633, RUE ONTARIO EST - REMPLACEMENT DE TOUS LES TUBES (62) DE LA CHAUDIÈRE VOLCANO #2 MODÈLE #BF-60L-W7HL SÉRIE #925-E - 3 SOUSSIONS	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	26 141 \$
H.C. VIDAL LTEE.	15470A	DAOUST, LINDA	ENTRETIEN BC203368	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	6 613 \$
HALL-CHEM INC.	887069	CARDINAL, MARIE-JOSEE	LOUVAIN - RE-APPRO 2013	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	MATÉRIEL ROULANT	2 059 \$
HALL-CHEM INC.	892596	SIOUDA, ABDELHAK	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS SCARM	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	MATÉRIEL ROULANT	4 055 \$
HEBDRAULIQUE INC	CAR721996	LEFEVRE, MARIO	FABRIQUER 11 BOYAUX HYD. TEL QUE MODELE ET FOURNIR O RING	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 133 \$
HEBDRAULIQUE INC	DIC715521	BRANCONNIER, SERGE	ASSORTIMENT DE RACCORD HYDRAULIQUE POUR CAMION LOURD.	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	3 309 \$
HEICO LIGHTING	26896	DAOUST, LINDA	ENTRETIEN BC203456	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	6 771 \$
HELENA OUELLETTE	896777	RUPELLAND, CHRISTIAN	HÉLÉNA OUELLETTE-CONTRAT DE SERV. PROF/ CONSULTANTE EN RESSOURCES-HUMAINES POUR LA CFPM	COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE DE MONTRÉAL	GESTION DU PERSONNEL	5 499 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
HEWITT EQUIPEMENT LTEE	CAR722772	SAVAGE, CLAUDE	PIECE REPARATION CAMION 35 TONNES CESM	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	29 367 \$
HILL+KNOWLTON STRATEGIES	895312	CECILE, DANIELLE	OCTROYER UN CONTRAT DE RELATIONS PUBLIQUES À LA FIRME HILL+KNOWLTON/DUCHARME PERRON LTÉE (#288943) DANS LE CADRE DE LA CAMPAGNE D'AUTOMNE DE PROMOTION DES PROGRAMMES DE RÉNOVATION.	SERVICE DE LA MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE	AUTRES BIENS - RÉNOVATION URBAINE	10 998 \$
HOLBEC INC.	900597	DESJARDINS, DANIEL	DEUX ÉQUIPEMENTS DE TONTE (ROTOBROYEUSES). CONTRAT NO. : 13-2109	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	HORTICULTURE ET ARBORICULTURE	21 225 \$
HONEYWELL LTEE	886733	LEVESQUE, PIERRE	TRAVAUX MÉCANIQUES DANS DIVERS BÂTIMENTS	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 513 \$
HONEYWELL LTEE	890433	LORD, MICHEL	SOUSSION 28-615-13013 REV01 - PDQ #3 (0456) - 14680, BOULEVARD DE PIERREFONDS - ENTRETIEN VCCR POUR LES MOIS DE SEPTEMBRE, OCTOBRE, NOVEMBRE ET DÉCEMBRE 2013 - 1 SOUSSION	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	4 139 \$
HONEYWELL LTEE	891409	LORD, MICHEL	RÉPARATION DE 2 BOÎTES DE VOLUME AU 8E ÉTAGE DANS LA SALLE D'APPEL DU 911 AU QG DU SPVM	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	3 112 \$
HONEYWELL LTEE	895167	LORD, MICHEL	TRAVAUX MÉCANIQUES DANS DIVERS BÂTIMENTS	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	3 835 \$
HONEYWELL LTEE	895569	LORD, MICHEL	TRAVAUX MÉCANIQUES DANS DIVERS BÂTIMENTS	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	4 477 \$
HONEYWELL LTEE	901045	LEVESQUE, PIERRE	TRAVAUX MÉCANIQUES DANS DIVERS BÂTIMENTS	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	3 198 \$
HYDRO-QUEBEC	824998	VALCOURT, LAURA	ÉLECTRICITÉ 2013 - JARDIN BOTANIQUE, INSECTARIUM, PLANÉTIARIUM, SERRES LOUIS-DUPIRE ET MAISON DE L'ARBRE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	10 448 \$
HYDRO-QUEBEC	891204	LÉ, SON-THU	PROJET 59002 - BRANCHEMENT DE NOUVEAUX FC BLV. CAVENDISH ET DES OUTRDES POUR BASE ET CONDUIT ÉLECTRIQUE - ARR. ST-LAURENT	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	SIGNALISATION LUMINEUSE	10 721 \$
HYDRO-QUEBEC	897960	CARETTE, CLAUDE	PROJET 40161 - DÉPLACEMENT DE LIGNES DE DISTRIBUTION FAIT PAR HYDRO-QUÉBEC	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	CONSTRUCTION D'INFRASTRUCTURES DE VOIRIE	3 035 \$
HYDRO-QUEBEC	898499	LUU, VINH	HYDRO-QUÉBEC (CONCESSIONS, EXPLOITATION ET USAGERS) JANVIER À MARS 2013	COMMISSION DES SERVICES ÉLECTRIQUES DE MONTRÉAL	AUTRES - AMÉN., URB. ET DÉVELOPPEMENT	38 075 \$
HYDRO-QUEBEC	1664089	DIVERSES FACTURES	REFACTURÉ SELON UTILISATION	FACTURATION PÉRIODIQUE À RÉPARTIR		38 514 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
HYDRO-QUEBEC	299001385663617201042541	COLLIN, MARIO	2620 ST-JOSEPH E	SERVICE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	GESTION DE L'INFORMATION	4 553 \$
HYDRO-QUEBEC	299001385663620800993825	COLLIN, MARIO	2620 ST-JOSEPH E	SERVICE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	GESTION DE L'INFORMATION	6 022 \$
HYDRO-QUEBEC	299001385663629800996078	COLLIN, MARIO	2620 ST-JOSEPH E	SERVICE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	GESTION DE L'INFORMATION	4 833 \$
I.C.I. INFLUENCE COMMUNICATIONS INC.	890231	HINSE, JEAN YVES	SERVICES PROFESSIONNELS : ANALYSE DE LA MÉDIATISATION DE LA CONSULTATION PUBLIQUE POUR LE PLAN DE DÉVELOPPEMENT DE MONTRÉAL	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	GESTION DU PERSONNEL	7 148 \$
I.C.I. INFLUENCE COMMUNICATIONS INC.	890633	COTE, RICHARD P.	AVIS D'ÉBULITION DE L'EAU À MONTRÉAL - USINE ATWATER	SERVICE DE L'EAU	HYG. DU MILIEU - SOUTIEN TECH. ET FONCT. - À RÉPARTIR	2 749 \$
IBM CANADA LTEE	891216	TONTHAT, ALAIN	PROJET # 68034 - SERVICES TECHNIQUES SPÉCIALISÉS POUR LE DÉPLACEMENT & LE REBRANCHEMENT DES SERVEURS IBM SITUÉES AU CENTRE DE TRAITEMENT INFORMATIQUE DU SPVM AU 2580 ST-JOSEPH	SERVICE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	GESTION DE L'INFORMATION	3 578 \$
IBM CANADA LTEE	894895	THEROUX, MICHEL	RENOUVELLEMENT DE L'ENTRETIEN - LICENCES MAXIMO - DU 1ER SEPTEMBRE AU 30 NOVEMBRE 2013	SERVICE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	GESTION DE L'INFORMATION	5 334 \$
ILE SANS FIL	905299	THEROUX, MICHEL	DÉPLOIEMENT WIFI AU HALL DE L'HÔTEL DE VILLE ET PROLONGEMENT DE LA ZONE DE COUVERTURE DES ARCHIVES ET GREFFE	SERVICE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	GESTION DE L'INFORMATION	10 365 \$
IMPACT SYNERGIE INC.	891199	DESJARDINS, DANIEL	SÉCATEURS ÉLECTRIQUES AVEC BATTERIE. CONTRAT NO. 13-2106	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	HORTICULTURE ET ARBORICULTURE	5 763 \$
IMPRESSION MULTI-SOURCES INC.	894268	GELINEAU, PIERRE	PROJET IMP001366-13206 - DEVIS 9385	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	5 059 \$
IMPRESSION MULTI-SOURCES INC.	901266	GELINEAU, PIERRE	PROJET IMP-002062-13325 - DEVIS 9521	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	7 148 \$
IMPRESSION PARAGRAPH INC	892284	GELINEAU, PIERRE	PROJET IMP-002138-13186 - DEVIS 9360	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	3 294 \$
IMPRESSIONS LOGOBEK INTERNATIONAL	866930-2	COUTU, JESSICA	ENNA,A, SACS DE RECYCLAGE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	ENVIRONNEMENT ET NATURE	2 639 \$
IMPRIMERIE DUPONT	890766	LÊ, SON-THU	ÉTIQUETTES POUR IDENTIFIER LES CÂBLES OPTIQUES DE LA VILLE DANS LES CONDUITS CSEM SOUS TERRAINS	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT.- À RÉPARTIR	2 249 \$
IMPRIMERIE GROUPE LITHO INC.	42642	LAPOINTE, JULIE	REF #767, CAMPAGNE AUTOMNE DÉPLIANTS	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	3 297 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
IMPRIMERIE GROUPE LITHO INC.	42830	LAPOINTE, JULIE	REF #890, DÉPLIANT PROGRAMMATION AUTOMNE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	5 589 \$
IMPRIMERIE GROUPE LITHO INC.	43115	LAPOINTE, JULIE	DÉPLIANTS POUR SEMAINE DE PROLONGATION MIM	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 995 \$
IMPRIMERIE GROUPE LITHO INC.	892141	GERVAIS, FRANCYNE	REF #837, RÉIMPRESSION PLAN DU JARDIN	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	15 403 \$
IMPRIMERIE SOLISCO INC.	902274	LEFEBVRE, MARTIN	PROJET IMP-002089-13294 - DEVIS 9489	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	19 026 \$
IMPRIMERIE STE-JULIE INC.	903321	GELINEAU, PIERRE	PROJET IMP-002153-13310 - DEVIS 9504	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	3 368 \$
INDUSTRIELLE ALLIANCE, ASSURANCE AUTO ET HABITATION INC._1	RMI0000934310000900810002	INTERFACE	INDUSTRIELLE ALLIANCE, ASSURANCE AUTO ET HABITATION INC.\PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR LE DOSSIER 13-002272, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 13091C002 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	4 500 \$
INDUSTRIELLE ALLIANCE_15	RMI0000939840000900810004	INTERFACE	INDUSTRIELLE ALLIANCE\PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR LE DOSSIER 13-002824, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 13091C005 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	2 450 \$
INDUSTRIELLE ALLIANCE_16	RMI0000944250000900800004	INTERFACE	INDUSTRIELLE ALLIANCE\PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR LE DOSSIER 13-003241, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 13101C001 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	3 995 \$
INDUSTRIELLE ALLIANCE_17	RMI0000945310000900810004	INTERFACE	INDUSTRIELLE ALLIANCE\PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR LE DOSSIER 13-003343, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 13101C004 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	6 495 \$
INDUSTRIES EMILE LACHANCE LTEE	888722	RAYMOND, BRIGITTE	ACHAT DE BACS POUR TRANSPORT	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	BIBLIOTHÈQUES	6 641 \$
INDUSTRIES JACQUES INC.	883287	LALONDE, HELENE	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT POUR LES MAGASINS S.C.A.R.M	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	MATÉRIEL ROULANT	2 062 \$
INDUSTRIES SAULNIER INC. (LES)	887079	CARDINAL, MARIE-JOSEE	LOUVAIN - RE-APPRO 2013	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	2 193 \$
INFO COMPLEXE RIVE-SUD	902488	BROUSSEAU, DANIEL	CARTOUCHES D'ENCRE, TÊTES D'IMPRESSION ET LUNETTES 3D (GAËTAN BARRIÈRE)	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	DÉPENSES INTERNES À IMPUTER AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT - À REDISTRIBUER	3 512 \$
INFRASTRUCTEL INC.	888470	LUU, VINH	INSPECTION DE 10 PUIITS D'ACCÈS ÉLECTRIQUES POUR LA CSEM	COMMISSION DES SERVICES ÉLECTRIQUES DE MONTRÉAL	AUTRES - AMÉN., URB. ET DÉVELOPPEMENT	3 305 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
INGETEC EXPERTS-CONSEILS EN BATIMENTS INC	896759	NADEAU, MICHEL G	RAPPORT D'EXPERTISE DE LA TOITURE POUR LE 400 ST-PATRICK	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	INDUSTRIES ET COMMERCE - PROM. ET DÉV.ÉCON.	5 499 \$
INPROTECH INC	0000410916	BORDUAS, MARCEL	BC 203253	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	3 799 \$
INSIGHT CANADA INC.	894318	ARCHAMBAULT, MICHEL	PROJET 74400 - REHAUSSEMENT DES OS DES POSTES DE TRAVAIL - ACQUISITIONS 4 LICENCES ADMINSTUDIO PRO	SERVICE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	GESTION DE L'INFORMATION	19 985 \$
INSPEC-SOL INC	895935	NADEAU, MICHEL G	CARACTÉRISATION ENVIRONNEMENTALE PHASE I & II ET AUDIT DE PRÉDÉMOLITION LOT 1 488 286 LOCALISATIN 2 45EAVENUE LACHINE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	INDUSTRIES ET COMMERCE - PROM. ET DÉV.ÉCON.	16 405 \$
INSPEC-SOL INC	896546	MANZONI DA SILVA, CARLOS	CONTRAT POUR ASSURER LE CONTRÔLE QUALITÉ DE LA PARTIE ENVIRONNEMENTALE DU PROJET DE RÉFECTIN DE L'ENVELOPPE DE L'ENTREPÔT DOUBLE DICKSON	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	14 113 \$
INSTALLE-TECH	848073	GOUDREAU, LOUISE	DIVERS TRAVAU D'AMÉNAGEMENT 2013	SERVICE DES FINANCES	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	5 499 \$
INSTITUT DES AUDITEURS INTERNES DE MONTREAL	904413	VAILLANCOURT, SERGE	FORMATION ACL 18 AU 20 NOVEMBRE 2013	BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	6 928 \$
INSTITUT INTERNATIONAL D'ETUDES ADMINISTRATIVES DE MONTREAL INC	893832	EVEREKLIAN, AGOP	IIEAM - REMBOURSEMENT DE FRAIS (BILLET D'AVION ET CHAMBRES D'HÔTEL) RELIÉS À L'ACCUEIL D'UNE DÉLÉGATION DE SHANGHAI (RÉF.: CONFÉRENCIERS: CONFÉRENCE DE MONTRÉAL 2013).	SERVICE DES AFFAIRES INSTITUTIONNELLES	CONSEIL ET SOUTIEN AUX INSTANCES POLITIQUES	4 500 \$
INSTRON	894609	ROY, SYLVAIN	ACHAT D'UN STRAIN GAUGE EXTENSOMETER # CATALOGUE: 2630-104 QUOTATION #: INSQ93172-1	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	DÉPENSES INTERNES À IMPUTER AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT - À REDISTRIBUER	4 391 \$
INSTRON	894861	ROY, SYLVAIN	CALIBRATION MACHINE SERIAL # : 33R4206C0544 TAG#: 4206C0544 SITE ID: H2M1B3-M01 SELON QUOTATION #: CLPW2907_4	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT. - À RÉPARTIR	6 012 \$
INSUM SOLUTIONS INC.	899326	BOURGET, JOCELYNE	FORMATION APEX POUR 2 EMPLOYÉS DE LA DEEA, EN DATE DU 28 AU 30/10/2013.	SERVICE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	GESTION DE L'INFORMATION	3 959 \$
INTACT ASSURANCE_100	RM10000942730000901600005	INTERFACE	INTACT ASSURANCE\PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR LE DOSSIER 13-003100, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 1310IC004 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	7 463 \$
INTACT ASSURANCE_101	RM10000942760000901550003	INTERFACE	INTACT ASSURANCE\PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR LE DOSSIER 13-003103, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 1310IC006 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	2 167 \$
INTACT ASSURANCE_96	RM10000931490000901560002	INTERFACE	INTACT ASSURANCE\PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR LE DOSSIER 13-001990, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 1309IC005 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	10 678 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
INTACT ASSURANCE_98	RMI0000933470000962460001	INTERFACE	INTACT ASSURANCE\PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR LE DOSSIER 13-002188, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 1310IC002 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	6 410 \$
INTACT ASSURANCE_99	RMI0000939100000901550004	INTERFACE	INTACT ASSURANCE\PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR LE DOSSIER 13-002753, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 1310IC003 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	3 810 \$
INTELLIGENT TRANSPORTATION SYSTEMS OF CANADA ITS	896152	LÉ, SON-THU	FACTURE 2013-ITS338 - PARRAINAGE DE LA MISSION COMMERCIAL CANADIENNE AU CONGRÈS MONDIAL DES STI	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT.- À RÉPARTIR	3 189 \$
INTERNATIONAL SEAFOOD AND BAIT	896840	LEGER, RACHEL	ACHAT KRILL SUPERBA - NOURITURE POUR ANIMAUX -	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	16 320 \$
ISABELLA GEDDES	RMI0000958160000982790004	INTERFACE	ISABELLA GEDDES\PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR LE DOSSIER 13-004571, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 1310IC006 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	2 481 \$
ISABELLE HALLE	889354	GERVAIS, FRANCYNE	ACCOMPAGNEMENT STRATEGIQUE POUR ANALYSE ET OPTIMISATION DE LA STRUCTURE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	6 000 \$
J.A. LARUE INC	903506	SIoudA, ABDELHAK	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS SCARM	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	8 323 \$
J.B. DESCHAMPS INC.	892138	GERVAIS, FRANCYNE	REF #838, RÉIMPRESSION DE LA PROGRAMMATION ÉTÉ 2013	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	14 350 \$
J.B. DESCHAMPS INC.	892291	GELINEAU, PIERRE	PROJET IMP-002018-13169 - DEVIS 9338	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	3 327 \$
J.B. DESCHAMPS INC.	893942	GELINEAU, PIERRE	PROJET IMP-002111-13150 - DEVIS 9312	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	3 206 \$
J.B. DESCHAMPS INC.	895876	GELINEAU, PIERRE	PROJET IMP-002018-12959 - DEVIS 9099	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	5 823 \$
J.B. DESCHAMPS INC.	899525	GELINEAU, PIERRE	PROJET IMP-002080-13284 - DEVIS 9478	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	5 416 \$
J.B. DESCHAMPS INC.	903208	GELINEAU, PIERRE	PROJET IMP-002080-13375 - DEVIS 9589	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	5 446 \$
J.B. DESCHAMPS INC.	904897	SINCLAIR, NANCY	J.B. DESCHAMPS INC. - IMPRESSION DE LA CHARTE MONTRÉALAISE DES DROITS ET RESPONSABILITÉS, EN FRANÇAIS ET EN ANGLAIS, POUR LE CHANTIER SUR LA DÉMOCRATIE.	DIRECTION GÉNÉRALE	CONSEIL ET SOUTIEN AUX INSTANCES POLITIQUES	2 898 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
J.C. TRANSMISSION INC.	CAR726342	BRANCONNIER, SERGE	ACHAT TRANSMISSION POUR REMPLACEMENT CAMION LOURD	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 964 \$
J.H. RYDER MACHINERIE LTEE.	825024	LABELLE, MARC-ANDRÉ	INSPECTION ET LA RÉPARATION DES CHARIOTS-ÉLÉVATEUR DU CENTRE DE DISTRIBUTION 2013.	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	5 913 \$
JACQUES LAMARRE ET ASSOCIES INC	834715	SINCLAIR, NANCY	JACQUES LAMARRE ET ASSOCIÉS/SERVICES PROFESSIONNELS EN RESSOURCES HUMAINES DANS LE CADRE DU PROGRAMME D'AIDE AUX EMPLOYÉS(P.A.E), POUR L'ANNÉE 2013/	DIRECTION GÉNÉRALE	CONSEIL ET SOUTIEN AUX INSTANCES POLITIQUES	2 000 \$
JAMES PATTERSON & JENNIFER BANTON	RMI0000948390000972320004	INTERFACE	JAMES PATTERSON & JENNIFER BANTON\PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR LE DOSSIER 13-003646, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 1309IC005 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	3 608 \$
JEAN-FRANCOIS LEBLANC	896810	LANGLOIS, PAUL	LICENCE DE DROIT D'AUTEUR POUR REPRODUCTION ET EXPOSITION DE L'OEUVRE «HAITI : PREMIÈRES ÉLECTIONS POST RÉGIME DUVALIER. 1987	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	2 200 \$
JEAN-FRANCOIS SZAKACS	901814	LEFEBVRE, MARTIN	SERVICES PROFESSIONNELS : ASSISTER LE CONSEILLER ARTISTIQUE DE LA DIRECTION DES COMMUNICATIONS DANS LE CADRE DE LA MISE À JOUR DES NORMES GRAPHIQUES DE LA VILLE DE MONTRÉAL	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	9 502 \$
JELLYCAT INC.	307149	VALIQUETTE, LUCILLE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 002 \$
JEROME DUPRAS	897097	VINCENT, GILLES	CONSULTATION - VOLET DÉVELOPPEMENT DURABLE ET ENVIRONNEMENT MOSAÏCULTURES INTERNATIONALES DE MONTRÉAL	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	10 000 \$
JERZY PORAY-WYBRANOWSKI DR	905500	CORBEIL, DANIELLE	REMPLACEMENT DU BC 819045 FERMÉ	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	GESTION DU PERSONNEL	32 100 \$
JLR RECHERCHE IMMOBILIERE	892706	BOND, ALAIN	8 ACCÈS POUR BLOC DE 2000 RECHERCHES / ANNÉE DU 1ER DÉCEMBRE 2013 AU 30 NOVEMBRE 2015 - FACTURE 15357	SERVICE DU CONTRÔLEUR GÉNÉRAL	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	21 995 \$
JO-ANNE ZAGOURY ET LAURENT DOUAN	RMI0000940720000964770001	INTERFACE	JO-ANNE ZAGOURY ET LAURENT DOUAN\PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR LE DOSSIER 13-002906, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 1309IC003 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	5 000 \$
JOHANNE BRUNET	890251	FILION, IVAN	PROGRAMME CONTACT: PLANIFICATION ET RÉALISATION DE PLUSIEURS ANIMATIONS DE LECTURE DANS LES LIEUX FRÉQUENTÉS PAR DES ENFANTS DE 0 À 5 ANS ET LEURS PARENTS.	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	BIBLIOTHÈQUES	8 622 \$
JOHN MEUNIER INC.	897418	LAROCHE, LAURENT	PRODUITS CHIMIQUES CONSOMMABLE	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	AUTRES - HYGIÈNE DU MILIEU	3 244 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
JOLYANE GAGNON	874033	CECILE, DANIELLE	OCTROYER UN CONTRAT DE SERVICES PROFESSIONNELS À MME JOLYANE GAGNON, STAGIAIRE POUR LA RÉALISATION D'UNE ÉTUDE AFIN D'IDENTIFIER, D'ANALYSER ET DE PRÉSENTER DES PROJETS RÉSIDENIELS EXEMPLAIRES EN MATIÈRE DE LOGEMENTS FAMILIAUX.	SERVICE DE LA MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE	AUTRES BIENS - RÉNOVATION URBAINE	2 000 \$
JOURNAULT JOURPLEX INC.	891462	THIFFAULT, YVAN	MENUISERIE / TRAPPE DE TOIT ET TEMPS (SOUMISSION 30225) / REQUÊTE 77-186798 / DANIEL TRUDEL	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 859 \$
JULIE ST-ONGE	897689	DUMAS, ISABELLE	ACCORDER UN CONTRAT DE SERVICES TECHNIQUES POUR DE LA RECHERCHE D'INFORMATION, GÉOLOCALISATION DES BÂTIMENTS REPRÉSENTÉS, SAISIE DANS LA BASE INFORMATISÉE ET NUMÉRISATION DES PHOTOS.	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	AMÉNAG. DU TERRITOIRE, RÉGLEMENTATION ET ZONAGE	9 000 \$
K & M TOYS CANADA INC.	S1438513	VALIQUETTE, LUCILLE	BIODÔME, JARDIN BOTANIQUE, INSECTARIUM	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 345 \$
KARINE COUSINEAU COMMUNICATIONS	892979	LANGLOIS, PAUL	RELATIONS DE PRESSE ANNÉE 2013 (HIVER, PRINTEMPS-ÉTÉ, AUTOMNE)	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	2 200 \$
KARINE COUSINEAU COMMUNICATIONS	899962	LANGLOIS, PAUL	RELATIONS DE PRESSE ANNÉE 2013 (HIVER, PRINTEMPS-ÉTÉ, AUTOMNE)	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	2 200 \$
KARL SAULNIER	RMI0000951840000976180003	INTERFACE	KARL SAULNIER PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR LE DOSSIER 13-003983, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 1310IC002 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	3 097 \$
KENWORTH MONTREAL	891577	BRANCONNIER, SERGE	FAIRE RÉPARATION ET MAINTENANCE D'UN VÉHICULE D'INCENDIE SUITE À L'INSPECTION REQUISE DU PEP	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	5 053 \$
KENWORTH MONTREAL	891584	BRANCONNIER, SERGE	REP. DU DIFFÉRENCIEL	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	6 044 \$
KENWORTH MONTREAL	897687	SIoudA, ABDELHAK	FAIRE INSPECTION ET REPARATION SELON PEP ET LOI 430	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	3 104 \$
KENWORTH MONTREAL	ROS723644	CASAUBON, LUC	FAIRE REP. CHEZ FOURNISSEUR AUTORISÉ GARANTIE CUMMINS / FACTURE:232700005	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 661 \$
KIKKERLAND DESIGN INC.	1723564	VALIQUETTE, LUCILLE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	3 086 \$
KITRAS ART GLASS	1039474M	VALIQUETTE, LUCILLE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	3 239 \$
KLENZOID COMPAGNIE LIMITEE	898122	THIFFAULT, YVAN	VCR, BAT 315 ARENA AHUNTSIC, PRODUIT TRAITEMENT D'EAU, PLOURDE DOMINIC	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 116 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
KLENZOID COMPAGNIE LIMITEE	905421	THIFFAULT, YVAN	VCR, AMÉNAGEMENT 1324670007, PRODUITS DE TRAITEMENT, PLOURDE, DOMINIC	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 157 \$
KLENZOID COMPAGNIE LIMITEE	905425	THIFFAULT, YVAN	VCR, AMÉNAGEMENT 1324670008, BAT 3211 ARÉNA ROLAND (H BOURASSA), PLOURDE, DOMINIC	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 157 \$
KOLLECTIF.NET	899035	SHOIRY, NANCY	ENTENTE PUBLICITAIRE POUR UNE VISIBILITÉ DU BUREAU DU DESIGN VIA KOLLECTIF.NET POUR L'ANNÉE 2014.	SERVICE DE LA MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE	INDUSTRIES ET COMMERCES - PROM. ET DÉV.ÉCON.	5 000 \$
KOPPERT CANADA LTEE	878291	PRONOVOST, RENE	PRÉDATEURS	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 000 \$
KOPPERT CANADA LTEE	878291	PRONOVOST, RENE	PRÉDATEURS	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 000 \$
KOPPERT CANADA LTEE	878291	PRONOVOST, RENE	PRÉDATEURS	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	3 000 \$
KOPPERT CANADA LTEE	903246	PRONOVOST, RENE	PRÉDATEURS	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	4 000 \$
KOREM	889744	BROUSSEAU, DANIEL	MAINTENANCE MAPINFO PROFESSIONAL V.11.5 POUR 10 N° DE SÉRIE (GAÉTAN BARRIÈRE)	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	TRANSPORT - DIR. ET ADMIN. - À RÉPARTIR	3 811 \$
KOREM LOGICIELS ET DONNEES GEOSPATIAUX INC.	891166	DUCAS, SYLVAIN	RENOUVELLEMENT DE LA MAINTENANCE DE MAPINFO PROFESSIONAL V12 VERSION ANGLAIS 22 UTILISATEURS. # DE SÉRIE :MINWEU1200134994.PÉRIODE DU 31 OCTOBRE 2013 AU 31 OCTOBRE 2014. SOUMISSION KLS13246	SERVICE DE LA MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE	AMÉN., URB. ET DÉVEL. - DIR.ADM. ET SOUTIEN - À RÉPARTIR	11 976 \$
L.L. FONDERIE	650078-19	LABELLE, MARC-ANDRÉ	TPAE,A,PATTE EN ALUMINIUM POUR BANC	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	37 403 \$
LA BANDE A PAUL INC.	893593	ADAM, RICHARD	AFFICHAGE CHAPELLE HISTORIQUE DU BON-PASTEUR	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	2 285 \$
LA BANDE A PAUL INC.	900094	LACOMBE, PIERRE	CONCEPTION ET DESIGN DE 2 MOBILIERS D'ORDINATEUR POUR ESPACE COMMUN DU PLANÉTIARIUM ET BIODÔME SELON SOUMISSION S-13014	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	12 680 \$
LA BANDE A PAUL INC.	901691	ADAM, RICHARD	AFFICHAGE CHAPELLE HISTORIQUE DU BON-PASTEUR	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	2 285 \$
LA CAPITALE ASSURANCES GÉNÉRALES_10	RFI0000946800000904990001	INTERFACE	LA CAPITALE ASSURANCES GÉNÉRALES\PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR LE DOSSIER 13-003491, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 1308IC004 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	2 193 \$
LA CAPITALE_23	RFI0000943660000904860001	INTERFACE	LA CAPITALE\PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR LE DOSSIER 13-003187, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 1310IC005 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	3 881 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
LA CAPITALE_24	RMI0000944720000904860003	INTERFACE	LA CAPITALE\PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR LE DOSSIER 13-003285, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 1310IC006 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIERE	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	2 470 \$
LA CENTRALE DES ARTISTES	889187	LANGLOIS, PAUL	ELABORATION ET COORDINATION JOURNÉE DE RÉSEAUTAGE POUR ACCÈS CULTURE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	2 749 \$
LA CENTRALE DES ARTISTES	899049	LANGLOIS, PAUL	ELABORATION ET COORDINATION JOURNÉE DE RÉSEAUTAGE POUR ACCÈS CULTURE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	2 749 \$
LA CHEMISE PERFECTION (2007) INC.	522499-28	LABELLE, MARC-ANDRÉ	VETR,A,SIM,CHEMISES D'UNIFORME	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	30 248 \$
LA CIE DE PAVAGE BROADWAY LTEE	13307	DAOUST, LINDA	BC203475	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	3 211 \$
LA COMPAGNIE CA DU CANADA	883380	LAMONTAGNE, ROBERT	PROJET #68063 - ACQUISITION DE SERVICES TECHNIQUES POUR L'INSTALLATION DE L'APPLICATION CA SERVICE DESK MANAGER (SDM) CONFORMÈMENT À LA SOUMISSION DU FOURNISSEUR DU 8 JUILLET 2013	SERVICE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	GESTION DE L'INFORMATION	14 811 \$
LA COMPAGNIE ROBERT BURY LTEE	ROS721654	BRANCONNIER, SERGE	MATERIAUX POUR MENUISERIE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	3 488 \$
LA COMPAGNIE ROBERT BURY LTEE	ROS721654	BRANCONNIER, SERGE	MATERIAUX POUR MENUISERIE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	4 662 \$
LA COMPAGNIE ROBERT BURY LTEE	ROS721950	BRANCONNIER, SERGE	MATÉRIEL POUR FABRICATION POUR MENUISERIE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	3 831 \$
LA COMPAGNIE ROBERT BURY LTEE	ROS725616	BRANCONNIER, SERGE	MATÉRIEL POUR FABRICATION POUR MENUISERIE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	3 792 \$
LA MODELERIE DE MONTREAL INC.	ROS725282	BRANCONNIER, SERGE	MODELERIE POUR BANC DE PARC	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	6 362 \$
LA PERSONNELLE ASS. GÉNÉRALES_3	RMI0000938980000906800003	INTERFACE	LA PERSONNELLE ASS. GÉNÉRALES\PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR LE DOSSIER 13-002740, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 1310IC004 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIERE	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	3 584 \$
LA PRESSE LTEE	887903	SPANDONIDE, CAROLINE	PLACEMENTS MÉDIAS OBLIGATOIRES	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	REL. AVEC LES CITOYENS ET COMMUNICATIONS	6 774 \$
LA PRESSE LTEE	889933	SPANDONIDE, CAROLINE	PLACEMENTS MÉDIAS OBLIGATOIRES	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	REL. AVEC LES CITOYENS ET COMMUNICATIONS	7 685 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
LA PRESSE LTEE	891322	SPANDONIDE, CAROLINE	PLACEMENTS MÉDIAS OBLIGATOIRES	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	REL. AVEC LES CITOYENS ET COMMUNICATIONS	3 529 \$
LA PRESSE LTEE	893476	SPANDONIDE, CAROLINE	PLACEMENTS MÉDIAS OBLIGATOIRES	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	REL. AVEC LES CITOYENS ET COMMUNICATIONS	3 586 \$
LA PRESSE LTEE	893621	BERGERON, JACQUES	AFFICHAGE DE POSTES DANS LE JOURNAL LA PRESSE 7,14 SEPT	BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	3 749 \$
LA PRESSE LTEE	893779	SPANDONIDE, CAROLINE	PLACEMENTS MÉDIAS OBLIGATOIRES	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	REL. AVEC LES CITOYENS ET COMMUNICATIONS	7 011 \$
LA PRESSE LTEE	899027	SPANDONIDE, CAROLINE	PLACEMENTS MÉDIAS OBLIGATOIRES	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	REL. AVEC LES CITOYENS ET COMMUNICATIONS	9 551 \$
LA PRESSE LTEE	899027	SPANDONIDE, CAROLINE	PLACEMENTS MÉDIAS OBLIGATOIRES	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	REL. AVEC LES CITOYENS ET COMMUNICATIONS	16 323 \$
LA PRESSE LTEE	2125908	LAPOINTE, JULIE	REF #768, CAMPAGNE ÉTÉ MAMROT	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	3 171 \$
LA PRESSE LTEE	2129259	LAPOINTE, JULIE	REF #769, CAMPAGNE ÉTÉ MAMROT	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 291 \$
LA PRESSE LTEE	2132271	BOLDUC, JOSEE	REF #914, PUB WEB SEPTEMBRE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	7 708 \$
LA PRESSE LTEE	2132696	LAPOINTE, JULIE	REF #770, MAMROT CAMPAGNE ÉTÉ	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	3 171 \$
LA PRESSE LTEE	2148518	LAPOINTE, JULIE	REF #900, PUB LA PRESSE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 291 \$
LA PRESSE LTEE	2152403	LAPOINTE, JULIE	REF #912, PUB WEB SEPTEMBRE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	4 086 \$
LA PRESSE LTEE	2162274	LAPOINTE, JULIE	REF #973, PUB IMPRIMÉ PLANÉTIUM	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 272 \$
LA PRESSE LTEE	2169906	LAPOINTE, JULIE	REF #984, CAMPAGNE AUTOMNE JARDIN DE LUMIÈRES MIM	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 250 \$
LA SOCIETE DE CONTROLE JOHNSON S.E.C.	888238	BOUVRETTE, JEAN	PROJET DE CENTRALISATION POUR LA CHAUFFERIE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	12 700 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
LA SOCIETE DE CONTROLE JOHNSON S.E.C.	893097	THIFFAULT, YVAN	TÉLÉGESTION, BAT 4397 , IOM MODULE, CROTEAU, JACQUES	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 276 \$
LA SOCIETE DE CONTROLE JOHNSON S.E.C.	899620	LEROUX, PATRICE	CHAUFFAGE - MODULE ET CONTRÔLE - BUDGET ÉNERGIE - R.AMYOT C/M	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	5 308 \$
LA SOCIETE DE CONTROLE JOHNSON S.E.C.	17176048108	DAOUST, LINDA	ENTRETIEN BC203396	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 422 \$
LA VITRINE MONTREAL'S CULTURAL WINDOW	905708	LANGLOIS, PAUL	TRAVAUX SUR LE SITE WEB	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	3 182 \$
LABO S.M. INC.	899551	LUU, VINH	CONTRÔLE ET ESSAIS DE LABO : CONTRAT 1155 (SOLDE DU BC 890131 INITIALEMENT PRÉPARÉ POUR CE CONTRAT)	COMMISSION DES SERVICES ÉLECTRIQUES DE MONTRÉAL	AUTRES - AMÉN., URB. ET DÉVELOPPEMENT	12 583 \$
LABORATOIRES MICOM INC.	888429	L'ABBE, JEAN-MARC	ESSAIS SUR UN TYPE DE CONES DE SIGNALISATIONS	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	2 139 \$
LACHAPELLE LOGISTIQUE INC.	894085	MANZONI DA SILVA, CARLOS	DÉMÉNAGEMENT D'EMPLOYÉS AU 303 NOTRE DAME 1ER ÉTAGE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	2 645 \$
LAETITIA WOLFF	887535	CHOQUET, JEAN-ROBERT	RC 09-1.1.4.1-567 / PRODUCTION DÉLÉGUÉE DU COLLOQUE "LE DESIGN AU SERVICE DES GRANDS CHANTIERS URBAINS" QUI SE TIENDRA LES 8 ET 9 OCTOBRE 2014 À MONTRÉAL, DANS LE CADRE DES 27ES ENTRETIENS JACQUES CARTIER.	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	BIENS PATRIMONIAUX	21 145 \$
LAFLEUR ET FILS INC	899598	FISSET, DANIEL	PORTES MOBILES - PORTE POUR CASERNE 10 - AMÉNAGEMENT #1324672062 - P.DESJARLAIS C/M	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	5 486 \$
LAFLEUR ET FILS INC	903290	FISSET, DANIEL	PORTES MOBILES - PIEDS D'ARRÊT EN ALUMINIUM - P.DESJARLAIS C/M	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	3 270 \$
LALEMA INC.	843057-6	LABELLE, MARC-ANDRÉ	ENPC,A,FOURNITURE D'ABSORBANTS GRANULAIRES EN SACS POUR UNE PÉRIODE DE 3 ANS	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	ÉNERGIE ET PRODUIT CHIMIQUE	3 118 \$
LALEMA INC.	843057-7	LABELLE, MARC-ANDRÉ	ENPC,A,FOURNITURE D'ABSORBANTS GRANULAIRES EN SACS POUR UNE PÉRIODE DE 3 ANS	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	ÉNERGIE ET PRODUIT CHIMIQUE	2 806 \$
L'ALLIANCE DES MUSEES D'HISTOIRE NATURELLE DU CANADA	895766	BRUNELLE, CHARLES-MATHIEU	ADHÉSION ANNUELLE POUR ALLIANCE DES MUSÉES D'HISTOIRE NATURELLE DU CANADA 2013-2014	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	3 000 \$
LAM INC	L018069	BOLDUC, JOSEE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	3 676 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
LAMCOM TECHNOLOGIES INC.	904125	GELINEAU, PIERRE	PROJET IMP-002162-13347 - DEVIS 9549	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	2 009 \$
LANGEVIN & FOREST LTEE	ROS723451	BRANCONNIER, SERGE	MATÉRIAUX BOIS EXOTIQUE MENUISERIE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	4 818 \$
LANGEVIN & FOREST LTEE	ROS723590	BRANCONNIER, SERGE	MATÉRIEL POUR FABRICATION POUR MENUISERIE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	14 065 \$
LANGEVIN & FOREST LTEE	ROS723846	BEAULIEU, DAMIEN	MATÉRIEL POUR FABRICATION POUR MENUISERIE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 748 \$
LANGEVIN & FOREST LTEE	ROS723847	BRANCONNIER, SERGE	MATÉRIEL POUR FABRICATION POUR MENUISERIE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	14 065 \$
LANGEVIN & FOREST LTEE	ROS723934	BRANCONNIER, SERGE	MATÉRIEL POUR FABRICATION POUR MENUISERIE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	4 850 \$
LANGEVIN & FOREST LTEE	ROS723935	BEAULIEU, DAMIEN	MATÉRIEL POUR FABRICATION POUR MENUISERIE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 725 \$
LANGEVIN & FOREST LTEE	ROS724079	CHRETIEN, NORMAND	MATÉRIEL PPUR FABRICATION POUR LA MENUISERIE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	9 700 \$
LANGEVIN & FOREST LTEE	ROS724226	BRANCONNIER, SERGE	MATÉRIEL POUR FABRICATION POUR MENUISERIE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	14 065 \$
LANGEVIN & FOREST LTEE	ROS724361	BRANCONNIER, SERGE	MATÉRIEL POUR FABRICATION POUR MENUISERIE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	13 741 \$
LANGEVIN & FOREST LTEE	ROS725012	BRANCONNIER, SERGE	BOIS POUR MENUISERIE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	11 316 \$
LANGEVIN & FOREST LTEE	ROS725277	BRANCONNIER, SERGE	BOIS POUR MENUISERIE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	12 631 \$
LANGLOIS KRONSTRÖM DESJARDINS AVOCATS SENCRL	905484	VAILLANCOURT, SERGE	SERVICES PROFESSIONNELS BVG - NON RÉCURRENT	BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	8 720 \$
L'ASSOCIATION CANADIENNE DES SCIENCES GEOMATIQUES (ACSG)	892153	PELLERIN, JEAN	INSCRIPTIONS AU CONGRÈS GÉOMATIQUE 2013	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT.- À RÉPARTIR	3 541 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
LAURIANE AYIVI	888140	LEFEBVRE, MARTIN	RÉDACTION WEB	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	REL. AVEC LES CITOYENS ET COMMUNICATIONS	9 520 \$
LE BARRICADEUR	896835	THIFFAULT, YVAN	MENUISERIE (BARRICADAGE FAIT AU 7118, 14E AVENUE (BÂTIMENT PRIVÉ), EFFECTUÉS EN URGENCE LE 01-10-2013, LE BARRICADEUR) - TRUDEL, DANIEL	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	3 263 \$
LE BARRICADEUR	903355	THIFFAULT, YVAN	MENUISERIE (TRAVAUX DE BARRICADAGE EFFECTUÉS EN URGENCE À PLUSIEUR BÂTIMENTS PRIVÉS, LE BARRICADEUR) - TRUDEL, DANIEL	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 238 \$
LE CONSORTIUM ECHOLOGIQUE INC	891184	CLOUTIER, SIMON	CARACTÉRISATION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES AU JARDIN BOTANIQUE DANS LE CADRE DU VOLET ÉCORESPONSABLE DE MOSAÏCULTURES INTERNATIONALES MONTRÉAL 2013	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	3 555 \$
LE DEVOIR	876658	JUTRAS, PIERRE	FRAIS DE PUBLICATION DANS LE DEVOIR (NIKE LANGEVIN ET ANTHONY DANIEL)	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	HORTICULTURE ET ARBORICULTURE	11 547 \$
LE DEVOIR	889887	SPANDONIDE, CAROLINE	PLACEMENTS MÉDIAS OBLIGATOIRES	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	REL. AVEC LES CITOYENS ET COMMUNICATIONS	4 453 \$
LE DEVOIR	890369	SPANDONIDE, CAROLINE	PLACEMENTS MÉDIAS OBLIGATOIRES	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	REL. AVEC LES CITOYENS ET COMMUNICATIONS	13 631 \$
LE DEVOIR	893487	SPANDONIDE, CAROLINE	PLACEMENTS MÉDIAS OBLIGATOIRES	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	REL. AVEC LES CITOYENS ET COMMUNICATIONS	2 708 \$
LE DEVOIR	896416	SPANDONIDE, CAROLINE	PLACEMENTS MÉDIAS OBLIGATOIRES	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	REL. AVEC LES CITOYENS ET COMMUNICATIONS	2 150 \$
LE DEVOIR	896966	CHOQUET, JEAN-ROBERT	ACHAT DE PUBLICITÉ	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	ACT. CULTURELLES - DIR. ET ADM. - À RÉPARTIR	2 870 \$
LE GLACIER BILBOQUET INC.	10668	SOULIERES, ANNE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	4 470 \$
LE GLACIER BILBOQUET INC.	10694	SOULIERES, ANNE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	4 702 \$
LE GROUPE J.S.V. INC	887053	CARDINAL, MARIE-JOSEE	LOUVAIN - RE-APPRO 2013	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	OUTILLAGE ET MACHINERIE	4 249 \$
LE GROUPE J.S.V. INC	890207	SIoudA, ABDELHAK	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS SCARM	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	OUTILLAGE ET MACHINERIE	3 067 \$
LE GROUPE J.S.V. INC	864690-18	LABELLE, MARC-ANDRÉ	PEFV,A,PEINTURE EN AEROSOL	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	CONSTRUCTION	2 136 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
LE GROUPE KLODA FOCUS INC	889175	LANGLOIS, PAUL	LOCATION D'ÉQUIPEMENT AUDIO VISUEL POUR LE THÉÂTRE DE VERDURE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	9 815 \$
LE GROUPE KLODA FOCUS INC	903183	CHOQUET, JEAN-ROBERT	LOCATION D'ÉQUIPEMENT DE SONORISATION DANS LE CADRE DE L'ÉVÉNEMENT CENTRAIDE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	ACT. CULTURELLES - DIR. ET ADM. - À RÉPARTIR	2 068 \$
LE GROUPE MASTER S.E.C.	886831	THIFFAULT, YVAN	VCR - RÉRIGÉRANT 22 - POUR BILL DURNUN - PATRICK PLOURDE C/M.	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	3 574 \$
LE GROUPE MASTER S.E.C.	901255	THIFFAULT, YVAN	VCR, BAT 4397 ATELIER, POUR NOUVEAU CAMION, DESTECT FUIITE ECT..PLOURDE DOMINIC	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	3 542 \$
LE GROUPE MASTER S.E.C.	905655	FISSET, DANIEL	VCR - RÉFRIGÉRANT - POUR DIVERS BÂTIMENTS - PATRICK PLOURDE C/M.	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	7 038 \$
LE GROUPE QUADRISCAN	892310	SHOIRY, NANCY	CONTRAT DE SERVICES D'IMPRESSION DE 405 COPIES DU COMPTE-RENDU DU BILAN «MONTREAL VILLE UNESCO DE DESIGN EN ACTIONS ET EN CHIFFRE». LA BROCHURE DE 44 PAGES SERA DE FORMAT 11" X 8,5" AVEC COUVERT ET RELIÉE AVEC UN WIRE-O MÉTALLIQUE.	SERVICE DE LA MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE	INDUSTRIES ET COMMERCE - PROM. ET DÉV.ÉCON.	3 037 \$
LE RELAIS CHEVROLET CADILLAC BUICK GMC LTEE	893960	SIoudA, ABDELHAK	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS SCARM	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	MATÉRIEL ROULANT	2 301 \$
LECUYER & FILS LTEE	892082	LUU, VINH	ANNEAUX D'AJUSTEMENT	COMMISSION DES SERVICES ÉLECTRIQUES DE MONTRÉAL	AUTRES - AMÉN., URB. ET DÉVELOPPEMENT	2 997 \$
LECUYER & FILS LTEE	900876	LUU, VINH	BASES DE LAMPADAIRE	COMMISSION DES SERVICES ÉLECTRIQUES DE MONTRÉAL	AUTRES - AMÉN., URB. ET DÉVELOPPEMENT	4 796 \$
LECUYER & FILS LTEE	347855-22	LABELLE, MARC-ANDRÉ	TPAE,A,PIÈCES EN FONTE POUR AQUEDUC ET ÉGOUT, TUBES EN CUIVRE ET TUYAUX ET RACCORDS EN PVC, INVENTAIRE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	AQUEDUC & EGOUT	17 314 \$
LEICA GEOSYSTEMES LTEE	900446	AYLWIN, CHANTAL	GPS HAUTE PERFORMANCE VIVA (BOUDRIAS, PASCAL)	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	DÉPENSES INTERNES À IMPUTER AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT - À REDISTRIBUER	17 885 \$
L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	862088	SPANDONIDE, CAROLINE	PROJET GRA-000750-12639 - DEVIS 8727, 8729, 8730	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	2 511 \$
L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	891529	GELINEAU, PIERRE	PROJET IMP-001333-13122 - DEVIS 9289	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	5 321 \$
L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	899100	GELINEAU, PIERRE	PROJET IMP-001753-13194 - DEVIS 9370	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	5 326 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
LES AMIS DE FRONTENAC	901467	LANGLOIS, PAUL	PROJET "CECI N'EST PAS UN ARTISTE... 2" - ORGANISATION DE LA PRODUCTION DES CAPSULES VIDÉO	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	7 000 \$
LES AMIS DU JARDIN BOTANIQUE DE MONTREAL	894462	LANDRY, JOHANNE	PROGRAMME JEUNESSE CANADA AU TRAVAIL	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 146 \$
LES ATELIERS D'ANTOINE	894972	BERTRAND, RICHARD	POSTE224	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	ENVIRONNEMENT ET NATURE	5 111 \$
LES AUVENTS PROVINCIAL 2013 INC.	904262	LEVESQUE, PIERRE	INSTALLATION DES RIDEAUX D'HIVER ET ENLÈVEMENT DES RIDEAUX D'ÉTÉ - AUTOMNE 2013	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	3 849 \$
LES BRASSEURS DU NORD INC	4320934	SOULIERES, ANNE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 136 \$
LES BRASSEURS DU NORD INC	4321069	SOULIERES, ANNE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	3 647 \$
LES BRASSEURS DU NORD INC	4321337	SOULIERES, ANNE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	4 362 \$
LES CLOISONS CORFLEX INC.	895195	LORD, MICHEL	SALLES 1-203 ET 1-206, MUR MITOYEN A ÉTÉ BRISÉ (OUVERT SANS CLÉ SPÉCIALE) ET PLIÉ, UN PANNEAU EST FISSURÉ AU QG DU SPVM	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 145 \$
LES COMPAGNIES DU GROUPE DATA INC	905069	BOISVERT, SUZANNE	1 MILLION DE BILLETS D'ENTRÉE POUR LE PLANÉTIUM ET LE BIODÔME - SOUMISSION DE M. SHARARA DU 29 OCTOBRE - LIVRAISON AU BIODÔME DE MONTRÉAL	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	11 000 \$
LES CONSTRUCTIONS SERBEC INC.	902029	LEVESQUE, PIERRE	SOUMISSION DU 18-10-13 RÉVISION 1 - CENTRE MGR PIGEON (0869) - 5550, RUE ANGERS - RÉPARATION DE PORTES ET CADRES - 2 SOUMISSIONS	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	3 877 \$
LES CONSULTANTS INFISEC INC	889463	BERGERON, JACQUES	SERVICES PROFESSIONNELS BVG-SP-2013-20	BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	21 995 \$
LES CONSULTANTS INFISEC INC	894675	BERGERON, JACQUES	SERVICES PROFESSIONNELS BVG-SP-2013-24	BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	21 995 \$
LES CONTROLES ROGER HOGUES MTL INC	887009	LEROUX, PATRICE	CHAUFFAGE - VALVES DE ZONE - POUR RÉGION OUEST - ROBERT AMYOT C/M.	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	4 395 \$
LES DISTRIBUTEURS R NICHOLLS DISTRIBUTORS INC.	901933	DESJARDINS, GILLES	ACHAT DE GANTS DE KEVLAR	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 191 \$
LES DISTRIBUTIONS ALLTECH	ROS725328	CHARRON, DANIEL	# C800415, DLM # V76872	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 804 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
LES EDITIONS YVON BLAIS INC	5724659	JUTRAS, MANON	LIVRES REÇUS DANS LES BIBLIOTHÈQUES MUNICIPALES	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	BIBLIOTHÈQUES	2 624 \$
LES ENSEIGNES METROPOLITAIN INC.	895731	PRONOVOST, RENE	POTEAU	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 150 \$
LES ENT. DM LEO INC.	49231	INTERFACE	ENTRETIEN ET RÉPARATION SPVM NOFACTMAXIMO:379314	SERVICE DE POLICE DE MONTRÉAL	SURV. DE LA RÉGLEMENTATION DU STATIONNEMENT	2 203 \$
LES ENT. DM LEO INC.	49259	INTERFACE	ENTRETIEN ET RÉPARATION SPVM NOFACTMAXIMO:378323	SERVICE DE POLICE DE MONTRÉAL	SURV. DE LA RÉGLEMENTATION DU STATIONNEMENT	2 013 \$
LES ENTREPRISES 1F INC.	899968	LANGLOIS, PAUL	DESIGN ET IMPRESSION DU CATALOGUE 20/40	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	4 289 \$
LES ENTREPRISES 1F INC.	903160	LANGLOIS, PAUL	DESIGN ET IMPRESSION DU CATALOGUE 20/40	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	4 289 \$
LES ENTREPRISES AG-MAN	888428	BELANGER, JOSEE	S12-005 MILLEN POTS	SERVICE DE LA MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE	CONSTRUCTION D'INFRASTRUCTURES DE VOIRIE	6 137 \$
LES ENTREPRISES CANBEC CONSTRUCTION INC.	903748	RODRIGUEZ, ELISA	DÉNEIGEMENT DU 9515, RUE ST-HUBERT ET DU 955, RUE LOUVAIN (HIVER 2013-2014)	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	8 129 \$
LES ENTREPRISES CANBEC CONSTRUCTION INC.	904202	LEVESQUE, PIERRE	DÉNEIGEMENT DU MANÈGE DE LA CAVALERIE DU SPVM / OCTOBRE-NOVEMBRE-DÉCEMBRE 2013	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 639 \$
LES ENTREPRISES CANBEC CONSTRUCTION INC.	904208	LEVESQUE, PIERRE	DÉNEIGEMENT DU STATIONNEMENT MILL #2 - AUTOMNE 2013	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	4 564 \$
LES ENTREPRISES ELECTRIQUES L.M. INC	888670	LEVESQUE, PIERRE	REFAIRE L'INSTALLATION DES CONDUITS D'EAU SUR LE SYSTÈME D'ÉCHANGEURS DE CHALEUR DU GROUPE ÉLECTROGÈNE (PROBLÈME DÙ À UNE FUITE D'EAU AU NIVEAU DES CONDUITS) À LA CASERNE 66	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 772 \$
LES ENTREPRISES ELECTRIQUES L.M. INC	901105	LEVESQUE, PIERRE	SOUSSION VI119550 - CENTRE OPÉRATIONNEL NORD (3685) - 827-855, CRÉMAZIE - REMPLACEMENT D'UN RÉGULATEUR DE VOLT SUR LA GÉNÉRATRICE - 1 SOUSSION	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 337 \$
LES ENTREPRISES QUALI-SCOPE INC	902803	CROTEAU, ROGER	LES ENTREPRISES QUALI-SCOPE INC./ BILAN DU PROCESSUS DE GESTION CORPORATIVE DU PORTEFEUILLE DE PROJET DE LA VILLE DE MONTRÉAL/	DIRECTION GÉNÉRALE	CONSEIL ET SOUTIEN AUX INSTANCES POLITIQUES	13 637 \$
LES EQUIPEMENTS C.M. INC	CAR716718	BRANCONNIER, SERGE	C769237 (REPARATION D'APPAREIL VAC-CON 2007 (FAN ASSEMBLÉE)	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 463 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
LES EQUIPEMENTS C.M. INC	CAR716718	BRANCONNIER, SERGE	C769237 (REPARATION D'APPAREIL VAC-CON 2007 (FAN ASSEMBLÉE)	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 695 \$
LES EQUIPEMENTS TWIN (1980) LTEE.	898782	GUINDON, PATRICE	1 PLATE-FORME POUR LACHINE (GRÉ À GRÉ)	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	ENTRETIEN ET RÉFECTION DES CHAUSSÉES ET TROTTOIRS	20 864 \$
LES EQUIPEMENTS TWIN (1980) LTEE.	CAR722622	LEFEBVRE, MARIO	99012 PANIER NACELLE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 707 \$
LES EQUIPEMENTS TWIN (1980) LTEE.	CAR724733	BRANCONNIER, SERGE	PIECE POUR REPARATION TOURELLE VEHICULE NACELLE VERSLIFT	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 843 \$
LES EQUIPEMENTS TWIN (1980) LTEE.	CAR724970	BRANCONNIER, SERGE	TRAVAUX MAT NACELLE VERSALIFT	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	7 109 \$
LES EVADES INC.	900101	GERVAIS, FRANCYNE	HONORAIRES PROFESSIONNELS (FACTURE F-3388)	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	15 000 \$
LES EXCAVATIONS D.D.C.	RMI0000942610000977790001	INTERFACE	LES EXCAVATIONS D.D.C. PAIEMENT D'UNE INDEMNITE POUR LE DOSSIER 12-002080 SUR LA LISTE DE PAIEMENT	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	6 383 \$
LES GRANDS TRAVAUX SOTER INC.	776424	BAICESCU-PETIT, OANA	SOUSSION PONTIS 12-08 - TRAVAUX MINEURS DE RÉPARATION, SÉCURISATION, ENTRETIEN OU D'URGENCE SUITE À DES INSPECTIONS NÉCESSITANT UNE DEMANDE D'INTERVENTION À COURT TERME OU DANS LES MEILLEURS DÉLAIS (URGENCE)	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT. - À RÉPARTIR	18 805 \$
LES GRUES BELLERIVE INC.	892454	THEROUX, MICHEL	TRAVAUX POUR LA VOÛTE - LOCATION NACELLES	SERVICE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	GESTION DE L'INFORMATION	13 197 \$
LES IMPRESSIONS PLASTIMAX	889037	JODOIN, LUC	10 000 CARTES D'ABONNÉS POUR LES BIBLIOTHÈQUES	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	BIBLIOTHÈQUES	3 050 \$
LES INDUSTRIES BONIMETAL INC	892883	RENAUD, LYSE	PONTIS & TUNNELS MÉTAL Plié POUR CHASSE-ROUES QUAI #8 ET 9 CARRIÈRE ST-MICHEL	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT. - À RÉPARTIR	4 701 \$
LES INDUSTRIES MC ASPHALT LTEE	843326-2	LABELLE, MARC-ANDRÉ	TPAE,A,EMULSION DE BITUME ET BITUME FLUIDIFIE,COLASSE,LIANT D'ACCROCHAGE(BARIL)	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	4 439 \$
LES INDUSTRIES MC ASPHALT LTEE	843326-3	LABELLE, MARC-ANDRÉ	TPAE,A,EMULSION DE BITUME ET BITUME FLUIDIFIE,COLASSE,LIANT D'ACCROCHAGE(BARIL)	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	3 299 \$
LES INDUSTRIES MC ASPHALT LTEE	843326-4	LABELLE, MARC-ANDRÉ	TPAE,A,EMULSION DE BITUME ET BITUME FLUIDIFIE,COLASSE,LIANT D'ACCROCHAGE(BARIL)	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	3 739 \$
LES INDUSTRIES MC ASPHALT LTEE	843326-5	LABELLE, MARC-ANDRÉ	TPAE,A,EMULSION DE BITUME ET BITUME FLUIDIFIE,COLASSE,LIANT D'ACCROCHAGE(BARIL)	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	2 969 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
LES INDUSTRIES MC ASPHALT LTEE	843326-6	COUTU, JESSICA	TPAE,A,EMULSION DE BITUME ET BITUME FLUIDIFIE,COLASSE,LIANT D'ACCROCHAGE(BARIL)	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	9 405 \$
LES INDUSTRIES PAMILIO INC.	522500-21	LABELLE, MARC-ANDRÉ	VETR,A,SIM,CHANDAILS TRICOTS	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	4 997 \$
LES INDUSTRIES PAMILIO INC.	890711-2	LABELLE, MARC-ANDRÉ	VETR,A,TUQUE BLEU/NOIR - SPVM ET VDM	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	10 888 \$
LES INDUSTRIES POLY INC.	896463	DEROME, JOHANNE	SERVICES D'IMPRESSION DE PLANS & LIVRAISON AUX INTERVENANTS DE CHANTIER	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	GESTION INSTALL. - CENTRES COMMUN. - ACT.RECRÉATIVES	10 998 \$
LES JARDINS LUMIERES DE L'AVENIR INC.	904525	LANDRY, JOHANNE	JARDIN DE LUMIÈRES	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 436 \$
LES MAITRES PEINTRES DE MONTREAL INC.	897475	LORD, MICHEL	QG DU SPVM (3679) - 1441, RUE SAINT-URBAIN - DANS LES PIÈCES DE RANGEMENT, POSER LA LAINE DANS LES MURS ET POSER GYPSE, FAIRE LES JOINTS ET PEINTURER LES MURS RÉPARÉS; RÉPARER ET PEINTURER MURS DE LA SALLE DE BAIN DES FEMMES - 1 SOUM.	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 749 \$
LES PAVAGES DANCAR (2009) INC.	899236	LEVESQUE, PIERRE	RÉPARATION DE PAVAGE ET LIGNAGE + PEINTURER 17 EMPLACEMENTS "72" (DEMANDÉ PAR SERGENT JOCELYN HOULE) AU PDQ 20	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	4 328 \$
LES PAVAGES DANCAR (2009) INC.	901368	LEVESQUE, PIERRE	SOUM. DU 15-10-2013 - CENTRE STRATHEARN (2453) - 3680, JEANNE-MANCE - RÉPARATION DE PAVÉ (PARTIELLE) SUR LA RUE LÉO PARISEAU - 1 SOUMISSION	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	8 897 \$
LES PAVAGES DANCAR (2009) INC.	903178	LEVESQUE, PIERRE	TRAVAUX DE RÉPARATION DE PAVAGE DES PASSAGES / STATIONNEMENTS ARRIÈRE DU CENTRE ROUSSIN	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 359 \$
LES PLASTIQUES BALCAN LIMITEE	896324	CARDINAL, MARIE-JOSEE	LOUVAIN - RE-APPRO 2013	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	AMEUBLEMENT	2 080 \$
LES PLASTIQUES BALCAN LIMITEE	899548	BERTRAND, RICHARD	40 SAC, MATELAS KING, 87" X 90", 3MM EPAISSEUR	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	AMEUBLEMENT	3 225 \$
LES PLASTIQUES CY-BO INC	889639	THIFFAULT, YVAN	PLOMBERIE (ACHAT D'UNE VALVE POUR LA PISCINE GABRIEL-LALEMENT #2258, REQ. 77-186135, LES PLASTIQUES CY-BO INC) - VÉZINA, LUC	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 073 \$
LES PONTS JACQUES CARTIER ET CHAMPLAIN INCORPOREE	890005	LUU, VINH	DROITS DE PASSAGE POUR LA PÉRIODE DU 01 AOÛT 2013 AU 31 JUILLET 2014 SELON FACTURE IN000010857	COMMISSION DES SERVICES ÉLECTRIQUES DE MONTRÉAL	AUTRES - AMÉN., URB. ET DÉVELOPPEMENT	2 263 \$
LES PRODUITS ENERGETIQUES G.A.L. INC.	891438	LORD, MICHEL	CONTRAT DE LOCATION #03-2623-35 (09-08-13 AU 06-09-13) QUARTIER GÉNÉRAL DU SPVM (3679) - 1441, RUE SAINT-URBAIN - LOCATION TEMPORAIRE DE 3 UNITÉS DE CLIMATISATION (3 X 5 TONNES)	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	4 565 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
LES PRODUITS LAITIERS D.C.M.	7216	SOULIERES, ANNE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 175 \$
LES PRODUITS LAITIERS D.C.M.	7231	SOULIERES, ANNE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	6 234 \$
LES PRODUITS LAITIERS D.C.M.	7269	SOULIERES, ANNE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	4 358 \$
LES PRODUITS LAITIERS D.C.M.	71701	SOULIERES, ANNE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 678 \$
LES PRODUITS LAWSON INC.	CAR725819	DAVID, STEPHANE	C184285	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 165 \$
LES PROMOTIONS C.S.L.	888242	CHOQUET, JEAN-ROBERT	ÉQUIPEMENT DE SCÈNE. SOUMISSION S. MONDOR 1 MODIFIÉE.	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	2 847 \$
LES PROMOTIONS ET PRODUCTIONS STEPHAN ROY LTEE	893351	LACOMBE, PIERRE	101144 / E. LAURENCE / FORMATION EN DICTION ET COMMUNICATION	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	3 995 \$
LES RESSORTS LASALLE INC	AVM723725	DESPATIE, ERIC	FOURNIR PIÈCE ET MAIN D'OEUVRE POUR RÉPARATION DIFFÉRENTIEL ARRIÈRE FISSURÉ SOUS LES LAMES	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 329 \$
LES RESSORTS LASALLE INC	MAD723925	TREMBLAY, MICHEL	ENVOYER CAMION AUX LAMES POUR SUSPENSION ARR AFFAÏSÉ ET STOP BUMPER DE SUSPENSION ARR A REPARER	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 387 \$
LES SERVICES ACTUARIELS SAI INC.	454569	CORBEIL, DANIELLE	SERVICES PROFESSIONNELS D'ACTUAIRES RELATIFS À L'ENTENTE D'HARMONISATION DES RÉGIMES DE RETRAITES DES CLOS BLEUS	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	GESTION DU PERSONNEL	26 142 \$
LES SERVICES DE COURRIER CHAMPION INC.	832997	OUELLETTE, SERGE	COURIER CHAMPION	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	2 749 \$
LES SERVICES EXP INC.	887397	LUU, VINH	CONTRÔLE ET ESSAIS DE LABO : C. 1269	COMMISSION DES SERVICES ÉLECTRIQUES DE MONTRÉAL	AUTRES - AMÉN., URB. ET DÉVELOPPEMENT	4 423 \$
LES SERVICES EXP INC.	898355	LUU, VINH	CONTRÔLE ET ESSAIS DE LABO : CONTRAT 1284	COMMISSION DES SERVICES ÉLECTRIQUES DE MONTRÉAL	AUTRES - AMÉN., URB. ET DÉVELOPPEMENT	5 085 \$
LES TECHNOLOGIES TASSIMCO CANADA INC.	897670	LÊ, SON-THU	ACHAT DE 50 MODULES EXPENSION 6 À 8 RELAIS (CBD-3000). DEMANDEUR HUGUES BESSETTE.	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	SIGNALISATION LUMINEUSE	18 421 \$
LES TECHNOLOGIES TASSIMCO CANADA INC.	638931-16	SEYDI, AMINATA	TPAE,A,CONTRÔLEURS ÉLECTRONIQUES 8 ET 16 RELAIS DE CHARGE- 36 MOIS	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	SIGNALISATION LUMINEUSE	694 251 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
LES TERRASSEMENTS MULTI-PAYSAGES INC.	891126	BEAULIEU, JACQUES	FOURNITURE ET PLANTATION DE VÉGÉTAUX PARC MAISONNEUVE - TERRASSEMENT MULTI-PAYSAGES INC.	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	ENTRETIEN ET AMÉNAG. DES PARCS ET TERRAINS DE JEUX	14 074 \$
LIBRAIRIE BERTRAND	104045	JUTRAS, MANON	LIVRES REÇUS DANS LES BIBLIOTHÈQUES MUNICIPALES	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	BIBLIOTHÈQUES	2 099 \$
LIBRAIRIE BERTRAND	104115	JUTRAS, MANON	LIVRES REÇUS DANS LES BIBLIOTHÈQUES MUNICIPALES	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	BIBLIOTHÈQUES	2 722 \$
LIBRAIRIE BERTRAND	104376	JUTRAS, MANON	LIVRES REÇUS DANS LES BIBLIOTHÈQUES MUNICIPALES	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	BIBLIOTHÈQUES	2 712 \$
LIBRAIRIE BERTRAND	104405	JUTRAS, MANON	LIVRES REÇUS DANS LES BIBLIOTHÈQUES MUNICIPALES	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	BIBLIOTHÈQUES	2 082 \$
LIBRAIRIE CARREFOUR BD INC.	13336	JUTRAS, MANON	LIVRES REÇUS DANS LES BIBLIOTHÈQUES MUNICIPALES	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	BIBLIOTHÈQUES	2 027 \$
LIBRAIRIE CARREFOUR BD INC.	13337	JUTRAS, MANON	LIVRES REÇUS DANS LES BIBLIOTHÈQUES MUNICIPALES	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	BIBLIOTHÈQUES	2 072 \$
LIBRAIRIE CARREFOUR BD INC.	13376	JUTRAS, MANON	LIVRES REÇUS DANS LES BIBLIOTHÈQUES MUNICIPALES	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	BIBLIOTHÈQUES	2 029 \$
LIBRAIRIE CARREFOUR BD INC.	13377	JUTRAS, MANON	LIVRES REÇUS DANS LES BIBLIOTHÈQUES MUNICIPALES	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	BIBLIOTHÈQUES	2 274 \$
LIBRAIRIE CARREFOUR BD INC.	13426	JUTRAS, MANON	LIVRES REÇUS DANS LES BIBLIOTHÈQUES MUNICIPALES	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	BIBLIOTHÈQUES	2 509 \$
LIBRAIRIE MICHEL FORTIN INC.	37510	JUTRAS, MANON	LIVRES REÇUS DANS LES BIBLIOTHÈQUES MUNICIPALES	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	BIBLIOTHÈQUES	3 337 \$
LIBRAIRIE MONET INC	126909	JUTRAS, MANON	LIVRES REÇUS DANS LES BIBLIOTHÈQUES MUNICIPALES	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	BIBLIOTHÈQUES	2 502 \$
LIBRAIRIE MONET INC	128359	JUTRAS, MANON	LIVRES REÇUS DANS LES BIBLIOTHÈQUES MUNICIPALES	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	BIBLIOTHÈQUES	2 131 \$
LIBRAIRIE MONIC INC	319704	JUTRAS, MANON	LIVRES REÇUS DANS LES BIBLIOTHÈQUES MUNICIPALES	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	BIBLIOTHÈQUES	2 376 \$
LIBRAIRIE RENAUD-BRAY INC	CW8153344	JUTRAS, MANON	LIVRES REÇUS DANS LES BIBLIOTHÈQUES MUNICIPALES	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	BIBLIOTHÈQUES	2 084 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
LIBRAIRIE RENAUD-BRAY INC	CW8153346	JUTRAS, MANON	LIVRES REÇUS DANS LES BIBLIOTHÈQUES MUNICIPALES	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	BIBLIOTHÈQUES	2 213 \$
LIBRAIRIE RENAUD-BRAY INC	CW8153348	JUTRAS, MANON	LIVRES REÇUS DANS LES BIBLIOTHÈQUES MUNICIPALES	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	BIBLIOTHÈQUES	2 011 \$
LIBRAIRIE RENAUD-BRAY INC	CW8153350	JUTRAS, MANON	LIVRES REÇUS DANS LES BIBLIOTHÈQUES MUNICIPALES	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	BIBLIOTHÈQUES	2 005 \$
LIBRAIRIE RENAUD-BRAY INC	CW8153352	JUTRAS, MANON	LIVRES REÇUS DANS LES BIBLIOTHÈQUES MUNICIPALES	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	BIBLIOTHÈQUES	2 012 \$
LIBRAIRIE RENAUD-BRAY INC	CW8172578	JUTRAS, MANON	LIVRES REÇUS DANS LES BIBLIOTHÈQUES MUNICIPALES	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	BIBLIOTHÈQUES	2 114 \$
LIBRAIRIE RENAUD-BRAY INC	CW8172580	JUTRAS, MANON	LIVRES REÇUS DANS LES BIBLIOTHÈQUES MUNICIPALES	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	BIBLIOTHÈQUES	2 147 \$
LIBRAIRIE RENAUD-BRAY INC	CW8172586	JUTRAS, MANON	LIVRES REÇUS DANS LES BIBLIOTHÈQUES MUNICIPALES	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	BIBLIOTHÈQUES	2 241 \$
LIBRAIRIE RENAUD-BRAY INC	CW8172588	JUTRAS, MANON	LIVRES REÇUS DANS LES BIBLIOTHÈQUES MUNICIPALES	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	BIBLIOTHÈQUES	2 135 \$
LIBRAIRIE RENAUD-BRAY INC	CW8172591	JUTRAS, MANON	LIVRES REÇUS DANS LES BIBLIOTHÈQUES MUNICIPALES	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	BIBLIOTHÈQUES	2 150 \$
LIBRAIRIE RENAUD-BRAY INC	CW8172593	JUTRAS, MANON	LIVRES REÇUS DANS LES BIBLIOTHÈQUES MUNICIPALES	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	BIBLIOTHÈQUES	2 104 \$
LIBRAIRIE RENAUD-BRAY INC	CW8189874	JUTRAS, MANON	LIVRES REÇUS DANS LES BIBLIOTHÈQUES MUNICIPALES	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	BIBLIOTHÈQUES	2 015 \$
LIBRAIRIE RENAUD-BRAY INC	CW8189905	JUTRAS, MANON	LIVRES REÇUS DANS LES BIBLIOTHÈQUES MUNICIPALES	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	BIBLIOTHÈQUES	2 173 \$
LIBRAIRIE RENAUD-BRAY INC	CW8190039	JUTRAS, MANON	LIVRES REÇUS DANS LES BIBLIOTHÈQUES MUNICIPALES	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	BIBLIOTHÈQUES	2 034 \$
LINDE CANADA LIMITEE	886402	CARDINAL, MARIE-JOSEE	LOUVAIN - RE-APPRO 2013	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	4 929 \$
L'INSTITUT CANADIEN	902469	LEVEILLE, MARIE-LYNE	SUPERCONFÉRENCE SUR LA CONSTRUCTION - 27 & 28-11-2013 - ME ISABELLE BUREAU - AFF.JURIDIQUES	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AFFAIRES CIVILES	2 205 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
LISTER RONALD C. CANADA INC.	903077	LEVESQUE, PIERRE	TRAVAUX DE SERRURERIE DANS DIVERS BÂTIMENTS	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	4 601 \$
LOCATION D'AUTOS ET CAMIONS DISCOUNT	883151	PRONOVOST, RENE	MIM / LOCATION DE CAMION	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 000 \$
LOCATION D'OUTILS BROSSARD INC.	881459	VINCENT, GILLES	MIM / LOCATION DE NACELLE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 271 \$
LOCATION D'OUTILS BROSSARD INC.	881811	PRONOVOST, RENE	MIM / LOCATION DE NACELLE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 935 \$
LOCATION D'OUTILS SIMPLEX S.E.C.	853367	FISSET, DANIEL	CHAUFFAGE - LOCATION D'UNE NACELLE DU 30 AVRIL 2013 AU 12 JUILLET 2013 - ROBERT AMYOT C/M	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	4 032 \$
LOCATION D'OUTILS SIMPLEX S.E.C.	864155	BRUNELLE, CHARLES-MATHIEU	MIM / LOCATION DE NACELLE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	10 000 \$
LOCATION D'OUTILS SIMPLEX S.E.C.	895595	PRONOVOST, RENE	LOCATION NACELLE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 704 \$
LOCATION D'OUTILS SIMPLEX S.E.C.	896631	FISSET, DANIEL	MENUISERIE - LOCATION DE NACELLE POUR L'HÔTEL DE VILLE - D.CHAMPAGNE C/M	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 014 \$
LOCATION D'OUTILS SIMPLEX S.E.C.	905783	L'ABBE, JEAN-MARC	LOCATION DE 2 MOIS D'UN CHARIOT ÉLÉVATEUR HYSTER POUR SAINT-LAURENT DE LA RÉGION OUEST.	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	2 590 \$
LOCATION D'OUTILS SIMPLEX S.E.C.	MT566694	BORDUAS, MARCEL	BC 203565	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	4 550 \$
LOCATION KIROULE INC.	882788	PRONOVOST, RENE	MIM/ LOCATION D'AUTO	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 400 \$
LOCATION SAUVAGEAU INC.	884195	HODDER, DANIEL	LOCATION D'UNE NACELLE VERSALIFT POUR LA PÉRIODE DU 1ER JUILLET AU 31 JUILLET 2013	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	HORTICULTURE ET ARBORICULTURE	3 934 \$
LOCATION SAUVAGEAU INC.	900781	JUTRAS, PIERRE	LOCATION D'UNE NACELLE VERSALIFT ISOLÉE POUR LA PÉRIODE DU 1ER AU 31 AOÛT 2013	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	HORTICULTURE ET ARBORICULTURE	5 365 \$
LOCATION SAUVAGEAU INC.	901097	JUTRAS, PIERRE	LOCATION D'UNE NACELLE VERSALIFT ISOLÉE POUR LA PÉRIODE DU 1ER AU 30 SEPTEMBRE 2013	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	HORTICULTURE ET ARBORICULTURE	5 365 \$
LOLLI COMMUNICATION - CONSEIL INC.	897467	BISSONNETTE, JEAN-MARC	DEUX CONTRATS DE SERVICES TECHNIQUES POUR EFFECTUER LA COORDINATION DE L'INVITATIONS DE LA JOURNALISTE ELISABETA TUDOR DU VOGUE UK.	SERVICE DE LA MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE	INDUSTRIES ET COMMERCES - PROM. ET DÉV.ÉCON.	3 299 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
LONGUS EQUIPEMENT INC.	899783	SIoudA, ABDELHAK	PIÈCES POUR RÉPARATION , POUR LES MAGASINS SCARM	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	5 710 \$
LONGUS EQUIPEMENT INC.	DIC721333	LEBRUN, ANDRÉ	PIÈCE C786709	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 132 \$
LOUIS FILLION ELECTRONIQUE INC	888244	CHOQUET, JEAN-ROBERT	ÉQUIPEMENT ÉLECTRONIQUE ET FAIS DE LIVRAISON. COMMANDE #511662.	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	4 458 \$
LOUIS HEBERT UNIFORME INC.	894968	BERTRAND, RICHARD	COMBINAISON IGNIFUGE,MARINE,SOUDEUR,MOD.COURT,GR.MOYEN (38-40),SPEC. 9602C1HO	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	3 009 \$
LOUIS HEBERT UNIFORME INC.	715359-118	LABELLE, MARC-ANDRÉ	VETR,A,VETEMENTS DE TRAVAIL	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	2 083 \$
LOUIS HEBERT UNIFORME INC.	715359-123	LABELLE, MARC-ANDRÉ	VETR,A,VETEMENTS DE TRAVAIL	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	12 174 \$
LOUIS HEBERT UNIFORME INC.	816111-35	LABELLE, MARC-ANDRÉ	VETR,A,PANTALONS CARGO	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	4 632 \$
LOUISE BROSSARD	896779	KUNZ, GREGORY	LOUISE BROSSARD-CONTRAT DE SERV. PROF/CONSULTANTE POUR DIFFÉRENTS MANDATS, DE L'ANALYSE À LA RÉDACTION, POUR LE CONSEIL DES MONTRÉALAISES ./	DIRECTION GÉNÉRALE	CONSEIL ET SOUTIEN AUX INSTANCES POLITIQUES	5 000 \$
LOUISE LANDRY	RMI0000956420000981120003	INTERFACE	LOUISE LANDRY\PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR LE DOSSIER 13-004423, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 1309IC004 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	2 127 \$
LUBEQUIP LTEE	DIC723219	DESMARAIS, RICHARD	POMPE HUILE EN VRAC POUR GARAGE DICKSON	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 771 \$
LUC AMYOT	888362	BERGERON, JACQUES	SERVICES PROFESSIONNELS EN VÉRIFICATION	BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	21 995 \$
LUC AMYOT	888366	BERGERON, JACQUES	SERVICES PROFESSIONNELS - BVG-SP-2013-19	BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	16 496 \$
LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC.	893579	THIFFAULT, YVAN	ÉLECTRICITÉ, ÉVÈNEMENT 1314670034, BAT 4442, LAMP, BALL, TREMBLAY ERIC	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	3 720 \$
LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC.	901996	BELANGER, JOSEE	AVENUE MILLEN - ACHAT DE 16 PLAQUES D'ANCRAGE POUR DES BOLLARDS (M.E. MANCILLA)	SERVICE DE LA MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE	CONSTRUCTION D'INFRASTRUCTURES DE VOIRIE	3 766 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC.	1072023900	DAOUST, LINDA	ENTRETIEN BC203299	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 475 \$
LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC.	1182659500	DAOUST, LINDA	ENTRETIEN BC203198	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 268 \$
LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC.	1190943000	DAOUST, LINDA	ENTRETIEN BC203299	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 475 \$
LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC.	1194216400	DAOUST, LINDA	ENTRETIEN BC203404	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 094 \$
LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC.	ROS726203	BEAULIEU, DAMIEN	OUTILLAGE POUR U.T.M.	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 412 \$
LV CONSTRUCTION	887814	CHOQUET, JEAN-ROBERT	TRAVAUX DE TRANSPORT ET LES FRAIS DE RESPONSABILITÉ DE L'ENTREPRENEUR POUR L'OEUVRE L'ÉTREINTE DE LUCE PELLETIER AU PARC TOUSSAINT-LOUVERTURE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	7 968 \$
M.A. BAULNE INC.	887101	BOUVRETTE, JEAN	ENTENTE DE SERVICE - MI 329 BIODÔME (SERVICE PRÉVENTIF #1106-230)	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	4 930 \$
M.A. BAULNE INC.	891219	LORD, MICHEL	FOURNIR ET INSTALLER 2 VENTIL-CONVECTEURS DANS LE VESTIAIRE D'UNE CAPACITÉ DE 5000 WATTS AVEC THERMOSTAT INTÉGRÉ À LA CASERNE 67	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	4 916 \$
M.A. BAULNE INC.	W10743	DAOUST, LINDA	ENTRETIEN BC203482	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	7 077 \$
M.A. BAULNE INC.	W10744	DAOUST, LINDA	ENTRETIEN BC202805	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	5 670 \$
M.A. BAULNE INC.	W10784	DAOUST, LINDA	ENTRETIEN BC203112	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 302 \$
MACONNERIE RICHARD TREMBLAY INC.	898053	LEVESQUE, PIERRE	SOUSSION DU 20-07-13 - CENTRE ST-DONAT (8622) - 3100, RUE ARCAND - TRAVAUX DE MAÇONNERIE - 2 SOUSSIONS	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	13 681 \$
MAGNETO HYDRAULIQUE & PNEUMATIQUE INC.	CAR724332	BRANCONNIER, SERGE	FRAIS DE PIÈCES ET MAIN D'OEUVRE POUR RÉPARER APPAREIL DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	4 174 \$
MAHEU ARBOUR DESIGN	904532	SAVARD, JOHANNE	MAHEU ARBOUR DESIGN/ RAPPOT ANNUEL 2013 DE L'OMBUDSMAN DE MONTRÉAL/ÉLABORER LA GRILLE GRAPHIQUE/	OMBUDSMAN DE MONTRÉAL	CONSEIL ET SOUTIEN AUX INSTANCES POLITIQUES	5 820 \$
MAHEUX SABLAGE AU JET INC.	894622	SIouda, ABDELHAK	JET DE SABLAGE ET PEINTURE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	7 368 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
MAHEUX SABLAGE AU JET INC.	894623	SIOUDA, ABDELHAK	JET DE SABLAGE ET PEINTURE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	6 873 \$
MAHEUX SABLAGE AU JET INC.	894625	SIOUDA, ABDELHAK	JET DE SABLAGE ET PEINTURE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	6 873 \$
MAHEUX SABLAGE AU JET INC.	ROS723560	ALTIMAS, JOHN-PATRICK	SABLAGE AU JET DE SABLE PIECES	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 749 \$
MAHEUX SABLAGE AU JET INC.	ROS725029	BRANCONNIER, SERGE	SABLAGE DE CARCANS	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	4 344 \$
MARC-ANDRE ROY	894990	PARIS, YVES	MAMROT - ZONE D'INTRODUCTION : CONCEPTION ET RÉALISATION GRAPHIQUE DE L'HABILLAGE DE LA ZONE D'INTRODUCTION	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	4 479 \$
MARCHE FLORAL INTER-PROVINCIAL LTEE.	396659	VALIQUETTE, LUCILLE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 186 \$
MARCONAIR INC	890089	LUU, VINH	ENTRETIEN SYSTÈME DE CLIMATISATION	COMMISSION DES SERVICES ÉLECTRIQUES DE MONTRÉAL	AUTRES - AMÉN., URB. ET DÉVELOPPEMENT	3 463 \$
MARIANNE DESJARDINS	886656	GUILLEMETTE-LABORY, LOUISE	PROGRAMME LES " LIVRES DANS LA RUE "	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	BIBLIOTHÈQUES	2 160 \$
MARILYNE BARIL	893501	BISSONNETTE, JEAN-MARC	COORDINATION ET CONTRÔLE DE QUALITÉ DE LA PRODUCTION DE 130 PIÈCES DE VÊTEMENTS DESTINÉES AUX ANIMATEURS DES BIBLIOTHÈQUES // SIGNATURE M. JEAN-MARC BISSONNETTE	SERVICE DE LA MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE	INDUSTRIES ET COMMERCES - PROM. ET DÉV.ÉCON.	4 783 \$
MARIO PATOLA	RMI0000942040000965790003	INTERFACE	MARIO PATOLA/PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR LE DOSSIER 13-003035, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 1309IC003 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	2 012 \$
MARQUAGE G.B.INC.	902278	KERR, NATASHA	MIM - TRAÇAGE DE LIGNES - STATIONNEMENT P1 ET P2.	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 665 \$
MARYSE BEDARD	904932	LECLERC, JEAN-FRANCOIS	ASSISTANCE À LA RECHERCHE ET À LA RÉALISATION; RECHERCHE ICONOGRAPHIQUE - EXPOSITION « SCANDALE! VICE, CRIME ET MORALITÉ À MONTRÉAL 1940-1960 » ET LANCEMENT DU PLAN LUMIÈRE DE LA VITRINE. FACTURES CHM291013 ET CHM201013.	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 066 \$
MAUDE RACICOT	RMI0000945480000969410002	INTERFACE	MAUDE RACICOT/PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR LE DOSSIER 13-003359, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 1309IC001 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	2 466 \$
MAURICE MARSOLAIS	RMI0000931490000656600003	INTERFACE	MAURICE MARSOLAIS/PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR LE DOSSIER 13-001990, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 1309IC005 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	2 500 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
MAURICE RUSSO	894009	BRUNELLE, CHARLES-MATHIEU	CONDUIRE L'ÉTUDE PRÉLIMINAIRE DES BESOINS SUR LES ASPECTS VISUELS ET ESTHÉTIQUES DE BIODÔME RENOUVELÉ	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	19 601 \$
MAXI-METAL INC.	826524	TREMBLAY, MICHEL	PTI RÉGULIER - 1 ENSEMBLE GRUE/PLATE-FORME (DEVIS: 29612A22)	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	10 571 \$
MBRODEUR CONSULTANTS INC.	861547	SHOIRY, NANCY	CONTRAT DE SERV. PROF. POUR FAIRE L'EXAMEN DES DIFFÉRENTS PROCESSUS PORTEURS D'UNE QUALITÉ ARCHITECTURALE DU NOUVEAU PONT POUR LE SAINT-LAURENT. LA DÉMARCHE CONSISTE À RÉALISER UNE CONSULTATION-VALIDATION DES DIFFÉRENTS PROCESSUS.	SERVICE DE LA MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE	INDUSTRIES ET COMMERCES - PROM. ET DÉV.ÉCON.	4 718 \$
MCCARTHY TETRAULT S.E.N.C.R.L S.R.L	890733	DAGENAIS, BENOIT	AVOCAT DOSSIER CC AJUSTEMENT FACT 2635345	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AFFAIRES CIVILES	8 619 \$
MCCARTHY TETRAULT S.E.N.C.R.L S.R.L	896862	DAGENAIS, BENOIT	AVOCAT DOSSIER CC PROJET 1	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AFFAIRES CIVILES	3 105 \$
MCM DISTRIBUTION	894110	LUU, VINH	RECENCEMENT ET ÉTIQUETAGE DE 475 CABINETS	COMMISSION DES SERVICES ÉLECTRIQUES DE MONTRÉAL	AUTRES - AMÉN., URB. ET DÉVELOPPEMENT	7 017 \$
MECA CONTROLE	39813	DAOUST, LINDA	ENTRETIEN BC202763	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	6 807 \$
MEDIA SYSTEMS	906328	CARETTE, CLAUDE	FACTURE 20121 - ARTICLES PUBLICITAIRES	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT.- À RÉPARTIR	3 058 \$
MEDISOLUTION (2009) INC	896911	GREGOIRE, SOPHIE	SOUTIEN INFORMATIQUE - FINANCEMENT SST - RAPPORT ANNUEL DES SALAIRES VERSÉS CUM	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	GESTION DU PERSONNEL	4 223 \$
MELANICK FAB AQUATIQUE	895788	LORD, MICHEL	INSTALLER UN NOUVEAU CONTRÔLE DE CHLORE ET DE PH POUR LA PISCINE DU CENTRE SPORTIF PETITE-BOURGOGNE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	6 049 \$
MELANIE CRESPIN	903095	CHARPENTIER, ANNE	101142 / CONTRAT DE SERVICES PROFESSIONNELS POUR LA DIRECTION ARTISTIQUE DE L'ÉVÉNEMENT PAPILLON EN LIBERTÉ 2014 / PAYABLE EN DEUX VERSEMENTS (NOVEMBRE 2013 ET FÉVRIER 2014)	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	5 687 \$
MELANIE DAMPHOUSSE	886662	GUILLEMETTE-LABORY, LOUISE	PROGRAMME LES " LIVRES DANS LA RUE "	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	BIBLIOTHÈQUES	4 080 \$
MELISSA & DOUG LLC	4422059	VALIQUETTE, LUCILLE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 492 \$
MELISSA JACQUES	904376	GERVAIS, FRANCYNE	DÉVELOPPEMENT D'OUTILS COMPLÉMENTAIRES EN SIGNALÉTIQUE POUR LE SITE ESPACE POUR LA VIE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	12 003 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
MERCEDES-BENZ CANADA INC.	ROS723107	BRANCONNIER, SERGE	PIECES ACCIDENT CAMIONNETTE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	4 896 \$
MERCER (CANADA) LIMITEE	808495	LAMONTAGNE, ROBERT	CONTRAT DE SERVICES PROFESSIONNELS À TITRE D'EXPERT EN RÉGIMES DE RETRAITE DANS L'ARBITRAGE DU GRIEF DE MODIFICATIONS AU RÉGIME COMPLÉMENTAIRE DE RETRAITE DU SYND. DES POMPIERS DU QUÉBEC, SECTION LASALLE-VERDUN	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	GESTION DU PERSONNEL	20 281 \$
METAL M-PACT INC.	ROS722112	BEAULIEU, DAMIEN	MATÉRIEL POUR FABRICATION POUR U.T.M.	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 728 \$
METAL M-PACT INC.	ROS725623	BEAULIEU, DAMIEN	MATÉRIEL POUR FABRICATION POUR U.T.M	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 776 \$
METAL M-PACT INC.	ROS725987	BRANCONNIER, SERGE	MATÉRIEL POUR FABRICATION POUR U.T.M	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 149 \$
METAL M-PACT INC.	ROS725987	BRANCONNIER, SERGE	MATÉRIEL POUR FABRICATION POUR U.T.M	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	3 364 \$
METAL POLE-LITE INC.	898652	DESHAIES, MARC-ANDRE	REAPPRO LOUVAIN	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	10 848 \$
METALLOMAX INC	898738	GUINDON, PATRICE	GRÉ À GRÉ : 1 BENNE POUR LALCHINE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	ENTRETIEN ET RÉFECTION DES CHAUSSEES ET TROTTOIRS	20 709 \$
METAUX PROFUSION INC.	ROS721437	ALTIMAS, JOHN-PATRICK	METAUX INVENTAIRE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 384 \$
METAUX PROFUSION INC.	ROS722210	BEAULIEU, DAMIEN	MATÉRIEL POUR FABRICATION POUR U.T.M	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 729 \$
METAUX PROFUSION INC.	ROS722697	BEAULIEU, DAMIEN	MATÉRIEL POUR FABRICATION POUR U.T.M.	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 572 \$
METAUX PROFUSION INC.	ROS723449	BRANCONNIER, SERGE	METAL POUR FORGE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	3 439 \$
METAUX PROFUSION INC.	ROS726140	BRANCONNIER, SERGE	MATÉRIEL POUR FABRICATION POUR U.T.M.N	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	3 671 \$
METROMEDIA CMR PLUS INC.	894745	BRUNELLE, CHARLES-MATHIEU	ACCORDER, CONFORMÉMENT À LA LOI , UN CONTRAT DE GRÉ À GRÉ À COGECO MÉTROMÉDIA POUR DU PLACEMENT MÉDIA DANS LE CADRE DE L'ÉVÉNEMENT JARDINS EN LUMIÈRE POUR LA PÉRIODE DU 2 SEPTEMBRE AU 31 OCTOBRE, POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 28743.75\$ TTC.	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	25 000 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
MGB ASSOCIES INC.	890933	SARRAZIN, MARC	TRAVAUX D'ALLONGEMENT D'UN DRAIN À L'AUTOROUTE BONAVENTURE	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT. - À RÉPARTIR	6 291 \$
MICHEL ALLARD ET GINETTE BELLAND	RMI0000945570000969510004	INTERFACE	MICHEL ALLARD ET GINETTE BELLAND\PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR LE DOSSIER 13-003368, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 1310IC001 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	2 504 \$
MICHEL BERNARD	321060	PATENAUDE, NICOLE	PROTOTYPE SERVANT À LA RÉALISATION D'UN DÉCOR POUR LES BASSINS DU RIO	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	3 623 \$
MICHEL DALLAIRE DESIGN INDUSTRIEL INC.	ROS721222	BRANCONNIER, SERGE	DESIGN INDUSTRIEL, VOIR REJEAN DANEALT	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	12 097 \$
MICHEL LEFEBVRE	RMI0000937290000661740002	INTERFACE	MICHEL LEFEBVRE\PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR LE DOSSIER 13-002570, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 1308IC006 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	2 070 \$
MICHELE TREMBLAY	886690	GUILLEMETTE-LABORY, LOUISE	PROGRAMME LES " LIVRES DANS LA RUE "	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	BIBLIOTHÈQUES	4 080 \$
MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA INC.)	886720	SIOUDA, ABDELHAK	INVENTAIRE PNEUS DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS SCARM	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	MATÉRIEL ROULANT	3 671 \$
MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA INC.)	886761	SIOUDA, ABDELHAK	INVENTAIRE PNEUS DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS SCARM	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	MATÉRIEL ROULANT	2 255 \$
MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA INC.)	891358	SIOUDA, ABDELHAK	INVENTAIRE PNEUS DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS SCARM	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	MATÉRIEL ROULANT	3 671 \$
MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA INC.)	900559	LALONDE, HELENE	INVENTAIRE PNEUS DE REMPLACEMENT POUR LES MAGASINS S.C.A.R.M	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	MATÉRIEL ROULANT	2 754 \$
MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA INC.)	902201	SIOUDA, ABDELHAK	INVENTAIRE PNEUS DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS SCARM	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	MATÉRIEL ROULANT	6 504 \$
MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA INC.)	902532	SIOUDA, ABDELHAK	INVENTAIRE PNEUS DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS SCARM	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	MATÉRIEL ROULANT	2 818 \$
MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA INC.)	902646	SIOUDA, ABDELHAK	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS SCARM	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	4 997 \$
MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA INC.)	904561	SIOUDA, ABDELHAK	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS SCARM	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	MATÉRIEL ROULANT	2 255 \$
MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA INC.)	DIC721876	BRANCONNIER, SERGE	PNEUS CAMION TRACTEUR	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	5 072 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA INC.)	DIC724898	BRANCONNIER, SERGE	PNEU LOADER JOHN DEERE C800125	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	3 522 \$
MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA INC.)	DIC726021	BRANCONNIER, SERGE	62408 PNEU 20.5R25 FOURNI PAR PNEU MÉTROPOLITAIN - CONTACT:STÉPHANE - DEMANDÉ ET APPROUVÉ PAR M.NORMAND CHRÉTIEN	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	3 522 \$
MICRAL KONIOS LABORATOIRE INC	899048	LEROUX, PATRICE	LA SUITE D'ANALYSE D'ENVIRON 200 À 250 ÉCHANTILLONS DE MATÉRIAUX POUR L'AN 2013 (COMPTAGE DE FIBRE, IDENTIFICATION D'AMIANTE: ISOLANT SUR CONDUITS MÉCANIQUES, TUILES DE PLAFOND, ISOLANTS GICLÉS, CRÉPIS, PLÂTRE, TUILE DE PLANCHER).	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	5 499 \$
MINISTERE DU REVENU DU QUEBEC	DE131025	GOULET, JEAN-FRANCOIS	REMISE DES TAXES SUR ACQUISITION D'IMMEUBLES	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	ADMIN. GÉNÉRALE - AUTRES DÉP. - À RÉPARTIR	7 761 \$
MINISTERE DU REVENU DU QUEBEC	DE131025	GOULET, JEAN-FRANCOIS	REMISE DES TAXES SUR ACQUISITION D'IMMEUBLES	SERVICE DE L'EAU	RÉSEAUX D'ÉGOUT	19 950 \$
MINISTRE DES FINANCES	889953	BELPAIRE, VERONIQUE	AMENDE CSST DOSSIER 2134184015	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	20 616 \$
MINISTRE DES FINANCES	896857	BLANCHARD, PIERRE	AFF JURIDIQUES-BREF DE SAISIE-EXÉCUTION-ME MIKAEL BENOIT	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AFFAIRES CIVILES	2 000 \$
MINISTRE DES FINANCES	898921	EVEREKLIAN, AGOP	MINISTRE DES FINANCES(MRIFCE)/ VISIBILITÉ DE LA VILLE DANS LE CADRE DE LA SEMAINE DE LA MODE À SHANGHAÏ/	SERVICE DES AFFAIRES INSTITUTIONNELLES	CONSEIL ET SOUTIEN AUX INSTANCES POLITIQUES	5 499 \$
MIRABAU INC	899900	BERTRAND, RICHARD	DRAPEAU EN NYLON AVEC EMBLEME VILLE DE MONTREAL,3' X 6' OU 90 CM X 180 CM	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	COMMUNICATION ET MARKETING	2 065 \$
MIRABAU INC	902583	BERTRAND, RICHARD	DRAPEAU EN NYLON AVEC EMBLEME VILLE DE MONTREAL,3' X 6' OU 90 CM X 180 CM	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	COMMUNICATION ET MARKETING	2 755 \$
MIREILLE PHILOSCA	890254	FILION, IVAN	PROGRAMME CONTACT: PLANIFICATION ET RÉALISATION DE PLUSIEURS ANIMATIONS DE LECTURE DANS LES LIEUX FRÉQUENTÉS PAR DES ENFANTS DE 0 À 5 ANS ET LEURS PARENTS.	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	BIBLIOTHÈQUES	10 778 \$
MMS LASER	ROS722222	BRANCONNIER, SERGE	MATÉRIEL POUR FABRICATION POUR MENUISERIE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 920 \$
MMS LASER	ROS722223	BRANCONNIER, SERGE	MATÉRIEL POUR FABRICATION POUR MENUISERIE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 920 \$
MMS LASER	ROS726509	BEAULIEU, DAMIEN	MATÉRIEL POUR FABRICATION POUR U.T.M.	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 854 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
MMS LASER	ROS726540	BRANCONNIER, SERGE	MATÉRIEL POUR FABRICATION POUR U.T.M.	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	14 921 \$
MONIQUE COMTOIS-BLANCHET	891875	HARVEY, VIRGINIE	MONIQUE COMTOIS-BLANCHET - SERVICES PRO. BUREAU DE LA MOJORITE.	DIRECTION GÉNÉRALE	CONSEIL ET SOUTIEN AUX INSTANCES POLITIQUES	3 000 \$
MONIQUE LAFORGE	832016	CHARPENTIER, ANNE	MAMROT / PROJET 8 / CONTRAT DE SERVICES PROFESSIONNELS POUR LA RÉDACTION SCIENTIFIQUE DE CONTENU DE PAGES WEB POUR UN MONTANT 14 900.00 \$ TAXES INCLUSES.	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	8 959 \$
MONTRÉAL - RÉCLAMATIONS BELL	RMI0000948180000968390005	INTERFACE	MONTRÉAL - RÉCLAMATIONS BELL\PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR LE DOSSIER 13-003625, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 1310IC005 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	5 335 \$
MONTRÉAL - RÉCLAMATIONS BELL_1	RMI0000955770000968390004	INTERFACE	MONTRÉAL - RÉCLAMATIONS BELL\PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR LE DOSSIER 13-004367, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 1310IC007 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	7 252 \$
MONTREAL HYDRAULIQUE 04 INC.	ROS723056	LESSARD, SIMON	FAIRE RECONDITIONNER CYLINDRE D'ÉCHELLE (COULE ET ROD ABIME) # TAG 60757	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 734 \$
MORIN RELATIONS PUBLIQUES	905226	SPANDONIDE, CAROLINE	PRÉVISION BUDGÉTAIRE - ORIENTATION DES COMMUNICATIONS DE LA VILLE DE MONTRÉAL	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	REL. AVEC LES CITOYENS ET COMMUNICATIONS	5 499 \$
MORNEAU SHEPELL LTD.	888523	LAPORTE, MARIE-PAULE	PROGRAMME D'AIDE AUX EMPLOYÉ - ANNÉE 2013	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AFFAIRES CIVILES	2 093 \$
MORNEAU SHEPELL LTD.	891436	DEROME, JOHANNE	HONORAIRES PROFESSIONNELS POUR L'ACTIVITÉ DE MÉDIATION 2202838 ET 2202862 LE 23 JUILLET 2013 À LA DIRECTION DES SPORTS	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	ACT. RÉCRÉATIVES - DIR. ET ADM. - À RÉPARTIR	3 121 \$
MORNEAU SHEPELL LTD.	898901	DANSEREAU, SYLVAIN	SERVICES PROFESSIONNELS PROGRAMME D'AIDE AUX EMPLOYÉS	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	ACT. CULTURELLES - DIR. ET ADM. - À RÉPARTIR	2 945 \$
MOSAICULTURES INTERNATIONALES DE MONTREAL	887523	GERVAIS, FRANCYNE	ALBUMS OFFICIELS DE MIM 2013	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	19 890 \$
MOSAICULTURES INTERNATIONALES DE MONTREAL	887526	GERVAIS, FRANCYNE	ALBUMS OFFICIELS DE MIM 2013	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	21 250 \$
MOSAICULTURES INTERNATIONALES DE MONTREAL	897510	BRUNELLE, CHARLES-MATHIEU	ALBUMS DE MIM 2013	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	37 846 \$
MOSAICULTURES INTERNATIONALES DE MONTREAL	901727	GERVAIS, FRANCYNE	ALBUMS OFFICIELS (2013-704)	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	14 586 \$
MOTEURS ELECTRIQUES LAVAL LTEE	IN0431354	PATENAUDE, NICOLE	BC 203397 - ONDULEURS	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	6 552 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
MOTEURS ELECTRIQUES LAVAL LTEE	IN0432701	BORDUAS, MARCEL	BC 203683	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	5 093 \$
MOTEURS ORLEANS (1993) LTEE	871635	THIFFAULT, YVAN	TÉLÉGESTION (ACHAT D'UN DRIVE DELTA POUR LE SYSTÈME 1 ALIMENTATION AU CENTRE ÉTIENNE-DESMARTEAU #0560, MOTEURS ORLEANS (1993) LTEE) - CROTEAU, JACQUES	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 309 \$
MP REPRODUCTIONS INC.	843526	SIMARD-MENARD, JOEL	SERVICE D'INFOGRAPHIE ET DE REPROGRAPHIE PAR MP REPRODUCTION INC. POUR LE CABINET DE LA 2E OPPOSITION DURANT L'ANNÉE 2013	DIRECTION GÉNÉRALE	CONSEIL ET SOUTIEN AUX INSTANCES POLITIQUES	2 200 \$
MP REPRODUCTIONS INC.	879541	LACOMBE, PIERRE	101144 / S. DESROSIERS / PROJET IMPRESSION FICHIERS DE VISUALISATION	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 191 \$
MP REPRODUCTIONS INC.	895094	LANGLOIS, PAUL	RC 12-2.6.1-050 / IMPRESSION DES DEUX BILANS DES PORTES OUVERTES 2013 ET PRODUCTION DES CD QUI ACCOMPAGNENT CES BILANS.	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	BIENS PATRIMONIAUX	3 623 \$
MP REPRODUCTIONS INC.	902043	HODDER, DANIEL	NUMÉRISATION DES ARCHIVES DE LA DIRECTION, SELON L'ENTENTE CADRE NO. 710942	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	PLANIFICATION ET GESTION DES PARCS ET ESPACES VERTS	10 998 \$
MULLIGAN INTERNATIONAL INC.	902108	DESJARDINS, DANIEL	ACHAT & INSTALLATION DE DEUX MACHINES DISTRIBUTRICES DE BALLE POUR PAVILLON D'ACCUEIL DU GOLF MAISONNEUVE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	ENTRETIEN ET AMÉNAG. DES PARCS ET TERRAINS DE JEUX	11 135 \$
MULLIGAN INTERNATIONAL INC.	902112	TURGEON, FRANCOISE	ACHAT & INSTALLATION DE DEUX MACHINES DISTRIBUTRICES DE BALLE POUR PAVILLON D'ACCUEIL DU GOLF MAISONNEUVE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	ENTRETIEN ET AMÉNAG. DES PARCS ET TERRAINS DE JEUX	3 712 \$
MULTI-PRESSIONS L.C. INC.	DIC725549	BEAULIEU, DAMIEN	MATÉRIEL POUR REPARATION DE DEGELEUSE A VAPEUR MOBILE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 099 \$
MULTI-PRESSIONS L.C. INC.	DIC725550	BEAULIEU, DAMIEN	MATÉRIEL POUR REPARATION DE DEGELEUSE A VAPEUR MOBILE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 099 \$
NATACHA GYSIN	898243	HAMEL, ANDRE	PHOTOGRAPHE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT. - À RÉPARTIR	2 100 \$
NATHALIE CASEMAJOR LOUSTAU	891376	LANGLOIS, PAUL	DÉVELOPPEMENT ET RÉDACTION DE PROJETS POUR LE SITE MONTREAL.MEDIATIONCULTURELLE.ORG	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	3 060 \$
NATHALIE CASEMAJOR LOUSTAU	901839	LANGLOIS, PAUL	DÉVELOPPEMENT ET DE RÉDACTION DE PROJETS POUR LA SECTION ÉTUDES ET RECHERCHES DU SITE MONTREAL.MEDIATIONCULTURELLE.ORG	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	2 220 \$
NATURAL INSECT CONTROL	814926	PRONOVOST, RENE	PRÉDATEUR	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 000 \$
NATURE'S ARTIFACTS INC	4710A	VALIQUETTE, LUCILLE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 018 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
NAXOS OF AMERICA INC.	892913	RAYMOND, BRIGITTE	RÉABONNEMENT NML RENEWAL CANADA	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	BIBLIOTHÈQUES	3 093 \$
NEDCO	890736	FISSET, DANIEL	NEDCO - PINCE DE COMPRESSION - ÉRIC DESROCHERS C/M ÉLECTRICITÉ	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 779 \$
NEDCO	891823	SIoudA, ABDELHAK	INVENTAIRE DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS SCARM	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	2 911 \$
NEDCO	893576	THIFFAULT, YVAN	ÉLECTRICITÉ, TNC 92432, CHALET JEAN AMYOT BAT: 028, SURF.WRAP120V, TREMBLAY, ERIC	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 869 \$
NEDCO	894019	BALLO, DOMINIQUE	FOURNITURE DE PANNEAUX À RELAIS DE L'ÉCLAIRAGE POUR LE 3E ET 4E ÉTAGE HOTEL DE VILLE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	19 386 \$
NEDCO	894395	THIFFAULT, YVAN	ELECTRICITÉ, H-TENSION TNC-92423-92422-92411, DES CARRIÈRES, CENTRE PERE MARQUETTE BAT 110, LUMINAIRES, TREMBLAY ERIC	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 598 \$
NEDCO	901377	FISSET, DANIEL	NEDCO - CONSOLE CHAUFFAGE REQUÊTE 76-19422 - ÉRIC DESROCHERS C/M ÉLECTRICITÉ	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 794 \$
NEDCO	905293	THIFFAULT, YVAN	ÉLECTRICITÉ, BAT 4397 INVENTAIRE ATELIER, TREMBLAY, ERIC	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	4 211 \$
NEDCO	745453-5	LABELLE, MARC-ANDRÉ	CONS,A,BALLASTS POUR LAMPES SHP ET TUBES FLUORESCENTS - 24 MOIS	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	CONSTRUCTION	10 159 \$
NEILSON INC.	904035	LUU, VINH	C. 1273 - FACE AU 5465 CÔTE-DE-LIESSE, RUE GOULET	COMMISSION DES SERVICES ÉLECTRIQUES DE MONTRÉAL	AUTRES - AMÉN., URB. ET DÉVELOPPEMENT	808 201 \$
NEO-PORT INC.	8202	VALIQUETTE, LUCILLE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 812 \$
NESTLE CANADA INC	7500076222	SOULIERES, ANNE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	3 015 \$
NESTLE CANADA INC	7500097547	SOULIERES, ANNE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 905 \$
NESTLE CANADA INC	7500109566	SOULIERES, ANNE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 904 \$
NESTLE CANADA INC	7500115098	SOULIERES, ANNE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 904 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
NESTLE CANADA INC	7500115243	SOULIERES, ANNE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	5 808 \$
NESTLE CANADA INC	7500118650	SOULIERES, ANNE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	5 808 \$
NESTLE CANADA INC	7500120570	SOULIERES, ANNE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 904 \$
NESTLE CANADA INC	7500121134	SOULIERES, ANNE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	5 808 \$
NESTLE CANADA INC	7500127003	SOULIERES, ANNE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	3 485 \$
NESTLE CANADA INC	7500130072	SOULIERES, ANNE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 904 \$
NEXIA FRIEDMAN S.E.N.C.R.L.	899872	BIRON, PAULE	COMPTABLE PROFESSIONNEL AGRÉÉ - FACTURE: 51542 - DOSSIER: 10-000033	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	7 796 \$
NIKOL CINÉMA INC. A/S STEVE KOLTAI	RMI0000932970000925520003	INTERFACE	NIKOL CINÉMA INC. A/S STEVE KOLTAI\PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR LE DOSSIER 13-002138, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 1310IC001 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	3 000 \$
NOE CROPSAL	886891	GUILLETTE-LABORY, LOUISE	PROGRAMME LES " LIVRES DANS LA RUE EN CLASSE "	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	BIBLIOTHÈQUES	3 123 \$
NOTARIUS INC	892594	BROUSSEAU, DANIEL	POUR PAYER TOUTES LES FACTURES NOTARIUS, ADHÉSIONS ET RENOUELEMENTS	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT. - À RÉPARTIR	2 749 \$
NOVAE	887785	LUSSIER, DANIELLE	PLACEMENT PUBLICITAIRE DANS LE GUIDE EXPERT DÉVELOPPEMENT DURABLE 2013.	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	3 189 \$
NOXENT INC	891249	ARCHAMBAULT, MICHEL	PROJET # 68034 - ACQUISITION DE CÂBLES DE CUIVRE SELON L'APPEL D'OFFRES 13-12975	SERVICE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	GESTION DE L'INFORMATION	12 192 \$
NOXENT INC	891258	LAMONTAGNE, SERGE	PROJET # 68034 - ACQUISITIONS DE CÂBLES OPTIQUES SELON APPEL D'OFFRES 13-12975	SERVICE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	GESTION DE L'INFORMATION	26 569 \$
OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION DE MONTREAL	898988	SINCLAIR, NANCY	OMHM - LOCATION DE SALLE - ELECTON.	DIRECTION GÉNÉRALE	GREFFE	2 000 \$
OG SECURITE	891771	BERTRAND, RICHARD	010 MASQUE RESPIRATOIRE JETABLE N95, CONTRE POUSSIERE, BUEE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	7 063 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
OG SECURITE	898930	BERTRAND, RICHARD	CASQUE PROTECTEUR,BLANC, AVEC ROCHET AJUSTABLE, CLASSE B,CSA Z94.1	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	2 193 \$
OLIVE MEDIA	876644	JUTRAS, PIERRE	FRAIS DE PUBLICATION POUR L'AGRILE DU FRÊNE (NIKE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	HORTICULTURE ET	10 998 \$
OLYMPUS NDT CANADA INC.	900370	ROY, SYLVAIN	ACHAT D'UN MESUREUR D'ÉPAISSEUR À ULTRASONNS 38DL PLUS AVEC ACCESSOIRES. SELON LA SOUMISSION NO. QT-CA-QT-7200 DU 2013-09-20	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	DÉPENSES INTERNES À IMPUTER AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT - À REDISTRIBUER	7 364 \$
ORANGE TANGO COMMUNICATION-MARKETING INC.	890423	PELLERIN, GUY	100 % VIGILANT - PHASE 2 - COROPLASTS ÉCOLES	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT.- À RÉPARTIR	23 799 \$
ORDINATEURS UNITECH	897685	CICOLI, MARIO	ACHAT DE 13 LICENCES OFFICES STANDARD POUR LES NOUVEAUX ORDINATEURS	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	PLANIFICATION ET GESTION DES PARCS ET ESPACES VERTS	2 798 \$
ORDRE DES COMPTABLES PROFESSIONNELS AGREES DU QUEBEC	882461	BERGERON, JACQUES	FORMATION PASSEPORT MULTI-CPA	BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	2 363 \$
ORDRE DES COMPTABLES PROFESSIONNELS AGREES DU QUEBEC	887884	GOUDREAU, LOUISE	ACHAT DE 1 PASSEPORT MULTI ABONNÉS	SERVICE DES FINANCES	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	2 363 \$
P.E. BOISVERT AUTO LTEE	ROS722834	BRANCONNIER, SERGE	CAPOT DE STERLING FORD	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	3 139 \$
PABER ALUMINIUM INC.	890911	LABELLE, MARC-ANDRÉ	PANIER A DECHETS,ALUMINIUM COULE,MODELE MCGILL (VILLE DE MONTREAL)	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	8 661 \$
PANAVIDEO INC	892404	LEFEBVRE, ROBERT	AMÉNAGEMENT 1324679049 - A. BRADETTE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	9 898 \$
PANAVIDEO INC	892430	LEFEBVRE, ROBERT	AMÉNAGEMENT 1324679085 - A. BRADETTE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	11 074 \$
PANAVIDEO INC	896951	LEFEBVRE, ROBERT	AMÉNAGEMENT 1324679049, 060 & 061 - A. BRADETTE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	9 070 \$
PANAVIDEO INC	896959	LEFEBVRE, ROBERT	AMÉNAGEMENT 1324679049, 060 & 061 - A. BRADETTE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	5 889 \$
PAYSAGISTE BEL-AIR INC.	897614	LORD, MICHEL	CASERNE 56 (3051) - 230, BOUL. CHÈVREMONT - DÉNEIGEMENT POUR LES MOIS D'OCTOBRE, NOVEMBRE ET DÉCEMBRE 2013, ABRASIF INCLUS - 1 SOUMISSION	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 639 \$
PEINTURES INDUSTRIELLES EVOTECH INC.	ROS724223	BRANCONNIER, SERGE	PEINTURE DIVERS PRODUITS POUR MENUISERIE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 616 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
PEINTURES M.F. INC.	893383	FISSET, DANIEL	PEINTURE / PEINTURE CAOUTCHOU CHLORÉ BLANC ET BLEU / ATELIER (DIVERS PISCINES) / NORMAND CYR	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	15 304 \$
PELMOREX MEDIA	375818	BOLDUC, JOSEE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 801 \$
PELMOREX MEDIA	375872	VALIQUETTE, LUCILLE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 801 \$
PENAR MUSARAJ	903226	ARCHAMBAULT, MICHEL	SERVICE PROFESSIONNEL POUR RÉALISATION D'UN SITE DRUPAL 7.X	SERVICE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	GESTION DE L'INFORMATION	16 496 \$
PEPINIERES Y. YVON AUCLAIR ET FILS ENR.	900796	GAUDET, MARTIN	BALIVEAUX À RACINES NUES. CONTRAT NO. : 13-2107	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	HORTICULTURE ET ARBORICULTURE	4 578 \$
PERCOLAB INC.	895887	LANDRY, JOHANNE	FORMATION L'ART D'AGIR ENSEMBLE DU 8 AU 10 OCTOBRE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	3 600 \$
PERCOLAB INC.	906037	BRUNELLE, CHARLES-MATHIEU	ACCOMPAGNEMENT DE L'ESPACE POUR LA VIE POUR LA DÉFINITION D'UNE STRATÉGIE ET D'UNE TACTIQUE, DE L'ORGANISATION ET DE L'ANIMATION DES RENCONTRES CITOYENNES ET CORPORATIVES, PUIS DE LA RÉCOLTE DES DONNÉES SUITE À CES RENCONTRES.	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	20 000 \$
PERFECTION INC	904177	DOUCET, KRISTEL	REAPP. CHEMISES SIM	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	15 396 \$
PERFECTIONNEMENT - ETS	902916	CROTEAU, ROGER	PERFECTIONNEMENT ÉTS / FORMATION: PER-722(LE CONTRÔLEUR DE PROJET(PCO): UN COPILOTE INDISPENSABLE/	DIRECTION GÉNÉRALE	CONSEIL ET SOUTIEN AUX INSTANCES POLITIQUES	5 900 \$
PERFIX (1993) INC.	888373	LEMAY, JULIE	SOUSSION 2013/08/28 23859 - CASIER À 12 COMPARTIMENTS	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	GESTION INSTALL. - CENTRES COMMUN. - ACT.RÉCRÉATIVES	3 613 \$
PETRARCA, ROSANNE	900499	FILION, IVAN	PROGRAMME BIBLIOTHÈQUE À LA RESCOURSE (BALR) AUTOMNE 2013	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	BIBLIOTHÈQUES	5 780 \$
PETROSUR LTEE	891256	LEROUX, PATRICE	SERVICES SUIVANTS: - VÉRIFICATION DE CONFORMITÉ DE RÉSERVOIR POUR LE SITE 4000 RUE ST-PATRICK, AINSI QUE 11 AUTRES SITES - INSPECTION SYSTÈME DÉTECTION DE FUITES, POUR LE CENTRE CLAUDE-ROBILLARD, 1000, RUE ÉMILE-JOURNAULT, MONTRÉAL.	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	7 511 \$
PETROSUR LTEE	903088	MANZONI DA SILVA, CARLOS	CONTRAT POUR ATTESTER DE LA CONFORMITÉ DU REMPLACEMENT DES RÉSERVOIRS DE CARBURANT À LA COUR DE SERVICE DE LA COMMUNE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	CONSTRUCTION D'INFRASTRUCTURES DE VOIRIE	2 059 \$
PGVMEDIA	889470	GELINEAU, PIERRE	PROJET IMP-002078-13149 - DEVIS 9311	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	2 719 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
PGVMEDIA	905348	GELINEAU, PIERRE	PROJET IMP-002094-13395 - DEVIS 9612, 9614	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	4 311 \$
PHOTO SERVICE LTEE	888250	CHOQUET, JEAN-ROBERT	EQUIPEMENTS VIDÉO ET PHOTOGRAPHIQUES. SOUMISSION CLIENT L1723.	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	6 025 \$
PIECES D'AUTO JARRY LTEE	888494	SIOUDA, ABDELHAK	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS SCARM	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	MATÉRIEL ROULANT	2 523 \$
PIECES D'AUTO JARRY LTEE	CAR722368	LEFEBVRE, MARIO	107906 BARIL/205L HUILE TRANS. SYNTHETIQUE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 523 \$
PIECES D'AUTO USAGEES RTA	891571	BRANCONNIER, SERGE	POSE D'UN MOTEUR 6.0L USAGE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	6 599 \$
PIECES D'AUTO USAGEES RTA	ROS726128	BEAULIEU, DAMIEN	PIECES DE CAROSSERIE POUR FORD 2012	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 749 \$
PIECES D'EQUIPEMENT BERGOR INC	897064	SIOUDA, ABDELHAK	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS SCARM	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	MATÉRIEL ROULANT	2 226 \$
PIERQUIP INC.	AVM724388	DESPATIE, ERIC	PIE-P / ESSIEUX DE REMORQUE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 308 \$
PIERRE AUBRY	904880	CHOQUET, JEAN-ROBERT	ÉVALUATION ET ACCOMPAGNEMENT DU FESTIVAL PRÉSENCE AUTOCHTONE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	9 625 \$
PIERRE CYR	891648	BERGERON, JACQUES	SERVICES PROFESSIONNELS BVG-SP-2013-23	BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	20 087 \$
PIUZE ET ASSOCIEES CONSULTANTS INC.	887877	GROULX, DANIEL	FOURNIR DES SERVICES PROFESSIONNELS POUR LA MISE À JOUR DU DEVIS DESCRIPTIF POUR LE PROJET D'AMÉNAGEMENT DU LAC DE L'ESCARPEMENT AU COMPLEXE ENVIRONNEMENTAL DE SAINT-MICHEL - PIUZE ET ASSOCIES CONSULTANTS INC.	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	PLANIFICATION ET GESTION DES PARCS ET ESPACES VERTS	8 248 \$
PLASTIPRO CANADA	801793-8	LABELLE, MARC-ANDRÉ	TPAE, A, BALISES CONIQUES (CONES DE SIGNALISATION)	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	5 358 \$
PLASTIPRO CANADA	801793-9	LABELLE, MARC-ANDRÉ	TPAE, A, BALISES CONIQUES (CONES DE SIGNALISATION)	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	7 144 \$
PLASTIQUES CASCADE-RE-PLAST DIVISION DE CASCADES CANADA INC.	883113	CHRETIEN, NORMAND	PIÈCES D'INVENTAIRE DE REMPLACEMENT OU RÉPARATION POUR PROJETS À LA MENUISERIE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	MATÉRIAUX DE FABRICATION ET USINAGE	4 599 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
PLASTIQUES CASCADE-RE-PLAST DIVISION DE CASCADES CANADA INC.	887114	CHRETIEN, NORMAND	INVENTAIRE POUR LA MENUISERIE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	MATÉRIAUX DE FABRICATION ET USINAGE	13 527 \$
PLASTIQUES CASCADE-RE-PLAST DIVISION DE CASCADES CANADA INC.	889986	BRANCONNIER, SERGE	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS SCARM	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	18 675 \$
PLASTIQUES CASCADE-RE-PLAST DIVISION DE CASCADES CANADA INC.	890395	LALONDE, HELENE	PIÈCES D'INVENTAIRE DE REMPLACEMENT OU RÉPARATION POUR PROJETS À LA MENUISERIE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	ENVIRONNEMENT ET NATURE	7 148 \$
PLASTIQUES CASCADE-RE-PLAST DIVISION DE CASCADES CANADA INC.	891869	CHRETIEN, NORMAND	PIÈCES D'INVENTAIRE DE REMPLACEMENT OU RÉPARATION POUR PROJETS À LA MENUISERIE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	MATÉRIAUX DE FABRICATION ET USINAGE	12 977 \$
PLASTIQUES CASCADE-RE-PLAST DIVISION DE CASCADES CANADA INC.	895229	BRANCONNIER, SERGE	MADRIERS POUR LA MENUISERIE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	20 213 \$
PLASTIQUES CASCADE-RE-PLAST DIVISION DE CASCADES CANADA INC.	ROS716758	BRANCONNIER, SERGE	MATÉRIEL POUR MENUISERIE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	3 988 \$
PLASTIQUES CASCADE-RE-PLAST DIVISION DE CASCADES CANADA INC.	ROS717050	BRANCONNIER, SERGE	MATÉRIEL POUR FABRICATION POUR MENUISERIE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	4 297 \$
PLASTIQUES CASCADE-RE-PLAST DIVISION DE CASCADES CANADA INC.	ROS718010	BRANCONNIER, SERGE	MATÉRIEL POUR FABRICATION POUR MENUISERIE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	8 166 \$
PLASTIQUES CASCADE-RE-PLAST DIVISION DE CASCADES CANADA INC.	ROS722800	BRANCONNIER, SERGE	MATÉRIEL DE FABRICATION POUR MENUISERIE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	9 205 \$
PLASTIQUES CASCADE-RE-PLAST DIVISION DE CASCADES CANADA INC.	ROS722818	BRANCONNIER, SERGE	MATÉRIEL DE FABRICATION POUR MENUISERIE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	4 067 \$
PLASTIQUES CASCADE-RE-PLAST DIVISION DE CASCADES CANADA INC.	ROS722819	BRANCONNIER, SERGE	MATÉRIEL DE FABRICATION POUR MENUISERIE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	9 458 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
PLASTIQUES CASCADE-RE-PLAST DIVISION DE CASCADES CANADA INC.	ROS726088	BRANCONNIER, SERGE	MATÉRIEL POUR FACBRICATION , POUR MENUISERIE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	3 299 \$
PLOMBERIE CHARBONNEAU INC.	895561	LORD, MICHEL	TRAVAUX DE PLOMBERIE DANS DIVERS BÂTIMENTS	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 138 \$
PLOMBERIE CHARBONNEAU INC.	898861	LEVESQUE, PIERRE	TRAVAUX DE PLOMBERIE DANS DIVERS BÂTIMENTS	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 759 \$
PLOMBERIE CHARBONNEAU INC.	903137	LEVESQUE, PIERRE	TRAVAUX DE PLOMBERIE DANS DIVERS BÂTIMENTS	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	4 085 \$
PLOMBERIE DENIS PARADIS INC	886745	LEVESQUE, PIERRE	TRAVAUX DE PLOMBERIE DANS DIVERS BÂTIMENTS	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 174 \$
PLOMBERIE DENIS PARADIS INC	888544	LEVESQUE, PIERRE	TRAVAUX DE PLOMBERIE DANS DIVERS BÂTIMENTS	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	3 089 \$
PLOMBERIE DENIS PARADIS INC	895176	LORD, MICHEL	TRAVAUX DE PLOMBERIE DANS DIVERS BÂTIMENTS	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 029 \$
PLOMBERIE DENIS PARADIS INC	895719	LORD, MICHEL	TRAVAUX DE PLOMBERIE DANS DIVERS BÂTIMENTS	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	3 392 \$
PLOMBERIE DENIS PARADIS INC	895816	LORD, MICHEL	FOURNIR ET INSTALLER UN NOUVEAU CHAUFFE-EAU AU GAZ DE MARQUE GIANT, MODÈLE UG73200 POUR REMPLACER LE RÉSERVOIR EXISTANT QUI EST PERCÉ, RAPPORTER LE VIEUX CHAUFFE-EAU AU CO NORD ENVIRONNEMENT	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	6 214 \$
PLOMBERIE DENIS PARADIS INC	903159	LEVESQUE, PIERRE	TRAVAUX DE PLOMBERIE DANS DIVERS BÂTIMENTS	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	4 703 \$
PLOMBERIE DENIS PARADIS INC	906211	LEVESQUE, PIERRE	TRAVAUX DE PLOMBERIE DANS DIVERS BÂTIMENTS	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	3 030 \$
PNEUS METRO INC.	886640	SIoudA, ABDELHAK	INVENTAIRE PNEUS DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS SCARM	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	MATÉRIEL ROULANT	4 433 \$
PNEUS METRO INC.	887045	DESJARDINS, LOUISE	FAIRE RECHAPPÉ PNEU CAMION INCENDIE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	MATÉRIEL ROULANT	2 659 \$
PNEUS METRO INC.	890856	SIoudA, ABDELHAK	INVENTAIRE PNEUS DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS SCARM	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	MATÉRIEL ROULANT	2 621 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
PNEUS METRO INC.	895869	CHRETIEN, NORMAND	INVENTAIRE PNEUS DE REMPLACEMENT POUR LES MAGASINS S.C.A.R.M	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	MATÉRIEL ROULANT	2 405 \$
PNEUS METRO INC.	897491	LALONDE, HELENE	INVENTAIRE PNEUS DE REMPLACEMENT POUR LES MAGASINS S.C.A.R.M	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	MATÉRIEL ROULANT	2 995 \$
PNEUS METRO INC.	897501	LALONDE, HELENE	INVENTAIRE PNEUS DE REMPLACEMENT POUR LES MAGASINS S.C.A.R.M	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	MATÉRIEL ROULANT	2 605 \$
PNEUS METRO INC.	898262	SIOUDA, ABDELHAK	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS SCARM	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	MATÉRIEL ROULANT	2 692 \$
PNEUS METRO INC.	899689	DESJARDINS, LOUISE	FOND INVENTAIRE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	MATÉRIEL ROULANT	2 109 \$
PNEUS METRO INC.	899771	SIOUDA, ABDELHAK	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS SCARM	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	MATÉRIEL ROULANT	2 605 \$
PNEUS METRO INC.	901310	SIOUDA, ABDELHAK	INVENTAIRE PNEUS DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS SCARM	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	MATÉRIEL ROULANT	4 776 \$
PNEUS METRO INC.	901907	CHRETIEN, NORMAND	FOND INVENTAIRE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	MATÉRIEL ROULANT	3 359 \$
PNEUS METRO INC.	902795	SIOUDA, ABDELHAK	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS SCARM	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	MATÉRIEL ROULANT	2 698 \$
PNEUS METRO INC.	902798	SIOUDA, ABDELHAK	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS SCARM	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	MATÉRIEL ROULANT	3 722 \$
PNEUS METRO INC.	906117	SIOUDA, ABDELHAK	INVENTAIRE PNEUS DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS SCARM	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	MATÉRIEL ROULANT	3 743 \$
PNEUS METROPOLITAINS INC.	MAD719156	BRANCONNIER, SERGE	FAIRE RECAPER 3 PNEUS DE DIMENSION 20.5 R25 (DÉJÀ DANS LE GARAGE PRÈS DES MACHINE À PNEUS)	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	3 395 \$
POLARIS IMMOBILIER	RMI0000931950000930870002	INTERFACE	POLARIS IMMOBILIER/PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR LE DOSSIER 13-002036, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 1309IC001 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	5 450 \$
POMPES & MOTEURS REAL JEAN LTEE	903072	LEVESQUE, PIERRE	REPLACER LE PANNEAU SÉQUENCEUR DUPLEX À 4 FLOTTES DES POMPES PLUVIALES SITUÉ AU SOUS-SOL DE LA PISCINE AU CENTRE SPORTIF CÔTE-DES-NEIGES	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 164 \$
POMPES ASSELIN INC	871606	THIFFAULT, YVAN	PLOMBERIE (RÉPARATION D'UNE POMPE AU BAIN ROSEMONT #0183, REQ. 77-182410, POMPES ASSELIN INC) - VÉZINA, LUC	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 281 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
POWER-LITE INDUSTRIES INC.	853956-8	LABELLE, MARC-ANDRÉ	CONS,A,FEUX DE CIRCULATION A DEL, MONTAGE, FUT, POTENCE, CAISSON, CAMÉRA, BOLLARD	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	7 011 \$
PPG REVETEMENTS ARCHITECTURAUX CANADA INC.	857937	THIFFAULT, YVAN	PEINTURE / EXPERT, COLORANT ET PLANCHER / ATELIER / NORMAND CYR	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 161 \$
PPG REVETEMENTS ARCHITECTURAUX CANADA INC.	876472	THIFFAULT, YVAN	PEINTURE / PEINTURE, COLLORANT, CORROSTOP / ATELIER / NORMAND CYR	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 091 \$
PRESERV.ACTION CONSEIL	899065	ADAM, RICHARD	CONSTATS D'ÉTAT SUR 30 OEUVRES	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	6 489 \$
PRIMEAU & BAREY COMMUNICATION GRAPHIQUE	877707	CARETTE, CLAUDE	HONORAIRE DE CONCEPTION ET PRODUCTION GRAPHIQUE DU GUIDE	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT.- À RÉPARTIR	20 675 \$
PRISME 3 INC.	884573	CHOQUET, JEAN-ROBERT	PRODUCTION DE L'EXPOSITION « SCANDALE! VICE, CRIME ET MORALITÉ À MONTRÉAL 1940-1960 ». SOUMISSION NO 01.	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	28 571 \$
PRISME 3 INC.	884614	LECLERC, JEAN-FRANCOIS	DÉMENTÉLEMENT ET ÉLIMINATION D'ÉLÉMENTS DE L'EXPOSITION « QUARTIERS DISPARUS ».	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 026 \$
PRO-BALLAST INC.	890411	THIFFAULT, YVAN	H-TENSION, BAT 4397 ATELIER RELAMPAGE PLANIFIÉ, PEP 4400, TREMBLAY, ERIC	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	7 869 \$
PRODUCTIONS CAS PUBLIC	902206	LANGLOIS, PAUL	SLD-BCR-DAPDC-CULTURE- ANIMATION DE 26 ATELIERS	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	3 705 \$
PRODUCTIONS CIME	892418	SHOIRY, NANCY	CONTRAT DE SERVICES PRODUCTION UNE CAPSULE VIDÉO PORTANT SUR LE « LANCEMENT DU CONCOURS DE DESIGN DE LA PLAGE DE L'EST ». LE FORMAT DE LA LIVRAISON SERA SUR UN FICHER VIDÉO OPTIMISÉ POUR DES DIFFUSIONS SUR INTERNET.	SERVICE DE LA MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE	INDUSTRIES ET COMMERCE - PROM. ET DÉV.ÉCON.	4 515 \$
PRODUCTIONS CIME	897279	ADAM, RICHARD	PORTRAIT DU PROJET DE VIDÉO «FINALISTE AU CONCOURS DE RÉAMÉNAGEMENT ET D'AGRANDISSEMENT DE LA BIBLIOTHÈQUE DE PIERREFONDS»	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	7 041 \$
PRODUCTIONS SOCIETE DIGITALE INC.	897283	ADAM, RICHARD	MAKING OF DE LA BIBLIOTHÈQUE MARC FAVREAU	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	3 537 \$
PRODUCTIONS T2C	889592	ADAM, RICHARD	ANIMATION DE JONGLERIE ET CONTORSION	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	4 234 \$
PRODUITS CHIMIQUES MAGNUS LTEE.	01535504	DAOUST, LINDA	BC203534	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	4 693 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
PRODUITS SANY INC.	899839	TRAVERS, REAL	SOUSSION # SOU0021775	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	GESTION INSTALL. - CENTRES COMMUN. - ACT. RÉCRÉATIVES	9 040 \$
PROFID'OR COOPERATIVE AGRICOLE	818690	DESJARDINS, DANIEL	BON DE COMMANDE OUVERT POUR L'ANNÉE 2013. ACHAT DE FOURNITURES AGRICOLES POUR LA PÉPINIÈRE SITUÉ AU 801 ROUTE 344 À L'ASSOMPTION. CONTRAT NUMÉRO 2031	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	HORTICULTURE ET ARBORICULTURE	2 200 \$
PROJET MONTREAL	PROJTMONTREAL101013	SIMARD, JEAN-SEBASTIEN	RECHERCHE ET SOUTIEN DU 10 OCTOBRE 13	SERVICE DES FINANCES	CONSEIL ET SOUTIEN AUX INSTANCES POLITIQUES	14 202 \$
PROJET MONTREAL	RECHPM190830092013	SIMARD, JEAN-SEBASTIEN	RECHERCHE ET SOUTIEN 19 AOÛT ET 30 SEPTEMBRE 2013	SERVICE DES FINANCES	CONSEIL ET SOUTIEN AUX INSTANCES POLITIQUES	12 890 \$
PROJET MONTREAL/CAROLE LEROUX	ALLOPM10JUILLET13	SIMARD, JEAN-SEBASTIEN	REMBOURSEMENT POUR L'ALLOCATION AUX PARTIS POLITIQUES POUR LA RÉCLAMATION DU 10 JUILLET 2013	SERVICE DES FINANCES	CONSEIL ET SOUTIEN AUX INSTANCES POLITIQUES	10 229 \$
PROJET MONTREAL/CAROLE LEROUX	ALLOPM30SEPT13	SIMARD, JEAN-SEBASTIEN	ALLOCATION AUX PARTIS AUTORISÉS 30 SEPTEMBRE 13	SERVICE DES FINANCES	CONSEIL ET SOUTIEN AUX INSTANCES POLITIQUES	12 308 \$
PROLOGUE INC.	VFR0140794	VALIQUETTE, LUCILLE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 292 \$
PROLOGUE INC.	VFR0147669	VALIQUETTE, LUCILLE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 076 \$
PROLOGUE INC.	VFR0147698	VALIQUETTE, LUCILLE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 167 \$
PROMUTUEL DE L'ESTUAIRE	RM10000938140000982910001	INTERFACE	PROMUTUEL DE L'ESTUAIRE\PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR LE DOSSIER 13-002655, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 13091C006 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	7 808 \$
PROMUTUEL LAC ST-PIERRE - LES FORGES	RM10000921250000895310001	INTERFACE	PROMUTUEL LAC ST-PIERRE - LES FORGES\PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR LE DOSSIER 13-000966, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 13081C004 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	7 400 \$
PROQUEST INFORMATION AND LEARNING	905218	GUILLEMETTE-LABORY, LOUISE	RENOUVELLEMENT D'ABONNEMENT NEWSPAPER DIRECT - PRESS DISPLAY	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	BIBLIOTHÈQUES	23 404 \$
PROQUEST INFORMATION AND LEARNING	70137117	JUTRAS, MANON	LIVRES REÇUS DANS LES BIBLIOTHÈQUES MUNICIPALES	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	BIBLIOTHÈQUES	2 375 \$
PROTECTION INCENDIE IDEAL INC	763525	DESILETS, MICHEL	REPLACEMENT RÉSEAU DE GICLEURS AUTOMATIQUES DE L'ENTREPÔT RÉFRIGÉRÉ. CONTRAT NO. 6612	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	HORTICULTURE ET ARBORICULTURE	7 478 \$
PROTECTION INCENDIE VIKING INC.	887695	LEVESQUE, PIERRE	SOUSSION #SEGAUTHIER-51343 - TRAVAUX DE PROTECTION INCENDIE SUITE AU RAPPORT D'INSPECTION #YMI70303	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	12 517 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
PROTECTION INCENDIE VIKING INC.	895274	LEFEBVRE, ROBERT	S TRUDEL BAT 302 BAIN LÉVESQUE REMPLACEMENT DE COMPOSANTE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	3 154 \$
PROVENTILAIR INC.	3874	DAOUST, LINDA	BC203231	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	4 830 \$
PROVENTILAIR INC.	3875	DAOUST, LINDA	BC203192	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	6 660 \$
PROVIGO DISTRIBUTION INC.	SBR004	GOLINVAUX, ANNE-MARIE	SUBVENTIONS OU CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES	COMMISSION DES SERVICES ÉLECTRIQUES DE MONTRÉAL	AUTRES BIENS - RÉNOVATION URBAINE	7 246 \$
PROVINCIAL COMPRESSEURS LTEE	893957	THIFFAULT, YVAN	TÉLÉGESTION (ACHAT DE FILTRES ET AUTRES POUR L'ATELIER #4397, PROVINCIAL COMPRESSEURS LTEE) - CROTEAU, JACQUES	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	3 605 \$
PROVO LTEE.	905776	LEFEBVRE, ROBERT	AMÉNAGEMENT 1324679085 A. BRADETTE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	3 276 \$
PSI PROLEW INC	42862	DAOUST, LINDA	BC203282	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	8 085 \$
PUBLICITE SAUVAGE INC.	21184	LAPOINTE, JULIE	REF #858, AFFICHES JARDINS DE LUMIÈRES	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	4 635 \$
PUBLICITE SAUVAGE INC.	21185	LAPOINTE, JULIE	REF #934, AFFICHAGE SAUVAGE CITROUILLES	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 176 \$
PUBLICITE SAUVAGE INC.	890627	LECLERC, JEAN-FRANCOIS	AFFICHAGE INTÉRIEUR ET EXTÉRIEUR - « SCANDALE! VICE, CRIME ET MORALITÉ À MONTRÉAL ». CONTRAT 21468.	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 573 \$
PYROTECH BEI INC.	898270	BIRON, PAULE	EXPERTISE LÉGALE - FACTURE: 17672 - DOSSIER: 12-002688	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	4 381 \$
PYROTECH BEI INC.	900841	BIRON, PAULE	INGÉNIEUR DOSSIER 09-000895	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	3 968 \$
PYROTECH BEI INC.	RMF0000000000000000041993	INTERFACE	PAIEMENT D'UNE FACTURE POUR LE DOSSIER 13-002529, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 1310FC002 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	4 276 \$
QUEBEC LINGE CO	708810	BRANCONNIER, SERGE	COMMANDE OUVERTE LOCATION DE GUENILLE POUR 2012	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 749 \$
QUEBEC LINGE CO	709976	BRANCONNIER, SERGE	BON ANNUEL 2012 - LOCATION SERVIETTES INDUSTRIELLES QUÉBEC-LINGE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 749 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
QUEBEC LINGE CO	889551	SAVAGE, CLAUDE	FRAIS DE NETTOYAGE DE VÊTEMENTS (FACTURE AOÛT 2013)	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	12 116 \$
QUEBEC LINGE CO	901291	MASSE, PAUL	FRAIS DE NETTOYAGE DE VÊTEMENTS (FACTURE SEPTEMBRE 2013)	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	9 591 \$
QUI POUSSE	906067	SPANDONIDE, CAROLINE	RÉAMÉNAGEMENT DES BUREAUX DE LA DIRECTION DES COMMUNICATIONS	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	REL. AVEC LES CITOYENS ET COMMUNICATIONS	4 852 \$
QUINCAILLERIE FERCON LTEE	47707	DAOUST, LINDA	BC203296	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 722 \$
QUINCAILLERIE J. CARRIER INC	896462	BERTRAND, RICHARD	0 CLE, MOLETTE, TUYAU, LONG. 14", CAP. 2"	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	OUTILLAGE ET MACHINERIE	4 022 \$
QUINCAILLERIE J. CARRIER INC	899450	BERTRAND, RICHARD	0 FE / 9" X 11", PAPIER ABRASIF BOIS, GRENAT FINITION, GRAIN 100A	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	OUTILLAGE ET MACHINERIE	2 160 \$
R.G. TECHNILAB	882211	LEVESQUE, PIERRE	VÉRIFICATION ET CALIBRAGE DE SONDAS DE DÉTECTION DE CO2	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	6 267 \$
R.G. TECHNILAB	887752	LEVESQUE, PIERRE	CALIBRATION DE SONDAS DE GAZ TOXIQUE POUR DIVERS BÂTIMENTS	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	4 514 \$
R.G. TECHNILAB	903297	LEVESQUE, PIERRE	TRAVAUX SUR SONDAS DE DÉTECTION DE GAZ TOXIQUE DANS DIVERS BÂTIMENTS	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 783 \$
RADIATEUR D'AUTO DECARIE ST-LAURENT	ROS721164	LESSARD, SIMON	CHANHER COEUR ET REPARER TÊTE DE RADIATEUR	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 667 \$
RAY GAGNON TAILLEUR	887827	LANDRY, JOHANNE	VESTES POUR ANIMATEURS DE L'ANIMATION	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	4 163 \$
RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON (RAYMOND CHABOT RESSOURCES HUMAINES INC.)	900391	BOND, ALAIN	RÉTENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS EN OPTIMISATION DE LA PERFORMANCE ORGANISATIONNELLE	SERVICE DU CONTRÔLEUR GÉNÉRAL	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	23 912 \$
RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON S.E.N.C.R.L	898431	BERGERON, JACQUES	SERVICES PROFESSIONNELS BVG-SP-2013-25	BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	51 551 \$
REAL HUOT INC.	889873	GOYER, CLAUDE	RESSORT,PURGEUR,B-F,INCENDIE,ITEM #46 CONCORD D67M & CONCORD PREMIER	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	2 325 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
REAL HUOT INC.	315027-156	LABELLE, MARC-ANDRÉ	AQEG,A,PIECES EN FONTE POUR AQUEDUC ET EGOÛT, TUBES EN CUIVRE ET TUYAUX ET RACCORDS EN PVC (INVENTAIRE)	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	AQUEDUC & EGOÛT	11 432 \$
RECEVEUR GENERAL DU CANADA	830047	BOUCHARD, GILLES	RENOUVELLEMENT D'AUTORISATION DE RADIOCOMMUNICATION POUR LA PÉRIODE DU 1ER AVRIL 2013 AU 31 MARS 2014	SERVICE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	GESTION DE L'INFORMATION	13 108 \$
RECEVEUR GENERAL DU CANADA	905957	BOUCHARD, GILLES	AUTORISATION DE RADICOMMUNICATION DANS LE CADRE DU PROJET SÉRAM - DU 1ER AVRIL 2013 AU 31 MARS 2014	SERVICE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	GESTION DE L'INFORMATION	30 383 \$
RECY-BETON INC	896772	LUU, VINH	DISPOSITION DE BÉTON ET ASPHALTE	COMMISSION DES SERVICES ÉLECTRIQUES DE MONTRÉAL	AUTRES - AMÉN., URB. ET DÉVELOPPEMENT	2 034 \$
REGIE DES INSTALLATIONS OLYMPIQUES	24493	LAPOINTE, JULIE	REF #975, PUB DÉPLIANT ESPLANADE RIO	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	5 500 \$
REGIE DES INSTALLATIONS OLYMPIQUES	24645	LAPOINTE, JULIE	STATIONNEMENT POUR SEMAINE DE PROLONGATION MIM	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	4 305 \$
REGIE DES INSTALLATIONS OLYMPIQUES	825006	COURCHESNE, FRANCOIS	ÉLECTRICITÉ DE 2013 POUR LE BIODÔME DE MONTRÉAL.	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	51 401 \$
REGIE DES INSTALLATIONS OLYMPIQUES	825006	COURCHESNE, FRANCOIS	ÉLECTRICITÉ DE 2013 POUR LE BIODÔME DE MONTRÉAL.	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	617 620 \$
REGIE DES INSTALLATIONS OLYMPIQUES	892809	BISSONNETTE, DANIEL	PARTICIPATION À L'ÉTUDE DE PRÉFAISABILITÉ D'UN COMPLEXE CINÉMATOGRAPHIQUE ET TÉLÉVISUEL AU PARC OLYMPIQUE.	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	10 998 \$
REGIE DES INSTALLATIONS OLYMPIQUES	1640611	DIVERSES CHARGES	UTILITÉS PUBLIQUES	FACTURATION PÉRIODIQUE À RÉPARTIR		195 999 \$
REHRIG PACIFIC COMPANY	867157-1	LABELLE, MARC-ANDRÉ	ENNA,A, BACS ROULANTS	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	ENVIRONNEMENT ET NATURE	19 502 \$
REHRIG PACIFIC COMPANY	867157-2	LABELLE, MARC-ANDRÉ	ENNA,A, BACS ROULANTS	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	ENVIRONNEMENT ET NATURE	14 513 \$
REMORQUAGE 10-10 INC.	899609	BISSONNETTE, DANIEL	LOCATION DE BARRICADES POUR LA FÊTE NATIONALE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	AUTRES - ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES	7 478 \$
REMORQUAGE METEOR INC.	902405	GUINDON, PATRICE	SERVICE DE REMORQUAGE DE VÉHICULES AU RANCART	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	3 683 \$
RENOVATION GEMME	901082	LEVESQUE, PIERRE	TRAVAUX DE MENUISERIE AU CEBTRE ST-MARTYRS CANADIENS	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	3 828 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
RENOVATION JUBINVILLE INC.	901072	LEVESQUE, PIERRE	TRAVAUX DE MENUISERIE DANS DIVERS BÂTIMENTS	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	3 695 \$
RESEAU D'AIDE AUX PERSONNES SEULES ET ITINÉRANTES DE MTL (RAPSIM)	897215	CECILE, DANIELLE	CONTRAT DE SERVICES TECHNIQUES AU RÉSEAU D'AIDE AUX PERSONNES SEULES ET ITINÉRANTES (RAPSIM) VISANT LA MISE À JOUR D'UN RÉPERTOIRE MONTRÉALAIS DES RESSOURCES S'ADRESSANT AUX PERSONNES ITINÉRANTES.	SERVICE DE LA MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE	AMÉN., URB. ET DÉVEL. - DIR.ADM. ET SOUTIEN - À RÉPARTIR	19 000 \$
RESEAU DE L'INFORMATIQUE MUNICIPALE DU QUEBEC (RIMQ)	896257	ARCHAMBAULT, MICHEL	COLLOQUE ET COTISATION ANNUELLE POUR DANIEL LEMAY ET MARYSE ROBICHAUD	SERVICE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	GESTION DE L'INFORMATION	2 313 \$
RESEAU KOUMBIT INC.	904407	BOURGET, JOCELYNE	FORMATION DRUPAL DE BASE POUR 4 PARTICIPANTS DE LA DEEA	SERVICE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	GESTION DE L'INFORMATION	3 959 \$
RESSORTS MONTREAL-NORD LTEE	DIC720359	ALTIMAS, JOHN-PATRICK	REPARATION SUSPENSION CAMION	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 352 \$
RESSORTS MONTREAL-NORD LTEE	DIC726149	LAROCHELLE, FRANCOIS	RÉPARATION SUSPENSION ARRIÈRE.	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 734 \$
RESSORTS UNIVERSEL INC.	888346	SIOUDA, ABDELHAK	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS SCARM	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	3 713 \$
RESSORTS UNIVERSEL INC.	888348	SIOUDA, ABDELHAK	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS SCARM	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	4 361 \$
RESSORTS UNIVERSEL INC.	889922	BRANCONNIER, SERGE	FAIRE RÉPARATION ET MAINTENANCE D'UN VÉHICULE D'INCENDIE SUITE À L'INSPECTION REQUISE DU PEP	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	3 722 \$
RESSORTS UNIVERSEL INC.	891078	SIOUDA, ABDELHAK	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS SCARM	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	4 629 \$
RESSORTS UNIVERSEL INC.	893986	SIOUDA, ABDELHAK	REPLACEMENT DE BACKET DE LAMES ARRIÈRES	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	5 503 \$
RESSORTS UNIVERSEL INC.	894665	SIOUDA, ABDELHAK	ALIGNEMENT DES PNEUS, CHANGER BUSHING ET SHACKEL, RECENTRER LE VOLANT	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	3 084 \$
RESSORTS UNIVERSEL INC.	895939	SIOUDA, ABDELHAK	REPLACER LES 2 RESSORTS AVANT AVEC LES PINS	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	3 693 \$
RESSORTS UNIVERSEL INC.	896071	SIOUDA, ABDELHAK	REPARATION SUSPENSION AVANT ET ARRIERE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	6 301 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
RESSORTS UNIVERSEL INC.	898253	SIOUDA, ABDELHAK	REPLACER BUSHING TORQUE ROD /REFAIRE BRAQUETTE CENTRALE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	3 679 \$
RESSORTS UNIVERSEL INC.	898911	SIOUDA, ABDELHAK	RMPLACEMENT DES RESSORTS ET AUTRES REP SUR CAMION D'INCENDIE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	4 362 \$
RESSORTS UNIVERSEL INC.	902652	SIOUDA, ABDELHAK	AJUSTER HAUTEUR SUSPENSION ARR /REPLACER BUSHING TORQUE ROD	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	4 263 \$
RESSORTS UNIVERSEL INC.	903867	SIOUDA, ABDELHAK	REPLACER LES 2 RESSORTS AU COMPLET	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	3 844 \$
RESSORTS UNIVERSEL INC.	DIC723694	ALTIMAS, JOHN-PATRICK	REPARATION SUSPENSION CAMION	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 334 \$
RESSORTS UNIVERSEL INC.	ROS721213	AUBIN, FREDERIC	FOURNIR PO POUR RESSORT UNIVERSEL FACTURE # 56754	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 280 \$
RESSORTS UNIVERSEL INC.	ROS722628	CASAUBON, LUC	FOURNIR P.O FACTURE: 056870 / RESSORTS UNIVERSEL LAME CASSE EN AVANT (ENLEVE LES 2 RESSORTS AVANT) ET REPLACER LES LAMES CASSE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 565 \$
RESSORTS UNIVERSEL INC.	ROS723460	CASAUBON, LUC	FOURNIR P.O POUR RESSORTS UNIVERSEL / FACTURE:056946	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 657 \$
RESSORTS UNIVERSEL INC.	ROS723932	CASAUBON, LUC	FOURNIR P.O POUR FACTURE: 056976 / RESSORTS UNIVERSEL REPLACER TOUTES LS BUSHING ARRIERE REPLACER LES 2 BALLONS ARRIERE REPLACER LES BRACKETS DES BALLONS	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 271 \$
RESSORTS UNIVERSEL INC.	ROS724228	CASAUBON, LUC	FOURNIR P.O POUR RESSORTS UNIVERSEL / FACTURE: 56999	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 136 \$
RESSORTS UNIVERSEL INC.	ROS725414	CASAUBON, LUC	FOURNIR P.O. POUR FACTURE:057041 / RESSORTS UNIVERSEL REPLACER LES 2 RESSORTS ARRIERE AVEC LES HELPER SPRING	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 444 \$
RESSORTS UNIVERSEL INC.	ROS725422	CASAUBON, LUC	FOURNIR P.O POUR FACTURE: 057065 / RESSORTS UNIVERSEL OUVRIR RESSORT ARRIERE ET REPLACER TORQUE LEAFS REPLACER PIN ET BUSHING SWING SHACKEL AVANT	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 487 \$
RICHARD TREMBLAY	906156	POIRIER, JENNIFER	FORMATION - INTERPRÉTATION DES LOIS - 06-11-2013 - ME RICHARD TREMBLAY - AFF.JURIDIQUES	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AFFAIRES CIVILES	3 299 \$
RICOH CANADA INC	SCO90041266	MAGNE, HELENE	LOCATION PHOTOCOPIEURS OUR LE MOIS DE JUILLET 2013.	FACTURATION PÉRIODIQUE À RÉPARTIR		3 684 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
RICOH CANADA INC	SCO90070573	MAGNE, HELENE	LOCATION PHOTOCOPIEURS POUR LE MOIS D'AOÛT 2013.	FACTURATION PÉRIODIQUE À RÉPARTIR		21 027 \$
RICOH CANADA INC	SCO90101197	MAGNE, HELENE	LOCATION PHOTOCOPIEURS POUR LE MOIS DE SEPTEMBRE 2013	FACTURATION PÉRIODIQUE À RÉPARTIR		2 913 \$
ROBERT ALEXIS TRAITEUR INC.	893818	BISSONNETTE, DANIEL	ROBERT ALEXIS TRAITEUR - SERVICE DE TRAITEUR REQUIS POUR UN ÉVÉNEMENT (37E FESTIVAL DES FILMS DU MONDE).	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	2 230 \$
ROBERT ALEXIS TRAITEUR INC.	899260	CHOQUET, JEAN-ROBERT	ROBERT ALEXIS TRAITEUR - SERVICE DE TRAITEUR REQUIS LORS D'UN ÉVÉNEMENT (RÉF.: OPAM 2013).	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	AMÉNAG. DU TERRITOIRE, RÉGLEMENTATION ET ZONAGE	5 741 \$
ROC SOFTWARE SYSTEMS	887293	THIBAUT, GERVAIS	RENOUVELLEMENT DE L'ENTRETIEN - LICENCES EASYSPOOLER ET I-SHELL - DU 1ER SEPTEMBRE 2013 AU 31 AOÛT 2014	SERVICE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	GESTION DE L'INFORMATION	3 851 \$
ROCHE LTEE, GROUPE-CONSEIL	890945	LÉ, SON-THU	CONCEPTION D'UNE POTENCE ET D'UN SYSTÈME D'ATTACHE POUR DES PANNEAUX D'AFFICHAGE DE NOE DE RUES - ARR. ST-LAURENT	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT.- À RÉPARTIR	3 899 \$
ROCTEST LTEE	891649	ROY, SYLVAIN	ACHAT D'ÉQUIPEMENT POUR AJUSTEMENT D'UN PANNEAU SOLAIRE ACHETÉ RÉCEMMENT ET ACHAT DE 2 NOUVEAUX SYSTÈMES D'ACQUISITION DE DONNÉES. SELON LES SOUMISSION JP-RTTQ1582 ET JP-RTTQ1562 DEMANDEUR: ISABELLE DUPRÉ	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT.- À RÉPARTIR	2 997 \$
RODRIGUE PEINTRE-DECORATEUR LTEE	890157	PELLERIN, GUY	NETTOYAGE, GRATAGE ET PEINTURE DE 41 LAMPADAIRES SITUÉS SUR LES RUES CANADIENS-DE-MONTRÉAL ET PEEL	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT.- À RÉPARTIR	2 128 \$
RODRIGUE PEINTRE-DECORATEUR LTEE	890157	PELLERIN, GUY	NETTOYAGE, GRATAGE ET PEINTURE DE 41 LAMPADAIRES SITUÉS SUR LES RUES CANADIENS-DE-MONTRÉAL ET PEEL	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT.- À RÉPARTIR	10 024 \$
ROGER GIRARD INC	890926	LABELLE, MARC-ANDRÉ	COFFRET,ALUMINIUM,BRUN-GRIS,RELAIS,ECLAIRAGE,SERRURE CORBIN (DESSIN 2-230)	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	CONSTRUCTION	12 372 \$
ROGER GIRARD INC	898662	DESHAIES, MARC-ANDRE	REAPPRO LOUVAIN	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	CONSTRUCTION	5 444 \$
ROLAND GRENIER CONSTRUCTION LTEE.	889058	CHOQUET, JEAN-ROBERT	TRAVAUX DE RÉAMÉNAGEMENT D'UNE EXPOSITION TEMPORAIRE POUR LE CENTRE D'HISTOIRE DE MONTRÉAL. MANDAT: D-2013-0021	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	15 987 \$
ROLAND GRENIER CONSTRUCTION LTEE.	903206	LEVESQUE, PIERRE	PANNE DE L'UNITÉ DE CLIMATISATION DE LA SALLE DE DACTYLOSOPHIE : FRAIS DE RÉPARATION DE L'UNITÉ DONT LA GARANTIE EST NULLE PUISQU'UNE PERSONNE A TRAVAILLÉ SUR L'UNITÉ AU CO EST	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 830 \$
ROULEAU-PAQUIN DESIGN COMMUNICATION INC. (3095-8326 QUEBEC INC.)	904168	SINCLAIR, NANCY	ROULEAU-PAQUIN DESIGN COMMUNICATION - RÉIMPRESSION DE LA BROCHURE "LES VISAGES DE LA PARTICIPATION CITOYENNE À MONTRÉAL", POUR LE CHANTIER SUR LA DÉMOCRATIE.	DIRECTION GÉNÉRALE	CONSEIL ET SOUTIEN AUX INSTANCES POLITIQUES	3 629 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
ROY & FILS LTEE	895166	FISSET, DANIEL	REVÊTEMENT SOUPLE - GRATTE-PIEDS - POUR L'HDV - MARIO LAGARDE C/M.	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	4 793 \$
RUDSAK, COMPAGNIE DE CUIR ET ACCESSOIRES INC.	899977	BISSONNETTE, JEAN-MARC	ACHAT DE SACS FAITS À PARTIR D'ORIFLAMMES RECYCLÉS POUR LE BUREAU DE LA MODE DE MONTRÉAL. QTÉ : 209.	SERVICE DE LA MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE	INDUSTRIES ET COMMERCE - PROM. ET DÉV.ÉCON.	9 854 \$
S. GRAPHIQUE	895769	LEVESQUE, LUC	HABILLAGE D'UN KIOSQUE POUR COLLOQUE GEOMATIQUE 2013	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT.- À RÉPARTIR	2 320 \$
S.C.I. MONTREAL INC.	891591	THIFFAULT, YVAN	TÉLÉGESTION, BAT 4397 ATELIER, CONTROLEUR, EXTENSION,MODULE, CROTEAU JACQUES	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	5 380 \$
S.C.I. MONTREAL INC.	895265	THIFFAULT, YVAN	TÉLÉGESTION (ACHAT DE SONDAS ET MODULES POUR L'ATELIER #4397, S.C.I. MONTREAL INC) - CROTEAU, JACQUES	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	3 240 \$
S.E.C. LE MONTAIGNE	RM10000943020000966770003	INTERFACE	S.E.C. LE MONTAIGNE\PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR LE DOSSIER 13-003128, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 1310IC003 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	5 569 \$
SABLAGE AU JET GILLES LAPOINTE LTEE	ROS724848	BRANCONNIER, SERGE	SABLAGE ET PEINTURE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 920 \$
SAFETY-KLEEN CANADA INC.	708834	BRANCONNIER, SERGE	B/C OUVERT DE ROUEN POUR RÉCUPÉRATION DE SOLVANT USÉ - CARROSSERIE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	3 589 \$
SAFETY-KLEEN CANADA INC.	708852	BRANCONNIER, SERGE	COMMANDE ANNUEL VIAU GARAGE POUR LA GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLE - SELON ENTENTE DE PRIX	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	3 208 \$
SAFETY-KLEEN CANADA INC.	710252	BRANCONNIER, SERGE	COMMANDE ANNUEL DES CARRIÈRES POUR LA GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLE - SELON ENTENTE DE PRIX	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 749 \$
SAFETY-KLEEN CANADA INC.	888229	CHRETIEN, NORMAND	HUILE,MOTEUR,MULTIGRADE,VRAC,GRADE SAE 15W40,CLASSIFICATION CJ-4/XHD-7	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	MATÉRIEL ROULANT	2 883 \$
SAFETY-KLEEN CANADA INC.	891404	DESPATIE, ERIC	HUILE EN VRAC POUR ATELIER VILLE-MARIE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 359 \$
SAFETY-KLEEN CANADA INC.	891467	CHRETIEN, NORMAND	HUILE POUR MADISON	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	MATÉRIEL ROULANT	4 914 \$
SAFETY-KLEEN CANADA INC.	904748	CHRETIEN, NORMAND	FOND INVENTAIRE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	MATÉRIEL ROULANT	2 827 \$
SAFETY-KLEEN CANADA INC.	904983	ALTIMAS, JOHN-PATRICK	HUILE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	MATÉRIEL ROULANT	2 020 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
SALAISSON MAISON DU ROTI INC.	459979	SOULIERES, ANNE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	3 033 \$
SANDWICHS ET SALADES ARISTO	19374	SOULIERES, ANNE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	8 631 \$
SANDWICHS ET SALADES ARISTO	19375	SOULIERES, ANNE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	4 834 \$
SANDWICHS ET SALADES ARISTO	19381	SOULIERES, ANNE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 825 \$
SANDWICHS ET SALADES ARISTO	19382	SOULIERES, ANNE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	6 462 \$
SANDWICHS ET SALADES ARISTO	19418	SOULIERES, ANNE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	3 621 \$
SANDWICHS ET SALADES ARISTO	19444	SOULIERES, ANNE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	4 898 \$
SANDWICHS ET SALADES ARISTO	19457	SOULIERES, ANNE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	6 063 \$
SANDWICHS ET SALADES ARISTO	19458	SOULIERES, ANNE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	4 665 \$
SANDWICHS ET SALADES ARISTO	19471	SOULIERES, ANNE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	8 587 \$
SANDWICHS ET SALADES ARISTO	19472	SOULIERES, ANNE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 167 \$
SANDWICHS ET SALADES ARISTO	19473	SOULIERES, ANNE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	4 721 \$
SANDWICHS ET SALADES ARISTO	19500	SOULIERES, ANNE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 937 \$
SANDWICHS ET SALADES ARISTO	19503	SOULIERES, ANNE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	3 466 \$
SANDWICHS ET SALADES ARISTO	19544	SOULIERES, ANNE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	4 365 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
SANDWICHS ET SALADES ARISTO	19546	SOULIERES, ANNE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	3 114 \$
SANDWICHS ET SALADES ARISTO	19565	SOULIERES, ANNE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	5 751 \$
SANDWICHS ET SALADES ARISTO	19569	SOULIERES, ANNE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	7 513 \$
SANDWICHS ET SALADES ARISTO	19572	SOULIERES, ANNE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	3 370 \$
SANDWICHS ET SALADES ARISTO	19599	SOULIERES, ANNE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	3 213 \$
SANDWICHS ET SALADES ARISTO	19600	SOULIERES, ANNE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 380 \$
SANDWICHS ET SALADES ARISTO	19622	SOULIERES, ANNE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	7 545 \$
SANDWICHS ET SALADES ARISTO	19623	SOULIERES, ANNE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	3 077 \$
SANDWICHS ET SALADES ARISTO	19718	SOULIERES, ANNE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	5 760 \$
SANDWICHS ET SALADES ARISTO	19740	SOULIERES, ANNE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	6 279 \$
SANDWICHS ET SALADES ARISTO	19768	SOULIERES, ANNE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	3 721 \$
SANDWICHS ET SALADES ARISTO	19769	SOULIERES, ANNE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	4 486 \$
SANDWICHS ET SALADES ARISTO	19814	SOULIERES, ANNE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	5 879 \$
SANDWICHS ET SALADES ARISTO	19845	SOULIERES, ANNE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	4 203 \$
SANDWICHS ET SALADES ARISTO	19846	SOULIERES, ANNE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 425 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
SANDWICHS ET SALADES ARISTO	19895	SOULIERES, ANNE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	7 232 \$
SANDWICHS ET SALADES ARISTO	19922	SOULIERES, ANNE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	7 274 \$
SANDWICHS ET SALADES ARISTO	19975	SOULIERES, ANNE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	6 510 \$
SANDWICHS ET SALADES ARISTO	888013	ROMERO-JULIA, JAIME	SANDWICH, CIABATTA, SALADE, BAGUETTE, BOITE À LUNCH, CRUDITÉ, FROMAGE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	9 286 \$
SANDWICHS ET SALADES ARISTO	888015	ROMERO-JULIA, JAIME	CIABATTA, PITA, SALADE, CRUDITÉ RAISIN ET FROMAGE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	9 524 \$
SANDWICHS ET SALADES ARISTO	889142	ROMERO-JULIA, JAIME	CIABATTA, SALADE, YAOURT, RAISIN FROMAGE BOÎTE À LUNCH	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	9 071 \$
SANDWICHS ET SALADES ARISTO	889143	ROMERO-JULIA, JAIME	CIABATTA, SALADE, YAOURT, RAISIN ET FROMAGE ET BOITE À LUNCH	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	8 864 \$
SANDWICHS ET SALADES ARISTO	893771	ROMERO-JULIA, JAIME	CIABATTA, SALADE, PITA, BOITE À LUNCH, YAOURT, CRUDITÉ, FROMAGE ET RAISIN	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	11 808 \$
SANDWICHS ET SALADES ARISTO	894422	ROMERO-JULIA, JAIME	CIABATTA, PITA, BAGUETTE, YAOURT	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	10 642 \$
SANDWICHS ET SALADES ARISTO	894429	ROMERO-JULIA, JAIME	PITA, PETITE SALADE, BAGUETTE JAMBON FROMAGE, POULET MEXICAIN, SALADE, PANINARO	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	9 094 \$
SANDWICHS ET SALADES ARISTO	896099	ROMERO-JULIA, JAIME	PITA SALAMI, BAGUETTE JAMBON BLANC, POULET MEXICAIN.	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	9 906 \$
SANDWICHS ET SALADES ARISTO	896107	ROMERO-JULIA, JAIME	CIABATTA, SALADE GRECQUE, PITA SALAMI, BAGUETTE JAMBON BLANC, POULET MEXICAIN, BOITE À LUNCH, SALADE GRECQUE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	10 220 \$
SANQUIP INC.	DIC723274	BRANCONNIER, SERGE	VALVE HYDR. 3 SECTIONS POUR CAMION-BENNE À DÉCHET, EN COMMANDE SPÉCIALE URGENTE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	3 706 \$
SAVOIR-FAIRE LINUX INC.	9260	LAPOINTE, JULIE	REF #854, GESTION PROJET	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 100 \$
SAVOIR-FAIRE LINUX INC.	9369	VALIQUETTE, LUCILLE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	3 600 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
SAVOIR-FAIRE LINUX INC.	892470	THIBAUT, GERVAIS	BANQUE DE 100 HEURES D'INTERVENTION POUR DIVERS PROFILS	SERVICE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	GESTION DE L'INFORMATION	13 197 \$
SCHLEICH NORTH AMERICA INC.	INV414148	VALIQUETTE, LUCILLE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 977 \$
SCR CHINA TRADE INC	85323	VALIQUETTE, LUCILLE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 610 \$
SECURITE LANDRY INC	898835	DESHAIES, MARC-ANDRE	REAPPRO LOUVAIN	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	2 009 \$
SEL WARWICK INC.	902146	BERTRAND, RICHARD	20 KG SEL, DEGLACAGE, CHAUSSE, CHLORURE, SODIUM	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	3 589 \$
SEL WARWICK INC.	903032	LABELLE, MARC-ANDRÉ	20 KG, CHLORURE, CALCIUM, 77%(CALCL2), EN FLOCON OU GRANULE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	ÉNERGIE ET PRODUIT CHIMIQUE	11 795 \$
SERVICE DE FREINS MONTREAL LTEE	888329	SIOUDA, ABDELHAK	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS SCARM	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	MATÉRIEL ROULANT	2 490 \$
SERVICE DE FREINS MONTREAL LTEE	892206	SIOUDA, ABDELHAK	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS SCARM	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	MATÉRIEL ROULANT	2 190 \$
SERVICE DE FREINS MONTREAL LTEE	895969	SIOUDA, ABDELHAK	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS SCARM	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	MATÉRIEL ROULANT	3 631 \$
SERVICE DE FREINS MONTREAL LTEE	902533	SIOUDA, ABDELHAK	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS SCARM	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	MATÉRIEL ROULANT	2 134 \$
SERVICE DE FREINS MONTREAL LTEE	904534	SIOUDA, ABDELHAK	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS SCARM	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	MATÉRIEL ROULANT	5 124 \$
SERVICE D'ENTRETIEN CARLOS INC	888520	LEVESQUE, PIERRE	DÉNEIGEMENT POUR SAISON 2012-2013 (DERNIER VERSEMENT) AU CENTRE L'ACADIE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	4 069 \$
SERVICE D'ENTRETIEN CARLOS INC	903132	LEVESQUE, PIERRE	ENTRETIEN PAYSAGER 2013 POUR DIVERS BÂTIMENTS	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	4 374 \$
SERVICE D'ENTRETIEN D'EDIFICES PERE ET FILS INC.	886772	LEVESQUE, PIERRE	ENTRETIEN PAYSAGER 2013 POUR DIVERS BÂTIMENTS	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	4 032 \$
SERVICE D'ENTRETIEN D'EDIFICES PERE ET FILS INC.	888562	LEVESQUE, PIERRE	CONTRAT ANNUEL D'ENTRETIEN PAYSAGER POUR DIVERS BÂTIMENTS	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 181 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
SERVICE D'ENTRETIEN D'EDIFICES PERE ET FILS INC.	905997	LEVESQUE, PIERRE	AMÉNAGEMENT PAYSAGER DANS DIVERS BÂTIMENTS	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	3 629 \$
SERVICE GAGNON ELECTRIQUE INC.	886756	LEVESQUE, PIERRE	TRAVAUX ÉLECTRIQUES DANS DIVERS BÂTIMENTS	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 704 \$
SERVICE GAGNON ELECTRIQUE INC.	891155	LORD, MICHEL	TRAVAUX ÉLECTRIQUES DANS DIVERS BÂTIMENTS	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 427 \$
SERVICE GAGNON ELECTRIQUE INC.	891230	LORD, MICHEL	2 HAUT-PARLEURS DANS LE DORTOIR DES POMPIERS NE FONCTIONNENT PAS, RELAMPAGE GÉNÉRAL À LA CASERNE 65	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 112 \$
SERVICE GAGNON ELECTRIQUE INC.	891419	LORD, MICHEL	TRAVAUX ÉLECTRIQUES DANS DIVERS BÂTIMENTS	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 363 \$
SERVICE GAGNON ELECTRIQUE INC.	901063	LEVESQUE, PIERRE	TRAVAUX ÉLECTRIQUES DANS DIVERS BÂTIMENTS	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	3 377 \$
SERVICE GAGNON ELECTRIQUE INC.	903173	LEVESQUE, PIERRE	RELAMPAGE DE LA PISCINE, RELAMPAGE GÉNÉRAL À LA PISCINE DU PARC ST-ROCH	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 252 \$
SERVICES D'ARBRES PRIMEAU INC.	889044	LAMONTAGNE, ROBERT	SERVICE DE DÉPISTAGE DE L'AGRILE DU FRÊNE PAR ÉCORÇAGE DE BRANCHES. APPEL D'OFFRES SUR INVITATION 13-13131. CONTRAT NO 13-6620	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	HORTICULTURE ET ARBORICULTURE	70 948 \$
SERVICES ENTRETIEN ALPHANET INC.	891272	LORD, MICHEL	ENTRETIEN SANITAIRE POUR DIVERS BÂTIMENTS	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	5 758 \$
SERVICES ENTRETIEN ALPHANET INC.	899215	LEVESQUE, PIERRE	NETTOYAGE APRÈS REFOULEMENT D'ÉGOUT AU PDQ 26 OUEST	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	3 704 \$
SERVICES INTEGRES LEMAY ET ASSOCIES INC	896268	BRUNELLE, CHARLES-MATHIEU	CONDUIRE L'ÉTUDE PRÉLIMINAIRE DES BESOINS, PRINCIPALEMENT SUR L'ANALYSE, LA DÉFINITION DU PROJET ET LE PROCESSUS D'IDÉATION DU PROJET DU BIODÔME RENOUVELÉ.	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	21 500 \$
SERVICES MATREC INC.	888704	PRONOVOST, RENE	MIM / SERVICE DE VIDANGE DE LA TOILETTE ROULOTTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	4 000 \$
SERVICES STI INC	887807	LÊ, SON-THU	ACHAT DE TROIS MODULES SYNCHRO GPS-DC.	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT.- À RÉPARTIR	4 586 \$
SEVERINE LE GALL	890247	FILION, IVAN	PROGRAMME CONTACT: PLANIFICATION ET RÉALISATION DE PLUSIEURS ANIMATIONS DE LECTURE DANS LES LIEUX FRÉQUENTÉS PAR DES ENFANTS DE 0 À 5 ANS ET LEURS PARENTS.	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	BIBLIOTHÈQUES	7 840 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
SHANTI LOISELLE	893589	CHOQUET, JEAN-ROBERT	REFONTE DU SITE WEB - DIRECTION DE LA CULTURE ET DU PATRIMOINE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	ACT. CULTURELLES - DIR. ET ADM. - À RÉPARTIR	5 200 \$
SHARP ELECTRONIQUE DU CANADA LTEE	888122	SINCLAIR, NANCY	FRAIS DE COPIES D'UN PHOTOCOPIEUR SHARP, MODÈLE MXM550N, DU BUREAU DES ELECTIONS (9265 LE ROYER), POUR L'ANNÉE 2013	DIRECTION GÉNÉRALE	GREFFE	2 200 \$
SHARP ELECTRONIQUE DU CANADA LTEE	14237895	MAGNE, HELENE	LOCATIONS PHOTOCOPIEURS	FACTURATION PÉRIODIQUE À RÉPARTIR		17 619 \$
SHARP ELECTRONIQUE DU CANADA LTEE	9000272906	MAGNE, HELENE	LOCATIONS PHOTOCOPIEURS	FACTURATION PÉRIODIQUE À RÉPARTIR		48 695 \$
SHARP ELECTRONIQUE DU CANADA LTEE	9000280731	MAGNE, HELENE	LOCATIONS PHOTOCOPIEURS	FACTURATION PÉRIODIQUE À RÉPARTIR		9 460 \$
SHARP ELECTRONIQUE DU CANADA LTEE	9000282046	MAGNE, HELENE	LOCATIONS PHOTOCOPIEURS	FACTURATION PÉRIODIQUE À RÉPARTIR		7 834 \$
SHELL ENERGY NORTH AMERICA (CANADA) INC.	2357220	GELINAS, ISABELLE	TRANSPORT DU GAZ POUR LE MOIS D'AOÛT 2013	FACTURATION PÉRIODIQUE À RÉPARTIR		370 905 \$
SHELL ENERGY NORTH AMERICA (CANADA) INC.	23702891	GELINAS, ISABELLE	TRANSPORT DU GAZ POUR LE MOIS DE SEPTEMBRE 2013	FACTURATION PÉRIODIQUE À RÉPARTIR		358 374 \$
SIEMENS-TECHNOLOGIES DU BATIMENT LTEE	897805	LEFEBVRE, ROBERT	S TRUDEL BIBLIO. MAISONNEUVE BAT. 100, REMPLACEMENT DE PANNEAU ET DES COMPOSANTES TNC094128	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	4 353 \$
SIEMENS-TECHNOLOGIES DU BATIMENT LTEE	898412	LEFEBVRE, ROBERT	S TRUDEL TNC094129 REMPLACEMENT DE PANNEAU ET COMPOSANTES POUR BAT 0539 THÉÂTRE DE LA POWDIÈRE ÎLE STE-HÉLÈNE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 559 \$
SIEMENS-TECHNOLOGIES DU BATIMENT LTEE	905160	LEFEBVRE, ROBERT	S TRUDEL REMPLACEMENT DES COMPOSANTES ARENA MAURICE RICHARD	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	4 725 \$
SIEMENS-TECHNOLOGIES DU BATIMENT LTEE	906133	LEFEBVRE, ROBERT	S TRUDEL TNC094127 ARÉNA MAURICE-RICHARD - REMPLACEMENT COMPOSANTES INCENDIES	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	4 601 \$
SIGNALISATION ROUTIERE DU QUEBEC INC.	902915	DUCAS, SYLVAIN	ACCORDER UN CONTRAT À SIGNALISATION ROUTIÈRE DU QUÉBEC INC. POUR LA LOCATION ET L'INSTALLATION DE DEUX PANNEAUX À MESSAGES VARIABLES AUX ABORDS DU VIADUC ROCKLAND	SERVICE DE LA MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE	CONSTRUCTION D'INFRASTRUCTURES DE VOIRIE	3 849 \$
SIGNALISATION ROUTIERE DU QUEBEC INC.	905882	SARRAZIN, MARC	INSTALLATION ET MAINTIEN DE JERSEY DEVANT LE PARAPET DE L'AUTOROUTE BONAVENTURE, STRUCTURE 81-5130D.	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT.- À RÉPARTIR	11 771 \$
SIGNALISATION S.A.I.C. INC	889856	ADAM, RICHARD	PROJET MONUMENT À JACQUES-CARTIER	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	2 549 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
SIGNALISATION S.A.I.C. INC	891737	ADAM, RICHARD	POTEAU - CULTURE MONTRÉAL	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	23 755 \$
SIGNATURE DESIGN COMMUNICATION	900575	LANDRY, JOHANNE	# 1312 WAY-FINDING	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	4 250 \$
SIGNEL SERVICES INC	897490	DESJARDINS, DANIEL	ACHAT, INSTALLATION & DÉINSTALLATION DE 4 PANNEAUX DE SIGNALISATION	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	GESTION INSTALL. - CENTRES COMMUN. - ACT. RÉCRÉATIVES	3 520 \$
SIGNEL SERVICES INC	905792	BOISVERT, SUZANNE	5 BARRICADES DE BÉTON 72" X 24" 1/4 X 32" 1/2	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 750 \$
SIGNOTECH INC.	888609	SIOUDA, ABDELHAK	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS SCARM	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	MATÉRIAUX DE FABRICATION ET USINAGE	3 305 \$
SIGNOTECH INC.	891378	SIOUDA, ABDELHAK	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS SCARM	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	MATÉRIAUX DE FABRICATION ET USINAGE	6 109 \$
SIGNOTECH INC.	901794	SIOUDA, ABDELHAK	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS SCARM	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	MATÉRIAUX DE FABRICATION ET USINAGE	7 477 \$
SIGNUM DESIGN	889766	DEVEAU, DOMINIQUE	RENOUVELLEMENT DE LA MAINTENANCE ANNUELLE MAPINFO PROFESSIONNEL DU 30 OCT. 2013 AU 31 OCT. 2014	SERVICE DE L'EAU	HYG. DU MILIEU - SOUTIEN TECH. ET FONCT. - À RÉPARTIR	10 239 \$
SIGNUM DESIGN	895444	HACHEY, NORMAND	RENOUVELLEMENT DE LA MAINTENANCE ANNUELLE DU LOGICIEL MAPINFO PROFESSIONNEL DU 14 NOV. 2013 AU 31 OCT. 201	SERVICE DE L'EAU	HYG. DU MILIEU - SOUTIEN TECH. ET FONCT. - À RÉPARTIR	3 108 \$
SILENCIEUX FEDERAL MUFFLER	CAR724755	BRANCONNIER, SERGE	ACHAT DE MATÉRIEL DE SYSTÈME D'ÉCHAPPEMENT POUR AMÉNAGEMENT DE LA NOUVELLE BAIE DE SERVICE AU GARAGE DU CLOS ST-MICHEL	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	3 219 \$
SILENCIEUX FEDERAL MUFFLER	DIC722117	BRANCONNIER, SERGE	EQUIPEMENT DE GARAGE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	6 450 \$
SILENCIEUX FEDERAL MUFFLER	DIC723674	BRANCONNIER, SERGE	TUYAUX ÉCHAPPEMENT POUR GARAGE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	3 376 \$
SILENCIEUX FEDERAL MUFFLER	MAD722890	BRANCONNIER, SERGE	TUYAU POUR EVACUATION D' EXHAUST POUR GARAGE MADISON	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	3 221 \$
SIMPLECHIC TRAITEUR INC.	899294	ALLARD, PATRICE	SIMPLÉCHIC TRAITEUR - SERVICE DE TRAITEUR REQUIS POUR UN ÉVÉNEMENT (PETIT DÉJEUNER MADA).	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	DÉVELOPPEMENT SOCIAL	2 510 \$
SISCA SOLUTIONS D'AFFAIRES CANADA INC.	877776	GELINEAU, PIERRE	PROJET GRA-000748-12737 - DEVIS 8842, 8843, 9034	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	2 161 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
SISCA SOLUTIONS D'AFFAIRES CANADA INC.	894439	GELINEAU, PIERRE	PROJET IMP-002141-13203 - DEVIS 9381, 9382	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	3 233 \$
SISCA SOLUTIONS D'AFFAIRES CANADA INC.	894498	MASSE, PAUL	ÉTIQUETTES D'IDENTIFICATION # 06-10-503-04 (KATHIA BRUNET)	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	4 289 \$
SKOOIZ.COM	888410	CECILE, DANIELLE	CONTRAT D'ACHAT DE MOTS-CLÉS SUR GOOGLE PAR L'INTERMÉDIAIRE DE LA FIRME SKOOIZ.COM, DANS LE CADRE DE LA CAMPAGNE HABITATION - AUTOMNE 2013	SERVICE DE LA MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE	AUTRES BIENS - RÉNOVATION URBAINE	13 197 \$
SOBEK TECHNOLOGIES	905373	ROY, SYLVAIN	RENOUVELLEMENT DU SUPPORT TÉLÉPHONIQUE ET MISES À JOUR DU LOGICIEL GEOTEC POUR LA PÉRIODE DU 1ER JANVIER 2014 AU 31 DÉCEMBRE 2014. SELON LA FACTURE NO. 0870 PORTION EAU, LA BALANCE DE LA FACTURE EST PAYÉE PAR LE BC 905380.	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	HYG. DU MILIEU - SOUTIEN TECH. ET FONCT. - À RÉPARTIR	2 800 \$
SOBEK TECHNOLOGIES	905380	ROY, SYLVAIN	RENOUVELLEMENT DU SUPPORT TÉLÉPHONIQUE ET MISES À JOUR DU LOGICIEL GEOTEC POUR LA PÉRIODE DU 1ER JANVIER 2014 AU 31 DÉCEMBRE 2014. SELON LA FACTURE NO. 0870 PORTION DEST, LA BALANCE DE LA FACTURE EST PAYÉE PAR LE BC 905373.	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	DÉPENSES INTERNES À IMPUTER AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT - À REDISTRIBUER	5 778 \$
SOCIETE CANADIENNE DES AUTEURS, COMPOSITEURS & EDITEURS DE MUSIQUE (SOCAN)	904857	LANGLOIS, PAUL	PAIEMENT DES DROITS D'AUTEUR À LA SOCAN	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	2 408 \$
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	DE130920	RODOFIL, MYRIAM	COMPTE CLIENT # 4470966 - POUR RENFLOUER LE COMPTE DE LA VILLE	FACTURATION PÉRIODIQUE À RÉPARTIR		549 875 \$
SOCIETE DE DEVELOPPEMENT DE MTL (SDM) DIRECTION MARCHÉ BONSECOURS	904248	HINSE, JEAN YVES	LOCATION D'UNE SALLE DE BAL	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	GESTION DU PERSONNEL	2 703 \$
SOCIETE DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUEBEC (S.A.A.Q.)	892424	SAVAGE, CLAUDE	VIGNETTES PEP - PROGRAMME D'ENTRETIEN PRÉVENTIF --- MANDATAIRE 56-4244	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	10 700 \$
SOCIETE DE TRANSPORT DE MONTREAL (STM)	902254	COURCHESNE, FRANCOIS	MIM - SERVICE DE NAVETTE - CONTRAT # 46851 - DOSSIER 1130715001	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	135 991 \$
SOCIETE DE VELO EN LIBRE-SERVICE	895374	CARETTE, CLAUDE	FACTURE SVLS20011600 - RÉIMPRESSION DES CARTES DU RÉSEAU BIXI MONTRÉAL	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT.- À RÉPARTIR	2 903 \$
SOCIETE D'HABITATION ET DE DEVELOPPEMENT DE MONTREAL	898048	LAPOINTE, NORMAND	SHDM - LOCATION DE SALLES AU MARCHÉ BONSECOURS POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE.	DIRECTION GÉNÉRALE	CONSEIL ET SOUTIEN AUX INSTANCES POLITIQUES	3 695 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
SOCIETE DU VIEUX-PORT DE MONTREAL INC	905078	NADEAU, MICHEL G	ÉVÈNEMENT DU 12 NOVEMBRE 2013 PRÉSENTÉ PAR LA DIRECTION DES STRATÉGIES ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES POUR LES EMPLOYÉS	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	INDUSTRIES ET COMMERCES - PROM. ET DÉV.ÉCON.	2 761 \$
SOCIETE EN COMMANDITE BRENNAN-DUKE	893657	CICOLI, MARIO	ACHAT DE 16 CAISSONS POUR POSTES DE TRAVAIL ET INSTALLATION DE 2 CIRCUITS ÉLECTRIQUES.	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	ACT. RÉCRÉATIVES - DIR. ET ADM. - À RÉPARTIR	4 120 \$
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE GAZ MÉTRO_2	RM10000940930000891380003	INTERFACE	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE GAZ MÉTRO\PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR LE DOSSIER 13-002927, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 13081C004 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	2 462 \$
SOCIETE POUR LA PREVENTION DE LA CRUAUTE ENVERS LES ANIMAUX	886844	HAMEL, ANDRE	GESTION ANIMALIÈRE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT.- À RÉPARTIR	5 000 \$
SOCIETE QUEBECOISE D'INFORMATION JURIDIQUE (SOQUIJ)	891852	BLANCHARD, PIERRE	AFF.JURIDIQUES-BANQUE DE DONNÉES-SOQUIJ	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AFFAIRES CIVILES	2 246 \$
SOCIETE QUEBECOISE D'INFORMATION JURIDIQUE (SOQUIJ)	901109	LEVEILLE, MARIE-LYNE	AFF.JURIDIQUES-BANQUE DE DONNÉE-SOQUIJ	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AFFAIRES CIVILES	2 523 \$
SOCIETE RADIO-CANADA	F1029234	BOLDUC, JOSEE	BIODÔME, JARDIN BOTANIQUE, INSECTARIUM	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	4 855 \$
SOCIETE RADIO-CANADA	F174118	VALIQUETTE, LUCILLE	PRODUCTION COMMERCIALE 25-03-2013-21-04-2013PRODUCTION COMMERCIALE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 417 \$
SOCIETE TELUS COMMUNICATIONS	896720	THIBAUT, GERVAIS	MAINTENANCE	SERVICE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	GESTION DE L'INFORMATION	18 984 \$
SOCIETE TELUS COMMUNICATIONS	TELUS(DATA)AOÛT2013	GELINAS, ISABELLE	TELUS(LIENS À LA PRISE,WIFI,MAC ET INTERNET) AOÛT 2013	FACTURATION PÉRIODIQUE À RÉPARTIR		374 760 \$
SOCIETE TELUS COMMUNICATIONS	TELUS(DATA)OCTOBRE2013	GELINAS, ISABELLE	TELUS(LIENS À LA PRISE,WIFI,MAC ET INTERNET) OCTOBRE 2013	FACTURATION PÉRIODIQUE À RÉPARTIR		372 325 \$
SOCIETE TELUS COMMUNICATIONS	TELUS(DATA)SEPTEMBRE2013	GELINAS, ISABELLE	TELUS(LIENS À LA PRISE,WIFI,MAC ET INTERNET) SEPTEMBRE 2013	FACTURATION PÉRIODIQUE À RÉPARTIR		388 334 \$
SOCIETE TELUS COMMUNICATIONS	TELUS(LIENSÀLACARTECORPO) 130801	GELINAS, ISABELLE	TELUS (LIENSÀLACARTECORPO) AOÛT 2013	FACTURATION PÉRIODIQUE À RÉPARTIR		35 575 \$
SOCIETE TELUS COMMUNICATIONS	TELUS(LIENSÀLACARTECORPO) 130901	GELINAS, ISABELLE	TELUS (LIENSÀLACARTECORPO) SEPTEMBRE 2013	FACTURATION PÉRIODIQUE À RÉPARTIR		36 259 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
SOCIETE TELUS COMMUNICATIONS	TELUS(LIENSALACARTECORPO) 131001	GELINAS, ISABELLE	TELUS (LIENSALACARTECORPO) OCTOBRE 2013	FACTURATION PÉRIODIQUE À RÉPARTIR		35 402 \$
SOCIETE TELUS COMMUNICATIONS	TELUS(LIENSALACARTESPVM)1 30801	GELINAS, ISABELLE	TELUS(LIENSALACARTESPVM) AOÛT 2013	FACTURATION PÉRIODIQUE À RÉPARTIR		48 611 \$
SOCIETE TELUS COMMUNICATIONS	TELUS(LIENSALACARTESPVM)1 30901	GELINAS, ISABELLE	TELUS(LIENSALACARTESPVM) SEPTEMBRE 2013	FACTURATION PÉRIODIQUE À RÉPARTIR		50 356 \$
SOCIETE TELUS COMMUNICATIONS	TELUS(LIENSALACARTESPVM)1 31001	GELINAS, ISABELLE	TELUS(LIENSALACARTESPVM) OCTOBRE 2013	FACTURATION PÉRIODIQUE À RÉPARTIR		48 611 \$
SOCIETE TELUS COMMUNICATIONS	TELUS(TÉLÉPHONIEFILAIRE)13 0801	GELINAS, ISABELLE	TELUS (TÉLÉPHONIEFILAIRE) AOÛT 2013	FACTURATION PÉRIODIQUE À RÉPARTIR		400 082 \$
SOCIETE TELUS COMMUNICATIONS	TELUS(TÉLÉPHONIEFILAIRE)13 0901	GELINAS, ISABELLE	TELUS (TÉLÉPHONIEFILAIRE) SEPTEMBRE 2013	FACTURATION PÉRIODIQUE À RÉPARTIR		353 317 \$
SOCIETE TELUS COMMUNICATIONS	TELUS(TÉLÉPHONIEFILAIRE)13 1001	GELINAS, ISABELLE	TELUS (TÉLÉPHONIEFILAIRE) OCTOBRE 2013	FACTURATION PÉRIODIQUE À RÉPARTIR		364 264 \$
SOCIETE XYLEM CANADA	871604	THIFFAULT, YVAN	PLOMBERIE (AMÉNAG. 1324670108, ACHAT DE POMPES SUBMERSIBLES POUR LA PISCINE RENE-GOUPIL #0312, REQ. 71-179890, SOCIETE XYLEM CANADA) - VÉZINA, LUC	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	5 175 \$
SOFTCHOICE	896381	LUU, VINH	ACHATS DE LICENCES EXCHANGE 2013 ET WINDOWS SERVER 2012	COMMISSION DES SERVICES ÉLECTRIQUES DE MONTRÉAL	AUTRES - AMÉN., URB. ET DÉVELOPPEMENT	12 559 \$
SOFTCHOICE	904890	TONTHAT, ALAIN	ACQUISITION LICENCES OFFICE STANDARD ET VISIO DANS LE CADRE DU PROJET 68083 ET 74250 - BUDGET FONCTIONNEMENT	SERVICE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	GESTION DE L'INFORMATION	13 155 \$
SOFTCHOICE	905801	TONTHAT, ALAIN	ACQUISITION LICENCES EN LIEN AVEC LE PROJET 73100 SYSTÈME BUDGÉTAIRE	SERVICE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	GESTION DE L'INFORMATION	9 094 \$
SOFTCONCEPT	902699	TESSIER, MONIQUE	LICENCE DE BASE ET CLASSEMENT PERSONNALISÉ : FRAIS ANNUEL DU 15-09-2013- AU 14-09-2014 // SIGNATURE DE MME MONIQUE TESSIER	SERVICE DE LA MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE	AMÉNAG. DU TERRITOIRE, RÉGLEMENTATION ET ZONAGE	2 522 \$
SOLMATECH INC.	887455	DANKASSOUA, LEILATOU	FORAGES DANS DIVERSES RUES DE L'ARRONDISSEMENT D'AHUNTSIC-CARTIERVILLE - PRR 2013 D1136355001 SIMON 148320	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	CONSTRUCTION D'INFRASTRUCTURES DE VOIRIE	26 777 \$
SOLMATECH INC.	900816	DESJARDINS, DANIEL	CONTRÔLE QUALITATIF DES COULÉES DE BÉTON POUR LE PAVILLON D'ACCUEIL DU GOLF PARC MAISONNEUVE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	ENTRETIEN ET AMÉNAG. DES PARCS ET TERRAINS DE JEUX	2 641 \$
SOLMATECH INC.	902034	LUU, VINH	CARACTÉRISATION ENV. DES SOLS : OFFRE 1525	COMMISSION DES SERVICES ÉLECTRIQUES DE MONTRÉAL	AUTRES - AMÉN., URB. ET DÉVELOPPEMENT	72 077 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
SOLOTECH INC	888210	CHOQUET, JEAN-ROBERT	ÉQUIPEMENT D'ÉCLAIRAGE. SOUMISSION #427386.	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	6 366 \$
SOLOTECH INC	889749	LAMONTAGNE, ROBERT	FOURNITURE ET L'INSTALLATION D'ÉQUIPEMENTS AUDIOVISUELS POUR CRÉER UNE ZONE D'INTRODUCTION AU BIODÔME DE MONTRÉAL - APPEL D'OFFRES SUR INVITATION #13-12959 - 2 SOUMISSIONNAIRES	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	55 228 \$
SOLUTIONS CONSORTECH INC	891380	BROUSSEAU, DANIEL	RENOUVELLEMENT DE MAINTENANCE FME POUR LA PÉRIODE DU 01/12/13 AU 30/11/2014	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	TRANSPORT - DIR. ET ADMIN. - À RÉPARTIR	5 851 \$
SOLUTIONS CONSORTECH INC	897408	SARRAZIN, MARC	RENOUVELLEMENT DE MAINTENANCE AUTODESK (DU 27 OCTOBRE 2013 AU 26 OCTOBRE 2016).	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT. - À RÉPARTIR	8 619 \$
SOLUTIONS DE CONTROLE ET DE SECURITE CS INC.	886959	JODOIN, LUC	LOGICIEL (SOFT GUARD) - VILLE SAINT-LAURENT	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	BIBLIOTHÈQUES	2 073 \$
SOLUTIONS DE CONTROLE ET DE SECURITE CS INC.	887440	JODOIN, LUC	MODULE GOBE SOUS - VERSION 025 ET VERSION WINDOWS 7	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	BIBLIOTHÈQUES	2 309 \$
SOLUTIONS DE CONTROLE ET DE SECURITE CS INC.	896918	JODOIN, LUC	SUPPORT ANNUEL VERSION WINDOWS 7 INCLUT SUPPORT PROD ET LABORATOIRE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	BIBLIOTHÈQUES	2 245 \$
SOLUTIONS INFORMATIQUES INSO INC.	887406	LACOMBE, PIERRE	101144 / P. GEOFFROY / MATÉRIEL INFORMATIQUES DIVERS	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 294 \$
SOLUTIONS INFORMATIQUES INSO INC.	893947	PROVENCHER, MICHEL	ACQUISITIONS CASQUES D'ÉCOUTE ET LICENCE DRUIDE POUR LA DIVISION SERVICE AUX UTILISATEURS	SERVICE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	GESTION DE L'INFORMATION	3 259 \$
SOLUTIONS INFORMATIQUES INSO INC.	894522	LACOMBE, PIERRE	101144/ P. GEOFFROY / MONIEEUR NEC AVEC SPECTRA VIEW	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 649 \$
SOLUTIONS INFORMATIQUES INSO INC.	895283	ROBICHAUD, MARYSE	ACQUISITIONS IPADS POUR LA DIVISION SERVIE AUX UTILISATEURS	SERVICE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	GESTION DE L'INFORMATION	2 197 \$
SOLUTIONS INFORMATIQUES INSO INC.	899843	LACOMBE, PIERRE	101144 / M. PARADIS / PROMISE PEGASUS R6-BAIE DE DISQUES	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 121 \$
SOLUTIONS INFORMATIQUES INSO INC.	901580	ROBICHAUD, MARYSE	ACQUISITION MÉMOIRE POUR LA DIVISION SERVICES AUX UTILISATEURS	SERVICE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	GESTION DE L'INFORMATION	7 123 \$
SOLUTIONS INFORMATIQUES INSO INC.	904106	ROBICHAUD, MARYSE	ACQUISITIONS MATÉRIELS INFORMATIQUE DIVERS POUR LA DIVISION SERVICES AUX UTILISATEURS	SERVICE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	GESTION DE L'INFORMATION	2 195 \$
SOPHIE BORDES	894489	PARE, ROBERT	NOUVELLE SIGNATURE POUR LA CARTE ACCÈS MONTRÉAL	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	REL. AVEC LES CITOYENS ET COMMUNICATIONS	3 013 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
SOPHIE LEDUC	RMI0000943720000967640004	INTERFACE	SOPHIE LEDUC\PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR LE DOSSIER 13-003192, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 1310IC003 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	3 332 \$
SSQ ASSURANCES GÉNÉRALES_3	RMI0000937050000944000001	INTERFACE	SSQ ASSURANCES GÉNÉRALES\PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR LE DOSSIER 13-002546, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 1310IC001 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	2 000 \$
STATION JOUETS INC.	VE111013	JUTRAS, MANON	LIVRES REÇUS DANS LES BIBLIOTHÈQUES MUNICIPALES	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	BIBLIOTHÈQUES	3 277 \$
STELA RAGAMI MILOTI	892909	CHOQUET, JEAN-ROBERT	CONTRAT POUR LA GESTION DE DOCUMENTS	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	ACT. CULTURELLES - DIR. ET ADM. - À RÉPARTIR	19 250 \$
STEVE ROBERGE	903380	LANDRY, JOHANNE	CONTRAT TECHNICIEN POUR PÉPO	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	3 321 \$
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	895460	DESHAIES, MARC-ANDRÉ	REAPPRO LOUVAIN	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	6 708 \$
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	902724	BERTRAND, RICHARD	COUVERCLE (BOUCHON) POUR TÊTE AJUSTABLE DE BOÎTE DE VANNE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	6 783 \$
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	615779-302	LABELLE, MARC-ANDRÉ	TPAE,A,PIECES POUR AQUEDUC ET EGOUT	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	2 386 \$
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	615779-302	LABELLE, MARC-ANDRÉ	TPAE,A,PIECES POUR AQUEDUC ET EGOUT	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	14 229 \$
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	615779-303	LABELLE, MARC-ANDRÉ	TPAE,A,PIECES POUR AQUEDUC ET EGOUT	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	4 798 \$
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	615779-307	LABELLE, MARC-ANDRÉ	TPAE,A,PIECES POUR AQUEDUC ET EGOUT	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	3 501 \$
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	615779-308	LABELLE, MARC-ANDRÉ	TPAE,A,PIECES POUR AQUEDUC ET EGOUT	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	7 241 \$
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	615779-309	LABELLE, MARC-ANDRÉ	TPAE,A,PIECES POUR AQUEDUC ET EGOUT	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	2 688 \$
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	615779-311	LABELLE, MARC-ANDRÉ	TPAE,A,PIECES POUR AQUEDUC ET EGOUT	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	2 181 \$
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	615779-311	LABELLE, MARC-ANDRÉ	TPAE,A,PIECES POUR AQUEDUC ET EGOUT	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	14 424 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
ST-GERMAIN EGOUS ET AQUEDUCS INC.	615779-312	LABELLE, MARC-ANDRÉ	TPAE,A,PIECES POUR AQUEDUC ET EGOUT	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	5 899 \$
ST-GERMAIN EGOUS ET AQUEDUCS INC.	615779-313	LABELLE, MARC-ANDRÉ	TPAE,A,PIECES POUR AQUEDUC ET EGOUT	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	3 169 \$
ST-GERMAIN EGOUS ET AQUEDUCS INC.	615779-314	LABELLE, MARC-ANDRÉ	TPAE,A,PIECES POUR AQUEDUC ET EGOUT	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	6 326 \$
ST-GERMAIN EGOUS ET AQUEDUCS INC.	615779-315	LABELLE, MARC-ANDRÉ	TPAE,A,PIECES POUR AQUEDUC ET EGOUT	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	3 639 \$
ST-GERMAIN EGOUS ET AQUEDUCS INC.	615779-316	LABELLE, MARC-ANDRÉ	TPAE,A,PIECES POUR AQUEDUC ET EGOUT	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	4 947 \$
ST-GERMAIN EGOUS ET AQUEDUCS INC.	615779-317	LABELLE, MARC-ANDRÉ	TPAE,A,PIECES POUR AQUEDUC ET EGOUT	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	2 361 \$
ST-GERMAIN EGOUS ET AQUEDUCS INC.	615779-318	LABELLE, MARC-ANDRÉ	TPAE,A,PIECES POUR AQUEDUC ET EGOUT	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	2 501 \$
ST-GERMAIN EGOUS ET AQUEDUCS INC.	615779-325	COUTU, JESSICA	TPAE,A,PIECES POUR AQUEDUC ET EGOUT	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	2 780 \$
ST-GERMAIN EGOUS ET AQUEDUCS INC.	615779-326	COUTU, JESSICA	TPAE,A,PIECES POUR AQUEDUC ET EGOUT	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	2 406 \$
ST-GERMAIN EGOUS ET AQUEDUCS INC.	615779-327	COUTU, JESSICA	TPAE,A,PIECES POUR AQUEDUC ET EGOUT	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	2 402 \$
ST-GERMAIN EGOUS ET AQUEDUCS INC.	615779-328	COUTU, JESSICA	TPAE,A,PIECES POUR AQUEDUC ET EGOUT	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	4 191 \$
ST-GERMAIN EGOUS ET AQUEDUCS INC.	794612-14	LABELLE, MARC-ANDRÉ	TPAE,A,TUYAUX EN FONTE DUCTILE (INVENTAIRE)	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	3 871 \$
ST-GERMAIN EGOUS ET AQUEDUCS INC.	794612-15	LABELLE, MARC-ANDRÉ	TPAE,A,TUYAUX EN FONTE DUCTILE (INVENTAIRE)	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	13 313 \$
ST-GERMAIN EGOUS ET AQUEDUCS INC.	794612-16	LABELLE, MARC-ANDRÉ	TPAE,A,TUYAUX EN FONTE DUCTILE (INVENTAIRE)	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	9 248 \$
ST-GERMAIN EGOUS ET AQUEDUCS INC.	794612-17	LABELLE, MARC-ANDRÉ	TPAE,A,TUYAUX EN FONTE DUCTILE (INVENTAIRE)	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	12 611 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	794612-18	COUTU, JESSICA	TPAE,A,TUYAUX EN FONTE DUCTILE (INVENTAIRE)	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	8 828 \$
ST-LAURENT FAUCHER, LES JURICOMPTABLES	905463	BERGERON, JACQUES	BVG-SP- 2013-26 SERVICES PROFESSIONNELS	BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	43 990 \$
STM_3	RM10000947800000944810005	INTERFACE	STM/PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR LE DOSSIER 13-003589, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 1310IC006 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	5 831 \$
STORTZ ET ASSOCIATES INC.	609	VALIQUETTE, LUCILLE	BIODÔME, JARDIN BOTANIQUE, INSECTARIUM	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	3 638 \$
STRATEGIE ORGANISATION ET METHODE SOM INC.	903998	SPANDONIDE, CAROLINE	SONDAGE SUR LA SATISFACTION DES MONTRÉALAIS FACE AUX PRESTATIONS DE SERVICE DE L'ADMINISTRATION MUNICIPALE	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	REL. AVEC LES CITOYENS ET COMMUNICATIONS	23 755 \$
SUPERCHUTE LTD	900512	SARRAZIN, MARC	SYSTEME DE GARDE-CORPS STRAP-RAIL POUR TRAVAUX QUAI 8 & 9 FRANCON	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT.- À RÉPARTIR	4 459 \$
SUPREMEX INC.	891466	GOUDREAU, LOUISE	ENVELOPPES 16.02.970 (11-2007)	SERVICE DES FINANCES	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	13 650 \$
SUZANNE COTE	886686	GUILLEMETTE-LABORY, LOUISE	PROGRAMME LES " LIVRES DANS LA RUE "	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	BIBLIOTHÈQUES	4 080 \$
SYSTEMES DE PUISSANCE WAJAX	900686	BRANCONNIER, SERGE	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS SCARM	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	19 385 \$
SYSTEMES DE PUISSANCE WAJAX	901686	SIoudA, ABDELHAK	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS SCARM	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	3 382 \$
SYSTEMES DE PUISSANCE WAJAX	ROS721762	BRANCONNIER, SERGE	PIÈCES DE MOTEUR VÉHICULE LOURDS	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 979 \$
SYSTEMES DE PUISSANCE WAJAX	ROS721762	BRANCONNIER, SERGE	PIÈCES DE MOTEUR VÉHICULE LOURDS	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	3 676 \$
SYSTEMES URBAINS INC.	904033	LUU, VINH	C. 1237 - RUE CARILLON DE LA RUE NOTRE-DAME À LA STATION DE POMPAGE	COMMISSION DES SERVICES ÉLECTRIQUES DE MONTRÉAL	AUTRES - AMÉN., URB. ET DÉVELOPPEMENT	71 833 \$
SYSTEMES URBAINS INC.	904037	LUU, VINH	C. 1277 - DÉPLACEMENT DE RÉSEAU - MTQ LOT 18 PONT D'ÉTAGEMENT EF3	COMMISSION DES SERVICES ÉLECTRIQUES DE MONTRÉAL	AUTRES - AMÉN., URB. ET DÉVELOPPEMENT	89 836 \$
SYSTEMES URBAINS INC.	905036	DUCAS, SYLVAIN	ACCORDER UN CONTRAT À SYSTÈMES URBAINS INC. POUR DES TRAVAUX ÉLECTRIQUES SUR LE BÂTIMENT SITUÉ AU 6551 DUROCHER DANS LE CADRE DU PROJET DU SITE OUTREMONT DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	SERVICE DE LA MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE	CONSTRUCTION D'INFRASTRUCTURES DE VOIRIE	2 200 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
TAB CANADA	895333	DESJARDINS, SUZANNE	CHEMISES À DOSSIERS ET CHEMISES POCHETTES	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	GESTION DU PERSONNEL	2 367 \$
TACEL LIMITEE	851390	CARETTE, CLAUDE	AXE DE PRÉEMPTION SUR 9 INTERSECTIONS POUR 2 CAMIONS ENTRE LA CASERNE # 42 ET L'INTERSECTION ACADIE / HENRI-BOURASSA. RÉF. HUGUES BESSETTE.	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	SIGNALISATION LUMINEUSE	4 731 \$
TACEL LIMITEE	896234	LÉ, SON-THU	ACHAT KIT, TRAFICAM ONE NARROW ANGLE CAMÉRA SYS C/W 4 TI EDGE & CABLE - SO 232401. DEMANDEUR SYLVAIN LAVALLEE.	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	SIGNALISATION LUMINEUSE	4 651 \$
TACEL LIMITEE	854776-5	LABELLE, MARC-ANDRÉ	CONS,A,FEUX DE CIRCULATION A DEL, MONTAGE, FUT, POTENCE, CAISSON,CAMÉRA, BOLLARD	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	9 623 \$
TACEL LIMITEE	854776-6	LABELLE, MARC-ANDRÉ	CONS,A,FEUX DE CIRCULATION A DEL, MONTAGE, FUT, POTENCE, CAISSON,CAMÉRA, BOLLARD	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	33 336 \$
TACEL LIMITEE	854776-7	LABELLE, MARC-ANDRÉ	CONS,A,FEUX DE CIRCULATION A DEL, MONTAGE, FUT, POTENCE, CAISSON,CAMÉRA, BOLLARD	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	125 009 \$
TALIA HALLMONA	886697	GUILLEMETTE-LABORY, LOUISE	PROGRAMME LES " LIVRES DANS LA RUE "	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	BIBLIOTHÈQUES	2 160 \$
TAXI-CHARGE.L'ASSOCIATION DE TAXI DIAMOND DE MONTREAL LTEE	823807	DION, GEORGES	BC 2013 OUVERT POUR LA DIVISION EXPLOITATION ET ÉVOLUTION DES APPLICATIONS	SERVICE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	GESTION DE L'INFORMATION	2 749 \$
TAXI-CHARGE.L'ASSOCIATION DE TAXI DIAMOND DE MONTREAL LTEE	823825	TONTHAT, ALAIN	BC OUVERT 2013 POUR LA DIVISION RÉALISATION PROJET TI COUPONS DE TAXI	SERVICE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	GESTION DE L'INFORMATION	5 499 \$
TECH-MIX DIV BAU-VAL INC	818481-8	COUTU, JESSICA	TPAE,A,ENROBES BITUMINEUX FROIDS (ASPHALTE POUR REPARATION A FROID EN SAC, INVENTAIRE)	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	3 629 \$
TECHNO FEU INC	886807	SIoudA, ABDELHAK	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS SCARM	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	MATÉRIEL ROULANT	3 978 \$
TECHNO FEU INC	887556	SIoudA, ABDELHAK	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS SCARM	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	MATÉRIEL ROULANT	2 086 \$
TECHNO FEU INC	888314	SIoudA, ABDELHAK	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS SCARM	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	MATÉRIEL ROULANT	6 188 \$
TECHNO FEU INC	889836	SIoudA, ABDELHAK	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS SCARM	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	MATÉRIEL ROULANT	4 388 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
TECHNO FEU INC	890164	SIOUDA, ABDELHAK	RÉPARATION VÉHICULE D'INCENDIE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	6 226 \$
TECHNO FEU INC	893973	SIOUDA, ABDELHAK	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS SCARM	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	MATÉRIEL ROULANT	4 867 \$
TECHNO FEU INC	895024	SIOUDA, ABDELHAK	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS SCARM	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	MATÉRIEL ROULANT	2 010 \$
TECHNO FEU INC	895984	SIOUDA, ABDELHAK	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS SCARM	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	MATÉRIEL ROULANT	4 896 \$
TECHNO FEU INC	898577	SIOUDA, ABDELHAK	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS SCARM	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	MATÉRIEL ROULANT	5 558 \$
TECHNO FEU INC	901424	SIOUDA, ABDELHAK	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS SCARM	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	MATÉRIEL ROULANT	6 228 \$
TECHNO FEU INC	904538	SIOUDA, ABDELHAK	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS SCARM	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	MATÉRIEL ROULANT	2 346 \$
TECHNO FEU INC	ROS721547	BOURRET, YANICK	PATIN ÉCHELLE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 055 \$
TECHNO-CONTACT INC.	890179	FISSET, DANIEL	ÉLECTRICITÉ - CADENAS ET SWITCH POUR LE MARATHON - AMÉNAGEMENT #1314672039 - E.DESROCHERS C/M	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 720 \$
TECHNO-CONTACT INC.	890674	FISSET, DANIEL	TECHNO CONTACT INC. - ÉVÈNEMENT #1314672040 - GRAND PRIX CYCLISTE - ÉRIC DESROCHERS C/M ÉLECTRICITÉ	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 914 \$
TECHNO-CONTACT INC.	894597	FISSET, DANIEL	TECHNO CONTACT - RENFLOUEMENT DE MARCHANDISE - ÉRIC DESROCHERS C/M ÉLECTRICITÉ	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	3 316 \$
TECHNO-CONTACT INC.	895427	THIFFAULT, YVAN	ÉLECTRICITÉ, AMÉNAGEMENT 1324670136, PISC EXT.STE-LUCIE, BAT 2298, DEMARREUR STANDARD TÉLÉMECANIQUE, TREMBLAY ERIC	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	3 581 \$
TECHNO-CONTACT INC.	895438	THIFFAULT, YVAN	ÉLECTRICITÉ, TNC 92452, BAT 95 C.C.ROBILLARD, ASSEMBLAGE COMPLET PANNEAU NEMA, TREMBLAY, ERIC	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	6 321 \$
TECHNO-CONTACT INC.	900654	FISSET, DANIEL	TECHNO CONTACT - PANNEAU ÉLECTRIQUE - ÉRIC DESROCHERS C/M ÉLECTRICITÉ	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	4 157 \$
TECHNO-CONTACT INC.	902545	FISSET, DANIEL	TECHNO CONTACT - AMÉNAGEMENT #1324672158 - ÉRIC DESROCHERS C/M ÉLECTRICITÉ	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	7 698 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
TECHNO-CONTACT INC.	904692	FISET, DANIEL	TECHNO CONTACT - AMÉNAGEMENT #1324672157 - ÉRIC DESROCHERS C/M ÉLECTRICITÉ	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	5 279 \$
TECHNO-CONTACT INC.	905194	THIFFAULT, YVAN	TÉLÉGESTION (ACHAT D'UN RÉACTEUR ET CÂBLE POUR ATELIER #4397, TECHNO-CONTACT INC) - CROTEAU, JACQUES	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 453 \$
TECHNO-CONTACT INC.	905740	FISET, DANIEL	TECHNO CONTACT INC. - AMÉNAGEMENT #1324672166 - ÉRIC DESROCHERS C/M ÉLECTRICITÉ	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	3 555 \$
TECHNOLOGIA FORMATION INC	888667	BERGERON, JACQUES	FORMATION WINDOWS SERVER CASEWARE - BVG	BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	2 474 \$
TECHNOLOGIA FORMATION INC	892392	TONTHAT, ALAIN	PROJET # 74400 - INSCRIPTION DE 6 RESSOURCES AU COURS MS342 - WINDOWS 7 POUR AGENTS & TECHNICIENS EN SOUTIEN TECHNIQUE - SESSION À MONTRÉAL LE 9 & 10 SEPTEMBRE 2013	SERVICE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	GESTION DE L'INFORMATION	2 142 \$
TECHNOLOGIA FORMATION INC	898247	TONTHAT, ALAIN	PROJET 68063 - GESTION DES INCIDENTS ET SERVICES - FORMATION ITIL 2011	SERVICE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	GESTION DE L'INFORMATION	4 118 \$
TECHNOLOGIA FORMATION INC	902060	ROBICHAUD, MARYSE	FORMATION ITEL RÔLES GESTIONNAIRES ET PROPRIÉTAIRES	SERVICE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	GESTION DE L'INFORMATION	5 499 \$
TECHNOLOGIES PROPRES TGWT INC	893257	FISET, DANIEL	CHAUFFAGE - PRODUIT CHIMIQUE - POUR L'ENTREPÔT - ROBERT LAMOUREUX C/M.	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	5 457 \$
TECHNOLOGIES PROPRES TGWT INC	893310	THIFFAULT, YVAN	CHAUFFAGE (ACHAT DE RÉSEAUX FERMÉS, CHAUDIÈRES VAPEUR ET SEL POUR ADOUCISSEURS POUR ATELIER #4397, TECHNOLOGIES PROPRES TGWT INC) - LYNCH, RENÉ	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	3 702 \$
TECHNOLOGIES PROPRES TGWT INC	896466	THIFFAULT, YVAN	CHAUFFAGE (ACHAT DE CHAUDIÈRES ET PIÈCES POUR L'ATELIER #4397, TECHNOLOGIES PROPRES TGWT INC) - LYNCH, RENÉ	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	3 568 \$
TECHNOLOGIES PROPRES TGWT INC	897751	FISET, DANIEL	CHAUFFAGE - PRODUIT CHIMIQUE - POUR L'INVENTAIRE - ROBERT LAMOUREUX C/M.	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	3 515 \$
TEKNION ROY ET BRETON INC.	877703	LACOMBE, PIERRE	MOBILIER DE BUREAU / SOUMISSION DU 4 JUILLET 2013 / DEMANDE D'ISABELLA SACCHETTI	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	6 322 \$
TEKNION ROY ET BRETON INC.	894039	BALLO, DOMINIQUE	ACQUISITION ET AMÉNAGEMENT DE POSTES DE TRAVAIL POUR LE 425 PLACE J. CARTIER ENTENTE CADRE 854079	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	EXPLOITATION DES SITES DE DISPOSITION DE NEIGE	81 623 \$
TEKNION ROY ET BRETON INC.	897116	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MOBILIER DE BUREAU POUR LE 9515 ST-HUBERT (SOUS-SOL)	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	21 912 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
TEKNION ROY ET BRETON INC.	897926	GOUDREAU, LOUISE	RÉAMÉNAGEMENT DES LOCAUX 310 ET 312 DU 155 RUE NOTRE-DAME EST AVEC DES POSTES DE TRAVAIL SITUÉS AU 303 RUE NOTRE-DAME EST, TEL QUE VOTRE SOUMISSION #PW0111 DU 4 OCTOBRE 2	SERVICE DES FINANCES	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	17 568 \$
TEKNION ROY ET BRETON INC.	901748	MARCOTTE, ANNE-MARIE	8 CLASSEURS / 4 TIROIRS - JEAN-MARC LAVIGNE (SOUS-SOL DU 9515 ST-HUBERT)	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	4 893 \$
TEKNION ROY ET BRETON INC.	902265	TURGEON, FRANCOISE	ACQUISITIONS DE CLASSEURS POUR LE 425 PLACE JACQUES CARTIER	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	EXPLOITATION DES SITES DE DISPOSITION DE NEIGE	16 628 \$
TEKNION ROY ET BRETON INC.	902959	MARCOTTE, ANNE-MARIE	BUREAUX ET CLOISONS SOUMISSION JL-0258	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	13 851 \$
TEKNION ROY ET BRETON INC.	902988	MARCOTTE, ANNE-MARIE	CLASSEURS : SOUMISSION JL-0297	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	3 058 \$
TEKNION ROY ET BRETON INC.	904667	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MURS ALTOS, SOUMISSION JL-0274	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	19 636 \$
TELDIG INC.	894529	LUU, VINH	SUPPORT ANNUEL ET MISE À JOUR JOUR DU LOGICIEL TELDIG UTILITY	COMMISSION DES SERVICES ÉLECTRIQUES DE MONTRÉAL	AUTRES - AMÉN., URB. ET DÉVELOPPEMENT	6 292 \$
TELE GOODNESS	891493	GAGNON, CHANTAL	CRÉATION D'UN VIDÉO "I HAVE A DREAM" - MLK 50	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	2 500 \$
TELE GOODNESS	891493	GAGNON, CHANTAL	CRÉATION D'UN VIDÉO "I HAVE A DREAM" - MLK 50	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	AUTRES - ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES	2 500 \$
TELUS	819503	COURCHESNE, FRANCOIS	TÉLÉPHONIE 2013 - ESPACE POUR LA VIE - COMPTE NO 5054120599	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	8 301 \$
TELUS	819780	COURCHESNE, FRANCOIS	PRISES RÉSEAU DE L'ESPACE POUR LA VIE POUR L'ANNÉE 2013 - COMPTE : 5099129536	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	54 000 \$
TELUS	899793	ROBICHAUD, MARYSE	COMMANDE VMRS JETONS RSA POUR LE CENTRE DE SERVICES	SERVICE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	GESTION DE L'INFORMATION	16 196 \$
TENAQUIP LIMITED	898469	KERR, NATASHA	MIM - QUINCAILLERIE OUTILLAGE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 075 \$
TERIS SERVICES D'APPROVISIONNEMENT INC.	887096	PRONOVOST, RENE	MAMROT COUR AUX INSECTES / PRODUITS HORTICOLE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 588 \$
TERIS SERVICES D'APPROVISIONNEMENT INC.	897429	PRONOVOST, RENE	MIM / TERRE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 215 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
THE GAZETTE	888496	SPANDONIDE, CAROLINE	PLACEMENTS MÉDIAS OBLIGATOIRES	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	REL. AVEC LES CITOYENS ET COMMUNICATIONS	5 157 \$
THE GAZETTE	891202	SPANDONIDE, CAROLINE	PLACEMENTS MÉDIAS OBLIGATOIRES	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	REL. AVEC LES CITOYENS ET COMMUNICATIONS	4 181 \$
THE GAZETTE	901641	SPANDONIDE, CAROLINE	PLACEMENTS MÉDIAS OBLIGATOIRES	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	REL. AVEC LES CITOYENS ET COMMUNICATIONS	3 816 \$
THE GAZETTE	901641	SPANDONIDE, CAROLINE	PLACEMENTS MÉDIAS OBLIGATOIRES	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	REL. AVEC LES CITOYENS ET COMMUNICATIONS	4 018 \$
THE GAZETTE	4899072MON	BOLDUC, JOSEE	BIODÔME, JARDIN BOTANIQUE, INSECTARIUM	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 250 \$
THE GAZETTE	4904264MON	LAPOINTE, JULIE	REF #905, PUB WEB SEPT.	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	4 000 \$
THEATRES UNIS ENFANCE JEUNESSE	891769	LANGLOIS, PAUL	COTISATION POUR LE SPECTACLE HANSEL ET GRETEL	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	2 161 \$
THIBAUT & ASSOCIES	888349	BRANCONNIER, SERGE	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT, POUR LES MAGASINS SCARM	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	18 502 \$
THOMAS DESIGN + COMMUNICATION	890545	BISSONNETTE, JEAN-MARC	AUTORISER UNE BANQUE D'HEURES POUR LA PRODUCTION DE MATÉRIEL PUBLICITAIRE ET DE MAQUETTES POUR WWW.MODEMONTREAL.TV.	SERVICE DE LA MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE	INDUSTRIES ET COMMERCE - PROM. ET DÉV.ÉCON.	5 471 \$
TIMM ENTERPRISES LTD	897586	GAUDET, MARTIN	TUTEURS EN FIBRE DE VERRE. CONTRAT NO. : 13-2121	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	HORTICULTURE ET ARBORICULTURE	5 889 \$
TOILETTE SANI-ROYAL	888650	LANGLOIS, PAUL	LOCATION DE TOILETTES CHIMIQUE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	2 034 \$
TOITURES COUTURE ET ASSOCIES INC.	897616	NADEAU, MICHEL G	RÉPARATION DE LA TOITURE DU 204 YOUNG ARRONDISSEMENT SUD OUEST	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	3 002 \$
TOSHIBA SOLUTION D'AFFAIRES	820746	DAVID, KATHY	BC ANNUEL 2013-LECTEUR PHOTOCOPIEUR COPIE COULEUR ET NOIR	SERVICE DE L'EAU	HYG. DU MILIEU - SOUTIEN TECH. ET FONCT. - À RÉPARTIR	2 178 \$
TRADELCO INC.	1340637	DAOUST, GAETANE	BC203654-PROJET MÉDUSES	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 030 \$
TRADUCTIONS TERRY KNOWLES INC. (LES)	901099	CHARPENTIER, ANNE	101142 / BCO 2013 POUR DES SERVICES DE TRADUCTIONS	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	8 874 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
TRANS ARTIK INC.	ROS721050	AUBIN, FREDERIC	INSTALLER SYSTEME DE CHAUFFAGE MODELE "D4" AIRTRONIC (KIT D'INSTALLATION + CONTROLE DIGI-MAX)	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 398 \$
TRANS ARTIK INC.	ROS721051	AUBIN, FREDERIC	INSTALLER SYSTEME DE CHAUFFAGE MODELE "D4" AIRTRONIC (KIT D'INSTALLATION + CONTROLE DIGI-MAX)	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 398 \$
TRANS ARTIK INC.	ROS721052	AUBIN, FREDERIC	INSTALLER SYSTEME DE CHAUFFAGE MODELE "D4" AIRTRONIC (KIT D'INSTALLATION + CONTROLE DIGI-MAX)	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 398 \$
TRANS ARTIK INC.	ROS721828	AUBIN, FREDERIC	INSTALLER SYSTEME DE CHAUFFAGE MODELE "D4" AIRTRONIC (KIT D'INSTALLATION + CONTROLE DIGI-MAX)	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 398 \$
TRANSCONTINENTAL MEDIAS S.E.N.C	887583	LUU, VINH	PARUTION D'APPELS D'OFFRES DANS LES MÉDIAS ÉCRITS	COMMISSION DES SERVICES ÉLECTRIQUES DE MONTRÉAL	AUTRES - AMÉN., URB. ET DÉVELOPPEMENT	12 712 \$
TRANSCONTINENTAL MEDIAS S.E.N.C	887838	MASSON, MARIO	IMPRESSION ET TRANSMISSION DE DEVIS - DIVISION DE DANIEL GROULX	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	PLANIFICATION ET GESTION DES PARCS ET ESPACES VERTS	2 119 \$
TRANSCONTINENTAL MEDIAS S.E.N.C	903592	LUU, VINH	PARUTION D'APPELS D'OFFRES	COMMISSION DES SERVICES ÉLECTRIQUES DE MONTRÉAL	AUTRES - AMÉN., URB. ET DÉVELOPPEMENT	12 376 \$
TRANSPORT SUMMERSIDE LTEE	ROS724836	ALTIMAS, JOHN-PATRICK	DÉPLACEMENT DE ROULOTTE DE CHANTIER	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 145 \$
TRAVAUX D'USINAGE GENEVAUX KONCZ INC.	905188	BERTRAND, RICHARD	CLOU/CARVELLE, ACIER NOIR, 3/8" X 3" (SPIKE)	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	CONSTRUCTION	4 770 \$
TRAVEX EQUIPEMENT SECURITE INC.	649145-32	LABELLE, MARC-ANDRÉ	VETR,A,GANTS DE TRAVAIL	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	2 217 \$
TRIO ORANGE MEDIA INC.	887640	LAPORTE, MARIE-PAULE	AFF. JURIDIQUES-RÉALISATION ANIMATION WEB-TRIO ORANGE MEDIA	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AFFAIRES CIVILES	22 911 \$
U. CAYOUCETTE INC.	892688	FISSET, DANIEL	MENUISERIE - RENFLOUEMENT DE MARCHANDISE: PIN SELECT - D.CHAMPAGNE C/M	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 587 \$
U. CAYOUCETTE INC.	904961	FISSET, DANIEL	MENUISERIE - VIS À BÉTON POUR LE CENTRE DU PLATEAU - AMÉNAGEMENT #1324672077 - D.CHAMPAGNE C/M	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 039 \$
U.S. GREEN BUILDING COUNCIL	888506	BEAUCAIRE, JEAN-FRANCOIS	REMB CNDP-ABONNEMENT CORPORATIF NON MEMBRE AUX WEBINAIRES EN LIGNE DU USGBC 2013 - FORMATION CONTINUE EN DÉVELOPPEMENT URBAIN ET BÂTIMENT DURABLE	SERVICE DU CAPITAL HUMAIN ET DES COMMUNICATIONS	GESTION DU PERSONNEL	7 191 \$
UAP INC.	840290	BRANCONNIER, SERGE	BON DE COMMANDE ANNUEL 2013 POUR ACHAT DE PRODUIT DE PEINTURE CROMAX	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	3 299 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
UAP INC.	840294	BRANCONNIER, SERGE	BON DE COMMANDE ANNUEL 2013 POUR ACHAT DE PRODUIT DE PEINTURE NASON	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	3 299 \$
UAP INC.	840296	BRANCONNIER, SERGE	BON DE COMMANDE ANNUEL 2013 POUR ACHAT DE PRODUIT DE PEINTURE IMRON	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 749 \$
UNIVERSITE DE MONTREAL	900880	ROY, SYLVAIN	RENOUVELLEMENT DE LA COLLECTION DE VOLUMES DES NORMES STANDARDS ASTM / ÉDITION 2013. DEMANDEUR: JACQUES PHARAND SELON LA SOUMISSION REÇU PAR COURRIEL LE 2013-10-04	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT. - À RÉPARTIR	13 021 \$
UNIVERSITE LAVAL	888172	LAMONTAGNE, ROBERT	FORMATION « LA STRATÉGIE ET LA GESTION DES RISQUES - MODULE 2 » LES 19, 20 ET 21 SEPTEMBRE 2013 À MONTRÉAL (CHANTAL MORISSETTE)	SERVICE DE L'EAU	HYG. DU MILIEU - SOUTIEN TECH. ET FONCT. - À RÉPARTIR	3 250 \$
UNIVERSITE LAVAL	890560	BLANCHARD, PIERRE	STRATÉGIE GESTION DES RISQUES-19 AU 21 SEPTEMBRE-ME BENOIT DAGENAI-AFF. JURIDIQUES	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AFFAIRES CIVILES	3 250 \$
VACUUM NATIONAL - SERVICES EGOUT-AQUEDUC INC.	891446	THIFFAULT, YVAN	AUTORISER LA DISPOSITION DE CONTAMINÉS POUR LES BILLETS D'OUTILLAGE #1038801, 1038780 ET 1038779	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	9 429 \$
VACUUM NATIONAL SM INC.	885200	FISSET, DANIEL	DISPOSITION LIQUIDES - RÉFÉRENCE DEMANDE DE MATÉRIEL ROULANT #1095762 -ROBERT LAMOUREUX C/M PLOMBERIE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	7 715 \$
VACUUM NATIONAL SM INC.	885212	FISSET, DANIEL	VACUUM NATIONAL SM INC. - DISPOSITION RELATIVEMENT À LA DEMANDE DE MATÉRIEL ROULANT - ROBERT LAMOUREUX C/M PLOMBERIE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	3 799 \$
VALIQUETTE, MARTIN, MONTMARQUET, POISSANT ET ASSOCIES INC.	889154	DUCCAS, SYLVAIN	EVALUATION DE LA VALEUR MARCHANDE DU TERRAIN (LOT 5 136 870) FUTURE COUR DE SERVICE D'OUTREMONT	SERVICE DE LA MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE	CONSTRUCTION D'INFRASTRUCTURES DE VOIRIE	3 024 \$
VALIQUETTE, MARTIN, MONTMARQUET, POISSANT ET ASSOCIES INC.	890129	GERBEAU, ANNIE	ÉVALUATEUR AGRÉÉ DOSSIER 11-003688 ET 11-003689	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	5 155 \$
VEHICULES VOLT-AGE	DIC717566	BRANCONNIER, SERGE	DIFFÉRENTIEL DE REMPLACEMENT POUR VÉHICULE ÉLECTRIQUE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	5 609 \$
VENTILATION PIERRE GAMACHE INC.	893842	BALLO, DOMINIQUE	CONTRAT 13283 INSTALLATION DE TROIS SILENCIEUX SUR LES SYSTÈMES DE CAPTATION À LA SOURCE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	16 634 \$
VEOLIA ES CANADA SERVICES INDUSTRIELS INC.	899638	PERRON, SYLVIE	NETTOYAGE DE L'ÉTANG DU JARDIN JAPONAIS	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	3 666 \$
VERONICA MELIS	889446	LANGLOIS, PAUL	SPECTACLE À LA MAISON DE LA CULTURE DU PLATEAU-MONT-ROYAL	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	7 000 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
VERONIKA HORLIK	901847	LANGLOIS, PAUL	ACHAT DE L'OEUVRE D'ART «FALL TARGET, 2013»	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	2 000 \$
VERSALYS	904536	MARLEAU, JACQUES	FORMATION POUR LES EMPLOYÉS CHEZ VERSALYS	SERVICE DES FINANCES	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	2 024 \$
VERTISOFT INC.	890039	LUU, VINH	ANTIVIRUS 3 ANS ESET NOD32 SELON FACTURE # 131066	COMMISSION DES SERVICES ÉLECTRIQUES DE MONTRÉAL	AUTRES - AMÉN., URB. ET DÉVELOPPEMENT	6 636 \$
VERTISOFT INC.	891329	LUU, VINH	UNITÉ DE STOCKAGE, QNAP - SOUM 849186	COMMISSION DES SERVICES ÉLECTRIQUES DE MONTRÉAL	AUTRES - AMÉN., URB. ET DÉVELOPPEMENT	5 085 \$
VERTISOFT INC.	898890	LUU, VINH	RENOUVELLEMENT DE BANQUE D'HEURES	COMMISSION DES SERVICES ÉLECTRIQUES DE MONTRÉAL	AUTRES - AMÉN., URB. ET DÉVELOPPEMENT	9 458 \$
VIGMARK INC.	891330	LEROUX, PATRICE	CHAUFFAGE - CABINET - BUDGET DE L'ÉNERGIE - ROBERT LAMOUREUX C/M.	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	2 727 \$
VINCENT RADIATEUR INC	AVM726260	DESPATIE, ERIC	PIÈCE POUR RÉPARATION SOUFFLEUSE LARUE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	2 145 \$
VIRUS 1334 INC.	891326	LANGLOIS, PAUL	PROMOTION RÉSEAU ACCÈS CULTURE SEPT 2013 (3 SORTIES SUPPLÉMENTAIRES)	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES	9 623 \$
VITRERIE CHAYER INC	894595	THIFFAULT, YVAN	VITRERIE / 2 THERMOS TREMPÉ 6 MM MASTER LINE (VOIR SOUMISSION VP130918) / CENTRE FORMATION POMPIERS (REQUÊTE 76-170511) / BÂTIMENT 422 / DANIEL TRUDEL	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	4 152 \$
VITRERIE CHAYER INC	899634	THIFFAULT, YVAN	VITRERIE / VITRE POUR TOÎT, TEMPS ET MATÉRIAUX (VOIR SOUMISSION 11873) / PISCINE INTÉRIEUR HOCHELAGA / BÂTIMENT 712 / REQUÊTE 76-186674 / DANIEL TRUDEL	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES - À RÉPARTIR	5 053 \$
VITRERIE CHAYER INC	903098	TRAVERS, REAL	ESTIMÉ # VP 131036 - PORTE D'ALUMINIUM AVEC SOUS-CADRE ISOLÉE DANS CADRE EXISTANT	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	GESTION INSTALL. - CENTRES COMMUN. - ACT. RÉCRÉATIVES	10 839 \$
VMS PRODUCTIONS S.E.N.C.	887634	LAPORTE, MARIE-PAULE	AFF. JURIDIQUES-VIDEO DES PROGRAMMES SOCIAUX OFFERTS À LA COUR MUNICIPALE DE MONTRÉAL-ANNÉE 2013	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AFFAIRES CIVILES	18 538 \$
VOLTIMAGE INC.	F0144049	VALIQUETTE, LUCILLE	BIODÔME, JARDIN BOTANIQUE, INSECTARIUM	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 743 \$
VOTRE CHEF A DOMICILE	903522	LECLERC, JEAN-FRANCOIS	TRAITEUR - VERNISSAGE DE L'EXPOSITION « SCANDALE! VICE, CRIME ET MORALITÉ À MONTRÉAL, 1940-1960 ». SOUMISSION 1120.	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	2 965 \$
WAINBEE LIMITEE	890654	LALONDE, HELENE	INVENTAIRE PIÈCES DE REMPLACEMENT POUR LES MAGASINS S.C.A.R.M.	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	MATÉRIEL ROULANT	2 100 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
WESCO DISTRIBUTION CANADA LP INC.	900567	BERTRAND, RICHARD	0 LAMPE, VAPEUR, SODIUM, H.PRESSION, 250 W, FORMAT ET-18, CULOT MOGUL, CLAIRE, ANSI S-50	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	CONSTRUCTION	6 597 \$
WESTBURNE INC	891712	LUU, VINH	DIVERS OUTILS - SOUM. # 5013338	COMMISSION DES SERVICES ÉLECTRIQUES DE MONTRÉAL	AUTRES - AMÉN., URB. ET DÉVELOPPEMENT	3 083 \$
WESTOWER COMMUNICATIONS LTEE	889779	THIBAUT, GERVAIS	RENFORCEMENT MONOPOLE POUR LA VOÛTE AU 1100, RUE CAMILLEN-HOUDE	SERVICE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	GESTION DE L'INFORMATION	15 109 \$
WILDLIFE ARTISTS INC.	76010	VALIQUETTE, LUCILLE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	3 944 \$
WILDLIFE ARTISTS INC.	77089	VALIQUETTE, LUCILLE	PRODUITS POUR LA REVENTE	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	3 685 \$
WINKELMOLEN NURSERY LTD	900801	GAUDET, MARTIN	BALIVEAUX À RACINES NUES. CONTRAT NO. : 13-2107	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	HORTICULTURE ET ARBORICULTURE	11 360 \$
WOLSELEY CANADA INC	315105-194	LABELLE, MARC-ANDRÉ	TPAE,A,PIÈCES EN FONTE POUR AQUEDUC ET ÉGOUT, TUBES EN CUIVRE ET TUYAUX ET RACCORDS EN PVC-INVENTAIRE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	5 614 \$
WOLSELEY CANADA INC	315105-195	LABELLE, MARC-ANDRÉ	TPAE,A,PIÈCES EN FONTE POUR AQUEDUC ET ÉGOUT, TUBES EN CUIVRE ET TUYAUX ET RACCORDS EN PVC-INVENTAIRE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	5 930 \$
WOLSELEY CANADA INC	315105-195	LABELLE, MARC-ANDRÉ	TPAE,A,PIÈCES EN FONTE POUR AQUEDUC ET ÉGOUT, TUBES EN CUIVRE ET TUYAUX ET RACCORDS EN PVC-INVENTAIRE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	32 782 \$
WOLSELEY CANADA INC	315105-197	LABELLE, MARC-ANDRÉ	TPAE,A,PIÈCES EN FONTE POUR AQUEDUC ET ÉGOUT, TUBES EN CUIVRE ET TUYAUX ET RACCORDS EN PVC-INVENTAIRE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	2 039 \$
WOLSELEY CANADA INC	315105-198	LABELLE, MARC-ANDRÉ	TPAE,A,PIÈCES EN FONTE POUR AQUEDUC ET ÉGOUT, TUBES EN CUIVRE ET TUYAUX ET RACCORDS EN PVC-INVENTAIRE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	11 247 \$
WOLSELEY CANADA INC	315105-202	LABELLE, MARC-ANDRÉ	TPAE,A,PIÈCES EN FONTE POUR AQUEDUC ET ÉGOUT, TUBES EN CUIVRE ET TUYAUX ET RACCORDS EN PVC-INVENTAIRE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	7 116 \$
WOLSELEY CANADA INC	315105-203	COUTU, JESSICA	TPAE,A,PIÈCES EN FONTE POUR AQUEDUC ET ÉGOUT, TUBES EN CUIVRE ET TUYAUX ET RACCORDS EN PVC-INVENTAIRE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	4 555 \$
WOLSELEY CANADA INC	315105-204	COUTU, JESSICA	TPAE,A,PIÈCES EN FONTE POUR AQUEDUC ET ÉGOUT, TUBES EN CUIVRE ET TUYAUX ET RACCORDS EN PVC-INVENTAIRE	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	6 087 \$
WOLSELEY CANADA INC	616231-111	LABELLE, MARC-ANDRÉ	TPAE,A,PIECES POUR AQUEDUC ET EGOUT	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	2 722 \$

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLJUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT AU 3 NOVEMBRE 2013

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
WOLSELEY CANADA INC	616231-114	LABELLE, MARC-ANDRÉ	TPAE,A,PIECES POUR AQUEDUC ET EGOUT	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	6 327 \$
WOLSELEY CANADA INC	616231-118	COUTU, JESSICA	TPAE,A,PIECES POUR AQUEDUC ET EGOUT	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	TRAVAUX PUBLICS, AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	2 758 \$
XL INDUSTRIEL INC	894130	BERTRAND, RICHARD	0 CLE COMBINE, 9/16", 15* ANGLE, 12 POINTS	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	OUTILLAGE ET MACHINERIE	2 228 \$
XYZ TECHNOLOGIE CULTURELLE INC.	890553	LACOMBE, PIERRE	P. COURNOYER & M.FORCIER / VIDÉO 300 WATT ET MICRO CASQUES	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	4 418 \$
XYZ TECHNOLOGIE CULTURELLE INC.	895617	LACOMBE, PIERRE	101144 / P. COURNOYER / LAMPE DE REMPLACEMENT POUR PROJECTEUR F32 1080P	SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE	MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION	8 617 \$
YEN HUON	RMI0000940550000964610004	INTERFACE	YEN HUON\PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR LE DOSSIER 13 002890, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 1309IC002 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	2 300 \$
YTRIA INC.	894121	CLOUTIER, YVES	RENOUVELLEMENT DE L'ENTRETIEN - LICENCES DE LA SUITE EZ COMPLÈTE - DU 21 OCTOBRE 2013 AU 20 OCTOBRE 2014	SERVICE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	GESTION DE L'INFORMATION	4 711 \$
ZAZA VERKHVACHVILI_1	RMI0000935850000660520002	INTERFACE	ZAZA VERKHVACHVILI\PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR LE DOSSIER 13-002426, SUR LA LISTE DE PAIEMENT 1309IC001 (CORPO)	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	3 852 \$
ZONE TECHNOLOGIE ELECTRONIQUE INC.	903590	GAGNON, VALERIE	SOUSSION 6266 - FLÈCHE VÉHICULE 212 12132	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT.- À RÉPARTIR	6 020 \$
ZONE TECHNOLOGIE ELECTRONIQUE INC.	MAD725304	BRANCONNIER, SERGE	POUR INSTALATION D'APPAREIL DE SECURITE SUR UN MERCEDES SPRINTER(227-11304)	SERVICE DE CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES	SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES VÉHICULES ET ATELIERS - À RÉPARTIR	3 266 \$

TOTAL : 23 230 774 \$

Montréal 

***Conseil municipal
Assemblée du 16 décembre 2013***

CATÉGORIE

07

Dépôt

7.01



**RAPPORT SUR L'ASSEMBLÉE
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION
DU jeudi 28 novembre 2013, à 17 h**

Au CM du lundi 16 décembre 2013, à 14 h

20.01	<u>Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction de l'approvisionnement - 1136135008</u>
--------------	---

Conclure une entente-cadre d'une durée de 36 mois avec Louis Hébert Uniforme inc. pour la fourniture des vêtements de protection individuelle contre les arcs et les chocs électriques - Appel d'offres public 13-12985 (1 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.02	<u>Infrastructures transport et de l'environnement , Direction des infrastructures - 1134822062</u>
--------------	---

Accorder un contrat à Les entreprises de construction Ventec inc. pour la construction de trottoir monolithe, de revêtement de béton, de mail central, de pavés de granit, le planage, la réfection de chaussée rigide, l'éclairage et la signalisation lumineuse dans le chemin de la Côte-Sainte-Catherine à l'intersection de l'avenue Vincent-D'Indy dans l'arrondissement d'Outremont (Développement du réseau cyclable 2013) - Dépense totale de 432 523,70 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 263802 (2 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.03	<u>Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction de l'approvisionnement - 1135317002</u>
--------------	---

Autoriser la cession du contrat octroyé à TransMontaigne Marketing Canada inc. pour la fourniture sur demande d'essence super et diesel arctique (CG11 0451), à la compagnie 1714141 Alberta Ltd (Les Pétroles Parkland) contrat se terminant le 21 décembre 2013, avec deux options de prolongation d'un an - Appel d'offres 11-11737 (2 soum.) / Autoriser la cession du contrat octroyé à TransMontaigne Marketing Canada inc. pour la fourniture, sur demande, de diesel clair et biodiesel (CG12 0479) à 1714141 Alberta Ltd (Les Pétroles Parkland), contrat se terminant le 21 décembre 2015, avec deux options de prolongation d'un an - Appel d'offres public STM 4284-06-12-54 (3 soum.) / Approuver un projet de convention de cession et de consentement à cette fin

Adopté à l'unanimité.

20.04	<u>Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction de l'approvisionnement - 1135281004</u>
--------------	---

Autoriser la prolongation de l'entente cadre conclue avec Chemise Empire Ltée (CG11 0444), pour la fourniture de chemises d'uniforme pour le Service de police de la Ville de Montréal, pour une période de douze mois supplémentaires

Adopté à l'unanimité.

20.05	<u>Police , Direction des opérations - Activités de soutien - 1130206008</u>
--------------	--

Approuver le renouvellement du contrat intervenu avec le Groupe Techna pour l'entretien des imprimantes et du logiciel du système d'émission de constats informatisés (SÉCI), pour la somme maximale de 396 202,17 \$, taxes incluses, pour la période du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2014, conformément à l'article 15.2 de la convention initiale (CG07 0102) et à la proposition en date du 12 septembre 2013

Adopté à l'unanimité.

20.06	<u>Qualité de vie , Direction des grands parcs et du verdissement - 1133277001</u>
--------------	--

Approuver un projet de convention pour une durée de 2 ans, sans contrepartie financière, avec le groupe Scouts du 122ième Marie-Reine de La Paix, organisme sans but lucratif, pour l'exploitation et la gestion d'un service de casse-croûte durant les saisons hivernales 2014 et 2015, de la mi-décembre à la mi-mars, au Château Gohier dans le parc-nature du Cap-Saint-Jacques dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro

Adopté à l'unanimité.

20.07	<u>Technologies de l'information , Direction - 1133490003</u>
--------------	---

Accorder un contrat de gré à gré à IBM Canada, par l'entremise de l'entente avec le Centre de services partagés du Québec (CSPQ), pour la réinscription de la couverture annuelle de l'entretien et du remplacement logiciels selon le programme Passeport Avantage pour les produits au catalogue IBM (Maximo), pour la période du 1er décembre 2013 au 30 novembre 2014, pour une somme maximale de 438 623,09 \$, taxes incluses

Adopté à l'unanimité.

20.08	<u>Eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1133334021</u>
--------------	---

Accorder un contrat à Filtrum inc. pour les travaux d'électricité, de contrôle, de génie civil et de mécanique pour la construction de 8 systèmes de suivi environnemental (surverses), pour une somme maximale de 999 638,64 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 3277 (2 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.09	<u>Police , Direction des opérations - Activités de soutien - 1130206006</u>
--------------	--

Autoriser une dépense additionnelle de 254 320 \$ USD (264 162,18 \$ CAD) pour la fourniture d'un service de techniciens pour le système de répartition assistée par ordinateur (RAO), pour une période de cinq ans, du 29 novembre 2013 au 28 novembre 2018, dans le cadre du contrat intervenu entre la Ville de Montréal et Northrop Grumman Systems Corporation (CG09 0285 modifié par CG13 0121), majorant ainsi le montant total du contrat de 2 521 177 \$ USD (2 618 746,55 \$ CAD) à 2 775 497 \$ USD (2 882 908,73 \$ CAD)

Adopté à l'unanimité.

20.10	<u>Qualité de vie , Direction des grands parcs et du verdissement - 1136218015</u>
--------------	--

Accorder un contrat de services professionnels à Groupe CHB-IBI inc. pour un plan de mise en valeur de la falaise Saint-Jacques pour une somme maximale de 162 299,60 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 13-13129 - (1 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin

Retiré.

20.11	<u>Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction de l'approvisionnement - 1134119008</u>
--------------	---

Conclure une entente-cadre d'une durée de 36 mois, avec une option de deux prolongations de douze mois chacune, avec Produits Chimiques CCC ltée, pour la fourniture et la livraison sur demande de charbon activé CALGON WPL, en vrac, utilisé pour les usines d'eau potable de Dorval et de Pointe-Claire - Appel d'offres public 13-12742 (2 soum. / 1 seul conforme)

Adopté à l'unanimité.

20.12	<u>Technologies de l'information , Direction - 1126075004</u>
--------------	---

Modifier la résolution CG13 0292 adoptée par le conseil d'agglomération le 29 août 2013 afin d'y retirer toute référence à l'approbation d'un projet de convention dans le premier paragraphe de la résolution

Adopté à l'unanimité.

30.01	<u>L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève , Direction des travaux publics ingénierie et aménagement urbain - 1123152016</u>
--------------	--

Autoriser l'émission d'une attestation de non-objection requise par la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., chap. Q-2) pour la construction des infrastructures souterraines (égouts et aqueduc) et de surface (fossé, bordures, trottoirs, lampadaires) dans le cadre du projet domiciliaire Val des Bois Phase 3C à L'Île-Bizard

Retiré.

41.01	<u>Le Plateau-Mont-Royal , Direction du développement du territoire - 1135898008</u>
--------------	--

Avis de motion - Règlement autorisant la démolition du bâtiment existant et la construction et l'occupation d'un bâtiment à des fins de logement social sur le lot 4 314 254 du cadastre du Québec

Avis de motion donné.

42.01	<u>Infrastructures transport et de l'environnement , Direction des transports - 1134368003</u>
--------------	--

Adoption - Règlement du conseil d'agglomération sur l'utilisation du réseau cyclable identifié au Plan de transport

Retiré.

51.01	<u>Direction générale , Direction du greffe</u>
--------------	---

Désignation du président d'assemblée du conseil d'agglomération

Adopté à l'unanimité.

51.02	<u>Direction générale , Direction du greffe</u>
--------------	---

Désignation du vice-président d'assemblée du conseil d'agglomération

Adopté à l'unanimité.

51.03	<u>Direction générale , Direction du greffe</u>
--------------	---

Désignation du porte-parole d'assemblée du conseil d'agglomération

Adopté à l'unanimité.

51.04	<u>Direction générale , Direction du greffe</u>
--------------	---

Nominations à la Société de transport de Montréal

Adopté à l'unanimité.

51.05	<u>Direction générale , Direction du greffe</u>
--------------	---

Nominations à la Communauté métropolitaine de Montréal

Adopté à l'unanimité.

51.06	<u>Direction générale , Direction du greffe</u>
--------------	---

Nominations aux commissions permanentes

Adopté à l'unanimité.

Montréal 

***Conseil municipal
Assemblée du 16 décembre 2013***

CATÉGORIE

07

Dépôt

7.03 à 7.06

Article 7.03

Dépôt de l'avis de désignation d'autres leaders, conformément à l'article 13 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régies interne du conseil municipal (06-051)*

Aucun document ne sera livré.



Conseil interculturel de Montréal
Exercice terminé le 31 décembre 2012

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant.....1-2

État des résultats.....3

Notes complémentaires.....4-5

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À Monsieur le Maire,
au président et aux membres du comité exécutif,
aux membres du conseil de la Ville de Montréal

J'ai effectué l'audit de l'état des résultats ci-joint du Conseil interculturel de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012 ainsi que d'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives (appelés collectivement ci-après «l'état financier»).

Responsabilité de la direction pour l'état financier

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de cet état financier conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état financier exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur l'état financier, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que l'état financier ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans l'état financier. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que l'état financier comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle de l'état financier afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble de l'état financier.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, l'état financier donne, dans tous ses aspects significatifs, une image fidèle des résultats des activités du Conseil interculturel de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Le vérificateur général de Montréal,

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'JB', written over a faint circular stamp or watermark.

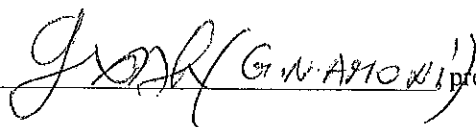
Jacques Bergeron, CPA auditeur, CA

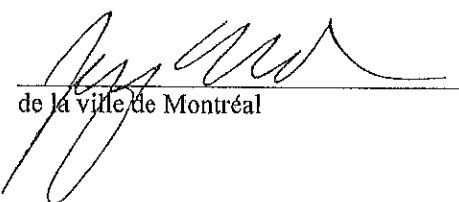
Montréal, le 25 octobre 2013

Conseil interculturel de Montréal
État des résultats
Exercice terminé le 31 décembre

	NOTE	2012		2011
		Budget	Réalisations	Réalisations
		\$	\$	\$
Revenus				
Subvention		-	5 544	-
Contribution de la Ville de Montréal	3	225 000	205 513	207 236
		<u>225 000</u>	<u>211 057</u>	<u>207 236</u>
Charges				
Rémunération		108 700	117 722	116 882
Cotisations de l'employeur		30 000	30 918	26 166
Transport et communication		10 400	7 281	13 183
Services professionnels, techniques et autres		72 200	48 961	48 534
Location, entretien et réparation		1 000	-	580
Biens non durables		2 700	6 175	1 891
		<u>225 000</u>	<u>211 057</u>	<u>207 236</u>
Excédent de l'exercice		<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

Pour le Conseil interculturel de Montréal,


 _____, président du Conseil interculturel de Montréal


 _____, directeur principal et trésorier adjoint du service des finances
 de la ville de Montréal

Les notes complémentaires font parties intégrantes de l'état financier.

1. STATUT CONSTITUTIF ET NATURE DES ACTIVITÉS

Le Conseil interculturel de Montréal (le Conseil interculturel) a été institué par l'article 83.1 de la Charte de la Ville de Montréal (la Ville).

Le Conseil interculturel fournit des avis au conseil municipal et au comité exécutif sur les services et les politiques municipales à mettre en œuvre afin de favoriser l'intégration et la participation des membres des communautés culturelles à la vie politique, économique, sociale et culturelle de la Ville et sur toute question d'intérêt pour les communautés culturelles.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

L'état des résultats du Conseil interculturel est dressé conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

a) Méthode de comptabilité

La comptabilisation des transactions aux livres du Conseil interculturel s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les revenus et les charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

b) Utilisation d'estimations

La préparation de l'état des résultats, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction du Conseil interculturel formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés aux titres des revenus, des charges, des engagements et des éventualités. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

c) Revenus

Les revenus de contribution et de subvention sont constatés à l'état des résultats lors de l'enregistrement des charges auxquels ils se rapportent dans la mesure où ils ont été autorisés, le Conseil interculturel a satisfait aux critères d'admissibilité et une estimation raisonnable des montants est possible.

d) Données budgétaires

Les données budgétaires ne sont pas auditées.

3. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Le conseil municipal nomme les membres du Conseil interculturel. Il désigne parmi eux un président et un ou deux vice-présidents et fixe leur rémunération. Les autres membres ne sont pas rémunérés. Il met à la disposition du Conseil interculturel les sommes nécessaires à l'exercice de ses fonctions.

Le Conseil interculturel rend compte au conseil municipal de ses activités au moins une fois l'an.

Le local occupé par le Conseil interculturel est fourni gratuitement par la Ville de Montréal.

4. ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE, ÉTAT DE LA VARIATION DE LA DETTE NETTE ET ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

L'état de la situation financière, l'état de la variation de la dette nette ainsi que l'état des flux de trésorerie ne sont pas présentés car ils n'apporteraient pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension de la situation financière du Conseil interculturel.

Rapport du greffier

Déclarations de réception d'une marque d'hospitalité ou d'un avantage

(Règlement 11-031 - Règlement sur le Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement, entré en vigueur le 2 novembre 2011, article 18)

Rapport du 1^e novembre 2012 au 13 novembre 2013

Code d'éthique des élus – 1er novembre 2012 au 13 novembre 2013

Déclaration de réception d'une marque d'hospitalité ou d'un avantage

(Règlement 11-031 - Règlement sur le Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement, entré en vigueur le 2 novembre 2011, article 18)

Nom du membre du conseil	Parti politique	Date de réception de la déclaration	Description <i>(telle qu'indiquée au formulaire fourni par l'élue(e))</i>	Marque d'hospitalité ou avantage reçu de la part de : <i>(telle qu'indiquée au formulaire fourni par l'élue(e))</i>	Marque d'hospitalité ou avantage reçu dans le cadre de : <i>(telle qu'indiquée au formulaire fourni par l'élue(e))</i>
APPLEBAUM, Michael	IND	2012-11-27	Spectacle de Sugar Sammy - 5 billets pour le 21 novembre 2012 d'une valeur de 59,67 \$ chacun pour une valeur totale de 298,35 \$	M. Martin Langlois, gérant de Sugar Sammy	Sugar Sammy est une connaissance personnelle
		2012-12-19	Cirque du Soleil - 4 billets pour le spectacle du vendredi 21 décembre 2012	Melissa Giampaolo, directrice – Logistique et billetterie d'Evenko	Melissa Giampaolo est la fille de mon adjointe
		2013-01-04	Rehaussement de la chambre d'hôtel	Hôtel Sonesta Great Bay Resort and Casino via Sunwing	Aspect sécuritaire du maire lors de son séjour à St-Martin
		2013-01-22	2 billets pour la joute de hockey du Canadien du 19 janvier 2013	M. Jacques Aubé, vice-président exécutif et directeur général de Evenko et Geff Molson, président du Club Canadien de Montréal	Mes fonctions à titre de maire pour l'ouverture officielle de la saison de hockey
		2013-06-13	Entente qui lie la cie Six Flags à la Ville de Montréal	Cie Six Flags	Mes fonctions à titre d'élue - Maire
		2013-10-13	3 laissez-passer pour un accès libre à la loge Élite du Grand prix du Canada et 2 laissez-passer pour un accès libre à la loge Élite du parc Jean-Drapeau pour la journée du 9 juin 2013	Grand prix du Canada – Octane Management, parc Jean-Drapeau	À l'occasion du Grand prix Formule 1 à Montréal, la Ville de Montréal se doit d'être adéquatement représentée afin de démontrer l'importance de l'événement pour Montréal. Le maire de Montréal participe à la remise du prix aux gagnants
AYOTTE, Elaine	IND	2012-12-05	Opéra de Montréal / Gala 17 ^e édition - 2 billets de 232 \$ chacun pour une valeur totale de 464 \$ pour le 2 décembre 2012	Pierre Dufour, directeur de l'Opéra de Montréal	À titre de responsable de la Culture au Comité exécutif
		2012-12-20	Gala des Arts visuels 2012 – 2 billets de 124,17 \$ chacun pour une valeur totale de 248,34 \$ pour le 12 décembre 2012	AGAC (Association des galeries d'art contemporain)	À titre de responsable au comité exécutif, je remettais 2 prix au nom de la Ville (prix Pierre Ayot et le prix Louis Comtois)
		2012-12-20	OSM – contes de Noël avec Kent Nagano – 2 billets d'une valeur totale de 176,49 \$	Orchestre symphonique de Montréal de Madeleine Careau, chef de la direction à l'OSM	À titre de responsable au comité exécutif du Service culture, patrimoine et design

Code d'éthique des élus – 1er novembre 2012 au 13 novembre 2013

Déclaration de réception d'une marque d'hospitalité ou d'un avantage

(Règlement 11-031 - Règlement sur le Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement, entré en vigueur le 2 novembre 2011, article 18)

Nom du membre du conseil	Parti politique	Date de réception de la déclaration	Description <i>(telle qu'indiquée au formulaire fourni par l'élu(e))</i>	Marque d'hospitalité ou avantage reçu de la part de : <i>(telle qu'indiquée au formulaire fourni par l'élu(e))</i>	Marque d'hospitalité ou avantage reçu dans le cadre de : <i>(telle qu'indiquée au formulaire fourni par l'élu(e))</i>
Ayotte, Éline	IND	2013-01-28	2 billets d'une valeur de 141 \$ chacun pour un total de 282 \$ pour la première de l'opéra « La Chauve-souris », avec Marc Hervieux	Opéra de Montréal, par Pierre Vachon, directeur, Communications, projets communautaires et éducatifs	À titre de responsable de la culture au Comité exécutif
		2013-02-13	2 billets pour le spectacle de Diana Krall du 26 février 2013, salle Wilfrid-Pelletier, Place des Arts, au montant de 129,50 \$ chacun (157,40 \$ taxes et frais) pour un total de 314,80 \$	Festival « Montréal en lumière »	À titre de responsable de la Culture, du patrimoine et du design au Comité exécutif de la Ville de Montréal
		2013-02-26	Billet pour assister au dîner du Président d'honneur dans le cadre de la 14 ^e édition de Montréal en Lumière le 22 février 2013 (2 billets au coût de 250 \$ chaque, taxes et services en sus)	L'équipe Spectra, dans le cadre de Montréal en lumière	En remplacement du maire Michael Applebaum et dans le cadre de mes fonctions de responsable du dossier de la culture, du patrimoine et du design au comité exécutif de la Ville de Montréal
		2013-06-13	Billets pour assister à l'événement annuel de la Fondation de la Place des arts « La grande première des futures étoiles ». Soirée organisée le 4 juin 2013 au Théâtre Maisonneuve de la PDA. Coût du billet 500 \$ chacun	La Fondation de la Place des Arts	En remplacement du Maire Applebaum dans le cadre de mes fonctions au Comité exécutif
		2013-06-13	Billets pour assister à la soirée de remise des Prix Arts-Affaires de Montréal 2012, organisée par la Chambre de commerce du Montréal Métropolitain, soirée ayant lieu le 11 juin 2013 au Théâtre Rialto, 5723, avenue du Parc au coût de 100 \$ le billet x 2 billets pour un total de 200 \$	Chambre de commerce du Montréal Métropolitain (CCMM)	À titre de membre du comité exécutif, responsable de la culture, du patrimoine et du design
		2013-06-19	Deux (2) billets dans loge Jean-Drapeau pour le Grand Prix de Montréal, pour les 7, 8 et 9 juin 2013	Grand Prix de Montréal	Mes fonctions au Comité exécutif, responsable de la culture, du patrimoine et du design
		2013-06-19	Deux (2) billets pour le spectacle « Les chants d'amour de Félix » de 92,75 \$ chacun reçus dans le cadre des Francfolies de Montréal, le 13 juin 2013, à la Salle Wilfrid-Pelletier, PDA	Équipe Spectra	Mes fonctions au comité exécutif, responsable de la culture, du patrimoine et du design et responsable du Maire de Montréal

Code d'éthique des élus – 1er novembre 2012 au 13 novembre 2013

Déclaration de réception d'une marque d'hospitalité ou d'un avantage

(Règlement 11-031 - Règlement sur le Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement, entré en vigueur le 2 novembre 2011, article 18)

Nom du membre du conseil	Parti politique	Date de réception de la déclaration	Description <i>(telle qu'indiquée au formulaire fourni par l'élu(e))</i>	Marque d'hospitalité ou avantage reçu de la part de : <i>(telle qu'indiquée au formulaire fourni par l'élu(e))</i>	Marque d'hospitalité ou avantage reçu dans le cadre de : <i>(telle qu'indiquée au formulaire fourni par l'élu(e))</i>
AYOTTE, Éline	IND	2013-06-19	Quatre (4) billets pour le spectacle « Robert Charlebois : 50 ans » au coût de 96,50 \$ chacun, billets reçus dans le cadre des Francofolies de Montréal, pour le spectacle présenté le samedi 15 juin 2013, à la salle Wilfrid-Pelletier, PDA	Équipe Spectra	Mes fonctions au comité exécutif, responsable de la culture, du patrimoine et du design
		2013-08-27	4 billets le vendredi 9 août 2013 (2 or, 2 ordinaires) 2 billets, le samedi 10 août 2013 (2 platine) au coût de : 176,85 \$ (2 or) + 69,30 \$ (2 réguliers) le 9 août; et de 251,50 \$ (2 platine), le 10 août 2013.	La Coupe Rogers, offert via le cabinet du maire, tel que contenu dans la convention du Stade Jarry	Mes fonctions au comité exécutif, responsable de la Culture, du patrimoine et du design
		2013-09-17	2 billets pour la soirée du 28 ^e Gala des Prix Gémeaux au théâtre Maisonneuve le 15 septembre 2013 au coût de 395 \$ + taxes par personne.	Prix Gémeaux	Mes fonctions au comité exécutif, responsable de la culture, du patrimoine et du design.
		2013-09-24	2 billets pour le Bal du Musée d'Art contemporain de Montréal, pour le 21 septembre 2013, au Musée d'Art contemporain de Montréal	Musée d'Art contemporain de Montréal	Mes fonctions au comité exécutif, responsable de la culture, du patrimoine et du design.
		2013-10-29	2 billets pour le gala de L'ADISQ (Association Québécoise de l'industrie du disque, du spectacle et de la vidéo) au coût de 300 \$ chacun	L'ADISQ (Association Québécoise de l'industrie du disque, du spectacle et de la vidéo)	Mes fonctions au comité exécutif, responsable de la culture, du patrimoine et du design.
BARBE, Manon	IND	2013-07-08	4 billets d'entrée gratuite pour La Ronde	Émilie Thuillier, vice-présidente du CE, et responsable du développement social et communautaire, de la famille et des aînés, de la condition féminine et de la jeunesse	Entente qui lie la compagnie Six Flags à la Ville de Montréal
BEAUPRÉ, Paul	IND	2013-07-22	4 billets entrée à La Ronde (52,99 \$ = 211,91 \$)	Ville de Montréal	Selon l'entente qui lie la compagnie Six Flags à la Ville de Montréal, rend disponible des billets d'entrée à La Ronde
BEIS, Dimitrios	IND	2013-07-23	4 billets d'entrée pour La Ronde	La compagnie Six Flags (l'entente avec la Ville	Offre aux élus de Montréal

Code d'éthique des élus – 1er novembre 2012 au 13 novembre 2013

Déclaration de réception d'une marque d'hospitalité ou d'un avantage

(Règlement 11-031 - Règlement sur le Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement, entré en vigueur le 2 novembre 2011, article 18)

Nom du membre du conseil	Parti politique	Date de réception de la déclaration	Description <i>(telle qu'indiquée au formulaire fourni par l'élu(e))</i>	Marque d'hospitalité ou avantage reçu de la part de : <i>(telle qu'indiquée au formulaire fourni par l'élu(e))</i>	Marque d'hospitalité ou avantage reçu dans le cadre de : <i>(telle qu'indiquée au formulaire fourni par l'élu(e))</i>
				de Montréal)	
		2013-09-03	Entente avec Stade Uniprix, Coupe Rogers et élus de Montréal	Stade Uniprix – Coupe Rogers	Entente (voir #2)
BENJAMIN, Frantz	IND	2013-07-03	2 paires de billets de La Ronde	La Ronde (Six Flags)	
		2013-09-06	Billets de faveur Tennis Canada – pour une valeur totale de 1 016,80 \$	Tennis Canada	Billets de faveur redistribués aux organismes et citoyens de Saint-Michel
BIRON, Michelle D.	IND	2013-07-16	4 billets pour La Ronde	Nil	Nil
BISSONNET, Michel	IND	2012-11-29	Bal du maire de la Fondation du maire – le Montréal inc. de demain tenu le 27 novembre 2012 – 1 billet de 550 \$	Union Montréal	À titre de membre du comité exécutif
BLANCHARD, Laurent	IND.	2012-11-19	Un billet d'une valeur de 375 \$ + taxes pour assister à la finale de l'est de la ligue canadienne de football le 18 novembre 2012	La Régie des installations olympique	Assister à un match de football dans la loge du président de la RIO
		2013-01-04	Livre signé Montréal – livre de 59,95 \$ et 4 laissez-passer à 18 \$ chacun pour un total de 131,95	Mme Éline Ayotte, membre du comité exécutif, responsable de la culture, du patrimoine et du design	Cadeau à titre de membre du comité exécutif, lors de la séance du 19 décembre 2012
		2013-06-06	8 billets d'entrée gratuite pour La Ronde d'une valeur totale de 423,92 \$	Émilie Thuillier, vice-présidente du comité exécutif et responsable du développement social et communautaire, de la famille des aînés, de la condition féminine et de la jeunesse	L'entente qui lie la compagnie Six Flags à la Ville de Montréal
		2013-06-14	Laissez-passer pour les qualifications du Grand Prix de Formule 1, le 8 juin 2013	Cabinet du maire	Dans le cadre de l'entente intervenue entre la Ville de Montréal et le Grand Prix du Canada, la Société du parc Jean-Drapeau dispose de laissez-passer à la Ville
		2013-07-08	8 billets pour La Ronde	Cabinet du maire de Montréal et du Comité	À titre de conseiller municipal, ces billets seront

Code d'éthique des élus – 1er novembre 2012 au 13 novembre 2013

Déclaration de réception d'une marque d'hospitalité ou d'un avantage

(Règlement 11-031 - Règlement sur le Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement, entré en vigueur le 2 novembre 2011, article 18)

Nom du membre du conseil	Parti politique	Date de réception de la déclaration	Description <i>(telle qu'indiquée au formulaire fourni par l'élu(e))</i>	Marque d'hospitalité ou avantage reçu de la part de : <i>(telle qu'indiquée au formulaire fourni par l'élu(e))</i>	Marque d'hospitalité ou avantage reçu dans le cadre de : <i>(telle qu'indiquée au formulaire fourni par l'élu(e))</i>
				exécutif	offerts à des organismes du district d'Hochelaga
BLANCHARD, Laurent	IND.	2013-07-08	200 billets de La Ronde	Six Flags	Dans le cadre d'une entente de partenariat entre la Ville de Montréal et l'entreprise Six Flags, la Ville reçoit des billets pour La Ronde
		2013-07-08	32 laissez-passer pour les Mosaïcultures Internationales de Montréal	Mosaïcultures Internationale Montréal 2013	Dans le cadre d'une entente de partenariat entre la Ville de Montréal et Mosaïcultures Internationales Montréal 2013, la Ville reçoit des billets pour les Mosaïcultures
		2013-08-02	100 billets de La Ronde	Six Flags	Dans le cadre d'une entente de partenariat entre la Ville de Montréal et l'entreprise Six Flags, la Ville reçoit des billets pour La Ronde
BLANCHET, Bernard	IND	2013-04-09	Invitation à la table d'honneur pour un déjeuner conférence de Mme Christiane Pelchat, déléguée générale du Québec au Mexique du Conseil des entreprises de services environnementaux	M. Richard Mimeau, directeur général	Comme représentant élu de la Ville de Montréal
		2013-07-03	Un billet de golf – partie et souper	Club des pêcheurs sportifs du Lac St-Louis	Comme représentant municipal avec mon titre de conseiller municipal
		2013-07-03	2 billets loge élite Grand Prix Montréal	Ville de Montréal	Mes fonctions comme président d'une commission à la Ville de Montréal
		2013-09-27	2 billets pour la Coupe Rogers en date du 8 août	Le cabinet du maire	Tel que prévu dans la convention du Stade Jerry, le cabinet du maire reçoit des billets pour la Coupe Rogers.
		2013-09-27	Invitation au tournoi de golf du club de croquet de Lachine	Club de croquet de Lachine	Mon rôle comme élu et implication auprès des organismes et club sociaux du milieu.
BOILEAU, Carl	VM	2013-09-23	2 billets pour la Coupe Rogers 4 billets pour La Ronde	Coupe Rogers La Ronde (Six Flag)	Ville centre et du comité exécutif

Code d'éthique des élus – 1er novembre 2012 au 13 novembre 2013

Déclaration de réception d'une marque d'hospitalité ou d'un avantage

(Règlement 11-031 - Règlement sur le Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement, entré en vigueur le 2 novembre 2011, article 18)

Nom du membre du conseil	Parti politique	Date de réception de la déclaration	Description <i>(telle qu'indiquée au formulaire fourni par l'élu(e))</i>	Marque d'hospitalité ou avantage reçu de la part de : <i>(telle qu'indiquée au formulaire fourni par l'élu(e))</i>	Marque d'hospitalité ou avantage reçu dans le cadre de : <i>(telle qu'indiquée au formulaire fourni par l'élu(e))</i>
BOURGEOIS, Caroline	VM	2013-07-08	Quatre (4) billets d'entrée gratuite pour La Ronde	Monsieur Michael Applebaum, Maire de Montréal et de madame Émilie Thuillier, vice-présidente du comité exécutif, responsable du développement social et communautaire, de la famille et des aînés, de la condition féminine et de la jeunesse	Dans le cadre d'une entente qui lie la compagnie Six Flags à la Ville de Montréal
BRUNET, Étienne	VM	2013-08-22	4 billets pour La Ronde	Françoise Bouvier, CM du 17 juin 2013	Entente Ville et La Ronde (Six Flags)
		2013-09-24	Billets de la F1	Cabinet du Maire	En tant qu'élu
CAMPBELL, Jocelyn Ann	IND	2013-06-17	4 billets pour La Ronde	Six Flags – Ville de Montréal	Entente Ville – Six Flags
		2013-08-26	Partenariat Coupe Rogers	Tennis Canada	Coupe Rogers
CHITILIAN, Harout	IND	2013-05-22	Billet d'avion Paris-Montréal – aller-retour : 1 250 \$ Hôtel 8 soirs – Cayré, 7 ^e arrondissement, Paris : 2 400 \$ Service de taxi CDE-Hôtel / Hôtel-CDE : 154 \$	Gouvernement de la République française (Ministère des Affaires étrangères)	Comme récipiendaire du programme personnalité d'avenir de la République française. J'ai été invité pour une semaine pour un programme de rencontres, échanges et séances d'étude
CLOUTIER, Jean-François	IND	2013-07-03	Billets (4) – La Ronde	Ville de Montréal suite à l'entente avec Six Flags	Entente Ville de Montréal et Six Flags
DAUPHIN, Claude	IND	2013-06-19	4 billets pour La Ronde d'une valeur respective de 52,99 \$, pour un total de 211,96 \$	Michael Applebaum, maire de Montréal, et Émilie Thuillier, vice-présidente du CE	Dans le cadre d'une entente entre la compagnie Six Flags et la Ville de Montréal
		2013-07-16	Tournoi « Golf Pentian 2013 » au Club Islesmère le 8 juillet 2013 – 11 ^e anniversaire	M. Jos Poirier	Afin de ramasser des fonds pour la Fondation de l'Hôpital de Montréal pour enfants
		2013-08-22	6 paires de billets pour la tenue de la Coupe Rogers	Cabinet du maire de Montréal	Tel que prévu dans la Convention du Stade Jarry, le cabinet du maire reçoit des billets pour la Coupe Rogers qui s'est déroulée du 2 au 11 août 2013
		2013-09-26	1 paire de billets pour la tenue de l'évènement « Cabaret sur le Mont Royal » au profit de la Société pour les	Michel Auger et Marielle Dauphin (ma sœur)	

Code d'éthique des élus – 1er novembre 2012 au 13 novembre 2013

Déclaration de réception d'une marque d'hospitalité ou d'un avantage

(Règlement 11-031 - Règlement sur le Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement, entré en vigueur le 2 novembre 2011, article 18)

Nom du membre du conseil	Parti politique	Date de réception de la déclaration	Description <i>(telle qu'indiquée au formulaire fourni par l'élu(e))</i>	Marque d'hospitalité ou avantage reçu de la part de : <i>(telle qu'indiquée au formulaire fourni par l'élu(e))</i>	Marque d'hospitalité ou avantage reçu dans le cadre de : <i>(telle qu'indiquée au formulaire fourni par l'élu(e))</i>
			enfants handicapés du Québec (19 sept. 2013)		
DÉCARIE, Suzanne	IND	2013-06-26	4 billets d'entrée gratuite pour la Ronde 211,96 \$	La Compagnie Six Flags	L'entente qui lie Six Flags et la Ville de Montréal qui donne droit à titre d'élus de la Ville de Montréal de recevoir un total de 4 billets
DEGUIRE, Gilles	IND	2013-08-26	4 billets pour La Ronde, 56,99 \$ x 4 = 227,96 \$	Cabinet du maire et du comité exécutif	Proposition venant du cabinet du maire de Montréal
		2013-08-26	2 billets pour la séance * 14 du samedi 10 août 2013 Coupe Rogers, 82 \$ x 2 billets = 164 \$, section 206, rangée D, sièges 5 et 6	Cabinet du maire et du comité exécutif	Dans le cadre de la finale de la Coupe Rogers 2013, au State Uniprix de Montréal. Proposition venant du cabinet du maire de Montréal
		2013-08-26	2 billets pour la séance * 15, du dimanche 11 août 2013 de la Coupe Rogers, 301,80 \$ x 2 : 603,60 \$, section 113, rangée D, sièges 7 et 8	Cabinet du maire et du comité exécutif	Dans le cadre de la finale de la Coupe Rogers 2013, au State Uniprix de Montréal. Proposition venant du cabinet du maire de Montréal
DEROS, Mary	IND	2013-06-06	Réception de 8 billets d'entrée gratuite d'une valeur totale de 423,92 \$ pour la Ronde offert par Six Flags à la Ville de Montréal, chaque billet ayant une valeur de 52,99 \$ que je remettrai à des jeunes du camp de jour dans le cadre de Parc-O-Fête, dans Parc-Extension	Du maire Applebaum et de Madame Émilie Thuillier, vice présidente du comité exécutif responsable du développement social et communautaire, de la famille et des aînés, de la condition féminine et de la jeunesse qui les a reçus de Six Flags pour offrir aux conseillers de ville et conseillers d'arrondissement	Du maire Applebaum et de Madame Émilie Thuillier, vice présidente du comité exécutif responsable du développement social et communautaire, de la famille et des aînés, de la condition féminine et de la jeunesse qui les a reçus de Six Flags pour offrir aux conseillers de ville et conseillers d'arrondissement
		2013-08-06	Réception de 20 billets d'entrée « à titre gracieux » pour La Ronde offerts par le maire de Montréal (gracieuseté de Six Flags à la Ville de Montréal). Sur ces billets, il n'y a aucune nominale. Toutefois, s'il fallait les acheter, chacun d'eux aurait une valeur de 52,99 \$. J'ai convenu de remettre expressément ces billets à des jeunes du camp de jour dans le cadre de Parc-O-Fête, dans Parc-Extension	De la directrice du cabinet du maire, Mme Rina Scrim, qui me les a remis de la part du maire Blanchard. Ces billets ont été offerts par Six Flags à la Ville de Montréal dans le cadre d'une entente	Idem au point 3

Code d'éthique des élus – 1er novembre 2012 au 13 novembre 2013

Déclaration de réception d'une marque d'hospitalité ou d'un avantage

(Règlement 11-031 - Règlement sur le Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement, entré en vigueur le 2 novembre 2011, article 18)

Nom du membre du conseil	Parti politique	Date de réception de la déclaration	Description <i>(telle qu'indiquée au formulaire fourni par l'élu(e))</i>	Marque d'hospitalité ou avantage reçu de la part de : <i>(telle qu'indiquée au formulaire fourni par l'élu(e))</i>	Marque d'hospitalité ou avantage reçu dans le cadre de : <i>(telle qu'indiquée au formulaire fourni par l'élu(e))</i>
DESCHAMPS, Richard	IND	2013-06-13	Huit (8) billets d'entrée gratuite pour La Ronde	Six Flags	Dans le cadre de l'entente qui lie la compagnie Six Flags à la Ville de Montréal
		2013-06-13	Deux (2) laissez-passer par jour pour les 7, 8 et 9 juin 2013 d'accès libre à la loge de la Société du parc Jean-Drapeau pour le Grand Prix du Canada à Montréal	Société du parc Jean-Drapeau	Dans le cadre de l'entente intervenue qui lie la Ville de Montréal et le Grand Prix du Canada, la Société du parc Jean-Drapeau
		2013-09-13	6 billets pour la Coupe Rogers d'une valeur estimée à 1 257,60 \$	Tennis Canada, tel que prévu dans la Convention du Stade Jarry	Mes fonctions de membre du comité exécutif responsable des sports et des loisirs, des infrastructures et de l'approvisionnement.
DORAIS, Benoit	VM	2013-06-11	2 billets pour la course du Grand prix du Canada du 9 juin 2013	Entente qui lie la Société du parc Jean-Drapeau à Ville de Montréal dans le cadre du règlement 11-031 sur le Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement	À titre de membre du comité exécutif
		2013-06-12	8 billets d'entrée gratuite pour La Ronde 2013	Entente qui lie la compagnie Six Flags à Ville de Montréal dans le cadre du Règlement 11-031 sur le Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement	À titre de membre du comité exécutif
DUBOIS, Christian C.	IND.	2013-06-06	8 billets pour La Ronde d'une valeur totale de 423,92 \$ donnant accès au site d'attraction	Mme Émilie Thuillier , vice-présidente du comité exécutif, responsable du développement social et communautaire, de la famille et des aînés et du Maire de Montréal	L'entente qui lie la compagnie Six Flags à la ville de Montréal pour les membres du comité exécutif
		2013-06-06	2 billets pour le Grand Prix F1 d'une valeur totale de 1 400 \$ environ donnant accès à une loge de la course F1 du dimanche 9 juin 2013	Cabinet du maire	L'entente survenue entre la Ville de Montréal et le Grand Prix du Canada, la Société du Parc Jean-Drapeau, dispose de certains billets pour les membres du Comité exécutif

Code d'éthique des élus – 1er novembre 2012 au 13 novembre 2013

Déclaration de réception d'une marque d'hospitalité ou d'un avantage

(Règlement 11-031 - Règlement sur le Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement, entré en vigueur le 2 novembre 2011, article 18)

Nom du membre du conseil	Parti politique	Date de réception de la déclaration	Description <i>(telle qu'indiquée au formulaire fourni par l'élu(e))</i>	Marque d'hospitalité ou avantage reçu de la part de : <i>(telle qu'indiquée au formulaire fourni par l'élu(e))</i>	Marque d'hospitalité ou avantage reçu dans le cadre de: <i>(telle qu'indiquée au formulaire fourni par l'élu(e))</i>
DUCHESNE, Érika	PM	2013-09-04	4 billets pour la Coupe Rogers de 49,20 \$ 4 billets pour la Coupe Rogers de 82,00 \$	Organisateurs du tournoi	La participation de la Ville de Montréal pour la tenue de ce grand tournoi de tennis
DUPLESSIS, Josée	PM	2013-06-20	Huit (8) billets d'entrée gratuite pour La Ronde	Monsieur Michael Applebaum, Maire de Montréal et de madame Émilie Thuillier, vice-présidente du comité exécutif, responsable du développement social et communautaire, de la famille et des aînés, de la condition féminine et de la jeunesse	Dans le cadre d'une entente qui lie la compagnie Six Flags à la Ville de Montréal
FARINACCI, Alvaro	IND	2013-06-17	4 billets d'entrée pour La Ronde	La compagnie Six Flags	Promotion estivale de la part de la Ville de Montréal
FORCILLO, Sammy	IND	2013-06-17	4 billets d'entrée pour La Ronde de 52,99 \$ chacun pour un total de 211,96\$	Compagnie Six Flags	Entente entre la Compagnie et la Ville de Montréal
		2013-08-26	2 billets pour la séance * 14 du samedi 10 août 2013 Coupe Rogers, 82 \$ x 2 billets = 164 \$, section 206, rangée D, sièges 5 et 6	Cabinet du maire et du comité exécutif	Dans le cadre de la finale de la Coupe Rogers 2013, au State Uniprix de Montréal. Proposition venant du cabinet du maire de Montréal
FORGET, Céline	IND	2013-07-29	4 billets d'un jour à La Ronde (4 x 52,99 \$ = 211,96 \$)	Ville de Montréal selon l'entente avec la compagnie Six Flags	Envoi courriel à tous les élus du maire de Montréal
FOURNIER, Véronique	VM	2013-08-13	4 billets pour la Coupe Rogers, quart de finale, vendredi le 9 août 2013, loge or, en soirée	La Ville de Montréal – Coupe Rogers	La Ville de Montréal reçoit des billets pour la Coupe Rogers et ceux-ci sont distribués notamment aux élus
GAGNIER, Pierre	IND	2013-08-07	4 billets pour La Ronde	Cabinet du maire et du comité exécutif	Entente Ville et La Ronde (Six Flags)
		2013-08-21	Coupe Rogers (tennis) – 2 billets – Loge Platine – Dimanche 4 août 2013 – siège D5 et D6 – Section 113	Noémie Vallet, soutien aux élus / Événements publics	Tel que prévu dans la convention du Stade Jarry et la Ville
HAREL, Louise	VM	2012-11-08	2 billets de courtoisie de la part du conseil d'administration de la corporation de la Casa d'Italia Montréal, d'une valeur respective de 200 \$ chacun pour un total de 400 \$	Du conseil d'administration de la corporation de la Casa d'Italia Montréal	Ma fonction de chef de l'Opposition officielle

Code d'éthique des élus – 1er novembre 2012 au 13 novembre 2013

Déclaration de réception d'une marque d'hospitalité ou d'un avantage

(Règlement 11-031 - Règlement sur le Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement, entré en vigueur le 2 novembre 2011, article 18)

Nom du membre du conseil	Parti politique	Date de réception de la déclaration	Description <i>(telle qu'indiquée au formulaire fourni par l'élue(e))</i>	Marque d'hospitalité ou avantage reçu de la part de : <i>(telle qu'indiquée au formulaire fourni par l'élue(e))</i>	Marque d'hospitalité ou avantage reçu dans le cadre de: <i>(telle qu'indiquée au formulaire fourni par l'élue(e))</i>
HAREL, Louise	VM	2012-11-14	1 billet de courtoisie de la part du Regroupement des Magasins-Partage de l'île de Montréal, d'une valeur de 250 \$	Regroupement des Magasins-Partage de l'île de Montréal	Ma fonction de chef de l'Opposition officielle
		2013-01-13	2 billets de courtoisie de la part de la Régie des installations olympiques (RIO), d'une valeur de 202,87 \$	Régie des installations olympiques (RIO)	Ma fonction de chef de l'Opposition officielle
		2013-06-10	4 billets gratuits pour La Ronde. d'une valeur respective de 52,99 \$, soit un total de 211,96 \$	Six Flags	L'entente qui lie la firme Six Flags à la Ville de Montréal
		2013-09-03	4 billets pour assister à la finale de la coupe Rogers au Stade Uniprix le 11 août 2013 d'une valeur de 800 \$	Selon la convention en vigueur du Stade Jarry (Stade Uniprix) et le cabinet du maire de Montréal, le bureau du maire reçoit des billets pour cet événement annuel pour l'ensemble des élus	À titre d'élue de la Ville de Montréal
		2013-09-17	2 billets pour le spectacle hommage à Jean-Marc Parent pour le Gala juste pour Rire + 2 billet pour le coquetel et le souper gastronomique et la passe pour le stationnement à la Place des Arts	Des organisateurs du Festival Juste pour Rire (Gilbert Rozon)	À titre d'élue de la Ville de Montréal
		2013-09-17	2 billets pour le spectacle de Pink Martini	Festival International de Jazz	À titre d'élue de la Ville de Montréal
		2013-09-17	4 billets pour assister à la finale de coupe Rogers au Stade Uniprix le 11 août 2013 d'une valeur de 800 \$.	Selon la convention en vigueur du Stade Jarry (Stade Uniprix) et le cabinet du maire de Montréal, le bureau du maire reçoit des billets pour cet événement annuel pour l'ensemble des élus	À titre d'élue de la Ville de Montréal
HÉNAULT, Andrée	IND	2013-09-25	Hébergement à l'Hôtel Château Laurier, Québec 19-20 septembre 2013	Association de bienfaisance de retraite des policiers et policières de la ville de Montréal	Séminaire 2013 Association ABR Réunion mensuelle du conseil d'administration de l'ABR.
HUGGINS, Piper	PM	2013-06-18	J'ai accepté 4 billets d'admission à la Ronde pour les	Madame Françoise Bouvier, Chargée de	J'ai reçu une demande de l'organisateur de la Fête

Code d'éthique des élus – 1er novembre 2012 au 13 novembre 2013

Déclaration de réception d'une marque d'hospitalité ou d'un avantage

(Règlement 11-031 - Règlement sur le Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement, entré en vigueur le 2 novembre 2011, article 18)

Nom du membre du conseil	Parti politique	Date de réception de la déclaration	Description <i>(telle qu'indiquée au formulaire fourni par l'élu(e))</i>	Marque d'hospitalité ou avantage reçu de la part de : <i>(telle qu'indiquée au formulaire fourni par l'élu(e))</i>	Marque d'hospitalité ou avantage reçu dans le cadre de : <i>(telle qu'indiquée au formulaire fourni par l'élu(e))</i>
			donner à la Fête des voisins de Milton-Parc qui les utiliserait comme prix pour les jeux d'enfant lors de leur événement le 8 juin 2013 4 billets d'un jour, gracieuseté valable pour une personne une journée en 2013	secrétariat, Cabinet du maire et du comité exécutif, Bureau de Mme Émilie Thuillier par voie de « l'entente qui lie la compagnie Six Flags à la Ville de Montréal rend disponible des billets d'entrée gratuite pour La Ronde. Cette entente vous donne droit, à titre d'élus de la Ville de Montréal, à un total de quatre (4) billets d'une valeur respective de 52,99 \$ soit un total de 211,96\$, » (Extrait du courriel de Madame Bouvier, du 2013-06-04 14 :12)	de voisins de Milton-Parc pour avoir des prix pour les jeux d'enfant qu'il organisait, par exemple des billets d'admission aux destinations de la ville, le Biodôme, les Jardins botaniques, etc. Une offre m'a été envoyée par la Ville pour 4 billets d'admissions à la Ronde due à une entente entre la Ville et Six Flags. J'ai demandé à l'organisation de la Fête des voisins s'il voulait les billets pour offrir comme prix aux enfants, et ils ont dit oui
LECLERC, Cindy	VM	2013-06-17	4 billets d'entrée pour La Ronde d'une valeur de 52,99 \$ chacun pour une valeur totale de 211,96 \$	Cabinet du maire	Entente entre Six Flags et la Ville de Montréal
LEFEBVRE, Elsie	VM	2013-07-03	4 billets offerts par la STM à titre de membre du conseil d'administration pour le Grand Prix plus 4 billets pour La Ronde (Ville de Montréal)	Société de transport de Montréal et Ville de Montréal	À titre de membre du conseil d'administration
		2013-08-20	Billets pour la Coupe Rogers	Coupe Rogers	Mes fonctions de conseillère de Villeray – la Coupe Rogers se déroule dans mon arrondissement
		2013-08-20	Billets pour la Coupe Rogers	STM	Mes fonctions de conseillère de Villeray – la Coupe Rogers se déroule dans mon arrondissement
		2013-08-20	Billets pour la Coupe Rogers	Ville de Montréal	Mes fonctions de conseillère de Villeray – la Coupe Rogers se déroule dans mon arrondissement
LIMOGES, François	PM	2013-09-24	4 billets pour La Ronde (remis à des citoyens de mon district)	Six Flag	Billets offerts à tous les élus de la Ville de Montréal
MAINVILLE, Pierre	IND	2013-06-18	4 billets de La Ronde	Ville de Montréal	Je distribue ces billets à la Maison des jeunes Quinka-Buzz
		2013-08-26	Billets de la Coupe Rogers d'une valeur de 1 419,60 \$	Ville de Montréal	Entente Ville – Coupe Rogers

Code d'éthique des élus – 1er novembre 2012 au 13 novembre 2013

Déclaration de réception d'une marque d'hospitalité ou d'un avantage

(Règlement 11-031 - Règlement sur le Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement, entré en vigueur le 2 novembre 2011, article 18)

Nom du membre du conseil	Parti politique	Date de réception de la déclaration	Description <i>(telle qu'indiquée au formulaire fourni par l'élue(e))</i>	Marque d'hospitalité ou avantage reçu de la part de : <i>(telle qu'indiquée au formulaire fourni par l'élue(e))</i>	Marque d'hospitalité ou avantage reçu dans le cadre de : <i>(telle qu'indiquée au formulaire fourni par l'élue(e))</i>
MAROTTE, Ginette	IND	2013-06-19	4 billets donnant accès gratuit à la Ronde	Compagnie Six Flags	Entente donnant droit à titre d'élue de la Ville de Montréal à un total de 4 billets
MÉNARD, Réal	VM	2013-06-11	8 billets de La Ronde, valeur respective de 52,99 \$ pour un total de 423,92 \$	Six Flags	Membre du Comité exécutif
		2013-08-12	10 billets Coupe Rogers	Tennis Canada	Mes fonctions
NUNES, Ana	IND	2013-07-04	4 billets pour La Ronde d'une valeur approximative de 50 \$ chaque	Six Flags via la Ville de Montréal	Billets offerts aux élus de la Ville de Montréal selon entente entre Six Flags et la Ville de Montréal
PEREZ, Lionel	IND	2013-02-13	Deux billets d'entrée	Centre du développement Donald Berman Yaldei	En tant que maire de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce
		2013-02-13	Chandail de hockey des Canadiens de Montréal	Fondation du club de hockey des canadiens puor enfance	En tant que maire de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce
		2013-09-06	Coupe Rogers : 4 billets pour la 7 ^e séance de l'horaire du tournoi (le mercredi 7 août 2013 en matinée) 603,50 \$ Coupe Rogers : 2 billets pour la 9 ^e séance de l'horaire du tournoi (le jeudi 8 août 2013 en matinée) 352,10 \$, pour un total de 955,70 \$	Ville de Montréal – cabinet du maire	Le cabinet du maire reçoit des billets pour la Coupe Rogers qui se déroulera cette année du 2 au 11 août. De ce fait, ils offrent la possibilité d'obtenir six (6) paires de billets (pour un maximum de 12 billets) et nous invite à faire un choix parmi le calendrier du tournoi 2013 joint au présent courriel
POULIN, Lise	IND	2013-06-12	4 billets pour La Ronde de 52,99 \$ chacun pour un montant total de 211,96 \$	Compagnie Six Flags	Conseillère à l'arrondissement de Lachine
		2013-09-04	12 billets pour la Coupe Rogers du 2 au 11 août 2013	Le cabinet du Maire	Tel que prévu dans la convention du Stade Jarry, le cabinet du maire reçoit des billets pour la Coupe Rogers
PRIMEAU, Gaëtan	VM	2013-07-04	Billets d'entrée gratuite à La Ronde	Du Comité exécutif	

Code d'éthique des élus – 1er novembre 2012 au 13 novembre 2013

Déclaration de réception d'une marque d'hospitalité ou d'un avantage

(Règlement 11-031 - Règlement sur le Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement, entré en vigueur le 2 novembre 2011, article 18)

Nom du membre du conseil	Parti politique	Date de réception de la déclaration	Description <i>(telle qu'indiquée au formulaire fourni par l'élu(e))</i>	Marque d'hospitalité ou avantage reçu de la part de : <i>(telle qu'indiquée au formulaire fourni par l'élu(e))</i>	Marque d'hospitalité ou avantage reçu dans le cadre de: <i>(telle qu'indiquée au formulaire fourni par l'élu(e))</i>
		2013-09-08 2013-09-09 2013-09-10	4 billets pour la Coupe Rogers 4 billets pour la Coupe Rogers 4 billets pour la Coupe Rogers	Du Comité exécutif – Bureau du maire	
ROBERT, François	IND	2013-08-29	Billets de tennis	Tennis Canada	
ROBILLARD, François	VM	2013-08-22	4 billets d'admission général pour La Ronde	Six Flag	D'une entente entre ;a Ville de Montréal et Six Flag convenue lors de vente de La Ronde à Six Flag
ROSSI, Chantal	IND	2013-10-25	12 billets d'admission générale pour la Ronde	Six Flag	
ROULEAU, Chantal	IND	2013-06-25	4 billets de la Ronde	Ville de Montréal – Compagnie Six Flags	Proposition de la Ville
ROY, Huguette	VM	2013-08-21	6 billets de la Coupe Rogers d'une valeur de 509,40 \$	Cabinet du maire	
TASSÉ, Alain	IND	2013-07-26	Soirée des Feux Loto-Québec, mercredi 24 juillet 2013	Daniel Blier, D.G. de la Société du Parc Jean-Drapeau	Membre du comité exécutif, responsable du développement économique, urbanisme et eau
		2013-08-22	2 billets à 301,80 \$ chacun pour la séance #15 (finale) de la Coupe Rogers de Tennis 2013	Cabinet du maire	Tel que décrit dans la convention du Stade Jarry, le cabinet du maire reçoit des billets pour la Coupe Rogers
TETI-TOMASSI, Clementina	IND	2013-06-17	4 billets d'entrée pour La Ronde	Administration municipale et Six Flags	Promotion estivale Six Flags
THÉRIAULT, Lyn	VM	2013-07-18	Billets d'entrée gratuits à La Ronde	Du Comité exécutif	
		2013-08-21	Des billets pour la Coupe Rogers (12 billets)	Comité exécutif, Bureau du Maire de Montréal	Remis aux élus qui le désirent
THUILLIER, Émilie	PM	2013-06-10	8 billets de La Ronde à 52,99 \$ chacun pour une valeur totale de 423,92 \$	Six Flags	Comme vice-présidente du comité exécutif
TREMBLAY, Lili-Anne	IND	2013-07-15	4 billets pour La Ronde que je remets à des citoyens défavorisés pour leur permettre une journée d'activité	Ville de Montréal	La Ville de Montréal dans l'attribution de mes fonctions élues

Code d'éthique des élus – 1er novembre 2012 au 13 novembre 2013

Déclaration de réception d'une marque d'hospitalité ou d'un avantage

(Règlement 11-031 - Règlement sur le Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement, entré en vigueur le 2 novembre 2011, article 18)

Nom du membre du conseil	Parti politique	Date de réception de la déclaration	Description <i>(telle qu'indiquée au formulaire fourni par l'élue(e))</i>	Marque d'hospitalité ou avantage reçu de la part de : <i>(telle qu'indiquée au formulaire fourni par l'élue(e))</i>	Marque d'hospitalité ou avantage reçu dans le cadre de: <i>(telle qu'indiquée au formulaire fourni par l'élue(e))</i>
			qui ne pourraient se payer		
TROILO, Josée	IND	2013-07-22	4 billets d'entrée gratuite pour La Ronde	J'ai reçu cette marque d'hospitalité ou cet avantage de : Émilie Thuillier, Vice-présidente du C.E. et responsable du développement social et communautaire, de la famille et des aînés, de la condition féminine et de la jeunesse	Entente qui lie la compagnie Six Flags à la Ville de Montréal
VENNERI, Frank	IND	2013-06-06	Quatre billets pour la Ronde	Ville de Montréal	Pour distribuer aux citoyens
WARD, Bertrand	IND	2013-06-27	4 billets promotion « La Ronde 2013 » à 56,00 \$ chacun – valeur totale de 224,00 \$	Ville de Montréal	Promotion « La Ronde 2013 »
WORTH, Monique	IND	2013-07-26	4 billets d'entrée gratuite à La Ronde	La compagnie Six Flags (entente avec la Ville de Montréal)	Offres aux élus de Montréal
		2013-09-03	6 paires de billets pour un montant de 1 645,00 \$ (voir annexe ci-jointe)	De la part du Cabinet du maire	Dans le cadre d'une convention avec le Stade de Jarry



Dossier # : 1134876001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Dépôt au conseil d'arrondissement du bilan annuel 2012 sur l'utilisation des pesticides

De recevoir le bilan 2012 sur l'utilisation des pesticides sur le territoire de l'arrondissement et qu'il soit transmis au conseil municipal, tel que prévu au paragraphe 2 de l'article 32 du Règlement sur l'utilisation de pesticides (04-041).

Signé par Erick SANTANA **Le** 2013-11-28 10:05

Signataire :

Erick SANTANA

Directeur d'arrondissement
Le Sud-Ouest , Bureau du directeur d'arrondissement

IDENTIFICATION

Dossier # :1134876001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Dépôt au conseil d'arrondissement du bilan annuel 2012 sur l'utilisation des pesticides

CONTENU

CONTEXTE

Dépôt du bilan annuel 2012 de l'arrondissement, du registre des « achats-pesticides » et du registre des interventions phytosanitaires sur l'utilisation et l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides sur le territoire de l'arrondissement du Sud-Ouest.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

- CA12 220050 - 1124876001 - Dépôt du bilan annuel 2011 sur l'utilisation des pesticides, Règlement 01-041
- CA11 220026 - 1114201001 - Déposer au conseil d'arrondissement le bilan annuel 2010 sur l'utilisation des pesticides, Règlement 04-041
- CA09 220076 - 1094955001 - Dépôt du bilan annuel de 2008
- CA04 220139 1041137008 - Adoption du Règlement sur l'utilisation des pesticides 04-041, le 15 mai 2004
- CA05 2201152 - 1052636003 - Autoriser une personne, qui malgré les interdictions prévues au présent Règlement, permettra l'utilisation des pesticides dans tous les cas d'urgence et de danger pour la santé humaine y compris dans les zones sensibles. Règlement 04-041 article 27.6

DESCRIPTION

Voir les pièces jointes en annexe, soit le bilan annuel 2011 de l'arrondissement, le bilan des interventions phytosanitaires et le registre d'utilisation des pesticides des classes 1 à 5.

JUSTIFICATION

Tel qu'exigé par le Règlement 04-041, au dernier paragraphe de l'article 32, le conseil d'arrondissement doit déposer au conseil municipal, chaque année, un rapport faisant état de l'application du Règlement sur son territoire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Aucun

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Aucun

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Voir les détails dans les bilans et le registre en pièces jointes.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Aucun

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Julie ARNAUD
chef de division - voirie et parcs

ENDOSSÉ PAR

Richard CÔTÉ
Directeur des travaux publics, p.i.

Date d'endos. : 2013-11-22

Dossier # :1134876001

Montréal 

***Conseil municipal
Assemblée du 16 décembre 2013***

CATÉGORIE

15

Déclarations / Proclamations

15.01 à 15.03

Déclaration

Séance du conseil municipal du 16 décembre 2013

Article 15.01

Déclaration relative au décès de Nelson Mandela

ATTENDU le décès de Nelson Mandela, survenu le 5 décembre 2013;

ATTENDU sa persévérance, sa détermination et son courage dans la lutte pour libérer son peuple de l'Apartheid, un système politique et social basé sur la discrimination raciale;

ATTENDU sa résilience, son charisme tranquille et la rigueur de ses principes tout au long de sa vie et ce même pendant les 27 années de détention;

ATTENDU QUE Montréal est reconnu comme étant l'une des principales villes, au Canada, dont les citoyens ont pris diverses initiatives et ont collaboré avec les gouvernements pour combattre l'Apartheid;

ATTENDU QU'en tant que président de l'Afrique du Sud, après l'effondrement de l'Apartheid et d'élections démocratiques, il a travaillé sans relâche à procurer à son peuple des services de base;

ATTENDU QU'en tant qu'artisan de paix, de réconciliation et de pardon Nelson Mandela était porteur d'un message d'espoir international;

ATTENDU l'importance de son rôle dans la lutte contre la discrimination raciale et dans promotion de la justice sociale et la dignité humaine;

ATTENDU l'estime universelle qu'a suscitée ce leader des droits humains au 20^e siècle, qui le classe dans catégorie d'hommes exceptionnels;

ATTENDU que l'ensemble de son œuvre a été reconnue mondialement par le prix Nobel de la paix en 1993;

ATTENDU son implication dans l'arbitrage de plusieurs conflits africains;

ATTENDU QUE l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies a statué que la journée de son anniversaire le 18 juillet est désormais la « Journée internationale Nelson Mandela » dédiée à la promotion de la paix dans le monde;

ATTENDU QU'en 2001 il a reçu la citoyenneté canadienne honoraire;

ATTENDU la visite de ce grand leader africain en 1990 à Montréal et de la décision de la Ville de Montréal, à cette occasion et en son honneur, de baptiser de son nom un parc dans l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce;

Il est proposé par M. Denis Coderre
Appuyé par

QUE le conseil municipal, au nom de toutes les Montréalaises et Montréalais, adresse à la famille, aux proches de Nelson Mandela et au peuple sud-africain ses plus profondes condoléances à l'occasion du décès de ce grand homme, qui a marqué l'histoire et y restera à jamais.

Article 15.02

Déclaration relative à Postes Canada

Ce document vous sera livré ultérieurement.

Article 15.03

Déclaration relative à Dany Laferrière

Ce document vous sera livré ultérieurement.



Dossier # : 1134069011

Unité administrative responsable :	Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction des stratégies et transactions immobilières , Division Évaluation et transactions immobilières , Section Locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet de convention de prolongation du bail par lequel la Ville loue à la Société du musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière , pour une période additionnelle de 5 ans, à compter du 1er janvier 2014, deux immeubles d'une superficie totale d'environ 6 995,5 m ² situés au 350, place Royale et au 150, rue Saint-Paul Ouest, et utilisés à des fins de musée, moyennant un loyer total de 109 003,20 \$ excluant les taxes. (bâtiment 2452)

Il est recommandé :

1 - d'approuver un projet de convention de prolongation du bail par lequel la Ville de Montréal loue à la Société du musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière, pour une période additionnelle de 5 ans, à compter du 1^{er} janvier 2014 deux immeubles d'une superficie totale d'environ 6 995,5 m² situés au 350, place Royale et au 150, rue Saint-Paul Ouest , à des fins de musée, moyennant un loyer total de 109 003,20 \$, excluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus à la prolongation de bail;

2 - d'imputer cette recette conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Michel NADEAU **Le** 2013-10-16 15:08

Signataire :

Michel NADEAU

Directeur
Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction des
stratégies et transactions immobilières

IDENTIFICATION **Dossier # :1134069011**

Unité administrative responsable :	Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction des stratégies et transactions immobilières , Division Évaluation et transactions immobilières , Section Locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet de convention de prolongation du bail par lequel la Ville loue à la Société du musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière , pour une période additionnelle de 5 ans, à compter du 1er janvier 2014, deux immeubles d'une superficie totale d'environ 6 995,5 m ² situés au 350, place Royale et au 150, rue Saint-Paul Ouest, et utilisés à des fins de musée, moyennant un loyer total de 109 003,20 \$ excluant les taxes. (bâtiment 2452)

CONTENU

CONTEXTE

Depuis plusieurs années, la Société du musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière (la Société) loue de la Ville de Montréal deux immeubles situés au 150, rue Saint-Paul Ouest et au 350, place Royale, dont la superficie locative est d'environ 6 995,5 m². Les lieux loués ont été aménagés dans le but de faire l'exploitation d'un musée. La Société a pour but de faire connaître le Montréal d'hier et d'aujourd'hui par des recherches archéologiques et historiques montréalaises. En plus de l'exploitation du restaurant dans le but de financer ses activités, ce musée propose plusieurs expositions et activités culturelles.

Lors du dernier renouvellement (CM12 1097) il a été convenu de prolonger le bail pour une durée d'un an dans le but que la Ville et la Société s'entendent sur les termes et conditions d'un bail à plus long terme. Dernièrement les parties en sont venues à une entente et la direction de la culture et du patrimoine (DCP) a fait la demande à la DSTI de présenter aux instances décisionnelles un projet de prolongation de bail afin de prolonger pour une période additionnelle de 5 ans, à compter du 1^{er} janvier 2014, l'occupation de la Société dans ses locaux, et ce, au même loyer annuel que l'année 2013.

Le présent sommaire a pour but de faire approuver le projet de prolongation du bail entre la Ville et la Société.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

- CM13 0780 - 27 août 2013 - Accorder un soutien financier maximal de 200 000 \$, taxes incluses, à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire Pointe-à-Callière de Montréal pour le renouvellement d'expositions permanentes et des équipements technologiques, muséographiques et de conservation.
- CM12 1097 - 17 décembre 2012 - Approuver la convention de prolongation de bail par lequel la Ville loue à la Société du musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-

Callière les immeubles situés au 350, place Royale et au 150, rue Saint-Paul Ouest, à compter du 1^{er} janvier 2013, jusqu'au 31 décembre 2013, moyennant un loyer total de 25 566,53 \$.

CM12 1098 - 17 décembre 2012 - Accorder un contrat à Céleb Construction Ltée pour l'exécution des travaux d'enveloppe phase II et autres travaux électromécaniques de l'Édifice de l'Éperon du Musée d'archéologie et d'histoire de la Pointe-à-Callière ainsi qu'à l'édifice de l'ancienne Douane - Dépense totale de 3 392 500 \$, taxes incluses.

CM12 0555 - 19 juin 2012 - Accorder un soutien financier pour un montant maximal de 300 000 \$ à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour le renouvellement des expositions permanentes et des équipements muséographiques dans le hall d'entrée de l'Éperon, dans la crypte et dans l'Ancienne-Douane.

CM11 0739 - 27 septembre 2011 - Accorder un soutien financier pour un montant maximal de 600 000 \$ à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour l'achat et l'installation d'équipements spécialisés requis pour assurer la cohérence des systèmes et des espaces qu'implique la réalisation du lien piétonnier souterrain reliant la crypte archéologique à la Maison-des-Marins.

CM11 0483 - 21 juin 2011 - Approuver le projet de bail par lequel la Ville loue à la Société du musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière les immeubles situés au 350, place Royale et au 150, rue Saint-Paul Ouest, à compter du 1^{er} janvier 2009, jusqu'au 31 décembre 2012, moyennant un loyer total de 85 916,06 \$.

CM10 0936 - 16 décembre 2010 - Approuver un projet de convention entre la Société du musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière et la Ville établissant les modalités de l'exploitation d'un musée, pour la période du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2012. Autoriser une dépense de 4 390 600 \$ en 2010, de 4 640 600 \$ en 2011 et de 4 890 600 \$ en 2012, à cette fin.

DESCRIPTION

Il est recommandé d'approuver la prolongation du bail par lequel la Ville de Montréal loue à la Société du musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière, pour une période additionnelle de 5 ans, à compter du 1^{er} janvier 2014 deux immeubles d'une superficie totale d'environ 6 995,5 m² situés au 350, place Royale et au 150, rue Saint-Paul Ouest, à des fins de musée, moyennant un loyer total de 109 003,20 \$, excluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus à la prolongation de bail.

De plus, la Société prendra à sa charge tous les frais d'exploitation suivants relatifs à l'occupation, dont notamment les assurances, les taxes foncières, municipales et scolaires, l'énergie, l'entretien et les réparations intérieurs, l'entretien et les réparations extérieurs, l'entretien ménager, l'entretien des systèmes électromécaniques, et le gardiennage et elle fera toute réparation locative due à son usage normal.

JUSTIFICATION

L'entente proposée est d'une durée de 5 ans afin d'assurer la continuité des projets en cours et futurs tels que : la mise au jour des vestiges du marché Sainte-Anne et du parlement du Canada-Uni, du fort de Ville-Marie et du Château de Callière, la mise en valeur de l'égout collecteur William sur 400 m de long et l'aménagement d'une salle d'exposition de calibre international au sous-sol de l'immeuble de Douanes Canada. Concernant la convention réglant les modalités d'exploitation du Musée, elle est présentement en négociation et fera l'objet d'un autre sommaire décisionnel préparé par la DCP le cas

échéant. De plus, le contenu de l'information dans l'intervention du DCP justifie davantage la présente location.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Comme en témoigne le tableau ci-bas, cette location représente une recette de 109 003,20 \$ excluant les taxes.

	Loyer antérieur	Loyer total du 1 ^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2018
Superficie (m ²)	6 995,50	6 995,50
Loyer annuel	21 800,64 \$	109 003,20 \$
TPS (5%)	1 090,03 \$	5 450,16 \$
TVQ (9,975%)	2 174,61 \$	10 873,07 \$
Total incluant taxes	25 065,29 \$	125 326,43 \$
Taux unitaire (\$/m ²)	3,12 \$	3,12 \$

Le loyer annuel avant les taxes est de 28 800,64 \$ ce qui correspond à un taux unitaire de 3,12 \$ le m². Afin de consulter le détail annuel des loyers, consulter la pièce jointe « Détail des loyers annuels ».

Le loyer annuel du marché pour cet immeuble oscille entre 250 et 375 \$ / m².

La différence entre le loyer demandé et sa valeur sur le marché équivaut à une subvention annuelle d'environ 2,16 M\$. La subvention est établie de la façon suivante :

$$(250 \$/m^2 + 375 \$/m^2) / 2 - 3,12 \$/m^2 = 309,38 \$/m^2 \times 6\,995,5 \text{ m}^2 = 2,16 \text{ M}\$$$

Le coût déboursé par la Ville de Montréal pour faire l'entretien, la gestion, l'énergie est nul puisque la Société assume la totalité des frais d'exploitation.

Le tableau suivant représente l'ensemble des subventions qui ont été versées à la Société depuis l'année 2010.

Décision	Année	Montant de la subvention	Détail de la subvention
CM10 0936	2010	4 390 600 \$	Assurer la stabilité nécessaire à la Société pour le maintien de sa vocation muséologique et de ses installations.
	2011	4 640 600 \$	
	2012	4 890 600 \$	
CM11 0483	2010	2 160 000 \$	Subvention immobilière
	2011	2 160 000 \$	Subvention immobilière
	2012	2 160 000 \$	Subvention immobilière
CM11 0739	2011	600 000 \$	L'achat et installation d'équipements spécialisés
CM12 0555	2012	300 000 \$	Renouvellement des équipements muséographiques dans le hall d'entrée de l'Épron
CM12 1097	2012	2 160 000 \$	Subvention immobilière
CM13 0780	2013	200 000 \$	Renouvellement des équipements technologiques
Total des subventions		23 661 800 \$	

Concernant les travaux de réfection et d'amélioration de 3,4 M\$ dont fait référence l'intervention de la DCP, il ne s'agit pas d'une subvention, mais plutôt de travaux de maintien d'actif à l'enveloppe du bâtiment ainsi que des travaux à l'intérieur du bâtiment pour l'accessibilité universelle.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s/o

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas donner suite au présent dossier impliquerait que la Société du musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière devra mettre fin à ses activités.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s/o

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CG : novembre 2013

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le projet de bail est conforme aux politiques aux pratiques de la Ville de Montréal. La politique de gestion contractuelle est intégrée au document.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction des stratégies et transactions immobilières (André POULIOT)

Avis favorable avec commentaires :
Qualité de vie , Direction de la culture et du patrimoine (Sophie CHARLEBOIS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Joel GAUDET
Conseiller en immobilier

ENDOSSÉ PAR

Sylvie DESJARDINS
Chef de division

Date d'endos. : 2013-10-08

Dossier # :1134069011



Dossier # : 1132803001

Unité administrative responsable :	Qualité de vie , Direction des sports et de l'activité physique , Division de la gestion des installations , Section centre CSCR
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant 1 640 229 \$, soit un montant annuel de 546 743 \$ et un soutien en prêt de locaux d'une valeur totalisant 9 046 890 soit une valeur annuelle de 3 015 630 \$ pour les années 2014, 2015 et 2016 à 21 organismes ci-après désignés et selon le montant indiqué en regard de chacun d'entre eux./ Approuver les conventions entre la Ville et les organismes concernés pour la même durée se terminant le 31 décembre 2016.

Il est recommandé au comité exécutif :

1. d'accorder un soutien financier totalisant 31 500 \$, soit un montant annuel de 10 500 \$ et un prêt de locaux d'une valeur locative totalisant 25 287 \$ soit un montant annuel de 8 429 \$ pour les années 2014, 2015 et 2016 aux organismes ci-après désignés, en regard de chacun d'eux :

Organismes	Contribution financière annuelle	Valeur locative annuelle	Total annuel
Club d'athlétisme Montréal international	3 000 \$	8 429 \$	11 429 \$
Club d'aviron de Montréal	7 500\$	0 \$	7 500\$
TOTAL	10 500 \$	8 429\$	18 929\$

Il est recommandé au conseil municipal :

2. au conseil municipal d'accorder un soutien financier totalisant 1 608 729 \$, soit un montant annuel de 536 243 \$ et un prêt de locaux d'une valeur locative totalisant 9 021 603 \$ soit un montant annuel de 3 007 201 \$ pour les années 2014,2015 et 2016 aux

organismes ci-après désignés, en regard de chacun d'eux :

Organismes	Contribution financière annuelle	Valeur locative annuelle	Total annuel
Club de tir à l'arc de Montréal	15 004 \$	60 280 \$	75 284 \$
Club d'escrime "Fleuret d'argent"	12 430 \$	47 856 \$	60 286 \$
Le Club Gymnix inc.	76 875 \$	266 669 \$	343 544 \$
Club d'haltérophilie de Montréal	18 006 \$	49 204 \$	67 210 \$
Club de haute performance Montréal-Olympique inc.	13 800 \$	103 135 \$	116 935 \$
Club d'athlétisme Perfmax-Racing de Montréal	10 236 \$	102 685 \$	112 921 \$
Club d'athlétisme Fleur de lys	3 590 \$	57 077 \$	60 667 \$
Club de judo métropolitain inc.	12 737 \$	82 946 \$	95 683 \$
Club de tennis de table Prestige de Montréal	25 386 \$	196 556 \$	221 942 \$
BoxeMontréal.com inc.	6 675 \$	43 715 \$	50 390 \$
Club aquatique Camo Montréal (natation) inc.	86 140 \$	258 640 \$	344 780 \$
Club aquatique Camo Montréal (water-polo) inc.	53 854 \$	121 913 \$	175 767 \$
Club de plongeon Camo Montréal inc.	62 419 \$	201 154 \$	263 573 \$
Club de lutte Inter - Concordia (C.L.I.C.)	8 650 \$	36 500 \$	45 150 \$
Club Montréal Synchro inc.	64 241 \$	211 010 \$	275 251 \$
Sports Montréal inc.	60 700 \$	719 155 \$	779 855 \$
Club 50 ans + de Claude-Robillard	5 500 \$	332 947 \$	338 447 \$
École de plongée sous-marine Les anémones bleues inc.	0 \$	35 736 \$	35 736 \$
Club d'élite de karaté de Montréal-Concordia	0 \$	80 023 \$	80 023 \$
TOTAL	536 243 \$	3 007 201 \$	3 543 444 \$

3. d'approuver les projets de convention , établissant les modalités et conditions de soutien octroyé par la Ville aux organismes, pour une période de trois ans se terminant le 31 décembre 2016;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée par la ville centrale.

Signé par Johanne DEROME **Le** 2013-11-26 15:58

Signataire :

Johanne DEROME

Directrice
Qualité de vie , Direction des sports et de l'activité physique

IDENTIFICATION

Dossier # :1132803001

Unité administrative responsable :	Qualité de vie , Direction des sports et de l'activité physique , Division de la gestion des installations , Section centre CSCR
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant 1 640 229 \$, soit un montant annuel de 546 743 \$ et un soutien en prêt de locaux d'une valeur totalisant 9 046 890 soit une valeur annuelle de 3 015 630 \$ pour les années 2014, 2015 et 2016 à 21 organismes ci-après désignés et selon le montant indiqué en regard de chacun d'entre eux./ Approuver les conventions entre la Ville et les organismes concernés pour la même durée se terminant le 31 décembre 2016.

CONTENU

CONTEXTE

Depuis 1996, la Ville de Montréal signe des conventions et des ententes de partenariat avec ses organismes partenaires pour leur accorder un accès à ses locaux et plateaux sportifs gratuitement et leur octroie annuellement des contributions financières dans le but de soutenir leur offre de service au bénéfice des Montréalais. Depuis 2007, la Direction des sports et de l'activité physique (DSAP) présente en bloc, dans le même dossier décisionnel, le renouvellement des conventions et des ententes de partenariat avec les organismes partenaires sous sa responsabilité. En 2013, la Ville de Montréal a adopté un cadre de référence en matière de reconnaissance et de soutien financier pour les organismes partenaires de la Direction des sports et de l'activité physique. L'application d'un cadre de référence en matière de reconnaissance permet notamment la mise en place de critères d'évaluation de la qualité du service offert par les organismes et d'appliquer ces critères dans un processus de reddition de comptes.

Les ententes et les conventions de partenariat entre la Ville et les vingt et un organismes ci-après désignés se terminent le 31 décembre 2013. La majorité de ces organismes ont une relation de partenariat établie depuis plus de vingt ans avec la Ville de Montréal. Le renouvellement de ces ententes et conventions vise à assurer le maintien d'une offre de service en sport et en activité physique accessible, diversifiée et de qualité au profit de la population montréalaise afin de permettre notamment à chacun de pratiquer son sport favori ou simplement de rester physiquement actif.

Le cadre de référence, adopté le 26 juin 2013, est mis en application pour les contributions à octroyer pour les années 2014, 2015 et 2016. Cette durée de trois ans a toujours été privilégiée auparavant, afin d'assurer une plus grande stabilité financière aux organismes sans but lucratif.

La Ville de Montréal a la responsabilité de répartir équitablement les ressources dont elle dispose. L'application du principe d'équité, en matière de contributions financières, reste limitée par la disponibilité du budget, à savoir la capacité financière concrète de la Ville de répondre positivement aux besoins.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE13 0984 - 26 juin 2013 - Adopter les orientations, les objectifs et les principes directeurs du Cadre de référence en matière de reconnaissance et de soutien financier aux organismes de la Direction des sports et de l'activité physique afin d'améliorer l'équité dans l'attribution des contributions financières aux organismes et d'assurer une utilisation optimale des ressources publiques.

CM12 1106 - 17 décembre 2012 - Accorder un soutien financier totalisant 531 100 \$ et un prêt de locaux d'une valeur locative annuelle totalisant 2 927 215 \$, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2013, à 16 organismes désignés dans la résolution et œuvrant au Complexe sportif Claude-Robillard, à la piscine George-Vernot ou à l'aréna Maurice-Richard.

CE12 1976 - 5 décembre 2012 - Accorder un soutien financier totalisant 17 100 \$ et un prêt de locaux d'une valeur locative annuelle totalisant 145 885 \$, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2013, à cinq organismes désignés dans la résolution et œuvrant au Complexe sportif Claude-Robillard ou au Bassin olympique d'aviron et de canoë kayak situé au parc Jean-Drapeau.

CE11 0640 - 4 mai 2011 - D'accorder un soutien financier de 7 500 \$ pour l'année 2011 et de 7 500 \$ pour l'année 2012, au Club d'aviron de Montréal, dans le cadre du programme « Club sportif » .

CM09 1045 - 15 décembre 2009 - Approuver le renouvellement des 16 conventions des organismes susmentionnés, pour la période du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2012, et d'octroyer une contribution financière aux organismes ci-dessous, pour les années 2010, 2011 et 2012.

DESCRIPTION

En 2013, les ententes et les conventions ont été d'une durée d'un an seulement, étant donné que la Direction des sports et de l'activité physique a entrepris la démarche de révision des critères qui définissent l'admissibilité à un soutien financier et qui encadrent le montant des contributions financières accordées aux organismes partenaires. De nouvelles ententes et conventions ont donc été revues et présentées avec les critères établis en 2013 par le cadre de référence pour une entente de trois ans.

Le soutien accordé par la Ville concerne les programmes selon 3 volets : « Clubs sportifs », « Club de vacances » et « Activités physiques et plein air ». Le programme « Clubs sportifs » permet aux organismes partenaires d'offrir des activités sportives qui s'adressent à l'ensemble de la population montréalaise. Les activités sont adaptées aux attentes des participants, à leurs aspirations et à leur niveau d'habiletés. À l'intérieur de ce programme, les Montréalais peuvent s'initier à une discipline sportive ou s'y entraîner afin de participer à des compétitions sportives régionales, provinciales, nationales ou internationales. Le programme « Club de vacances » vise à rejoindre les jeunes montréalais de trois à quinze ans durant les vacances estivales ou hivernales par l'offre d'activités physiques et sportives variées et récréatives. Finalement, la programmation d'activités du programme « Activités physiques et de plein air » est accessible à l'ensemble de la population montréalaise et vise avant tout la détente, la santé et le bien-être des participants de tous les âges.

Conventions avec contributions financières et prêt de locaux

Dix-neuf organismes reçoivent une contribution financière de la Ville. Dix sept d'entre eux reçoivent une contribution selon le programme « Clubs sportifs ». Avec la contribution versée, ces organismes poursuivront leurs activités d'initiation auprès de la population et assureront le développement et le perfectionnement des athlètes dans leur cheminement sportif. Pendant toute l'année, ils proposent une programmation variée d'activités en lien à leur sport qui s'adresse généralement aux Montréalais de tous âges et de tous les niveaux d'habiletés. Chaque année, ils organisent également sur le territoire de la Ville plusieurs compétitions ou manifestations sportives de différentes envergures.

Les deux autres organismes reçoivent leur contribution financière selon les programmes « Club de vacances » et « Activités physiques et de plein air » : Sports Montréal inc. et le Club 50 ans + de Claude-Robillard. Sports Montréal propose une offre de service en activités physique à la population et un un camp de vacances spécialisé en sport pour la jeunesse montréalaise. L'ensemble de la clientèle de l'organisme se compose de citoyens de tous les groupes d'âge (jeunes, adultes et aînés). Plus de 3 000 personnes participent chaque session aux différentes activités dirigées de cet organisme partenaire. Le Club 50 ans + de Claude-Robillard, a une clientèle qui se compose de citoyens aînés, qui participent chaque session aux différentes activités dirigées offertes par l'organisme depuis plus de 25 ans.

Conventions avec prêt de locaux seulement

Deux organismes ne reçoivent pas de contribution financière, mais bénéficient de prêts de locaux. L'École de plongée sous-marine Les anémones bleues inc. et le Club d'élite de karaté de Montréal-Concordia inc., réalisent une offre de service en activité physique s'adressant à la population montréalaise de tous âges.

JUSTIFICATION

Par leur offre de service spécifique, variée et professionnelle, les vingt et un (21) organismes apportent une contribution unique à l'ensemble de la population de la Ville de Montréal. Ils répondent adéquatement aux critères municipaux de qualité, de diversité et d'accessibilité. Il est possible de consulter dans chacun des documents juridiques des organismes partenaires, leur offre de service, leur plan d'action et/ou leur programmation.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La contribution financière de la Ville accordée aux dix-neuf organismes concernés a été ajustée selon la mise en place des critères de reconnaissance établies en 2013. Elles représentent globalement 9.25% des revenus totaux des organismes selon l'état des résultats de leur dernière année financière complétée. La somme des contributions financières du présent sommaire décisionnel pour 2014, 2015 et 2016 est de 1 640 229 \$ et la valeur totale des prêts de locaux est de 9 046 890 \$. Vingt organismes se verront attribuer des prêts de locaux au Complexe sportif Claude-Robillard (CSCR) et à la piscine George-Vernot, pour les trois années de la convention. La contribution financière et la valeur locative des locaux et plateaux sportifs annuelles pour chaque organisme partenaire sont détaillées ci-après :

	Nom de l'organisme	Contribution financière annuelle	Valeur locative annuelle	Total annuel
1	Club de tir à l'arc de Montréal	15 004 \$	60 280 \$	75 284 \$
2	Club d'escrime "Fleuret d'argent"	12 430 \$	47 856 \$	60 286 \$
3	Le Club Gymnix inc.	76 875 \$	266 669 \$	343 544 \$

4	Club d'haltérophilie de Montréal	18 006 \$	49 204 \$	67 210 \$
5	Club de haute performance Montréal-Olympique	13 800 \$	103 135 \$	116 935 \$
6	Club d'athlétisme Perfmax-Racing de Montréal	10 236 \$	102 685 \$	112 921 \$
7	Club d'athlétisme Montréal-International	3 000 \$	8 429 \$	11 429 \$
8	Club d'athlétisme Fleur de Lys	3 590 \$	57 077 \$	60 667 \$
9	Club de lutte Inter - Concordia (C.L.I.C.)	8 650 \$	36 500 \$	45 150 \$
10	Club de judo métropolitain inc.	12 737 \$	82 946 \$	95 683 \$
11	Club de tennis de table Prestige de Montréal	25 386 \$	196 556 \$	221 942 \$
12	BoxeMontréal.com inc.	6 675 \$	43 715 \$	50 390 \$
13	Club aquatique Camo Montréal (natation) inc.	86 140 \$	258 640 \$	344 780 \$
14	Club aquatique Camo Montréal (water-polo) inc.	53 854 \$	121 913 \$	175 767 \$
15	Club de plongeon Camo Montréal inc.	62 419 \$	201 154 \$	263 573 \$
16	Le Club Montréal Synchro inc.	64 241 \$	211 010 \$	275 251 \$
17	Sports Montréal inc.	60 700 \$	719 155 \$	779 855 \$
18	Club 50+ de Claude-Robillard	5 500 \$	332 947 \$	338 447 \$
19	École de plongée sous-marine Les anémones bleues inc.	0 \$	35 736 \$	35 736 \$
20	Club d'élite de Karaté de Montréal-Concordia	0 \$	80 023 \$	80 023 \$
21	Club d'aviron de Montréal	7 500 \$	0 \$	7 500 \$
Total		546 743 \$	3 015 630 \$	3 562 373 \$

Imputation	2014	2015	2016
AF - Gén. Ville / Bud. rég. / Secteur aquatique / Exploit. piscines / Contrib. autres org. / Org. sportifs et récréatifs	209 913 \$	209 913 \$	209 913 \$
AF - Gén. Ville / Bud. rég. / CSCR / Exploit. centres comm. - act. récréa. / Contrib. autres org. / Org. sportifs et récréatifs	272 589 \$	272 589 \$	272 589 \$
AF - Gén. Ville / Bud. rég. / Piscine George-Vernot / Gestion install. piscine plages et ports de plaisance / Contrib. autres org. / Autres org.	64 241 \$	64 241 \$	64 241 \$
Total	546 743 \$	546 743 \$	546 743 \$

Les contributions financières respectives à chacun des organismes partenaires seront versées en un seul versement. Cette dépense est entièrement assumée par la ville centre.

Les crédits annuels pour cette dépense sont normalement prévus à la base budgétaire de la direction des sports et de l'activité physique. A cet effet, la Direction des sports et de l'activité physique s'assurera de prioriser cette dépense dans le cadre des processus de confection budgétaire des exercices correspondants au versement de ce soutien financier.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'offre de service en sport et activité physique et les activités de chaque organisme partenaire favorisent la participation, la diversité et le dynamisme du milieu sportif. Ils favorisent également le développement d'une expertise spécialisée au sein de chaque organisme partenaire.

Conformément au *Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010 - 2015*, il est prévu que la Direction des sports et de l'activité physique sensibilise les organismes partenaires avec lesquels elle travaille pour qu'ils réalisent leur offre de service et leurs activités de façon écoresponsable. L'insertion d'un critère à cet effet dans l'évaluation des demandes de soutien financier des organismes partenaires lors du prochain renouvellement des ententes et des conventions de partenariat est planifiée.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le montant accordé à chaque organisme partenaire est une source de financement essentielle pour la réalisation de leur offre de service auprès de la population montréalaise. La contribution financière de la Ville sert aussi de levier à ces organismes pour obtenir du financement des autres gouvernements et du secteur privé.

Une diminution ou une suppression de la contribution financière et l'annulation des prêts de locaux amèneraient les administrateurs des organismes partenaires à revoir leur fonctionnement, leurs activités et leur offre de service. Dans une telle éventualité, les administrateurs n'auraient d'autre choix que de réduire leur offre de service, annuler des cours et des activités ou augmenter les frais d'inscription.

Le non renouvellement des ententes et des conventions de partenariat avec ces organismes partenaires aurait d'importantes répercussions néfastes, notamment la perte de services en sport et en activité physique pour la population montréalaise, le déménagement de nombreux athlètes et entraîneurs montréalais vers d'autres clubs sportifs ailleurs au Québec et au Canada et la perte de nombreux emplois.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication a été élaborée en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Annnonce du renouvellement des ententes et des conventions de partenariat aux organismes partenaires.

- Transmission de l'entente ou de la convention de partenariat à chaque organisme partenaire concerné.
- Transmission d'une lettre indiquant l'octroi de la contribution financière avec le chèque à chaque organisme partenaire visé.
- Suivi des engagements et des obligations assumés par chaque organisme partenaire en vertu de l'entente ou de la convention de partenariat signée avec la Ville.
- Analyse du bilan du soutien municipal en lien avec le bilan annuel des organismes partenaires et étude du modèle d'évaluation des réalisations des organismes partenaires.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Ce dossier est conforme aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs en vigueur. Il est aussi cohérent avec :

- La Charte montréalaise des droits et responsabilités qui précise que la Ville s'engage à « soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif ».
- :a Déclaration sur le sport régional "La collaboration au bénéfice de nos jeunes", adoptée en 2010 par le conseil municipal et les conseils des dix-neuf arrondissements;
- La Déclaration de Québec, le loisir essentiel au développement des communautés adoptée en 2012 par le conseil municipal et les conseils des dix-neuf arrondissements;
- Les objectifs poursuivis par "Imaginer-Réaliser Montréal", notamment de faire de Montréal un milieu de vie exceptionnel en renforçant la pratique du sport amateur.
- La Politique familiale "Pour grandir à Montréal" et le plan d'action famille 2008-2012 de Montréal qui a notamment pour engagement d'offrir aux familles des équipements collectifs sportifs et de loisirs qui se démarquent, en bon état, situés à proximité, où elles peuvent bouger, jouer et se divertir.
- La consultation publique de *Montréal physiquement active* qui vise à faire bouger davantage les montréalais.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :

Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des affaires civiles (William Kronstrom RICHARD)

Avis favorable avec commentaires :

Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Jerry BARTHELEMY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Julie LEMAY
Chef de section

ENDOSSÉ PAR

Réal TRAVERS
Chef de division - Complexe sportif Claude-Robillard

Date d'endos. : 2013-11-14

Dossier # :1132803001



Dossier # : 1130498002

Unité administrative responsable :	Mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation , Division de la planification et expertise
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 c) considérer, dans la mise en œuvre des mesures relatives au logement, les besoins des populations vulnérables, notamment ceux des personnes et des familles à faible revenu et à revenu modeste
Projet :	Plan d'action en habitation 2010-2013
Objet :	Accorder une contribution financière annuelle de 331 102 \$ à l'Office municipal d'habitation de Montréal, pour les années 2014, 2015 et 2016, pour la poursuite des activités du Service de référence pour les personnes sans logis / Autoriser une dépense annuelle de 200 000 \$ pour le remboursement à l'OMH des frais d'hébergement temporaire et des autres mesures d'urgence / Approuver un projet de convention à cet effet.

De recommander au comité exécutif:

1- d'autoriser une dépense annuelle pour une somme maximale de 200 000 \$, pour les années 2014, 2015 et 2016, pour le remboursement des frais d'hébergement temporaire et autres mesures d'urgence encourus par l'Office municipal d'habitation de Montréal, dans le cadre des activités du Service de référence pour les personnes sans logis;

de recommander au conseil municipal:

2- d'accorder une contribution financière annuelle pour une somme maximale de 331 102 \$, à l'Office municipal d'habitation de Montréal, pour les années 2014, 2015 et 2016, pour la poursuite des activités du Service de référence pour les personnes sans logis, avec indexation en fonction de l'indice des prix à la consommation (IPC) pour les années 2015 et 2016 ;

3- d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et les conditions de versement de cette contribution ;

4- d'autoriser la directrice de la Direction de l'habitation du Service de la mise en valeur du territoire, à signer ladite convention, pour et au nom de la Ville ;

5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Danielle CÉCILE **Le** 2013-11-28 13:48

Signataire :

Danielle CÉCILE

Directrice - habitation
Mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation

IDENTIFICATION

Dossier # :1130498002

Unité administrative responsable :	Mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation , Division de la planification et expertise
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 c) considérer, dans la mise en œuvre des mesures relatives au logement, les besoins des populations vulnérables, notamment ceux des personnes et des familles à faible revenu et à revenu modeste
Projet :	Plan d'action en habitation 2010-2013
Objet :	Accorder une contribution financière annuelle de 331 102 \$ à l'Office municipal d'habitation de Montréal, pour les années 2014, 2015 et 2016, pour la poursuite des activités du Service de référence pour les personnes sans logis / Autoriser une dépense annuelle de 200 000 \$ pour le remboursement à l'OMH des frais d'hébergement temporaire et des autres mesures d'urgence / Approuver un projet de convention à cet effet.

CONTENU

CONTEXTE

Pour répondre à une grave pénurie de logements locatifs survenue à partir de l'année 2001, la Ville, en plus d'entreprendre l'opération Solidarité 5 000 logements pour la création de logements sociaux, a mis sur pied un ensemble de mesures d'urgence. Celles-ci ont d'abord été en vigueur pour la période de pointe du 1^{er} juillet mais, depuis 2003, ont été étendues sur toute l'année par la création du Service de référence, sous la responsabilité de l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM). Jusqu'en 2007, le financement des activités du Service de référence était assumé à parts égales avec la Société d'habitation du Québec, en vertu d'un protocole d'entente concernant la gestion du *Programme d'aide aux ménages sans logis et aux municipalités connaissant une pénurie de logements locatifs*. Par le Service de référence, la Ville a développé une expertise très précieuse dans le relogement des ménages sans logis. Même si la pénurie de logements s'est globalement résorbée, notamment par la réalisation de l'opération Solidarité 5 000 logements (2002-2005), du volet social de l'Opération 15 000 logements (2006-2009) et le Plan d'action de l'habitation (2010-2013), il existe toujours une pénurie de logements abordables pour les familles et il survient toujours des situations d'urgence (tels les sinistres ou les évictions pour raisons de salubrité) où des familles montréalaises se retrouvent à la rue.

Par ailleurs, au 1^{er} janvier 2011, était renouvelé pour une période de trois ans le protocole d'entente signé avec la Société canadienne de la Croix-Rouge et l'organisme Jeunesse au soleil visant, lors d'interventions du Service de sécurité incendie de Montréal, à assurer la prestation d'aide aux personnes sinistrées. En vertu de cette entente, la Ville s'engage à maintenir en opération le Service de référence pour prendre en charge les ménages à reloger après la période initiale de 48 à 72 heures assumée par la Croix-Rouge. Or, cette activité reliée à l'aide aux sinistrés s'est considérablement accrue depuis 2008, de sorte que

la majorité des interventions du Service de référence s'adressent maintenant à cette clientèle. Ce protocole sera reconduit au 1er janvier 2014 pour une autre période de trois ans.

Les interventions du Service de référence s'avèrent donc toujours nécessaires particulièrement en regard de l'aide aux personnes sinistrées. Par conséquent, la Direction de l'habitation propose d'harmoniser la durée de l'entente avec celle entre le SIM, la Croix-Rouge et Jeunesse au Soleil et de signer une convention avec l'OMHM couvrant la période du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2016.

La convention comporte une contribution financière à l'OMHM de 331 102 \$ pour la première année, laquelle sera indexée pour les deux autres années en fonction de l'Indice des prix à la consommation (IPC) de l'année précédente établi par Statistiques Canada pour la région de Montréal. La Ville accepte également de rembourser à l'OMHM les frais d'hébergement temporaire jusqu'à concurrence de 200 000 \$ par année.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM12 1105 - décembre 2012: Approbation de l'entente avec l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM) pour la poursuite en 2013 des activités du Service de référence pour les personnes sans logis, et allocation d'un budget de 619 432 \$ comprenant 314 932 \$ de contribution à l'OMHM et 304 500 \$ pour couvrir l'hébergement temporaire et les autres mesures d'urgence;

CM11 1006 - décembre 2011: Accorder un soutien financier de 345 409 \$ à l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM) pour la poursuite des activités du Service de référence pour les personnes sans logis pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2012 / Approuver un projet de convention à cet effet (le dossier incluait également une somme de 304 500 \$ pour couvrir les dépenses liées à l'hébergement temporaire et les autres mesures d'urgence pour un budget total de 649 909 \$);

CM10 0945 - décembre 2010: Accorder un soutien financier de 343 047 \$ à l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM) pour la poursuite des activités du Service de référence pour les personnes sans logis et l'administration du Programme d'aide complémentaire aux ménages délogés des Places de l'Acadie et Henri-Bourassa pour l'année 2011 / Approuver un projet de convention à cet effet (Le dossier incluait également une somme de 348 653 \$ pour couvrir les dépenses liées à l'hébergement temporaire et les autres mesures d'urgence pour un budget total de 691 700 \$);

CM09 0988 - novembre 2009: Autoriser une modification à la convention conclue pour l'année 2009 et approuver un projet de convention pour l'année 2010 avec l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM) relativement aux divers programmes d'aide pour les personnes sans logis / Octroyer une contribution financière additionnelle de 12 000 \$ en 2009 et une contribution financière de 357 806 \$ en 2010 (Le dossier incluait également une somme de 614 065 \$ pour couvrir les dépenses liées à l'hébergement temporaire et les autres mesures d'urgence pour un budget total de 971 871\$);

CE09 1952 - novembre 2009: Mandater le SMVTP en collaboration avec le Service de sécurité incendie, l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM) et autres intervenants concernés pour élaborer une politique sur les modalités d'hébergement temporaire aux sinistrés après la période initiale de 48 à 72 heures assumée par la Croix-Rouge;

CM08 0965, novembre 2008: Approbation de l'entente avec l'OMHM pour la poursuite en 2009 des activités du Service de référence pour les personnes sans logis et allocation d'un budget de 665 319 \$ incluant l'hébergement temporaire et autres mesures d'urgence;

CG07 0507, décembre 2007: Approbation de l'entente de 3 ans (renouvelable deux fois)

entre le SIM, la Croix-Rouge et Jeunesse au Soleil inc pour la prestation de l'aide aux personnes sinistrées suite à une intervention d'urgence du Service de sécurité incendie.

DESCRIPTION

Avec une équipe restreinte, le Service de référence vient en aide à des ménages, en priorité des familles, qui se retrouvent à la rue à la suite d'un sinistre ou d'une éviction. Les ménages en difficulté y sont référés soit par la Croix-Rouge, dans le cadre du dispositif d'urgence après la période initiale de 48 à 72 heures suivant un sinistre, soit par les partenaires de l'OMHM, partenaires voyant également à soutenir le Service de référence dans ses interventions d'accompagnement. Ce réseau de répondants est principalement composé d'intervenants actifs dans le domaine de l'habitation, de certains services gouvernementaux et municipaux (santé, services sociaux, etc.) ainsi que de plusieurs organismes communautaires et humanitaires qui agissent dans les quartiers montréalais (comités logement, Jeunesse au Soleil, etc.). De plus, le Service de référence est sollicité à la suite d'évictions dans le cadre du Plan pour l'amélioration de la salubrité des logements, en appui aux arrondissements.

La convention avec l'OMHM proposée ici est de même nature que pour les années précédentes. Elle vise à soutenir financièrement l'opération en continu d'un Service de référence dont les principales fonctions sont de :

- centraliser la réception des demandes d'aide provenant des ménages sans logis ou à risque de le devenir;
- soutenir les ménages en difficulté dans leurs démarches de relogement par le biais d'un service d'accompagnement;
- offrir, au besoin, de l'hébergement temporaire dans des motels, résidences ou hôtels.

Il est proposé de renouveler la convention pour une période de trois ans plutôt qu'un an comme auparavant afin d'harmoniser sa durée avec celle entre le SIM, la Croix-Rouge et Jeunesse au Soleil inc., l'aide aux sinistrés constituant maintenant la principale intervention du Service de référence.

JUSTIFICATION

Le tableau ci-dessous permet de mesurer l'ampleur des demandes et de comparer la situation sur une même période entre l'année 2012 et l'année en cours:

Statistiques - Service de référence-comparatif 2012-2013	Au 31 août 2012	Au 31 août 2013
Nombre d'appels téléphoniques	1840	2582
Nombre de rendez-vous	173	165
Nouveaux dossiers	156	181
Nombre de ménages hébergés	101	153
Cas de sinistres	65 (42%)	89 (49%)
Cas d'insalubrité	29 (19%)	30 (17%)
Cas d'éviction	35 (22%)	27 (15%)
Autres (reprise de possession, non-renouvellement, etc)	27 (17%)	35 (19%)
Durée moyenne d'hébergement	17 jours	17 jours

Le nombre de ménages sinistrés a augmenté de façon importante en 2013 principalement en raison d'un incendie majeur survenu en début d'année. Les appels téléphoniques ont connu également une hausse (40%). Malgré cela, le nombre de rendez-vous a baissé car l'équipe arrive à offrir un service de plus en plus complet et personnalisé par la voie des échanges téléphoniques de façon à minimiser les déplacements des requérants.

L'aide au relogement a bénéficié en 2013 d'une importante couverture par les médias malgré le fait que le communiqué de presse émis par la Ville était essentiellement le même qu'en 2012. Toutefois, même si le nombre d'appels téléphoniques a été considérable peu d'entre eux concernaient les services offerts par l'Opération 1er juillet de telle sorte que le nombre de ménages suivis a été le même qu'en 2012.

Statistiques - Service de référence 1er juillet -2010 à 2012	2010 (14 juin au 9 juillet)	2011 (14 juin au 9 juillet)	2012 (11 juin au 13 juillet)	2013 (10 juin au 12 juillet)
Nombre d'appels téléphoniques	431	406	126	696
Nombre de rendez-vous	77 (56 se sont présentés)	87 (64 se sont présentés)	29 (se sont tous présentés)	21 (12 se sont présentés)
Nombre de ménages suivis	29	54	18	18

Malgré le fait que le marché locatif connaisse une légère détente en 2013 (données RMR de Montréal, printemps 2013, Société canadienne d'hypothèques et de logement), il est toujours difficile pour certains ménages, particulièrement les familles à revenu modeste en quête de grands logements de trouver un logement abordable. D'une part, mentionnons que les hausses de loyers sont plus fortes au niveau des grands logements, 5,7 % pour les logements de trois chambres à coucher comparativement à 0,8 % et 1,6 % pour les logements de une et deux chambres à coucher (hausses 2012/2013, données régionales) et d'autre part, malgré la détente observée au niveau des taux d'inoccupation, plusieurs ménages avec enfant(s) font l'objet de discrimination de la part de certains propriétaires. Ainsi, en plus de la production de logements sociaux et communautaires destinés aux familles que l'administration municipale s'est engagée à livrer dans le plan de fidélisation des familles qu'elle vient d'adopter, le Service de référence demeure toujours nécessaire pour répondre aux besoins des familles qui se retrouvent temporairement sans logis.

Pour fournir les services d'aide au relogement, l'OMHM demande un soutien financier de 331 102 \$ pour chacune des trois prochaines années pour payer les ressources humaines et matérielles requises. De plus, la convention prévoit le remboursement des frais d'hébergement temporaire sur présentation de factures jusqu'à concurrence de 200 000 \$.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les dépenses pour les activités du Service de référence ont connu une diminution au cours des dernières années. Les coûts réels par année en moyenne sont passés de 759 543 \$ pour la période de 2008 à 2010 à 532 436 \$ pour la période de 2011 à 2013 (budget estimé en 2013 de 600 000 \$).

Pour 2014, le budget municipal nécessaire comprend les deux éléments suivants :

1) Une contribution financière à l'OMHM de 331 102 \$ se détaillant comme suit:

- 281 827 \$ (incluant toutes taxes applicables) pour opérer le Service de référence (personnel et frais administratifs) ;
- 49 275 \$ (incluant toutes taxes applicables) pour mettre en place des mesures durant la période du 1^{er} juillet 2014 (personnel et frais administratifs).

L'entente prévoit une indexation en 2015 et 2016 en fonction de l'indice des prix à la consommation (IPC) de l'année précédente.

2) Un montant prévisionnel de 200 000 \$ pour rembourser l'OMHM des frais d'hébergement d'urgence temporaire des ménages sans logis ou sinistrés ou reliés aux évacuations pour cause d'insalubrité.

Le budget municipal demandé en 2014 est donc de 531 102 \$ soit une diminution de 14% par rapport à l'an passé (619 432 \$). Le budget 2014 de la Direction de l'habitation prévoit déjà ces dépenses. Ce budget est évidemment conditionnel à l'approbation de celui-ci par les instances municipales.

Pour 2015 et 2016, le montant prévisionnel pour le remboursement des frais d'hébergement d'urgence demeure à 200 000 \$ mais la contribution financière de 331 102 \$ sera indexée en fonction de l'Indice des prix à la consommation (IPC) de l'année précédente établi par Statistiques Canada pour la région de Montréal.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Venir en aide aux ménages sans logis ou sinistrés est un geste de solidarité qui vise une meilleure qualité de vie.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le renouvellement du contrat du Service de référence permettra à la Ville de continuer à offrir pendant les trois prochaines années des services d'urgence à des ménages démunis ou sinistrés. Les différents partenaires sociaux de la Ville voient très positivement ces services, jugeant que la Ville s'acquitte bien ainsi de ses responsabilités à l'égard de ses clientèles plus vulnérables.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ce dossier ne comporte présentement aucun enjeu de communication, tel que convenu avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Signature de la convention.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme aux orientations de l'Administration en matière d'aide aux sans logis.
Conforme aux encadrements de la Direction des Affaires juridiques et de l'évaluation foncière quant à la forme et au fonds de la convention.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Pierre LACOSTE)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des affaires civiles (Denis DUROCHER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-Claude GIRARD
Conseiller en analyse et contrôle de gestion

ENDOSSÉ PAR

Christian CHAMPAGNE
Chef de division

Date d'endos. : 2013-09-25

Dossier # :1130498002



Dossier # : 1133482003

Unité administrative responsable : Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction des stratégies et transactions immobilières , Division Gestion immobilière , Section Gestion immobilière - Corporatif

Niveau décisionnel proposé : Conseil municipal

Projet : -

Objet : Accorder un contrat à Procova Inc., pour le réaménagement du magasin et de salles du personnel au complexe sportif Claude-Robillard (0095) - Dépense totale de 845 066,25 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 5673 - 11 soumissionnaires.

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 845 066,25 \$, taxes incluses, pour le réaménagement du magasin et de salles du personnel au complexe sportif Claude-Robillard, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;
2. d'accorder à Procova Inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 777 460,95 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 5673;
3. d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la Ville centre.

Signé par Michel NADEAU **Le** 2013-11-13 10:27

Signataire : Michel NADEAU

Directeur
Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction des
stratégies et transactions immobilières

IDENTIFICATION

Dossier # :1133482003

Unité administrative responsable :	Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction des stratégies et transactions immobilières , Division Gestion immobilière , Section Gestion immobilière - Corporatif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Procova Inc., pour le réaménagement du magasin et de salles du personnel au complexe sportif Claude-Robillard (0095) - Dépense totale de 845 066,25 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 5673 - 11 soumissionnaires.

CONTENU

CONTEXTE

Le complexe sportif Claude-Robillard, situé au 1000 avenue Émile-Journault, fut inauguré en 1975 pour les jeux olympiques. Il comporte une superficie de plancher totale de 48 000 m² répartis sur trois étages et deux sous-sols.

L'évolution des besoins du complexe sportif rend nécessaire présentement plusieurs travaux d'aménagement de façon à mieux desservir la clientèle.

Les plans et devis ont été réalisés à l'externe par les firmes Riopel + associés architectes et Nacev consultants inc.

Le marché a été sollicité via un appel d'offres public dans le journal La Presse et dans le système électronique d'appel d'offres (SÉAO) du 9 août au 28 août 2013, soit pendant 18 jours francs. La validité des soumissions est de 120 jours de calendrier. Cinq addenda ont été émis (voir tableau).

Addenda	Date	Description / Impact
1	07 août 2013	Précision au cahier des instructions aux soumissionnaires
2	15 août 2013	Modification électrique
3	19 août 2013	Réémission du plan mécanique M-102
4	20 août 2103	Modification électrique, système de contrôle sécuritaire
5	21 août 2013	Modification d'ordre architectural et du cahier des charges

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM13 0133 - 26 février 2013 Modifier le Programme triennal d'immobilisations 2013-2015 de la Ville (CM12 0767-1) en y ajoutant un montant supplémentaire de 42 001 000 \$ pour l'amélioration des équipements dans les parcs, des installations aquatiques et des immeubles à usage aquatique et sportif relevant des services centraux et des arrondissements.

CE06 2179 - 13 déc. 2006 Accorder 3 contrats de services professionnels (Riopel et associés, architectes : 290 000 \$, Nacev consultants inc. :150 000 \$, SNC-Lavalin inc. : 60 000 \$) pour la mise en oeuvre des divers projets du programme de maintien du complexe sportif Claude-Robillard.

DESCRIPTION

À la suite de l'appel d'offres public, le présent dossier vise à octroyer un contrat à Procova Inc. pour exécuter les travaux d'aménagement du magasin et de salles du personnel au complexe sportif Claude-Robillard. Les travaux faisant l'objet du présent contrat comprennent le réaménagement des magasins, des salle du personnel et des locaux connexes incluant toutes les démolitions et dégarnissages requis. Les travaux contingents requis équivalent à 15 %. Le montant total de la dépense est de 845 066,25 \$.

Un montant pour incidences a été réservé pour l'achat de casiers, tables de cuisine et autre mobilier premier.

JUSTIFICATION

Il y a eu 16 preneurs de cahiers de charges, dont l'association patronale des entreprises en construction; 11 (69 %) ont remis une soumission et 5 (31 %) n'ont pas déposé de soumission.

Les entrepreneurs Hubert Blanchette Inc., Nicomat Construction Inc. et Malo-Lacombe Constructions n'ont pas déposé de soumission parce qu'ils n'avaient pas de disponibilité dans leur calendrier.

L'entrepreneur Rénovacoeur n'a pas déposé de soumission parce que le projet est de trop grosse envergure.

Sur les onze soumissions reçues, neuf ont été admises comme étant conformes et deux ont été jugées non conformes pour les raisons suivantes :

Les Construction Valdi-Tech Ltée n'a pas fourni les formulaires 1 et 2 de la Ville soit, cautionnement de soumission 120 jours et lettre d'engagement 120 jours. Aussi les montants sont non ventilés tel que prescrit au bordereau détaillé des travaux, pages 4 à 6.

Anjalec construction inc. n'a fourni aucune ventilation des coûts fournie aux pages 4 à 6 du bordereau détaillé des travaux au formulaire de soumission.

Soumissions conformes	Prix	Contingences de construction	Total
Procova Inc.	676 053,00 \$	101 407,95 \$	777 460,95 \$
Deroc construction Inc.	701 922,38 \$	105 288,36 \$	807 210,74 \$
Le Groupe St-Lambert	702 179,92 \$	105 326,99 \$	807 506,91 \$
Ardec Construction Inc.	715 144,50 \$	107 271,67 \$	822 416,17 \$
AFCOR Construction Inc.	725 564,68 \$	108 834,70 \$	834 399,38 \$
Construction Genfor Ltée	732 390,75 \$	109 858,61 \$	842 249,36 \$
Cosoltec inc.	739 181,43 \$	110 877,21 \$	850 058,65 \$

Norgéreq Ltée	777 130 43 \$	116 569,57 \$	893 700,00 \$
Groupe VIG Inc.	786 000,00 \$	117 900,00 \$	903 900,00 \$
Estimation du professionnel (réalisée à l'externe)	748 550,34 \$	112 282,55 \$	860 832,89 \$
Coût moyen des soumissions conformes reçues (total du coût des soumissions conformes reçues / nombre de soumissions)			837 655,80 \$
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) (coût moyen des soumissions conformes - la plus basse) / la plus basse x 100			7,74 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (\$) (la plus haute conforme - la plus basse conforme)			126 439,05 \$
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) (la plus haute conforme - la plus basse conforme) / la plus basse x 100			16,26 %
Écart entre l'estimation des professionnels et la plus basse conforme (\$) (la plus basse conforme - estimation)			- 83 371,94 \$
Écart entre l'estimation des professionnels et la plus basse conforme (%) (la plus basse conforme - estimation) / estimation x 100			-9,68 %
Écart entre la plus basse et la deuxième plus basse (\$) (la deuxième plus basse - la plus basse)			29 749,79 \$
Écart entre la plus basse et la deuxième plus basse (%) (la deuxième plus basse - la plus basse) / la plus basse x 100			3 08 %

La dernière estimation réalisée était de 860 832,89 \$, soit un peu moins de 10 % supérieur à la plus basse soumission conforme et se situe donc dans la marge d'erreur acceptable de l'estimation initiale.

Les contingences sont de 15 % (101 407,95 \$) et serviront à couvrir des imprévus qui pourraient survenir en cours de chantier, principalement lors de la démolition de plusieurs murs existants.

L'analyse de la conformité des soumissions a été réalisée par les professionnels externes. La plus basse soumission est conforme.

Il est donc recommandé d'octroyer le contrat à Procova Inc.

Par ailleurs, l'adjudicataire recommandé ne figure pas sur la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec et au registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA). L'entreprise n'est pas inscrite sur la liste des personnes non admissibles en vertu de la Politique de gestion contractuelle.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale à autoriser est de 845 066,25 \$. Ce montant comprend le prix forfaitaire de 676 053,00 \$ (taxes incluses), un montant pour travaux contingents de 101 407,95 \$ (15 %) et un budget d'incidences de 67 605,30 \$ (5 %).
(Voir tableau des coûts en pièces jointes).

Les budgets requis pour ces travaux sont réservés au PTI 2013-2015 et PTI 2014-2016 de la DSTI. L'ensemble de la dépense sera assumée par la Ville centre.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La directive de gestion des déchets de construction de la Ville de Montréal sera appliquée.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les travaux visés par le présent dossier n'auront aucun impact sur les opérations quotidiennes et les activités prévues au calendrier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La Direction des sports et de l'activité physique s'assurera de la communication de l'échéancier des travaux aux usagers.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat au CM : 25 novembre 2013

Période des travaux : décembre 2013 à mai 2014

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le présent projet a suivi le processus normal d'appel d'offres public.
Les clauses particulières en prévention de la collusion et de la fraude ont été incluses au cahier de charge.

Le dossier respecte la politique de gestion contractuelle et les encadrements suivants :
Encadrement : Contingences, incidences et déboursés dans les contrats;
Encadrement : Confidentialité des estimations des contrats.
Encadrement : Politique d'approvisionnement de la Ville de Montréal.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Qualité de vie , Direction des sports et de l'activité physique (Réal TRAVERS)

Avis favorable avec commentaires :
Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Dominique BALLO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Bernard GRENIER
Gestionnaire immobilier

ENDOSSÉ PAR

Carlos MANZONI
Chef de division

Date d'endos. : 2013-10-24

Dossier # :1133482003

**Dossier # : 1134822067**

Unité administrative responsable :	Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des infrastructures , Division conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	Programme de réfection routière (PRR)
Objet :	Accorder un contrat à Demix Construction, une division de Holcim (Canada) inc., pour la reconstruction de la chaussée mixte, de trottoirs, de bordures, d'îlots, travaux d'éclairage et de signalisation lumineuse, là où requis, dans le boulevard Henri-Bourassa (côté nord), entre la bretelle de l'Autoroute 40 et la 40e Avenue. (P.R.R. 2013 – Réseau artériel). Arrondissement: Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles. Dépense totale de 2 109 421,52 \$ (contrat: 1 706 021,52 \$ + incidences: 403 400,00), taxes incluses. Appel d'offres public 282401 - 2 soumissionnaires

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 2 109 421,52 \$, taxes incluses, pour la reconstruction de la chaussée mixte, de trottoirs, de bordures, d'îlots, travaux d'éclairage et de signalisation lumineuse, là où requis, dans le boulevard Henri-Bourassa (côté nord), entre la bretelle de l'Autoroute 40 et la 40e Avenue (P.R.R. 2013 – Réseau artériel) dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;
2. d'accorder à Demix Construction, une division de Holcim (Canada) inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 706 021,52 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 282401 ;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signataire :

Chantal AYLWIN

Directrice infrastructures
Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des infrastructures

IDENTIFICATION **Dossier # :1134822067**

Unité administrative responsable :	Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des infrastructures , Division conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	Programme de réfection routière (PRR)
Objet :	Accorder un contrat à Demix Construction, une division de Holcim (Canada) inc., pour la reconstruction de la chaussée mixte, de trottoirs, de bordures, d'îlots, travaux d'éclairage et de signalisation lumineuse, là où requis, dans le boulevard Henri-Bourassa (côté nord), entre la bretelle de l'Autoroute 40 et la 40e Avenue. (P.R.R. 2013 – Réseau artériel). Arrondissement: Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles. Dépense totale de 2 109 421,52 \$ (contrat: 1 706 021,52 \$ + incidences: 403 400,00), taxes incluses. Appel d'offres public 282401 - 2 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

La Direction des infrastructures poursuit – via son *Programme de réfection du réseau routier artériel* – sa mission de planifier les activités de réhabilitation sur le réseau routier, et ce, aux fins d'en préserver le niveau de service établi tout au long du cycle de vie des différents actifs.

Les investissements alloués à la protection du réseau routier artériel témoignent de l'engagement de la Ville de Montréal à améliorer tant le confort et la sécurité des usagers de la route, la qualité de vie des citoyens, que l'efficacité des déplacements des personnes et des marchandises contribuant ainsi au développement et à la croissance de Montréal. Ces investissements viennent donc atténuer la problématique de la dégradation des infrastructures routières et permettent d'améliorer l'état global des chaussées par l'application des meilleures techniques d'intervention en fonction de l'état de la chaussée et des contraintes de circulation.

Les étapes faisant l'objet du présent dossier sont les suivantes :

	Coûts	Date de début	Date de fin
Étape faisant l'objet du présent dossier : Reconstruction de la chaussée mixte, de trottoirs, de bordures, d'îlots, travaux d'éclairage et de signalisation lumineuse, là où requis, dans le boulevard Henri-Bourassa (côté nord), entre la bretelle de l'Autoroute	2 109 421,52 \$	Mai 2014	Août 2014

40 et la 40e Avenue. (P.R.R. 2013 – Réseau artériel). Arrondissement: Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles			
--	--	--	--

Dans le cadre de ces travaux, des feux de circulation, des fûts, des potences et des accessoires de signalisation seront fournis par la Ville pour une valeur de 22 000,00 \$. En effet, tel que stipulé dans le dossier d'ententes-cadres 1133041001, les achats seront effectués sur demande au fur et à mesure des besoins des requérants. La marchandise est tenue en réserve au Centre de distribution Louvain. Des travaux préalables de bases et conduits pour des feux de circulation pour un montant de 45 000,00 \$ imputé dans le sous-projet 1359002-033 doivent être réalisés par la commission des services électriques de Montréal (CSEM). Chaque bon de commande devra faire l'objet d'une appropriation de crédits par la Direction des transports

En vertu de la loi 76, l'appel d'offres a été publié du 5 août au 4 septembre 2013. La soumission est valide pendant les cent vingt (120) jours qui suivent sa date d'ouverture.

L'appel d'offres a été publié dans le journal Le Devoir et sur le site électronique d'appel d'offres SEAO. La durée de publication a été de 29 jours, ce qui est conforme au délai minimal requis par la Loi sur les cités et villes.

Deux (2) addendas furent émis afin d'aviser l'ensemble des preneurs du cahier des charges de modifications faites aux documents d'appel d'offres:

- Addenda no 1 émis le 23 août 2013: Report de la date d'ouverture, du 28 août au 4 septembre 2013;
- Addenda no 2 émis le 26 août 2013: Modifications à la formule de soumission et au devis technique spécifique - Voirie.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM13 0870 - Le 16 septembre 2013 - Adopter le programme triennal d'immobilisation 2014 -2016 du conseil municipal (1132662002);

CG13 0117 - 25 avril 2013 - Conclure avec chacune des firmes suivantes Power Lite Industrie Inc (1 388 162,16\$), Électroméga Ltée (2 869 725,59\$), Tacel Ltée (1 451 087,98 \$), Métal Pôle-Lite Inc (419 405,81\$), Pro Ballast Inc (6 478,85\$) et Les Ventes Techniques Trelec enr (548 430,75\$), une entente-cadre d'une durée de 24 mois, pour la fourniture de feux de circulation, fûts, potences et accessoires de signalisation, suite à l'appel d'offres public # 12-12548 (9 soum.) (Montant total estimé des ententes 6 683 291,14\$) (Dossier 1133041001).

CE11 2141 - 21 décembre 2011 - Autoriser le lancement des appels d'offres requis pour la réalisation en 2012 du programme de réfection routière du réseau artériel (1112088005);

CE11 0317 - 16 mars 2011 - Approuver la programmation 2011 du programme de réfection routière du réseau artériel et autoriser le lancement des appels d'offres requis à la réalisation de cette programmation (1100266012).

DESCRIPTION

Les travaux de ce contrat consistent en la reconstruction de la chaussée mixte, de trottoirs, de bordures, d'îlots, travaux d'éclairage et de signalisation lumineuse, là où requis, dans le

boulevard Henri-Bourassa (côté nord), entre la bretelle de l'Autoroute 40 et la 40e Avenue (P.R.R. 2013 – Réseau artériel)

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 169 383,06 \$ (taxes incluses), soit une moyenne pondérée de 11% du coût des travaux tel qu'inscrit au bordereau de soumission. En effet, le pourcentage des contingences est de 10% pour les sous-projets # 1355845080 et 1355845081 et de 15% pour les sous-projets # 1358002031, 1359002108 et 1359009019 en raison des risques inhérents reliés aux travaux d'installation de câblage dans les réseaux de conduits souterrains.

Les dépenses incidentes peuvent comprendre des dépenses en matière d'utilités publiques, de communication et de gestion des impacts, de marquage et signalisation, ainsi que les frais de laboratoire pour le contrôle qualitatif des matériaux et pour la gestion des sols contaminés. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document «Incidences et ristourne» en pièce jointe.

Le processus d'appel d'offres public # 282401 s'est déroulé du 5 août au 4 septembre 2013. Sur treize (13) preneurs de cahier des charges, trois (3) firmes ont déposé une soumission et dix (10) n'en ont pas déposées; soit une proportion respective de 23 % et 77 %. En ce qui concerne les motifs de désistement, sept (7) firmes (70 %) sont connues comme sous-traitants, une (1) firme (10 %) a indiqué qu'elle manquait de temps pour soumissionner et deux (2) fournisseurs (20 %) n'ont pas motivé leur désistement à soumissionner.

JUSTIFICATION

La Direction des infrastructures a programmé ce projet via son *Programme de réfection du réseau routier artériel* et les fonds nécessaires seront prélevés au budget corporatif PTI 2014, année où nous procéderons à l'exécution des travaux.

Le tableau des résultats de soumission suivant résume la liste des soumissionnaires et prix soumis, les écarts de prix entre les soumissions reçues et l'écart entre l'estimation des professionnels et le montant de l'octroi :

RÉSULTATS DE SOUMISSION	<i>(taxes incluses)</i>		
	PRIX	CONTINGENCES	TOTAL
FIRMES SOUMISSIONNAIRES CONFORMES *			
1 Demix Construction, une division de Holcim (Canada) inc. (Licence RBQ # 8230-9766-48) (Attestation Revenu Québec délivrée le 12 novembre 2013)	1 536 638,46 \$	169 383,06 \$	1 706 021,52 \$
2 Les Constructions et Pavage Jeskar inc.**	2 358 212,63 \$	257 376,07 \$	2 615 588,70 \$
Estimation des professionnels internes	1 866 340,54 \$	177 384,05 \$	2 043 724,59 \$
Coût moyen des soumissions reçues		(\$)	2 160 805,11 \$
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme		(%)	26,7%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme		(\$) (%)	909 567,18 \$ 53,3%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation		(\$) (%)	-337 703,07 \$ -16,5%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse		(\$) (%)	909 567,18 \$ 53,3%

* Les prix de soumission furent vérifiés pour l'ensemble des soumissions reçues. Cependant, seuls les documents fournis avec les 3 plus basses soumissions furent

vérifiés (cautionnement, lettre d'engagement, licence de la Régie du bâtiment, attestation de Revenu Québec, certificat d'attestation et déclaration relative aux conflits d'intérêt).

**** Les soumissionnaires demeurent dans l'attente de l'obtention de l'attestation de l'autorité des marchés financiers à conclure des contrats publics**

L'estimation des professionnels de la Division de l'économie de la construction (DEC) est établie à partir des documents d'appel d'offres, pendant la période d'appel d'offres, et selon les prix des matériaux, des taux d'équipements et de la main d'oeuvre réels du marché actuel. L'écart entre la plus basse soumission conforme et la dernière estimation, soit celle des professionnels de la DEC, est de -337 703,07 \$ (-16,5%). L'explication de cet écart, le cas échéant, se retrouve dans l'intervention de la Division de l'économie de la construction.

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres assujéti à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publique (Loi 1) conformément au décret # 800-2013 adopté le 10 juillet 2013. L'adjudicataire recommandé, Demix Construction, une division de Holcim (Canada) inc., détient une attestation de l'Autorité des marchés financiers, laquelle est en vigueur depuis le 28 mai 2013. Une copie de cette attestation se trouve en pièce jointe au dossier.

La firme soumissionnaire Construction DJL inc. a été déclarée non conforme suite au retrait de sa demande d'attestation auprès de l'AMF. Cette firme s'était classée en tant que deuxième soumissionnaire lors de l'ouverture des soumissions (1 814 936,73\$).

Les validations requises à l'effet que l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec ont été faites. Une attestation valide délivrée par Revenu Québec fut déposée avec sa soumission, laquelle sera validée au moment de l'octroi du contrat.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total du contrat à octroyer est de 2 109 421,52 \$ (taxes incluses) incluant un montant de 1 536 638,46 \$ (taxes incluses) pour les travaux, 169 383,06 \$ (taxes incluses) pour les contingences et 403 400,00 pour couvrir les dépenses incidentes. Cette dépense est entièrement assumée par la Ville centrale et représente un coût net de 2 017 687,60 \$ lorsque diminuée de la ristourne fédérale.

Le détail des informations budgétaires et comptables se retrouve dans les interventions de la Fonction Finances du Service des finances.

Cette dépense est répartie de la façon suivante au PTI 2014-2016 du Service des Infrastructures, du transport et de l'environnement:

- 94,41 % est prévu au budget triennal de la Direction des infrastructures;
- 5,59 % est prévu au budget triennal de la Direction des transports.

Le sommaire de la répartition des coûts est présenté en pièce jointe au dossier.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 2 janvier 2014, soit la date d'échéance du cautionnement de soumission, le plus bas soumissionnaire conforme ainsi que tous les autres soumissionnaires pourraient alors retirer leur soumission. Il faudrait donc procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les frais associés.

L'impact sur la circulation est décrit dans la pièce jointe intitulée «Principes de gestion de la circulation». L'exécution des travaux du présent contrat sera planifiée en collaboration avec l'arrondissement Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été approuvée par la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES:

Octroi du contrat : Suite à l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées

Début des travaux : Mai 2014

Fin des travaux : Août 2014

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Les clauses particulières en prévention de la collusion et de la fraude sont incluses aux clauses administratives particulières de l'appel d'offres.

Ce dossier respecte les encadrements suivants:

- Politique d'approvisionnement;
- Politique de gestion contractuelle;
- Confidentialité des estimations dans les contrats;
- Contingences, incidences et déboursés dans les contrats.

L'adjudicataire est le plus bas soumissionnaire conforme soit:

Demix Construction, une division de Holcim (Canada) inc.

28, rue Saulnier

Laval (Québec) H7M 1S8

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :

Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des infrastructures (Renu MATHEW)

Avis favorable avec commentaires :

Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des transports (Marc-André C CARON)

Avis favorable avec commentaires :

Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Thi Xuan Mai NHAN)

Avis favorable avec commentaires :

Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des transports (Stéfan GALOPIN)

Avis favorable :

Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles , Direction des travaux publics (Bernard DONATO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Djamel CHABANE
Ingenieur(e)

ENDOSSÉ PAR

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Date d'endos. : 2013-10-29

Dossier # :1134822067



Dossier # : 1130660021

Unité administrative responsable :	Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction des stratégies et transactions immobilières , Division Gestion immobilière , Section Gestion immobilière - Corporatif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la firme Solotech inc. pour effectuer les travaux de remplacement du tableau d'affichage et autres travaux connexes aux piscines du Complexe sportif Claude- Robillard (95) , pour une somme maximale de 520 067,57 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 5653 - 2 soumissionnaires.

Il est recommandé :

1. d'accorder à Solotech inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour effectuer les travaux de remplacement du tableau d'affichage et autres travaux connexes aux piscines du Complexe sportif Claude-Robillard, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 520 067,57 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 5653;
2. d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la Ville centre.

Signé par Michel NADEAU **Le** 2013-11-19 11:08

Signataire :

Michel NADEAU

Directeur
Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction des
stratégies et transactions immobilières

IDENTIFICATION

Dossier # :1130660021

Unité administrative responsable :	Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction des stratégies et transactions immobilières , Division Gestion immobilière , Section Gestion immobilière - Corporatif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la firme Solotech inc. pour effectuer les travaux de remplacement du tableau d'affichage et autres travaux connexes aux piscines du Complexe sportif Claude-Robillard (95) , pour une somme maximale de 520 067,57 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 5653 - 2 soumissionnaires.

CONTENU

CONTEXTE

Le Complexe sportif Claude-Robillard (CSCR), inauguré pour les jeux olympiques de 1976, comporte une superficie de plancher de quelque 48 000 m² répartis sur trois étages et deux sous-sols.

Le tableau indicateur des piscines du complexe sportif date de 1997, année où le CSCR a été l'hôte des Jeux du Québec. En plus d'être désuet, il est rendu à la fin de sa durée de vie utile (qui est d'une dizaine d'années pour ce type d'équipement électronique).

Après 17 ans, la technologie dans le domaine de l'affichage sportif a beaucoup évolué. Alors qu'à l'époque, seulement des données alpha numériques pouvaient être affichées, aujourd'hui les écrans sont l'équivalent de téléviseurs à écran plat de grandes dimensions pouvant afficher autant des informations sous n'importe quel format désiré que des vidéos de reprise ou des images en direct. Un tel écran est requis parce que l'élite en sports aquatiques s'entraîne à la piscine du complexe sportif et parce que des compétitions d'envergure locale, provinciale et nationale s'y déroulent régulièrement.

Pour les mêmes raisons, certains travaux connexes seront effectués en même temps : notamment, le remplacement des principaux plots de départ du bassin de natation pour respecter les normes des fédérations internationales.

Autant le tableau d'affichage que les plots de départ n'avaient pas été remplacés lors de la réfection générale des piscines du CSCR en 2008.

L'appel d'offres public 5653, publié dans la Presse le 5 août 2013, a offert aux soumissionnaires un délai de 22 jours de calendrier afin d'obtenir les documents nécessaires sur SÉAO, faire une demande pour visiter le bâtiment et déposer leur soumission. Un addendum a été émis le 15 août 2013. Il précisait la peinture d'apprêt requise pour la structure d'acier qui supportera le nouveau tableau indicateur. Les soumissions sont valides pour une période de 120 jours à compter de la date de l'ouverture.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM13 0133 - 26 février 2013 Modifier le Programme triennal d'immobilisations 2013-2015 de la Ville (CM12 0767-1) en y ajoutant un montant supplémentaire de 42 001 000 \$ pour l'amélioration des équipements dans les parcs, des installations aquatiques et des immeubles à usage aquatique et sportif relevant des services centraux et des arrondissements.

CM08 0316 - le 28 avril 2008 Octroyer un contrat à Construction Cogela inc. pour l'exécution des travaux de réfection générale des piscines du Complexe sportif Claude-Robillard.

CE06 2179 - le 13 déc. 2006 Accorder trois contrats aux firmes ci-après désignées, pour rendre les services professionnels relatifs à divers projets reliés au Complexe sportif Claude-Robillard :

- Riopel et associés, architectes (architecture), pour une somme maximale de 290 000 \$, taxes incluses.
- Nacev consultants inc. (mécanique et en électricité), pour une somme maximale de 150 000 \$, taxes incluses.
- SNC-Lavalin inc. (génie civil et structure), pour une somme maximale de 60 000 \$, taxes incluses.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise l'octroi d'un contrat à la firme Solotech inc. pour effectuer le remplacement du tableau d'affichage et autres travaux connexes aux piscines du CSCR. Ce contrat inclut tous les travaux requis par ce projet de réfection tels que :

- L'enlèvement et la disposition du tableau d'affichage existant;
- La fabrication et installation de la structure supportant le tableau;
- La fourniture et l'installation du tableau;
- Le filage et les branchements;
- L'ordinateur et le logiciel pour l'opérer;
- Le remplacement de vingt plots de départ.

Un budget pour travaux contingents de 10 % a été prévu dans la soumission.

JUSTIFICATION

Sept entreprises se sont procurées les documents au cours de la période d'appel d'offres :

1. Aquam Spécialiste Aquatique;
2. Centaur Products;
3. Daktronics Canada Inc.;
4. Développement Atrium Inc.;
5. Les Installations Électriques Pichette Inc.;
6. Procova Inc.;
7. Solotech Inc.

Deux soumissions ont été reçues au moment de l'ouverture le 26 août 2013 à l'hôtel de ville de Montréal. La principale raison invoquée par les autres preneurs de documents pour ne pas avoir déposé de soumission est que l'envergure du projet ne les intéressait pas.

Les deux soumissions déposées sont :

Firmes soumissionnaires	Prix de base	Contingences	Total
Solotech Inc.	472 788,70 \$	47 278,87 \$	520 067,57 \$
Procova Inc.	556 479,00 \$	55 647,90 \$	612 126,90 \$
Dernière estimation externe réalisée	355 024,40 \$	35 502,44 \$	390 526,84 \$
Coût moyen des soumissions conformes			566 097,20 \$
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			8,9 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (\$)			92 059,27 \$
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%)			17,7 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (\$)			129 540,73 \$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)			33,2 %

Les montants de la soumission et de l'estimation comprennent les taxes applicables en vigueur pour 2013.

L'écart de 33,2 % de la plus basse soumission par rapport à l'estimation des professionnels est expliqué par l'Architecte dans une lettre en pièces jointes. Somme toute, le dépassement des coûts résulte en bonne partie d'une sous-estimation des coûts de la structures d'acier (9 % du dépassement), des travaux électriques (9 %) , du remplacement des grilles des murs de tête de la piscine (8 %) et, en grande partie, du tableau indicateur lui-même (62 %).

Pour ces raisons, l'Architecte estime qu'il serait peu probable d'obtenir une soumission plus basse si la Direction des stratégies et des transactions immobilières (DSTI) repartait en appel d'offres pour ce projet. La DSTI partage ce point de vue.

L'analyse des soumissions par l'Architecte démontre que Solotech inc. est le plus bas soumissionnaire conforme. L'Architecte recommande en conséquence d'octroyer le contrat à cette firme (voir sa recommandation et le tableau d'analyse présenté en pièces jointes).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant brut de la dépense à autoriser est de 520 067,57 \$, avant la ristourne de taxes. Cela correspond à un montant total net à emprunter de 497 451,02 \$ (voir le calcul des coûts en pièces jointes). Les décaissements seront faits à 100 % en 2014. Le budget pour travaux contingents est de 10 % (47 278,87 \$ taxes incluses). Ce pourcentage est suffisant étant donné qu'une grande proportion des coûts est réservée à l'achat d'équipements tels que le tableau afficheur pour lequel il ne peut pas y avoir d'imprévu. Aucun budget d'incidence n'est requis.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ces travaux respecteront la Politique de développement durable de la Ville de Montréal pour ses édifices notamment en ce qui concerne la gestion des déchets.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Tel que planifié avec l'administration du CSCR, les travaux seront effectués hors des heures d'ouverture de la piscine à une période où il n'y aura pas de compétition. En ce sens, les activités de la piscine seront peu affectées par ces travaux qui, sur place, ne dureront environ que deux semaines.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'administration du CSCR se fait toujours un devoir de tenir informés ses partenaires et de les consulter pour déterminer la période la plus propice pour effectuer les travaux. Lors de l'exécution des travaux, des panneaux de chantiers seront installés par l'entrepreneur.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi de contrat à la séance du CM de décembre 2013;
Délai de commande des équipements de 8 à 12 semaines;
Travaux à être réalisés à la fin de l'hiver 2014.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le présent projet a suivi le processus normal d'appel d'offres public et d'octroi de contrat au plus bas soumissionnaire conforme.
Les documents d'appel d'offres du projet incluait les politiques de gestion contractuelle et d'approvisionnement ainsi que les clauses de prévention de la fraude et de la collusion.

Ce contrat respecte la politique de gestion contractuelle et les encadrements suivants :
- Encadrement C-OG-DG-D-12-010 Contingences, incidences et déboursés dans les contrats
- Encadrement C-OG-DG-D-12-005 Confidentialité des estimations des contrats

La firme Solotech inc. n'est pas inscrite au RENA et n'a pas de restriction imposée sur sa licence de la RBQ. Par ailleurs, elle n'est pas inscrite sur la liste des personnes déclarées non conformes en vertu de la politique de gestion contractuelle. La firme est située au 5200, rue Hochelaga, Montréal Qc H1V 1G3.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Dominique BALLO)

Avis favorable avec commentaires :
Qualité de vie , Direction des sports et de l'activité physique (Réal TRAVERS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Patrice POULIN
Gestionnaire immobilier

ENDOSSÉ PAR

Carlos MANZONI
Chef de division

Date d'endos. : 2013-11-01

Dossier # :1130660021



Dossier # : 1136075005

Unité administrative responsable :	Technologies de l'information , Direction , Division Réalisation de projets TI
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Stantec Consulting Ltd. (Stantec) pour la fourniture de services techniques et professionnels requis pour la personnalisation, la mise en place et la formation de l'équipe projet sur l'application « module planification stratégique » (MPS) de gestion des données de structures routières pour une somme maximale de 194 042,16\$ taxes incluses / Approuver le projet de convention à cette fin.

Il est recommandé :

1. d'approuver, conformément aux dispositions de la loi, un projet de convention de gré à gré par lequel Stantec Consulting Ltd. (Stantec) s'engage à fournir à la Ville les services techniques et professionnels requis pour la personnalisation, la mise en place et la formation de l'application Module de Planification Stratégique de gestion des données de structures routières, pour une somme maximale de 194 042,16\$, taxes incluses, conformément à son offre de service en date du 23 septembre 2013 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;
2. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Michel ARCHAMBAULT **Le** 2013-10-30 13:06

Signataire :

Michel ARCHAMBAULT

Directeur
Technologies de l'information , Direction

IDENTIFICATION **Dossier # :1136075005**

Unité administrative responsable :	Technologies de l'information , Direction , Division Réalisation de projets TI
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Stantec Consulting Ltd. (Stantec) pour la fourniture de services techniques et professionnels requis pour la personnalisation, la mise en place et la formation de l'équipe projet sur l'application « module planification stratégique » (MPS) de gestion des données de structures routières pour une somme maximale de 194 042,16\$ taxes incluses / Approuver le projet de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

Au cours des vingt (20) dernières années, la Ville de Montréal a investi des montants importants pour les travaux de réfection des ponts et tunnels sous sa juridiction et situés sur son territoire. L'augmentation de la sollicitation et l'état de détérioration des structures découlant de l'accroissement de la circulation exigent des investissements supplémentaires considérables. Devant ce défi, il devient important de bien cibler les efforts et de mettre en place un plan directeur d'intervention. Ceci ne pourrait se faire en l'absence d'outils de gestion de qualité. La Division ponts et tunnels (DPT), une unité du Service des infrastructures, du transport et de l'environnement (SITE), a la responsabilité de quelques six cents (600) ouvrages. Afin d'assurer le maintien et la sécurité de ces derniers, la DPT souhaite inventorier et décrire en détail chaque ouvrage, procéder à des inspections et établir des scénarios d'intervention.

Par l'entremise d'une entente signée en 2011, la DPT a obtenu du Ministère des transports du Québec (MTQ) le droit d'utiliser, sans frais d'acquisition, une application spécialisée de gestion des structures (GSQ-6026), développée par le MTQ au coût de 4 500 000\$.

L'entente entre la Ville et le MTQ répond à l'observation faite par le vérificateur général qui, dans son rapport annuel de 2010, écrivait :

«Nous recommandons à la Direction des transports de poursuivre des représentations pour l'implantation d'un nouveau système de gestion des données, incluant une fonction d'aide à la prise de décision, selon un échéancier déterminé, afin que les données historiques des inspections soient accessibles pour réaliser les analyses de divers scénarios qui permettraient d'optimiser la planification des interventions sur les structure. »

Un projet qui consiste à implanter la solution du MTQ, à la DPT de la Ville de Montréal et à y apporter les personnalisations nécessaires, a été démarré au printemps 2013. Ce projet vise l'implantation des modules suivants :

A- Module Inventaire/Inspections (MII)

o Constituer et gérer l'inventaire des ouvrages en recueillant des informations détaillées sur chaque structure (géométrie, composantes, responsabilité administrative, etc.);

o Enregistrer et conserver les résultats des inspections effectuées sur chaque élément des structures (état de détérioration, comportement, etc.).

B- Module Planification stratégique (MPS)

o Effectuer des analyses, produire des scénarios d'intervention qui prennent en considération les courbes de dégradation des matériaux ainsi que des scénarios d'optimisation des interventions (attendre/réparer/reconstruire).

Stantec Consulting Ltd est la détentrice du code source et de la propriété intellectuelle du MPS. Afin de réaliser le projet il est nécessaire d'octroyer un contrat de services à cette firme, au montant de 194 042,16\$ toutes taxes incluses. Par ce contrat de services, Stantec effectuera les travaux liés à l'implantation de l'application soit la personnalisation, la configuration et la formation.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE13 1583 - 2 octobre 2013: Autoriser un virement budgétaire de 760 000 \$ en provenance du Service des infrastructures, du transport et de l'environnement vers le Service des technologies de l'information (STI) pour la réalisation du projet Système de gestion des structures routières (ponts et tunnels).

DESCRIPTION

Le contrat prévoit l'implantation du module planification stratégique (MPS) au sein de la DPT de la Ville de Montréal. Concrètement, les activités incluses dans ce contrat sont :

1. Formation de l'équipe projet par le fournisseur ;
2. Développement et ajustements de l'application et des rapports pour rencontrer les besoins spécifiques de la DPT ;
3. Révision du calcul des indices de détérioration des structures afin d'uniformiser les pratiques de la Ville avec celles du MTQ ;
4. Support au projet d'implantation, rencontres de planification et de suivi ;
5. Documentation de l'application et de son fonctionnement.

JUSTIFICATION

La Ville bénéficie gratuitement du droit d'utiliser, de développer et de modifier le Module Inventaire/Inspection (MII) conçu par le MTQ, suite à une entente entre la Ville et le MTQ. Cette entente permet aussi à la Ville d'utiliser le MPS conçu et développé par la firme Stantec. Cependant Stantec demeure propriétaire du logiciel ainsi que du code source. De plus, aucune autre compagnie n'est autorisée à distribuer le produit, ni à en faire la configuration. Le MPS est présentement la seule application disponible qui réponde aux besoins de la DPT, à la recommandation du vérificateur général, et qui fonctionne avec le MII qui sera utilisé par cette division. Pour ces raisons, il serait important d'accorder un contrat à la firme Stantec afin de pouvoir procéder à la réalisation du projet.

La solution alternative de développer une application semblable à la Ville n'a pas été retenue car les coûts seraient beaucoup plus élevés, le temps d'implantation serait plus long et la Ville ne bénéficierait pas d'un système permettant à la DPT de comparer ses performances avec celles du MTQ quant à l'état des structures. De plus, il n'y aurait aucune

possibilité de bénéficier de mises à jour communes au MTQ et à la Ville, ce qui augmenterait les coûts de maintenance de l'application.

	% escompte	2013	2014	2015
Prix avant escompte				
- Spécialiste en gestion des structures		270\$/hr	275\$/hr	285\$/hr
- Spécialiste en développement MPS		200\$/hr	204\$/hr	210\$/hr
- Développeur MPS		125\$/hr	128\$/hr	130\$/hr
Escompte				
- Spécialiste en gestion des structures	4%	260\$/hr	265\$/hr	271\$/hr
- Spécialiste en développement MPS	2%	196\$/hr	200\$/hr	205\$/hr
- Développeur MPS	7%	116\$/hr	118\$/hr	121\$/hr
Comparaison avec autres organismes publics (MTQ) TAUX 2012				
- Spécialiste en gestion des structures	233\$/hr			
- Spécialiste en développement MPS	178\$/hr			
- Développeur MPS	135\$/hr			

Explications additionnelles: la différence entre les taux accordés au MTQ (taux 2012) et ceux accordés à la Ville (taux 2013) se justifie par le fait que le MTQ a accordé un contrat de quelques millions de dollars à la firme Stantec en 2002 pour le développement du module planification stratégique et que par la suite, Stantec a offert en 2012 des tarifs alignés avec l'entente de 2002, mais qui ne reflètent pas nécessairement les taux appliqués aux nouveaux contrats (taux de Stantec de 2013 sont supérieurs aux taux de la firme en 2002 même une fois l'inflation appliquée).

L'offre de services pour la personnalisation, la mise en place et la formation de l'équipe projet sur l'application MPS a été transmise par Stantec Ltd. qui est le fournisseur unique de ces services. Dans un contexte de fournisseur unique, cette offre équivaut à l'estimation exigée par l'Article 477.4 de la Loi sur les cités et les villes.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense au montant de 194 042,16\$ toutes taxes comprises pour la mise en route (personnalisations, configuration et formation) du MPS est prévue au PTI 2013-2015 du Service des technologies de l'information (STI), division Réalisation des projets au projet 70060 – Système de gestion des structures routières. Les sommes sont également disponibles au PTI 2014-2016 du Service des technologies de l'information. Cette dépense est entièrement assumée par la ville centrale.

La dépense est répartie comme suit:

	2013	2014	2015	Ult.	Total
Montants nets planification budgétaire	2 026.85 \$	159 737.55 \$	23 839.16 \$	0 \$	185 603.56 \$
Montants avec taxes	2 119\$	169 383.23 \$	22 539.93 \$	0 \$	194 042.16 \$

Répartition détaillée:

	2013	2014	2015	Ult.	Total
Services professionnels	2 119 \$	63 847.91 \$	1 802.23 \$	0 \$	67 769.14 \$
Services techniques	0 \$	105 535.32 \$	20 737.70 \$	0 \$	126 273.02 \$

Les fonds nécessaires au paiement des coûts récurrents liés à l'utilisation du MPS proviendront du budget de fonctionnement de la DPT. Ces coûts sont évalués à 15 000\$ par année pour 75 heures de services professionnels (formation, développement, support).

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où le contrat ne pourrait pas être octroyé à la firme Stantec, le projet dans son ensemble sera compromis puisque le simple fait de répertorier les structures dans un système, sans pouvoir analyser les données ne procurera pas les bénéfices estimés. De plus, sans le MPS, la DPT ne pourrait pas se conformer à la recommandation du vérificateur général.

Le report de la décision engendrerait des délais dans la création d'un plan directeur d'intervention optimisé, entraînant ainsi un retard dans la réalisation des bénéfices financiers attendus qui sont évalués à un million de dollars (1 000 000\$) par année dès 2015.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat à la firme Stantec inc.: au plus tard en décembre 2013
Début de la réalisation, implantation du MPS: Janvier 2014

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le présent dossier respecte les encadrements suivants:

- Politique de gestion contractuelle ;
- Politique d'approvisionnement ;
- Encadrement «Confidentialité des estimations des contrats» (Directive C-OG-DG -D-12-005).

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable :

Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des infrastructures (Marc SARRAZIN)

Avis favorable avec commentaires :

Technologies de l'information , Direction (Luminita MIHAI)

Avis favorable avec commentaires :

Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Brigitte LALIBERTÉ)

Avis favorable avec commentaires :

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie CHICOINE
Conseillère gestion de système

ENDOSSÉ PAR

Alain TONTHAT
C/d réalisation des projets ti

Date d'endos. : 2013-09-24

Dossier # :1136075005



Dossier # : 1135322002

Unité administrative responsable :	Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des transports , Division des grands projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	Plan de transport
Objet :	Octroyer, conformément à la loi, un contrat de services professionnels de gré à gré à Hydro-Québec (HQ), pour la réalisation de l'étude technique préliminaire relative aux besoins électriques du projet intégré du SRB Pie-IX et au déplacement d'une partie d'une ligne électrique souterraine, pour une somme maximale de 168 506,90 \$, taxes incluses / Approuver un projet d'engagement à cette fin

Il est recommandé :

1. d'approuver, conformément aux dispositions de la loi, un projet d'engagement de gré à gré par lequel Hydro Québec (HQ) s'engage à réaliser l'étude technique relative au réaménagement de son réseau électrique dans le cadre du projet intégré du SRB Pie-IX, pour une somme maximale de 168 506.90 \$, taxes incluses, selon les termes et conditions stipulés au projet d'engagement;
2. d'autoriser le directeur des transports à signer le projet d'engagement client de la préparation du rapport d'évaluation préliminaire pour et au nom de la Ville;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2013-11-27 10:11

Signataire : Claude CARETTE

Directeur des transports
Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des transports

IDENTIFICATION

Dossier # :1135322002

Unité administrative responsable :	Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des transports , Division des grands projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	Plan de transport
Objet :	Octroyer, conformément à la loi, un contrat de services professionnels de gré à gré à Hydro-Québec (HQ), pour la réalisation de l'étude technique préliminaire relative aux besoins électriques du projet intégré du SRB Pie-IX et au déplacement d'une partie d'une ligne électrique souterraine, pour une somme maximale de 168 506,90 \$, taxes incluses / Approuver un projet d'engagement à cette fin

CONTENU

CONTEXTE

Le projet intégré du système rapide par bus (SRB) Pie-IX est un projet de reconstruction et de requalification du boulevard Pie-IX, entre la rue de Charleroi au nord et la rue Notre-Dame au sud. Ce projet d'une longueur de 9,8 km, traverse l'île de Montréal et s'étend sur quatre arrondissements, soit, du nord au sud : Montréal-Nord, Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension, Rosemont - La Petite-Patrie et Mercier-Hochelaga-Maisonneuve.

Ce projet intégré du SRB-Pie-IX inclut trois volets. Le volet transport collectif, comprend la mise en place des voies réservées bidirectionnelles permanentes au centre du boulevard Pie-IX et la construction de 18 stations du SRB. Le volet infrastructures municipales comprend la mise à niveau des conduites d'aqueduc et d'égout, par reconstruction ou réhabilitation, ainsi que la reconstruction de l'ensemble de la voirie (fondation, chaussée, trottoirs et terre-plein). Le volet aménagement prévoit, selon les tronçons, l'élargissement des trottoirs ou la création d'un large terre-plein central et l'ajout de 500 arbres, afin d'améliorer les conditions de marche et la qualité de vie des riverains. Compte tenu de l'ampleur des travaux, le projet occasionnera des conflits avec les réseaux techniques urbains (RTU), tel que le réseau d'Hydro-Québec (HQ).

Des modifications du réseau d'HQ seront requises. D'une part, pour assurer l'alimentation électrique des futures stations du SRB Pie-IX. D'autre part, pour le déplacement d'une portion de la ligne de distribution qui passe dans les massifs de la Commission des services électriques de Montréal (CSEM), qui seront à relocaliser, en raison des modifications géométriques occasionnées par le projet, au fond du trottoir ouest du boulevard Pie-IX, entre la rue J.-B.-Martineau et la 47^e Rue et entre la 42^e Rue et la rue d'Hérelle. À cet effet, le présent sommaire vise à octroyer un mandat d'étude technique préliminaire à Hydro-Québec (HQ) pour toutes ces modifications.

Voici l'ordonnancement des travaux et des études du projet intégré du SRB Pie-IX, dans lequel s'inscrit le présent dossier.

Étapes terminées :	Coût pour la Ville de	Date de début	Date de fin
---------------------------	------------------------------	----------------------	--------------------

	Montréal (taxes incluses)		
- Avant-projet préliminaire (APP)	-	Décembre 2009	Septembre 2010
- Étude d'intégration urbaine du projet	-	Juin 2011	Novembre 2011
- Avant-projet définitif (APD)	340 000 \$	Juin 2012	Juin 2013

Étape faisant l'objet du présent dossier :	Coût (taxes incluses)	Date de début prévue	Date de fin prévue
- Étude technique préliminaire d'HQ	168 506,90 \$	fin 2013	Printemps 2014

Étapes à venir :	Date de début prévue	Date de fin prévue
- Études complémentaires à l'APD	2013	2014
- Acquisitions des terrains et des servitudes	2014	2015
- Plans et devis du projet intégré du SRB Pie-IX	2014	2015
- Travaux préalables d'HQ / CSEM	2015	2016
- Travaux du projet intégré du SRB Pie-IX	2016	À valider

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM13 0060 - 29 janvier 2013 - Règlement autorisant un emprunt de 33 400 000 \$ pour le financement de travaux municipaux connexes à l'implantation d'un système rapide par bus.

CE12 1683 - 10 octobre 2012 - Autoriser un virement budgétaire de 540 000 \$, en provenance du projet 39710 - Complexe Turcot vers le projet 75007 - SRB Pie-IX, pour préparer l'avant-projet définitif (APD) des travaux municipaux liés à la mise en place du SRB Pie-IX.

CG12 0104 - 19 avril 2012 - Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les firmes Solmatech inc., et Les Services exp inc., afin de réaliser des études de caractérisation environnementale et de suivi environnemental lors des travaux d'excavation des sols dans les chaussées qui seront réalisés par les services corporatifs ou les arrondissements.

CE10 1130 - 7 juillet 2010 - Autoriser une dépense de 133 802,72 \$, dans le cadre de l'entente-cadre avec la firme Tecsuit (CG08 0420), pour l'analyse de scénarios d'intégration urbaine du projet du SRB Pie-IX.

CG09 0069 - 2 avril 2009 - Retenir les services professionnels des firmes suivantes pour une somme totale de 6 000 000 \$: Consortium Desseau/Genipur (2 500 000 \$), Consortium CIMA+ (2 000 000 \$) et Consortium Roche/SM (1 500 000 \$) pour le programme de réfection et de développement d'infrastructures, d'aqueducs secondaires ou principal, d'égout collecteur et de bassin de rétention incluant les travaux correctifs de voirie sur le territoire de l'agglomération de Montréal.

CE06 1273 - 16 août 2006 - Donner un accord de principe sur le choix du concept de voies bidirectionnelles au centre en site propre pour autobus sur le boulevard Pie-IX. Demander à l'Agence métropolitaine de transport d'entreprendre les démarches pour le financement et la réalisation du projet.

DESCRIPTION

Afin de respecter les échéanciers du projet intégré du SRB-Pie-IX et de poursuivre les étapes subséquentes, HQ devra procéder, à la fin 2013, à l'étude préliminaire pour identifier les modifications requises de son réseau et estimer les coûts à $\pm 30\%$ des travaux associés. HQ est propriétaire de son réseau électrique et elle est la seule à pouvoir y apporter des modifications. Ce faisant, elle doit être considérée comme un fournisseur unique. Pour cette raison, le contrat sera octroyé de gré à gré avec un mode de rémunération des professionnels à taux horaire.

JUSTIFICATION

La réseau électrique d'HQ devra subir des modifications afin de répondre aux besoins et aux exigences du projet intégré du SRB Pie-IX. De plus, il est important qu'HQ entame l'étude citée en vue de respecter les échéanciers du projet et de poursuivre les étapes subséquentes, notamment, la réalisation des plans et devis prévus au printemps 2014.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

HQ a fourni une estimation des coûts de l'étude requise (voir pièce jointe):

- l'étude technique préliminaire au coût de 153 188,09 \$, taxes incluses

Puisque HQ facturera à la Ville de Montréal les coûts réels après l'étude, il est proposé d'ajouter une réserve de 10 %, pour des activités que nous ne pouvons prévoir pour le moment, soit 15 318,81 \$, taxes incluses.

Le coût total estimé du contrat est 168 506,90 \$. À cette étape, la Ville payera la somme estimée selon le contrat préparé par HQ. Une fois l'étude terminée, cette dernière transmettra à la Ville une facture avec les coûts réels détaillés des activités réalisées. Au final, la Ville sera facturée selon les coûts réels.

Pour donner suite à ce dossier, le budget requis est prévu au PTI 2013-2015 du Service des infrastructures, des transports, et de l'environnement du projet intégré du SRB-Pie-IX (75007). Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale. Les détails des informations financières se retrouvent dans l'intervention de la Fonction finance.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'étude technique préliminaire d'HQ est préalable à certaines activités du projet intégré du SRB Pie-IX . Tout retard dans la réalisation de cette étude aura un impact sur l'échéancier des activités subséquentes requises.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

L'étude technique préliminaire d'HQ : fin 2013
Les plans et devis du projet intégré Pie-IX : printemps 2014

Les travaux préalables d'HQ : 2015
Les travaux du projet intégré : 2016

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le présent dossier respecte la Politique de gestion contractuelle, la Politique d'approvisionnement et l'encadrement « Contingences, incidences et déboursés dans les contrats».

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Odette NTAKARUTIMANA)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des affaires civiles (Michel S SIMARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Radhia DJELLAL
Ingénieure

ENDOSSÉ PAR

Alain TRUDEAU
Chef de division

Date d'endos. : 2013-11-13

Dossier # :1135322002



Dossier # : 1134501007

Unité administrative responsable :	Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction des stratégies et transactions immobilières , Division Évaluation et transactions immobilières , Section Transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville cède, sans considération monétaire, à Groupe Paradoxe et à Les habitations Paradoxe, tous les droits, titres et intérêts qu'elle peut détenir dans la ruelle localisée à l'intérieur des limites de la propriété située au 5959, boul. Monk, dans l'arrondissement du Sud- Ouest / Fermer et retirer du domaine public le lot 1 243 077 du cadastre du Québec, composant l'ancienne ruelle. N/Réf. : 31H12 -005-6765-03

Il est recommandé :

1. de fermer et de retirer du domaine public le lot 1 243 077 du cadastre du Québec;
2. d'approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal cède, sans considération monétaire, à Groupe Paradoxe et Les habitations Paradoxe, tous les droits titres et intérêts qu'elle peut détenir dans le lot 1 243 077 du cadastre du Québec, localisé à l'intérieur des limites de la propriété connue comme étant l'église et le presbytère Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours, située au 5959, boulevard Monk, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, le tout selon les termes et conditions stipulés au projet d'acte.

Signé par Gaétan LEFEBVRE **Le** 2013-11-08 13:41

Signataire :

Gaétan LEFEBVRE

Chef de division
Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction des
stratégies et transactions immobilières

IDENTIFICATION

Dossier # :1134501007

Unité administrative responsable :	Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction des stratégies et transactions immobilières , Division Évaluation et transactions immobilières , Section Transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville cède, sans considération monétaire, à Groupe Paradoxe et à Les habitations Paradoxe, tous les droits, titres et intérêts qu'elle peut détenir dans la ruelle localisée à l'intérieur des limites de la propriété située au 5959, boul. Monk, dans l'arrondissement du Sud-Ouest / Fermer et retirer du domaine public le lot 1 243 077 du cadastre du Québec, composant l'ancienne ruelle. N/Réf. : 31H12-005-6765-03

CONTENU

CONTEXTE

Les mandataires des associations personnifiées connues sous les noms de Groupe Paradoxe et Les habitations Paradoxe (Paradoxe) ont fait une requête à la Ville afin de parfaire leurs titres de propriété sur le lot 1 243 077 du cadastre du Québec, tel qu'illustré sur les plans ci-joints, où il a été soulevé un vice dans la chaîne de titres de ces associations. Une opinion juridique a donc été demandée au Service des affaires juridiques et de l'évaluation foncière (SAJEF) pour vérifier les droits que la Ville possède dans le lot 1 243 077 du cadastre du Québec et pour connaître le véhicule approprié pour clarifier la chaîne, le cas échéant. Il a été constaté lors de l'examen des titres que selon l'index des immeubles du lot 1 243 077 du cadastre du Québec que Groupe Paradoxe et Les habitations Paradoxe sont inscrits à titre de propriétaires aux termes des actes suivants :

- Vente par le Fonds d'entraide de l'Archevêque pour les paroisses de l'archidiocèse de Montréal à Groupe Paradoxe publiée sous le numéro 19 882 640;
- Vente de droits indivis (soit 38,5 %) par Groupe Paradoxe à Les habitations Paradoxe publiée sous le numéro 19 908 777;
- Convention d'indivision entre Groupe Paradoxe et Les habitations Paradoxe publiée sous le numéro 19 912 840, conférant à Les habitations Paradoxe l'usage et la jouissance exclusive de la partie de l'immeuble composée du bâtiment, étant le presbytère, et du terrain représenté par les lots 1 243 077 et 1 243 040 du cadastre du Québec.

Toutefois, cet examen a également révélé que les titres sont viciés puisque la Ville a publié contre le lot 3912-105 du cadastre de la municipalité de la Paroisse de Montréal (aujourd'hui intégré dans les lots 1 243 077 et 1 243 078 du cadastre du Québec), en vertu

de l'article 36 de son ancienne Charte, deux avis sous les numéros 3 135 195 et 3 331 625. Ces avis confèrent à la Ville un droit de propriété dès l'accomplissement des formalités prévues à cet article. L'article 36 de son ancienne Charte correspond aux articles actuels 191 et 192 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal. Ainsi, la Ville est devenue propriétaire de ces lots par l'application de l'article 36 de l'ancienne Charte et en est demeurée propriétaire malgré les ventes subséquentes faites sans son intervention. Ces différentes ventes sont donc sans droit.

Ceci étant, l'avis aurait dû être publié uniquement sur une partie du lot 3912-105 du cadastre de la municipalité de la Paroisse de Montréal qui représente aujourd'hui le lot 1 243 078 du cadastre du Québec et non sur la totalité qui englobe aujourd'hui le lot 1 243 077 du cadastre du Québec, il est donc justifié de faire le correctif sur le lot 1 243 077 du cadastre du Québec pour bonifier le titre de propriété de Paradoxe.

Quant au lot 1 243 078 du cadastre du Québec, celui-ci est bien propriété de la Ville, inscrit au registre du domaine public, ruelle ouverte et aménagée.

Le présent sommaire décisionnel a pour but de parfaire le titre des propriétaires inscrits à l'index aux immeubles, en leur cédant tous les droits, titres et intérêts de la Ville dans le lot 1 243 077 et en retirant ledit lot du domaine public.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas

DESCRIPTION

Le présent sommaire a pour but de présenter aux autorités municipales, pour approbation, le projet d'acte par lequel la Ville de Montréal cède, sans considération monétaire, à Groupe Paradoxe et Les habitations Paradoxe, tous les droits titres et intérêts qu'elle peut détenir dans le lot 1 243 077 du cadastre du Québec, localisé à l'intérieur des limites de la propriété connue comme étant l'église et le presbytère Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours, située au 5959, boulevard Monk, dans l'arrondissement du Sud-Ouest et de retirer du domaine public le lot 1 243 077 du cadastre du Québec.

JUSTIFICATION

Afin de régulariser cette situation et d'éviter tout questionnement ultérieur quant aux titres de propriété de Groupe Paradoxe et Les habitations Paradoxe, il y a lieu de procéder à la fermeture et au retrait du domaine public du lot 1 243 077 du cadastre du Québec et de céder tous les droits, titres et intérêts que la Ville détient ou pourrait détenir dans cet emplacement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La cession est faite sans considération monétaire. Aucun impact sur le budget de fonctionnement de la Direction stratégies et transactions immobilières.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

À défaut, par les autorités municipales, de rendre une décision favorable, il faudra demander la démolition d'une partie du bâtiment, le mur sud-est du presbytère étant

construit sur la ruelle, sinon le titre de propriété restera entaché d'un vice puisque le domaine public étant inaliénable, toute vente, sans son retrait est nulle de nullité absolue.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune action de communication n'est requise.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ne s'applique pas

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le présent sommaire décisionnel est conforme aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs, notamment à la Politique de gestion contractuelle.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :

Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des infrastructures (Sylvie BLAIS)

Avis favorable avec commentaires :

Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction des stratégies et transactions immobilières (Dominique BALLO)

Avis favorable :

Sécurité incendie de Montréal , Direction Gestion Stratégique_ressources humaines_financières et matérielles (Stéphane ROBITAILLE)

Avis favorable avec commentaires :

Le Sud-Ouest , Direction des travaux publics (Sébastien LÉVESQUE)

Document(s) juridique(s) visé(s) :

Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des affaires civiles (Patrick FLUET)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catherine LEFORT
Chargée de soutien technique en immobilier

ENDOSSÉ PAR

Sylvie DESJARDINS
Chef de division

Date d'endos. : 2013-07-05

Dossier # :1134501007



Dossier # : 1134551004

Unité administrative responsable :	Eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau , Division Réhabilitation et auscultation des réseaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder 3 contrats de services professionnels à Veolia ES Canada Services Industriels inc., d'une durée approximative de trois (3) ans, pour effectuer le récurage et l'inspection télévisée par caméra conventionnelle (CCTV) de conduites et de regards d'égout du réseau secondaire de la Ville de Montréal : le premier pour une somme maximale de 7 937 179,55 \$, le deuxième pour une somme maximale de 2 929 287,63 \$ et le troisième pour une somme maximale de 2 337 532,58 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 13-12814 - 3 soumissionnaires pour chacun des contrats / Approuver les projets de convention à cette fin

Il est recommandé :

1. d'approuver les 3 projets de convention, d'une durée approximative de trois ans, par lesquels Veolia ES Canada Services Industriels inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour effectuer le récurage et l'inspection télévisée par caméra conventionnelle (CCTV) des conduites et des regards d'égout du réseau secondaire de la Ville de Montréal conformément aux documents de l'appel d'offres public 13-12814 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;

Contrat 1 7 937 179,55 \$

Contrat 2 2 929 287,63 \$

Contrat 3 2 337 532,58 \$

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Chantal MORISSETTE **Le** 2013-12-05 14:11

Signataire :

Chantal MORISSETTE

Directrice principale - Service de l'eau
Eau , Direction

IDENTIFICATION

Dossier # :1134551004

Unité administrative responsable :	Eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau , Division Réhabilitation et auscultation des réseaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder 3 contrats de services professionnels à Veolia ES Canada Services Industriels inc., d'une durée approximative de trois (3) ans, pour effectuer le récurage et l'inspection télévisée par caméra conventionnelle (CCTV) de conduites et de regards d'égout du réseau secondaire de la Ville de Montréal : le premier pour une somme maximale de 7 937 179,55 \$, le deuxième pour une somme maximale de 2 929 287,63 \$ et le troisième pour une somme maximale de 2 337 532,58 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 13-12814 - 3 soumissionnaires pour chacun des contrats / Approuver les projets de convention à cette fin

CONTENU

CONTEXTE

Les inspections par CCTV permettent d'obtenir un diagnostic fiable sur l'état des conduites d'égout pour que la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (DGSRE) puisse identifier rapidement les conduites problématiques et mettre en place les étapes menant à la planification de son PTI. Les inspections CCTV permettent également de choisir et d'optimiser le type d'intervention final (réhabilitation ou reconstruction). Enfin, les informations obtenues permettent à l'équipe technique de la DGSRE d'informer les services centraux, notamment la Direction des transports et les arrondissements de l'état des infrastructures souterraines dans le cadre de la réalisation du Programme de réfection routière (PRR) ou de programme de développement.

Dans le cadre de la réfection des infrastructures du territoire, la DGSRE propose d'octroyer trois contrats sur une base pluriannuelle (2014-2016) pour effectuer le récurage et l'inspection télévisée de conduites et de regards d'égout par caméra conventionnelle (CCTV) sur le réseau secondaire de la Ville de Montréal.

Un appel d'offres public a été publié par la Direction de l'approvisionnement dans le Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) le 15 avril 2013. L'annonce a également été publiée dans le quotidien La Presse.

Ce dossier décisionnel concerne les 3 contrats.

Un premier addenda a été émis le 17 avril 2013 pour la raison suivante :

- Ajouter le bordereau de prix

Un deuxième addenda a été émis le 23 avril 2013 pour les raisons suivantes :

- Retirer l'article 3 des clauses administratives particulières car l'article 1.2 « Portée des travaux » à l'intérieur de la section 5 « Devis technique » traite déjà de la méthode d'adjudication.
- Modifier la liste des tronçons à récurer et à inspecter par rue pour l'année 1 du contrat 1 à l'arrondissement Sud-Ouest;
- Modifier la liste des tronçons à récurer et à inspecter par rue pour le contrat 1 (Unités Centre et Est) et ajouter des plans au contrat 3 (unité Sud);
- Remplacer la page sommaire pour les contrats 1, 2 et 3;
- Questions/réponses.

Un troisième addenda a été émis le 29 avril 2013 pour les raisons suivantes :

- Reporter la date d'ouverture des soumissions au 8 mai 2013;
- Fournir le no. du décret : 414-2013 (17 avril 2013);
- Questions/réponses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM13 0566 - 17 juin 2013 - Autoriser une dépense additionnelle de 1,8 M\$, taxes incluses /Approuver les avenants modifiant les conventions intervenues entre la Ville et Aquaréhab eaux usées inc. et la Ville et Véolia ES Canada Services Industriels - Augmenter le montant des contrats de 20 % soit de 6,3 M\$ à 7,56 M\$ taxes incluses pour Aquaréhab et de 2,7 M\$ à 3,24 M\$ taxes incluses pour Véolia afin d'effectuer le récurage et l'inspection télévisée par caméra conventionnelle (CCTV) des conduites et des regards du réseau secondaire de la Ville de Montréal.

CM11 0480 - 23 juin 2011 - Accorder deux contrats de services professionnels d'une durée approximative de trois (3) ans, le premier à Aquaréhab Eaux Usées inc. pour une somme maximale de 6 300 000 \$, taxes incluses, et le deuxième à Veolia ES Canada Services Industriels inc. pour une somme maximale de 2 700 000 \$, taxes incluses, pour effectuer le récurage et l'inspection télévisée par caméra conventionnelle (CCTV) des conduites et des regards d'égout du réseau secondaire de la Ville de Montréal. Appel d'offres publics 11-11529 - (3 soumissionnaires pour le contrat 1 et 2 soumissionnaires pour le contrat 2) / Approuver deux projets de convention à cette fin.

CE11 0095 - 26 janvier 2011 - Autoriser le lancement d'un appel d'offres public pour la rétention de services professionnels relatifs à l'octroi de deux (2) contrats, d'une durée de trois (3) ans, pour effectuer le récurage et l'inspection télévisée des conduites et des regards d'égout du réseau secondaire par caméra conventionnelle (CCTV) sur le territoire de la Ville de Montréal.

DESCRIPTION

Les résultats du plan d'intervention de la Ville de Montréal pour les infrastructures d'aqueduc et d'égout identifient un besoin d'investissements majeurs dans les réseaux d'égout. L'envergure des travaux qui doivent être réalisés au cours des prochaines années requiert l'engagement d'entreprises spécialisées dans l'inspection par caméra conventionnelle (CCTV) des conduites et des regards d'égout.

Le présent dossier vise à octroyer trois (3) contrats d'une durée approximative de trois ans pour effectuer le récurage et l'inspection de conduites sur le réseau d'égout secondaire de la Ville de Montréal. Le récurage des conduites est préalable aux inspections pour, d'une part, redonner aux conduites leur capacité hydraulique et, d'autre part, permettre d'effectuer les opérations d'inspections par caméras dans de bonnes conditions, sans entraves. Ce contrat

est à taux unitaire au mètre linéaire qui diffère selon le diamètre des conduites. Ce taux unitaire inclut le récurage, l'inspection par caméra, l'analyse des résultats et la production de rapports.

L'appel d'offres a été séparé en 3 contrats distincts pour les raisons suivantes :

- Les quantités d'inspection et de nettoyage ont été augmentées de 30 % par rapport aux travaux en cours qui sont répartis en 2 contrats;
- La séparation géographique est plus simple;
- L'ajout d'un contrat de plus petite envergure permet d'ouvrir le marché aux entrepreneurs qui ont une moins grande capacité de réalisation.

Les tronçons de conduites qui sont inspectés et nettoyés mesurent en général entre 60 et 150 mètres. Les contrats en cours totalisent environ 400 kilomètres d'inspection et de nettoyage sur 3 années. Les 3 contrats, dont font l'objet de la présente demande, visent environ 600 kilomètres d'inspection et de nettoyage sur 3 années. Les demandes d'inspection arrivent à la suite des demandes de projets ou d'analyses de conduites d'égout par les unités de gestion de la DGSRE. Les documents d'appel d'offres ne comprennent pas de listes d'identification de tronçons à ausculter puisque la stratégie d'auscultation qui est en cours de réévaluation ne le permet pas. Une fois cette stratégie en place de manière définitive, il sera possible de produire des listes d'auscultation planifiées.

JUSTIFICATION

Le contrat 1

Les trois firmes qui ont répondu à l'appel d'offres public lancé pour le contrat 1 sont :

- Veolia ES Canada Services Industriels inc.;
- National Vacuum;
- Aquaréhab Eaux Usées inc.

Le contrat 2

Les deux firmes qui ont répondu à l'appel d'offres public lancé pour le contrat 2 sont :

- Veolia ES Canada Services Industriels inc.;
- Aquaréhab Eaux Usées inc.
- Cima+

Le contrat 3

Les deux firmes qui ont répondu à l'appel d'offres public lancé pour le contrat 3 sont :

- Veolia ES Canada Services Industriels inc.
- Aquaréhab Eaux Usées inc.
- Cima+

Résultats du Contrat 1:

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix de base	Autre (préciser)	Total
-----------------------	--------------	-------------	--------------	------------------	-------

Veolia ES Canada Services Industriels inc.	84.75	0,1698	7 937 179,55 \$	7 937 179,55 \$
National Vacuum	80.38	0,1693	7 699 915,99 \$	7 699 915,99 \$
Aquaréháb Eaux Usées inc.	81.75	0,1534	8 587 280,39 \$	8 587 280,39 \$
Dernière estimation réalisée			8 400 217,22 \$	8 400 217,22 \$
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (\$) (l'adjudicataire - estimation)				(463 037,67) \$
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) ((l'adjudicataire - estimation) / estimation) x 100				(5,51) %
Écart entre la 2 ^{ème} meilleure note finale et l'adjudicataire (\$) (2 ^{ème} meilleure note finale - adjudicataire)				(237 263,56) \$
Écart entre la 2 ^{ème} meilleure note finale et l'adjudicataire (%) ((2 ^{ème} meilleure note finale - adjudicataire) / adjudicataire) x 100				(2,99) %

En vertu des conditions et des critères de sélection préétablis dans les documents d'appel d'offres, la firme Veolia ES Canada Services Industriels inc. ayant obtenu le pointage le plus élevé pour le contrat 1 a été sélectionnée (voir le détail dans l'intervention de la Direction de l'approvisionnement).

L'estimation détaillée a été produite par la DGSRE sur la base des coûts unitaires obtenus dans le contrat CCTV 2011-2013. Les données du contrat précédent ont été utilisées comme référence pour préparer l'estimation.

Comme l'écart entre l'estimation détaillée et le coût de l'adjudicataire demeure très favorable à la Ville de Montréal (5,51 %), il est recommandé d'octroyer ce contrat de services professionnels à la firme Veolia ES Canada Services Industriels inc. pour un montant maximal de 7 937 179,55 \$, taxes incluses. Ce contrat prendra effet à l'émission de l'ordre de débiter les travaux par la Ville de Montréal.

Résultats du Contrat 2:

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix de base	Autre (préciser)	Total
Veolia ES Canada Services Industriels Inc.	85,13	0,46	2 929 287,63 \$		2 929 287,63 \$
Aquaréháb Eaux Usées inc.	82,25	0,42	3 166 189,02 \$		3 166 189,02 \$
Dernière estimation réalisée			2 996 932,60 \$		2 996 932,60 \$
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (\$) (l'adjudicataire - estimation)					(67 644,97) \$
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) ((l'adjudicataire - estimation) / estimation) x 100					(2,26) %
Écart entre la 2 ^{ème} meilleure note finale et l'adjudicataire (\$) (2 ^{ème} meilleure note finale - adjudicataire)					236 901,39 \$
					8,09 %

$\frac{\text{Écart entre la 2}^{\text{ème}} \text{ meilleure note finale et l'adjudicataire (\%)}}{((2^{\text{ème}} \text{ meilleure note finale} - \text{adjudicataire}) / \text{adjudicataire}) \times 100}$
--

La firme Cima+ a été disqualifiée parce qu'elle n'a pas soumis de demande préliminaire à l'Autorité des marchés financiers comme exigé au devis.

En vertu des conditions et des critères de sélection préétablis dans les documents d'appel d'offres, la firme Veolia ES Canada Services Industriels inc. ayant obtenu le pointage le plus élevé pour le contrat 2 a été sélectionnée (voir le détail dans l'intervention de la Direction de l'approvisionnement).

L'estimation détaillée a été produite par la DGSRE sur la base des coûts unitaires obtenus dans le contrat CCTV 2011-2013. Les données du contrat précédent ont été utilisées comme référence pour préparer l'estimation.

Comme l'écart entre l'estimation détaillée et le coût de l'adjudicataire demeure favorable à la Ville de Montréal (2,31 %), il est recommandé d'octroyer ce contrat de services professionnels à la firme Veolia ES Canada Services Industriels inc. pour un montant maximal de 2 929 287,63 \$, taxes incluses. Ce contrat prendra effet à l'émission de l'ordre de débiter les travaux par la Ville de Montréal.

Résultats du Contrat 3:

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix de base	Autre (préciser)	Total
Veolia ES Canada Services Industriels Inc.	84,88	5,77	2 337 532,58 \$		2 337 532,58 \$
Aquaréhab Eaux Usées inc.	82,00	5,75	2 294 057,20 \$		2 294 057,20 \$
Dernière estimation réalisée			2 101 438,32 \$		2 101 438,32 \$
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (\$) (l'adjudicataire - estimation)					236 094,26 \$
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) ((l'adjudicataire - estimation) / estimation) x 100					11,23 %
Écart entre la 2 ^{ème} meilleure note finale et l'adjudicataire (\$) (2 ^{ème} meilleure note finale - adjudicataire)					(43 475,38) \$
Écart entre la 2 ^{ème} meilleure note finale et l'adjudicataire (%) ((2 ^{ème} meilleure note finale - adjudicataire) / adjudicataire) x 100					(1,86) %

La firme Cima+ a été disqualifiée parce qu'elle n'a pas soumis de demande préliminaire à l'Autorité des marchés financiers comme exigé au devis.

En vertu des conditions et des critères de sélection préétablis dans les documents d'appel d'offres, la firme Veolia ES Canada Services Industriels inc. ayant obtenu le pointage le plus élevé pour le contrat 3 a été sélectionnée (voir le détail dans l'intervention de la Direction de l'approvisionnement).

L'estimation détaillée a été produite par la DGSRE sur la base des coûts unitaires obtenus dans le contrat CCTV 2011-2013. Les données du contrat précédent ont été utilisées comme référence pour préparer l'estimation.

L'écart entre l'estimation détaillée et le coût de l'adjudicataire est de 11,23 %. Le contrat comprend un plus grand pourcentage de conduites ovoïde de grands diamètres (5 % des conduites totales contre respectivement 0 % et 1 % pour les contrats 1 et 2). En effet, ces conduites sont plus difficiles à nettoyer et à inspecter et un plus grand pourcentage de boues s'y trouve. L'écart s'explique donc par le prix relatif à cet élément au bordereau qui est plus onéreux qu'estimé dû à la plus grande difficulté d'entretien. L'écart de ce pourcentage s'explique et demeure acceptable pour la Ville de Montréal. Il est donc recommandé d'octroyer ce contrat de services professionnels à la firme Veolia ES Canada Services Industriels inc. pour un montant maximal de 2 337 532,58 \$, taxes incluses. Ce contrat prendra effet à l'émission de l'ordre de débiter les travaux par la Ville de Montréal.

Octroi de contrat

Il est recommandé d'octroyer les contrats 1, 2 et 3 à la firme Veolia ES Canada Services Industriels inc., le soumissionnaire conforme ayant obtenu le pointage le plus élevé à toutes les exigences du cahier des charges.

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres sujet à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics (Loi 1) conformément au décret 96-2013. L'adjudicataire a reçu son attestation de l'Autorité des marchés financiers en date du 10 octobre 2013. Une copie de cette attestation se trouve en pièce jointe.

Les validations requises à l'effet que l'adjudicataire ne fait pas partie du Registre des entreprises non admissibles (RENA) ont été faites. Une attestation valide délivrée par Revenu Québec fut déposée avec sa soumission.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les crédits requis pour l'octroi de ces contrats de services professionnels pour l'année 2014 sont prévus au budget de fonctionnement de la DGSRE, du budget corporatif du Service de l'eau. Les crédits requis pour les années subséquentes du présent contrat seront priorisés lors de la confection des budgets de 2015 et 2016. Voir ci-dessous plus de détails pour ces trois contrats :

Contrat	2014 \$	2015 \$	2016 \$	Total des contrats taxes incluses
Contrat 1 Véolia ES Canada Services Industriels inc.	2 653 774,77	2 641 702,39	2 641 702,39	7 937 179,55
Contrat 2 Véolia ES Canada Services Industriels inc.	980 453,34	974 417,15	974 417,15	2 929 287,64
Contrat 3 Véolia ES Canada Services Industriels inc.	783 201,65	777 165,46	777 165,46	2 337 532,57

Total des contrats 1, 2 et 3	4 417 429,76	4 393 285,00	4 393 285,00	13 203 999,76
------------------------------	--------------	--------------	--------------	---------------

Les dépenses seront imputées à même l'enveloppe discrétionnaire du budget de fonctionnement de la DGSRE devant servir à l'entretien des réseaux secondaires d'aqueduc et d'égout en arrondissement. Le détail de ces imputations apparaît dans l'intervention financière du Service de l'eau. Les dépenses encourues en vertu de ces contrats de services professionnels sont entièrement assumées par la ville centrale.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ces travaux permettent de contribuer à l'atteinte des objectifs suivants :

- Connaître l'état du réseau d'égout;
- Alimenter la stratégie d'auscultation du réseau;
- Détecter des fuites dans le réseau d'eau potable;
- Aider à la prise de décision pour le renouvellement des réseaux d'égout.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ces contrats procureront à la Ville :

- Une meilleure flexibilité dans la gestion et la planification des travaux;
- Une efficacité accrue dans la gestion des demandes ponctuelles et urgentes;
- Une diminution des délais d'exécution;
- Le développement d'une expertise très appropriée à nos besoins;
- La mise à jour du plan d'intervention de la Ville de Montréal.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les travaux devraient commencer début février et se termineraient durant l'année 2016.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Les clauses particulières en prévention de la collusion et de la fraude sont incluses aux clauses administratives particulières de l'appel d'offres.

Ce dossier respecte les encadrements suivants :

- Politique de gestion contractuelle
- Politique d'approvisionnement

Ce dossier respecte également la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics (Loi 1).

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (Janet MARCEAU)

Avis favorable avec commentaires :
Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction de l'approvisionnement
(Yves BELLEVILLE)

Avis favorable avec commentaires :
Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction de l'évaluation foncière (Olivier TACHÉ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

George DEL RIO
Chef de division

ENDOSSÉ PAR

Dominique DEVEAU
Directrice - Gestion stratégique des réseaux
d'eau

Date d'endos. : 2013-11-15

Dossier # :1134551004

**Dossier # : 1126037003**

Unité administrative responsable :	Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction stratégies et transactions immobilières , Évaluation_transactions et services immobiliers , Transactions et services immobiliers
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet d'acte par lequel la Ville de Montréal vend à des fins d'assemblage résidentiel, à 9084-1529 Québec inc. agissant sous la raison sociale de Construction J.M.C., une partie de ruelle localisée à l'est de la rue Joseph et au sud de la rue Henri-Duhamel, dans l'arrondissement de Verdun, d'une superficie de 149,8 m ² , pour la somme de 91 000 \$, plus les taxes applicables / Fermer et retirer du domaine public le lot 5 299 982 du cadastre du Québec. N/Réf. : 31H05-005-7269-10

Il est recommandé :

1. de fermer et retirer du domaine public le lot 5 299 982 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

2. d'approuver le projet d'acte par lequel :

- la Ville de Montréal vend à 9084-1529 Québec inc. agissant sous la raison sociale de Construction J.M.C. à des fins d'assemblage, une partie de ruelle située à l'est de la rue Joseph et au sud de la rue Henri-Duhamel, dans l'arrondissement de Verdun, constituée du lot 5 299 982 du cadastre du Québec, d'une superficie de 149,8 m², pour la somme de 91 000 \$, plus les taxes applicables;

- 9084-1529 Québec inc. agissant sous la raison sociale de Construction J.M.C., consent à la Ville une servitude d'égout pluvial sur le lot 5 299 982 du cadastre du Québec;

Le tout selon les termes et conditions stipulés au projet d'acte.

3. d'imputer ce revenu conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Michel NADEAU **Le** 2013-11-29 13:27

Signataire :

Michel NADEAU

Directeur
Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction
stratégies et transactions immobilières

IDENTIFICATION

Dossier # :1126037003

Unité administrative responsable :	Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction stratégies et transactions immobilières , Évaluation_transactions et services immobiliers , Transactions et services immobiliers
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet d'acte par lequel la Ville de Montréal vend à des fins d'assemblage résidentiel, à 9084-1529 Québec inc. agissant sous la raison sociale de Construction J.M.C., une partie de ruelle localisée à l'est de la rue Joseph et au sud de la rue Henri-Duhamel, dans l'arrondissement de Verdun, d'une superficie de 149,8 m ² , pour la somme de 91 000 \$, plus les taxes applicables / Fermer et retirer du domaine public le lot 5 299 982 du cadastre du Québec. N/Réf. : 31H05-005-7269-10

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de Verdun a mandaté la Direction des stratégies et transactions immobilières (la « DSTI ») pour vendre à 9084-1529 Québec inc. agissant sous la raison sociale de Construction J.M.C., à des fins d'assemblage, une partie de ruelle, antérieurement formée du lot 1 153 330 du cadastre du Québec, située à l'est de la rue Joseph et au sud de la rue Henri-Duhamel, dans l'arrondissement de Verdun, laquelle est montrée, à titre indicatif, par une trame ombrée sur les plans B et C, ci-joints. La vente de cet emplacement à Construction J.M.C., propriétaire de l'ensemble des lots situés de part et d'autre de la ruelle précitée, soit en l'occurrence les lots 1 153 324, 1 153 325 et 1 153 346 du cadastre du Québec, permettra la réalisation d'un projet immobilier résidentiel de 43 unités de copropriété (voir croquis en annexe).

À noter, une conduite d'égout pluvial est installée en tréfonds de la ruelle faisant l'objet du sommaire décisionnel. Celle-ci permet l'évacuation de l'eau dans les ruelles menant aux rues Joseph et Henri-Duhamel vers l'égout collecteur présent en tréfonds de la rue Joseph. Dans le contexte de la fermeture d'une partie de la ruelle, la Direction des travaux publics de l'arrondissement Verdun a exigé la construction d'une nouvelle conduite d'égout pluvial en tréfonds de la ruelle menant au boulevard Henri-Duhamel pour remplacer la conduite existante (voir croquis en annexe).

Afin de procéder à cette transaction, une opération cadastrale a été faite pour la vente à construction J.M.C. d'une partie du lot 1 153 330 du cadastre du Québec, maintenant désigné par le numéro de lot 5 299 982 du cadastre du Québec, d'une superficie de 149,8 m², le tout tel que montré au plan cadastral parcellaire préparé le 2 mai 2013 par Sylvie Gauthier, arpenteure-géomètre, sous sa minute 1414 et approuvé le 5 juillet 2013 par le ministère des Ressources naturelles, en pièces jointes.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA12 210460 - 6 novembre 2012 - Dépôt du certificat du secrétaire d'arrondissement suite au registre tenu sur la résolution CA12 210416 afin de permettre la construction d'un bâtiment de 43 unités de condominium, sur les lots 1 153 324, 1 153 325, 1 153 346 et sur une partie du lot 1 153 330 (intersection des rues Joseph et Henri-Duhamel).

CA12 210416 - 2 octobre 2012 - Adoption en vertu du règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI), d'une résolution afin de permettre la construction d'un bâtiment de 43 unités de condominium, sur les lots 1 153 324, 1 153 325, 1 153 346 et sur une partie du lot 1 153 330 (intersection des rues Joseph et Henri-Duhamel).

CA12 210417 - 2 octobre 2012 - Approbation du plan d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) pour la construction d'un bâtiment de quatre étages et de 43 unités de condominium sur les lots 1 153 324, 1 153 325 et 1 153 346 (intersection des rues Joseph et Henri-Duhamel).

DESCRIPTION

Il est requis de fermer et retirer du registre du domaine public le lot 5 299 982 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, localisé à l'est de la rue Joseph et au sud de la rue Henri-Duhamel, dans l'arrondissement de Verdun. L'arrondissement de Verdun a donné son accord pour la fermeture de cette partie de ruelle.

Le présent dossier décisionnel a pour but d'approuver le projet d'acte de vente par lequel la Ville de Montréal vend à 9084-1529 Québec inc. le lot 5 299 982 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 149,8 m², tel qu'illustré sur les plans A, B, C et P annexés, pour la somme de 91 000 \$, plus les taxes applicables. Une servitude d'égout pluvial grèvera l'emplacement vendu, laquelle s'éteindra en vertu de l'article 1191 paragraphe 2 du Code civil du Québec suite à la construction de la nouvelle conduite d'égout pluvial en tréfonds d'une ruelle limitrophe.

L'achat du lot 5 299 982 du cadastre du Québec par Construction J.M.C. permettra, une fois assemblé aux lots 1 153 346, 1 153 324 et 1 153 325 du cadastre du Québec, de réaliser un projet immobilier résidentiel de 43 unités de copropriété (voir croquis en annexe).

JUSTIFICATION

La DSTI soumet ce dossier décisionnel aux autorités municipales compétentes, pour approbation, pour les motifs suivants :

- La vente du lot permet la réalisation d'un projet immobilier résidentiel s'intégrant au milieu bâti du secteur.
- La fermeture de la ruelle et le retrait du lot 5 299 982 du cadastre du Québec du registre du domaine public ont été acceptés par les différents services concernés.
- Les travaux d'abandon de la conduite d'égout pluvial présente en tréfonds de la ruelle et la construction de la nouvelle conduite d'égout pluvial dans cette ruelle limitrophe sont aux frais de Construction J.M.C. Ces travaux devront être réalisés conformément aux exigences de l'arrondissement.
- Le prix de vente de 91 000 \$ (607,48 \$/m²) plus les taxes applicables, pour une superficie de 149,8 m², a été négocié de gré à gré avec Construction J.M.C. Ce prix de vente se situe à la limite supérieure de la fourchette de la valeur marchande, variant entre 84 000 \$ et 91 000 \$, tel qu'établi par la Section évaluation immobilière, en date du 12 octobre 2012.

- La vente de ce terrain ainsi que la réalisation du projet immobilier résidentiel de 43 unités de condominium permettront à la Ville de percevoir des taxes foncières.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette transaction représente une entrée de fonds de 91 000 \$. La Ville a déjà encaissé un montant de 10 000 \$ versé en acompte lors de la signature de la promesse de vente. L'acheteur paiera le solde du prix à la signature de l'acte de vente. Cette somme, qui s'élève à 81 000 \$, a été versée au notaire de l'acheteur en fidécommiss. La valeur aux livres du lot cédé 5 299 982 est nulle.

Le produit de la transaction devrait être comptabilisé au budget de fonctionnement de la Direction Stratégies et transactions immobilières au compte suivant :

Cession-Autres actifs à long terme- Arrondissement Verdun

Toutefois, étant donné que l'encadrement relatif au partage des revenus de vente n'est pas encore approuvé, les éventuelles règles de partage seront appliquées rétroactivement à la présente transaction.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune activité de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

La servitude d'égout pluvial devra être éteinte suite à la réalisation des travaux d'abandon de la conduite d'égout pluvial présente en tréfonds de la ruelle et la construction de la nouvelle conduite d'égout pluvial en tréfonds d'une ruelle limitrophe.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le projet d'acte de vente est conforme aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville, notamment à la Politique de gestion contractuelle.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Verdun , Direction du développement du territoire_des études techniques et des services aux entreprises (Benoît MALETTE)

Avis favorable avec commentaires :
Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des infrastructures (Sylvie BLAIS)

Document(s) juridique(s) visé(s) :

Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des affaires civiles (Patrick FLUET)

Avis favorable :

Sécurité incendie de Montréal , Direction de la prévention et de la planification (Stéphane ROBITAILLE)

Avis favorable avec commentaires :

Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Diane NGUYEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Guillaume TOPP
Conseiller en immobilier expertise
immobilière

ENDOSSÉ PAR

Sylvie DESJARDINS
Chef de division

Date d'endos. : 2013-06-12

Dossier # :1126037003

**Dossier # : 1131146001**

Unité administrative responsable :	Qualité de vie , Direction de la culture et du patrimoine , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 b) maintenir accessibles, tant au plan géographique qu'économique, ses lieux de diffusion de la culture et de l'art et encourager leur fréquentation
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dérogation au gel des dépenses générales d'administration CE13 0713) / Autoriser une dépense de 100 000 \$ au Théâtre du Rideau vert en contribution financière / Autoriser un virement budgétaire de 100 000 \$ en provenance des dépenses générales d'administration vers le Service de la qualité de vie

La Direction de la culture et du patrimoine recommande :

1. d'autoriser une dérogation au gel des dépenses générales d'administration décrété par la décision CE13 0713) ;
2. d'autoriser le versement d'une contribution financière de 100 000 \$ à l'organisme le Théâtre du Rideau vert dans le cadre de son projet «Rénovation et mise aux normes des immeubles» ;
3. d'autoriser un virement budgétaire de 100 000 \$, en 2013, en provenance des dépenses générales d'administration de compétence locale vers le Service de la qualité de vie ;
4. d'imputer cette dépense et ce virement budgétaire conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Tel qu'indiqué dans l'intervention jointe au sommaire.

Signé par Jean-Robert CHOQUET **Le** 2013-12-05 08:51

Signataire :

Jean-Robert CHOQUET

Directeur
Qualité de vie , Direction de la culture et du patrimoine

IDENTIFICATION

Dossier # :1131146001

Unité administrative responsable :	Qualité de vie , Direction de la culture et du patrimoine , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 b) maintenir accessibles, tant au plan géographique qu'économique, ses lieux de diffusion de la culture et de l'art et encourager leur fréquentation
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dérogation au gel des dépenses générales d'administration CE13 0713) / Autoriser une dépense de 100 000 \$ au Théâtre du Rideau vert en contribution financière / Autoriser un virement budgétaire de 100 000 \$ en provenance des dépenses générales d'administration vers le Service de la qualité de vie

CONTENU

CONTEXTE

En 2004, à la suite d'une crise financière majeure, le Théâtre du Rideau Vert a mis en place un plan concordataire de plus de 1 M\$ et a élaboré un plan stratégique de relance. C'est dans ce cadre que la Ville de Montréal a accepté de consentir un prêt sans intérêt de 100 000\$ (échéance: 18 février 2014).

Au cours des six dernières années, le Théâtre a réussi à résorber son déficit accumulé et les derniers états financiers montrent même un léger surplus.

Institution culturelle d'importance à Montréal, à l'aube de son 65e anniversaire, le Théâtre du Rideau Vert fait face aujourd'hui à de nouveaux défis, touchant cette fois ses infrastructures et ses installations. En effet, la vétusté de ses propriétés et de ses équipements a amené l'institution à mettre au point un projet d'immobilisation de plus de 3 M\$ pour des travaux prévus en 2014.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1051361001 - 2005-02-23 - "Autoriser le versement à l'organisme «Théâtre du Rideau Vert» d'un prêt sans intérêt de 100 000 \$, remboursable au plus tard en février 2014, afin de soutenir la réalisation du plan stratégique de l'organisme; et, autoriser la contribution financière maximale de 45 000 \$, correspondant au manque à gagner découlant du congé d'intérêt, à un taux de 5,0 % annuellement, accordé ainsi au TRV" (CE05 0302)

DESCRIPTION

Dans le cadre de son projet «Théâtre du Rideau Vert : rénovation et mise aux normes des immeubles», le Théâtre sollicite la participation de la Ville de Montréal à hauteur de 100 k\$,

ce qui correspond au montant du prêt sans intérêt consenti par la Ville au Théâtre du Rideau Vert en 2005.

L'étude de faisabilité estime le projet d'immobilisation à 3 192 210 \$, qui serait financé comme suit :

Organismes	Montant confirmé	%
Ministère de la Culture et des communications	2 394 158 \$	75 %
Ministère du Patrimoine canadien	478 832 \$	15%
Théâtre du Rideau vert (campagne de financement, objectif 1,4M\$)	219 220 \$	7 %
Ville de Montréal	100 000 \$	3 %
		100 %

La Ville de Montréal souhaite participer au projet de rénovation et de mise aux normes des immeubles du Théâtre du Rideau Vert par une contribution de 100 000 \$, sans toutefois convertir le prêt sans intérêt qui lui a été consenti en 2005.

Il est proposé de verser une subvention de 100 000 \$ au Théâtre du Rideau Vert dans le cadre de ce projet. Le théâtre devra donc rembourser, comme prévu, le prêt sans intérêt de 100 000 \$ qui arrive à échéance le 18 février 2014.

JUSTIFICATION

Le Théâtre du Rideau Vert est un organisme culturel majeur du paysage montréalais. Sa capacité à avoir fait face à la tourmente et à rebondir avec de nouveaux projets d'avenir en fait un exemple du dynamisme culturel montréalais.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Procéder à une contribution de 100 000 \$ de la Ville au projet «Rénovation du Théâtre du Rideau Vert et de l'Espace de création, de répétition et d'administration».

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce soutien permettra de participer au maintien et au développement de cette institution culturelle importante de Montréal.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un protocole de visibilité est en vigueur et doit être appliqué par l'organisme.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le présent sommaire est conforme avec les orientations des politiques et plans suivants:

- la Politique de développement culturel
- le Plan d'action 2007-2017 - Montréal, métropole culturelle.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :

Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Marc LACHANCE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin MAILLET
Chef de projet

ENDOSSÉ PAR

Jean-Robert CHOQUET
Directeur

Date d'endos. : 2013-05-30

Dossier # :1131146001



Dossier # : 1133046004

Unité administrative responsable :	Qualité de vie , Espace pour la vie , Soutien à la gestion , Section des services techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Les Entreprises QMD inc. pour le projet de réfection de lanterneaux, phase 4 du Biodôme de Montréal pour une somme maximale de 6 872 324,79 \$ taxes incluses - Appel d'offres public #BIO-9942-007 - (2 soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. d'accorder à **Les Entreprises QMD inc.**, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour **le projet de réfection des lanterneaux, Phase 4 du Biodôme de Montréal**, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 6 872 324,79 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public **#BIO-9942-007** ;
2. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Charles-Mathieu BRUNELLE **Le** 2013-10-30 08:33

Signataire :

Charles-Mathieu BRUNELLE

Directeur
Qualité de vie , Espace pour la vie

IDENTIFICATION

Dossier # :1133046004

Unité administrative responsable :	Qualité de vie , Espace pour la vie , Soutien à la gestion , Section des services techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Les Entreprises QMD inc. pour le projet de réfection de lanterneaux, phase 4 du Biodôme de Montréal pour une somme maximale de 6 872 324,79 \$ taxes incluses - Appel d'offres public #BIO-9942-007 - (2 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Le Biodôme, anciennement le vélodrome, a été construit pour les Jeux olympiques de 1976. L'une des particularités de ce bâtiment consiste en ses lanterneaux (puits de lumière) : le Biodôme en compte 58 et ceux-ci couvrent plus de 60% de la toiture. Or, ces lanterneaux ont plus de 35 ans et nécessitent des réfections importantes.

Ces éléments architecturaux sont composés d'une structure en aluminium, de panneaux d'acrylique et de joints d'étanchéité en néoprène. L'étanchéité de plusieurs d'entre eux est déficiente et les panneaux d'acrylique présentent des problèmes de fissuration dus à une exposition aux rayons du soleil depuis plus de 35 ans.

Le présent contrat vise à terminer le remplacement de ceux-ci puisqu'ils atteignent progressivement la fin de leur vie utile. En 2003, un premier lanterneau a été remplacé afin de mettre à l'essai un nouveau type de lanterneaux mieux adapté au climat québécois. Ces travaux ont été effectués avec des échafaudages sous le lanterneau. En 2005, un deuxième lanterneau a été remplacé afin de permettre d'ajuster la conception de ce nouveau type de lanterneaux et de développer une méthode de remplacement sécuritaire de ces éléments architecturaux, sans nuire aux opérations du Biodôme. Les travaux ont été réalisés sans échafaudage et directement à partir du toit. Depuis 2008, trois phases de travaux majeurs de réfection de ces éléments ont permis de remplacer 42 autres lanterneaux.

Cette quatrième et dernière phase va permettre de remplacer 14 lanterneaux sur une période de deux ans (2014 et 2015) et compléter ainsi ce programme de réfection. Cet appel d'offres public a été publié sur le système électronique d'appel d'offres (SÉAO) ainsi que dans le quotidien La Presse le 28 août 2013 pour se terminer le 2 octobre. Les soumissionnaires ont eu 36 jours pour préparer et déposer leur soumission. Un seul addenda a été émis durant la période de l'appel d'offres le 20 septembre, celui-ci concernait l'acquisition du matériel requis pour les travaux de membrane, nous avons donc reculer l'ouverture d'une semaine pour permettre aux soumissionnaires de s'ajuster.

[Programme de remplacement des lanterneaux :](#)

	<u>Coûts (taxes incluses)</u>	<u>Coûts par lanterneaux (net)</u>		
• Premier lanterneau (prototype)	332 868 \$	--	2003	2003
• Deuxième lanterneau (ajustement)	471 465 \$	--	2005	2005
• Phase 1 (13 lanterneaux)	5 547 818 \$	371 267 \$	2008	2009
• Phase 2 (13 lanterneaux) *	4 332 368 \$	288 431 \$	2009	2011
• Phase 3 (16 lanterneaux)	6 684 674,59 \$	347 543 \$	2011	2013

* Il est à noter que le coût des lanterneaux de la phase 2 est plus bas que celui de la phase 1, pour le même nombre de lanterneaux : cela s'explique par le fait que les lanterneaux de la phase 2 étaient généralement plus petits que ceux de la phase 1.

Étape faisant l'objet du présent dossier	<u>Coûts (taxes incluses)</u>	<u>Coûts par lanterneaux (net)</u>	<u>Date</u>	<u>Date de fin</u>
• Phase 4 (14 lanterneaux) et travaux de membranes	6 872 324,79 \$	358 499 \$	2014	2015

Étapes à venir	<u>Date</u>	<u>Date de fin</u>
• Fin du programme de remplacement		2015

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

- CE13 0869 du 12 juin 2013 - Octroi du contrat de services professionnels à la firme Lemay et associés inc. 205 517,82 \$ Pour la préparation des plans et devis et la surveillance de chantier de la phase 4 de remplacement des lanterneaux.
- CM11 0812 du 24 octobre 2011 - Octroi du contrat à Les entreprises QMD inc. - 6 684 674,59 \$ et prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats dans le cadre du mandat SMCE110185006.

- Réfection de 16 lanterneaux au Biodôme de Montréal - Appel d'offres public Bio-9942-006 (3 soum.)
- CM09 0818 du 21 septembre 2009 - Octroi du contrat à Les entreprises QMD inc. - 4 332 368,25 \$ Réfection de 13 lanterneaux au Biodôme de Montréal - Appel d'offres public Bio-9942-005 (4 soum.)
- CM08 0273 du 28 avril 2008 - Octroi du contrat à Les entreprises QMD inc. - 5 547 818,19 \$ Réfection de (13) lanterneaux au Biodôme de Montréal - #Projet : Bio-9942-004 - (4) soumissionnaires
- CE05 1617 du 17 août 2005 - Octroi du contrat à la firme TEQ inc. - 471 465,95 \$
- CE03 1450 du 2 juillet 2003 - Octroi du contrat à la firme TEQ inc. - 332 868,65 \$

DESCRIPTION

Le présent contrat consiste à remplacer quatorze (14) lanterneaux de la travée nord et refaire la membrane d'étanchéité de deux bassins de butée ainsi que de tout le secteur du toit couvert par ces travaux. Comme dans chacune des phases précédentes, l'entrepreneur ne pourra s'échafauder sous les lanterneaux et devra travailler exclusivement à partir du toit.

Des contingences de 7% ont été ajoutées à la soumission pour pallier des situations qui ne pouvaient pas être prévues lors de la préparation des plans et devis et compte tenu de nos expériences antérieures dans les phases 1, 2 et 3 (2008 à 2013). Les travaux de remplacement de ces quatorze (14) lanterneaux et les autres travaux de membranes s'échelonnent sur une période de deux ans, soit 2014 et 2015. Huit (8) firmes se sont procuré des documents d'appel d'offres public à partir du système SÉAO, cinq (5) se sont prévalu de l'option d'une visite de chantier: Epsilon concept inc., Vitrierie Chayer, RJL construction inc., construction BSL inc. et Les entreprises QMD inc. Il est à noter que parmi les preneurs de cahiers, trois (3) sont des sous-traitants, il est donc compréhensible que le nombre de soumissions reçues semble disproportionné. un autre des soumissionnaires était de la région de Québec.

Liste des preneurs du cahier de charges :

- Construction FGP inc.
- Epsilon concept Inc.
- Vitrierie Chayer
- Les entreprises QMD inc.
- Groupe Lefebvre M.R.P. inc.
- RJL construction inc.
- Société de construction BPF inc.
- Construction BSL Inc.

Nous avons reçu deux (2) soumissions :

- Les entreprises QMD inc.
- RJL construction inc.

JUSTIFICATION

Tel que mentionné précédemment, les lanterneaux du Biodôme atteignent progressivement leur vie utile. Cette situation est tout à fait normale pour ce type d'élément architectural. Les infiltrations d'eau actuelles pourraient avoir à long terme des répercussions sur la structure du toit ainsi que sur les opérations du Biodôme.

63% des preneurs de cahier de charges ont demandé une visite. 25 % des preneurs de cahier de charges ont déposé une soumission. Mais comme trois (3) preneurs étaient des sous-traitants, le nombre potentiel de soumissions recevables était de 5, donc cela porte à 40% le nombre de preneurs de cahier de charges ayant déposé une soumission. Nous avons vérifié auprès des différentes autorités, le plus bas soumissionnaire ne figure sur aucune

liste, celui-ci a même inclus son certificat de l'AMF avec les documents de soumission.

Nous remarquons un écart de 12 % entre le plus bas et le plus haut soumissionnaire, cela s'explique selon nous, par la complexité de ces travaux. Vous trouverez en pièce jointe, certaine photo montrant des travaux des phases précédentes.

Liste des soumissionnaires :

Firmes soumissionnaires	Prix (avec taxes)	Contingences (avec taxes)	Total (avec taxes)
1. Entreprises QMD inc.	6 422 733,45 \$	449 591,34 \$	6 872 324,79 \$
2. RJL construction inc.	7 198 565,20 \$	503 899,57 \$	7 702 464,77 \$
- Estimation des professionnels (\$) - Estimé en partenariat interne et externe	6 167 259,00 \$	431 708,13 \$	6 598 967,13 \$

· Coût moyen des soumissions reçues · Écart entre la moyenne la plus basse conforme (%)	7 287 394,78 \$ 6 %
· Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (\$) · Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%)	830 139,98 \$ 12 %
· Écart entre l'estimation des professionnels et la plus basse conforme (\$) · Écart entre l'estimation des professionnels et la plus basse conforme (%)	273 357,66 \$ 4 %

Même si le mandat de la phase IV comporte deux lanterneaux de moins que celui de la phase III, lorsque l'on pousse l'analyse en comparant le coût par lanterneau uniquement en retirant les autres travaux demandés, nous obtenons les chiffres suivants : pour la phase III : 347 543,75\$ en moyenne par lanterneaux, et pour la phase IV : 358 499,86\$ ce qui représente une augmentation de 3 %, soit l'indexation des coûts de construction. Il est à noter également que les travaux peuvent débuter rapidement dès l'octroi du contrat, même durant l'hiver et que ceci est prévu dans la soumission reçue.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total du présent contrat qui sera octroyé à la firme les Entreprises QMD inc., est de 6 872 324,79 \$ (incluant les contingences et les taxes). Ce projet faisant partie de notre programmation, il sera imputé au programme triennal d'immobilisations 2014 - 2016 du Service.

Il n'y a aucune incidence sur le budget de fonctionnement. Le montant net à imputer au règlement d'emprunt #7712044 est de 5 977 234 \$. La dépense est assumée entièrement par la ville centre.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le remplacement des lanterneaux, en plus d'être un élément de sécurité, considérant leur âge, améliore la résistance thermique de l'enveloppe et permet une meilleur diffusion de la lumière à l'intérieur des écosystèmes. Cet apport se traduit par : une réduction de notre

dépense énergétique et un taux de remplacement plus faible des plantes, une meilleur croissance de celles-ci, ce qui contribue à réduire nos déchets.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Certains lanterneaux ont des problèmes de fissuration sur les panneaux d'acrylique; il est important de poursuivre et terminer ce programme de réfection afin de minimiser les impacts potentiels sur les opérations de cette institution. À la fin du programme (prévue en 2015), ces vieux éléments architecturaux auraient près de 40 ans.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

À cette étape du projet, aucune action de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Présentation à la Commission sur l'examen des contrats.
- Approbation de l'octroi du contrat au Conseil Municipal.
- Début des travaux en 2014
- Fin des travaux en 2015

En vertu du Règlement sur la commission permanente du conseil municipal sur l'examen des contrats, le dossier sera soumis à ladite commission pour étude puisqu'il s'agit d'un contrat de plus de 2M \$ et d'un quatrième contrat consécutif à la même entreprise.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le présent appel d'offres public pour travaux d'exécution respecte toutes les lois et tous les règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la politique de gestion contractuelle ainsi que les clauses particulières en prévention de la collusion et la fraude qui ont été incluses au cahier de charge ou aux instructions aux soumissionnaires. La Ville de Montréal a adopté le Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015 et Espace pour la vie demande à tous ses professionnels de travailler dans cette optique.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Qualité de vie , Espace pour la vie (Laura VALCOURT)

Avis favorable avec commentaires :
Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Christian DICAIRE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dominique VERREAULT
ingénieur

ENDOSSÉ PAR

Jean BOUVRETTE
Chef de section des services techniques

Date d'endos. : 2013-10-24

Dossier # :1133046004



Dossier # : 1134834010

Unité administrative responsable :	Affaires institutionnelles , Direction des affaires institutionnelles , Bureau des affaires internationales
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Ratifier la quatrième modification de l'accord de contribution convenu avec le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement (MAECD), la Fédération canadienne des municipalités (FCM) et l'Union des municipalités du Québec (UMQ), aux fins de modifier le budget du Projet appelé « Programme de coopération municipale Haïti-Canada (PCM) » en Haïti et mandater le directeur principal du Service des affaires institutionnelles pour signer ladite modification de l'accord pour et au nom de la Ville de Montréal.

Il est recommandé :

1- de ratifier la quatrième modification de l'accord de contribution convenu avec le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement (MAECD), la Fédération canadienne des municipalités (FCM) et l'Union des municipalités du Québec (UMQ), aux fins de modifier le budget du projet appelé « Programme de coopération municipale Haïti-Canada (PCM) » en Haïti;

2- de mandater le directeur principal du Service des affaires institutionnelles pour signer ladite modification de l'accord pour et au nom de la Ville.

Signé par Agop EVEREKLIAN **Le** 2013-12-11 10:34

Signataire :

Agop EVEREKLIAN

Directeur principal
Affaires institutionnelles , Direction

IDENTIFICATION

Dossier # :1134834010

Unité administrative responsable :	Affaires institutionnelles , Direction des affaires institutionnelles , Bureau des affaires internationales
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Ratifier la quatrième modification de l'accord de contribution convenu avec le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement (MAECD), la Fédération canadienne des municipalités (FCM) et l'Union des municipalités du Québec (UMQ), aux fins de modifier le budget du Projet appelé « Programme de coopération municipale Haïti-Canada (PCM) » en Haïti et mandater le directeur principal du Service des affaires institutionnelles pour signer ladite modification de l'accord pour et au nom de la Ville de Montréal.

CONTENU

CONTEXTE

Le Programme de coopération municipale Haïti - Canada (PCM) a pour but de fournir une assistance à la reconstruction de l'Haïti en renforçant la capacité institutionnelle des collectivités territoriales haïtiennes touchées par le tremblement de terre de janvier 2010 afin qu'elles aient un rôle prépondérant dans la reconstruction.

Le PCM est mis en œuvre par la Fédération canadienne des municipalités (FCM), l'Union des municipalités du Québec (UMQ) et la Ville de Montréal. Il s'échelonne de janvier 2011 à février 2013 et son budget est de 9 401 158 \$ \$, incluant une contribution de 7 485 482 \$ du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, et des dons de services provenant de la Ville de Montréal, des membres de la FCM et de l'UMQ dont la valeur est de 1 915 676 \$.

Le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement désire modifier l'accord de contribution avec l'Organisation afin de l'aider à réaliser le Projet appelé «Projet de coopération municipale Haïti - Canada (PCM)».

L'objectif principal est de rétablir les capacités institutionnelles et administratives de base de la Ville de Port-au-Prince et des communes de Gressier, Léogane, Petit-Goâve et Grand-Goâve formant la région des Palmes. Le programme donne aussi un appui à la Fédération Nationale des Mairies d'Haïti (FENAMH), à la Fédération nationale des CASEC (FENACAH) et au Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales (MICT). Le PCM coordonne ses activités avec l'Agence de coopération internationale de l'Association des municipalités néerlandaises (VNG International), Cités unies France (CUF) et la Ville de Paris ainsi que d'autres donateurs impliqués auprès des mêmes partenaires.

Il est à noter que l'Agence canadienne de développement international (ACDI) est fusionnée avec le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement (MAECD), depuis le 21 mars dernier, lors du dévoilement du Plan d'action économique de 2013 du gouvernement du Canada.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM13 0592 (17 juin 2013) - Abroger la résolution CE13 0902, datée du 12 juin 2013, compte tenu que le document de modification de l'accord de contribution transmis par l'ACDI contenait une omission administrative dans l'annexe C et approuver la modification de l'accord de contribution convenu avec l'Agence canadienne de développement international (ACDI), la Fédération canadienne des municipalités (FCM) et l'Union des municipalités du Québec (UMQ), (CM10 0947 modifiée par CM13 0047), aux fins d'aider à réaliser le projet appelé « Programme de coopération municipale Haïti-Canada (PCM) » en Haïti et mandater le directeur principal du Service des affaires institutionnelles pour signer ledit document.

CE13 0902 (12 juin 2013) - Approuver la modification de l'accord de contribution convenu avec l'Agence canadienne de développement international (ACDI), la Fédération canadienne des municipalités (FCM) et l'Union des municipalités du Québec (UMQ), aux fins d'aider à réaliser le projet appelé « Programme de coopération municipale Haïti-Canada (PCM) » en Haïti et mandater le directeur principal du Service des affaires institutionnelles pour signer ledit document.

CM13 0047 (29 janvier 2013) - Approuver la modification de l'accord de contribution convenu avec l'Agence canadienne de développement international (ACDI), la Fédération canadienne des municipalités et l'Union des municipalités du Québec, aux fins d'aider à réaliser le projet appelé « Programme de coopération municipale Haïti-Canada (PCM) » en Haïti ; d'autoriser le directeur principal du Service des affaires institutionnelles, à signer ladite modification de l'accord, pour et au nom de la Ville.

CE13 0037 (16 janvier 2013) - Mandater le Service des affaires institutionnelles pour négocier les paramètres du Projet de renforcement institutionnel de la Ville de Port-au-Prince dans le cadre du Programme de coopération municipale Haïti/Canada 2 - 2013-2018 (PCM2) financé par l'Agence canadienne de développement international (ACDI), et réalisé par le Consortium constitué par la Ville de Montréal, la Fédération canadienne des municipalités (FCM) et l'Union des municipalités du Québec (UMQ) et de finaliser les accords relatifs à ce programme.

CE10 2067 (22 décembre 2010) - Approuver l'affectation temporaire, avec remboursement, de Me Richard Lafrance, à titre de Coordonnateur du bureau d'appui à la Mairie de Port-au-Prince, en Haïti, dans le cadre du Programme de Coopération municipale Haïti/Canada, et ce, à compter de la signature de l'Accord de contribution par l'Agence canadienne de développement international (ACDI), prévue à la mi-janvier 2011, pour une durée approximative de 25 mois.

CM10 0947 (14 décembre 2010) - Approuver la participation de la ville de Montréal à un projet conjoint de coopération décentralisée en Haïti avec la Fédération Canadienne des Municipalités (FCM) et l'Union des Municipalités du Québec (UMQ), la signature d'une entente tripartite avec ces derniers et la signature d'un accord de contribution avec l'Agence canadienne de développement international (ACDI),

CE10 1118 (7 juillet 2010) - Mandater la Direction générale pour élaborer, en collaboration avec la Ville de Port-au-Prince, un projet de renforcement institutionnel dans le cadre de la participation de Montréal à un projet pancanadien développé par la Fédération Canadienne des Municipalités (FCM) et pour négocier avec celle-ci les termes d'un accord relatif à ce projet, la FCM se chargeant de déposer une demande de financement auprès de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), dans les prochaines semaines.

CM10 0019 (25 janvier 2010) - Déclaration d'appui de l'AIMF et de CGLU aux efforts de reconstruction des villes haïtiennes.

CM10 0018 (25 janvier 2010) - Déclaration d'appui du Caucus des maires des grandes villes canadiennes aux efforts de reconstruction des villes haïtiennes (FCM).

CM10 0017 (25 janvier 2010) - Déclaration de reconnaissance de la relation privilégiée entre les villes de Montréal et Port-au-Prince.

CM10 0001 (13 janvier 2010) - Déclaration de solidarité avec Haïti.

CE09 1132 (25 juin 2009) – Autoriser la présentation du PAGRIPAP au gouvernement du Canada pour obtenir le financement requis.

DESCRIPTION

Il s'agit de ratifier cette quatrième modification à l'accord de contribution permettant de modifier le budget, sans augmenter la limitation financière de l'Accord.

JUSTIFICATION

Le programme de coopération municipale Haïti-Canada (PCM) a débuté en janvier 2011 et le Consortium a demandé et obtenu une prolongation jusqu'au 30 novembre 2013. Pour inscrire ce dossier décisionnel au dernier Conseil municipal avant les élections, il fallait que celui-ci soit ficelé le 28 août et inscrit à l'ordre du jour du comité exécutif du 11 septembre 2013. Or, le personnel du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement n'avait pas finalisé les modifications à l'accord de contribution à cette date. Le Service des affaires institutionnelles a reçu l'accord le 1er octobre 2013. C'est pourquoi un dossier décisionnel visant la ratification de cette quatrième modification est présenté devant les instances actuellement.

Cette quatrième modification permettra de modifier le budget, sans augmenter la limitation financière de l'Accord.

Toutes les autres conditions de l'Accord de contribution demeurent inchangées.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Notons que la contribution de la Ville de Montréal pour la période de janvier à mars 2014, est calculée sur la base de dons de services de l'agente de recherche aux affaires internationales, qui est en charge du dossier.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les missions de nos employés et nos actions en Haïti sont en conformité avec le volet social de l'article 35 du plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010 - 2015: « Montréal s'engage, entre autres, à encourager la participation d'employés à des missions de solidarité internationale. »

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ne s'applique pas

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Ne s'applique pas

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des affaires civiles (Rasha HOJEIGE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Seynabou Amy KA
Agente de recherche

ENDOSSÉ PAR

Robert S SMITH
Adjoint chef de bureau affaires internationales

Date d'endos. : 2013-12-06

Dossier # :1134834010



Dossier # : 1134834009

Unité administrative responsable :	Affaires institutionnelles , Direction des affaires institutionnelles , Bureau des affaires internationales
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver la cinquième modification de l'accord de contribution convenu avec le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement (MAECD), la Fédération canadienne des municipalités (FCM) et l'Union des municipalités du Québec (UMQ), aux fins d'aider à réaliser le projet appelé « Programme de coopération municipale Haïti-Canada (PCM) » en Haïti du 31 décembre 2013 au 31 mars 2014 et mandater le directeur principal du Service des affaires institutionnelles pour signer ladite modification de l'accord pour et au nom de la Ville de Montréal.

- 1- d'approuver la cinquième modification de l'accord de contribution convenu avec le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement (MAECD), la Fédération canadienne des municipalités (FCM) et l'Union des municipalités du Québec (UMQ), aux fins d'aider à réaliser le projet appelé « Programme de coopération municipale Haïti-Canada (PCM) » en Haïti du 31 décembre 2013 au 31 mars 2014 ;
- 2- de mandater le directeur principal du Service des affaires institutionnelles pour signer ladite modification de l'accord pour et au nom de la Ville.

Signé par Agop EVEREKLIAN **Le** 2013-12-10 17:51

Signataire :

Agop EVEREKLIAN

Directeur principal
Affaires institutionnelles , Direction

IDENTIFICATION

Dossier # :1134834009

Unité administrative responsable :	Affaires institutionnelles , Direction des affaires institutionnelles , Bureau des affaires internationales
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver la cinquième modification de l'accord de contribution convenu avec le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement (MAECD), la Fédération canadienne des municipalités (FCM) et l'Union des municipalités du Québec (UMQ), aux fins d'aider à réaliser le projet appelé « Programme de coopération municipale Haïti-Canada (PCM) » en Haïti du 31 décembre 2013 au 31 mars 2014 et mandater le directeur principal du Service des affaires institutionnelles pour signer ladite modification de l'accord pour et au nom de la Ville de Montréal.

CONTENU

CONTEXTE

Le Programme de coopération municipale Haïti - Canada (PCM) a pour but de fournir une assistance à la reconstruction de l'Haïti en renforçant la capacité institutionnelle des collectivités territoriales haïtiennes touchées par le tremblement de terre de janvier 2010 afin qu'elles aient un rôle prépondérant dans la reconstruction.

Le PCM est mis en œuvre par la Fédération canadienne des municipalités (FCM), l'Union des municipalités du Québec (UMQ) et la Ville de Montréal. Il s'échelonne de janvier 2011 à février 2013 et son budget est de 9 401 158 \$, incluant une contribution de 7 485 482 \$ du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, et des dons de services provenant de la Ville de Montréal, des membres de la FCM et de l'UMQ dont la valeur est de 1 915 676 \$.

Le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement désire modifier l'accord de contribution avec l'Organisation afin de l'aider à réaliser le Projet appelé « Projet de coopération municipale Haïti - Canada (PCM) ».

L'objectif principal est de rétablir les capacités institutionnelles et administratives de base de la Ville de Port-au-Prince et des communes de Gressier, Léogane, Petit-Goâve et Grand-Goâve formant la région des Palmes. Le programme donne aussi un appui à la Fédération Nationale des Mairies d'Haïti (FENAMH), à la Fédération nationale des CASEC (FENACAH) et au ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales (MICT). Le PCM coordonne ses activités avec l'Agence de coopération internationale de l'Association des municipalités néerlandaises (VNG International), Cités unies France (CUF) et la Ville de Paris ainsi que d'autres donateurs impliqués auprès des mêmes partenaires.

Il est à noter que l'Agence canadienne de développement international (ACDI) est fusionnée avec le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement (MAECD), depuis le 21 mars dernier, lors du dévoilement du Plan d'action économique de 2013 du gouvernement du Canada.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM13 0592 (17 juin 2013) - Abroger la résolution CE13 0902, datée du 12 juin 2013, compte tenu que le document de modification de l'accord de contribution transmis par l'ACDI contenait une omission administrative dans l'annexe C et approuver la modification de l'accord de contribution convenu avec l'Agence canadienne de développement international (ACDI), la Fédération canadienne des municipalités (FCM) et l'Union des municipalités du Québec (UMQ), (CM10 0947 modifiée par CM13 0047), aux fins d'aider à réaliser le projet appelé « Programme de coopération municipale Haïti-Canada (PCM) » en Haïti et mandater le directeur principal du Service des affaires institutionnelles pour signer ledit document.

CE13 0902 (12 juin 2013) - Approuver la modification de l'accord de contribution convenu avec l'Agence canadienne de développement international (ACDI), la Fédération canadienne des municipalités (FCM) et l'Union des municipalités du Québec (UMQ), aux fins d'aider à réaliser le projet appelé « Programme de coopération municipale Haïti-Canada (PCM) » en Haïti et mandater le directeur principal du Service des affaires institutionnelles pour signer ledit document.

CM13 0047 (29 janvier 2013) - Approuver la modification de l'accord de contribution convenu avec l'Agence canadienne de développement international (ACDI), la Fédération canadienne des municipalités et l'Union des municipalités du Québec, aux fins d'aider à réaliser le projet appelé « Programme de coopération municipale Haïti-Canada (PCM) » en Haïti ; d'autoriser le directeur principal du Service des affaires institutionnelles, à signer ladite modification de l'accord, pour et au nom de la Ville.

CE13 0037 (16 janvier 2013) - Mandater le Service des affaires institutionnelles pour négocier les paramètres du Projet de renforcement institutionnel de la Ville de Port-au-Prince dans le cadre du Programme de coopération municipale Haïti/Canada 2 - 2013-2018 (PCM2) financé par l'Agence canadienne de développement international (ACDI), et réalisé par le Consortium constitué par la Ville de Montréal, la Fédération canadienne des municipalités (FCM) et l'Union des municipalités du Québec (UMQ) et de finaliser les accords relatifs à ce programme.

CE10 2067 (22 décembre 2010) - Approuver l'affectation temporaire, avec remboursement, de Me Richard Lafrance, à titre de Coordonnateur du bureau d'appui à la Mairie de Port-au-Prince, en Haïti, dans le cadre du Programme de Coopération municipale Haïti/Canada, et ce, à compter de la signature de l'Accord de contribution par l'Agence canadienne de développement international (ACDI), prévue à la mi-janvier 2011, pour une durée approximative de 25 mois.

CM10 0947 (14 décembre 2010) - Approuver la participation de la ville de Montréal à un projet conjoint de coopération décentralisée en Haïti avec la Fédération Canadienne des Municipalités (FCM) et l'Union des Municipalités du Québec (UMQ), la signature d'une entente tripartite avec ces derniers et la signature d'un accord de contribution avec l'Agence canadienne de développement international (ACDI).

CE10 1118 (7 juillet 2010) - Mandater la Direction générale pour élaborer, en collaboration avec la Ville de Port-au-Prince, un projet de renforcement institutionnel dans le cadre de la participation de Montréal à un projet pancanadien développé par la Fédération Canadienne des Municipalités (FCM) et pour négocier avec celle-ci les termes d'un accord relatif à ce projet, la FCM se chargeant de déposer une demande de financement auprès de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), dans les prochaines semaines.

CM10 0019 (25 janvier 2010) - Déclaration d'appui de l'AIMF et de CGLU aux efforts de reconstruction des villes haïtiennes.

CM10 0018 (25 janvier 2010) - Déclaration d'appui du Caucus des maires des grandes villes canadiennes aux efforts de reconstruction des villes haïtiennes (FCM).

CM10 0017 (25 janvier 2010) - Déclaration de reconnaissance de la relation privilégiée entre les villes de Montréal et Port-au-Prince.

CM10 0001 (13 janvier 2010) - Déclaration de solidarité avec Haïti.

CE09 1132 (25 juin 2009) – Autoriser la présentation du PAGRIPAP au gouvernement du Canada pour obtenir le financement requis.

DESCRIPTION

Le processus pour l'approbation de la phase 2 du PCM étant toujours en cours et afin d'éviter un écart entre la fin de la phase actuelle et une éventuelle deuxième phase, le Consortium sollicite une nouvelle extension du projet. Cette modification permettra de reporter la date d'achèvement de trois (3) mois sans augmenter la limitation financière de l'Accord.

JUSTIFICATION

Le programme de coopération municipale Haïti-Canada (PCM) a débuté en janvier 2011 et devait normalement se terminer à la fin juin 2013. Le Consortium a obtenu de l'ACDI une prolongation jusqu'à la fin du mois de septembre 2013 pour tous les soutiens prévus au programme pour nos partenaires et une extension pour la livraison des rapports finaux jusqu'en décembre 2013.

Cette cinquième modification permettra de fixer la date de fin du Programme de coopération municipale au 31 mars 2014, date à laquelle toutes les activités du PCM auront été réalisées et tous les rapports finaux auront été reçus et acceptés par le MAECD.

Toutes les autres conditions de l'Accord de contribution demeurent inchangées.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Notons que la contribution de la Ville de Montréal pour la période de janvier à mars 2014 est calculée sur la base de dons de services de l'agente de recherche aux affaires internationales, qui est en charge du dossier.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les missions de nos employés et nos actions en Haïti sont en conformité avec le volet social de l'article 35 du plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010 - 2015: « Montréal s'engage, entre autres, à encourager la participation d'employés à des missions de solidarité internationale. »

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Permettra de poursuivre nos actions et notre implication en Haïti jusqu'à l'approbation du PCM II.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ne s'applique pas.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Ne s'applique pas.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des affaires civiles (Rasha HOJEIGE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Seynabou Amy KA
Agente de recherche

ENDOSSÉ PAR

Robert S SMITH
Adjoint chef de bureau affaires internationales

Date d'endos. : 2013-11-28

Dossier # :1134834009

**Dossier # : 1134834008**

Unité administrative responsable :	Affaires institutionnelles , Direction des affaires institutionnelles , Bureau des affaires internationales
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver la participation de la Ville de Montréal à un Projet conjoint de coopération décentralisée en Haïti dans le cadre de la deuxième phase du Programme de coopération municipale Haïti/Canada (PCM2) avec la Fédération canadienne des municipalités (FCM) et l'Union des municipalités du Québec (UMQ), et approuver la signature d'un accord de contribution avec le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement (MAECD).

1. approuver, sous réserve de l'autorisation du gouvernement du Québec, la conclusion d'un accord de contribution avec le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement concernant le Programme de coopération municipale en Haïti;
2. autoriser le maire de Montréal à signer l'accord de contribution avec le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement;
3. accorder un budget additionnel de revenus et dépenses de 698 353\$ au Service des affaires institutionnelles pour le remboursement des frais indirects liés au projet;
4. autoriser que les intervenants de la Ville bénéficient de congés autorisés à 100 % pour les absences liées aux vaccins, les visites médicales, les formalités pour l'obtention de passeports, la formation pré-départ, la prolongation du séjour pour des raisons incontrôlables. Que seuls les intervenants permanents, bénéficiant d'une assurance collective qui répondent aux besoins puissent aller en mission.

Signé par**Le****Signataire :** _____

Agop EVEREKLIAN
Directeur principal
Affaires institutionnelles , Direction

IDENTIFICATION

Dossier # :1134834008

Unité administrative responsable :	Affaires institutionnelles , Direction des affaires institutionnelles , Bureau des affaires internationales
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver la participation de la Ville de Montréal à un Projet conjoint de coopération décentralisée en Haïti dans le cadre de la deuxième phase du Programme de coopération municipale Haïti/Canada (PCM2) avec la Fédération canadienne des municipalités (FCM) et l'Union des municipalités du Québec (UMQ), et approuver la signature d'un accord de contribution avec le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement (MAECD).

CONTENU

CONTEXTE

Le *Programme de coopération municipale Haïti-Canada (PCM)* a été approuvé en janvier 2011 et avait comme objectif de fournir une assistance immédiate à la reconstruction d'Haïti en redonnant une capacité institutionnelle de base à un groupe de collectivités territoriales haïtiennes et leurs fédérations nationales touchées par le séisme de janvier 2010. Pendant une période relativement courte, le projet a œuvré pour renforcer le fonctionnement des administrations municipales dans les cinq collectivités territoriales haïtiennes (ville de Port-au-Prince et communes de Gressier, Léogâne, Grand-Goâve et Petit-Goâve dans la région des Palmes) créer un système de gestion de l'information pour la planification territoriale, créer une base de données de recettes fiscales locales et développer un processus de consultation publique municipale. Il a également établi un mécanisme inter-communal pour réduire les coûts et accroître l'efficacité des services communs entre les quatre municipalités des Palmes. Le projet a également mis en œuvre plus d'une douzaine de projets d'infrastructures communautaires à petite échelle liées aux priorités économiques et sociales des communautés.

En dépit des progrès importants réalisés, les structures visées par le PCM ont toujours besoin d'un renforcement institutionnelle pour améliorer leur fonctionnement et transparence et pour être en mesure de bien jouer leurs rôles vis-à-vis leurs citoyens et citoyennes. Les administrations des municipalités des Palmes et de la ville de Port-au-Prince sont encore faibles, fonctionnant avec des outils de base limités, et sont très dépendantes du gouvernement central et des donateurs internationaux. Le Programme de coopération municipale Haïti-Canada Phase II vise à combler ces lacunes, ainsi qu'à renforcer les fédérations nationales d'élus pour mieux jouer leur rôle de prestataire de services à leurs membres et de plaider auprès du gouvernement central, et d'appuyer le ministère de l'Intérieur et des Collectivités territoriales dans l'optique de soutenir la décentralisation et la déconcentration des services de l'État.

Le Programme de coopération municipale II (PCM2)

Grâce aux résultats du *Programme de coopération municipale Haïti-Canada*, le Consortium a sollicité une deuxième phase du *Programme de coopération municipale Haïti-Canada* (PCM2). Ce Programme vise à compléter le renforcement institutionnel de cinq collectivités territoriales haïtiennes (ville de Port-au-Prince et communes de Gressier, Léogâne, Grand-Goâve et Petit-Goâve dans la région des Palmes) et de trois fédérations nationales d'élus locaux (FENAMH, FENACAH et FENASEC), ainsi qu'à soutenir le ministère de l'Intérieur et des Collectivités territoriales (MICT) dans son progrès vers la décentralisation.

Le but du PCM2 est d'amener les partenaires à avoir une administration transparente, efficace et pérenne, et à devenir des modèles en gestion municipale et livraison de services locaux pour le reste du pays. Une emphase particulière sera mise sur la collecte de revenus autonomes pour les communes et fédérations, sur l'engagement des citoyens, sur la livraison plus efficace de services municipaux dans les domaines de la gestion des déchets et de la voirie, sur la mise en œuvre de projets qui supportent directement la croissance économique des communautés, et sur l'élargissement de l'impact du programme au reste du pays en travaillant étroitement avec le Ministère de l'intérieur et des collectivités territoriales.

Le résultat ultime recherché est que les communes partenaires livrent de meilleurs services publics et jouent avec une plus grande efficacité leurs rôles de promotion et de régulation du développement local, favorisant un mieux-être économique et social pour les citoyennes et citoyens de leur territoire.

Autorisation gouvernementale

La Ville de Montréal attend le décret d'autorisation du gouvernement du Québec puisque l'Accord de contribution est signé avec le fédéral.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM13 XXXX (16 décembre 2013) -

CM13 0592 (17 juin 2013) - Abroger la résolution CE13 0902, datée du 12 juin 2013, compte tenu que le document de modification de l'accord de contribution transmis par l'ACDI contenait une omission administrative dans l'annexe C et approuver la modification de l'accord de contribution convenu avec l'Agence canadienne de développement international (ACDI), la Fédération canadienne des municipalités (FCM) et l'Union des municipalités du Québec (UMQ), (CM10 0947 modifiée par CM13 0047), aux fins d'aider à réaliser le projet appelé « Programme de coopération municipale Haïti-Canada (PCM) » en Haïti et mandater le directeur principal du Service des affaires institutionnelles pour signer ledit document.

CE13 0902 (12 juin 2013) - Approuver la modification de l'accord de contribution convenu avec l'Agence canadienne de développement international (ACDI), la Fédération canadienne des municipalités (FCM) et l'Union des municipalités du Québec (UMQ), aux fins d'aider à réaliser le projet appelé « Programme de coopération municipale Haïti-Canada (PCM) » en Haïti et mandater le directeur principal du Service des affaires institutionnelles pour signer ledit document.

CM13 0047 (29 janvier 2013) - Approuver la modification de l'accord de contribution convenu avec l'Agence canadienne de développement international (ACDI), la Fédération canadienne des municipalités et l'Union des municipalités du Québec, aux fins d'aider à réaliser le projet appelé « Programme de coopération municipale Haïti-Canada (PCM) » en Haïti ; d'autoriser le directeur principal du Service des affaires institutionnelles, à signer

ladite modification de l'accord, pour et au nom de la Ville.

CE13 0037 (16 janvier 2013) - Mandater le Service des affaires institutionnelles pour négocier les paramètres du Projet de renforcement institutionnel de la Ville de Port-au-Prince dans le cadre du Programme de coopération municipale Haïti/Canada 2 - 2013-2018 (PCM2) financé par l'Agence canadienne de développement international (ACDI), et réalisé par le Consortium constitué par la Ville de Montréal, la Fédération canadienne des municipalités (FCM) et l'Union des municipalités du Québec (UMQ) et de finaliser les accords relatifs à ce programme.

CE10 2067 (22 décembre 2010) - Approuver l'affectation temporaire, avec remboursement, de Me Richard Lafrance, à titre de Coordonnateur du bureau d'appui à la Mairie de Port-au-Prince, en Haïti, dans le cadre du Programme de Coopération municipale Haïti/Canada, et ce, à compter de la signature de l'Accord de contribution par l'Agence canadienne de développement international (ACDI), prévue à la mi-janvier 2011, pour une durée approximative de 25 mois.

CM10 0947 (14 décembre 2010) - Approuver la participation de la ville de Montréal à un projet conjoint de coopération décentralisée en Haïti avec la Fédération canadienne des municipalités (FCM) et l'Union des municipalités du Québec (UMQ), la signature d'une entente tripartite avec ces derniers et la signature d'un accord de contribution avec l'Agence canadienne de développement international (ACDI).

CE10 1118 (7 juillet 2010) - Mandater la Direction générale pour élaborer, en collaboration avec la Ville de Port-au-Prince, un projet de renforcement institutionnel dans le cadre de la participation de Montréal à un projet pancanadien développé par la Fédération canadienne des municipalités (FCM) et pour négocier avec celle-ci les termes d'un accord relatif à ce projet, la FCM se chargeant de déposer une demande de financement auprès de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), dans les prochaines semaines.

CM10 0019 (25 janvier 2010) - Déclaration d'appui de l'AIMF et de CGLU aux efforts de reconstruction des villes haïtiennes.

CM10 0018 (25 janvier 2010) - Déclaration d'appui du Caucus des maires des grandes villes canadiennes aux efforts de reconstruction des villes haïtiennes (FCM).

CM10 0017 (25 janvier 2010) - Déclaration de reconnaissance de la relation privilégiée entre les villes de Montréal et Port-au-Prince.

CM10 0001 (13 janvier 2010) - Déclaration de solidarité avec Haïti.

CE09 1132 (25 juin 2009) - Autoriser la présentation du PAGRIPAP au gouvernement du Canada pour obtenir le financement requis.

DESCRIPTION

Afin de finaliser le travail amorcé dans la première phase du PCM, les priorités proposées pour le PCM2 sont les suivantes :

1. Rendre durable le renforcement institutionnel des partenaires soutenus par le PCM afin qu'ils puissent être autonomes à la fin du PCM2. La deuxième phase se concentrera sur l'amélioration du fonctionnement et de l'imputabilité des conseils communaux et des conseils des fédérations, de l'administration des communes, le Conseil des maires de la communauté des municipalités de la région des Palmes

(CMRP) et les fédérations, de leur capacité en gestion financière, et de leur capacité à engager les citoyens pour une gestion transparente des affaires municipales;

2. Améliorer la viabilité financière des partenaires soutenus par le PCM. La deuxième phase se focalisera sur le développement de revenus autonomes, grâce aux taxes locales dans le cas des communes (contribution foncière des propriétés bâties, émission de permis, affichage, droits d'alignement, taxes sur la patente, droits de sépulture dans les cimetières, etc.) et à diversifier leurs revenus dans le cas du CMRP et des fédérations;

3. Améliorer la livraison de services municipaux et de projets qui favorisent directement le développement économique local pour les communes, et l'offre de services aux membres pour les fédérations. La deuxième phase se concentrera particulièrement sur le renforcement des services de travaux publics (aménagement du territoire, voirie, gestion des infrastructures et déchets), et sur la livraison de projets ayant une portée économique comme la réfection de routes, l'assainissement et la réfection de marchés et de zones touristiques, projets de valorisation économique des déchets, l'électrification de certaines zones, le développement d'infrastructures de tourisme, etc. L'une des approches qui sera utilisée afin de mettre en œuvre ces projets de développement économique sera de favoriser le développement du secteur privé en Haïti et, dans la mesure du possible, de favoriser la création d'occasions d'affaire entre le Canada et Haïti.

4. Élargir l'impact du PCM en soutenant une dissémination systématique des connaissances acquises. À partir des modèles et bonnes pratiques réalisés par le programme, la deuxième phase mettra l'accent sur la préparation d'études de cas, manuels, de programmes de formations, etc et la dissémination de ceux-ci auprès des communes et des fédérations dans tout le pays à travers le Ministère de l'Intérieur et des Collectivités territoriales;

5. Poursuivre la gestion stratégique et la coordination du PCM2 avec d'autres projets. La deuxième phase poursuivra l'approche très prometteuse de coordination du programme avec plusieurs autres projets internationaux liés à la décentralisation et la gouvernance locale, créant ainsi des opportunités de co-financement et un effet de levier pour l'allocation de ressources supplémentaires auprès des partenaires du PCM.

Le rôle des parties au sein du PCM

Le PCM étant un programme conjoint de la FCM, l'UMQ et de la Ville de Montréal. Les rôles de chaque partie ont été bien définis dans le cadre de l'entente de partenariat.

La FCM sera responsable de la gestion générale du projet et du soutien logistique. Elle sera également responsable de la coordination des activités techniques du volet Région des Palmes en collaboration avec l'UMQ.

La Ville de Montréal sera responsable de la coordination des activités techniques du volet Port-au-Prince et des relations avec son partenaire.

L'UMQ sera responsable de la coordination des activités techniques du volet association et ministère en collaboration avec la FCM.

Chaque partenaire jouira d'une entière autonomie dans la gestion du volet sous sa responsabilité.

Le Comité de gestion du Programme

La FCM, la Ville de Montréal et l'UMQ établiront un Comité conjoint de gestion du programme (CGP) pour s'occuper des questions stratégiques de gestion. Le CGP se réunira pour superviser l'établissement des structures d'administration du programme, la préparation du Plan de mise en œuvre détaillé, et la préparation des plans de travail annuels et des rapports semestriels ainsi que pour aider à établir un bassin d'assistance technique.

Le Comité directeur du Programme

Un Comité directeur du programme (CDP) sera également formé afin de fournir une orientation stratégique, d'aider à la coordination du programme avec les autres donateurs et agences gouvernementales, et d'approuver le Plan de mise en œuvre détaillé du programme préparé dans les premiers mois du PCM, les plans de travail annuels et les rapports semi-annuels et annuels.

Le Comité directeur sera composé d'un représentant politique de chaque partenaire (Ville de Montréal, FCM et UMQ) et de représentants du MAECD, du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, de la Commission intérimaire de reconstruction d'Haïti, de la Ville de Port-au-Prince, et d'un représentant des communes de la Région des Palmes, de la Fédération nationale des Conseils d'administration de section communale d'Haïti (FENACAH) et de la Fédération nationale des mairies d'Haïti (FENAM).

Rôle de la Ville de Montréal au sein du PCM2

La Ville de Montréal par le biais du Bureau d'appui à la Mairie de Port-au-Prince contribuera:

Consolidation institutionnelle de l'administration municipale : il s'agit de consolider l'administration financière de la Ville de Port-au-Prince pour que, entre autre, le flux financier généré par la collecte des taxes directes et indirectes soit géré correctement et de façon transparente. Il faut aussi améliorer la Direction du Domaine, chargé de la gestion des permis et propriétés du domaine public et privé de la commune. Dans ce cas précis, le but est de l'aider à faire un état des lieux des infrastructures et des services, à établir et à tenir à jour un inventaire, à élaborer des priorités et un *Plan d'action*, et à planifier des projets en lien avec ces priorités.

Amélioration de la fiscalité de Port-au-Prince: entreprendre des travaux pour l'amélioration de la fiscalité locale. À Port-au-Prince, l'effort pour y arriver est beaucoup plus grand compte tenu : a) de la complexité et du territoire et du patrimoine bâti, b) de l'ampleur de ces travaux compte-tenu de l'étendue du territoire à couvrir, et c) que le « bâti » est, dans certains quartiers, anarchique (comme dans les bidonvilles, par exemple), extrêmement détérioré ou en reconstruction. Le BAMPAP va donc s'ajuster à cette réalité et entreprendre des travaux en ciblant 3 quartiers où des conditions sont propices. Il est également indéniable que, compte-tenu des coûts de tels travaux, le BAMPAP réalisera ce projet-pilote en comptant sur ses seules ressources financières : une approche concertée avec d'autres bailleurs de fonds va s'avérer nécessaire pour les autres quartiers ou un élargissement de la portée des travaux. D'autre part, en matière d'amélioration des recettes municipales de Port-au-Prince, le BAMPAP va mettre un effort spécial (la taxation directe comme les taxes sur l'affichage, les concessions de sépulture au cimetière, etc.) en se basant sur les travaux réalisés avec succès dans le PCM.

Réalisation de projets économiques porteurs : la stratégie d'action est de construire sur les acquis de la Phase 1 au niveau des quartiers populaires de Port-au-Prince. Trois quartiers sont visés en priorité : Portail-Léogâne, Martissant et Centre-ville. Le but est de systématiser une approche de mobilisation des citoyens/nes à travers leurs organisations de quartier, de les amener à définir leurs propres priorités en matière de développement socio-économique, de développer et de réaliser des projets concrets en lien avec ces priorités. Le

BAMPAP disposera d'un Fonds projet pour ce faire : il entend l'utiliser en concertation avec d'autres intervenants dans ces quartiers (surtout des ONGs) pour optimiser les retombées. Les projets de développement économique avec des groupes de femmes sont considérés comme prioritaires dans cette ligne d'action.

Contribution de Montréal au Programme de coopération municipale

La Ville de Montréal participera au projet par le biais d'une contribution en ressources humaines, notamment, elle assignera de ses employés, pour des missions d'environ un mois en Haïti, selon les interventions décrites au plan de mise en œuvre détaillé qui sera adopté au début de la mise en œuvre du projet.

Au total, il est prévu que 30 missions d'une durée approximative de deux semaines seront réalisées durant la durée du programme.

La Ville de Montréal affectera un de ses employés à titre de directeur du bureau d'appui à la mairie. Le coût des services de ce dernier seront remboursés à la Ville par le programme.

JUSTIFICATION

La Ville de Montréal entretient des relations d'amitié privilégiées avec Port-au-Prince depuis plus de dix huit ans. Lors du séisme du 12 janvier 2010, elle a déclaré, par son conseil municipal, soutenir Port-au-Prince durant cette épreuve et a appuyé diverses associations telles que la FCM, l'AIMF et CGLU dans le cadre des efforts de reconstruction des villes haïtiennes.

Par conséquent, la participation à la deuxième phase du PCM se veut un geste concret dans la poursuite de la reconstruction d'Haïti. À ce jour, la contribution en ressources humaines de la Ville de Montréal au PCM se chiffre à plus 1,2 millions de dollars. La participation montréalaise au PCM par le biais de missions techniques et la présence permanente d'un Bureau d'appui à la Mairie de Port-au-Prince, a permis les réalisations suivantes :

- § les services administratifs de la mairie de Port-au-Prince ont été relancés, entre autres par la mise en place d'un bureau d'appui à la mairie, par l'achat de ressources matérielles et d'équipements, par de la formation et de l'accompagnement technique, mais aussi par la réembauche de 13 employés en administration générale, gestion de projets, informatique, et gestion de bases de données;
- § un système de gestion documentaire a été créé à la mairie de Port-au-Prince et les archivistes ont été formés afin de préserver la mémoire institutionnelle et assurer une gestion plus transparente de l'administration municipale (classification et conservation des arrêtés municipaux, procès-verbaux, etc.);
- § une base de données pour la perception des taxes directes, dont les droits d'affichage et les droits de concession du cimetière, a été mise en place. Elle comprend actuellement 8000 affiches et plus de 7500 caveaux répertoriés. Les travaux de collecte de données se poursuivent, ce qui servira d'assise à une relance de la taxation locale par l'envoi des relevés de taxes dans un futur proche;
- § des nouveaux processus de consultations publiques et de renforcement des communications avec la population, impliquant de nombreux groupes de femmes, ont été mis en place dans les quartiers de Portail Léogane, de Martissant et de Bolosse;
- § des petits projets de remise en opération d'infrastructures municipales de base, tels que la réhabilitation de places publiques et le service de l'éclairage public (lampadaires photovoltaïque), ont été réalisés en concertation avec les autorités de quatre quartiers;
- § la création d'un système de gestion du territoire permettant aux autorités une meilleure connaissance de leur commune, de ses enjeux et une prise de décision liée à la réalité du terrain.

De plus, la Ville de Montréal, par le biais du PCM, a réussi en trois ans de présence à se positionner comme un acteur majeur de soutien au renforcement institutionnel et à la décentralisation. La pertinence de la contribution de la Ville de Montréal est reconnue autant en Haïti, par la classe politique municipale ou nationale, qu'au Canada par la diaspora haïtienne et de nombreux leaders municipaux de partout au pays.

Le salaire du directeur du Bureau d'appui à la Mairie de Port-au-Prince (employé de la Ville de Montréal) établi en permanence en Haïti est entièrement payé pour les cinq années du projet par le PCM2. La logistique et les dépenses qui en découlent seront assumées à même les fonds du projet. L'apport en nature par la ville se fera via le temps de l'agente de recherche, chargée du dossier et l'expertise envoyée sur place soit une trentaine de missions de deux semaines sur cinq ans.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget total envisagé pour le PCM2 est de 21 millions de dollars et comprend une contribution du ministère des Affaires étrangères de 19,2 millions de dollars et de 2,2 millions de dollars des membres du Consortium.

Budget par volet

Volets	Coûts directs* (financement MAECD)	Dons en services des	Total
Volet -1000- Région des Palmes (FCM & UMQ)	6 035 272 \$	702 750 \$	6 738 022 \$
Volet - 2000 - Port-au-Prince (Ville de Montréal)	5 703 230 \$	1 417 935 \$	7 121 165 \$
Volet - 3000 - Fédération nationales (UMQ & FCM)	1 705 249 \$	170 250 \$	1 875 499 \$
Volet - 4000 - Ministère (FCM)	568 098 \$		568 098 \$
Volet - 5000 - Gestion du bureau terrain (FCM)	3 018 225 \$		3 018 225 \$
Totaux	17 030 074 \$	2 290 935 \$	19 321 009 \$

* sans les frais de gestion

Répartition des frais généraux

Volets	Frais généraux (financement ACDI)		Total
Volet -1000- Région des Palmes (FCM & UMQ)	1 183 436 \$		1 183 436 \$
Volet - 2000 - Port-au-Prince (Ville de Montréal)	698 353 \$		698 353 \$
Volet - 3000 - Fédération nationales (UMQ & FCM)	209 088 \$		209 088 \$
Totaux	2 090 877 \$	0 \$	2 090 877 \$

Budget total

Volets	Coûts Totaux** (financement MAECD)	Dons en services des	Total
Volet - 1000- Région des Palmes (FCM & UMQ)	7 218 708 \$	702 750 \$	7 921 458 \$
Volet - 2000 - Port-au-Prince (Ville de Montréal)	6 401 583 \$	1 417 935 \$	7 819 518 \$
Volet - 3000 - Fédération nationales (UMQ & FCM)	1 914 337 \$	170 250 \$	2 084 587 \$
Volet - 4000 - Ministère (FCM)	568 098 \$		568 098 \$
Volet - 5000 - Gestion du bureau terrain (FCM)	3 018 225 \$		3 018 225 \$
Totaux	19 120 951 \$	2 290 935 \$	21 411 886 \$

**** Y inclus les frais de gestion**

Notons que la contribution de la ville de Montréal est calculée sur la base de dons de services de ses employés.

Ce budget inclut des achats d'équipements et un support opérationnel pour les communes haïtiennes ciblées, un support à l'embauche d'employés municipaux haïtiens, le financement de petits projets de reconstruction et réhabilitation, plusieurs missions techniques à long terme d'experts municipaux canadiens et la gestion de programme du bureau terrain à Port-au-Prince.

Les coûts directs et indirects engagés par la ville de Montréal dans le cadre du projet lui seront remboursés. Les coûts directs seront remboursés selon les politiques du Conseil du trésor, sur production de factures. Les coûts indirects seront remboursés tel que prévu à l'entente de consortium entre la ville de Montréal, la FCM et l'UMQ.

Le partage des sommes allouées par l'ACDI à titre de remboursement des frais indirects est prévu à l'entente de consortium comme suit:

- a) la FCM : (56.6%)
- b) l'UMQ : (10%)
- c) la Ville de Montréal: (33.4%)

Le paiement des montants ci-haut mentionnés est effectué trimestriellement par la FCM aux autres Parties dans les trente (30) jours suivant la production de chaque rapport financier du PCM. Se basant sur les dépenses réelles du PCM (compilées dans le rapport financier trimestriel), la FCM calcule le montant remboursable des frais administratifs et le distribue selon le prorata établi entre les Parties.

De plus, le coût des services du directeur du Bureau d'appui à la Mairie seront remboursés à la Ville par le projet. Celui-ci sera affecté au Service des affaires institutionnelles et son salaire sera facturée à la FCM qui procédera au remboursement à la Ville. Son affectation fera l'objet d'un sommaire décisionnel prochainement.

Enfin, comme la gestion du projet engendre des coûts indirects qui seront assumés en majeure partie par le Service des affaires institutionnelles, les sommes reçues à titre de

remboursement des frais indirects devraient être versées directement au budget de ce service pour couvrir les dépenses qu'elle devra assumer.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les missions de nos employés et nos actions en Haïti sont en conformité avec le volet social de l'article 35 du plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010 - 2015: « Montréal s'engage, entre autres, à encourager la participation d'employés à des missions de solidarité internationale.»

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le présent projet concrétise l'aide offert par Montréal à Port-au-Prince, ville soeur, dans le cadre d'une coopération historique.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Décembre 2013: signature de l'entente de Consortium avec la FCM et l'UMQ

Décembre 2013: signature de l'accord de contribution avec le MAECD

Janvier 2014: obtention du décret d'autorisation

Janvier 2014: démarrage du PCM2

Janvier 2014: Finalisation de l'entente avec Port-au-Prince

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :

Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Maxime TETRAULT)

Avis favorable :

Capital humain et des communications , Dotation_main d'oeuvre et rémunération des cadres (Josée LAPOINTE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Seynabou Amy KA
Agente de recherche

ENDOSSÉ PAR

Robert S SMITH
Adjoint chef de bureau affaires internationales

Date d'endos. : 2013-12-09

Dossier # :1134834008



Dossier # : 1134631003

Unité administrative responsable :	Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction des services regroupés aux arrondissements , Propreté_déneigement et concertation des arrondissements
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 b) concilier la protection de l'environnement et du patrimoine bâti avec le développement économique, social et culturel
Projet :	-
Objet :	Offrir aux conseils d'arrondissements, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, d'assumer la responsabilité de l'offre de service de déchiquetage et de collecte des branches provenant du domaine privé sur le territoire des arrondissements participants pour l'année 2014.

Il est recommandé:
d'offrir aux conseils d'arrondissements, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, d'assumer la responsabilité de l'offre de service de déchiquetage et de collecte des branches provenant du domaine privé sur le territoire des arrondissements participants pour l'année 2014.

Signé par Guylaine BRISSON **Le** 2013-11-20 08:49

Signataire :

Guylaine BRISSON

Directrice
Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction des
services regroupés aux arrondissements

IDENTIFICATION

Dossier # :1134631003

Unité administrative responsable :	Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction des services regroupés aux arrondissements , Propreté_déneigement et concertation des arrondissements
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 b) concilier la protection de l'environnement et du patrimoine bâti avec le développement économique, social et culturel
Projet :	-
Objet :	Offrir aux conseils d'arrondissements, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, d'assumer la responsabilité de l'offre de service de déchiquetage et de collecte des branches provenant du domaine privé sur le territoire des arrondissements participants pour l'année 2014.

CONTENU

CONTEXTE

L'agrile du frêne, un insecte ravageur exotique qui détruit les frênes en quelques années, a été détecté sur le territoire de la Ville de Montréal en juillet 2011. Originaire d'Asie du Sud-Est, cet insecte a décimé plus de 20 millions de frênes en Amérique du Nord. La canopée de Montréal compte environ 20% de frênes.

Depuis le printemps 2012, afin de diminuer les risques de propagation de l'agrile du frêne sur le territoire canadien, l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) a inclus la totalité de l'île de Montréal aux régions réglementées en vertu de l'*Arrêté sur les lieux infestés par l'agrile du frêne*. Cet arrêté ministériel interdit le déplacement du bois de chauffage de toutes les espèces d'arbres et des produits provenant de frênes à l'extérieur de la région réglementée, sauf s'ils sont préalablement neutralisés selon les normes spécifiques édictées par l'Agence. De plus, afin de réduire les risques de propagation, la Ville a décidé de ne plus inclure les branches d'arbres dans la collecte des résidus verts et d'offrir un service de déchiquetage des branches de feuillus selon les directives de l'ACIA.

L'inclusion de l'île de Montréal aux zones réglementées a des impacts importants sur les opérations et les services de proximité offerts aux citoyens tels que la collecte des résidus verts et l'élagage des arbres. Afin de se conformer à ces exigences, les arrondissements devront s'assurer d'inclure dans leurs opérations une phase de neutralisation des produits réglementés leur permettant d'en disposer librement sans risques de s'exposer à des mesures d'application de la loi.

Étant donné le surplus de travail pour la mise en place de ces opérations par les équipes internes, il a été convenu avec les arrondissements que la Ville centre lancerait un appel d'offres centralisé pour la collecte et le déchiquetage des branches sur son territoire. Ceci est fait depuis 2012. La date de lancement de l'appel d'offres pour le contrat 2014 est le 4 décembre 2013.

Ce dossier fait référence au Plan d'action montréalais de lutte contre l'agrile du frêne 2012-2015 adopté par le comité exécutif en 2012 (CE12 0555).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE13 1384 - 11 septembre 2013 - Majorer l'entente-cadre intervenue entre la Ville et Élagage Prestige inc.(CE13 0287) pour le service de déchiquetage des branches de feuillus provenant du domaine privé, dans le cadre des efforts de lutte à l'agrile du frêne, la faisant passer de 332 277,75 \$, taxes incluses, à 432 742,91 \$, taxes incluses / Autoriser une dépense additionnelle de 100 465,16 \$, taxes incluses.

CE13 0287 - 13 mars 2013 - Conclure une entente-cadre avec Élagage Prestige inc. pour la fourniture du service de collecte et déchiquetage des branches provenant du domaine privé sur tout le territoire des arrondissements participants, d'avril à novembre 2013 - Appel d'offres 13-12626 (5 soum.) (montant estimé de l'entente: 332 227,75\$, taxes incluses).

CM13 0132 - 26 février 2013 - Offrir aux conseils d'arrondissements, conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, d'assumer la responsabilité de l'offre de service de collecte et déchiquetage des branches pour l'année 2013, provenant du domaine privé sur le territoire des arrondissements participants.

CE12 0969 - 13 juin 2012 - Conclure une entente-cadre avec Émondage Allard inc. pour la fourniture du service de collecte et de déchiquetage des branches provenant du domaine privé sur le territoire des arrondissements participants, pour une période de 6 mois. Appel d'offres 12-17174 (6 soum.) (Montant estimé: 139 858,47\$).

CM12 0393 - 14 mai 2012 - Offrir aux arrondissements, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, d'assumer la responsabilité de la collecte et du déchiquetage des branches provenant du domaine privé sur tout le territoire des arrondissements participants.

CE12 0555 - 18 avril 2012 - D'adopter le Plan d'action montréalais de lutte contre l'agrile du frêne 2012-2015, de demander des crédits additionnels de 176 773,19\$ en 2012 et de demander un ajustement de la base budgétaire de 226 725,63\$ en 2013, de 230 260,14\$ en 2014 et de 233 865,35\$ en 2015.

DESCRIPTION

Après discussion avec les arrondissements, le Service de concertation des arrondissements et des ressources matérielles a été mandaté pour lancer un appel d'offres centralisé. Par l'appel d'offres, la Ville souhaite obtenir des soumissions pour le déchiquetage des branches déposées en bordure de rue par les citoyens. Le déchiquetage s'effectuera sur appel à la suite de demandes de citoyens au 311. Le déchiquetage sera effectué sur place et les copeaux résultant du déchiquetage devront respecter les exigences de l'ACIA, soit de posséder une taille maximale de 2,5 cm sur deux dimensions.

Un seul contrat sera octroyé pour l'ensemble du territoire de la Ville de Montréal. En outre, le soumissionnaire devra démontrer que son entreprise possède la capacité de traitement de l'ensemble du territoire des arrondissements participants. Le contrat sera octroyé au plus bas soumissionnaire conforme.

En 2012 et en 2013, la majorité des arrondissements ont décidé d'utiliser l'entente-cadre. Les arrondissements qui décident de ne pas faire partie du contrat centralisé doivent toutefois se conformer aux exigences de l'ACIA en ayant recours à leurs équipes internes en régie.

JUSTIFICATION

L'offre de service de la Ville centre aux arrondissements participants d'assumer la responsabilité du déchetage des branches pour l'année 2014 permettra une uniformisation des activités sur le territoire de la Ville. Cela permettra également de pouvoir réaliser des économies d'échelle sur cette activité.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts qui seront reliés à l'utilisation de ce contrat seront assumés par la Ville centre. Les dispositions budgétaires relatives au virement de crédits seront précisées par le Service des finances lors de leur intervention.

Mentionnons que la Direction des services regroupés aux arrondissements ne dispose pas des crédits requis pour assumer cette dépense. Au moment de l'octroi du contrat, une source corporative devra être identifiée afin de permettre à la Direction de s'acquitter de cette responsabilité.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce contrat permettra de réduire les pertes de la canopée sur le territoire et contribuera à diminuer les risques de nouveaux foyers d'infestation d'agrile du frêne.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'absence de centralisation de cette responsabilité ferait en sorte qu'il y aurait une plus grande complexité du processus de cette activité, vu l'absence d'uniformisation et possiblement une augmentation des coûts.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

En ce qui concerne le plan de communication interne avec les arrondissements, des mesures seront mises en place afin d'assurer la coordination avec les répondants du 311.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Lancement de l'appel d'offres: 4 décembre 2013

Ouverture des soumissions: 8 janvier 2014

Début du contrat: 15 mars 2014

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :

Lachine , Bureau du directeur d'arrondissement (Martin SAVARD)

Avis favorable avec commentaires :

Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction de l'approvisionnement (Houda KAMIL)

Avis favorable :

Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement (Stephane P PLANTE)

Avis favorable :
Anjou , Bureau du directeur d'arrondissement (Andrée DUQUETTE)

Avis favorable :
Ville-Marie , Direction des travaux publics (Guy CHARBONNEAU)

Avis favorable :
Ahuntsic-Cartierville , Direction d'arrondissement (Ronald CYR)

Avis favorable avec commentaires :
Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction des travaux publics (Michel FACHINETTI)

Avis favorable :
Le Plateau-Mont-Royal , Bureau du directeur d'arrondissement (Isabelle CADRIN)

Avis favorable :
LaSalle , Bureau du directeur d'arrondissement (Marc MORIN)

Avis favorable :
Rosemont - La Petite-Patrie , Bureau du directeur d'arrondissement (Paul BOURRET)

Avis favorable avec commentaires :
Montréal-Nord , Direction des travaux publics (Alain LEGAULT)

Avis favorable avec commentaires :
Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Diane NGUYEN)

Avis favorable :
Saint-Léonard , Bureau du directeur d'arrondissement (Gilles RAINVILLE)

Avis favorable :
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Bureau du directeur d'arrondissement (Stephane CHÉNIER)

Avis favorable :
L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève , Bureau du directeur d'arrondissement (Claire VASSART)

Avis favorable :
Qualité de vie , Direction des grands parcs et du verdissement (Pierre JUTRAS)

Avis favorable avec commentaires :
Verdun , Bureau du directeur d'arrondissement (Pierre P BOUTIN)

Avis favorable :
Saint-Laurent , Direction des travaux publics (François LAPALME)

Avis favorable :
Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles , Direction des travaux publics (Yves GRAVEL)

Avis favorable :
Outremont , Direction des travaux publics (Hadi HAKIM)

Avis favorable avec commentaires :
Le Sud-Ouest , Direction des travaux publics (Richard CÔTÉ)

Avis défavorable :
Pierrefonds-Roxboro , Direction des travaux publics (Claude LACHANCE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Valérie MATTEAU
Conseillère en planification

ENDOSSÉ PAR

André HAMEL
CHEF DE DIVISION Division propreté
déneigement et concertation des
arrondissements

Date d'endos. : 2013-11-05

Dossier # :1134631003



Dossier # : 1134309008

Unité administrative responsable :	Finances , Direction Services partagés financiers , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution prévoyant l'étalement de la variation des valeurs foncières découlant de l'entrée en vigueur du rôle d'évaluation foncière le 1er janvier 2014, conformément à l'article 253.27 de la Loi sur la fiscalité municipale.

Il est recommandé :
de décréter, qu'en vertu de l'article 253.27 de la Loi sur la fiscalité municipale, l'étalement de la variation des valeurs foncières imposables découlant de l'entrée en vigueur du rôle d'évaluation foncière triennal 2014-2016 s'applique aux taxes basées sur les valeurs imposables inscrites à ce rôle.

Signé par Jacques MARLEAU **Le** 2013-12-06 07:48

Signataire :

Jacques MARLEAU

Directeur principal par intérim et trésorier adjoint
Finances , Bureau du directeur principal

IDENTIFICATION **Dossier # :1134309008**

Unité administrative responsable :	Finances , Direction Services partagés financiers , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution prévoyant l'étalement de la variation des valeurs foncières découlant de l'entrée en vigueur du rôle d'évaluation foncière le 1er janvier 2014, conformément à l'article 253.27 de la Loi sur la fiscalité municipale.

CONTENU

CONTEXTE

Le 1^{er} janvier 2014 entrera en vigueur le rôle triennal d'évaluation foncière déposé le 11 septembre 2013. Les valeurs foncières des immeubles imposables inscrits au nouveau rôle totalisent 210,1 G \$, constituant une hausse moyenne de 20,3 % par rapport aux valeurs inscrites au rôle précédent.

L'augmentation des valeurs n'est pas uniforme dans l'ensemble de la Ville, variant selon les catégories d'immeubles et les arrondissements. Ainsi, les contribuables dont la propriété a subi une augmentation de valeur supérieure à la moyenne pourraient voir leurs comptes de taxes augmenter. L'article 253.27 de la *Loi sur la fiscalité municipale* permet à l'administration municipale d'étalement la variation des valeurs foncières sur la durée du rôle afin d'atténuer l'impact de ces variations de valeur.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM10 0951 - 13 décembre 2010 - Adopter une résolution prévoyant l'étalement de la variation des valeurs foncières découlant de l'entrée en vigueur du rôle d'évaluation foncière le 1er janvier 2011, conformément à l'article 253.27 de la Loi sur la fiscalité municipale

DESCRIPTION

La résolution prévoit l'étalement de la variation des valeurs foncières pour la durée du rôle. Elle s'applique aux taxes basées sur les valeurs imposables inscrites au rôle d'évaluation foncière et a effet aux fins des exercices financiers 2014, 2015 et 2016.

Ainsi, pour établir les taxes foncières de chacune des années 2014, 2015 et 2016, est ajouté successivement à la valeur foncière inscrite au rôle précédent (ou retranché si la nouvelle valeur est en baisse par rapport au rôle précédent), le tiers de la variation entre la valeur foncière au rôle 2011-2013 et celle au rôle 2014-2016.

La valeur ainsi obtenue est appelée «valeur ajustée» et servira au calcul des taxes foncières pour les exercices financiers 2014, 2015 et 2016.

JUSTIFICATION

Les mesures d'étalement permettent d'atténuer les effets pour les contribuables des variations de valeurs foncières faisant suite au dépôt du nouveau rôle 2014-2016.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

n/a

DÉVELOPPEMENT DURABLE

n/a

IMPACT(S) MAJEUR(S)

n/a

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

n/a

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

La résolution doit absolument être adoptée avant l'adoption du budget afin de répondre aux exigences de l'article 253.27 de la *Loi sur la fiscalité municipale*. Cette résolution sera adoptée par le Conseil municipal le 16 décembre 2013.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

n/a

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Natalie GARNEAU
Conseillère - recettes fiscales

ENDOSSÉ PAR

Daniel FINLEY
Chef des revenus

Date d'endos. : 2013-12-05

Dossier # :1134309008



Dossier # : 1130088001

Unité administrative responsable :	Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction de l'approvisionnement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Prolonger, conformément à l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, la déclaration de compétence quant aux pouvoirs des arrondissements auxquels réfère le Modèle d'affaires de la fonction d'approvisionnement (CM11 0836, modifiée par la résolution CM11 1041), pour une période de 5ans, à compter du 1er janvier 2014.

Il est recommandé au conseil de la Ville de prolonger, conformément à l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, la déclaration de compétence quant aux pouvoirs des arrondissements auxquels réfère le Modèle d'affaires de la fonction d'approvisionnement (CM11 0836, modifiée par la résolution CM11 1041), pour une période de 5 ans, à compter du 1er janvier 2014.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2013-12-09 16:20

Signataire :

Jacques A. ULYSSE

Directeur principal par intérim
Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction

IDENTIFICATION

Dossier # :1130088001

Unité administrative responsable :	Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction de l'approvisionnement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Prolonger, conformément à l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, la déclaration de compétence quant aux pouvoirs des arrondissements auxquels réfère le Modèle d'affaires de la fonction d'approvisionnement (CM11 0836, modifiée par la résolution CM11 1041), pour une période de 5ans, à compter du 1er janvier 2014.

CONTENU

CONTEXTE

Suite à l'important chantier sur l'approvisionnement tenu en 2010, chantier auquel participaient des intervenants d'arrondissements et de services corporatifs, le Conseil municipal adoptait, le 24 octobre 2011, une résolution approuvant la Politique d'approvisionnement, ainsi que les orientations du Modèle d'affaires de la fonction d'approvisionnement municipal. Les analyses posaient le constat que la performance de la chaîne d'approvisionnement municipale ne pouvait être optimale considérant son important morcellement organisationnel.

La Ville ne pouvait se présenter comme un acteur majeur et cohérent auprès des marchés, ne profitait pas des économies importantes que pouvaient lui procurer les achats collectifs, et ne pouvait avoir une vision globale des stocks tenus en magasins et entrepôts. Le morcellement des achats avait même des effets pervers tant sur la cohérence d'action que sur les prix. En effet, la Ville était considérée comme une mosaïque d'unités indépendantes, facile à déjouer ou à affaiblir, faute de cohésion dans la pensée et l'approche en acquisition. De plus, la Ville se trouvait à risque de contestation devant les tribunaux de la part des adjudicataires des ententes puisqu'elles n'étaient pas respectées des concurrents n'ayant pas obtenu les contrats offrant à des prix inférieurs lesdits produits sur ententes-cadres. Il s'agit là de concurrence déloyale, d'un manque manifeste d'éthique commerciale et d'irrespect envers l'organisation municipale.

Un coup de barre important se devait d'être donné afin que la fonction d'approvisionnement devienne réellement fonctionnelle, en mesure de s'identifier comme une organisation cohérente, unifiée devant les marchés, contributive économiquement et soutenante aux unités offrant la prestation de services aux citoyens. Le Modèle d'affaires proposé alors, ainsi que la politique d'approvisionnement actualisée visaient donc à assurer que les meilleures pratiques du domaine d'affaires soient mises en place.

Ainsi à l'automne 2011, le Conseil municipal adoptait la Politique d'approvisionnement, le Modèle d'affaires et se prévalait de l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal pour se déclarer compétent, pour une période de deux ans à compter du 1^{er} janvier 2012, quant

aux pouvoirs auxquels réfère la Modèle d'affaires. Il mandatait de plus, le Service de la concertation des arrondissements et des ressources matérielles et la Direction de l'approvisionnement à mettre en œuvre la Politique d'approvisionnement et le Modèle d'affaires assurant son application.

La période de deux ans arrive à échéance le 31 décembre 2013. Puisqu'il y va de l'intérêt général de la Ville, la Direction de l'approvisionnement du Service de la concertation des arrondissements et ressources matérielles propose la reconduction, au 1^{er} janvier 2014, du Modèle d'affaires d'approvisionnement municipal, et à cette fin l'adoption d'une nouvelle résolution relative à la déclaration de compétence du Conseil municipal conformément à l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal quant aux pouvoirs auxquels réfère le Modèle d'affaires.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM11 1041 (19 décembre 2011), Modifier la résolution CM11 0836 du conseil municipal afin d'apporter des précisions sur les compétences exercées par les unités dans le cadre du nouveau modèle d'affaires de la fonction approvisionnement.

CM11 0899 (21 novembre 2011), Adoption - Règlement modifiant le règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la Ville aux conseils d'arrondissements (02-002).

CG11 0357 (27 octobre 2011), Adoption de la Politique d'approvisionnement ainsi que du Modèle d'affaires de la fonction d'approvisionnement.

CM11 0836 (24 octobre 2011), Adopter la politique d'approvisionnement et le Modèle d'affaires de la fonction et se déclarer compétent, conformément à l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, pour une période de deux ans à compter du 1^{er} janvier 2012, quant aux pouvoirs auxquels réfère le Modèle d'affaires approuvé par le comité exécutif.

DESCRIPTION

L'article 573 de la Loi des cités et villes (LCV) détermine les obligations des villes dans la sollicitation des marchés. Toutefois, la LCV ne définit pas comment les villes, avec leurs particularités propres, doivent gérer des activités d'affaires toujours exercées à la frontière des environnements public - privé. La Politique d'approvisionnement et le Modèle d'affaires viennent combler ce vide et constituent la pierre d'assise de la fonction d'approvisionnement montréalaise.

La Politique d'approvisionnement a pour objet, entre autres :

- de confirmer les principes et valeurs de l'organisation dans ses relations d'affaires;
- de définir les lignes directrices en matières d'achats et de gestion des stocks;
- de partager les responsabilités entre les intervenants;
- de proposer un cadre commun à un ensemble d'interventions ponctuelles ou planifiées en matière d'acquisition;
- de définir les règles des échanges commerciaux et transactionnels entre la Ville et ses fournisseurs;
- de maintenir de saines relations d'affaires basées sur la compétence et le respect des parties;
- le tout afin de positionner la Ville comme un acteur majeur, cohérent et respecté auprès des marchés avec qui elle transige.

Le Modèle d'affaires propose quant à lui :

- de définir l'organisation, la structure et la contribution d'une spécialité d'affaires par laquelle des millions de dollars sont transigés;
- d'introduire de la cohérence dans la gestion de la ressource matérielle d'une organisation majeure;
- de définir les stratégies, les actions, les ressources et les compétences nécessaires à la valorisation de la contribution économique à l'organisation, première raison d'être de la fonction d'approvisionnement;
- de déterminer les meilleurs moyens de développer les compétences, les pratiques, et les technologies qui servent le mieux la Ville;
- de définir les façons d'en rendre compte.

Le présent dossier a donc comme objectif de reconduire le Modèle d'affaires d'approvisionnement pour une durée de 5 ans afin de continuer d'en récolter les bénéfices déjà obtenus.

JUSTIFICATION

La Politique d'approvisionnement adoptée à l'automne 2011 énonce la vision de la Ville en matière d'approvisionnement, en fonction des orientations et recommandations qui se sont dégagées des travaux du chantier d'approvisionnement tenu en 2010 - 2011. L'application de la Politique d'approvisionnement et du Modèle d'affaires ne pouvait se faire sans un nouveau partage des responsabilités entre les acteurs, sans une réorganisation de la fonction, et ce tout en générant rapidement une partie des bénéfices attendus. C'est ce à quoi la Direction de l'approvisionnement, soutenue par les instances, les gestionnaires, les employés et les unités se sont appliqués avec ardeur depuis janvier 2012.

Les résultats obtenus jusqu'à maintenant appuient la pertinence de maintenir la Politique d'approvisionnement et de poursuivre la mise en place du Modèle d'affaires :

Au niveau des acquisitions

En 2012 la Direction aura traité près de 700 appels d'offres, et plus de 1030 en 2013 et ce, à l'entière satisfaction de la clientèle. Plusieurs arrondissements ont sollicité l'aide de la Direction de l'approvisionnement en matière de services professionnels et ce, même s'ils avaient les pouvoirs pour le faire. La réorganisation des ressources ou disciplines aura permis de mettre à niveau les pratiques et d'accroître la capacité opérationnelle. Parallèlement, un plan de développement des compétences est en préparation. Ce plan a pour objet de bonifier les savoirs et les pratiques, afin de maximiser l'apport des approvisionneurs et de préparer la relève. Un premier bloc de formation sera disponible dès l'été 2014.

Concernant l'apport économique des ententes-cadres, la Direction de l'approvisionnement est en ligne avec les prévisions établies en 2011 et maintient le cap sur des économies de l'ordre de 40 M\$ d'ici 2015. Certains dossiers majeurs ont aussi bénéficié d'une meilleure analyse du marché et d'une meilleure approche stratégique des marchés.

La mise en place progressive des comités d'usagers experts favorise une meilleure définition des besoins collectifs, solidifie la position de la Ville sur les marchés et a largement contribué à l'obtention de prix concurrentiels, assurant ainsi au citoyen un meilleur retour sur son investissement (ses taxes). L'organisation des comités experts est versée en pièce jointe.

Au niveau des magasins

La fonction logistique a aussi été au coeur du Modèle d'affaires. Le projet consiste en plusieurs volets dont notamment :

- L'harmonisation des descriptifs (codes) des produits maintenus dans les divers magasins municipaux afin que les produits soient plus facilement identifiables et portent un descriptif uniforme pour tous les usagers. Ceci a été réalisé, conjointement avec la mise en place des nouvelles catégories d'achat. L'harmonisation permet maintenant d'avoir une vue globale sur tous les produits maintenus dans les magasins, de mieux les répartir, et de faire des transferts inter magasins.
- L'analyse de tous les produits inactifs dans l'ensemble du réseau de distribution a permis soit de réutiliser ailleurs certains produits, de les retourner à des fournisseurs, de les offrir à l'encan du CSPQ, ou de les radier des livres. Ainsi plus de 6000 codes ont été retranchés.
- Le groupe logistique doit maintenant se pencher sur la rationalisation des dépôts, évaluer l'espace requis aux opérations de distribution, redéfinir le réseau de distribution, analyser les modes et routes de service et de messagerie, et appliquer les bonnes pratiques logistiques dans la consolidation du réseau de magasins et de distribution.

Au niveau des pratiques et processus

Des économies administratives et de systèmes ont aussi été générées par le Modèle d'affaires. Par exemple, les premières actions du plan de réduction des licences Oracle «Émetteurs de bons de commandes» ont permis de retirer près d'une centaine de licences en 2013, soit un coût évité d'environ 2 M\$ en coût d'acquisition et d'entretien.

Le plan prévoit une réduction plus importante en 2014 avec le déploiement du module IProcurement (Oracle) dans SIMON. L'objectif vise l'atteinte du minimum prévu de 200 licences , soit une diminution de 500 licences pour un coût évité de 10 M\$ en acquisition de licences et de 2,2 M\$ récurrents en frais de maintien et d'entretien des licences . Ce même projet, permettra la réorganisation du travail d'approvisionnement en permettant aux usagers de faire leurs demandes d'achat sans devoir être des «émetteurs de commandes» avec licences, et de concentrer l'expertise d'approvisionnement sous la responsabilité des agents d'approvisionnement. Il sera alors plus aisé de former adéquatement ces personnes à la fonction achat. Ceci sera impossible à réaliser sans la continuité de la mise en place du Modèle d'affaires optimal.

La mise en place d'un cadre commun est au cœur du Modèle d'affaires. Le regroupement des ressources facilite grandement la conformité aux encadrements et aux bonnes pratiques, génère une meilleure collaboration, un meilleur esprit d'équipe entre unités, soutient et génère l'innovation propice à la recherche d'économies.

Bien avant les révélations de la CEIC (Commission d'enquête sur l'industrie de la construction), la Politique d'approvisionnement adoptée à l'automne 2011 venait confirmer les valeurs d'intégrité, d'éthique et de transparence de l'organisation municipale dans ses relations d'affaires. Se sont ajoutées depuis, la Politique de gestion contractuelle, la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics, la certification de l'Autorité des marchés financiers. Dans ce dernier cas, il est rapidement apparu que la gestion locale de cette certification (ou de son retrait), mettait la Ville à risque d'être en litige avec des fournisseurs rejetés par une unité et maintenus par d'autres.

Les résultats obtenus jusqu'à maintenant militent en faveur de la poursuite du travail mené

avant et depuis l'adoption du plan soumis aux instances. L'approvisionnement devient un centre de profits plutôt qu'un centre de coûts. La durée de la prolongation de 5 ans permettra d'obtenir le plein potentiel du Modèle d'affaires, particulièrement compte tenu du cycle de renouvellement des ententes cadres qui courent entre 3 à 7 ans.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La mise en place du Modèle d'affaires d'approvisionnement municipal proposait un potentiel d'économies, à l'achat, de 30 à 40 M\$ en 5 ans, économies distribuées comme suit:

	2012	2013	2014	2015	Total
Économies globales (M\$)	3,25 à 5,75	6,5 à 9,85	7,5 à 11,25	Plus de 12	30 à ~ 40

Or, les résultats obtenus jusqu'à maintenant indiquent que cet objectif est tout à fait réaliste et démontrent le potentiel du Modèle à générer des économies de l'ordre de 40M\$ sur 5 ans.

Les tableaux d'économies sont versés en pièces jointes.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La Politique d'approvisionnement vise à prendre en compte les objectifs du *Plan stratégique de développement durable de la collectivité montréalaise* ainsi que du *Partenariat en économie sociale pour un développement solidaire et durable*.

Les efforts en cette matière se traduisent par l'implication de la Ville dans l'économie sociale par son appui à la Déclaration d'engagement: «L'économie sociale, j'achète!».

La Direction de l'approvisionnement est aussi impliquée dans le chantier sur l'économie sociale mené par le CESIM. Sa contribution s'exprime par un accompagnement conseil, de formation et d'achat auprès de 27 entreprises d'économie sociale montréalaises.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La non reconduction du Modèle d'affaires de la fonction d'approvisionnement constituerait un frein au positionnement de Montréal comme agent économique majeur sur les marchés et contributif aux diverses préoccupations de la société montréalaise.

Sur le plan fonctionnel, d'importants mouvements de ressources, d'harmonisation des processus et de pratiques, d'actualisation des outils technologiques, de développement des compétences, de coordination avec l'ensemble des partenaires et de développement d'indicateurs ont été entrepris et doivent se poursuivre pour maintenir les acquis et consolider le changement entrepris en 2011.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Depuis 2011, la Direction de l'approvisionnement a mené plusieurs actions de communication auprès de tous les paliers de l'organisation. De multiples rencontres ont été tenues et plusieurs présentations faites auprès des instances, des administrateurs, du personnel d'approvisionnement, du personnel usager (plus de 900 employés informés et formés), et de fournisseurs (groupe de discussion «focus group»).

Les réseaux Intranet et Internet ont aussi permis de diffuser diverses informations dont, notamment la Politique d'approvisionnement, la Politique de gestion contractuelle, l'actualisation des données sur les fournisseurs, etc.

L'adoption de la présente reconduction fera aussi l'objet d'un plan de communication pour bien informer toutes les parties prenantes afin de poursuivre et même accroître leur implication dans ce projet porteur pour la Ville. Il s'agit d'une coopération rentable pour tous.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation par les instances et poursuite des activités.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

L'adoption du Modèle d'affaires de la fonction d'approvisionnement à l'automne 2011, était aussi assortie de la déclaration de compétence du Conseil de la Ville quant aux pouvoirs auxquels réfère le Modèle approuvé par le Comité exécutif. Conformément à l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, cette déclaration porte sur une période de deux ans à compter du 1er janvier 2012. Elle doit donc être renouvelée avant le 1er janvier 2014.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des affaires civiles (Véronique BELPAIRE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Serge OUELLETTE
Directeur Approvisionnement, intérim

ENDOSSÉ PAR

Jacques A. ULYSSE
Directeur principal SCARM, intérim

Date d'endos. : 2013-12-06

Dossier # :1130088001



Dossier # : 1133890023

Unité administrative responsable :	Arrondissement L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève , Bureau du directeur d'arrondissement , Secrétariat d'arrondissement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement modifiant le « Règlement autorisant un emprunt de 200 000 \$ pour la réalisation de travaux de reconstruction et de prolongement du réseau d'aqueduc et d'égout sanitaire sur la rue Place Denis de l'arrondissement L'Île-Bizard-Sainte-Geneviève (12-031) », augmentant ainsi l'emprunt de 200 000 \$ à 300 000 \$.

Il est recommandé au conseil municipal :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 200 000 \$ pour la réalisation de travaux de reconstruction et de prolongement du réseau d'aqueduc et d'égout sanitaire sur la rue Place Denis de l'arrondissement de L'Île-Bizard-Sainte-Geneviève (12-031) », augmentant ainsi l'emprunt de 200 000 \$ à 300 000 \$.

Signé par Claire VASSART **Le** 2013-11-11 16:13

Signataire : Claire VASSART

Directrice d'arrondissement
L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève , Bureau du directeur d'arrondissement

IDENTIFICATION

Dossier # :1133890023

Unité administrative responsable :	Arrondissement L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève , Bureau du directeur d'arrondissement , Secrétariat d'arrondissement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement modifiant le « Règlement autorisant un emprunt de 200 000 \$ pour la réalisation de travaux de reconstruction et de prolongement du réseau d'aqueduc et d'égout sanitaire sur la rue Place Denis de l'arrondissement L'Île-Bizard-Sainte-Geneviève (12-031) », augmentant ainsi l'emprunt de 200 000 \$ à 300 000 \$.

CONTENU

CONTEXTE

Contexte

Les propriétaires du 4, 6 et 10, rue Place Denis demandent à la Ville de prolonger le réseau d'aqueduc et d'égout sanitaire. Un règlement d'emprunt a été adopté pour permettre cette construction en avril 2012 pour un montant de 200 000 \$. Le projet a été inclus au décret de juin 2013. L'arrondissement a publié un appel d'offres public le 19 juin 2013. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 11 juillet 2013. Les soumissions reçues variaient entre 228 000 \$ et 274 000 \$, à quoi nous devons ajouter les honoraires professionnels d'environ 10%.

Compte tenu des soumissions reçues, il apparaît que le règlement d'emprunt initial (12-031) de 200 000 \$ est nettement insuffisant pour réaliser les travaux. Nous devons donc augmenter le montant du règlement de 100 000 \$. La répartition des coûts de celui-ci sera identique au règlement initial, soit de 36,5% du coût des travaux assumé par l'arrondissement et 63,5% payé par les riverains concernés;

Décision(s) antérieure(s)

CA12 28 0115 du 02/04/2012

Recommander au conseil municipal d'adopter un règlement d'emprunt de 200 000 \$ pour la reconstruction et le prolongement du réseau d'aqueduc et d'égout sanitaire sur la rue Place Denis situé dans l'arrondissement de l'Île-Bizard-Sainte-Geneviève.

CM12 0750 du 21/08/2012

Adoption - règlement autorisant un emprunt de 200 000 \$ pour la réalisation des travaux de reconstruction et de prolongement du réseau d'aqueduc et d'égout sanitaire

sur le Place Denis de l'arrondissement de L'Île-Bizard-Sainte-Geneviève

CA12 28 0310 du 05/11/2012

Accorder un contrat à CIMA + pour les services professionnels concernant la réalisation des travaux de plans, devis, documents d'appels d'offres et la surveillance avec résidence des travaux pour le projet de reconstruction et prolongement de l'aqueduc et de l'égout sanitaire de la Place Denis, arrondissement de l'Île-Bizard - Sainte-Geneviève, pour une somme maximale de 20 695,50 \$ taxes incluses - Appel d'offres # 2012-028 - 2 soumissionnaires

Description

Il s'agit d'augmenter le montant du règlement initial pour permettre de compléter la reconstruction et le prolongement du réseau d'aqueduc et d'égout sanitaire sur la rue Place Denis de l'arrondissement de L'Île-Bizard-Sainte-Geneviève.

Justification

L'écart entre l'estimé préliminaire et le plus bas soumissionnaire est de 26%. CIMA, la firme d'ingénieurs retenue pour la réalisation des plans, devis, documents d'appel d'offres et la surveillance des travaux pour ce projet, explique l'écart par le fait que la saison de réalisation des contrats était déjà avancée et que plusieurs entrepreneurs étaient déjà occupés. De plus, avec les nouvelles mesures mises en place par le Ville de Montréal, comme l'envergure de ce projet est relativement modeste, peu d'entrepreneurs étaient intéressés à faire les démarches nécessaires. Aussi, des modifications demandées lors de la période de soumission (changement du tracé des conduites et ajout de regards) eut pour effet d'augmenter le prix soumissionné.

Aspect(s) financier(s)

Tel que le règlement d'emprunt initial, le montant supplémentaire de 100 000 \$ sera amorti sur une période de vingt (20) ans. Les travaux seront financés par un emprunt à la charge de :

- tous les immeubles imposables de l'arrondissement pour ce qui est du remplacement de la conduite actuelle soit 36,5% du coût des travaux;
- des riverains du 4, 6 et 10, Place Denis en fonction de la superficie, pour le prolongement du réseau, soit 63,5% du coût des travaux.

Un virement budgétaire sera effectué au moment de l'octroi du contrat vers le DGSRE

Dès l'acceptation du règlement d'emprunt par le MAMROT, un virement budgétaire au montant de 100,000 \$ sera viré du compte

Investi 13 18506 000 report de surplus 2012 vers le compte :

INVESTI

projet	18506
sous projet	12 18506 010

SIMON

projet	140468
clef	À VENIR

Impact(s) majeur(s)

1. Raccordement aux réseaux d'aqueduc et d'égout sanitaire.
2. Protection incendie accrue.
3. Conformité aux normes québécoises de la qualité de l'eau.

Opération(s) de communication

- L'arrondissement a communiqué avec les propriétaires visés en août 2013.
- Les propriétaires ont aussi été rencontrés.
- Tous ont répondu par l'affirmative à une augmentation du montant autorisé par règlement d'emprunt pour permettre le prolongement des réseaux d'aqueduc et d'égout sanitaire.

Calendrier et étape(s) subséquente(s)

7 novembre 2013 : Lancement de l'appel d'offres

28 novembre 2013 : Ouverture des soumissions

1er juin 2014 : Début des travaux

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nicole TRÉPANIÉ
Secrétaire d'unité administrative

Dossier # :1133890023

IDENTIFICATION

Dossier # :1133890023

Unité administrative responsable :	Arrondissement L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève , Bureau du directeur d'arrondissement , Secrétariat d'arrondissement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Projet :	-
Objet :	Recommander au conseil municipal d'adopter un règlement d'emprunt de 100 000 \$ supplémentaire pour la réalisation des travaux de reconstruction et de prolongement du réseau d'aqueduc et d'égout sanitaire sur la rue Place Denis de l'arrondissement L'Île-Bizard-Sainte-Geneviève.

CONTENU

CONTEXTE

Les propriétaires du 4, 6 et 10, rue Place Denis demandent à la Ville de prolonger le réseau d'aqueduc et d'égout sanitaire. Un règlement d'emprunt a été adopté pour permettre cette construction en avril 2012 pour un montant de 200 000 \$. Le projet a été inclus au décret de juin 2013. L'arrondissement a publié un appel d'offres public le 19 juin 2013. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 11 juillet 2013. Les soumissions reçues variaient entre 228 000 \$ et 274 000 \$, à quoi nous devons ajouter les honoraires professionnels d'environ 10%.

Le règlement d'emprunt initial (12-031) de 200 000 \$ est nettement insuffisant. Nous devons donc prévoir un nouveau règlement. La répartition des coûts de celui-ci sera identique au règlement initial.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA12 28 0115

Recommander au conseil municipal d'adopter un règlement d'emprunt de 200 000 \$ pour la reconstruction et le prolongement du réseau d'aqueduc et d'égout sanitaire sur la rue Place Denis situé dans l'arrondissement de l'Île-Bizard-Sainte-Geneviève.

CM12 0750

Adoption - règlement autorisant un emprunt de 200 000 \$ pour la réalisation des travaux de reconstruction et de prolongement du réseau d'aqueduc et d'égout sanitaire sur le Place Denis de l'arrondissement de L'Île-Bizard-Sainte-Geneviève

CA12 28 0310

Accorder un contrat à CIMA + pour les services professionnels concernant la réalisation des travaux de plans, devis, documents d'appels d'offres et la surveillance avec résidence des travaux pour le projet de reconstruction et prolongement de l'aqueduc et de l'égout

sanitaire de la Place Denis, arrondissement de l'Île-Bizard - Sainte-Geneviève, pour une somme maximale de 20 695,50 \$ taxes incluses - Appel d'offres # 2012-028 - 2 soumissionnaires

DESCRIPTION

Il s'agit d'augmenter le montant du règlement initial pour permettre de compléter la reconstruction et le prolongement du réseau d'aqueduc et d'égout sanitaire sur la rue Place Denis de l'arrondissement de L'Île-Bizard-Sainte-Geneviève.

JUSTIFICATION

Les travaux ainsi financés permettront d'assurer la qualité de l'eau potable et d'être conforme aux normes en vigueur.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Tel que le règlement d'emprunt initial, le montant supplémentaire de 100 000 \$ sera amorti sur une période de vingt (20) ans. Les travaux seront financés par un emprunt à la charge de :

- tous les immeubles imposables de l'arrondissement pour ce qui est du remplacement de la conduite actuelle soit 36,5% du coût des travaux;
- des riverains du 4, 6 et 10, Place Denis en fonction de la superficie, pour le prolongement du réseau, soit 63,5% du coût des travaux.

Un virement budgétaire sera effectué au moment de l'octroi du contrat vers le DGSRE

Dès l'acceptation du règlement d'emprunt par le MAMROT, un virement budgétaire au montant de 100,000 \$ sera viré du compte Investi 13 18506 000 report de surplus 2012 vers le compte :

INVESTI

projet	18506
sous projet	12 18506 010

SIMON

projet	140468
clef	À VENIR

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

1. Raccordement aux réseaux d'aqueduc et d'égout sanitaire.
2. Protection incendie accrue.
3. Conformité aux normes québécoises de la qualité de l'eau.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

- L'arrondissement a communiqué avec les propriétaires visés en août 2013.

- Les propriétaires ont aussi été rencontrés.
- Tous ont répondu par l'affirmative à un nouveau règlement d'emprunt permettant le prolongement des réseaux d'aqueduc et d'égout sanitaire.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :

Eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (Mélanie BRISSON)

Avis favorable avec commentaires :

Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Brigitte LALIBERTÉ)

Avis favorable :

L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève , Bureau du directeur d'arrondissement (Marcel CARON)

Avis favorable avec commentaires :

Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (David MARCAURELLE)

Avis favorable avec commentaires :

Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Avis favorable :

L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève , Direction des travaux publics_ingénierie et aménagement urbain (Geneviève LAVALLÉE)

Avis favorable :

Finances , Direction Services partagés financiers (Maxime VERRET)

Avis favorable avec commentaires :

Eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (Éric BLOUIN)

Avis favorable :

Eau , Direction (Alain DUBUC)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nicole TRÉPANIÉ
secrétaire d'unité administrative

ENDOSSÉ PAR

Claire VASSART
Directrice d'arrondissement

Date d'endos. : 2013-08-20

Dossier # :1133890023



Dossier # : 1122690003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Pierrefonds-Roxboro , Direction des travaux publics , Division des ressources humaines
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Règlement modifiant le règlement relatif au régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Roxboro (550 et ses modifications).

QUE le règlement modifiant le règlement relatif au régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Roxboro (550 et ses modifications) relativement à la cessation de participation active des employés manuels, des employés cadres et des employés fonctionnaires soit approuvé;
QUE le conseil d'arrondissement demande au conseil municipal d'adopter ledit règlement.

Signé par Jacques CHAN **Le** 2013-09-18 11:50

Signataire : Jacques CHAN

Directeur d'arrondissement
Pierrefonds-Roxboro , Bureau du directeur d'arrondissement

IDENTIFICATION

Dossier # :1122690003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Pierrefonds-Roxboro , Direction des travaux publics , Division des ressources humaines
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Règlement modifiant le règlement relatif au régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Roxboro (550 et ses modifications).

CONTENU

CONTEXTE

Les modifications au règlement de l'ancienne Ville de Roxboro ont pour objet de soustraire du régime de retraite des employés de la Ville de Roxboro: les cadres, les cols bleus et les fonctionnaires.

A compter des dates apparaissant au règlement en regard de chaque groupe, les participants visés cessent de participer à ce régime de retraite pour participer au Régime de retraite de la Ville de Montréal.

Ces modifications sont faites dans le cadre du processus d' harmonisation des régimes de retraite.

Vu les articles 7 et 45 de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4) et l'article 29 de l'annexe C de cette charte;

Vu l'article 10.6 du Règlement relatif au régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Roxboro

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

* Cessation de participation active des employés manuels et scission et fusion de l'actif au 31 décembre 2007;

* Cessation de participation active des employés cadres et scission et fusion de l'actif au 31 décembre 2007;

* Cessation de participation active des employés fonctionnaires et scission et fusion de l'actif au 31 décembre 2010.

* À compter du 1er janvier 2008, aucun nouvel employé manuel ni aucun employé cadre n'est admissible à participer au présent régime..

* À compter du 28 août 2008, aucun nouvel employé fonctionnaire n'est admissible à participer au présent régime.

- * La participation active des employés manuels et employés cadres cesse au au 31 décembre 2007;
- * La participation active des employés fonctionnaires cesse au 31 décembre 2010.

JUSTIFICATION

Dans le cadre de l'harmonisation des régimes de retraite au 1er janvier 2008.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Aucun - transfert d'actifs

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Aucun

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Avis aux participants

Demande à la Régie des rentes du Québec de procéder à la radiation de l'enregistrement du Régime

Demande à l'Agence du revenu du Canada de procéder au retrait de l'agrément fiscal du régime

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation par le conseil d'arrondissement;

Approbation par le comité exécutif;

Approbation par le conseil municipal

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :

Capital humain et des communications , Rémunération globale et systèmes d'information R.H.
(Denis CHALUT)

Avis favorable avec commentaires :

Finances , Financement_trésorerie et caisses de retraite (Genevieve OUELLET)

Avis favorable avec commentaires :

Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des affaires civiles (Constant DENIGER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Suzanne LALANDE
Chef de division - Ressources humaines

ENDOSSÉ PAR

Suzanne LALANDE
Chef de division - Ressources humaines

Date d'endos. : 2013-07-22

Dossier # :1122690003



Dossier # : 1134309002

Unité administrative responsable :	Finances , Direction Services partagés financiers , Revenus , Division Facturation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Modifier le règlement d'emprunt 06-047 en adoptant le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le règlement autorisant un emprunt de 2 100 000 \$ pour le financement des travaux de construction de conduites secondaires souterraines pour un tronçon du boulevard Thimens, à l'est du boulevard Pitfield (06-047) »

Il est recommandé :
d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le règlement autorisant un emprunt de 2 100 000 \$ pour le financement des travaux de construction de conduites secondaires souterraines pour un tronçon du boulevard Thimens, à l'est du boulevard Pitfield (06-047) »
» sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire.

Signé par Jacques MARLEAU **Le** 2013-10-30 09:08

Signataire :

Jacques MARLEAU

Directeur principal par intérim et trésorier adjoint
Finances , Bureau du directeur principal

IDENTIFICATION

Dossier # :1134309002

Unité administrative responsable :	Finances , Direction Services partagés financiers , Revenus , Division Facturation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Modifier le règlement d'emprunt 06-047 en adoptant le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le règlement autorisant un emprunt de 2 100 000 \$ pour le financement des travaux de construction de conduites secondaires souterraines pour un tronçon du boulevard Thimens, à l'est du boulevard Pitfield (06-047) »

CONTENU

CONTEXTE

En novembre 2006, le Règlement 06-047 autorisant un emprunt de 2 100 000 \$ pour le financement des travaux de construction de conduites secondaires souterraines sur un tronçon du boulevard Thimens à l'est du boulevard Pitfield a été adopté.

En mai 2009, le Règlement 09-029 autorisant un emprunt de 2 000 000 \$ pour la réalisation de la phase 2 des travaux a été adopté.

En juin 2010, les deux règlements assortis d'une clause de taxation locale ont été amendés pour rendre plus équitable la répartition des coûts entre les immeubles visés. La mesure en front des terrains a été remplacée par leur superficie comme base d'imposition. Le bassin de taxation des deux règlements regroupe l'ensemble des terrains des deux phases des travaux.

Les travaux de la phase 1 ont été complétés en juin 2009. Cependant, les travaux de la phase 2 qui devaient être exécutés dans la foulée ont été retardés au point où ils n'ont pas débuté à ce jour.

Conséquemment, l'imposition de la taxe d'améliorations locales prévue par le Règlement 06-047 n'a pu être entreprise. En effet, il serait mal venu de taxer les terrains du côté de la phase 2 alors qu'ils ne bénéficient pas encore des services pour lesquels ils seraient imposés. Il n'est pas non plus souhaitable de retarder plus longtemps l'imposition sur les terrains desservis. Des ventes ont déjà eu lieu parmi les immeubles construits sur le parcours des travaux et les vendeurs n'auront pas assumé leur part du coût des infrastructures dont leur propriété aura bénéficié depuis 2009, laissant tout le fardeau aux propriétaires subséquents.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM06 0781, 27 novembre 2006 : adoption du Règlement 06-047 autorisant un emprunt de 2,1 M\$ pour le financement des travaux de construction des conduites souterraines pour un tronçon (phases 1 et 2) du boulevard Thimens à l'est du boulevard Pitfield (dossier 1060635002).

CM09 0413, 25 mai 2009 : adoption du Règlement 09-029 autorisant un emprunt de 2,0 M\$ pour le financement des travaux de construction des infrastructures (souterrain et surface) d'un tronçon (phase 2) du boulevard Thimens à l'est du boulevard Pitfield (dossier 1090635001).

CM10 0494, 14 juin 2010 : adoption des Règlements 06-047-1 et 09-029-1 modifiant les clauses de taxation en vue de l'introduction de modalités de remboursement plus équitables pour les bénéficiaires (dossier 1100635001).

DESCRIPTION

Amender à nouveau le Règlement 06-047 de façon à exclure du bassin de taxation annexé au règlement les terrains non encore desservis (voir plan du bassin modifié) et, en conséquence, réduire le montant d'emprunt autorisé à 1 750 000 \$. Ce règlement a déjà fait l'objet de financement pour un montant de 1 726 276,50 \$.

JUSTIFICATION

Permettre l'imposition de la taxe d'améliorations locales sur les immeubles desservis par les infrastructures en place dans la phase 1.

La modification aura pour effet de limiter l'imposition de la taxe aux immeubles desservis par les travaux déjà effectués. En conséquence, le Règlement 09-029 devra lui aussi être modifié ou remplacé par un nouveau règlement d'emprunt visant les travaux de la phase 2 au moment où on aura statué sur l'étendue des travaux restant à faire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable :

Pierrefonds-Roxboro , Direction des travaux publics (Sylvain MARCOUX)

Avis favorable :

Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des transports (Laurent GUIGNARD)

Avis favorable :

Saint-Laurent , Direction des travaux publics (Dang NGUYEN)

Avis favorable avec commentaires :
Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Michel DAY
Analyste de recettes

ENDOSSÉ PAR

Michel GAGNÉ_Finances
Directeur

Date d'endos. : 2013-10-08

Dossier # :1134309002



Dossier # : 1134309003

Unité administrative responsable :	Finances , Direction Services partagés financiers , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Modifier le règlement d'emprunt 09-016 en adoptant le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le règlement autorisant un emprunt de 150 000 000\$ afin de financer les travaux de réfection routière sur le réseau artériel relevant, avant le 1er janvier 2009, de la compétence du conseil d'agglomération et dont l'objet est visé par des règlements adoptés par le conseil d'agglomération (09-016) »

Il est recommandé :
d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le règlement autorisant un emprunt de 150 000 000\$ afin de financer les travaux de réfection routière sur le réseau artériel relevant, avant le 1er janvier 2009, de la compétence du conseil d'agglomération et dont l'objet est visé par des règlements adoptés par le conseil d'agglomération (09-016) » sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire.

Signé par Jacques MARLEAU **Le** 2013-10-30 09:08

Signataire :

Jacques MARLEAU

Directeur principal par intérim et trésorier adjoint
Finances , Bureau du directeur principal

IDENTIFICATION

Dossier # :1134309003

Unité administrative responsable :	Finances , Direction Services partagés financiers , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Modifier le règlement d'emprunt 09-016 en adoptant le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le règlement autorisant un emprunt de 150 000 000\$ afin de financer les travaux de réfection routière sur le réseau artériel relevant, avant le 1er janvier 2009, de la compétence du conseil d'agglomération et dont l'objet est visé par des règlements adoptés par le conseil d'agglomération (09-016) »

CONTENU

CONTEXTE

Des travaux de prolongement du boulevard Thimens à l'est du boulevard Pitfield ont été entrepris suivant le règlement d'agglomération RCG 06-051 qui prévoyait un emprunt de 1 500 000 \$ pour le financement des travaux de construction des infrastructures de surface et l'imposition d'une taxe d'améliorations locales sur les immeubles desservis.

À la suite de l'entrée en vigueur du projet de loi 22, le Règlement 09-016 a été adopté dans le but d'y affecter les dépenses d'immobilisations du réseau artériel devenu compétence de la Ville. Plusieurs projets d'infrastructures ont ainsi été transférés en bloc à ce nouveau règlement.

Des dépenses totalisant 560 480,16 \$ initialement autorisées par le Règlement RCG 06-051 et concernant les travaux d'infrastructure de surface dans la phase 1 du projet ont donc ainsi été affectées au Règlement 09-016. Cependant, ce dernier ne comporte pas de clause de taxation aux riverains.

Le Règlement 09-016 a déjà fait l'objet d'emprunts à hauteur de 72 576 238 \$.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM09 0196, 30 mars 2009 : adoption du règlement 09-016 autorisant un emprunt de 150 000 000 \$ afin de financer les travaux de réfection routière sur le réseau artériel relevant, avant le 1^{er} janvier 2009, de la compétence du conseil d'agglomération.

CG06 0485, 30 novembre 2006 : Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 1 500 000 \$ pour le financement des travaux de construction des infrastructures de surface d'un tronçon du boulevard Thimens à l'est du boulevard Pitfield (RCG 06-051)

DESCRIPTION

Amender le règlement 09-016 pour y introduire une clause de taxation visant les bénéficiaires des travaux effectués sur le prolongement du boulevard Thimens.

JUSTIFICATION

Sans la modification proposée au règlement, le coût des travaux effectués sur le boulevard Thimens à l'est du boulevard Pitfield serait assumé par l'ensemble des immeubles imposables de la Ville, contrairement à ce que prévoyait le Règlement RCG 06-051.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable :

Pierrefonds-Roxboro , Direction des travaux publics (Sylvain MARCOUX)

Avis favorable avec commentaires :

Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Michel DAY
Analyste de recettes

ENDOSSÉ PAR

Michel GAGNÉ_Finances
Directeur

Date d'endos. : 2013-10-08

Dossier # :1134309003



Dossier # : 1123779006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	Arrondissement historique et naturel du mont Royal
Objet :	Adopter, sans changement, le second projet de règlement autorisant la démolition, la construction, la transformation et l'occupation des bâtiments pour le collège Notre-Dame, situé au 3791, chemin Queen-Mary, en vertu du paragraphe 5° de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., c. C-11.4)

IL EST RECOMMANDÉ :

De demander au conseil municipal d'adopter, sans changement, le second projet de règlement, en vertu du paragraphe 5° du premier alinéa de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., c. C-11.4), le Règlement autorisant la démolition, la construction, la transformation et l'occupation des bâtiments pour le collège Notre-Dame, situé au 3791, chemin Queen-Mary.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2013-11-20 10:19

Signataire :

Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur
d'arrondissement

IDENTIFICATION

Dossier # :1123779006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	Arrondissement historique et naturel du mont Royal
Objet :	Adopter, sans changement, le second projet de règlement autorisant la démolition, la construction, la transformation et l'occupation des bâtiments pour le collège Notre-Dame, situé au 3791, chemin Queen-Mary, en vertu du paragraphe 5° de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., c. C-11.4)

CONTENU

CONTEXTE

Les documents joints au présent sommaire addenda font état des recommandations émises par l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) concernant le projet de règlement P-12-059, adopté en première lecture.

La commission nommée par l'OCPM a rendu public son rapport le 30 avril 2013. Dans son rapport, la commission entérine les éléments au règlement et recommande d'aller de l'avant avec le projet tel que proposé. Cependant, elle formule quelques suggestions afin de bonifier le projet.

De façon particulière, elle formule le souhait que le collège :

- Élabore un programme d'accès réel et virtuel du public à son domaine, comme lieu de destination et de culture;
- Supprime une dizaine d'unités de stationnement additionnelles dans l'aire de stationnement situé près de la maison Saint-Joseph;
- Procède rapidement au verdissement du campus partout où les nouvelles plantations ne seraient pas incompatibles avec les futurs travaux de construction.

L'arrondissement est également favorable à ses suggestions et propose les actions suivantes :

Accessibilité

Bien que l'élaboration d'un tel programme est à l'extérieur du champs de compétence de l'arrondissement, des discussions ont été entamées avec le collège et celui-ci est sensible à cette suggestion. Le collège doit évaluer la possibilité de rendre accessible son site sans compromettre la sécurité des étudiants et le bon fonctionnement de l'établissement.

Stationnement

Après avoir discuté avec le collège, l'aire de stationnement situé près de la maison Saint-Joseph sera réduite de 10 unités de stationnement comme suggéré par l'OCPM. À cet égard, le collège a transmis une lettre à l'arrondissement l'informant que l'aire de stationnement comprenant 15 unités, situé au nord de la maison Saint-Joseph, sera

éliminée et que 5 unités de stationnement seront ajoutées ailleurs sur le terrain.

Les aires de stationnement, comme le verdissement du campus, seront assujettie à une révision architecturale par l'arrondissement ainsi qu'au Conseil du patrimoine de Montréal et au ministère de la Culture et des Communications.

Verdissement

Le verdissement du campus est, quant à lui, directement relié aux travaux à réaliser sur le site. L'échéancier de réalisation des travaux est tributaire des subventions du gouvernement provincial et des dons privés. Cependant, chaque étape de réalisation du projet est assujettie à une révision architecturale qui analyse, entre autres, l'aménagement paysager du site. Chaque intervention sera donc soumise à une analyse en fonction des critères et du plan directeur qui sera étudiée par le comité consultatif d'urbanisme et le Conseil du patrimoine de Montréal. L'émission du permis, pour toute intervention sur le site, sera donc liée à la réalisation du verdissement du campus.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Comité conjoint CAU -CPm, CCU et OCPM / Recommandations favorables

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dino CREDICO
Conseiller(ere) en aménagement

Dossier # :1123779006

IDENTIFICATION **Dossier # :1123779006**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	Arrondissement historique et naturel du mont Royal
Objet :	Adopter un règlement autorisant la démolition, la construction, la transformation et l'occupation des bâtiments pour le collège Notre-Dame, situé au 3791, chemin Queen-Mary, en vertu du paragraphe 5° de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., c. C-11.4)

CONTENU

CONTEXTE

Le collège Notre-Dame a déposé un plan directeur d'immobilisation (PDI) dans le but de mettre à niveau ses installations afin de demeurer compétitif et de rester ouvert et accessible au milieu environnant. Il propose la vision à moyen et long terme de l'organisation physique du site du collège.

Afin d'encadrer la réalisation du PDI, le présent sommaire vise l'adoption d'un règlement en vertu du paragraphe 5° de l'article 89 de la Charte de la Ville. Cette procédure est nécessaire, car suite à l'adoption du Plan de mise en valeur du Mont-Royal, le conseil municipal a adopté des règles très strictes pour les propriétés institutionnelles sur le mont Royal qui empêche tout agrandissement à moins de procéder à une modification du Plan d'urbanisme (voir sommaire 1123779005). Cette procédure, jumelée à la demande de modification du Plan d'urbanisme, permet de réduire les délais d'adoption et permet aux instances municipales d'avoir une vision globale des enjeux lors de l'analyse conjointe des dossiers.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

N/A

DESCRIPTION

Caractéristique du site

Le terrain du collège Notre-Dame, d'une superficie totale de 83 574 m², est situé tout juste en face de l'oratoire Saint-Joseph. Il entretient avec cette institution un lien fonctionnel, historique et paysager indéniable.

L'îlot sur lequel le collège s'est implanté à partir de 1869 comprend maintenant des commerces ayant front du côté du chemin de la Côte-des-Neiges et du côté ouest du collège, l'Institut universitaire de gériatrie de Montréal. Le collège Notre-Dame, qui est également limitrophe à un secteur résidentiel, participe activement à la vie communautaire et économique de ce secteur. Ses installations sont largement partagées avec les résidents du quartier.

Le quartier de ce versant du mont Royal est un secteur institutionnel affirmé avec la présence de plusieurs hôpitaux, de l'Université de Montréal, de deux collèges privés et de l'oratoire Saint-Joseph.

Valeur patrimoniale du site

Le Plan d'urbanisme vient reconnaître la valeur patrimoniale de cette propriété en l'identifiant comme grande propriété à caractère institutionnelle à la carte intitulée « Le patrimoine bâti ». La propriété se trouve également dans l'arrondissement historique et naturel du Mont-Royal. À cet égard, tout projet de transformation ou d'agrandissement doit être soumis à la procédure d'une révision architecturale et présenté au Conseil du patrimoine de Montréal.

De plus, la propriété a fait l'objet d'une évaluation de son intérêt patrimonial qui a mené à la formulation d'un énoncé patrimonial qui présente les différentes valeurs associées au site selon leur importance relative. Cet exercice s'est fait de manière concertée entre le collège et l'arrondissement et avec la collaboration du Bureau du patrimoine de Montréal. Ce document a servi de guide lors de la conception du PDI.

Principe de développement du PDI

Le PDI a été élaboré de façon à maintenir un équilibre entre les espaces construits et les espaces verts tout en répondant aux besoins de sa clientèle et en respectant le patrimoine bâti et naturel.

Le projet qui est présenté découle des besoins de mise à niveau et d'augmentation des plateaux sportifs et des espaces de détente dédiés aux élèves. Par la même occasion, le collège désire requalifier les espaces extérieurs au pourtour de son pavillon principal afin d'améliorer la qualité paysagère de l'institution. Les cinq grands principes qui ont guidé les concepteurs lors de la rédaction du PDI sont les suivants:

- Un aménagement arrimé aux besoins de ses usagers et aux capacités financières pour assurer la pérennité de sa mission;
- Un sol à conserver et à faire fructifier (diminuer le couvert minéral au profit du couvert végétal et maintenir l'équilibre entre les espaces construits et les espaces verts);
- Un aménagement qui met en valeur les icônes patrimoniaux du site;
- La sécurité des élèves et du personnel;
- Un campus modèle au chapitre du développement durable.

La mise en vigueur du règlement, qui sera adopté en vertu de l'article 89 5°) de la Charte, vise à permettre la réalisation du PDI qui comprend, entre autres, les éléments suivants :

- Nouveau centre sportif et cour Sacré-Coeur

La cour Sacré-Coeur, située à l'arrière du pavillon Notre-Dame, sera complètement réaménagée pour y construire un centre sportif et culturel. Un espace minéral-végétal, accessible, sera aménagé sur le toit.

- Agrandissement de l'aile B

Pour répondre aux besoins d'enseignement et offrir de nouveaux services aux élèves, l'aile B sera agrandie par l'ajout de trois étages.

- Passerelle

Une nouvelle passerelle sera construite pour faciliter la communication entre le pavillon Notre-Dame et le pavillon Lefebvre.

- Débarcadère - Place du Frère André

Réaménagement du débarcadère afin d'améliorer la sécurité des étudiants à l'égard des circulations véhiculaires. Quatorze unités de stationnement seraient aménagées près de l'entrée principale.

- Démolition Maison Renaud et ancien entrepôt de charbon

La démolition de ces deux immeubles est souhaitable pour un souci de sécurité et permettrait une plus grande flexibilité lors de la requalification des espaces extérieurs de la cour est.

- Construction d'un espace d'entreposage

La démolition de la Maison Renaud va permettre la construction d'un nouvel espace pour l'entreposage situé à l'écart des bâtiments principaux et accessible par les voies de circulation interne.

- Aménagement d'une surface synthétique sur le terrain Reine-Marie

L'aménagement d'une surface synthétique permettrait d'augmenter les heures d'utilisation et d'activités pour ce terrain.

- Réaménagement du site

L'aménagement paysager du site vise à séparer les sentiers piétons des accès véhiculaires de manière à assurer la sécurité des usagers, définir des accès conviviaux aux différents espaces, augmenter le couvert végétal et compenser la perte de biomasse engendrée par l'aménagement de la surface synthétique.

CADRE RÉGLEMENTAIRE

Plan d'urbanisme

Actuellement, le document complémentaire limite les hauteurs de construction et le taux d'implantation en fonction des bâtiments existants le 6 mai 2009. Pour autoriser de nouvelles constructions ou des agrandissements le document complémentaire sera modifié (voir sommaire 1123779005).

Règlement d'urbanisme (01-276)

Usages

La propriété du 3791, chemin Queen-Mary est actuellement située dans un secteur d'usages E.4(1), qui regroupe les activités reliées aux équipements éducatifs et culturels.

Hauteur

Le Règlement d'urbanisme (01-276) limite les hauteurs de construction, en mètres et en étages, aux hauteurs existantes pour chaque partie de bâtiments existants le 6 mai 2009.

Taux d'implantation

Le Règlement d'urbanisme (01-276) limite le taux d'implantation à celui existant le 6 mai 2009.

Projet de règlement (article 89 5° de la charte)

Pour répondre aux besoins d'expansion des institutions, la Ville préconise une démarche de planification concertée afin de déterminer les enjeux d'aménagement. C'est de cet exercice

concerté entre le collège et l'arrondissement que découle le PDI et l'adoption d'un règlement en vertu de la procédure prévue à l'article 89 5° de la Charte de la Ville de Montréal.

Ce projet de règlement vise principalement à reconnaître la hauteur, l'implantation et la densité des nouvelles constructions, des agrandissements et des démolitions et à encadrer le réaménagement du site proposé par le plan directeur, suite à la modification du document complémentaire (voir sommaire 1123779006).

Révision architecturale

Comme la propriété est située dans l'arrondissement historique et naturel du Mont-Royal, tout projet d'agrandissement ou de transformation doit être soumis au Conseil du patrimoine de Montréal ainsi qu'au comité consultatif d'urbanisme (CCU) de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, qui vont étudier le projet en fonction des critères énoncés au Règlement d'urbanisme (01-276).

JUSTIFICATION

La demande à l'étude consiste à adopter un règlement en vertu de la procédure de l'article 89 5° de la Charte de la Ville de Montréal de façon à permettre la démolition, la construction et l'occupation de bâtiments, tel qu'illustré dans le PDI.

Cette autorisation permettraient au collège Notre-Dame d'entamer les procédures pour réaliser son projet qui vise, principalement, à maintenir la qualité des services qui a toujours fait la réputation de l'institution.

Le plan directeur propose la vision d'avenir du collège qui repose sur la nécessité d'assurer la pérennité de sa mission éducative et de confirmer son leadership dans le système scolaire québécois.

Avis du comité conjoint - Comité ad hoc d'urbanisme et d'architecture (CAU) et Conseil du patrimoine de Montréal (CPM)

Le 1^{er} mai 2012, le comité conjoint a émis un avis favorable dans lequel il appuie le principe de modifier le Plan d'urbanisme de Montréal et d'autoriser la réalisation du PDI en vertu de l'article 89 1° de la Charte de la Ville de Montréal. Cependant, Il a souhaité davantage d'informations sur le bien-fondé des démolitions proposées et de revoir certaines composantes du PDI, notamment: atténuer les impacts reliés à l'aménagement d'un terrain synthétique (compenser la perte de biomasse et prévoir des mesures de contrôle du débit des eaux de ruissellement), réduire le nombre d'unités de stationnement et élaborer un plan de gestion des espaces extérieurs, incluant les chemins piétons et véhiculaires.

En réponse à ces recommandations, le PDI a été modifié et présenté de nouveau au comité en vue de répondre aux préoccupations soulevées lors de la dernière rencontre. Le 4 juin 2012 le comité a émis un avis favorable aux modifications proposées accompagné de sept nouvelles recommandations. Parmi celles-ci, le comité a demandé la réalisation d'un complément à l'énoncé patrimonial afin de statuer sur la proposition de démolir la Maison Renaud et de l'ancien entrepôt de charbon. Un groupe de travail a été constitué pour réaliser le document et est arrivé à la conclusion que ces bâtiments sont des éléments peu contributifs aux valeurs patrimoniales d'ensemble du collège Notre-Dame. Les autres recommandations qui visent des éléments plus précis dans l'élaboration du projet seront prises en considération lors de la conception des plans et seront soumis au CPM et au CCU lors d'une procédure de révision architecturale.

Avis du Comité consultatif d'urbanisme

Le projet a également reçu une recommandation favorable de la part du CCU de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, lors de sa séance du 19 avril 2012.

Avis du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine (MCCCF)

Avis joint au présent dossier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Décembre 2012 Publication dans les journaux pour la consultation publique par l'OCPM
Janvier-Février 2013 Consultation publique par l'OCPM

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

10 octobre 2012 Présentation du dossier au CA
7 novembre 2012 Présentation du dossier au CE et mise à l'ordre du jour du conseil municipal
19 novembre 2012 Adoption d'un avis de motion et d'une résolution par le CM
Novembre 2012 Transmission du dossier à l'OCPM
Janvier-février 2013 Consultation publique par l'OCPM
Mars 2013 Dépôt du rapport de l'OCPM au conseil municipal
Décembre 2013 Présentation du règlement au comité exécutif et mise à l'ordre du jour du CM
Décembre 2013 Adoption du second projet de règlement par le CM
Janvier 2014 Publication dans les journaux pour procédure d'approbation référendaire
Février 2014 Présentation du règlement au comité exécutif et mise à l'ordre du jour du CM
Février 2014 Adoption du règlement par le conseil municipal
Mars 2014 Entrée en vigueur du règlement à la suite de la publication de l'avis public

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le projet de règlement est conforme aux dispositions du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal, plus particulièrement à la section 3.3 du chapitre 3 de la partie I, ainsi qu'à celles de la Charte de la Ville de Montréal et de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Culture_patrimoine_sports et vie communautaire , Direction de la culture et du patrimoine
(Claude DAUPHINAIS)

Avis favorable avec commentaires :
Mise en valeur du territoire , Direction du développement économique et urbain (Claire MORISSETTE)

Avis favorable avec commentaires :
Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction principale (Sabrina GRANT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Comité conjoint CAU -CPm et CCU / Recommandations favorables

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dino CREDICO
Conseiller en Aménagement

ENDOSSÉ PAR

Daniel LAFOND
Directeur

Date d'endos. : 2012-07-10

Dossier # :1123779006

**Dossier # : 1123779005**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	Arrondissement historique et naturel du mont Royal
Objet :	Adopter un règlement modifiant la partie III du Plan d'urbanisme (04-047) de la Ville de Montréal, visant à modifier les annexes H, I, J et K du document complémentaire, pour le collège Notre- Dame.

ATTENDU QUE le conseil municipal a adopté une résolution pour le projet de règlement modifiant la partie III du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047);
ATTENDU QUE le projet de règlement a été soumis à l'Office de consultation publique de Montréal et que les commentaires ont porté principalement sur le Règlement autorisant la démolition, la construction, la transformation et l'occupation des bâtiments pour le collège Notre-Dame, situé au 3791, chemin Queen-Mary (P-12-059);

ATTENDU QUE l'Office de consultation publique de Montréal n'a émis aucun commentaire ou recommandation concernant le projet de règlement modifiant la partie III du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047);

IL EST RECOMMANDÉ :

De demander au conseil municipal d'adopter le Règlement modifiant la partie III du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047), afin de modifier les annexes H, I, J et K du document complémentaire, pour le collège Notre-Dame.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2013-11-20 10:20

Signataire :

Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur
d'arrondissement

IDENTIFICATION**Dossier # :1123779005**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	Arrondissement historique et naturel du mont Royal
Objet :	Adopter un règlement modifiant la partie III du Plan d'urbanisme (04-047) de la Ville de Montréal, visant à modifier les annexes H, I, J et K du document complémentaire, pour le collège Notre-Dame.

CONTENU**CONTEXTE**

Les documents joints au présent sommaire addenda font état des commentaires apportées aux projets de règlement P-12-059 et 04-047-133, adoptés en première lecture, et portent principalement sur le projet de règlement P-12-059.

Le sommaire 1123779006 énumère les souhaits formulés par l'Office de consultation publique de Montréal et les mesures qui seront prises par l'arrondissement pour répondre à ces commentaires.

VALIDATION**Intervenant et sens de l'intervention****Autre intervenant et sens de l'intervention**

Comité conjoint CAU-CPM et CCU / Recommandations favorables

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dino CREDICO
Conseiller(ere) en aménagement

Dossier # :1123779005

IDENTIFICATION

Dossier # :1123779005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	Arrondissement historique et naturel du mont Royal
Objet :	Adopter un règlement modifiant la partie III du Plan d'urbanisme (04-047) de la Ville de Montréal, visant à modifier les annexes H, I, J et K du document complémentaire, pour le collège Notre-Dame.

CONTENU

CONTEXTE

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce a étudié une demande de modification du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin de modifier la hauteur et le taux d'implantation maximal autorisé au document complémentaire, pour permettre la mise en œuvre du plan directeur d'immobilisation (PDI) du collège Notre-Dame, qui comprend notamment la réalisation d'un gymnase, d'un auditorium et la démolition de bâtiments. Ces travaux découlent des besoins de mise à niveau et d'augmentation des plateaux sportifs et des espaces de détente dédiés aux élèves suite à l'accroissement de la population étudiante du collège ces dernières années. Par la même occasion, le collège désire requalifier les espaces extérieurs au pourtour de son pavillon principal afin d'améliorer la qualité paysagère de l'institution. Les interventions auront aussi comme effet de rehausser le niveau de sécurité des piétons en réduisant les conflits avec la circulation automobile.

La modification au document complémentaire est nécessaire, car suite à l'adoption du Plan de mise en valeur du Mont-Royal, le conseil municipal a adopté des règles très strictes pour les propriétés institutionnelles sur le mont Royal qui empêche tout agrandissement à moins de procéder à cette demande de modification. En parallèle à cette modification, une demande d'adoption d'un règlement, en vertu de l'article 89 de la charte de la Ville de Montréal, sera effectuée afin de faciliter l'évaluation du dossier par les différentes instances municipales, de réduire les délais d'adoption et par souci de transparence.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Caractéristique du site

Le terrain du collège Notre-Dame, d'une superficie totale de 83 574 m², est situé tout juste en face de l'oratoire Saint-Joseph. Il entretient avec cette institution un lien fonctionnel, historique et paysager indéniable.

L'îlot sur lequel le collège s'est implanté à partir de 1869 comprend maintenant des

commerces ayant front du côté du chemin de la Côte-des-Neiges et du côté ouest du collège, l'Institut universitaire de gériatrie de Montréal. Le collège Notre-Dame, qui est également limitrophe à un secteur résidentiel, participe activement à la vie communautaire et économique de ce secteur. Ses installations sont largement partagées avec les résidents du quartier.

Le quartier de ce versant du mont Royal est un secteur institutionnel affirmé avec la présence de plusieurs hôpitaux, de l'Université de Montréal, de deux collèges privés et de l'oratoire Saint-Joseph.

Valeur patrimoniale du site

Le Plan d'urbanisme vient reconnaître la valeur patrimoniale de cette propriété en l'identifiant comme grande propriété à caractère institutionnel à la carte intitulée « Le patrimoine bâti ». La propriété se trouve également dans l'arrondissement historique et naturel du Mont-Royal. À cet égard, tout projet de transformation ou d'agrandissement doit être soumis à la procédure d'une révision architecturale et présenté au Conseil du patrimoine de Montréal.

Description du projet

Comme mentionné, le PDI vise à offrir des équipements qui répondent aux besoins des étudiants et qui vont permettre au collège de poursuivre sa mission d'enseignement et de développer toutes les facettes de leur personnalité, former l'esprit et le corps.

Les principales interventions visent à réaliser un agrandissement du centre sportif dans la cour Notre-Dame, aménager une surface synthétique sur le terrain Reine-Marie et réaménager l'espace extérieur (augmenter le couvert végétal, éliminer les conflits entre les sentiers piétons et la circulation véhiculaire) et offrir un environnement sécuritaire aux usagers du site (voir sommaire 1123779006).

CADRE RÉGLEMENTAIRE

Plan d'urbanisme

Actuellement, le document complémentaire limite les hauteurs de construction et le taux d'implantation en fonction des bâtiments existants le 6 mai 2009. Pour autoriser de nouvelles constructions ou des agrandissements, le document complémentaire doit être modifié.

Les modifications prévues au document complémentaire du Plan d'urbanisme sont les suivantes :

- Les limites de hauteurs

Sur le site du collège Notre-Dame, autoriser des hauteurs altimétriques variant de 111,3 m à 130 m, qui seront identifiées à la carte « Les limites de hauteur - Arrondissement historique et naturel du Mont-Royal » afin de représenter la hauteur des nouvelles constructions.

- Les taux d'implantation

Le taux d'implantation actuellement autorisé est limité à 17 %. La modification viserait à autoriser un taux d'implantation de 25 % afin de permettre les nouvelles constructions sur le terrain.

- Les propriétés visées

La carte des propriétés visées est modifiée afin de refléter la protection accordée au parterre du collège, illustrée par la carte des milieux naturels. Cette modification a comme objectif de permettre la construction ou l'agrandissement d'espaces mécaniques (cage d'ascenseur, cage d'escalier, puits mécanique, vestibule, espace technique, etc.) sur des parties de bâtiments existant le 6 mai 2009. Ces travaux peuvent être nécessaires afin de réaliser une mise à niveau des bâtiments pour assurer la sécurité des occupants ou pour répondre à de nouvelles normes de construction.

- Les milieux naturels et les espaces verts protégés

La carte des milieux naturels et des espaces verts protégés est modifiée en qualifiant une partie de la cour avant du site du collège dans un secteur B. Ce nouveau secteur est délimité à partir d'un périmètre de trois mètres de la façade du bâtiment principal jusqu'à la limite de propriété. Cette modification vient confirmer la contribution paysagère du parterre en façade et du jardin de rocaille dans le paysage du contrefort ouest du sommet Westmount. De plus il vient signifier l'importance de la vue et le lien paysager avec l'oratoire Saint-Joseph. Cette modification vient interdire toute construction ou agrandissement sur le parterre tel que défini sur la carte.

Cette modification vise à préserver ces éléments paysagers en interdisant les constructions ou des agrandissements dans ce secteur.

Règlement d'urbanisme (01-276)

Usages

La propriété du 3791, chemin Queen-Mary est actuellement située dans un secteur d'usages E.4(1), qui regroupe les activités reliées aux équipements éducatifs et culturels.

Hauteur

Le Règlement d'urbanisme (01-276) limite les hauteurs de construction, en mètres et en étages, aux hauteurs existantes pour chaque partie de bâtiments existants le 6 mai 2009.

Densité

Le Règlement d'urbanisme (01-276) limite la densité et le taux d'implantation pour chaque partie de bâtiments à ceux existants le 6 mai 2009.

Projet de règlement (article 89 5° de la charte)

Le projet de règlement vise principalement à permettre la hauteur, l'implantation et la densité des nouvelles constructions, des agrandissements et des démolitions proposés par le plan directeur, suite à la modification du document complémentaire (voir sommaire 1123779006).

Révision architecturale

Comme la propriété est située dans l'arrondissement historique et naturel du Mont-Royal, tout projet d'agrandissement ou de transformation doit être soumis au Conseil du patrimoine de Montréal ainsi qu'au comité consultatif d'urbanisme (CCU) de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, qui vont étudier le projet en fonction des critères énoncés au Règlement d'urbanisme (01-276).

JUSTIFICATION

La demande à l'étude consiste à modifier les annexes du document complémentaire du Plan d'urbanisme de façon à modifier les normes de hauteurs et de densité pour permettre la réalisation du plan directeur du collège.

Cette autorisation permettrait au collège Notre-Dame de réaliser son projet qui vise principalement à maintenir la qualité des services qui a toujours fait la réputation de

l'institution et de rester ouverte et accessible au milieu environnant.

Le plan directeur propose la vision d'avenir du collège qui repose sur la nécessité d'assurer la pérennité de sa mission éducative et de confirmer son leadership dans le système scolaire québécois.

Avis du comité conjoint - Comité ad hoc d'urbanisme et d'architecture (CAU) et Conseil du Patrimoine de Montréal (CPM)

Le 1 mai 2012, le comité conjoint a émis un avis favorable dans lequel il appuie le principe de modifier le Plan d'urbanisme de Montréal et d'autoriser la réalisation du PDI en vertu de l'article 89 1^o de la Charte de la Ville de Montréal. Cependant, Il a souhaité davantage d'informations sur le bien-fondé des démolitions proposées et de revoir certaines composantes du PDI, notamment: atténuer les impacts reliés à l'aménagement d'un terrain synthétique (compenser la perte de bio-masse et prévoir des mesures de contrôle du débit des eaux de ruissellement), réduire le nombre d'unités de stationnement et élaborer un plan de gestion des espaces extérieurs, incluant les chemins piétons et véhiculaires.

En réponse à ces recommandations, le PDI a été modifié et présenté de nouveau au comité en vue de répondre aux préoccupations soulevées lors de la dernière rencontre. Le 4 juin 2012 le comité a émis un avis favorable aux modifications proposées accompagné de sept nouvelles recommandations. Parmi celles-ci, le comité a demandé la réalisation d'un complément à l'énoncé patrimonial afin de statuer sur la proposition de démolir la Maison Renaud et de l'ancien entrepôt de charbon. Un groupe de travail a été constitué pour réaliser le document et est arrivé à la conclusion que ces bâtiments sont des éléments peu contributifs aux valeurs patrimoniales d'ensemble du collège Notre-Dame. Les autres recommandations qui visent des éléments plus précis dans l'élaboration du projet seront prises en considération lors de la conception des plans et seront soumis au CPM et au CCU lors d'une procédure de révision architecturale.

Avis du Comité consultatif d'urbanisme

Le projet a également reçu une recommandation favorable de la part du CCU de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, lors de sa séance du 19 avril 2012.

Avis du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine (MCCCF)

Avis joint au présent dossier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Décembre 2012 Publication dans les journaux pour la consultation publique par l'OCPM;
Janvier-février 2013 Consultation publique par l'OCPM.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

10 octobre 2012 Recommandation du CA au conseil municipal
7 novembre 2012 Présentation du dossier au CE et mise à l'ordre du jour du CM;
19 novembre 2012 Adoption d'un avis de motion et d'une résolution par le CM;
Novembre 2012 Transmission du dossier à l'OCPM;
Janvier-février 2013 Consultation publique par l'OCPM;
Mars 2013 Dépôt du rapport de l'OCPM:
Avril 2013 Présentation du règlement final au CE et mise à l'ordre du jour du CM;
Avril 2013 Adoption du règlement modifiant le document complémentaire par le CM;
Mai 2013 Entrée en vigueur du règlement à la suite de la publication de l'avis public.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le projet de règlement est conforme aux dispositions du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal, plus particulièrement à la section 3.3 du chapitre 3 de la partie I ainsi qu'à celles de la Charte de la Ville de Montréal et de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Mise en valeur du territoire , Direction du développement économique et urbain (Manon BRULÉ)

Avis favorable avec commentaires :
Culture_patrimoine_sports et vie communautaire , Direction de la culture et du patrimoine (Claude DAUPHINAIS)

Avis favorable avec commentaires :
Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des affaires civiles (Marjolaine PARENT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Comité conjoint CAU-CPM et CCU / Recommandations favorables

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dino CREDICO
Conseiller en Aménagement

ENDOSSÉ PAR

Daniel LAFOND
Directeur

Date d'endos. : 2012-07-10

Dossier # :1123779005



Dossier # : 1136347020

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter, sans changement, un projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) » - modifications omnibus

Attendu qu'un avis de motion a été donné le 2 octobre 2013, et qu'un premier projet de règlement a été adopté à cette même séance;
Attendu qu'une assemblée publique de consultation a été tenue le 22 octobre 2013 sur ce projet de règlement;

Il est recommandé :

De prendre acte du dépôt du procès-verbal de l'assemblée publique de consultation qui s'est tenue le 22 octobre 2013.

D'adopter, sans changement, le Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) » visant à modifier des paramètres relatifs à la densité de construction et à l'affectation du sol.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2013-11-05 13:42

Signataire :

Alain DUFORT

Directeur général adjoint de Ville-Marie
Ville-Marie , Bureau du directeur d'arrondissement

IDENTIFICATION

Dossier # :1136347020

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter, sans changement, un projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) » - modifications omnibus

CONTENU

CONTEXTE

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Comité consultatif d'urbanisme / Avis favorable

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alexandre PARÉ
CONSEILLER EN AMÉNAGEMENT

Dossier # :1136347020

IDENTIFICATION

Dossier # :1136347020

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) » - modifications omnibus

CONTENU

CONTEXTE

Le 21 mars et le 7 mai 2013, le conseil d'arrondissement a adopté une révision en profondeur du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). Les modifications proposées dans la présente recommandation découlent principalement de ces travaux de révision et sont nécessaires afin de parachever la démarche entamée en 2012.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

s.o.

DESCRIPTION

Les 9 modifications au Plan d'urbanisme proposées se déclinent suivant 4 thématiques : la continuité commerciale, les parcs et espaces verts, les catégories d'affectation du sol et la densité de construction. Ces interventions touchent tant le texte du document que les cartes et illustrations. Des modifications sont ainsi apportées au chapitre 2 de la partie I du Plan (orientations d'aménagement), au chapitre 3 de la partie I (mise en œuvre du Plan d'urbanisme), de même qu'à la partie II (documents d'arrondissement).

Plus précisément, ces modifications sont les suivantes :

- La carte 2.1.2, intitulée « Les principales composantes commerciales », et l'illustration 2.3.2, qui montrent les rues où la continuité commerciale est exigée au rez-de-chaussée, sont modifiées afin de mieux refléter la réalité.
- La carte 2.5.1 ainsi que la carte du document d'arrondissement intitulée « Les parcs et les espaces verts » sont modifiées de manière à retirer des parcs qui y figurent et à en ajouter, également dans le but de mieux refléter la réalité.
- La composante Commerces situés au rez-de-chaussée en bordure d'une rue du Centre identifiée à la carte 2.1.2 où la continuité commerciale est exigée, ou situés à même le réseau piéton souterrain, à la condition de suivre une procédure particulière d'autorisation est ajoutée à la liste des composantes de la catégorie « Grand équipement institutionnel » du tableau 3.1.1.
- Une note est ajoutée à la catégorie « Couvent, monastère ou lieu de culte » du tableau 3.1.1 afin de préciser que pour le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie cette affectation permet également les commerces dans un local utilisé à cette fin au moment de l'adoption du Plan d'urbanisme, en novembre 2004, à la condition de suivre une procédure particulière d'autorisation.

- L'action 5.2 est modifiée de façon à clarifier les superficies de plancher pouvant être exclues du calcul de la densité aux abords de la rue Sainte-Catherine. Le libellé proposé est énoncé dans les termes suivants : « Exclure du calcul de la densité la superficie de plancher des rez-de-chaussée commerciaux directement accessibles de la rue Sainte-Catherine identifiés à l'illustration 2.3.3. ».
- L'illustration 2.3.3 intitulée « Les secteurs mixtes de forte intensité dont la superficie de plancher des rez-de-chaussée commerciaux directement accessibles de la rue Sainte-Catherine sont exclus du calcul de la densité » est ajoutée à la l'action 5.2.
- La liste des éléments exclus du calcul de la densité de construction d'un projet de la section 3.1.2 est également modifiée par l'ajout de l'élément suivant : « la superficie de plancher d'une serre utilisée à des fins de culture végétale industrielle ou commerciale et située sur le toit d'un bâtiment dans l'arrondissement de Ville-Marie ».
- La carte 3.1.2 de la partie 1, intitulée « La densité de construction » est modifiée afin de réduire le coefficient d'occupation du sol (de 4 à 3) dans un secteur situé au nord de la rue Ontario, entre les rues De Lorimier et de Bordeaux.

JUSTIFICATION

Le projet de modification proposé vise essentiellement à peaufiner certaines dispositions du Plan d'urbanisme afin de mieux atteindre les objectifs initiaux. À terme, ces précisions permettront à la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises de l'arrondissement de Ville-Marie de poursuivre le travail de révision du Règlement d'urbanisme entamé en 2012. Rappelons que ces travaux visent à moderniser le règlement en tenant compte des nouvelles pratiques et des nouvelles préoccupations dans le domaine de l'aménagement, ainsi qu'à faciliter sa compréhension et son utilisation.

Continuité commerciale

Actuellement, le Plan d'urbanisme exige la continuité commerciale au rez-de-chaussée des deux côtés de la rue Amherst, entre la rue de la Place Amherst et le boulevard René-Lévesque. Toutefois, le tronçon de la rue Amherst qui s'étend au nord du boulevard De Maisonneuve est principalement caractérisé par des rez-de-chaussée à vocation résidentielle. La modification proposée limitera l'obligation de continuité commerciale uniquement entre les boulevards De Maisonneuve et René-Lévesque. Cette modification permettra de reconnaître plus finement les caractéristiques de cette rue.

Parcs et espaces verts

Les modifications proposées à la carte des parcs et espaces verts consistent également à reconnaître plus finement les caractéristiques du tissu urbain de l'arrondissement. Ainsi, les parcs retirés sont des terrains bâtis – comme le Centre d'Histoire de Montréal – ou simplement des terrains non bâtis qui n'appartiennent pas à la Ville de Montréal – comme les terrains au pied du pont Jacques-Cartier qui appartiennent à la Société des Alcools du Québec et à la brasserie Molson. Quant aux nouvelles zones de parc proposées, il s'agit essentiellement de parcs existants, qui sont d'ailleurs déjà reconnus par le règlement d'urbanisme.

Catégories d'affectation du sol

L'ajout de la composante « Commerces situés au rez-de-chaussée en bordure d'une rue du Centre identifiée à la carte 2.1.2 où la continuité commerciale est exigée, ou situés à même le réseau piéton souterrain » à la liste des composantes de la catégorie « Grand équipement institutionnel » du tableau des catégories d'affectation du sol permet à certains secteurs du centre-ville historiquement mixtes de conserver leurs caractéristiques commerciales. Par exemple, le site de la Place-des-Arts, particulièrement le long de la rue Sainte-Catherine, les locaux de l'UQAM qui ont été conçus et utilisés à des fins commerciales, les espaces commerciaux du Palais des congrès, etc. Le zonage du règlement d'urbanisme, avant la concordance au Plan d'urbanisme effectué au printemps 2013, prévoyait que ces emplacements puissent comprendre des usages commerciaux et institutionnels. La modification proposée vise à rétablir cette reconnaissance de la mixité urbaine du centre-

ville.

L'ajout sur ce même tableau d'une note concernant les lieux de culte permet également de mieux refléter la réalité de certains lieux de culte qui ont été entièrement ou partiellement transformés pour accueillir des commerces, comme le sous-sol de la Cathédrale Christ Church ou le Masonic Memorial Temple. Malgré tout, cet ajout n'aura pas pour effet de permettre une augmentation des activités commerciales dans les lieux de culte ni la transformation graduelle de ces lieux à des fins commerciales puisque la disposition proposée vise exclusivement les locaux commerciaux existants au moment de l'adoption du Plan d'urbanisme, soit en 2004. En somme, c'est une mesure rétroactive afin de reconnaître un état de fait existant.

Densité de construction

Le Plan d'urbanisme vise à « renforcer l'attrait commercial du Centre » et, pour ce faire, il énumère divers moyens de mise en œuvre, dont l'exclusion d'une partie des superficies de plancher des bâtiments bordant la rue Sainte-Catherine dans le calcul de la densité. Cette mesure exceptionnelle du Plan d'urbanisme vise à assurer que la rue Sainte-Catherine, au centre-ville, demeure la rue commerciale ayant la plus forte intensité d'activités de Montréal.

Cependant, le libellé actuel du Plan d'urbanisme pose certaines difficultés quant à la mise en œuvre de cette mesure. En effet, selon ce libellé, l'exclusion doit porter spécifiquement sur « la superficie de plancher occupée par des commerces individuellement et directement accessibles depuis la rue Sainte-Catherine ». Or, l'application ad litteram de ce libellé dans un règlement de zonage fait en sorte que pour un bâtiment occupé par un seul commerce il est possible d'exclure l'intégralité de sa superficie de plancher, et ce, peu importe sa dimension ou sa localisation dans l'édifice. Cette situation est évidemment éloignée de l'objectif initial. C'est d'ailleurs pourquoi la disposition retenue dans le premier règlement d'urbanisme unifié de l'ancienne ville (chapitre U-1 des règlements refondus de la Ville de Montréal), consistait simplement à déduire le rez-de-chaussée d'un bâtiment situé dans le secteur d'usages de la rue Sainte-Catherine (anciennement C.5C). Or, cette disposition a récemment été retirée en raison de l'obligation de concordance au Plan d'urbanisme. La modification proposée consiste essentiellement à rétablir cette façon de faire.

Aux fins de l'application des normes d'un règlement d'urbanisme, il est généralement préférable de distinguer nettement les dispositions relatives au cadre bâti de celles relatives aux usages. Ainsi, le calcul de la densité d'un bâtiment ne devrait pas être fondé sur une notion aussi éphémère que la subdivision des locaux commerciaux d'un bâtiment ou encore de son occupation. Actuellement, pour le calcul de la densité, seule la superficie d'un local ayant individuellement et directement accès à la rue Sainte-Catherine peut être déduite. Or, ce local peut être agrandi ou réduit dépendamment des besoins et du locataire du moment. À l'inverse, on ne peut réduire a posteriori la densité d'un bâtiment existant, dont la construction a été autorisée en toute conformité.

Pour sa part, l'ajout d'une serre utilisée à des fins de culture végétale dans la liste des éléments exclus du calcul de la densité de construction permet de favoriser l'exploitation des toitures de l'arrondissement de Ville-Marie à des fins d'agriculture urbaine. Il s'agit d'une disposition incitative en matière d'agriculture urbaine et de réduction des îlots de chaleur.

Enfin, la correction proposée sur la carte des densités au sujet de l'emplacement occupé par la caserne no 19 du Service des incendies de la Ville de Montréal (SIM), et par le parc adjacent, vise à affiner la répartition des densités effectuée à l'occasion du programme particulier d'urbanisme du Quartier Sainte-Marie. En effet, cet emplacement aurait alors été associé au secteur commercial de la rue Ontario, qui s'étend à l'est de l'avenue De Lorimier et où le coefficient d'occupation du sol a été haussé à 4. Or, cet emplacement s'apparente

plutôt au tissu urbain du secteur qui s'étend à l'ouest de l'avenue De Lorimier et où le coefficient de densité est plutôt de 3.

Comités consultatifs

Le présent projet a été soumis pour avis à plusieurs comités consultatifs, dont le CCU de l'arrondissement le 8 août 2013, ainsi que le comité Jacques-Viger et le Conseil du patrimoine de Montréal le 23 août suivant.

Considérant les avantages de la proposition, le CCU est favorable à sa mise en œuvre.

Les membres du comité Jacques-Viger et du Conseil du patrimoine sont également favorables au projet, mais ils soulèvent six réserves. À cet égard, plusieurs modifications ont été apportées au projet initial. Ainsi, les comités soulignent que la reconnaissance des commerces existants dans les lieux de culte pourrait avoir pour conséquence de favoriser leur agrandissement, au détriment desdits lieux de culte. Or, le projet a été ajusté afin de préciser que ce sont uniquement les locaux existants au moment de l'adoption du Plan d'urbanisme qui peuvent bénéficier de cette reconnaissance et que celle-ci ne pourra pas être accordée de plein droit. Ainsi, une telle reconnaissance devra faire l'objet d'une autorisation particulière par le biais de l'article 89 de la charte ou encore par une résolution pour un projet particulier d'occupation.

Les comités observent que la carte proposée du secteur de forte mixité commerciale de la rue Sainte-Catherine manque de cohérence puisqu'elle comprend une partie de l'UQÀM, mais exclut l'Université Concordia, aux abords de la rue Guy. Or, la carte a été ajustée afin d'inclure l'ensemble des bâtiments ayant des activités commerciales sur rue. De la même façon, les limites du parc des Faubourgs sont ajustées et la définition des activités agricoles pouvant faire l'objet d'une exclusion dans le calcul de la densité est précisée afin d'éviter que cet incitatif soit utilisé pour des activités de transformation industrielle ou de commerce de détail.

Il a également été soulevé que la reconnaissance du commerce dans les grands ensembles institutionnels devrait être effectuée dans le cadre de la procédure des projets particuliers (PPCMOI). La proposition a donc été ajustée en conséquence et ces usages devront effectivement être approuvés en vertu d'une procédure particulière d'autorisation.

Enfin, les comités indiquent leur inquiétude selon laquelle l'exclusion du rez-de-chaussée des bâtiments de la rue Sainte-Catherine aurait un impact négatif sur le cadre bâti patrimonial de cette rue. Or, la modification proposée vise justement à baliser plus sévèrement l'augmentation possible de la densité en bordure de cette rue. En effet, s'il suffit uniquement qu'un commerce soit individuellement et directement accessible depuis la rue Sainte-Catherine pour que sa superficie de plancher puisse être exclue du calcul de la densité, cela signifie qu'un établissement comme le magasin La Baie n'a aucune limite de densité et qu'une tour de bureaux avec un coefficient d'occupation du sol de 9 pourrait être érigée au-dessus, de plein droit. La précision proposée rétablit équitablement l'intensité et le potentiel commercial aux abords de la rue Sainte-Catherine, et corrige les éventuels excès qui pourraient découler du mécanisme actuel.

Conclusion

Cette proposition permet de clarifier plusieurs objectifs du Plan d'urbanisme ainsi que de poursuivre la révision du règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie. Elle respecte également les recommandations effectuées par les différents comités consultatifs appelés à se prononcer sur une modification du Plan d'urbanisme.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s.o.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S.O.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

2013/10/02 - Avis de motion et adoption de projet de règlement par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie.

2013/10/23 - Assemblée publique de consultation.

2013/12/04 - Mise à l'ordre du jour du conseil municipal par le comité exécutif.

2013/12/16 - Adoption du règlement par le conseil municipal.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :

Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des affaires civiles (Sabrina GRANT)

Avis favorable avec commentaires :

Mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme et du développement économique (Manon BRULÉ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Comité consultatif d'urbanisme / Avis favorable

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alexandre PARÉ
Conseiller en aménagement

ENDOSSÉ PAR

Marc LABELLE
Directeur

Date d'endos. : 2013-08-15

Dossier # :1136347020



Dossier # : 1130395009

Unité administrative responsable :	Capital humain et des communications , Dotation_main d'oeuvre et rémunération des cadres , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Nomination du directeur général de la Ville de Montréal

Il est recommandé au conseil municipal de nommer M. Alain Marcoux à titre de directeur général à compter du 17 décembre 2013 et ce, pour une durée de huit (8) ans.

Signé par Jean-Yves HINSE **Le** 2013-12-09 16:58

Signataire :

Jean-Yves HINSE

Directeur principal
Capital humain et des communications , Direction principale

IDENTIFICATION

Dossier # :1130395009

Unité administrative responsable :	Capital humain et des communications , Dotation_main d'oeuvre et rémunération des cadres , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Nomination du directeur général de la Ville de Montréal

CONTENU

CONTEXTE

Suite aux élections générales de novembre 2013, l'Administration souhaite désigner un nouveau directeur général. Conséquemment, le maire recommande monsieur Alain Marcoux à titre de directeur général de la Ville de Montréal.

M. Marcoux a œuvré comme directeur général de la Ville de Québec depuis 2006. De 1991 à 2001, il occupait le poste de directeur général de la Ville de Sainte-Foy. Au niveau provincial, il a occupé plusieurs postes à titre de ministre aux Travaux public et Approvisionnement, au Revenu et aux Affaires municipales.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE13 0398 du 5 avril 2013 (#1130395003) : Nomination du directeur général de la Ville de Montréal

DESCRIPTION

Il est recommandé au conseil municipal de nommer M. Alain Marcoux à titre de directeur général à compter du 17 décembre 2013, et ce, pour une durée de huit (8) ans. Le salaire du directeur général est établi à 315 000 \$ à compter de sa nomination. Il est à noter que l'emploi de directeur général, premier fonctionnaire de la Ville de Montréal, n'est pas couvert par le plan d'évaluation des emplois cadres et n'est donc pas inclus dans la structure de rémunération en découlant.

JUSTIFICATION

Sous l'autorité du maire, du comité exécutif et du conseil de la Ville, le directeur général est responsable de l'administration de la municipalité et à cette fin planifie, organise, dirige et contrôle les activités de la municipalité. Il est le fonctionnaire principal de la municipalité et il exerce ses tâches et fonctions conformément à la *Loi sur les cités et villes* .

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les crédits nécessaires seront imputés à même les crédits du budget de fonctionnement de la Direction générale.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un communiqué sera émis pour annoncer la nomination de M. Marcoux suite à l'approbation par le conseil municipal.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Lucie DALY
Conseillère principale en rémunération

ENDOSSÉ PAR

Josée LAPOINTE
Directrice - dotation, main-d'oeuvre et
rémunération des cadres

Date d'endos. : 2013-12-09

Dossier # :1130395009

Montréal 

***Conseil municipal
Assemblée du 16 décembre 2013***

CATÉGORIE

65

Motion de conseillers

65.01 à 65.04

Article 65.01

Motion demandant aux paramunicipales et aux sociétés en commandite liées à la Ville de Montréal de fournir leur rapport annuel au Conseil de ville

Attendu que les sociétés paramunicipales et les sociétés en commandites liées à la Ville de Montréal ont fait l'objet de nombreuses critiques en ce qui concerne leur cadre légal, leur gouvernance et leur transparence;

Attendu que de nombreux scandales ont éclaté au sein de ces sociétés, forçant la police à procéder à des enquêtes;

Attendu que la confiance du public a été grandement ébranlée par ces scandales au cours des dernières années ;

Attendu que le cadre légal des sociétés paramunicipales et des sociétés en commandites liées à la Ville de Montréal fait en sorte que celles-ci ne sont pas régies par les mêmes règles de reddition de comptes publics et d'accès à l'information;

Attendu que les élus se doivent d'obtenir, afin de faire leur travail correctement, toutes les informations nécessaires à la bonne gestion de l'argent des contribuables qu'ils représentent;

Il est proposé par Émilie Thuillier, conseillère d'Ahuntsic, appuyée par Marc-André Gadoury, conseiller d'Étienne-Desmarteau :

Que le conseil de ville demande aux sociétés paramunicipales et aux sociétés en commandites liées à la Ville de Montréal de déposer, à chaque année, leur rapport annuel complet aux membres du conseil de ville et que les dirigeants de ces organismes se mettent à la disposition des élus pour une séance de questions en plénière.

Article 65.02

Motion pour demander au gouvernement du Québec de lancer dès 2014 le processus de remplacement des 423 voitures de métro de type MR-73

Attendu que la Société de transport de Montréal (STM) opère actuellement 336 voitures de métro de première génération de type MR-63 et 423 voitures de métro de seconde génération de type MR-73;

Attendu que le métro de Montréal opère une, voire la plus vieille flotte de voitures de métro actuellement en circulation au monde, soit 47 ans pour les MR-63 et 37 ans pour les MR-73;

Attendu que dans le cas du remplacement des MR-63, il aura fallu près de 10 ans entre le moment où la STM a commencé à faire des représentations auprès du gouvernement québécois et la signature officielle de l'entente avec le consortium Bombardier-Alstom;

Attendu que l'actuel contrat avec le consortium Bombardier-Alstom prévoit un délai initial de 4 ans entre la signature et la réception de la première rame de métro et un délai supplémentaire de 5 ans entre la réception de la première et la dernière rame de métro;

Attendu qu'en 2005 la STM a déjà rénové les MR-73 afin d'étendre leur durée de vie et qu'elle estime maintenant à 2016 la fin de leur vie utile;

Attendu que la fiabilité des voitures de métro, et donc leur disponibilité sur le réseau, tend à diminuer rapidement une fois atteinte leur durée de vie utile alors qu'en parallèle les coûts d'entretien peuvent monter en flèche;

Attendu que le remplacement des MR-73, bien qu'inscrit au *Plan stratégique 2020* de la STM, n'a toujours reçu aucune confirmation budgétaire de la part du gouvernement du Québec;

Attendu qu'il se fait déjà tard pour amorcer le processus de remplacement des MR-73 afin de maintenir la fiabilité et la capacité du réseau de métro;

Il est proposé par Sylvain Ouellet, conseiller de François-Perrault, et appuyé par Richard Bergeron, conseiller de Saint-Jacques :

Que le conseil municipal demande au gouvernement du Québec d'amorcer dès 2014 le processus de remplacement des 423 voitures de métro MR-73 et qu'il inscrive les sommes requises dans ses futurs budgets.

Article 65.03

Motion pour encadrer l'embauche d'un inspecteur général

Attendu que la mission de l'inspecteur général consistera à détecter, enquêter sur, prévenir et éliminer la corruption, la fraude, les activités criminelles, les conflits d'intérêt et les abus de pouvoir au sein de l'appareil municipal;

Attendu que le rôle et les pouvoirs de l'inspecteur général devront être soumis à l'approbation du Gouvernement du Québec et devront être enchâssés dans la loi des cités et villes;

Attendu que les pouvoirs d'enquête de l'inspecteur général le positionneront dans un rôle de premier plan d'une importance primordiale pour une gestion saine et intègre de la Ville, tout comme le vérificateur général;

Attendu que la mission de l'inspecteur général s'apparente à celle du vérificateur général;

Attendu que le vérificateur général est nommé par résolution adoptée aux deux tiers des voix des membres du conseil;

Attendu que le vérificateur général est nommé pour un mandat de 7 ans;

Attendu qu'une personne ne peut agir comme vérificateur général si elle est membre du conseil de la Ville ou d'un conseil d'arrondissement; qu'elle soit un associé d'un membre d'un de ces conseils; qu'elle aie, par elle-même ou son associé, un intérêt direct ou indirect dans un contrat avec la Ville; ou qu'elle soit une personne morale dont la municipalité ou un mandataire de celle-ci détient plus de 50 % des parts ou actions votantes en circulation ou nomme plus de 50 % des membres du conseil d'administration;

Attendu que le vérificateur général doit divulguer, dans tout rapport qu'il produit, une situation susceptible de mettre en conflit son intérêt personnel et les devoirs de sa fonction;

Attendu que le budget de la municipalité doit comprendre un crédit pour le versement au vérificateur général d'une somme destinée au paiement des dépenses relatives à l'exercice de ses fonctions;

Il est proposé par Marc-André Gadoury, conseiller d'Étienne-Desmarteau, et appuyé par Richard Bergeron, chef de l'opposition officielle et conseiller de Saint-Jacques :

Que le conseil municipal établisse les règles encadrant l'embauche d'un inspecteur général en s'inspirant des dispositions sur la nomination par résolution adoptée aux deux tiers des voix des membres du conseil, sur la durée du mandat, sur l'inhabilité d'occuper le poste, sur la divulgation des intérêts et sur les dépenses de fonctionnement qui sont incluses dans l'article 107 de la loi des cités et villes pour l'embauche du vérificateur général.

Motion sur la gestion des élections municipales et des scrutins référendaires simultanés

Attendu qu'à sa séance ordinaire du conseil de février 2013, le conseil a adopté la résolution CM130164, motion visant à accroître les droits des citoyens en élargissant la portée du droit d'initiative;

Attendu que le conseil était favorable à l'idée de donner aux citoyens le pouvoir d'inscrire des sujets à être tranchés par voie de référendum en même temps qu'une élection municipale et qu'il a mandaté la commission de la présidence pour étudier cette question;

Attendu qu'à sa séance du 11 juin 2013, la commission de la présidence a accueilli le greffier et président d'élection de la Ville, M^e Yves Saindon et son équipe, et qu'il a appris qu'en vertu de l'article 517 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités, le conseil d'une municipalité peut soumettre une question qui est de la compétence de celle-ci au référendum, mais que ce pouvoir est à la discrétion du conseil municipal et ne peut pas être déclenché par les citoyens;

Attendu que le droit d'initiative est déjà utilisé par les citoyens pour déclencher des consultations publiques devant l'OCPM comme sur l'agriculture urbaine;

Attendu que le greffier a indiqué à la commission de la présidence que le modèle du droit d'initiative pose des problèmes étant donné des particularités et des règles différentes que celles utilisées pour déterminer les qualités d'un électeur dans une élection générale, incluant les listes d'électeurs différents, commission de révision différente, bulletins de vote distincts, bulletins de vote de scrutins référendaires ne pouvant comporter qu'une seule question et d'autres problèmes;

Attendu que les membres de la commission ont conclu qu'effectivement l'idée de donner aux citoyens le droit de soumettre des questions pour référendum est une réforme démocratique importante, mais que la formule utilisant le droit d'initiative tel que décrit par la Charte montréalaise des droits et responsabilités n'est pas nécessairement la meilleure formule,

Il est proposé par Marvin Rotrand

et appuyé par Elsie Lefebvre

Que le conseil municipal donne à la commission de la présidence le mandat de poursuivre ses travaux sur la question du droit des citoyens à inscrire au scrutin municipal des questions pour référendums en vue de trouver une formule gérable et conviviale qui va permettre l'extension de ce droit pour l'élection de 2017.



**ASSEMBLÉE ORDINAIRE
DU CONSEIL MUNICIPAL**

80 – Conseil d'agglomération - Dossiers pour orientation



Dossier # : 1134119009

Unité administrative responsable :	Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction de l'approvisionnement , Division de l'acquisition de biens et services , Approvisionnement stratégique et collectif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Conclure trois ententes cadre pour une durée de trente-six (36) mois avec une option de prolongation de deux périodes de douze (12) mois avec les firmes Recy Béton Inc. (859 531,02 \$), Bauval CMM, division de Bau-Val inc. (578 335,75 \$) et Construction GFL inc. (548 775,68 \$), pour la fourniture de service de sites pour la valorisation de la pierre, du roc, du béton et de l'asphalte- appel d'offres public 13-12769 (4 soumissionnaires.)

Il est recommandé :

1. de conclure trois ententes- cadres d'une durée de 36 mois avec une option de prolongation de deux périodes de douze (12) mois, pour la fourniture, sur demande, de services de sites pour la valorisation de la pierre, du roc, du béton et de l'asphalte ;
2. d'accorder aux firmes ci-après désignées, plus bas soumissionnaires conformes pour les territoires et les articles mentionnés en regard de leur nom, les contrats à cette fin aux prix unitaires de leur soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public no. 13-12769 et au tableau de prix reçus ci-joint ;

Adjudicataire :	Territoires d'arrondissement	Montant estimé des contrats
Recy Béton Inc.	Anjou, Le Plateau Mont-Royal, Mercier—Hochelaga-Maisonneuve, Montréal-Nord, Rivière-des-Prairies—Pointes-aux-Trembles, Rosemont—La Petite-Patrie, Saint-Léonard, Ville-Marie, Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension	859 531,02 \$
Bauval CMM, division de Bau-Val Inc.	Ahuntsic-Cartierville, Cote-des-Neiges—Notre-Dame -de-	578 335,75 \$

Construction GFL Inc.	Grâce, Lachine, LaSalle, L'Île Bizard—Sainte-Geneviève, Outremont, Saint-Laurent,	548 775,68 \$
	Le Sud-Ouest, Verdun	

3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services corporatifs, et ce, au rythme des besoins à combler.

Signé par Serge OUELLETTE **Le** 2013-11-13 13:56

Signataire :

Serge OUELLETTE

Directeur par intérim
Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction de
l'approvisionnement

IDENTIFICATION

Dossier # :1134119009

Unité administrative responsable :	Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction de l'approvisionnement , Division de l'acquisition de biens et services , Approvisionnement stratégique et collectif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Conclure trois ententes cadre pour une durée de trente-six (36) mois avec une option de prolongation de deux périodes de douze (12) mois avec les firmes Recy Béton Inc. (859 531,02 \$), Bauval CMM, division de Bau-Val inc. (578 335,75 \$) et Construction GFL inc. (548 775,68 \$), pour la fourniture de service de sites pour la valorisation de la pierre, du roc, du béton et de l'asphalte- appel d'offres public 13-12769 (4 soumissionnaires.)

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre des travaux municipaux effectués par les arrondissements, les agrégats constitués de pierre, de roc, de béton et d'asphalte sont acheminés vers des sites pour permettre leur réemploi, leur recyclage et leur valorisation. La valorisation des matériaux excavés doit être conforme aux lois et règlements en vigueur.

Selon les lois en vigueur dans le domaine des matériaux excavés, les agrégats doivent être acheminés vers des sites accrédités (pour la valorisation) par le ministère du Développement durable, de l'Environnement de la Faune et des Parcs (MDDEFP), en fonction de leur nature.

Les ententes- cadres faisant l'objet du présent dossier visent à combler les besoins pour la fourniture de sites pour la valorisation de la pierre, de roc, de béton et de l'asphalte, pour les 18 arrondissements ayant signifié leur participation à ce dossier.

L'entente précédente fut la première conclue en 2011 pour une période de 24 mois, Cette entente était pour combler les besoins de 12 arrondissements et 6 écocentres. Environ 60 000 tonnes furent disposées pour la valorisation au coût moyen de 10,00 \$ par tonne métrique, soit un total approximatif de 600 000,00 \$. L'Appel d'offres a été publié dans le journal La Presse et sur le site électronique d'appel d'offres (S.É.A.O.). L'entente précédente pour une durée de 24 mois nous permettait de sonder le marché. Ce nouveau contrat sera pour une durée de 36 mois; en ayant plus d'arrondissements, donc plus de volumes avec un prix plus bas et stable pour toute la durée du contrat.

La période de validité des soumissions est de 120 jours.

Les addenda 1 et 2 furent publiés en date du 17 et du 25 septembre respectivement.

L'addenda no.1 consistait à l'ajout d'une nouvelle version légèrement modifiée du devis technique afin d'apporter certaines précisions.

L'addenda no. 2 consistait à l'ajout du bordereau de soumission en format numérique et aussi de légères modifications apportées aux clauses particulières no. 6 et 13

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG11 0254 - 25 AOÛT 2011 - Octroi de l'entente précédente à Bauval CMM, division de Bau - Val Inc., pour une durée de 24 mois (662 677,64 \$)

CE11 1110 - 3 août 2011 - Octroi de l'entente précédente à Construction GFL Inc., pour une durée de 24 mois (234 587,47 \$)

DESCRIPTION

Fourniture, sur demande, de sites pour la valorisation de la pierre, du roc, du béton et de l'asphalte. Les quantités inscrites au bordereau de soumission sont fournies à titre indicatif seulement. Elles sont basées sur les historiques de consommation et les prévisions des besoins pour les 36 prochains mois, mais n'engagent aucunement la Ville pour quelques quantités que ce soit.

Les matériaux sont constitués de pierre, roc, béton et d'asphalte en provenance des divers arrondissements lors de travaux de réfection dans les rues et trottoirs. La plupart des arrondissements utilisent leurs propres camions avec leurs employés pour acheminer les sols excavés vers les sites sélectionnés pour la valorisation.

Pour l'attribution de ce contrat, les offres des soumissionnaires sont évaluées d'une part sur la base du prix unitaire à la tonne métrique et d'autre part en tenant compte de l'éloignement relatif du lieu de livraison par rapport à un centroïde identifié à l'annexe A, joint aux documents fournis avec l'appel d'offres.

La ville octroiera un contrat pour chacune des dix-huit (18) centroïdes selon le lieu de livraison optimal en référence au plus bas prix à la tonne métrique ajusté au facteur de distance.

Sur avis écrit de la Ville donné à l'adjudicataire au moins trente (30) jours avant la fin présumée de fin de contrat et suite à une entente intervenue entre les deux parties, le présent contrat pourra être prolongé de 12 mois pour un maximum de deux prolongations.

JUSTIFICATION

Ces matériaux sont générés par les arrondissements qui effectuent des travaux d'excavation, de réfection des rues et trottoirs.

De plus, la conclusion d'ententes- cadres permet d'assurer la constance et la facilité d'approvisionnement pour ces services tout en constituant des volumes économiques profitables.

Le soumissionnaire doit présenter à l'annexe B des formulaires de soumission un prix à la tonne métrique indépendamment du centroïde pour lequel il désire soumissionner. L'octroi sera effectué par article et par territoire au plus bas soumissionnaire conforme en prenant en considération les deux éléments que sont le coût de disposition et l'ajustement compte tenu de la distance qui sépare le lieu de livraison des matériaux d'excavation des centroïdes de chacun

des 18 territoires concernés par cet appel d'offres. Ainsi, un soumissionnaire avec un coût unitaire bas mais très éloigné du centroïde pourrait ne pas obtenir un contrat à cause de la distance à parcourir pour se rendre à son centre de valorisation.

Soumissions conformes total (voir tableau en pièce jointe pour plus de détails)

Soumissions conformes	Total
Recy Béton inc.	1 598 105,96 \$
Bauval CMM, Division de Bau-Val inc	2 148 616,31 \$
Construction GFL inc.	3 135 818,38 \$
Maskimo Construction inc.	3 484 242,64 \$
Dernière estimation réalisée à l'interne (\$) :	3 030 435,00 \$
Coût moyen des soumissions reçues (total du coût des soumissions conformes reçues / nombre de soumissions)	2 591 695,82 \$
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((coût moyen des soumissions conformes-la plus basse) / la plus basse x 100)	62,17%
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (\$) (la plus haute conforme - la plus basse conforme)	1 886 136,68 \$
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) ((la plus haute conforme - la plus basse conforme) / la plus basse x 100)	118,02%
Écart entre l'estimation des professionnels et la plus basse conforme (\$) (la plus basse conforme - estimation)	(1 432 329,04 \$)
Écart entre l'estimation des professionnels et la plus basse conforme (%) ((la plus basse conforme - estimation) / estimation x 100)	-47,26%
Écart entre la plus basse et la deuxième plus basse (\$) (la deuxième plus basse - la plus basse)	550 510,35 \$
Écart entre la plus basse et la deuxième plus basse (%) ((la deuxième plus basse - la plus basse) / la plus basse x 100)	34,45%

Conformément à l'article 477.4 de la Loi sur les cités et villes, la Direction de l'approvisionnement a effectué un estimé préalable de la dépense s'élevant à 3 030 435,00 \$, incluant les taxes, pour les 36 mois de la durée du contrat. Cette estimation est basée sur les prévisions de consommation des dix-huit (18) arrondissements participants selon un prix budgétaire moyen obtenu auprès d'un fournisseur oeuvrant dans ce secteur d'activité et jumelé à un facteur d'ajustement dû à la distance séparant le lieu de livraison par rapport au centroïde. L'arrondissement de Pierrefonds- Roxboro n'a pas participé à cet appel d'offres; il utilise un concasseur mobile pour la valorisation de ces agrégats.

L'écart entre le plus bas soumissionnaire et l'estimé pourrait s'expliquer par le fait que Recy-Béton Inc. a soumis un prix très agressif et est située sur le territoire de la Ville de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il s'agit d'ententes- cadres collectives sans imputation budgétaire pour la fourniture de services de sites pour la valorisation de lots de pierre, de roc, de béton et d'asphalte pour une période de 36 mois.

Ces services seront utilisés sur demande, au fur et à mesure des besoins des utilisateurs et chaque bon de commande fera l'objet d'une appropriation de crédit.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le présent dossier est en accord avec les orientations et objectifs du Plan de développement durable de la collectivité montréalaise, compte tenu que la saine gestion de la disposition des sols excavés contribue à la réduction des nuisances et des impacts sur l'environnement.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'absence d'ententes- cadres alourdirait le processus d'approvisionnement pour ces services en obligeant la négociation à la pièce en plus de faire perdre à la Ville la possibilité d'économies de volume.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une communication sera transmise aux utilisateurs afin de les informer de la conclusion des ententes- cadres ainsi que des modalités convenues

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Émission des ententes- cadres collectives avec les firmes retenues suite à l'adoption de la résolution.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Direction de l'approvisionnement

Service de la concertation des arrondissements et des ressources matérielles

Analyse des soumissions (Biens et services)

Appel d'offres public no 13- 12769

Titre : Valorisation pierre, roc, béton, asphalte

Date de lancement : 11 septembre 2013

Date d'ouverture : 30 septembre 2013

Preneurs du cahier des charges : (6)

Bauval CMM, division de Bau- Val Inc.
Biogénie, division de Englobe Corp.
Les Entreprises Canbec Construction Inc.
Maskimo Construction Inc.
Recy- Béton Inc.
Construction GFL inc.

Soumissionnaires : (4)

Recy Béton Inc.
Bauval CMM, division de Bau- Val inc.
Construction GFL inc.
Maskimo Construction Inc.

Analyse des soumissions :

Cet appel d'offres inclut les clauses traitant des dispositions générales visant à favoriser la

transparence (prévention de la collusion et la fraude).

Le présent dossier est conforme à la politique de gestion contractuelle, à la politique d'approvisionnement et à l'encadrement relatif à la confidentialité des estimations des contrats.

Tel que mentionné aux documents d'appel d'offres, le contrat sera octroyé par article et par arrondissement au plus bas soumissionnaire conforme.

Tableau de prix : (voir pièce jointe)

Montant estimé des ententes :

Recy Béton Inc.

1 820 393,00 \$ + TPS: 91 019,65 \$ + TVQ: 181 584,20 \$ = 2 092 996,85 \$

Bauval CMM, division de Bau- Val Inc.

703 208,21 \$ + TPS: 35 160,41 \$ + TVQ: 70 145,02 \$ = 808 513,64 \$

Construction GFL inc.

1 048 892,60 \$ + TPS: 52 444,63 \$ + TVQ: 104 627,04 \$ = 1 205 964,27 \$

Adjudicataires recommandés

d'accorder à chacune des firmes ci-après désignées, plus bas soumissionnaires conformes pour les biens mentionnés en regard de leur nom, le contrat à cette fin, aux prix unitaires de leur soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public # 13- 12769, au tableau de prix reçus ainsi que du tableau comparatif ci-joints :

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Eddy DUTELLY
Agent d'approvisionnement niveau II

ENDOSSÉ PAR

Pierre GATINEAU
Chef de section

Date d'endos. : 2013-11-04

Dossier # :1134119009



Dossier # : 1134338001

Unité administrative responsable :	Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction de l'approvisionnement , Division de l'acquisition de biens et services , Services professionnels et connexes
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Autoriser l'option visant la prolongation annuelle des ententes-cadres collectives avec les firmes 1714141 Alberta Ltd (Les Pétroles Parkland) et Énergie Valéro inc. (anciennement Ultramar ltée) pour la fourniture, sur demande, d'essence super sans plomb, régulière sans plomb, mazout, diesel coloré pour génératrice, diesel arctique, et diesel coloré standard tel que prévu à la clause 5 de la section clauses administratives particulières des documents de l'appel d'offres public 11-11737 (2 soum.).

il est recommandé :

1. d'autoriser l'option de renouvellement annuel des ententes-cadres aux firmes ci-après désignées pour la période se terminant fin décembre 2014, pour la fourniture sur demande **d'essence super sans plomb, régulière sans plomb, mazout, diesel coloré pour génératrice, diesel arctique, et diesel coloré standard** , conformément à la clause 5 de la section clauses administratives particulières des documents de l'appel d'offres public 11-11737.

<u>Firmes</u>	<u>Articles</u>
1714141 Alberta Ltd (Les Pétroles Parkland)	essence super sans plomb et diesel arctique
Énergie Valéro inc.	essence régulière sans plomb, mazout, diesel coloré pour génératrice et diesel coloré standard

2. d'imputer les dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements, des services corporatifs et des villes liées, et ce au rythme des besoins à combler.

Signataire :

Serge OUELLETTE

Directeur par intérim
Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction de
l'approvisionnement

IDENTIFICATION

Dossier # :1134338001

Unité administrative responsable :	Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction de l'approvisionnement , Division de l'acquisition de biens et services , Services professionnels et connexes
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Autoriser l'option visant la prolongation annuelle des ententes-cadres collectives avec les firmes 1714141 Alberta Ltd (Les Pétroles Parkland) et Énergie Valéro inc. (anciennement Ultramar ltée) pour la fourniture, sur demande, d'essence super sans plomb, régulière sans plomb, mazout, diesel coloré pour génératrice, diesel arctique, et diesel coloré standard tel que prévu à la clause 5 de la section clauses administratives particulières des documents de l'appel d'offres public 11-11737 (2 soum.).

CONTENU

CONTEXTE

Les besoins en carburants de la Ville sont comblés par l'entremise de deux regroupements d'achat. Le premier regroupement est piloté par la Direction de l'approvisionnement de la Ville de Montréal pour la fourniture, sur demande, d'essence super sans plomb, régulière sans plomb, mazout, diesel coloré pour génératrice, diesel arctique et diesel coloré standard. Ce regroupement comprend les services corporatifs, les arrondissements de la Ville ainsi que les onze villes liées qui ont signifié leur participation à ce projet (Beaconsfield, Côte-St-Luc, Dollard-Des-Ormeaux, Dorval, Hampstead, Montréal-Est, Montréal-Ouest, Mont-Royal, Pointe-Claire, Sainte-Anne-de-Bellevue et Westmount). Le deuxième regroupement, piloté par la STM, est constitué de sociétés de transport auquel s'est jointe la Ville afin de combler ses besoins en diesel et biodiesel.

En 2011, la Direction de l'approvisionnement a procédé à un appel d'offres relativement aux besoins en carburants conventionnels. Suite à ce processus, deux ententes-cadres ont été conclues avec la compagnie 1714141 Alberta Ltd (Les Pétroles Parkland) (ex-TransMontaigne marketing Canada Inc.) et Énergie Valéro inc. (anciennement nommée Ultramar ltée). La durée prévue pour ces deux ententes est de 2 ans avec 2 options de renouvellement de 1 an.

Le présent dossier a pour objet d'exercer la première option de prolongation des ententes conclues avec 1714141 Alberta Ltd (Les Pétroles Parkland) et Énergie Valéro inc. afin d'assurer une stabilité d'approvisionnement de ces produits stratégiques pour les participants du regroupement de la Ville.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG12 0479 décembre 2012 - Conclure avec TransMontaigne Marketing Canada inc. une entente-cadre collective pour la fourniture, sur demande, de diesel non coloré (clair) et biodiesel B5 pour une période de trois ans avec possibilité de deux renouvellements annuels suite à l'appel d'offres public 4284-06-12-54 (3 soum.) piloté par la STM dans le cadre du regroupement d'achats- Appel d'offres public STM 4284-06-12-54 (3 soum.) .

CG11 0451 décembre 2011- Conclure des ententes-cadres collectives pour une période de deux ans, avec possibilité de deux renouvellements annuels, avec TransMontaigne Marketing Canada inc. et Ultramar ltée pour la fourniture, sur demande, d'essence super sans plomb, régulière sans plomb, mazout, diesel coloré pour génératrice, diesel arctique, et diesel coloré standard - Appel d'offres public 11-11737 (2 soum.)

CE11 1181-10 août 2011- Autoriser le lancement d'un appel d'offres public pour la fourniture de mazout, d'essence, de diesel coloré et de diesel arctique pour une période de 48 mois. Autoriser la Ville de Montréal à participer à un appel d'offres public conjointement avec le regroupement STM pour la fourniture de biodiesel B5 et de diesel non coloré.

CG07 0486 - 20 décembre 2007- Conclusion de l'entente-cadre précédente avec Groupe Pétrolier Olco inc. pour la fourniture de mazout, de diesel arctique et d'essences, pour une durée de deux ans avec 2 options de renouvellement de 1 an.

DESCRIPTION

Les carburants répondent aux besoins énergétiques d'opération de la Ville et de ses partenaires tant au niveau des véhicules, des équipements fixes et mobiles ainsi que pour les équipements de chauffage de plusieurs immeubles municipaux.

Tel que prescrit dans les documents de l'appel d'offres 11-11737, les contrats de fourniture de carburants, d'une durée initiale de deux (2) ans, peuvent faire l'objet de deux (2) prolongations d'une durée d'une année chacune. Des avis écrits ont été envoyés aux fournisseurs afin de signifier la volonté de bénéficier de l'option de prolongation pour la prochaine année. Suite à une réponse positive des fournisseurs et à l'approbation des instances, la direction de l'approvisionnement procédera à la prolongation des ententes.

Les consommations de carburants sur les ententes pour la période écoulé du contrat (23 mois) s'établissent comme suit:

Fournisseurs	Consommation (l)	Dépense totale incluant les taxes sur les carburants avant tps et tvq
Énergie Valéro inc.	11 742 433.10	12 065 597.93 \$
1714141 Alberta Ltd (Les Pétroles Parkland)	1 086 558.33	1 171 976.58 \$

*un bilan de consommation détaillée se retrouve en pièces jointes

JUSTIFICATION

Les critères utilisés de façon générale afin de déterminer le recours ou non à une clause de prolongation sont les suivants :

- Est-ce que la situation du marché évolué depuis notre dernière sollicitation? Si oui, des indices nous permettent-ils de croire qu'une nouvelle sollicitation devrait être avantageuse, équivalente ou défavorable (Exemples : Y a-t-il plus ou moins de fournisseurs actifs? Y a-t-il une guerre de prix actuellement? Quels sont les résultats obtenus par d'autres organisations comparables?, Y a t'il de nouveaux produits substitués? etc.)

- Nos besoins ont-ils évolué de façon considérable? (Achetons-nous plus, moins, projetons-nous une variation de volume en raison d'un projet spécial? etc.)
- Quelle a été notre satisfaction concernant les produits ou services achetés, les délais de livraison, etc. durant la période initiale du contrat?

Ces critères nous ont menés à recommander la prolongation de ce contrat. En effet, il nous paraissait risqué de solliciter le marché en 2013 considérant :

- les excellents résultats obtenus lors de la sollicitation de marché de 2011;
- le nombre de fournisseurs potentiels qui n'a pas augmenté (seulement des ventes d'entreprises) ;
- que les produits substitués ne sont pas matures (électricité) ;
- la satisfaction générale de la prestation de services du fournisseur actuel.

En plus de permettre au regroupement de la Ville de bénéficier des conditions avantageuses obtenues lors du dernier appel d'offres et une stabilité opérationnelle, la prolongation des deux ententes-cadres permettra à la Direction de l'approvisionnement de compléter sa stratégie d'approvisionnement pour la prochaine sollicitation du marché. Le nouveau processus sera initié au cours de l'année 2014 suite à une veille du marché.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Conformément à l'article 477.4 de la Loi sur les cités et villes, la Direction de l'approvisionnement a effectué un estimé préalable de la prolongation d'une année, voir tableau ci-bas. Ces estimés sont basés sur les consommations de l'année 2012 au prix moyen payé de chaque produit avec un ajustement de 10% pour refléter les possibles augmentations des prix..

		<i>Durée: 2 ans + 2 options (1 an)</i>	<i>Prolongation 1 an</i>
Entente #	Firme	Montant estimé (4 ans)	Estimé (taxes non incluses)
698450	1714141 Alberta Ltd (Les Pétroles Parkland)	2 928 874,58 \$	575 935,3190 \$
698459	Energie Valéro Inc	30 734 514,17 \$	6 879 626,8140 \$

L'envergure de ces contrats ne peut être déterminée à l'avance puisque le coût du carburant fluctue selon les conditions du marché. Les estimés établis ne représentent qu'un potentiel d'approvisionnement et la dépense réelle sera imputée au budget des divers services, arrondissements ou villes liées au fur et à mesure de leur utilisation.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'absence d'entente-cadre mettrait en péril l'approvisionnement en carburant et aurait un important impact sur les opérations de la Ville et de ses partenaires. De plus, ces ententes

permettent à la Ville de réaliser des économies par rapport au prix à la pompe. Dans cette optique, la sécurité et le maintien de l'approvisionnement en carburant est nécessaire pour les membres du regroupement de la Ville de Montréal.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une fois le dossier approuvé, les deux ententes-cadres seront prolongées et communiquées aux usagers.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Suite à la résolution :

- Émission de deux ententes-cadres amendées;
- Envoi d'une communication aux usagers.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le présent dossier respecte la politique de gestion contractuelle et la politique d'approvisionnement de la Ville de Montréal.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Matthieu CROTEAU
Agent d'approvisionnement niveau 2

ENDOSSÉ PAR

Pierre ST-JEAN
Chef de section

Date d'endos. : 2013-11-18

Dossier # :1134338001



Dossier # : 1136305001

Unité administrative responsable :	Bureau du vérificateur général , Direction Technologies de l'information_éthique et administration
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Dépenses mixtes d'administration générale
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 138 739,18 \$ taxes incluses, pour des travaux complémentaires afin de compléter la certification des états financiers de l'année 2013 / Approuver le projet d'addenda no 3 modifiant la convention de services professionnels intervenue avec la firme Deloitte s.e.n.c.r.l., (CG12 0047), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 596 024,31 \$ à 1 734 763,49 \$, taxes incluses

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense additionnelle de 138 739 \$, taxes incluses, pour des travaux complémentaires afin de compléter la certification des états financiers de l'année 2013;
2. d'approuver le projet d'addenda no 3 modifiant la convention de services professionnels intervenue entre la Ville de Montréal et la firme Deloitte s.e.n.c.r.l., résolution CG12 0047, majorant ainsi le montant total du contrat de 1 596 024.31 \$ à 1 734 763.49 \$, taxes incluses;
3. D'imputer cette dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. La portion agglomération de cette dépense mixte d'activité d'administration générale est incluse dans la charge d'administration imputée au budget du Conseil d'agglomération.

Signé par Jacques B BERGERON **Le** 2013-11-19 14:17

Signataire :

Jacques B BERGERON

Vérificateur général
Bureau du vérificateur général , Bureau du vérificateur général

IDENTIFICATION

Dossier # :1136305001

Unité administrative responsable :	Bureau du vérificateur général , Direction Technologies de l'information_éthique et administration
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Dépenses mixtes d'administration générale
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 138 739,18 \$ taxes incluses, pour des travaux complémentaires afin de compléter la certification des états financiers de l'année 2013 / Approuver le projet d'addenda no 3 modifiant la convention de services professionnels intervenue avec la firme Deloitte s.e.n.c.r.l., (CG12 0047), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 596 024,31 \$ à 1 734 763,49 \$, taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

À la suite de l'appel d'offres public fait par le Service des finances pour la prestation de services professionnels pour la vérification des états financiers 2011, 2012 et 2013 de la Ville, la firme Deloitte s.e.n.c.r.l. (auparavant Samson Bélair/Deloitte & Touche s.e.n.c.r.l.) a été retenue (réf. : résolution CG12 0047). Selon l'appel d'offres public, les services offerts représentaient un partage annuel des dossiers de vérification entre la firme externe et le Bureau du Vérificateur de la Ville, avec comme objectif d'effectuer une rotation des dossiers de vérification en plus de permettre un pourcentage de réalisation des travaux d'audit de 50 % sur la période de 3 ans.

En 2011, cette répartition a été respectée. Par contre, pour l'année 2012 cette répartition n'a pu être respectée en raison du manque de ressources du Bureau du vérificateur général de la ville et des délais impartis pour compléter la certification des états financiers. Le Bureau du vérificateur général de la Ville (BVG) prévoit que la situation se répétera pour l'année 2013. Conséquemment, il entend confier à la firme Deloitte la réalisation de travaux complémentaires estimés à 120 669 \$ avant taxes (138 739.18 \$ taxes incluses). Ces travaux complémentaires sont présentés en pièce jointe.

Nonobstant, le fait que le vérificateur général est compétent pour octroyer les contrats relatif à l'exercice de ses fonctions en vertu des principes d'autonomie et d'indépendance enchâssés dans la Loi des citées et villes (LCV), le présent dossier décisionnel doit faire l'objet d'une approbation par le conseil d'agglomération puisque le contrat initial a été approuvé par ce dernier à la suite d'un dossier décisionnel soumis par le Service des finances.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG13 0308 - 29 août 2013 - Autoriser une dépense additionnelle de 60 012,35 \$, taxes

incluses, pour des travaux supplémentaires requis lors de la confection des états financiers de l'exercice 2012 / Approuver le projet d'addenda no. 2 modifiant la convention de services professionnels intervenue entre la Ville et Deloitte s.e.n.c.r.l. (CG12 0047), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 536 011,96 \$ à 1 596 024,31 \$, taxes incluses.

CG12 0470 - 20 décembre 2012 - Autoriser une dépense additionnelle de 156 304 \$, taxes incluses, pour des travaux supplémentaires afin de compléter la certification des états financiers de l'année 2012 / Approuver le projet d'addenda no 1 modifiant la convention de services professionnels intervenue avec la firme Deloitte s.e.n.c.r.l., résolution CG12 0047, majorant ainsi le montant total du contrat de 1 379 708 \$ à 1 536 012 \$, taxes incluses.

CG12 0047 - 23 février 2012 - Résilier le contrat de services professionnels accordé à Deloitte s.e.n.c.r.l. pour la vérification externe des états financiers 2010, 2011 et 2012 de la STM, ses filiales et des mandats spéciaux de même que la vérification des états financiers 2010, 2011 et 2012 de la Ville faisant suite à l'appel d'offres public 10-11320 et lui accorder un nouveau contrat de services professionnels pour la vérification externe des états financiers 2011, 2012 et 2013 de la Ville pour une somme maximale de 1 379 708,05 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 11-11919 (2 soum. 1 conforme) / Approuver un projet de convention à cette fin.

DESCRIPTION

Pour l'année 2013, en raison du manque de ressources et des délais impartis pour compléter la certification des états financiers de la Ville, le Bureau du vérificateur général de la Ville (BVG) n'est pas en mesure de respecter l'entente de répartition des dossiers d'audits et entend confier à la firme Deloitte la réalisation de travaux complémentaires estimés à 120 669 \$, avant taxes (138 739,18 \$ taxes incluses). Ces travaux complémentaires sont présentés en pièce jointe.

JUSTIFICATION

Conformément à la Loi sur les cités et Villes (art. 107.14) le Vérificateur général doit faire rapport au conseil de sa vérification des états financiers de la Ville et de l'état établissant le taux global de taxation. Ce rapport doit être remis au trésorier de la Ville aux fins de dépôt au conseil et envoi par la suite au ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire au plus tard le 30 avril.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts des travaux complémentaires d'audit estimés à 138 739,18 \$, taxes incluses, seront assumés à 100 % par le budget de fonctionnement accordé au Bureau du Vérificateur pour les années financières 2013 et 2014.

La portion agglomération de cette dépense mixte d'administration générale est prévue dans la charge d'administration imputée au budget du conseil d'agglomération. (réf. : Règlement sur les dépenses mixtes).

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Impossibilité de respecter la date de dépôt des états financiers annuels de la Ville pour l'année financière 2013.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

4 décembre 2013 - Comité exécutif
16 décembre 2013 - Conseil municipal
19 décembre 2013 - conseil d'Agglomération

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des affaires civiles (Suzana CARREIRA CARVALHO)

Avis favorable avec commentaires :
Finances , Direction Informations financières et contrôles internes (Raoul CYR)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Majorie BRILLANT
Préposée au soutien administratif

ENDOSSÉ PAR

Serge VAILLANCOURT
Verificateur general adjoint

Date d'endos. : 2013-11-15

Dossier # :1136305001



Dossier # : 1134069012

Unité administrative responsable :	Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction des stratégies et transactions immobilières , Division Évaluation et transactions immobilières , Section Locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention de prolongation du bail par lequel la Ville sous-loue à la compagnie Archidata inc., pour une période additionnelle de 5 ans, à compter du 1er novembre 2013, un local d'une superficie de 199,74 m ² situé au 333 rue Notre- Dame Est utilisé à des fins administratives, moyennant un loyer total de 259 250,36 \$ excluant les taxes. (Bâtiment 8636)

Il est recommandé :

1- d'approuver la convention de prolongation du bail par lequel la Ville de Montréal sous-loue à la compagnie Archidata inc., pour une période additionnelle de 5 ans, à compter du 1^{er} novembre 2013, un local d'une superficie de 199,74 m² situé au 333 rue Notre-Dame Est utilisé à des fins administratives, moyennant un loyer total de 259 250,36 \$ excluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus à la prolongation de bail;

2 - d'imputer cette recette conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Michel NADEAU **Le** 2013-11-06 13:43

Signataire :

Michel NADEAU

Directeur
Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction des
stratégies et transactions immobilières

IDENTIFICATION

Dossier # :1134069012

Unité administrative responsable :	Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction des stratégies et transactions immobilières , Division Évaluation et transactions immobilières , Section Locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention de prolongation du bail par lequel la Ville sous-loue à la compagnie Archidata inc., pour une période additionnelle de 5 ans, à compter du 1er novembre 2013, un local d'une superficie de 199,74 m ² situé au 333 rue Notre-Dame Est utilisé à des fins administratives, moyennant un loyer total de 259 250,36 \$ excluant les taxes. (Bâtiment 8636)

CONTENU

CONTEXTE

Depuis le 1^{er} janvier 2009, la Ville loue le local 104, situé au rez-de-chaussée de l'immeuble, sis au 333, rue Notre-Dame Est, appartenant au Complexe Chaussegros de Léry inc. lié à la Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM). À l'origine, ce local devait accueillir le personnel du quartier des spectacles de façon permanente. Or, après avoir utilisé ce local pendant quelques mois (6 mois), le personnel du quartier des spectacles a été relocalisé à proximité de son lieu d'affaires. En juin 2009, le local étant devenu vacant, La Direction des stratégies et transactions immobilières (DSTI) a décidé que ce local servirait de zone tampon qui pourrait loger une dizaine de fonctionnaires. Au cours de l'été 2009, la compagnie Archidata inc.(Archidata) qui occupe la suite 108, adjacente à la suite 104, a manifesté son désir de sous-louer l'espace pour faire face à l'accroissement de ses besoins opérationnels. Puisque le local était toujours vacant, il a été convenu de sous-louer l'espace à Archidata afin de récupérer le loyer payé par la Ville pour ce local.

Le bail de sous-location est échu depuis le 31 octobre 2013, la compagnie Archidata inc. a fait la demande à la DSTI de prolonger l'entente de sous-location pour un terme additionnel de 5 ans. Puisque cet espace n'est pas requis pour des fins municipales, la DSTI accepte de recommander auprès des autorités compétentes l'approbation d'une convention de prolongation de bail en faveur de la compagnie Archidata inc., pour une durée additionnelle de 5 ans.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG10 0105 - 25 mars 2010 - Approuver un projet de bail par lequel la Ville sous-loue à Archidata inc. le local 104, situé au 333, rue Notre-Dame Est, d'une superficie de 199,74 m², pour une période de 43 mois, du 1^{er} avril 2010 au 31 octobre 2013, moyennant un

loyer annuel de 50 963,06 \$, taxes incluses.

DB091195003 - 5 novembre 2009 - Approuver un projet de bail par lequel la Ville sous-loue à la firme Archidata inc., le local 104, situé au 333, rue Notre-Dame Est, d'une superficie de 199,74 m² durant 5 mois, à compter du 1^{er} novembre 2009, au loyer total de 21 234,61 \$.

CG08 0547- 28 octobre 2008 - Approuver deux projets de baux par lesquels la Ville loue du Complexe Chaussegros de Léry inc. pour une période de 20 ans, à compter du 1^{er} janvier 2009, les espaces suivants : au 303, rue Notre-Dame Est, d'une superficie de 19 872,17 m², moyennant un loyer annuel de 8 535 774,55 \$, taxes incluses et au 333, rue Notre-Dame Est, d'une superficie de 199,74 m², moyennant un loyer annuel de 50 963,06 \$, taxes incluses.

DESCRIPTION

Il est recommandé d'approuver la convention de prolongation du bail par lequel la Ville de Montréal sous-loue à la compagnie Archidata inc., pour une période additionnelle de 5 ans, à compter du 1^{er} novembre 2013, un local d'une superficie de 199,74 m² situé au 333 rue Notre-Dame Est utilisé à des fins administratives, moyennant un loyer total de 259 250,36 \$ excluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus à la prolongation de bail. Le sous-locataire devra se tenir responsable de tous les dommages qu'il pourra causer aux lieux loués résultant de ses activités. Il ne pourra céder ses droits, ni prêter, ni sous-louer les lieux loués sans le consentement écrit de la Ville. De plus à la fin du bail, il devra remettre, à ses frais, le local dans l'état initial à moins que les parties en décident autrement.

JUSTIFICATION

La DSTI est en accord avec cette sous-location puisqu'elle permet à la Ville d'encaisser des recettes pour un espace vacant. De plus, dans la mesure où la Ville désirerait reprendre le local pour des fins municipales, il est prévu au bail que, sur un avis de 90 jours, la Ville pourrait mettre fin au bail et récupérer ce local afin de loger des fonctionnaires. Cette façon de faire, permet à la Ville de bénéficier d'une zone tampon pour loger des fonctionnaires, à coût nul, à proximité de l'hôtel de Ville. Actuellement, compte tenu de la grandeur du local, il n'est pas requis pour des fins municipales.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Comme en témoignent les tableaux ci-bas, cette location représente une recette de 259 250,36 \$ excluant les taxes.

	Recette antérieure	2013 (2 mois)	2014	2015
Loyer annuel	47 492,13 \$	8 220,26 \$	49 527,08 \$	50 765,25 \$
TPS (5%)	2 374,61 \$	411,01 \$	2 476,35 \$	2 538,26 \$
TVQ (9,975%)	4 737,34 \$	819,97 \$	4 940,33 \$	5 063,83 \$
Total incluant taxes	54 604,08 \$	9 451,24 \$	56 943,76 \$	58 367,34 \$

	2016	2017	2018 (10 mois)	Total
Loyer annuel	52 034,38 \$	53 335,24 \$	45 368,15 \$	259 250,36 \$
TPS (5%)	2 601,72 \$	2 666,76 \$	2 268,41 \$	12 962,51 \$
TVQ (9,975%)	5 190,43 \$	5 320,19 \$	4 525,47 \$	25 860,22 \$
Total incluant taxes	59 826,53 \$	61 322,19 \$	52 162,03 \$	298 073,09 \$

La valeur locative de cette location est de 259,59 \$ le m².

Actuellement la Ville paye un loyer annuel de 55 595,56 \$ taxes incluses.

Le loyer annuel du marché pour cet immeuble oscille entre 215 et 323 \$/m².

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas donner suite au présent dossier impliquerait que la Ville ne pourrait pas récupérer la somme payée en loyer au Complexe Chaussegros de Léry inc. et par conséquent, perdre une recette annuelle moyenne d'environ 59 614,62 \$ pour les 5 prochaines années.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CG : décembre 2013

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le projet de bail est conforme aux politiques aux pratiques de la Ville de Montréal. La politique de gestion contractuelle est intégrée au document.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction des stratégies et transactions immobilières (André POULIOT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Joel GAUDET
Conseiller en immobilier

ENDOSSÉ PAR

Sylvie DESJARDINS
Chef de division

Date d'endos. : 2013-10-07

Dossier # :1134069012



Dossier # : 1134956009

Unité administrative responsable :	Qualité de vie , Direction des grands parcs et du verdissement , Division Bureau de projets Aménagement - grands parcs , Planification et contrôle des projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte aux termes duquel l'Institution royale pour l'avancement des sciences (Université McGill), avec l'intervention de l'Hôpital Royal Victoria, crée en faveur de la Ville de Montréal, une servitude de passage public permettant de relier la rue University et le parc du Mont-Royal par un sentier piétonnier, sans contrepartie monétaire, le tout sujet aux termes et conditions stipulés au projet d'acte.

Il est recommandé :

d'approuver un projet d'acte aux termes duquel l'Institution royale pour l'avancement des sciences (Université McGill), avec l'intervention de l'Hôpital Royal Victoria, crée en faveur de la Ville de Montréal, une servitude de passage public permettant de relier la rue University et le parc du Mont-Royal par un sentier piétonnier et grevant une partie des lots 1 341 186 et 1 354 913 du cadastre du Québec, sans contrepartie monétaire, le tout sujet aux termes et conditions stipulés au projet d'acte.

Signé par Mario CICIOLI **Le** 2013-11-20 08:29

Signataire : Mario CICIOLI

Directeur des grands parcs et du verdissement et du bureau du Mont-Royal
Qualité de vie , Direction des grands parcs et du verdissement

IDENTIFICATION

Dossier # :1134956009

Unité administrative responsable :	Qualité de vie , Direction des grands parcs et du verdissement , Division Bureau de projets Aménagement - grands parcs , Planification et contrôle des projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte aux termes duquel l'Institution royale pour l'avancement des sciences (Université McGill), avec l'intervention de l'Hôpital Royal Victoria, crée en faveur de la Ville de Montréal, une servitude de passage public permettant de relier la rue University et le parc du Mont-Royal par un sentier piétonnier, sans contrepartie monétaire, le tout sujet aux termes et conditions stipulés au projet d'acte.

CONTENU

CONTEXTE

Il y a plus de 20 ans, le désir de développer un nouvel accès au parc du Mont-Royal, dans l'axe de la rue University, était exprimé à travers ces documents officiels : Plan de mise en valeur du mont Royal (1992), puis repris dans la version actualisée du Plan de protection et de mise en valeur du Mont-Royal (2009). Préalablement à ces orientations prises à l'échelle de la montagne, mentionnons qu'une servitude de passage piétonnier, en faveur de la Ville, avait déjà été consentie en 1991 par l'Hôpital Royal Victoria (CUSM).

Conséquemment, le présent dossier vise la cession d'une servitude sur la propriété de l'Université McGill. Cette servitude sera adjacente et complémentaire à celle située sur les terrains de l'Hôpital Royal Victoria. La réalisation du nouvel accès sur une emprise plus large, tant sur la propriété de l'Hôpital Royal Victoria que sur celle de l'Université McGill, permettra à la Ville de concevoir des aménagements plus attrayants et sécuritaires que sur l'emprise initialement acquise en 1991.

Selon ces orientations, l'obtention de la servitude de passage sur les terrains de l'Université McGill, incluant un escalier et un sentier piétonnier, a été intégrée à l'entente sur les conditions et les modalités de la contribution financière de 4 M\$ de la Ville à l'Université McGill pour la phase 2 de l'agrandissement du stade Percival-Molson (CM09 0517, article 3.18 de l'entente).

Ainsi, de 2010 à 2014, cinq versements de 800 000 \$ doivent être libérés à l'Université McGill. À ce jour, il ne manque que le cinquième et dernier versement prévu pour le 15 janvier 2014. Sa libération est conditionnelle à ce que toutes les clauses de l'entente soient respectées. Seul l'article 3.18, lié à la servitude, n'est toujours pas réalisé. En dépit de ce retard, la Direction des grands parcs et du verdissement (DGPV) a recommandé à la Direction des sports et de l'activité physique (DSAP) de libérer les versements de 2010 à 2013, considérant les discussions positives avec les partenaires concernés, le maintien de

bonnes relations et le fait qu'il restait des versements à venir.

Si l'on remonte quelques années en arrière, cette servitude avait aussi été prévue à l'entente signée en 2003 (CM03 0292) portant sur la contribution financière de la Ville à la phase 1 de l'agrandissement du stade. Il n'y a toutefois pas eu de suites et c'est pourquoi la condition a dû être reconduite dans l'entente de 2009 portant sur la phase 2. Ainsi, avant de procéder au dernier versement de 800 000 \$ au 15 janvier 2014, la Ville souhaite s'assurer que tous les éléments puissent être réunis afin de pouvoir finaliser le dossier de servitude.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM09 0517 - 15 juin 2009 - Approuver le projet d'entente entre la Ville de Montréal et l'Institution Royale pour l'Avancement des Sciences (Université McGill) à l'effet d'octroyer une contribution financière de 4 000 000 \$ en cinq versements de 800 000 \$ par année, pendant cinq ans, à compter de janvier 2010, pour la réalisation de la phase 2 du projet de modernisation et d'agrandissement du Stade Percival-Molson.

- CM03 0292 - 28 avril 2003 - Modifier les résolutions CO01 02855 et CM02 0473 et la condition imposée par le Comité de transition, afin de prolonger jusqu'au 1er mai 2003 le délai pour la signature d'un protocole d'entente entre l'Institut royal pour l'avancement des sciences (Université McGill) et le gouvernement du Québec.
- CO 87 04544 - 23 juin 1987 (modifiée par CO 91 03048 - 26 novembre 1991) - Vendre deux terrains, pour 1 \$, par la Ville de Montréal à l'Hôpital Royal Victoria (l'une des conditions de l'acte étant l'établissement d'une servitude de passage piétonnier sur les terrains de l'Hôpital Royal Victoria - acte publié le 12 décembre 1991, no 4457246).

DESCRIPTION

Le terrain à grever d'une servitude en faveur de la Ville appartient à l'Université McGill et est localisé dans l'arrondissement de Ville-Marie. Il s'agit d'une servitude réelle et perpétuelle de passage public afin de créer un lien piétonnier entre la rue University et le parc du Mont-Royal. Le fonds servant est connu et désigné par une partie des lots 1 341 186 et 1 354 913 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 1961,5 m², tel que démontré sur le plan joint à l'acte de servitude et préparé par Johanne Rangers, arpenteure-géomètre, en date du 8 septembre 2010, portant le numéro de dossier 20885 et le numéro 912 de ses minutes et nommé plan U-101 Saint-Antoine.

Les emplacements 2, 3 et 4, illustrés au plan U-101 Saint-Antoine de l'arpenteure-géomètre, correspondent à l'emprise maximale (1 261,5 m²) de la servitude, laquelle devra être réduite ultérieurement lorsque le sentier piétonnier sera aménagé, pour correspondre à son tracé réel et à ses dimensions réelles, incluant ses espaces de dégagement aux fins d'entretien. Le concept d'emprise maximale proposé par la Ville et accepté par l'Université McGill vise à laisser assez de latitude aux concepteurs lors de l'étape de réalisation du sentier pour, à titre d'exemple, optimiser le tracé en fonction de la pente, conserver le plus d'arbres matures possible et mieux étudier les différents points de vue à mettre en valeur. L'emplacement 1 est une emprise finale (700 m²).

Considérant que la Ville n'a jamais aménagé l'emprise de la servitude consentie en 1991 par l'Hôpital Royal Victoria, il importe d'en faire confirmer les termes par l'Hôpital. Cette ratification de la servitude de 1991, en plus des ajustements requis pour l'adapter à la nouvelle réalité d'une servitude partagée sur les deux terrains, justifient le fait que l'Hôpital soit intervenant au présent acte de servitude. Les principaux ajustements ayant dû être

apportés ont trait à l'obligation de la Ville de clôturer cette emprise et à une clause prévoyant la participation de l'Hôpital au comité de planification des aménagements. Précisons que l'une des clôtures prévues en 1991 risquerait de se retrouver au centre du sentier selon la nouvelle orientation d'acquérir une servitude sur les terrains de l'Université. À plus forte raison, l'Université McGill était intervenante à l'acte de servitude de 1991 impliquant la Ville et l'Hôpital Royal Victoria, ce qui constitue un argument de plus pour impliquer cette dernière au présent acte de servitude.

Le comité de planification des aménagements sera l'entité responsable d'élaborer le projet d'aménagement du sentier piétonnier. Ce comité sera composé d'au moins un représentant de la Ville et d'au moins un représentant de chacune des deux institutions concernées. Les membres du comité travailleront à partir d'un premier plan d'implantation à être réalisé par la Ville à la suite de l'analyse plus approfondie des conditions de terrain. L'entente prévoit entre autres que la Ville construise, à même l'emprise réservée pour servitude, des haltes d'observation permettant la mise en valeur des vues sur la ville et sur la montagne. Les parties se sont engagées à collaborer à la recherche de solutions alternatives pour éviter que des portions de sentier soient clôturées de part et d'autre, en privilégiant, par exemple, des éléments de végétation, d'enrochement, de drainage ou de dénivelé, et ce, pour des considérations de sécurité et d'esthétique.

JUSTIFICATION

Le lien piétonnier permettra d'améliorer l'accessibilité au mont Royal en créant un nouveau lien entre le centre-ville et le parc du Mont-Royal. De plus, il permettra de mieux desservir les deux institutions concernées et d'assurer la présence d'un accès public à cet endroit, peu importe les choix qui suivront le déménagement de l'Hôpital. La démarche adoptée durant les négociations a consisté à assurer l'accessibilité et la sécurité des futurs utilisateurs tout en respectant les préoccupations des partenaires (Université et Hôpital).

Bien que l'échéancier du 15 décembre 2010, prévu à l'entente sur la contribution financière de la Ville à l'agrandissement du stade, n'ait pu être respecté, toutes les parties ont collaboré de bonne foi à l'avancement du dossier. Outre la période de négociation plutôt longue en début de projet, notamment pour faire valoir le principe d'une emprise maximale et pour limiter le nombre de clôtures au projet d'aménagement, l'intégration d'une tierce partie à l'entente (l'Hôpital) et son déménagement imminent prévu en 2015, puis plus récemment de nouveaux délais liés aux procédures administratives des deux institutions, sont des variables qui expliquent le retard accumulé.

La conclusion de l'acte de servitude permettrait à l'Université McGill de respecter l'intégralité de ses engagements pour l'agrandissement du stade tout en permettant à la Ville de réaliser l'accès préconisé au Plan de protection et de mise en valeur du Mont-Royal (2009). Par l'approbation du présent dossier, il est encore possible que la Ville puisse honorer le dernier versement de 800 000 \$ à l'Université McGill en temps, soit le 15 janvier 2014. La DSAP, qui assure la reddition de comptes de l'entente de contribution financière pour la phase 2 de l'agrandissement du stade, doit déposer son rapport d'évaluation un mois avant, soit le 15 décembre 2013. Cette date se situe quelques jours seulement avant la date projetée pour faire approuver le présent dossier au conseil d'agglomération (19 décembre 2013).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La servitude est consentie à titre gratuit.

Toutefois, ultérieurement à la signature du projet d'acte de servitude, des frais liés à l'aménagement du sentier seront à prévoir ainsi que des frais pour son entretien, dont l'élagage ponctuel des arbres et le déneigement de l'escalier situé dans les limites de l'emplacement 4 du fonds servant (art. 10.2). L'estimation des coûts pour l'aménagement du sentier n'a pas encore été évaluée. Par ailleurs, les comptes de provenance et

d'imputation seront également déterminés au moment de préparer ce dossier.

Le projet de réalisation du sentier fera l'objet d'un dossier distinct qui sera à nouveau présenté aux instances décisionnelles municipales. Il n'est pas prévu présenter ce dossier avant 2015. Les approbations nécessaires, quant à sa localisation à l'intérieur du site patrimonial du Mont-Royal (déclaré), devront être obtenues.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

À terme, la création du nouveau lien permettra aux citoyens de bénéficier d'un accès supplémentaire au parc du Mont-Royal tout en encourageant la marche et par conséquent, les saines habitudes de vie. Il aura également pour mission de mettre en valeur le patrimoine naturel de la montagne, de même que les vues sur le centre-ville. Ce futur lien est inclus à l'intérieur du périmètre du site patrimonial du Mont-Royal (déclaré).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'article 3.18 de l'entente adoptée dans le cadre de la phase 2 de l'agrandissement du stade Percival-Molson donne à la Ville le levier nécessaire pour rendre le parc du Mont-Royal plus accessible aux citoyens à partir du centre-ville par l'obtention des droits prévus au projet d'acte de servitude qui fait l'objet du présent dossier. En effet, la réalisation du nouvel accès permettra de désenclaver la frange du flanc sud de la montagne occupée par les deux grandes institutions et dont l'environnement immédiat est fort achalandé.

Dans le cas où le projet d'acte de servitude ne serait pas adopté, les conditions favorables créées par l'article 3.18 de l'entente avec l'Université McGill ne se présenteront plus après le 15 janvier 2014, à moins de retarder le dernier versement prévu à l'entente sur l'agrandissement du stade Percival-Molson, ce qui n'est pas sans conséquence pour notre partenaire.

De plus, il serait préférable que l'Hôpital signe l'entente avant son déménagement (prévu pour 2015) de sorte à réitérer son accord à céder une servitude sur ses terrains et à actualiser les conditions d'exercice.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les principales étapes subséquentes sont :

- Signature de l'acte de servitude par les parties après l'obtention des autorisations requises par l'Hôpital Royal Victoria;
- Préparation, par la Ville, d'une première proposition d'aménagement du sentier piétonnier;
- Mise en place du comité de planification des aménagements;
- Proposition finale du comité quant au projet d'aménagement du sentier piétonnier;
- Approbations liées aux travaux à réaliser dans le site patrimonial du Mont-Royal (déclaré) à obtenir;
- Réalisation du sentier piétonnier;
- Modification de l'acte de servitude (nouvelle description technique et nouveau plan) afin de réduire l'emprise maximale de la servitude en fonction de l'emprise finale.

Ultérieurement, le présent dossier devra être arrimé avec le projet de réaménagement de la rue University pour la portion au nord de l'avenue des Pins. La DGPV est actuellement porteur de ce dossier qui vise principalement à remédier aux problèmes de fluidité de la circulation dans ce secteur et à augmenter la qualité de l'expérience du piéton.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Cette servitude est conforme aux orientations du Plan de protection et de mise en valeur du Mont-Royal adopté en 2009.

La politique de gestion contractuelle de la Ville est reflétée dans l'acte de servitude.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable :

Ville-Marie , Direction des travaux publics (José PIERRE)

Avis favorable avec commentaires :

Qualité de vie , Bureau du Mont-Royal (Daniel DESJARDINS)

Avis favorable avec commentaires :

Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction des stratégies et transactions immobilières (Sylvie DESJARDINS)

Avis favorable avec commentaires :

Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des infrastructures (Sylvie BLAIS)

Avis favorable avec commentaires :

Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (Ronald DELCOURT)

Document(s) juridique(s) visé(s) :

Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des affaires civiles (Patrick FLUET)

Avis favorable avec commentaires :

Qualité de vie , Direction des sports et de l'activité physique (Luc DENIS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvie BARRIAULT
Conseiller(ere) en aménagement

ENDOSSÉ PAR

Mario MASSON
Chef de section - planification et contrôle des projets- Division Bureau de projets d'aménagement - grands parcs

Date d'endos. : 2013-11-11

Dossier # :1134956009



Dossier # : 1130066003

Unité administrative responsable :	Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction de l'approvisionnement , Division de l'acquisition de biens et services , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Dépenses mixtes
Projet :	-
Objet :	Conclure avec la firme Compugen inc. une entente-cadre d'une durée de trente-six (36) mois pour la fourniture, sur demande, des produits de l'éditeur Microsoft, suite à l'appel d'offres public numéro 13-13094 (3 soum.). (Montant estimé de l'entente 8 991 294,19\$).

Il est recommandé :

I. de conclure une entente-cadre, d'une durée de trente-six (36) mois à compter du 1er octobre 2013, pour la fourniture, sur demande des produits de l'éditeur Microsoft;

II. d'accorder à la firme Compugen inc., plus bas soumissionnaire conforme pour les produits mentionnés en regard de leur nom, le contrat à cette fin, aux prix unitaires de sa soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public # 13-13094 et au tableau de prix ci-joint;

III. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services corporatifs et ce, au rythme des besoins à combler;

IV. d'autoriser le Directeur principal du Service des technologies de l'information à signer avec les firmes Compugen inc. et Microsoft tous les accords et ententes en lien avec le présent dossier, pour et au nom de la Ville.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2013-08-27 13:33

Signataire :

Jacques A. ULYSSE

Directeur
Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction de l'approvisionnement

IDENTIFICATION

Dossier # :1130066003

Unité administrative responsable :	Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction de l'approvisionnement , Division de l'acquisition de biens et services , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Dépenses mixtes
Projet :	-
Objet :	Conclure avec la firme Compugen inc. une entente-cadre d'une durée de trente-six (36) mois pour la fourniture, sur demande, des produits de l'éditeur Microsoft, suite à l'appel d'offres public numéro 13-13094 (3 soum.). (Montant estimé de l'entente 8 991 294,19\$).

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal (Ville) utilise actuellement plusieurs applications de l'éditeur Microsoft dans son environnement informatique :

- Les postes de travail, outil principal des employés de la Ville, sont majoritairement dotés des systèmes d'exploitation Windows XP et de la suite bureautique Office 2003 Professionnelle de Microsoft;
- Certains utilisateurs se servent, dans leur travail quotidien, de divers outils Microsoft, par exemple :
 - le logiciel Visio pour réaliser des diagrammes;
 - le logiciel MS Project dans le cadre de réalisation de projets.
- Plusieurs serveurs corporatifs fonctionnent avec des produits Microsoft, tels que :
 - Windows Server comme système d'exploitation pour des applications telles que Kronos, GDD, etc;
 - SQL Server pour les besoins de certaines bases de données excluant SIMON;
 - Exchange Server pour les besoins de messagerie du SPVM;
 - Sharepoint Server pour supporter la collaboration, le partage d'information et la gestion des projets.

D'un point de vue utilisateur-client, l'accès à ces serveurs est géré par des licences d'accès client communément appelés CAL.

La Ville exploite de nombreuses versions de la suite bureautique qui datent de 2003, le support de la part de l'éditeur pour ces produits prendra fin bientôt. Par souci de continuité opérationnelle, la Ville ne peut se permettre de ne pas effectuer des mises à jour des produits Microsoft qui constituent un environnement informatique à l'intérieur des nombreux systèmes et applications utilisés à l'interne et dans les échanges avec les fournisseurs et les citoyens.

Actuellement, la Ville ne dispose pas d'une entente-cadre et par conséquent, l'acquisition de tout type de logiciel ou licence de l'éditeur Microsoft est faite de manière décentralisée et selon les besoins à combler. La décentralisation actuelle de la gestion des licences logicielles Microsoft ne permet pas de :

- Offrir une vue d'ensemble des actifs;
- Préserver l'homogénéité du patrimoine informatique des TI;
- Faciliter la gestion du Centre de services en diminuant le nombre de versions à supporter;
- Maintenir à jour un registre central des acquisitions des produits Microsoft et avoir un meilleur contrôle sur les licences achetées par la Ville;
- Prévenir les sanctions financières de vérification de conformité;
- Bénéficier des prix ou rabais sur la base du potentiel d'achat.

Pour alléger le processus d'acquisition des licences et mettre en place un mécanisme de gestion centralisée, la Direction de l'approvisionnement, conjointement avec le Service des technologies de l'information (STI), a lancé un appel d'offres public (13-13094).

L'appel d'offres public (13-13094) a été publié sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (SÉAO) ainsi que dans le journal La Presse. La publication s'est faite sur une période de dix-huit (18) jours calendriers, soit du 24 juillet au 12 août 2013. Les soumissions reçues sont valides pour 180 jours calendriers, soit jusqu'au 11 février 2014.

Addendas émis	Date d'émission	Description	Impact sur le dépôt des soumissions
Addenda #1	2 août 2013	· Réponses aux questions des soumissionnaires.	· Les précisions demandées par les soumissionnaires sont nécessaires pour l'établissement du coût unitaire des articles à soumissionner.

Le présent dossier vise à conclure une entente-cadre avec la firme Compugen inc.(8 991 294,19\$) pour l'acquisition, sur demande, des produits de l'éditeur Microsoft sur une période de trente-six (36) mois.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA12 10 422 - 11 décembre 2012 - Adjuger à CPU Design, plus bas soumissionnaire conforme, pour un montant de 70 036,62 \$ (taxes incluses), un contrat pour l'acquisition de 175 licences de la suite Microsoft Office Standard 2010 et de 10 licences de la suite Microsoft Office Professionnel Plus 2010. Soumission 2012-131 / 3 soumissionnaires.
 CE12 1906 - 28 novembre 2012 - Accorder à Compugen inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la fourniture des logiciels français de la suite Microsoft Standard 2010 avec un droit de rétrogradation vers Microsoft Office standard 2003 et des licences d'accès client (CAL) pour serveurs Windows, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 112 874,32 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 12-12464.

CA12 090126 - 7 mai 2012 - Accorder un contrat à Compugen inc. pour la fourniture de 210 logiciels Microsoft Office Standard 2010 dans le cadre d'un changement de version, pour un montant de 78 941,27 \$, incluant les taxes - Appel d'offres sur invitation 12-11988 - 2 soumissionnaires - Budget de fonctionnement.

CA11 090313 - 5 décembre 2011 - Affecter un montant de 70 200 \$ provenant des surplus de l'arrondissement afin d'acquérir des licences gouvernementales Microsoft Office Standard 2010 auprès de CPU-Design et autoriser une dépense de 73 422 \$, taxes incluses - Budget de fonctionnement.

CG10 0328 - 23 septembre 2010 - Autoriser une dépense additionnelle d'un montant maximal de 17 574,47\$ (taxes incluses) pour l'acquisition de licences Microsoft supplémentaires dans le cadre du projet de gestion par activités à la Direction des systèmes d'information par l'entremise du Centre de services partagés du Québec (CSPQ), ce montant s'ajoute au budget déjà autorisé de 180 585,16 \$ (taxes incluses) majorant ainsi l'acquisition de licences à 198 159,63\$ (taxes incluses).

CG10 0230 - 17 juin 2010 - Ratifier une dépense de 10 157.91 \$ pour permettre le règlement final du dossier de régularisation des droits d'utilisation des produits Microsoft pour l'ensemble des unités administratives de la Ville - coût total 575 047.91 \$.

CG09 0462 - 3 décembre 2009 - Autoriser l'acquisition de licences Microsoft dans le cadre du projet de gestion par activités à la Direction des systèmes d'information par l'entremise du Centre de services partagés du Québec (CSPQ) pour un montant maximal de 180 585,16 \$ (taxes incluses).

CG09 0222 - 18 juin 2009 - Autoriser une dépense de 564 890 \$ pour la phase 1 de régularisation des droits d'utilisation des produits Microsoft pour l'ensemble des unités administratives de la Ville, et ce par l'entremise du Centre de services partagés du Québec (CSPQ) (no contrat : U7245356).

DESCRIPTION

L'appel d'offres prévoit un octroi au plus bas soumissionnaire conforme.
L'appel d'offres a pour objet de permettre à la Ville d'acquérir des produits de l'éditeur Microsoft par l'entremise d'une entente avec un revendeur autorisé et ce, pour l'ensemble de ses services centraux et arrondissements, selon les modalités suivantes :

- Select Plus niveau D avec l'Éditeur Microsoft;
- Accord Entreprise avec l'Éditeur Microsoft;
- Select Plus éducationnel.

Les trois modalités d'acquisition sont résumées dans le tableau ci-dessous :

Select Plus niveau D	Accord entreprise	Select Plus éducationnel (pour les bibliothèques publiques de la Ville de Montréal.)
Possibilité d'acquérir la licence seule ou bien avec une maintenance logicielle.	L'acquisition de la licence inclut obligatoirement la maintenance logicielle.	Possibilité d'acquérir la licence seule ou bien avec une maintenance logicielle à des prix préférentiels.
Un seul contrat d'achat de licences en volume, sur trois ans.	Contrat sur 3 ans, renouvelable.	Un seul contrat d'achat de licences en volume, sur trois ans
2 modes de paiement : à commande ou sur trois ans.	Gestion des licences simplifiée et budget maîtrisé grâce au paiement sur trois ans.	2 modes de paiement : à commande ou sur trois ans

La possibilité de souscrire à l'abonnement Software assurance en option.	Accès aux dernières versions des produits avec la maintenance logicielle obligatoire.	La possibilité de souscrire à l'abonnement Software assurance en option
Les prix de liste changent sur une base mensuelle.	Prix fixes sur trois ans.	Les prix de liste changent sur une base mensuelle.
Licences perpétuelles.	Licences perpétuelles.	Licences perpétuelles

Dans le cadre de l'Accord Entreprise, la Ville de Montréal doit signer un contrat Entreprise direct auprès de Microsoft, mais la désignation d'un revendeur est obligatoire. C'est la raison pour laquelle le volet Accord Entreprise fait partie de l'appel d'offres 13-13094.

Le présent appel d'offres couvre également les services suivants:

- Émission de certificat pour chaque produit;
- Liste de prix mensuelle;
- Suivi des commandes;
- Support technique en français en termes de conseils par rapport à la sélection et aux achats des produits.

L'appel d'offres a été constitué des prévisions de consommation des services centraux et des arrondissements de la Ville de Montréal. Ces prévisions sont basées sur leurs besoins futurs pour une période de trente-six mois et elles sont fournies à titre indicatif seulement. Elles n'engagent aucunement la Ville à acheter la totalité de ces quantités.

JUSTIFICATION

La conclusion d'une entente-cadre permet d'assurer la constance et la facilité d'approvisionnement tout en profitant des meilleurs prix du fournisseur accrédité. De ce fait, l'encadrement des acquisitions et la normalisation des produits Microsoft constituent une des priorités du Service des technologies de l'information (STI).

Le STI a également le souci de maintenir la continuité de ses opérations notamment en ce qui concerne l'interaction avec des systèmes importants tels SIMON, Kronos, Plant Information, Solution budgétaire, etc. Par conséquent, le STI est responsable de la réalisation des correctifs et des mises à jour des logiciels afin d'assurer la sécurité des actifs informatiques incluant les informations qu'ils contiennent.

Dans le cadre de l'opération de mise à niveau gouvernementale, le Centre de services partagés du Québec (CSPQ) a obtenu un rabais exceptionnel auprès de l'éditeur Microsoft pour l'achat de 76 000 licences MS Office Pro Plus 2013. Une deuxième phase d'achat est prévue pour le mois de septembre 2013 et les municipalités et autres organismes gouvernementaux pourront adhérer à l'entente du CSPQ. A titre indicatif, le prix d'une licence MS Office Pro Plus 2013 via le CSPQ est de 403\$. Considérant que le prix d'achat via CSPQ est plus intéressant que celui soumis par la firme Compugen inc, la Direction de l'approvisionnement a décidé, dans l'intérêt de Ville, de ne pas considérer l'article Office Pro Plus 2013 dans l'adjudication de la présente entente.

Soumissions conformes	Total
Compugen inc.	8 991 294,19\$
Softchoice Corporation	9 018 976,89\$
Dernière estimation réalisée (\$) (Interne) :	9 202 418,03\$
Coût moyen des soumissions reçues (total du coût des soumissions conformes reçues / nombre de	9 005 135,54\$

soumissions)	
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((coût moyen des soumissions conformes-la plus basse) / la plus basse x 100)	0.15%
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (\$) (la plus haute conforme - la plus basse conforme)	27 682,70\$
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) ((la plus haute conforme - la plus basse conforme) / la plus basse x 100)	0.31 %
Écart entre l'estimation des professionnels et la plus basse conforme (\$) (la plus basse conforme - estimation)	-211 123.84\$
Écart entre l'estimation des professionnels et la plus basse conforme (%) ((la plus basse conforme - estimation) / estimation x 100)	-2,29%
Écart entre la plus basse et la deuxième plus basse (\$) (la deuxième plus basse - la plus basse)	S/O
Écart entre la plus basse et la deuxième plus basse (%) ((la deuxième plus basse - la plus basse) / la plus basse x 100)	S/O

Conformément à l'article 477.4 de la Loi sur les cités et villes, la Direction de l'approvisionnement a effectué, à l'interne, un estimé préalable de la dépense s'élevant à 9 202 418,03\$ incluant les taxes applicables. Cette estimation est basée sur les prévisions de consommation des services centraux et des arrondissements de la Ville de Montréal en fonction d'une hypothèse de baisse de prix de 15 % par rapport aux prix de liste de l'éditeur Microsoft.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les achats effectués auprès du fournisseur retenu se feront au rythme de l'expression des besoins des diverses unités administratives et selon leurs disponibilités budgétaires. Les quantités figurant dans l'appel d'offres permettent de déterminer seulement un estimé du potentiel des demandes. Les services corporatifs et les arrondissements de la Ville pourront faire appel à cette entente. Cette entente pourrait donc encourir des dépenses d'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La non approbation de ce sommaire entraînerait :

- Que la Ville ne pourrait pas bénéficier des prix ou rabais sur la base de son potentiel d'achat;
- Que la Ville ne pourrait pas bénéficier d'une entente-cadre pour l'acquisition des logiciels et des licences de l'éditeur Microsoft afin d'alléger le processus d'approvisionnement pour ces produits en évitant la négociation à la pièce;
- Que la Ville s'exposerait à d'éventuelles poursuites et pénalités de la part de l'éditeur Microsoft en plus des montants qu'elle aurait à déboursier pour l'acquisition de licences non conformes;
- Que la Ville ne pourrait pas maîtriser et maintenir à jour un registre central des acquisitions des produits Microsoft et avoir un meilleur contrôle sur les licences achetées par

la Ville.

De plus, le manque d'homogénéité des versions utilisées engendrerait un surplus de travail considérable pour les équipes techniques du Centre de services.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une communication sera transmise aux utilisateurs pour les informer de la conclusion de l'entente ainsi que des modalités d'achat convenues.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Suite à l'adoption de la présente résolution, une entente-cadre sera émise avec la firme Compugen inc., à compter du 1er octobre 2013, pour une durée de trente-six (36) mois.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Appel d'offres public no : 13-13094

Titre : ENTENTE CADRE POUR L'ACHAT DES PRODUITS MICROSOFT

- **Date de lancement** : 24 juillet 2013
- **Date d'ouverture** : 12 août 2013

- Preneurs du cahier des charges (9):

Bell Canada
CDW Canada inc
Compugen inc
Informatique ProContact inc.
Insight Canada
Microsoft Canada Co.
Savoir-faire Linux inc..
Softchoice Corporation
Technologies Metafore inc

- Soumissionnaires (3)

Compugen inc
Softchoice Corporation
Technologies Metafore inc

- Analyse des soumissions :

La soumission de Compugen inc et de Softchoice Corporation ont été jugées conformes.

La soumission de Technologies Metafore inc a été jugée non conforme et rejetée. Le soumissionnaire n'a pas fourni l'information requise selon l'article 5 Clauses administratives particulières notamment la liste de prix du fabricant et le taux d'escompte proposé.

- Prix soumis et escomptes

Le tableau de prix est en pièce jointe

Les taux d'escompte au tableau sont les taux d'escompte soumis. Des corrections ont été faites aux montants soumissionnés lorsque le prix de liste Microsoft, indiqué par le soumissionnaire, était incorrect.

Adjudicataire recommandé :

L'adjudicataire recommandé est Compugen inc, étant le plus bas soumissionnaire conforme pour le projet cité en titre, et ce, pour un montant maximal de 8 991 294,19 \$ incluant toutes les taxes applicables conformément aux documents de l'appel d'offres 13-13094

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Technologies de l'information , Direction (Martin PAGÉ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Desislava CEKOVA
Conseillère en approvisionnement

ENDOSSÉ PAR

Jean-Marc LAVIGNE
Chef de division

Date d'endos. : 2013-08-23

Dossier # :1130066003



Dossier # : 1136292001

Unité administrative responsable :	Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction des immeubles , Division soutien et exploitation , Travaux d'entretien à contrats
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder 3 contrats à Ascenseur Innovatec Inc. et à Ascenseur ThyssenKrupp (Canada) Limitée pour les services d'entretien d'équipements de transport vertical (3 lots), pour une période de 36 mois - Dépense totale de 1 262 610.85 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 13-13024 - (3 soumissionnaires)

Il est recommandé au comité exécutif:

1. d'accorder aux firmes ci-après désignées, plus bas soumissionnaires conformes pour chacun des articles, les contrats pour les services d'entretien d'équipements de transport vertical, pour une période de 36 mois, aux prix de leur soumission, soit pour les sommes maximales mentionnées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public 13-13024 et au tableau de prix reçus joint au rapport du directeur;

Firme Article Montant (taxes incluses)

Ascenseur Innovatec Inc. lot 2 - Ouest 349 941.69 \$

Ascenseur ThyssenKrupp (Canada) Limitée lot 5 - SPVM 147 722.46 \$

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 48.50 % par l'agglomération pour un montant de 208 364.86 \$.

Il est recommandé au conseil d'agglomération:

1. d'accorder à Ascenseur Innovatec Inc., plus bas soumissionnaire conforme pour l'article 1, le contrat pour le service d'entretien d'équipements de transport vertical, pour une période de 36 mois, au prix de sa soumission, soit la somme maximale de 764 946.71 \$, conformément aux documents de l'appel d'offres public 13-13024 et au tableau de prix reçus joint au rapport du directeur;

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 23.05 % par l'agglomération pour un montant de 157 059.27 \$.

Signé par Johanne MACKAY **Le** 2013-12-05 10:56
FALCON

Signataire :

Johanne MACKAY FALCON

Directrice
Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction des
immeubles

IDENTIFICATION

Dossier # :1136292001

Unité administrative responsable :	Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction des immeubles , Division soutien et exploitation , Travaux d'entretien à contrats
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder 3 contrats à Ascenseur Innovatec Inc. et à Ascenseur ThyssenKrupp (Canada) Limitée pour les services d'entretien d'équipements de transport vertical (3 lots), pour une période de 36 mois - Dépense totale de 1 262 610.85 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 13-13024 - (3 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Le présent dossier consiste en l'octroi de contrats de service d'entretien d'équipements de transport vertical d'une durée de trois années pour cette activité nécessaire dans 21 immeubles d'agglomération (41 appareils), 21 immeubles centraux (39 appareils) et 37 immeubles des neuf arrondissements (48 appareils). D'autre part, les arrondissements Saint-Léonard et Saint-Laurent se sont joints à l'appel d'offres toutefois, les octrois et la gestion de ces contrats seront effectués par les professionnels de ces arrondissements.

Les bâtiments étaient regroupés en cinq lots soit: lot #1- est, lot #2- ouest, lot #3- Saint-Laurent, lot #4- Saint-Léonard et lot #5- bâtiments du SPVM. L'appel d'offres fût effectué par le service de l'approvisionnement.

À la suite d'un appel d'offres public d'une durée de 33 jours francs, tenu du 21 août 2013 au 9 septembre 2013 et publié le 21 août 2013 dans le journal La Presse et SÉAO, un addenda fut émis soit :

Addenda #1 - 4 septembre 2013: La date d'ouverture de l'appel d'offres est reportée au 23 septembre 2013.

Les soumissions reçues étant accompagnées de cautionnement de soumission sont valides pour une période de 180 jours.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG09 0010 - 2 février 2009 - Octroyer un contrat à Ascenseurs Microtec inc. pour l'entretien d'équipement de transport vertical, pour une période de 5 ans, au prix total approximatif de 3 630 053,23 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 5329 (1 soum.)

CM09 0086 - 23 février 2009 - Approuver l'offre de service entre la Direction des immeubles et neuf arrondissements relativement à l'octroi des contrats d'entretien et à l'application des Programmes d'économies d'énergie et d'accessibilité universelle. (Article 85 de la Charte)

DESCRIPTION

Ces contrats consisteront à réaliser l'entretien préventif et correctif ainsi qu'à effectuer les tests de sécurité aux fréquences requises par le code des ascenseurs (CSA B44-04) des équipements de transport vertical des lots #1, 2 et 5 décrits aux documents d'appel d'offres, soit 21 immeubles de l'agglomération, 21 immeubles centraux et 37 d'arrondissements. La stratégie de sollicitation du marché consistait à répartir en cinq lots l'ensemble des équipements. La durée de ces contrats est de 36 mois soit pour la période commençant le 1^{er} janvier 2014 et se terminant le 31 décembre 2016. Il s'agit, pour la plupart, de bâtiments importants dont l'entretien des équipements de transport vertical a été confié à la Direction des immeubles. La Direction des immeubles n'ayant pas la main-d'oeuvre pour réaliser ce type de travail, celui-ci est effectué par l'entreprise privée et encadré par le personnel de la Direction des immeubles.

JUSTIFICATION

Cette demande d'octroi de contrat concerne l'entretien préventif et correctif ainsi que la réalisation des tests de sécurité afin de se conformer à la réglementation en vigueur pour la période de janvier 2014 à décembre 2016. L'estimation totale de tous ces travaux confondus était de 1 974 120.75 \$ taxes incluses. Celle-ci fut réalisée par les professionnels internes de la Direction des immeubles et est basée selon les coûts d'entretien actuels, sans majoration, de ces équipements. L'estimation est 36.06 % supérieure au coût total des contrats à être octroyés, le détail par lots peut être consulté plus bas.

À cet effet, il nous est impossible de mesurer l'impact de la stratégie de sollicitation du marché consistant à répartir en cinq lots l'ensemble des équipements contrairement à un seul lors du dernier appel d'offres public et compte tenu que l'écart entre l'estimé et les prix soumis est favorable à la Ville (-36.06 %), nous recommandons l'octroi des contrats.

À titre informatif, même les coûts soumis par la firme actuellement sous contrat (Ascenseur Microtech inc.) sont inférieurs à ceux payés pour l'année en vigueur pour l'entretien des équipements tout en étant supérieurs aux soumissions les plus basses conformes.

Coûts Ascenseurs Microtech inc.				
Lot	Coût du contrat actuel Microtech inc.	Coût soumis Microtech inc.	Écart entre coût actuel et coût soumis Microtech inc.	Écart entre coût soumis Microtech inc. et plus basse soumission de chacun des lots (Ascenseurs Innovatec Inc. lots 1 et 2, Ascenseurs ThyssenKrupp lot 3)
Lot #1 - Est	1 255 727.00 \$	1 026 151.88 \$	-18.30 %	37.06 %
Lot #2 - Ouest	490 940.25 \$	416 324.48 \$	-15.20 %	21.57 %
Lot #5 - SPVM	227 650.50 \$	144 566.12 \$	-16.29 %	31.82 %
TOTAL	1 974 320.75 \$	1 633 047.42 \$	-17.32 %	32.16 %

Nous ne pouvons pas expliquer les stratégies financières des soumissions présentées par les firmes "Ascenseurs Innovatec Inc." et "Ascenseur ThyssenKrupp (Canada) Limitée" puisque nous n'avons pas l'expertise économique nous permettant d'analyser les différents facteurs

qui ont une influence sur l'établissement des prix du marché. Cette explication vaut pour tous les grands écarts par rapport à l'estimé interne des professionnels et ce pour chacun des lots visés par le présent appel d'offres pour les bâtiments entretenus par la Direction des immeubles.

Suite à l'appel d'offres public tenu par le Service de l'approvisionnement, quatre firmes se sont procuré les documents d'appel d'offres soit;

Ascenseurs Innovatec Inc.
 Ascenseurs Microtec Inc.
 Ascenseurs ThyssenKrupp
 Otis Canada Inc.

Trois firmes ont déposé des offres sur un total de quatre preneurs du cahier des charges (75%)

Lot #1 - Est:

Des quatre firmes s'étant procuré les documents d'appel d'offres, trois ont présenté une soumission soit 75 % d'entre-elles. Le coût total de la meilleure soumission conforme pour le lot #1-Est est de 748 602.23 \$ soit 40.38 % inférieur à l'estimation.

Des écarts importants sont notamment observés pour les bâtiments suivants :

Hôtel de ville de Montréal -62,44%
 Édifice Gosford, cour municipale -56,41%
 Complexe sportif Claude-Robillard -52,88%
 Ateliers municipaux Rouen -62,42%
 Château Dufresne -54,27%
 Édifice Dickson 53,40%

Il nous est impossible de mesurer l'impact de la stratégie de sollicitation du marché consistant à répartir en cinq lots l'ensemble des équipements contrairement à un seul lors du dernier appel d'offres public et compte tenu que l'écart entre l'estimé et les prix soumis est favorable à la Ville (-40.38 %), nous recommandons l'octroi du contrat.

Firmes soumissionnaires	Prix de base	Autre (préciser)	Total
Ascenseur Innovatec Inc.	748 602.23 \$		748 602.23 \$
Ascenseur ThyssenKrupp (Canada) Limitée	940 540.34 \$		940 540.34 \$
Ascenseur Microtec Inc.	1 026 151.88 \$		1 026 151.88 \$
Dernière estimation réalisée à l'interne par la Direction des immeubles	1 255 527.00 \$		1 255 527.00 \$
Coût moyen des soumissions conformes (total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)			905 098.15 \$
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((coût moyen des soumissions conformes - la plus basse) / la plus basse) x 100			20.91 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (\$) (la plus haute conforme - la plus basse conforme)			277 549.65 \$
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) ((la plus haute conforme - la plus basse conforme) / la plus basse) x 100			37.08 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (\$) (la plus basse conforme - estimation)			-506 924.78 \$

Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) <i>((la plus basse conforme - estimation) / estimation) x 100</i>	-40.38 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (\$) <i>(la deuxième plus basse - la plus basse)</i>	191 938.12 \$
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) <i>((la deuxième plus basse - la plus basse) / la plus basse) x 100</i>	25.64 %

Lot #2 - Ouest:

Des quatre firmes s'étant procuré les documents d'appel d'offres, trois ont présenté une soumission soit 75 % d'entre-elles. Le coût total de la meilleure soumission conforme pour le lot #2-Ouest est de 342 464.54 \$ soit 30.24 % inférieur à l'estimation.

Des écarts importants sont notamment observés pour les bâtiments suivants :

Centre d'histoire de Montréal -57,59%

Centre interculturel Strathearn -56,44%

Bibliothèque et centre communautaire CDN -62,87%

Il nous est impossible de mesurer l'impact de la stratégie de sollicitation du marché consistant à répartir en cinq lots l'ensemble des équipements contrairement à un seul lors du dernier appel d'offres public et compte tenu que l'écart entre l'estimé et les prix soumis est favorable à la Ville (-30.24 %), nous recommandons l'octroi du contrat.

Firmes soumissionnaires	Prix de base	Autre (préciser)	Total
Ascenseur Innovatec Inc.	342 464.54 \$		342 464.54 \$
Ascenseur ThyssenKrupp (Canada) Limitée	400 669.48 \$		400 669.48 \$
Ascenseur Microtec Inc.	416 324.48 \$		416 324.48 \$
Dernière estimation réalisée à l'interne par la Direction des immeubles	490 943.25 \$		490 943.25 \$
Coût moyen des soumissions conformes <i>(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)</i>			386 486.16 \$
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) <i>((coût moyen des soumissions conformes - la plus basse) / la plus basse) x 100</i>			12.85 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (\$) <i>(la plus haute conforme - la plus basse conforme)</i>			73 859.94 \$
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) <i>((la plus haute conforme - la plus basse conforme) / la plus basse) x 100</i>			21.57 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (\$) <i>(la plus basse conforme - estimation)</i>			-148 478.72 \$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) <i>((la plus basse conforme - estimation) / estimation) x 100</i>			-30.24 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (\$) <i>(la deuxième plus basse - la plus basse)</i>			58 204.94 \$
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) <i>((la deuxième plus basse - la plus basse) / la plus basse) x 100</i>			17.00 %

Lot #5 - SPVM:

Des quatre firmes s'étant procuré les documents d'appel d'offres, trois ont présenté une soumission soit 75 % d'entre-elles. Le coût total de la meilleure soumission conforme pour le lot #5-SPVM est de 144 566.12 \$ soit 36.50 % inférieur à l'estimation.

Des écarts importants sont notamment observés pour les bâtiments suivants :
Quartier général du SPVM -58,03%

Il nous est impossible de mesurer l'impact de la stratégie de sollicitation du marché consistant à répartir en cinq lots l'ensemble des équipements contrairement à un seul lors du dernier appel d'offres public et compte tenu que l'écart entre l'estimé et les prix soumis est favorable à la Ville (-36.50 %), nous recommandons l'octroi du contrat.

Firmes soumissionnaires	Prix de base	Autre (préciser)	Total
Ascenseur ThyssenKrupp (Canada) Limitée	144 566.12 \$		144 566.12 \$
Ascenseur Innovatec Inc.	155 308.23 \$		155 308.23 \$
Ascenseur Microtec Inc.	190 571.06 \$		190 571.06 \$
Dernière estimation réalisée à l'interne par la Direction des immeubles	227 650.50 \$		227 650.50 \$
Coût moyen des soumissions conformes <i>((total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions))</i>			163 481.80 \$
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) <i>((coût moyen des soumissions conformes - la plus basse) / la plus basse) x 100</i>			13.08 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (\$) <i>(la plus haute conforme - la plus basse conforme)</i>			46 004.95 \$
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) <i>((la plus haute conforme - la plus basse conforme) / la plus basse) x 100</i>			31.82 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (\$) <i>(la plus basse conforme - estimation)</i>			-83 084.38 \$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) <i>((la plus basse conforme - estimation) / estimation) x 100</i>			-36.50 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (\$) <i>(la deuxième plus basse - la plus basse)</i>			10 742.11 \$
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) <i>((la deuxième plus basse - la plus basse) / la plus basse) x 100</i>			7.43 %

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La pièce jointe "13-13024 - Evolution des couts des contrats" représente l'évolution des coûts soumis tenant compte des indexations estimées du taux du décret (convention) relatif à l'industrie de la construction pour la région de Montréal et ce, tel que prévu au devis. Ces indexations ont été estimées par les professionnels internes de la Direction des immeubles à 2 % en 2015 et 2.5 % en 2016.

La dépense brute des contrats octroyés calculée avec taxes totalise la somme de 1 262 610.85 \$ et est répartie selon la ventilation suivante:

LOT	2014	2015	2016	Total
#1-Est	249 534.06 \$	254 524.75 \$	260 887.87 \$	764 948.71 \$
#2-Ouest	114 154.85 \$	116 437.95 \$	119 348.89 \$	349 941.89 \$

#5-SPVM	48 188.71 \$	49 152.48 \$	50 381.29 \$	147 722.46 \$
	408 081.74 \$	414 203.37 \$	424 558.45 \$	1 262 610.86 \$

Ces dépenses seront priorisées dans le cadre du processus de confection budgétaire pour les années 2014, 2015 et 2016.

Cette dépense sera imputée au budget de la Direction des immeubles puis refacturée aux unités concernées.

Le pourcentage de la dépense assumée par l'agglomération de 48.50% concernant les lots 2 et 5 a été établi en fonction des superficies occupées par les différents Services, Directions ou arrondissements dans chacun des bâtiments voir pièce jointe intitulée "13-13024 Répartition de la dépense - Agglomération et locale". La partie de la dépense assumée par l'agglomération concerne principalement les services de police et de sécurité incendie qui sont une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences dans certaines agglomérations.

Le pourcentage de la dépense assumée par l'agglomération de 23.05% concernant le lot 1 a été établi en fonction des superficies occupées par les différents Services, Directions ou arrondissements dans chacun des bâtiments voir pièce jointe intitulée "13-13024 Répartition de la dépense - Agglomération et locale". La partie de la dépense assumée par l'agglomération concerne principalement les services de police et de sécurité incendie qui sont une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences dans certaines agglomérations.

La répartition des montants à payer est déterminée selon la responsabilité financière de chacun des bâtiments et est détaillée dans la pièce jointe intitulée: "13-13024 - Repartition des dépenses brutes".

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Conséquemment, avec les efforts de la Ville, l'adjudicataire devra mettre en place et maintenir une politique d'entretien à faible impact environnemental se traduisant par la pratique de méthodes de travail et l'utilisation de produits respectueux de l'environnement.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Il s'agit d'équipements de transport vertical ayant toujours été entretenus par l'entreprise privée et encadrée par la Direction des immeubles.

Un report d'octroi, une interruption de service ou un refus d'octroyer le contrat contreviendrait à la réglementation en vigueur entraînant la fermeture immédiate des équipements, la sécurité des utilisateurs étant compromise. Pour palier à une telle interruption et maintenir ces équipements dans un état fonctionnel, tout en permettant de respecter la réglementation, la Ville devrait faire appel aux services ponctuels d'une firme spécialisée. Nous ne pouvons évaluer les coûts engendrés de ces contrats de gré à gré, les travaux n'étant pas régis par un contrat global.

Les soumissions reçues étant accompagnées de cautionnement de soumission sont valides pour une période de 180 jours, la date limite d'octroi est le 7 mars 2014

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

octroi du contrat : décembre 2013
début du contrat : 1er janvier 2014
fin du contrat : 31 décembre 2016

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Les clauses en prévention de la collusion et de la fraude ont été incluses au devis.
Le devis satisfait aux exigences du contrôleur général de la Ville de Montréal.

Ce dossier respecte les encadrements administratifs suivants:

- Politique d'approvisionnement
- Politique de gestion contractuelle
- Encadrement "Confidentialité des estimations des contrats" (C-OG-DG-D-12-005).

En conformité avec la politique d'attribution des contrats nous recommandons l'octroi du contrat au plus bas soumissionnaire conforme.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Police , Direction des opérations - Activités de soutien (Sophie CÔTÉ)

Avis favorable avec commentaires :
Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction de l'approvisionnement (Laurence THÉORÉT)

Avis favorable avec commentaires :
Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Françoise TURGEON)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alain METHOT
Gestionnaire immobilier
Tél.: 514 872-7118
Télécop.: 514 872-0353

Pierre Lévesque
Chef de section

ENDOSSÉ PAR

Johanne ROUILLARD
Chef de division

Date d'endos. : 2013-11-05

Dossier # :1136292001



Dossier # : 1133447006

Unité administrative responsable :	Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction de l'approvisionnement , Division de l'acquisition de biens et services , Approvisionnement stratégique et collectif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Dépenses mixtes
Projet :	-
Objet :	Conclure avec la firme Accessoires Outillage limitée, une entente -cadre d'une durée de 4 ans, pour l'achat ou la location de balais de rue de type aspirateur, montés sur des châssis de camion à cabine avancée de marque Autocar, suite à l'appel d'offres public 13-13050 (3 soum.), (Montant estimé de l'entente:13 888 052,15 \$)

Il est recommandé :

1- de conclure une entente-cadre d'une durée de 4 ans à compter de son émission, pour l'achat ou la locatin de balai de rue de type aspirateur montés sur des châssis de camion à cabine avancée de marque Autocar;

2- d'accorder à la firme Accessoires Outillage limitée., plus bas soumissionnaire conforme aux prix unitaires de sa soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public 13-13050 et aux tableaux de prix reçus ci-joint;

3- d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des services corporatifs et des arrondissements, et ce, au rythme des besoins à combler.

Signé par Serge OUELLETTE **Le** 2013-10-22 08:28

Signataire :

Serge OUELLETTE

Directeur par intérim
Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction de
l'approvisionnement

IDENTIFICATION

Dossier # :1133447006

Unité administrative responsable :	Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction de l'approvisionnement , Division de l'acquisition de biens et services , Approvisionnement stratégique et collectif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Dépenses mixtes
Projet :	-
Objet :	Conclure avec la firme Accessoires Outillage limitée, une entente-cadre d'une durée de 4 ans, pour l'achat ou la location de balais de rue de type aspirateur, montés sur des châssis de camion à cabine avancée de marque Autocar, suite à l'appel d'offres public 13-13050 (3 soum.), (Montant estimé de l'entente:13 888 052,15 \$)

CONTENU

CONTEXTE

Le présent dossier a pour objet la conclusion d'une entente-cadre visant à combler les besoins de différents arrondissements et services centraux, pour l'achat ou la location de balais de rue, sans opérateur, avec entretien, de type aspirateur monté sur des châssis de camion à cabine avancée. Ces équipements permettront de répondre à la préoccupation de l'administration municipale en matière de propreté.

Il y a eu une publication dans le système électronique d'appel d'offres (SÉAO) et dans le journal « La Presse » qui est diffusé sur le territoire de la municipalité, tel que prescrit par la Loi sur les contrats des organismes publics (chapitre C-65.1). Le délai de réception des soumissions a été de trente-quatre (34) jours en incluant les dates de publication et d'ouverture des soumissions, soit du 17 juillet au 19 août 2013.

La période de validité des soumissions est de cent cinquante (150) jours calendrier suivant la date d'ouverture des soumissions.

Durant la période de sollicitation, trois addenda ont été produits :

- Addenda n° 1, émis le 31 juillet 2013 par SÉAO, modifiant la date limite de réception des offres d'une semaine.
- Addenda n° 2, émis le 1er août 2013 par SÉAO, modifications et précisions aux spécifications des devis techniques
- Addenda n° 3, émis le 16 août 2013 par SÉAO, précisions additionnelles à trois clauses particulières.

Lors du contrat précédent, afin de se conformer à la norme environnementale EPA 2010, le manufacturier de châssis de camion a apporté une modification majeure. Ce changement augmentait les coûts de fabrication substantiellement, par ce fait, l'adjudicataire devait changer sa structure de prix. Il n'était plus en mesure de respecter les prix soumis. La Ville

étant seule juge d'accepter ou non le prix afférent, elle refuse d'accepter ces changements et cela mettait automatiquement fin au contrat pour les années subséquentes.

La consommation totale de cette entente est la location annuelle (saisonnière 8 mois) de 14 balais sur une possibilité de 22 appareils.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM10 0143 - 22 février 2010 - Conclure avec la firme Groupe Gemec inc., une entente-cadre collective d'une durée de 4 ans, pour la location de balais de rue de type aspirateur, sans opérateur, avec entretien, suite à l'appel d'offres public 09-11187 (3 soum.) (Montant estimé de l'entente 7 128 914,10 \$)

DESCRIPTION

La Direction de l'approvisionnement a rédigé l'appel d'offres à partir des besoins et des prévisions pour ce type d'appareil établis lors des rencontres de la table de consultation / comité d'experts matériel roulant et ce tout en tenant compte du programme de remplacement des véhicules. Des utilisateurs experts des arrondissements ainsi que des représentants de la Direction du matériel roulant et des ateliers sont invités à y participer, ainsi, les besoins qualitatifs et prévisionnels correspondent aux attentes exprimées par les utilisateurs experts lors de ces rencontres.

Les quantités exprimées sont fournies à titre indicatif seulement. Elles sont basées sur des besoins estimés et sont utilisées aux fins d'un scénario permettant de déterminer les meilleures propositions en vue de la conclusion d'une entente contractuelle.

La présente entente vise l'acquisition d'environ 7 balais de rue de type aspirateurs et la location avec entretien d'environ 35 balais.

JUSTIFICATION

La conclusion de l'entente-cadre permettra de faciliter l'approvisionnement tout en réduisant les délais d'acquisition et les coûts rattachés aux appels d'offres répétitifs. En tout temps durant les quatre années de validité de l'entente-cadre collective, les services ou les arrondissements de la Ville pourront commencer la location d'un ou plusieurs balais. Chacune de ces locations s'échelonnent sur une période de cinq (5) années à raison de huit (8) mois par année, soit 40 mensualités par appareil. Le lien contractuel entre la Ville et l'adjudicataire recommandé pourrait donc être de neuf (9) ans.

Le terme de quatre (4) ans retenu par la Direction de l'approvisionnement est le meilleur compromis pour ce type d'entente-cadre. Une entente plus courte dans ce domaine risquerait de nuire aux deux parties, car il est fort probable que les soumissionnaires augmenteraient leur prix initial pour couvrir la période d'amortissement de l'appareil, laquelle serait trop courte. De plus, une estimation moindre nuirait aux escomptes de quantité.

Soumissions conformes	Total taxes incluses
Accessoires Outillage ltée	13 888 052,15 \$
Groupe Gemec inc. (soumission no 1)	14 170 690,60 \$
Groupe Gemec inc. (soumission no 2)	14 797 810,24 \$
Dernière estimation réalisée à l'interne (\$)	13 802 748,75 \$
Coût moyen des soumissions reçues (total du coût des soumissions conformes reçues / nombre de soumissions)	14 285 517,66 \$

Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((coût moyen des soumissions conformes - la plus basse) / la plus basse) x100	2,9 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (\$) (la plus haute conforme - la plus basse conforme)	909 758,09 \$
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) ((la plus haute conforme - la plus basse conforme) / la plus basse) x 100	6,6 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (\$) (la plus basse conforme - estimation)	85 303,40 \$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme - estimation) / estimation) x 100	0,6 %
Écart entre la plus basse et la deuxième plus basse (\$) (la deuxième plus basse - la plus basse)	282 638,45\$
Écart entre la plus basse et la deuxième plus basse (%) ((la deuxième plus basse - la plus basse) / la plus basse) x 100	2,0%

Conformément à l'article 477.4 de la Loi sur les cités et villes, la Direction du matériel roulant et des ateliers conjointement avec la Direction de l'approvisionnement ont effectué une estimation de 13 802 748,75 \$ incluant les taxes, pour la période de l'entente (4 ans). Cette estimation est basée sur le nombre d'appareils qui dépasseront leur durée de vie utile et selon les coûts de location de l'entente précédente.

En vertu du Règlement sur la commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008) et de la résolution CG11 0082, le dossier sera soumis à ladite commission pour étude parce qu'il s'agit d'un contrat total de plus de 10 M\$.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il s'agit d'une entente-cadre sans imputation budgétaire. Les achats ou les locations seront effectués sur demande au fur et à mesure des besoins. Les dépenses de consommation seront imputées aux budgets des unités requérantes.

Des clauses d'indexation des prix sont prévues au contrat et applicable à tous les (12) douze mois subséquents, selon le pourcentage de variation de l'indice des prix à la consommation, tableau n°12 «L'indice d'ensemble des prix à la consommation par centre urbain, Montréal, V41692876, tel que publié par Statistique Canada N° 62-001-X.»

Comparativement à l'entente précédente, pour des équipements similaires à ceux demandés (article no 1) le prix unitaire subit une variation à la hausse de 4,42 %, principalement dû à une modification importante du manufacturier concernant la motorisation afin de se conformer à la norme environnementale EPA. Pour ce qui est des équipements en acquisition (article no 2), nous ne pouvons faire de comparatif, car la dernière entente remonte à 2009 et de plus les spécifications étaient différentes.

	Entente précédente	Prix soumissionné	Variation
<u>Article 1</u> Location mensuelle avec entretien complet de balai de rue de type aspirateur.	7 177,00 \$	7 494,00 \$	4.42%

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La non-conclusion de l'entente-cadre, alourdirait le processus d'approvisionnement quant à la demande des biens en obligeant des appels d'offres répétitifs en plus de faire perdre à la Ville des économies de volume.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une communication « Info-achats » sera transmise aux utilisateurs pour les informer de la conclusion de l'entente ainsi que des modalités convenues. De plus, ces ententes seront visibles via le moteur de recherche du site Intranet de la Ville.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Émission de l'entente-cadre suite à l'adoption de la présente résolution.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

**Service de la concertation des arrondissements et des ressources matérielles -
Direction de l'approvisionnement**
Analyse des soumissions et recommandation d'octroi de contrat (Biens et services)

Appel d'offres public no 13-13050

Titre : ENTENTE D'APPROVISIONNEMENT D'UNE DURÉE DE 4 ANS POUR LA FOURNITURE DE BALAIS DE RUE DE TYPE ASPIRATEUR, MONTÉS SUR DES CHÂSSIS DE CAMIONS À CABINES AVANCÉES DE MARQUE AUTOCAR – ACQUISITION OU LOCATION, SANS OPÉRATEUR, AVEC ENTRETIEN

Date de lancement : 17 juillet 2013

Date d'ouverture : 19 août 2013

Preneurs du cahier des charges (4) :

Accessoires Outillage limitée
Cubex Itée
Groupe Gemec inc.
Saniquip / Bergor

Soumissionnaire (2) 3 offres : Accessoires Outillage limitée

Groupe Gemec inc. (soumission no 1)
Groupe Gemec inc. (soumission no 2)

Raisons de non-dépôt de soumissions :

Saniquip / Bergor : Ne peut calculer un prix de location en considération des exigences de la Ville

Cubex: Difficulté à obtenir du financement de la part du manufacturier

Le processus d'appel d'offres public est conforme aux encadrements administratifs suivants :

- Politiques, règlements et encadrements administratifs en vigueur à la Ville de Montréal.
- La politique de gestion contractuelle et à la politique d'approvisionnement de la Ville de Montréal.
- L'encadrement «Confidentialité des estimations des contrats»

Analyse des soumissions :

Cet appel d'offres incluait les clauses traitant des dispositions générales visant à favoriser la transparence (prévention de la collusion et de la fraude).

Lors des vérifications des soumissions reçues, nous constatons que la proposition de la firme Accessoires Outillages limitée, ne se trouve pas sur la liste des entreprises non admissibles du RENA, ni sur celle du DGEQ, et la vérification au Registre des entreprises du Québec confirme que les actionnaires et administrateurs ne figurent pas sur la liste des personnes devant être déclarées non conformes (LPNC) en vertu de l'article 2.2 de la Politique de gestion contractuelle. Ces vérifications ont été effectuées le 16 octobre 2013.

Par conséquent, nous recommandons l'octroi de ce contrat, au prix de sa soumission, conformément à la clause 6 des clauses particulières : « Pour des raisons d'efficacité à différents niveaux, la Ville entend adjuger cet appel d'offres en entier sur la base des prix unitaires soumis au plus bas soumissionnaire conforme ».

La soumission de la firme Accessoires Outillage limitée, est conforme au devis et aux conditions du cahier des charges 13-13050.

Conformité technique: Voir intervention de la Direction du matériel roulant.

Montant total de l'offre :

12 079 193,00 \$ + 603 959,65 \$ TPS (5 %) + 1 204 899,50 \$ TVQ (9,975 %) = 13 888 052,15 \$

Adjudicataire recommandé :

Conclure avec la firme Accessoires Outillages limitée. une entente-cadre d'une durée de 4 ans, au montant approximatif de **13 888 052,15\$, incluant les taxes**, pour la location avec entretien ou l'achat de balai de rue de type aspirateur, le tout conformément à l'appel d'offres public no 13-13050.

Note : L'établissement de l'imputation budgétaire et des calculs s'y référant (taxes, financement, ristournes, etc.) relève du service demandeur.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction du matériel roulant et
des ateliers municipaux (Lucie MC CUTCHEON)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Renée VEILLETTE
Agente d'approvisionnement II

ENDOSSÉ PAR

Danielle CHAURET
Chef de section ress.matérielles

Date d'endos. : 2013-10-22

Dossier # :1133447006



Dossier # : 1130362005

Unité administrative responsable :	Eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à Phytronix Technologies Inc, pour l'étude d'un concept d'aménagement du laboratoire environnemental de la Station d'épuration Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 168 582,09 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 13-12328 - 2 soumissionnaires, 1 seul conforme / Approuver un projet de convention à cette fin.

Il est recommandé :

1- d'approuver un projet de convention par lequel Phytronix Technologies Inc., seule firme ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour l'étude d'un concept d'aménagement du laboratoire environnemental de la Station d'épuration Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 168 582,09 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 13-12328 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Chantal MORISSETTE Le 2013-12-04 09:36

Signataire :

Chantal MORISSETTE

Directrice principale - Service de l'eau
Eau , Direction

IDENTIFICATION

Dossier # :1130362005

Unité administrative responsable :	Eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à Phytronix Technologies Inc, pour l'étude d'un concept d'aménagement du laboratoire environnemental de la Station d'épuration Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 168 582,09 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 13-12328 - 2 soumissionnaires, 1 seul conforme / Approuver un projet de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

Lors de la construction du bâtiment administratif de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte (Station) en 1976, le laboratoire de chimie occupait un espace d'environ 750 mètres carrés. En 1994, les locaux ont été réaménagés afin d'intégrer les ingénieurs de procédés. Le laboratoire de chimie et les bureaux des chimistes et techniciens occupent donc un espace d'environ 650 mètres carrés depuis 1994, malgré l'ajout d'instruments et d'équipements.

Le laboratoire de chimie actuel compte 6 techniciens, 1 aide-technicien, 3 technologues, 2 chimistes et une microbiologiste et l'objectif principal du secteur est d'assurer les fonctions suivantes :

- Assurer la protection de l'environnement et des écosystèmes en produisant les analyses requises par le ministère du Développement durable, Environnement, Faune et Parcs (MDDEFP);
- Améliorer les procédés par des programmes d'optimisation et de caractérisation établis avec les groupes d'entretien et d'opération de la Station;
- Assister la Station dans ses opérations en réalisant le suivi des instruments et des analyseurs;
- Contrôler la qualité des produits chimiques utilisés à la Station pour ses opérations et pour les Unités de Traitement des Odeurs (UTO's).

De nouvelles exigences réglementaires provenant du MDDEFP, du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du Territoire (MAMROT) et du Programme

d'accréditation des laboratoires d'analyse (PALA) vont modifier la mission du laboratoire actuel. En outre, il est requis d'ajouter une section de microbiologie, et d'aménager de nouvelles salles pour l'opération des analyseurs futurs, en vue de supporter le procédé de désinfection dont le démarrage est prévu pour 2016.

La détermination du concept d'aménagement représente la première des trois étapes qui conduiront à la mise en service d'un nouveau laboratoire environnemental à la Station, les deux autres étapes étant la préparation des plans et devis détaillés et la construction selon le nouveau concept proposé.

Un appel d'offres sur invitation a été lancé le 25 avril 2013 pour les services professionnels d'un consultant pour l'étude d'un concept d'aménagement du laboratoire environnemental de la Station. Cet appel d'offres a dû être annulé parce qu'il ne rencontrait pas les exigences d'un appel d'offres sur invitation pour les services professionnels. En effet, une seule firme avait déposé une soumission, dont le pointage intérimaire était de 92,67 % et le montant était supérieur à 100 000 \$.

Un appel d'offres public a donc été lancé par la Direction de l'approvisionnement le 4 septembre 2013 et publié sur le site SEAO et dans le journal La Presse. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 2 octobre 2013. La validité des soumissions est de 180 jours.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Aucune.

DESCRIPTION

Le présent dossier concerne l'octroi d'un contrat de services professionnels à la firme Phytronix Technologies Inc. pour l'élaboration d'un concept d'aménagement du laboratoire environnemental de la Station afin de répondre aux nouvelles normes et d'améliorer la sécurité et l'efficacité des lieux.

Plus spécifiquement, la firme devra s'assurer d'intégrer un nouveau laboratoire de microbiologie aux installations existantes, tout en maximisant l'utilisation des espaces communs des deux laboratoires.

De plus, la firme devra également s'assurer d'élaborer un concept d'aménagement efficient et efficace qui tienne compte à la fois des meilleures pratiques actuelles de l'industrie, de la complexité du parc d'instruments, de la situation actuelle en termes d'espace disponible et du maintien des opérations durant la phase de construction.

Les livrables suivants sont exigés :

- un rapport détaillé du concept d'aménagement du nouveau laboratoire, incluant un schéma d'aménagement;
- une estimation des coûts du concept d'aménagement préparée à partir de données historiques compilées sur des projets comparables;
- la préparation d'un document de planification définissant clairement la séquence des travaux de façon à garantir les opérations du laboratoire et l'accès aux ingénieurs, aux techniciens et chimistes à leurs bureaux et espaces de travail durant toute la durée des travaux.

Étapes du projet de réaménagement du laboratoire environnemental de la Station

Le tableau ci-dessous représente les prochaines activités prévues au plan de réalisation du projet.

	Date de début	Date de fin
Étapes faisant l'objet du présent dossier :		
Services professionnels et étude d'un concept d'aménagement du laboratoire environnemental	Janvier 2014	Mars 2014
	Date de début prévue	Date de fin prévue
Étapes à venir :		
Sélection des architectes et ingénieurs conseil pour la préparation de plans et devis détaillés	Mars 2014	Juin 2014
Construction : Sélection d'un entrepreneur et travaux de réaménagement du laboratoire environnemental	Juin 2014	Décembre 2014

JUSTIFICATION

Un nouvel aménagement du laboratoire de chimie est requis pour les raisons suivantes :

- Depuis 2011, le nombre des analyses s'est accru d'une importance telle que l'effectif de techniciens est passé proportionnellement de 4 à 7.
- Le laboratoire actuel ne répond pas aux normes du PALA qui sont exigées dans le règlement fédéral sur les effluents des systèmes d'assainissement des eaux usées et le futur règlement provincial sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées.
- La dégradation du mobilier, du revêtement de plancher et de la plomberie représente un risque pour la manipulation des produits chimiques dangereux et pour la sécurité des usagers.
- L'ajout futur de nouveaux analyseurs et instruments nécessite de nouveaux arrangements, qui demanderont une salle fermée à température et humidité contrôlée.
- Une entente de financement entre le MAMROT et la Ville pour la construction de l'usine d'ozonation exige l'évaluation de la concentration en coliformes fécaux de l'effluent. Pour exécuter ce type d'analyse, l'aménagement d'un nouveau laboratoire de microbiologie est incontournable, et est relié au projet de désinfection.
- L'intégration d'un nouveau laboratoire de microbiologie va réduire d'autant l'espace occupé par le laboratoire de chimie et exercera une pression supplémentaire pour un aménagement plus efficace de l'espace disponible.
- Pour être accrédité au PALA et répondre aux exigences de l'entente avec le MAMROT, le laboratoire de microbiologie devra répondre à un niveau de confinement #2 (salle isolée à accès limité, avec des facilités de décontamination et de désinfection des déchets dont il faudra disposer après analyse). Il n'existe pas actuellement d'espace répondant à ces exigences à la Station.

Afin de profiter de la synergie entre les laboratoires de chimie analytique et de microbiologie, les deux aménagements doivent être planifiés conjointement. Cette approche va permettre d'utiliser avec un maximum d'efficacité la disponibilité des techniciens, des chimistes et des scientifiques, de même que certains espaces comme les salles des

balances, de lavage et de réception/expédition, l'atelier et la chambre froide, de même que les services comme l'eau osmosée, les gaz, les réactifs, les solvants et les hottes.

L'aménagement des laboratoires est nécessaire afin de continuer à réaliser les analyses quotidiennes, tout en desservant adéquatement les autres clients internes des secteurs de l'eau et des boues.

Douze (12) firmes se sont procurées les documents d'appel d'offres, deux ont déposé une soumission dont une est considérée non conforme puisque le pointage obtenu par le comité de sélection était en deçà de l'exigence de 70 %.

Résultat de l'appel d'offres

Tableau d'analyse des soumissions - Avant négociation					
Appel d'offres public 13-12328					
Firmes soumissionnaires	Note intérimaire	Note finale	Prix (avec taxes)	Contingences (avec taxes)	Total (avec taxes)
1. Phytronix Technologies Inc.	85.30	8.03	168 582.09 \$	0.00 \$	168 582.09 \$
Estimation interne des professionnels			132 681.15 \$	19 902.17 \$	152 583.32 \$
Coût moyen des soumissions reçues					168 582.09 \$
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation interne (\$)					15 998.77 \$
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation interne (%)					10.49%

Tableau d'analyse des soumissions - Après négociation					
Appel d'offres public 13-12328					
Firmes soumissionnaires	Note intérimaire	Note finale	Prix (avec taxes)	Contingences (avec taxes)	Total (avec taxes)
1. Phytronix Technologies Inc.	85.30	8.03	157 587.61 \$	10 994.48 \$	168 582.09 \$
Estimation interne des professionnels			132 681.15 \$	19 902.17 \$	152 583.32 \$
Coût moyen des soumissions reçues					168 582.09 \$
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation interne (\$)					15 998.77 \$
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation interne (%)					10.49%

Les montants de contingences prévues lors de l'estimation interne était de 15 %, soit 19 902,17 \$, taxes incluses. Lors de l'appel d'offres public, aucune contingence n'a été prévue. Selon la loi sur les Cités et Villes, à la clause 573.3.3, lorsqu'il y a une seule soumission conforme, la Ville peut conclure le contrat à un prix moindre. Une rencontre a donc eu lieu avec la firme Phytronix Technologies Inc. afin de déterminer si un certain montant pouvait être alloué à des contingences. Les deux parties ont convenu qu'un montant de 10 994,48 \$ taxes incluses, soit 7,5 % du montant avant taxes, serait alloué aux contingences. La correction a été apportée au tableau d'analyse des soumissions.

L'écart entre l'estimation interne et la seule soumission reçue conforme est de 10,49 %. Étant conforme, il est donc recommandé d'octroyer le contrat à la firme Phytronix Technologies Inc. au montant de sa soumission, soit 168 582,09 \$, taxes incluses.

Les validations requises à l'effet que l'adjudicataire recommandé n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles (RENA) ont été faites. L'adjudicataire a remis une attestation valide délivrée par Revenu Québec laquelle sera revalidée au moment de l'octroi du contrat.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût pour l'étude d'un concept d'aménagement du laboratoire environnemental à la station d'épuration des eaux usées est de 168 582,09 \$, taxes incluses, et représente un montant net pour l'agglomération de 161 250,84 \$ lorsque diminué de la ristourne fédérale. Cette dépense est prévue au programme triennal d'immobilisations 2014-2016 de la Direction de l'épuration des eaux usées du Service de l'eau.

Cette dépense est financée par la réserve de l'eau de l'agglomération.

En résumé, le financement de ce projet est le suivant :

(en milliers \$)	Total - 2014
Investissements nets	161
Réserve de l'eau de l'agglomération	161
Emprunt net	0

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Pratiquer une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les laboratoires doivent être fonctionnels et conformes aux normes gouvernementales avant le démarrage de l'usine pilote d'ozonation planifiée pour la fin de l'année 2016. Avant cette date, plusieurs paramètres devront être analysés sur une base régulière dans le but d'améliorer le futur procédé d'ozonation.

À défaut de conduire les travaux de caractérisation de façon efficace, il sera impossible d'optimiser l'opération et les dosages d'ozone de la future usine de désinfection. De plus, cela occasionnera des frais additionnels d'opération. Par exemple, un surdosage de seulement 1% par rapport à la consommation moyenne pour le traitement d'un débit de 28 mètres cube/sec représente un coût d'opération additionnel de 50 000 \$ par année.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Octroi du contrat : décembre 2013
- Début de la prestation des services professionnels : janvier 2014
- Fin prévu du service pour ce mandat : mars 2014

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Les clauses en prévention de la collusion et la fraude sont incluses dans les clauses administratives générales du document d'appel d'offres.

Le contrat respecte les encadrements suivants :

- politique de gestion contractuelle;
- politique d'approvisionnement;
- encadrement : Contingences, incidences et déboursés dans tous les contrats;
- encadrement : Confidentialité des les estimations de contrat.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :

Eau , Direction de l'épuration des eaux usées (Sophie GASCON)

Avis favorable avec commentaires :

Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Jacques P TREMBLAY)

Avis favorable avec commentaires :

Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction de l'approvisionnement (Louise VENNE)

Avis favorable avec commentaires :

Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction de l'évaluation foncière (Olivier TACHÉ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Claudie DE BELLEFEUILLE
AG.APPRO.NIV.2

ENDOSSÉ PAR

Richard FONTAINE
Directeur

Date d'endos. : 2013-11-19

Dossier # :1130362005

**Dossier # : 1134313001**

Unité administrative responsable :	Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction stratégies et transactions immobilières , Évaluation_transactions et services immobiliers , Transactions et services immobiliers
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	Plan stratégique de développement durable
Objet :	Approuver le projet d'acte de vente par lequel la Ville acquiert de 9143-5818 Québec inc. une lisière de terrain vacant, située à l'est du boulevard Pitfield, au nord du boulevard Henri-Bourassa Ouest dans l'arrondissement de Saint-Laurent, d'une superficie totale de 2 337,5 m ² , au montant de 370 000 \$, plus les taxes applicables, pour les fins de chemin d'accès au terrain principal voué à l'implantation d'un nouveau centre de traitement des matières résiduelles et approuver à cet effet une convention de services professionnels. N/Réf. : 31H12-005-0140-02

Il est recommandé :

1. d'approuver le projet d'acte par lequel la Ville de Montréal acquiert de 9143-5818 Québec inc. une lisière de terrain vacant connue et désignée sous le numéro 5 331 144 du cadastre du Québec, située à l'est de la rue Pitfield, au nord du boulevard Henri-Bourassa dans l'arrondissement de Saint-Laurent, d'une superficie totale de 2 337,5 m², au montant de 370 000 \$, plus les taxes applicables, le cas échéant, le tout sujet aux termes et conditions stipulés au projet d'acte.
2. d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.
3. d'approuver un projet de convention de services professionnels entre Me Gérald Cooper, notaire, et 9143-5818 Québec inc., le vendeur, établissant certaines obligations constituant une stipulation en faveur de la Ville.

Signé par Michel NADEAU **Le** 2013-09-05 14:07

Signataire :

Michel NADEAU

Directeur
Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction des
stratégies et transactions immobilières

IDENTIFICATION

Dossier # :1134313001

Unité administrative responsable :	Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction stratégies et transactions immobilières , Évaluation_transactions et services immobiliers , Transactions et services immobiliers
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	Plan stratégique de développement durable
Objet :	Approuver le projet d'acte de vente par lequel la Ville acquiert de 9143-5818 Québec inc. une lisière de terrain vacant, située à l'est du boulevard Pitfield, au nord du boulevard Henri-Bourassa Ouest dans l'arrondissement de Saint-Laurent, d'une superficie totale de 2 337,5 m ² , au montant de 370 000 \$, plus les taxes applicables, pour les fins de chemin d'accès au terrain principal voué à l'implantation d'un nouveau centre de traitement des matières résiduelles et approuver à cet effet une convention de services professionnels. N/Réf. : 31H12-005-0140-02

CONTENU

CONTEXTE

Le 17 février 2010, le comité exécutif a autorisé le démarrage du processus d'identification des sites potentiels pour l'implantation des infrastructures de traitement des matières organiques prévues au Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2010-2014 (Plan directeur), à la suite de l'annonce d'un soutien financier des deux autres paliers de gouvernement, le 1^{er} février 2010. Cette démarche a été entérinée par le conseil d'agglomération du 25 février suivant.

Suivant la décision du conseil municipal du 23 août 2012 d'imposer une réserve foncière sur le site principal voué à l'implantation d'un nouveau centre de traitement des matières, soit le 9091-9191, boulevard Henri-Bourassa Ouest, la nécessité de construire un accès à ce site par le boulevard Pitfield s'est imposée. Le site du 9091-9191, boulevard Henri-Bourassa Ouest est celui désigné pour le secteur ouest parmi les 4 sites requis dans l'agglomération pour l'implantation des installations prévues au Plan directeur.

Le terrain faisant l'objet de la présente acquisition est requis pour y construire le chemin d'accès principal. L'ajout d'un accès par le boulevard Pitfield fait partie des recommandations de l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM), suivant les séances publiques tenues à l'automne 2012. En effet, la recommandation n° 8 de la page 36 du rapport de la commission émis le 29 janvier 2013, dont une copie est disponible aux pièces jointes du présent sommaire, recommande l'achat d'un terrain voué à l'accès par la rue Pitfield, et ce, afin d'alléger la circulation des camions sur le boulevard Henri-Bourassa Ouest.

La Direction des stratégies et transactions immobilières (DSTI) est également en négociation de gré à gré pour l'acquisition du site principal, lequel a fait l'objet d'un sommaire décisionnel distinct (no 1135941001). Cette décision peut être consultée dans la section suivante.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG13 0325 - 29 août 2013 - Décréter l'acquisition de gré à gré ou par voie d'expropriation du lot 1 163 631 du cadastre du Québec avec toutes constructions qui y sont érigées dont celle portant le numéro 9091-9191, boulevard Henri-Bourassa Ouest, arrondissement de Saint-Laurent, pour y construire un centre de traitement des matières organiques.

CG13 0032- 28 février 2013- Dépôt du rapport de l'OCPM sur l'implantation d'un équipement de traitement des matières résiduelles dans le secteur ouest de l'agglomération. GDD 113 107 9001

CG12 0252 - 23 août 2012 - Décréter l'imposition d'une réserve foncière pour des fins publiques sur le site situé au 9091, boulevard Henri-Bourassa Ouest pour la construction d'un centre de traitement des matières organiques selon le Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2010-2014.

CE10 1341 - 18 août 2010 - Abroger la résolution du comité exécutif (CE10 0990) à l'égard des sites 1), 3), 4), 5) et 6).

CE10 0990 - 18 juin 2010 - Décréter l'imposition d'une réserve, aux fins d'implanter des infrastructures de traitement des matières organiques prévues au Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2010-2014, sur les lots suivants du cadastre du Québec, circonscription de Montréal, à savoir : 1) le lot 1 250 042, situé dans le prolongement de l'avenue Marien, au nord du boulevard Henri-Bourassa Est; 2) le lot 3 269 985, situé en front sur la rue Saint-Patrick; 3) le lot 1 163 631, situé sur le boulevard Henri-Bourassa Ouest (sic); 4) le lot 1 703 830, situé en front sur la rue Hickmore; 5) les lots 1 703 840 et 1 706 673, situés en front sur la rue Courval et 6) le lot 1 706 103, situé en front sur la rue Norman.

CG10 0081 - 25 février 2010- Approuver et démarrer le processus d'identification des sites potentiels pour l'implantation des centres de digestion anaérobie et de compostage de même qu'un centre pilote de prétraitement sur le territoire de l'agglomération de Montréal. GDD 110 070 4002.

DESCRIPTION

Le terrain à acquérir fait partie du 3435, boulevard Pitfield, soit la partie sud, il est situé au nord du boulevard Henri-Bourassa Ouest et il est connu et désigné par lot 5 331 144 du cadastre du Québec. Il est en forme de lisière et ses dimensions sont de 15,24 mètres par 153,38 mètres, pour une superficie totale de 2 337,5 m².

Cette lisière de terrain est vacante et elle est clôturée indépendamment du reste de la propriété, il n'y a présence que de végétaux et d'arbres. La Ville a procédé à une opération cadastrale afin de diviser le lot existant (le n^o 1 163 665) en deux afin d'acquérir la portion requise dans le cadre du projet, le propriétaire conservant l'autre moitié à même ses installations situées au 3435, boulevard Pitfield. Celui-ci ne se servait pas de cette partie de terrain pour ses opérations usuelles. La Ville devra s'assurer du déplacement de la clôture présente actuellement sur le terrain, à même ses budgets de construction du chemin d'accès.

Cette acquisition permettra de répondre aux demandes de l'arrondissement de Saint-Laurent quant à l'assurance de circulation des camions du nouveau centre de traitement des matières résiduelles par le boulevard Pitfield et non par le boulevard Henri-Bourassa Ouest

qui est lui-même déjà très achalandé en camionnage.

L'évaluation municipale proportionnelle du terrain à acquérir est de 210 375 \$, soit 90 \$/m². Sa valeur marchande a été estimée entre 300 000 \$ et 380 000 \$, en date du 11 décembre 2012, par la Section évaluations immobilières de la DSTI. Le prix de vente négocié correspond aux conclusions de valeur marchande estimée.

D'après les résultats de la caractérisation des sols, le niveau de contamination observé sur l'ensemble du site est inférieur aux valeurs de l'annexe II du Règlement sur la protection et la réhabilitation des terrains (RPRT), soit le critère C de la Politique de protection des sols et de réhabilitation des terrains contaminés du ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs du Québec (MDDEFP). Les sols en place sont donc conformes pour l'usage projeté sur le site. Par conséquent, aucune réhabilitation environnementale de ce terrain ne s'avère nécessaire par rapport à l'usage projeté.

JUSTIFICATION

Ce terrain est requis en réponse aux recommandations de la commission dans le rapport du 29 janvier 2013 suivant les audiences publiques de l'OCPM.

L'acquisition de gré à gré de cette lisière est conforme au Plan directeur afin de permettre la circulation sur le terrain principal à acquérir, lequel est situé au 9091-9191, boulevard Henri-Bourassa Ouest.

Le prix de vente payé correspond à la valeur marchande estimée en 2013.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le prix payé suivant des négociations de gré à gré est de 370 000 \$, lequel correspond à la fourchette de la valeur marchande estimée.

Cette dépense est prévue au PTI de la Direction de l'environnement et sera imputée tel que décrit à l'intervention de la Direction du budget du Service des finances.

Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'acquisition de ce terrain devant servir de chemin d'accès au site principal voué à la construction d'un nouveau centre de traitement des matières organiques, prévu pour desservir l'ouest de l'île dans le cadre de la réalisation du Plan directeur, dont les choix proposés découlent d'une analyse du cycle de vie des produits, procédés et services. Les technologies sélectionnées pour le traitement des matières organiques ont des effets positifs sur l'environnement en raison de la production de matières fertilisantes et d'énergie renouvelable. En ligne avec le programme du ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs et le Plan de développement durable 2010-2015, le projet de centre de traitement des matières organiques à réaliser sur le Site contribue à la lutte contre les changements climatiques par la réduction du transport des matières résiduelles hors agglomération et la réduction des émissions de méthane des sites d'enfouissement causées par la fermentation des matières organiques.

Le projet contribue à la réduction des émissions de gaz à effet de serre de 21 000 tonnes par an à pleine capacité de traitement. Le projet rejoint également l'objectif du Plan de développement durable 2010-2015 de faire de Montréal un leader nord-américain de l'industrie de l'environnement et des technologies propres d'ici 2020 en stimulant la demande de technologies, de produits et de services verts.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'approbation de ce dossier est requise pour répondre à la demande de l'OCPM et à celle de l'arrondissement St-Laurent quant à la circulation sur le boulevard Henri-Bourassa. Son refus entraînerait des incertitudes quant à l'accès principal du site requis pour l'implantation du centre de traitement des matières organiques Ouest.

Le report de cette décision au-delà du 31 décembre 2013, date d'échéance de l'engagement du propriétaire dans la promesse de vente (copie en pièce jointe), mettrait en péril les conditions entendues et reflétées dans le présent sommaire décisionnel et par conséquent la possibilité pour la Ville d'acquérir ce terrain à la valeur marchande et répondre aux demandes de l'OPCM.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

A ce stade, aucune autre action de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- 2013 : Soumettre aux autorités compétentes le sommaire décisionnel pour le décret d'acquisition gré à gré ou par expropriation du terrain principal pour le centre de gestion des matières résiduelles;

- 2014-2015 : Appel de propositions pour la conception et la réalisation
- 2015-2016 : Conception
- 2016-2017 : Construction
- 2017 : Mise en service du centre de compostage

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le présent dossier est conforme aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville, notamment la Politique de gestion contractuelle.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :

Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction de l'environnement (Éric BLAIN)

Avis favorable avec commentaires :

Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction de l'environnement (Sonia LONG)

Avis favorable avec commentaires :

Finances , Direction de la comptabilité et du contrôle financier (Jacques P TREMBLAY)

Avis favorable avec commentaires :

Saint-Laurent , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (Marie-Claude GAUTHIER)

Document(s) juridique(s) visé(s) :

Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des affaires civiles (Caroline BOILEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Chantal MUNGER
Conseillère en immobilier
514 872-3992
Télec. : 514 872-8350

Denis Sauvé,
Chef de section

ENDOSSÉ PAR

Sylvie DESJARDINS
Chef de division

Date d'endos. : 2013-07-02

Dossier # :1134313001

**Dossier # : 1136037003**

Unité administrative responsable :	Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction des stratégies et transactions immobilières , Division Évaluation et transactions immobilières , Section Transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine
Compétence d'agglomération :	Écoterritoires
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal acquiert de Gestion Cordevco ltée, à des fins d'agrandissement du parc-nature de l'Anse-à-l'Orme, un emplacement situé sur le chemin Sainte-Marie, à l'intérieur des limites de la ville de Sainte- -Anne-de-Bellevue, d'une superficie de 44 567,2 m ² , pour le prix de 1 900 000 \$, plus les taxes applicables. N/Réf. : 31H05-005- 6016-01

Il est recommandé :

1. d'approuver le projet d'acte par lequel la Ville de Montréal acquiert de Gestion Cordevco ltée, à des fins d'agrandissement du parc-nature de l'Anse-à-l'Orme, un emplacement connu et désigné comme étant le lot 1 559 498 du cadastre du Québec, d'une superficie de 44 567,2 m², situé sur le chemin Sainte-Marie, dans la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue, pour le prix de 1 900 000 \$, plus les taxes applicables, le tout selon les termes et conditions stipulés au projet d'acte;
2. d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération;
3. d'inscrire au registre du domaine public, comme parc, le lot 1 559 498 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

Signataire :

Michel NADEAU

Directeur
Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction
stratégies et transactions immobilières

IDENTIFICATION

Dossier # :1136037003

Unité administrative responsable :	Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction des stratégies et transactions immobilières , Division Évaluation et transactions immobilières , Section Transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine
Compétence d'agglomération :	Écoterritoires
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal acquiert de Gestion Cordevco ltée, à des fins d'agrandissement du parc-nature de l'Anse-à-l'Orme, un emplacement situé sur le chemin Sainte-Marie, à l'intérieur des limites de la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue, d'une superficie de 44 567,2 m ² , pour le prix de 1 900 000 \$, plus les taxes applicables. N/Réf. : 31H05-005-6016-01

CONTENU

CONTEXTE

La Direction des stratégies et transactions immobilières (la « DSTI ») a été mandatée par la Direction des grands parcs et du verdissement pour acquérir de l'entreprise Gestion Cordevco ltée, un emplacement considéré comme vacant, connu et désigné comme étant le lot 1 559 498 du cadastre du Québec et montré à titre indicatif, sur les plans B, C et P ci-joints. L'emplacement est situé sur le chemin Sainte-Marie, dans la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue. Cette acquisition permettra l'agrandissement du parc-nature de l'Anse-à-l'Orme. Le site est boisé dans son ensemble. Deux bâtiments qui ont été partiellement incendiés sont présents sur le site. Ceux-ci ont été construits lorsque la propriété servait encore à des fins résidentielles/agricoles. Outre ces deux bâtiments, il y a également différents déchets, dont une carcasse automobile en périphérie des bâtiments. Selon l'évaluation environnementale du site Phase 1 réalisée par l'entreprise Solmatech, ces deux bâtiments pourraient constituer une source de contamination pour les sols en raison des matériaux de construction utilisés et des modes de chauffage pouvant avoir été utilisés. De plus, le registre des terrains contaminés du ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (MDDEFP) indique la présence de sols contaminés dans la rivière à l'Orme. Compte tenu de ces informations, l'entreprise Solmatech conclut qu'une évaluation environnementale Phase 2 serait nécessaire pour permettre de mieux identifier la contamination présente sur le lot. Cependant, selon l'opinion de la Direction de l'environnement, préparée le 1^{er} août 2013 et jointe en annexe, les sources potentielles de contamination identifiées par Solmatech représentent un risque faible pour la qualité environnementale du terrain ou ne peuvent être caractérisées adéquatement en raison de la présence des bâtiments. Ainsi, la Direction de l'environnement ne recommande pas de

procéder à une caractérisation environnementale pour le moment. Elle recommande toutefois de démolir ou de sécuriser les bâtiments et d'éliminer les matières résiduelles. La Direction des grands parcs et du verdissement a été informée des conclusions de l'étude de Solmatech et de la recommandation faite par la Direction de l'environnement.

Une analyse des titres de propriété a été réalisée. Cette analyse a confirmé la présence d'une servitude de passage en faveur du lot 1 559 497 du cadastre du Québec. L'emprise de cette servitude n'est pas définie à l'intérieur de l'acte, car le propriétaire du fonds servant a le droit de déplacer l'emprise sur sa propriété. Cet aspect ne représente pas une contrainte pour l'acquisition du lot et la Direction des grands parcs et du verdissement accepte d'acquérir le lot en connaissance de cause.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE12 2078 - 19 décembre 2012 - Approbation de trois ententes-cadres pour la fourniture sur demande d'études environnementales, géotechniques et d'audit environnemental des bâtiments requis sur des immeubles municipaux ou en voie d'acquisition par la Ville
GG11 0215 - 22 juin 2011 - Approbation du projet d'acte par lequel la Ville acquiert de Canards illimités Canada, aux fins d'agrandissement du parc-nature de l'Anse-à-l'Orme, deux terrains composés des lots 4 682 708 et 4 682 710 du cadastre du Québec, dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro, pour un montant de 47 179,05 \$, plus les taxes applicables.

CG10 0247 - 17 juin 2010 - Approbation du projet d'acte par lequel la Ville de Montréal acquiert de Canards Illimités Canada un terrain constitué des lots 4 430 314, 4 430 315 et 4 460 081 ainsi qu'un droit d'usage à des fins de conservation, pour une durée de 100 ans, pour les lots 4 430 313 et 4 430 316, tous du cadastre du Québec, situés dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro, aux fins d'agrandissement du parc-nature de l'Anse-à-l'Orme, pour un montant de 1 601 554 \$, excluant les taxes.

CM04 0861-14 décembre 2004 - Adoption de la Politique de protection et de mise en valeur des milieux naturels

DESCRIPTION

Le présent dossier décisionnel a pour but d'approuver le projet d'acte de vente par lequel la Ville de Montréal acquiert de Gestion Cordevco ltée, le lot 1 559 498 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 44 567,2 m², tel qu'illustré sur les plans A, B, C et P annexés, pour le prix de 1 900 000 \$, plus les taxes applicables. Suite à l'acquisition du lot, la Direction des grands parcs et du verdissement prendra la responsabilité du site. Elle devra voir, entre autres, à démolir ou à sécuriser les bâtiments présents et à éliminer les matières résiduelles présentes. Entre-temps, elle assumera tous les coûts précités associés à ces bâtiments, incluant notamment les coûts de démolition. Comme aucune décision n'a été prise, les coûts ne peuvent être déterminés à ce stade-ci.

JUSTIFICATION

La DSTI soumet ce dossier décisionnel aux autorités municipales compétentes, pour approbation, pour les motifs suivants :

- L'acquisition du lot permet l'agrandissement du parc-nature de l'Anse-à-l'Orme.
- La Direction des grands parcs et du verdissement prend la responsabilité de démolir ou de sécuriser les deux bâtiments présents et d'éliminer les matières résiduelles suite à l'acquisition du site.

- La Direction des grands parcs et du verdissement se déclare satisfaite de la servitude de passage qui grève l'emplacement.

- Le prix d'acquisition de 1 900 000 \$ (42,63 \$/m²) plus les taxes applicables, pour une superficie de 44 567,2 m², a été négocié de gré à gré avec Gestion Cordevco Ltée. Ce prix de vente se situe à la limite supérieure de la fourchette de la valeur marchande, variant entre 1 700 000 \$ et 1 900 000 \$, tel qu'établi par la Section évaluation immobilière de la DSTI, en date du 22 mars 2013.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant de la transaction est 1 900 000 \$. Cette acquisition est entièrement assumée par l'agglomération, soit la Direction des grands parcs et du verdissement à même le PTI. Comme aucune décision n'a été prise pour la démolition ou la sécurisation des bâtiments, l'élimination des matières résiduelles et la possible décontamination du site, les coûts ne peuvent être déterminés à ce stade-ci.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'acquisition du lot permet l'agrandissement du parc-nature de l'Anse-à-l'Orme. Cette acquisition est considérée par la Direction des grands parcs et du Verdissement comme projet de conservation prioritaire de l'écoterritoire du corridor écoforestier de la rivière à l'Orme dans le cadre de la mise en oeuvre de la Politique de protection et de mise en valeur des milieux naturels. L'acquisition de ce terrain vise précisément à compléter le lien écologique et récréatif nord-sud de ce corridor important de l'agglomération reliant le parc-nature du Cap St-Jacques au bois Angell à Beaconsfield.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Cette transaction est nécessaire pour compléter le lien écologique et récréatif nord-sud du corridor écoforestier de la rivière à l'Orme. Un retard dans l'approbation du présent dossier ou un rejet par les instances nuirait au développement de ce corridor. De plus, le vendeur désire signer l'acte de vente d'ici la fin de l'année 2013.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune activité de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Suite à l'acquisition, la Direction des grands parcs et du verdissement verra à démolir ou à sécuriser les bâtiments présents et à éliminer les matières résiduelles présentes.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le projet d'acte d'acquisition est conforme aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville, notamment à la Politique de gestion contractuelle.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :

Qualité de vie , Direction des grands parcs et du verdissement (Christiane DESJARDINS)

Avis favorable :
Finances , Direction Planification stratégique (Dominique BALLO)

Avis favorable avec commentaires :
Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction de l'environnement (Claire MERCKAERT)

Avis favorable avec commentaires :
Qualité de vie , Direction des grands parcs et du verdissement (Sincheng PHOU)

Avis favorable avec commentaires :
Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Jean-François RONDOU)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des affaires civiles (Robert COULOMBE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Guillaume TOPP
Conseiller en immobilier expertise
immobilière

ENDOSSÉ PAR

Sylvie DESJARDINS
Chef de division Évaluation

Date d'endos. : 2013-08-08

Dossier # :1136037003

**Dossier # : 1131368015**

Unité administrative responsable :	Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction des stratégies et transactions immobilières , Division Évaluation et transactions immobilières , Section Transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aménagement du domaine public dans le centre-ville
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville vend à l'École de technologie supérieure, aux fins d'assemblage pour une construction institutionnelle, sept parcelles de terrain situées entre les rues William, Murray, Notre-Dame Ouest et de la Montagne, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, d'une superficie totale de 17,5 m ² , au prix de 30 000 \$, plus les taxes applicables / Fermer et retirer du domaine public les lots 4 077 397, 4 077 400, 4 121 824, 5 278 909, 5 283 093, 5 283 147 et 5 283 148 du cadastre du Québec. N/Réf. 31H05-005-7870-09

Il est recommandé :

1. de fermer, comme domaine public, les lots 4 077 397, 4 077 400, 4 121 824, 5 278 909, 5 283 093, 5 283 147 et 5 283 148 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;
2. d'approuver un projet d'acte par lequel la Ville vend à l'École de technologie supérieure, aux fins d'assemblage pour une construction institutionnelle, des parcelles de terrain connues comme étant les lots 4 077 397, 4 077 400, 4 121 824, 5 278 909, 5 283 093, 5 283 147 et 5 283 148 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, situées entre les rues William, Murray, Notre-Dame Ouest et de la Montagne, pour le prix de 30 000 \$, plus les taxes applicables, le tout sujet aux termes et conditions stipulés au projet d'acte;
3. d'imputer cette recette conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Michel NADEAU **Le** 2013-12-05 13:10

Signataire :

Michel NADEAU

Directeur
Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction des
stratégies et transactions immobilières

IDENTIFICATION

Dossier # :1131368015

Unité administrative responsable :	Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction des stratégies et transactions immobilières , Division Évaluation et transactions immobilières , Section Transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aménagement du domaine public dans le centre-ville
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville vend à l'École de technologie supérieure, aux fins d'assemblage pour une construction institutionnelle, sept parcelles de terrain situées entre les rues William, Murray, Notre-Dame Ouest et de la Montagne, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, d'une superficie totale de 17,5 m ² , au prix de 30 000 \$, plus les taxes applicables / Fermer et retirer du domaine public les lots 4 077 397, 4 077 400, 4 121 824, 5 278 909, 5 283 093, 5 283 147 et 5 283 148 du cadastre du Québec. N/Réf. 31H05-005-7870-09

CONTENU

CONTEXTE

Dans la poursuite de son développement, l'École de technologie supérieure (l'« ÉTS ») a débuté le regroupement de l'ensemble de ses immeubles dans un même secteur. Considérant cet objectif, l'ÉTS s'est portée acquéreur de plusieurs millions de pieds carrés depuis son implantation dans Griffintown en 1996. Le projet a d'abord permis la construction de résidences pour étudiants sur l'îlot formé des rues William, Eleanor, Notre-Dame Ouest et de la Montagne.

Afin de permettre à l'ÉTS de réaliser ses projets, la Ville a, dans le cadre de deux transactions immobilières complétées respectivement en 2006 et en 2012, vendu à l'ÉTS des parcelles de terrain afin d'assurer la construction des résidences pour étudiants.

L'ÉTS a de nouveau approché les représentants de la Ville et de l'arrondissement du Sud-Ouest au mois de mars 2013 dans le but d'acquérir d'autres parcelles de terrain appartenant à la Ville et requises pour la construction de la Maison des étudiants. Ce nouveau bâtiment sera érigé dans le quadrilatère formé des rues William, Murray, Notre-Dame Ouest et Eleanor. Une présentation de ce projet de construction est jointe au présent sommaire.

Le présent sommaire a pour objectif d'approuver la vente de parcelles de terrain appartenant à la Ville afin de permettre à l'ÉTS de compléter les assemblages requis pour la réalisation de ses projets de développement immobilier dans ce secteur de l'arrondissement du Sud-Ouest.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

D1134666030 - 2 octobre 2013 - Approuver le remplacement des lots 4 077 392, 4 077 394 et 4 077 401 du cadastre du Québec, situés au sud-ouest de la rue Murray et au nord-ouest de la rue William, dans l'arrondissement Le Sud-Ouest, préparé par François-L. Arcand, arpenteur-géomètre, le 4 avril 2013, minute 16957, minute 16959, le 27 mars 2012, minute 16949, pour la création des lots 5 278 909, 5 283 093, 5 283 147 et 5 283 148 du cadastre du Québec.

CG12 0184 - 21 juin 2012 - Approuver un projet d'acte par lequel la Ville vend à l'École de technologie supérieure, aux fins d'assemblage, le lot situé sur le côté est de la rue Éléonor, pour la somme de 51 000 \$, plus les taxes applicables, et remet en compensation à l'acheteur une somme de 253 550 \$, plus les taxes applicables, pour les parties de sa propriété devenues des parties de rues / Fermer comme domaine public le lot du cadastre du Québec correspondant à une partie de l'ancienne avenue Lansdowne.

D2084243001 - 19 juillet 2010 - Approuver le projet de remplacement des lots 1 852 814, 1 853 413, 1 853 414, 1 853 418, 1 853 421, 1 853 424, 1 853 427, 2 160 043, 2 296 305 et 2 296 306 du cadastre du Québec, situés entre les rues Notre-Dame Ouest, Murray, William et de la Montagne, préparé par monsieur Denis Deslauriers, arpenteur-géomètre, 4 octobre 2007 - Minute 9989, afin de créer notamment les lots 4 077 397, 4 077 400 et 4 121 824.

CM06 0466 - 28 août 2006 - Approuver un projet d'acte de vente par lequel la Ville vend à l'École de technologie supérieure, aux fins d'assemblage, un terrain d'une superficie de 364,9 m², situé dans le quadrilatère formé des rues Notre-Dame Ouest, de la Montagne, Eleanor et William, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, constitué des lots 1 853 413 et 1 853 418 du cadastre du Québec, pour la somme de 85 000 \$, le tout selon les termes et conditions mentionnés au projet d'acte.

DESCRIPTION

Approuver un projet d'acte par lequel la Ville vend à l'ÉTS, aux fins d'assemblage pour une construction institutionnelle, des parcelles de terrain connues comme étant les lots 4 077 397, 4 077 400, 4 121 824, 5 278 909, 5 283 093, 5 283 147 et 5 283 148 du cadastre du Québec, situées entre les rues William, Murray, Notre-Dame Ouest et de la Montagne, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, tel que montrés aux plans A, B, C et P joints au présent sommaire, d'une superficie totale de 17,5 m² et pour la somme de 30 000 \$, plus les taxes applicables.

Le prix mentionné pour la vente a été négocié sur la base de la valeur marchande établie par la section de l'évaluation de la Direction des stratégies et transactions immobilières (la « DSTI »).

JUSTIFICATION

La DSTI recommande cette vente pour les motifs suivants :

- Le prix de vente de 30 000 \$, soit 1 714,29 \$/m² (159,26 \$/pi²) correspond à la valeur marchande établie par la Section de l'évaluation immobilière de la DSTI au mois de septembre 2013.
- Cette vente permet de respecter l'entente intervenue entre la Ville et l'ÉTS en 2008 et pour l'ÉTS, de compléter un projet de développement immobilier de plusieurs millions de dollars dans ce secteur de l'arrondissement du Sud-Ouest.
- Elle est appuyée par les intervenants municipaux de l'arrondissement du Sud-Ouest.
- La Ville pourra réaliser différents objectifs qu'elle s'était fixés eu égard notamment à la qualité de vie et au développement du savoir.

- La vente est réalisée sans garantie et aux risques et périls de l'ÉTS.

Ce dossier relève du conseil d'agglomération étant donné son pouvoir de fermer le domaine public dans le secteur du « centre-ville », tel que prévu au Décret concernant l'agglomération de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette transaction représente une entrée de fonds pour la Ville de 30 000 \$. L'Acheteur paiera le prix de vente en totalité à la signature de l'acte de vente.

Le prix de vente de l'Immeuble, établi à 30 000 \$, soit 1 714,29 \$/m² (159,26 \$/pi²), respecte la valeur marchande confirmée par la Section de l'évaluation immobilière de la DSTI au mois de septembre 2013, soit entre 28 000 \$ (1 600 \$/m² ou 148,64 \$/pi²) et 31 937,50 \$ (1 825 \$/m² ou 169,55 \$/pi²) pour une superficie totale de 17,5 m².

Cette vente est taxable et la responsabilité relative au paiement de la TPS et de la TVQ est supportée par l'ÉTS.

La valeur aux livres pour fins comptables est établie à 0 \$.

Le produit de la vente sera comptabilisé au compte Cession - Autres actifs à long terme - Arrondissement du Sud-Ouest, du budget de fonctionnement de la DSTI.

Toutefois, étant donné que l'encadrement relatif au partage des revenus de vente n'est pas encore approuvé, les éventuelles règles de partage seront appliquées rétroactivement à la présente transaction.

La coût du projet est évaluée à plus de 36 M\$.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Cette vente permettra à l'ÉTS de compléter un assemblage de lots requis dans le cadre de la réalisation d'un important projet de développement immobilier dans ce secteur de l'arrondissement du Sud-Ouest, vu ses projets d'expansion.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est requise.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Signature de l'acte et transfert des droits de propriété.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le présent dossier est conforme aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville, notamment à la Politique de gestion contractuelle de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :

Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des infrastructures (Sylvie BLAIS)

Avis favorable :

Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (Maryse GAGNON)

Avis favorable avec commentaires :

Le Sud-Ouest , Direction des travaux publics (Sébastien LÉVESQUE)

Document(s) juridique(s) visé(s) :

Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des affaires civiles (Andrée BLAIS)

Avis favorable avec commentaires :

Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Dominique BALLO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Suzie DESMARAIS
Conseillère en immobilier

ENDOSSÉ PAR

Sylvie DESJARDINS
Chef de division

Date d'endos. : 2013-11-19

Dossier # :1131368015



Dossier # : 1135848001

Unité administrative responsable :	Qualité de vie , Direction des sports et de l'activité physique , Division des orientations_équipements_événements et pratique sportive
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 530 000 \$ et un soutien en biens et services d'une valeur de 505 000 \$ pour l'année 2014 à l'organisme Jeux mondiaux des policiers et pompiers - Montréal 2017 dans le cadre de l'organisation de cet événement /Approuver le projet de convention à cet effet

Il est recommandé :

- d'accorder un soutien financier non récurrent de 530 000 \$ et un soutien en biens et services d'une valeur maximale de 505 000 \$ pour l'année 2014 à l'organisme Jeux mondiaux des policiers et pompiers - Montréal 2017 dans le cadre de l'organisation à Montréal des Jeux mondiaux des policiers et des pompiers en 2017;
- d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement d'un soutien financier et en biens et services pour une période d'un an, se terminant le 31 décembre 2014;
- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2013-11-27 18:00

Signataire :

Chantal I. GAGNON

Directrice principale
Qualité de vie , Direction

IDENTIFICATION

Dossier # :1135848001

Unité administrative responsable :	Qualité de vie , Direction des sports et de l'activité physique , Division des orientations_équipements_événements et pratique sportive
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 530 000 \$ et un soutien en biens et services d'une valeur de 505 000 \$ pour l'année 2014 à l'organisme Jeux mondiaux des policiers et pompiers - Montréal 2017 dans le cadre de l'organisation de cet événement /Approuver le projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

Le 26 août 2011, la *World Police & Fire Games Federation (WPFGF)* a choisi Montréal comme ville-hôtesse des Jeux mondiaux des policiers et des pompiers (JMPP). Il s'agit d'une compétition multisports internationale majeure dont la participation est ouverte aux membres actifs ou à la retraite des forces de l'ordre et des services de lutte contre l'incendie provenant de tous les continents.

La première édition des JMPP s'est tenue en 1985 à San José (Californie). Les JMPP ont lieu à chaque deux ans et ont déjà été tenus dans les villes de New York, Melbourne, Stockholm, Barcelone, Calgary, Vancouver et Québec.

Cet événement sportif familial attire plus de 20 000 personnes, dont environ 10 000 athlètes qui participent à une soixantaine de disciplines sportives. Les derniers Jeux se sont tenus à Belfast (Irlande) du 1er au 10 août 2013; les prochains Jeux se tiendront à Fairfax (Virginie) en 2015. Les JMPP à Montréal se dérouleront sur une période de dix jours, du 28 juillet au 6 août 2017.

L'organisme à but non lucratif *Jeux mondiaux des policiers et pompiers - Montréal 2017* a été légalement créé le 7 juillet 2011 pour être le comité organisateur de l'événement.

Plusieurs cadres de direction de la Ville siègent au sein du conseil d'administration de l'organisme, notamment les directeurs du Service de police de la Ville Montréal (SPVM) et du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) comme co-présidents, ainsi que la directrice de la Direction des sports et de l'activité physique comme vice-présidente, ainsi que le directeur général de la Ville.

Budget de l'événement

Selon le plan d'affaires déposé en juin 2011, le budget de l'événement est estimé à 21,9 M\$. Quant au soutien de la Ville, approuvé par résolution en juin 2011, il a été établi à 5,5 M\$, réparti de la façon suivante : 1 M\$ en argent et 4,5 M\$ en biens et services. La Ville

s'est aussi engagée à garantir le déficit de l'événement s'il y a lieu.

Le soutien du gouvernement du Québec prévu au plan d'affaires est de 5 M\$ en argent et 500 000 \$ en biens et services, pour un total de 5,5 M \$. Le soutien en argent de 5 M\$ provient du protocole sur l'aide financière de 175 M\$ pour soutenir la stratégie Imaginer-Réaliser Montréal 2025 qui a été signé par la ville et le Gouvernement du Québec. Ce projet est admissible à l'entente puisqu'il est déjà inscrit à la programmation qui a été adopté par le conseil d'agglomération le 27 septembre 2012 (CG12 0369). Pour ce qui est du montant de 500 000 \$, l'organisme proposera au gouvernement du Québec que ce montant soit déduit des dépenses reliées à l'utilisation du Parc olympique.

L'organisme a entrepris des négociations avec le gouvernement fédéral *Développement économique Canada*, dont le soutien attendu est de 5 M\$ en argent et 500 000 \$ en biens et services, pour un total de 5,5 M\$. Si le montant confirmé devait être moindre, l'organisme entend revoir à la baisse les dépenses de l'événement.

Selon le plan d'affaires, il est prévu que l'organisme génère des revenus autonomes d'environ 3,8 M\$. À cela s'ajoute la contribution financière confirmée de *Tourisme Montréal* de 1 187 500 \$ et celle du *Palais des Congrès* en biens et services de 422 500 \$.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG13 0010 - 31 janvier 2013 - Accorder un soutien financier, non récurrent, de 650 000 \$ et un soutien en biens et services d'une valeur de 510 000 \$ pour l'année 2013 à l'organisme Jeux mondiaux des policiers et pompiers - Montréal 2017 dans le cadre de l'organisation de cet événement. Approuver un projet de convention à cet effet.

CG12 0369 - 27 septembre 2012 - Adopter la programmation partielle 2013-2017 des projets inclus dans la stratégie Imaginer-Réaliser 2025 à financer par le protocole d'entente avec le gouvernement du Québec sur l'aide financière de 175 millions de dollars.

CG11 0230 - 22 juin 2011 - Appuyer la candidature de Montréal pour l'octroi des Jeux mondiaux des policiers et des pompiers en 2017, approuver le budget prévisionnel et le soutien de la Ville conformément aux informations inscrites au dossier décisionnel, garantir le déficit de l'événement le cas échéant.

CE11 0657 - 4 mai 2011 - Autoriser une dépense au montant de 200 000 \$ pour finaliser le dossier de mise en candidature de la Ville de Montréal, aux fins notamment de la création d'un plan d'affaires, d'un cahier de candidature et d'une vidéo de promotion pour l'obtention des Jeux mondiaux des policiers et pompiers (WPPFG) en 2017; autoriser le lancement des appels d'offre requis et approuver les grilles d'évaluation, les critères et leur pondération.

CE10 0486 - 7 avril 2010 - Mandater conjointement le Service de police et le Service de sécurité incendie de Montréal pour préparer le dossier de mise en candidature de la Ville de Montréal pour l'obtention des Jeux mondiaux des policiers et des pompiers pour l'année 2017.

DESCRIPTION

L'organisme a dépensé jusqu'à ce jour 650 000\$ du soutien en argent autorisé dans le budget de fonctionnement sur un total de 1M\$ déjà prévus. Compte tenu que les besoins de l'organisme en argent pour l'année 2014 excède les 350 000 \$ restants au budget de fonctionnement, le solde de 180 000 \$ devra provenir du protocole d'entente avec le Secrétariat à la région métropolitaine, sur l'aide financière de 175 M\$.

Le soutien en 2014 provient donc de deux sources financières, du budget de fonctionnement (350 000 \$) et de l'aide financière de 175 M\$ (180 000 \$) tel que reflété à la rubrique des aspects financiers. Une seule convention entre la Ville et l'Organisme intègre

ces deux sources financières. La convention 2014 reprend les éléments essentiels de celle de 2013, avec les ajouts requis de la convention-type pour les projets financés par le Protocole de 175 M\$. Ainsi, l'entente 2014 répond aux prérogatives de la Ville et du Secrétariat à la région métropolitaine quant aux livrables, au protocole de visibilité, etc.

Entente Ville

La signature de la convention permettra à l'organisme de poursuivre la planification de l'événement et de rencontrer les différentes étapes prévues à l'échéancier. Puisque plusieurs aspects de l'événement demeurent à être précisés : le choix final de certaines installations, la poursuite de l'évaluation détaillée des besoins en biens et services, le développement du plan marketing et la confirmation du soutien du gouvernement fédéral. L'entente proposée couvre uniquement l'année 2014.

Le protocole d'entente précise les livrables que l'organisme devra fournir au cours de l'année 2014 :

- Mise à jour de la liste des sites et des installations pour la tenue de l'événement;
- Ententes signées avec les gestionnaires d'installation;
- Échéancier critique;
- Rapports trimestriels d'évolution budgétaire;
- Rapport des dépenses et des revenus réels;
- Prévisions budgétaires de l'année 2015;
- Mise à jour du plan d'embauche 2015-2017;
- Mise à jour des projections budgétaires annuelles de 2015 à 2017;
- Mise à jour du budget global de l'événement, incluant le soutien des instances gouvernementales et autres partenaires financiers;
- Mise à jour du plan de communication;
- Mise à jour du plan marketing;
- Certificat d'assurance conforme et certificat de renouvellement de la police d'assurances;
- Copie de ses états financiers vérifiés;
- Mise à jour du plan d'affaires incluant les budgets de fonctionnement et d'immobilisation, une planification annuelle des activités ainsi que les résolutions afférentes de son conseil d'administration.

L'organisme devra également préparer et déposer à la Ville ses états financiers vérifiés à la fin de l'année, préalablement révisés par le comité des finances de l'organisme, tel que précisé dans la convention à intervenir entre la Ville de Montréal et les JMPP. L'organisme devra donner accès en tout temps à la Ville à ses livres et mettre en place des systèmes de contrôle budgétaire. Il devra assurer une saine gestion des fonds publics et assurer une reddition de compte constante et transparente.

Soutien financier

Le soutien financier de 530 000 \$ servira notamment à payer les dépenses suivantes :

- Salaires et avantages sociaux.
- Services professionnels en organisation d'événements sportifs d'envergure.
- Droits annuels à payer à la WPFGE.
- Administration et bureautique.
- Autres dépenses opérationnelles (frais de déplacements, télécommunications, etc.).

Soutien en biens et services

Le soutien en biens et services pour 2014 correspond ainsi à une valeur maximale de 505

000 \$. Il se concrétisera par l'affectation d'employés de la Ville correspondant à un maximum de 4,0 personnes-année :

- Ville : un(e) professionnel(le) du Service des finances à temps plein, à titre de Directeur principal finances et administration;
- SPVM : un employé à temps partiel pour la fonction de Directeur général associé des Services administratifs et relations externes, un employé à temps plein pour la fonction de Directeur principal - Compétition et sites.
- SIM : un employé à temps partiel pour la fonction de Directeur général associé Compétitions, sites et opérations, un employé à temps plein pour la fonction de Directeur des partenariats et des produits dérivés.

L'organisme prévoit en outre que le soutien global de 5,5 M\$ déjà approuvé par la Ville sera suffisant. Le soutien octroyé en 2014 correspond à 4,7% du budget global de l'événement, alors que le soutien global autorisé correspond à 25% du budget global de l'événement.

JUSTIFICATION

La Ville doit conclure une convention d'entente avec l'organisme afin d'identifier les obligations respectives de chacun dans l'organisation de l'événement, et préciser les modalités du soutien financier pour l'année 2014, à même le montant global de 5,5 M\$ en argent, en biens et services déjà confirmé de la Ville, et le montant global de 5,5 M\$ en argent provenant du protocole d'entente de 175 M\$.

Dans la préparation des JMPP, l'organisme a besoin de ce soutien financier afin de rencontrer ses obligations vis-à-vis la WPFGE et pour son fonctionnement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Sur la base des besoins identifiés par l'organisme, le soutien pour l'année 2014 a été estimé à un montant maximal de 1 035 000 \$, soit 530 000 \$ en argent et 505 000 \$ en biens et services. Le soutien de la Ville en biens et services pour les années ultérieures 2015 à 2017 fera l'objet d'un nouveau protocole d'entente qui sera soumis au conseil d'agglomération à l'automne 2014.

Le soutien en argent en 2014 (530 000 \$) proviendra en partie d'un budget de fonctionnement de la Ville; cette dépense de 350 000 \$ sera entièrement assumée par l'agglomération et sera imputée à un budget de fonctionnement spécifique prévu au poste des dépenses communes de la Ville. Le soutien proviendra également du protocole d'entente de 175 M\$, pour un montant de 180 000 \$.

Le comité organisateur a le mandat d'organiser l'événement au moindre coût possible tout en préservant sa qualité. À ce titre, le recours aux biens et services plutôt qu'à des dépenses en argent doit être maximisé. C'est pourquoi il est possible qu'en cours d'année le recours à des services obtenus en biens et services augmentent, tout en respectant le soutien global de 4,5 M\$ tel qu'initialement prévu. Dans un tel cas, un sommaire décisionnel sera présenté à l'administration pour l'année 2014. La dépense de 530 000 \$ en argent est une dépense maximale pour 2014. Selon l'entente, les sommes non dépensées en 2014 peuvent être reportées pour des dépenses ultérieures.

Évolution budgétaire	2011 à 2013		2014		2015 à 2017		Total		
	Argent	Biens et services	Argent	Biens et services	Argent	Biens et services	Argent	Biens et services	Total
Ville	0,650 M\$	0,710 M\$*	0,350 M\$	0,505 M\$		3,285 M\$	1,000 M\$	4,500 M\$	5,500 M\$
Gouv. provincial			0,180 M\$		4,820 M\$	0,500 M\$	5,000 M\$	0,500 M\$	5,500 M\$

(Entente 175M\$)									
Gouv. Fédéral					5,000 M\$	0,500 M\$	5,000 M\$	0,500 M\$	5,500 M\$
Autres partenaires publics**					1,170 M\$	0,440 M\$	1,170 M\$	0,440 M\$	1,610 M\$
Revenus autonomes***					3,790 M\$		3,790 M\$		3,790 M\$
Total	0,650 M\$	0,710 M\$	0,530 M\$	0,505 M\$	14,780 M\$	4,725 M\$	15,960 M\$	5,940 M\$	21,900 M\$

* Total : 200 000 \$ (plan d'affaires) + 510 000 \$ (soutien 2013).

** Comprend les contributions confirmées en argent et en biens et services de Tourisme Montréal (1 187 500 \$) et du Palais des Congrès (422 500 \$).

*** Comprend les revenus d'inscriptions (1 750 000 \$), de commandites (1 500 000 \$) et revenus divers (540 000 \$).

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La réalisation de l'édition 2017 des JMPP à Montréal permettra la concertation et la participation d'intervenants montréalais en provenance de tous les milieux (sportif, institutionnel et des affaires). La mobilisation de ces forces vives participera au développement du savoir-faire événementiel montréalais, qui mettra ainsi la collectivité au cœur du développement durable.

Conformément au *Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010 - 2015*, l'organisme sera sensibilisé à faire de cet événement un événement écoresponsable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La signature de la convention permettra à l'organisme de pourvoir à ses besoins afin de poursuivre la planification de l'événement. Si la signature est retardée, l'organisme n'aura pas les fonds nécessaires pour financer ses dépenses d'opérations pour la préparation de l'événement.

Si la Ville de Montréal ne conclut pas une convention avec l'organisme, en plus de l'impact financier que cela engendrera pour l'organisme, cela aura pour effet de nuire à la confiance qui unit la Ville, l'organisme et la WPFGE. Dans le pire des cas, advenant une mauvaise planification, Montréal pourrait perdre l'événement.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Comme convenu avec la Direction des communications, aucune opération de communication n'est prévue pour ce sommaire.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Janvier 2014 : Versement du soutien financier en argent à l'organisme.

Printemps 2014 : Préparation du protocole d'entente pour les années 2015 à 2017.

Automne 2014 : Présentation au conseil d'agglomération du protocole d'entente 2015 à 2017.

Janvier 2015 : Versement pour l'année 2015.

Janvier 2016 : Versement pour l'année 2016.

Janvier 2017 : Versement pour l'année 2017.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Ce dossier est conforme aux politiques et règles en vigueur. L'accueil d'événements sportifs d'envergure apparaît comme une priorité dans l'axe 5 du plan stratégique de la Ville de Montréal *Imaginer – Réaliser Montréal 2025 : Montréal, ville ouverte à rayonnement international : Renforcer la position de Montréal comme ville d'événements sportifs*. Il est aussi relié au volet *Affaires - rayonnement de la Stratégie de développement économique de Montréal 2011-2017*.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Police , Direction principale (Francine CHOMETON)

Avis favorable avec commentaires :
Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Normand GRAVELINE)

Avis favorable :
Sécurité incendie de Montréal , Direction des opérations (Jean BARTOLO)

Avis favorable avec commentaires :
Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des affaires civiles (Julie DOYON)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Yannick SAINT-GERMAIN
Conseiller en planification

ENDOSSÉ PAR

Luc DENIS
Chef de division

Date d'endos. : 2013-11-11

Dossier # :1135848001



Dossier # : 1131158007

Unité administrative responsable :	Eau , Direction , Cabinet de la direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Approuver l'entente intermunicipale entre la Ville de Montréal et la Cité de Dorval concernant le transfert, à l'agglomération, des activités liées à l'exploitation de l'usine de production d'eau potable située sur le territoire de la Cité de Dorval

Il est recommandé :
d'approuver l'entente intermunicipale entre la Ville de Montréal et la Cité de Dorval concernant le transfert, à l'agglomération, des activités liées à l'exploitation de l'usine de production d'eau potable située sur le territoire de la Cité de Dorval.

Signé par **Le**

Signataire :

Chantal MORISSETTE
Directrice principale - Service de l'eau
Eau , Direction

IDENTIFICATION

Dossier # :1131158007

Unité administrative responsable :	Eau , Direction , Cabinet de la direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Approuver l'entente intermunicipale entre la Ville de Montréal et la Cité de Dorval concernant le transfert, à l'agglomération, des activités liées à l'exploitation de l'usine de production d'eau potable située sur le territoire de la Cité de Dorval

CONTENU

CONTEXTE

Avant la fusion de 2002, la Cité de Dorval était propriétaire et opérait son usine de production d'eau potable. Entre 2002 et 2005, Dorval est devenue un arrondissement de la Ville de Montréal et la propriété et l'exploitation de l'usine Dorval était alors sous la responsabilité de la Ville de Montréal.

Dans le cadre du processus de défusion, en décembre 2005, le gouvernement du Québec adoptait un décret (1229-2005) dans lequel il fixait plusieurs modalités importantes de fonctionnement pour l'Agglomération de Montréal. Or, bien que la compétence relative à l'alimentation en eau constitue une compétence d'agglomération selon l'article 19 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c. E-20.001), ce décret conférait exceptionnellement l'exploitation des usines de traitement d'eau Dorval et Pointe-Claire à ces deux villes. Notons que la propriété des installations et toutes les responsabilités liées aux immobilisations ont par ailleurs été laissées à l'agglomération.

À l'origine, cette disposition devait s'appliquer pour une période de trois années, soit jusqu'au 31 décembre 2008. Il s'agissait d'une mesure qui devait être temporaire. Celle-ci a cependant été prolongée par des modifications successives de la date d'échéance. La dernière modification fixait l'échéance de cette disposition au 31 décembre 2013.

Le 14 août 2013, le sous-ministre du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT), monsieur Sylvain Boucher, informait le directeur général de la Ville de Montréal que le ministre n'avait pas l'intention de proposer à l'Assemblée nationale une prolongation de cette disposition. En conséquence, l'agglomération redeviendrait, le 1er janvier 2014, responsable de l'exploitation des deux usines visées. Il invitait alors les directeurs généraux des villes impliquées à convenir des préparatifs rendant possible ce rapatriement à l'agglomération des activités liées à l'exploitation des usines de production d'eau potable Dorval et Pointe-Claire.

Le projet d'entente intermunicipale soumis ici donne suite aux échanges intervenus depuis entre les responsables de la production de l'eau potable à Montréal et leurs homologues de la Cité de Dorval.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas.

DESCRIPTION

L'entente intermunicipale fixe les obligations des parties à l'égard du transfert des ressources humaines affectées à l'exploitation de l'usine de même qu'au transfert des biens meubles et des ressources informationnelles détenues par Dorval à l'égard de l'exploitation de l'usine de production, des réservoirs d'eau potable Côte-Vertu et Des Sources de même que du poste de suppression de la rue Michel-Jasmin à Dorval. Elle prévoit la continuité des contrats généraux conclus par Dorval auprès de tiers pour des services techniques liés à la ventilation/chauffage, l'entretien des génératrices d'urgence et l'extermination, dans la mesure où ces contrats ne sont pas échus. L'entente prévoit également que Dorval fournira à Montréal certains services liés aux bâtiments visés (usine, réservoirs, station de suppression) comme le déneigement, la collecte des ordures et l'entretien général des immeubles. Ces services seront rendus sur remboursement par Montréal à Dorval des coûts induits par ceux-ci. Pour sa part, Montréal devient responsable de l'exploitation de l'usine de production d'eau potable, de l'entente avec la firme Bombardier sur l'entretien du réservoir Côte-Vertu et collaborera avec la Cité de Dorval à toute opération en lien avec ces activités.

JUSTIFICATION

Outre le fait que dès 2006, la disposition du décret confiant l'usine à la Cité de Dorval était temporaire, les responsables de la production de l'eau potable à l'agglomération considèrent que le rapatriement de l'exploitation de l'usine Dorval est globalement avantageux pour l'agglomération. Ils ont identifié les éléments suivants comme avantages à cette décision:

- § Gérer de façon intégrée la production des six (6) usines, de façon à optimiser la dépense globale de production.

- § Exploiter l'ensemble des données de la qualité de l'eau potable distribuée et ainsi assumer pleinement les responsabilités de propriétaire de l'agglomération en vertu du Règlement sur la qualité de l'eau potable.

- § Augmenter la cohésion et la cohérence lors de situation d'urgence et par conséquent, une meilleure gestion des risques, des impacts et des mesures de mitigation.

- § Faciliter la redondance entre les infrastructures et ainsi sécuriser davantage l'approvisionnement en eau.

- § Sécuriser davantage l'approvisionnement des territoires desservis par les six (6) usines à travers une gestion unique des interconnexions entre les différents réseaux de distribution.

- § Générer des économies d'échelle pour les dépenses d'exploitation.

- § Assurer aux usines de Dorval et de Pointe-Claire un plan de relève avec du personnel qualifié.

- § Diminuer l'appel à des services externes en utilisant les ressources et compétences du personnel des usines de la Ville de Montréal.

§ Sécuriser et assurer un approvisionnement fiable lors de travaux majeurs aux infrastructures de Dorval et de Pointe-Claire.

§ Partager les ressources matérielles (équipement, matériel roulant, etc.).

Finalement, ce rapatriement à l'agglomération des usines de production d'eau potable permettra à celle-ci de normaliser les paramètres de la vente d'eau aux villes liées et ainsi éviter les différends ayant eu cours depuis 2006 sur cette question importante.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'impact du rapatriement des activités liées à l'exploitation de l'usine de Dorval représente un accroissement du budget de l'agglomération de l'ordre de 2,5 M\$ directement imputable aux opérations de l'usine.

Cette évaluation des budgets par les gestionnaires a pris en compte l'ensemble des besoins tant de rémunération que des autres familles de dépenses incluant toute dépense relative à des services qui pourraient être desservis par la Cité de Dorval notamment certains travaux d'entretien.

L'enveloppe des revenus du fonds de l'eau devra être ajustée en conséquence de ce rapatriement. Les nouvelles dépenses seront financées par la levée de quotes-parts.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Appliquer une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Normalisation et optimisation de l'ensemble des opérations de production et de distribution d'eau potable sur le territoire de l'agglomération.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication est en cours d'élaboration à la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Signature de l'entente, le 20 décembre 2013

Prise en charge de l'exploitation de l'usine de Dorval par l'agglomération le 1er janvier 2014 à 0h01.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable :

Eau , Direction de l'eau potable (André MARSAN)

Avis favorable avec commentaires :

Eau , Direction (Anne DORAIS)

Avis favorable :

Capital humain et des communications , Relations de travail et soutien-conseil à la gestion
(Danny BOUDREAULT)

Avis favorable :
Finances , Direction Planification stratégique (Eugénie BONIN)

En préparation :
Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction de l'évaluation foncière (Olivier TACHÉ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alain DUBUC
Cadre administratif

ENDOSSÉ PAR

Chantal MORISSETTE
Directrice principale - Service de l'eau

Date d'endos. : 2013-11-21

Dossier # :1131158007



Dossier # : 1131158008

Unité administrative responsable :	Eau , Direction , Cabinet de la direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Approuver l'entente intermunicipale entre la Ville de Montréal et la Ville de Pointe-Claire concernant le transfert, à l'agglomération, des activités liées à l'exploitation de l'usine de production d'eau potable située sur le territoire de la Ville de Pointe-Claire.

Il est recommandé :
d'approuver l'entente intermunicipale entre la Ville de Montréal et la Ville de Pointe-Claire concernant le transfert, à l'agglomération, des activités liées à l'exploitation de l'usine de production d'eau potable située sur le territoire de la Ville de Pointe-Claire.

Signé par Chantal MORISSETTE **Le** 2013-12-11 09:57

Signataire :

Chantal MORISSETTE

Directrice principale - Service de l'eau
Eau , Direction

IDENTIFICATION

Dossier # :1131158008

Unité administrative responsable :	Eau , Direction , Cabinet de la direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Approuver l'entente intermunicipale entre la Ville de Montréal et la Ville de Pointe-Claire concernant le transfert, à l'agglomération, des activités liées à l'exploitation de l'usine de production d'eau potable située sur le territoire de la Ville de Pointe-Claire.

CONTENU

CONTEXTE

Avant la fusion de 2002, la Ville de Pointe-Claire était propriétaire et opérait son usine de production d'eau potable. Entre 2002 et 2005, Pointe-Claire est devenue un arrondissement de la Ville de Montréal et la propriété et l'exploitation de l'usine Pointe-Claire était alors sous la responsabilité de la Ville de Montréal.

Dans le cadre du processus de défusion, en décembre 2005, le gouvernement du Québec adoptait un décret (1229-2005) dans lequel il fixait plusieurs modalités importantes de fonctionnement pour l'Agglomération de Montréal. Or, bien que la compétence relative à l'alimentation en eau constitue une compétence d'agglomération selon l'article 19 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c. E-20.001), ce décret conférait exceptionnellement l'exploitation des usines de traitement d'eau Dorval et Pointe-Claire à ces deux villes. Notons que la propriété des installations et toutes les responsabilités liées aux immobilisations ont, par ailleurs, été laissées à l'agglomération.

À l'origine, cette disposition devait s'appliquer pour une période de trois années, soit jusqu'au 31 décembre 2008. Il s'agissait d'une mesure qui devait être temporaire. Celle-ci a cependant été prolongée par des modifications successives de la date d'échéance. La dernière modification fixait l'échéance de cette disposition au 31 décembre 2013.

Le 14 août 2013, le sous-ministre du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT), monsieur Sylvain Boucher, informait le directeur général de la Ville de Montréal que le ministre n'avait pas l'intention de proposer à l'Assemblée nationale une prolongation de cette disposition. En conséquence, l'agglomération redeviendrait, le 1er janvier 2014, responsable de l'exploitation des deux usines visées. Il invitait alors les directeurs généraux des villes impliquées à convenir des préparatifs rendant possible ce rapatriement à l'agglomération des activités liées à

l'exploitation des usines de production d'eau potable Dorval et Pointe-Claire.

Le projet d'entente intermunicipale soumis ici donne suite aux échanges intervenus depuis entre les responsables de la production de l'eau potable à Montréal et leurs homologues de la Ville de Pointe-Claire.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas.

DESCRIPTION

L'entente intermunicipale fixe les obligations des parties à l'égard du transfert des ressources humaines affectées à l'exploitation de l'usine, du réservoir et poste de suppression de la rue Transcanadienne et du château d'eau Duke-of-Kent de même qu'au transfert des biens meubles et des ressources informationnelles détenues par Pointe-Claire. L'entente prévoit également que Pointe-Claire se portera responsable des coûts liés à l'entretien de son logo sur le réservoir Duke-of-Kent. Pour sa part, Montréal devient responsable de l'exploitation de l'usine de production d'eau potable et collaborera avec la Ville de Pointe-Claire à toute opération en lien avec ces activités.

JUSTIFICATION

Outre le fait que, dès 2006, la disposition du décret confiant l'usine à la Ville de Pointe-Claire était temporaire, les responsables de la production de l'eau potable à l'agglomération considèrent que le rapatriement de l'exploitation de l'usine Pointe-Claire est globalement avantageux pour l'agglomération. Ils ont identifié les avantages à cette décision :

- § Gérer de façon intégrée la production des six (6) usines, de façon à optimiser la dépense globale de production;
- § Exploiter l'ensemble des données de la qualité de l'eau potable distribuée et ainsi assumer pleinement les responsabilités de propriétaire de l'agglomération en vertu du Règlement sur la qualité de l'eau potable;
- § Augmenter la cohésion et la cohérence lors de situation d'urgence et par conséquent, une meilleure gestion des risques, des impacts et des mesures de mitigation;
- § Faciliter la redondance entre les infrastructures et ainsi sécuriser davantage l'approvisionnement en eau;
- § Sécuriser davantage l'approvisionnement des territoires desservis par les six (6) usines à travers une gestion unique des interconnexions entre les différents réseaux de distribution;
- § Générer des économies d'échelle pour les dépenses d'exploitation;
- § Assurer aux usines de Dorval et de Pointe-Claire un plan de relève avec du personnel qualifié.
- § Diminuer l'appel à des services externes en utilisant les ressources et compétences du personnel des usines de la Ville de Montréal;
- § Sécuriser et assurer un approvisionnement fiable lors de travaux majeurs aux infrastructures de Dorval et de Pointe-Claire;
- § Partager les ressources matérielles (équipement, matériel roulant, etc.).

Finalement, ce rapatriement à l'agglomération des usines de production d'eau potable permettra à celle-ci de normaliser les paramètres de la vente d'eau aux villes liées et ainsi éviter les différends ayant eu cours depuis 2006 sur cette question importante.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'impact du rapatriement des activités liées à l'exploitation de l'usine de Pointe-Claire représente un accroissement du budget de l'agglomération de l'ordre de 3,7 M\$ directement imputable aux opérations de l'usine.

Cette évaluation des budgets par les gestionnaires a pris en compte l'ensemble des besoins tant de rémunération que des autres familles de dépenses.

L'enveloppe des revenus du fonds de l'eau devra être ajustée en conséquence de ce rapatriement. Les nouvelles dépenses seront financées par la levée de quotes-parts.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Appliquer une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Normalisation et optimisation de l'ensemble des opérations de production et de distribution d'eau potable sur le territoire de l'agglomération.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication est en cours d'élaboration à la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Signature de l'entente le 20 décembre 2013.

Prise en charge de l'exploitation de l'usine de Pointe-Claire par l'agglomération le 1er janvier 2014 à 0h01.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable :

Eau , Direction de l'eau potable (André MARSAN)

Avis favorable avec commentaires :

Eau , Direction (Anne DORAIS)

Avis favorable :

Capital humain et des communications , Relations de travail et soutien-conseil à la gestion (Danny BOUDREAULT)

Avis favorable :

Finances , Direction Planification stratégique (Eugénie BONIN)

Document(s) juridique(s) visé(s) :

Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction de l'évaluation foncière (Olivier TACHÉ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alain DUBUC
Cadre administratif

ENDOSSÉ PAR

Chantal MORISSETTE
Directrice principale - Service de l'eau

Date d'endos. : 2013-11-21

Dossier # :1131158008



Dossier # : 1136218015

Unité administrative responsable :	Qualité de vie , Direction des grands parcs et du verdissement , Division Stratégies_programmes et politiques , Développement et partenariat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Écoterritoires
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à Groupe CHB-IBI inc. pour un plan de mise en valeur de la falaise Saint-Jacques pour une somme maximale de 149 802,05 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 13-13109 - (1 soumissionnaire) / Approuver un projet de convention à cette fin.

Il est recommandé au conseil municipal :

1- d'abroger la résolution CM13 1070 adoptée à l'assemblée du conseil municipal du 26 novembre 2013;

2- d'abroger la résolution CE13 1709 adoptée à la séance du comité exécutif du 20 novembre 2013;

3- d'approuver un projet de convention par lequel la seule firme soumissionnaire Groupe CHB-IBI inc., firme ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour la réalisation d'un plan de mise en valeur de la falaise Saint-Jacques, pour une somme maximale de 149 802,05\$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 13-13109 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention ;

4 - d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Mario CICIOLI **Le** 2013-12-11 08:40

Signataire : Mario CICIOLI

Directeur des grands parcs et du verdissement et du bureau du Mont-Royal
Qualité de vie , Direction des grands parcs et du verdissement

IDENTIFICATION

Dossier # :1136218015

Unité administrative responsable :	Qualité de vie , Direction des grands parcs et du verdissement , Division Stratégies_programmes et politiques , Développement et partenariat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Écoterritoires
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à Groupe CHB-IBI inc. pour un plan de mise en valeur de la falaise Saint-Jacques pour une somme maximale de 149 802,05 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 13-13109 - (1 soumissionnaire) / Approuver un projet de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

Contexte :

Le présent dossier d'octroi d'un contrat à Groupe CHB-IBI inc. visant à élaborer un plan de mise en valeur de la falaise Saint-Jacques a cheminé en novembre dernier auprès des instances décisionnelles de la Ville. Toutefois, des discussions intervenues en amont de son étude par le conseil d'agglomération au fait en sorte que ce dossier a été retiré de l'agenda de ce conseil en vue de modifications. Les modifications alors convenues consistent essentiellement à retirer la portion de l'étude visant l'évaluation foncière du terrain. Cette évaluation est reportée à une phase ultérieure. Ce faisant, la portée du contrat ainsi que sa valeur doivent être revues. Ce sommaire addenda vise à préciser ces ajustements.

Décisions antérieures :

1 - CE13 1709 - Approuver un projet de convention par lequel le seul soumissionnaire Groupe CHB-IBI inc., firme ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour la réalisation d'un plan de mise en valeur de la falaise Saint-Jacques, pour une somme maximale de 162 299,60 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 13-13109 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention. Adoptée à la séance du comité exécutif du 20 novembre 2013;

2 - CM13 1070 – Approuver un projet de convention par lequel le seul soumissionnaire Groupe CHB-IBI inc., firme ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour la réalisation d'un plan de mise en valeur de la falaise Saint-Jacques, pour une somme maximale de 162 299,60 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 13-13109 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention. Adoptée à l'assemblée du conseil municipal du 26 novembre 2013;

3 - CM13 0481 - Le conseil municipal demande au comité exécutif de mandater les services appropriés et ce, en collaboration avec le conseil d'arrondissement de Lachine, de poursuivre l'analyse de toutes les propositions soumises à ce jour pour la mise en valeur du secteur Meadowbrook en fonction des atouts et des contraintes du site, dans le respect du développement durable. Adoptée à l'assemblée du conseil municipal du 27 mai 2013.

Description :

Cette étude permettra à la Ville d'atteindre les objectifs suivants :

- déterminer les critères d'aménagements nécessaires à l'obtention d'un projet viable et pérenne dans le cadre du projet Turcot;
- assembler et articuler les différents projets planifiés autour de la falaise St-Jacques afin d'obtenir un projet global, cohérent et viable;
- inscrire le site de la falaise St-Jacques dans un réseau vert de déplacement actif;
- proposer des scénarios d'aménagements sur le site de Meadowbrook et évaluer la faisabilité de le relier à la falaise Saint-Jacques considérant les contraintes du site.

L'étude a pour but de concevoir un plan d'ensemble sur un secteur élargi, regroupant deux pôles verts reliés par un lien structurant, afin d'inscrire la falaise Saint-Jacques dans son contexte urbain. Pour ce faire, l'étude se divise en trois volets liés par un même concept intégrateur :

Volet A : Proposer un plan d'ensemble prenant en considération les aménagements planifiés autour de la falaise Saint-Jacques dans le cadre du projet Turcot et des orientations du projet de PPU Saint-Raymond.

Volet B : Proposer des liens structurants (piéton et cyclable) reliant la falaise Saint-Jacques au site de Meadowbrook.

Volet C : Proposer des scénarios de développement sur le site de Meadowbrook considérant la connectivité, les contraintes et les caractéristiques du site.

Aspect financiers:

À la suite du retrait du volet de l'évaluation foncière du site, un montant de 9 452 \$, avant taxes, ou 10 867,44 \$, taxes incluses doit être retiré du montant original d'octroi. Ainsi, le montant révisé de l'octroi est de 149 802,05 \$, taxes incluses. La méthode de détermination de ce nouveau montant est la suivante :

Montant de base Contingences (15 %) Total

Montant original 141 130,09 \$ 21 169,51 \$ 162 299,60 \$

Retrait 10 867,44 \$ 1 630,11 \$ 12 497,55 \$

Montant révisé 130 262,65 \$ 19 539,40 \$ **149 802,05 \$**

Le convention de services professionnels a été revue en conséquence. Cette convention revue est jointe en pièce juridique addenda.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :

Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Ghyslain WILSON)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Claudine DESCHÊNES
architecte paysagiste

Dossier # :1136218015

IDENTIFICATION

Dossier # :1136218015

Unité administrative responsable :	Qualité de vie , Direction des grands parcs et du verdissement , Division Stratégies_programmes et politiques , Développement et partenariat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Écoterritoires
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à Groupe CHB-IBI inc. pour un plan de mise en valeur de la falaise Saint-Jacques pour une somme maximale de 162 299,60 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 13-13109 - (1 soumissionnaire) / Approuver un projet de convention à cette fin

CONTENU

CONTEXTE

La falaise Saint-Jacques est identifiée dans la Politique de protection et de mise en valeur des milieux naturels (PPMVMN) et dans le plan d'urbanisme comme l'un des 10 écoterritoires de l'île de Montréal. En 2011, le Ministère des Transports du Québec (MTQ) a présenté le projet Turcot, avant-projet définitif proposant l'aménagement d'une bande verte d'une trentaine de mètres de largeur au bas de la falaise Saint-Jacques, intégrant des milieux humides, des boisés et des prairies. Dans cette proposition, il est également prévu d'y aménager une piste multifonctionnelle d'environ 4 km.

Pour sa part, la Ville vise à mettre en réseau un ensemble d'espaces verts dans cette zone par la création de liens verts structurants. En effet, le réaménagement de l'autoroute et l'arrivée du Centre universitaire de santé McGill (CUSM) offre une occasion unique d'explorer les opportunités de créer et de mettre en réseau les espaces verts de cette zone qui demeurent actuellement anthropique. Il est donc essentiel d'étudier les possibilités de développement dans une vision globale intégratrice dans le but d'atteindre des objectifs de protection, de conservation et d'amélioration de la qualité de vie et des services offerts aux citoyens.

Considérant l'ampleur de cette tâche et de toutes les expertises nécessaires pour y répondre efficacement, la Direction des grands parcs et du verdissement (DGPV) souhaite être accompagnée par une firme externe spécialisée qui pourra la conseiller dans la planification stratégique de ce secteur. Pour ce faire, elle a lancé un appel d'offres pour services professionnels, avec la Direction de l'approvisionnement, entre le 29 juillet et le 14 août 2013 respectant la période minimale de 17 jours ouvrable pour un appel d'offres public. L'avis d'appel d'offres a été publié le 29 juillet dans La Presse et diffusé sur le système électronique d'appel d'offres (SEAO). L'addenda no. 1 a été émis le 6 août pour prolonger l'échéancier général de l'étude jusqu'en mars 2014. Aucun report de la date de dépôt des offres n'est à signaler. L'offre de services déposée est valide pour une période de 180 jours calendrier suivant la date de l'ouverture des soumissions. L'offre reçue a été évaluée le 22 août par le comité de sélection nommé à cet effet.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE13 0429 - 10 avril 2013 - Adopter un budget supplémentaire de revenus et de dépenses de 2 500 000 \$, entièrement financé par l'entente de 175 M\$ avec le gouvernement du Québec (MAMROT), pour réaliser des études en lien avec les projets d'envergure et qui sera réparti selon les indications prévues au présent dossier entre le Service de la qualité de vie, le Service de la mise en valeur du territoire, le Service des infrastructures, du transport et de l'environnement ainsi que la Société du Parc Jean-Drapeau.

CM04 0861 - 13 décembre 2004 - Adoption de la Politique de protection et de mise en valeur des milieux naturels.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à octroyer un contrat de services professionnels pour la réalisation d'un plan de mise en valeur de la falaise Saint-Jacques au seul soumissionnaire conforme qui a obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection et leurs pondérations préétablies.

Cette étude permettra à la Ville d'atteindre les objectifs suivants :

- déterminer les critères d'aménagements nécessaires à l'obtention d'un projet viable et pérenne dans le cadre du projet Turcot;
- assembler et articuler les différents projets planifiés autour de la falaise St-Jacques afin d'obtenir un projet global, cohérent et viable;
- inscrire le site de la falaise St-Jacques dans un réseau vert de déplacement actif;
- proposer des scénarios d'aménagements sur le site de Meadowbrook dans le but d'y créer un parc et les évaluer selon la faisabilité de le relier à la falaise Saint-Jacques considérant les contraintes du site, les coûts d'acquisition et les bénéfices pour la Ville associés à une éventuelle acquisition.

L'étude a pour but de concevoir un plan d'ensemble sur un secteur élargi, regroupant deux pôles verts reliés par un lien structurant, afin d'inscrire la falaise Saint-Jacques dans son contexte urbain. Pour ce faire, l'étude se divise en trois volets liés par un même concept intégrateur :

Volet A : Proposer un plan d'ensemble prenant en considération les aménagements planifiés autour de la falaise Saint-Jacques dans le cadre du projet Turcot et des orientations du projet de PPU Saint-Raymond.

Volet B : Proposer des liens structurants (piéton et cyclable) reliant la falaise Saint-Jacques au site de Meadowbrook.

Volet C : Proposer des scénarios de développement sur le site de Meadowbrook et évaluer la faisabilité d'y créer un parc, considérant la connectivité, les contraintes et les caractéristiques du site afin que la Ville se positionne sur l'acquisition des terrains basée sur les coûts d'acquisition et les bénéfices associés à cette acquisition.

Ces volets requièrent que la firme tienne compte des avis exprimés par les différents intervenants impliqués dans cette étude. Ainsi, dix réunions de travail sont planifiées durant toute la durée du mandat, les ressources à solliciter ont été identifiées selon les besoins des volets traités auprès de la Ville-centre et des arrondissements concernés. Des rencontres de présentation intermédiaires sont également prévues à la conclusion de chacun des volets traités auprès d'un comité de pilotage composé de :

- Un représentant de la DGPV
- Un représentant de la Direction de l'urbanisme et du développement économique (DUDÉ)

- Un représentant du Service des infrastructures, du transport et de l'environnement (SITE), Projet Turcot

Pour la réalisation de cette étude, le contrat prévu est de type forfaitaire.

JUSTIFICATION

Sept firmes ont pris connaissance du document d'appel d'offres; une seule firme a déposé une offre de services professionnels pour réaliser cette étude. Deux des firmes n'ont pu déposer une offre car elles se retrouvent sur la liste des personnes qui doivent être déclarées non-conformes en vertu de la politique de gestion contractuelle de la Ville. Une firme s'est également disqualifiée en contactant un représentant de la Ville de Montréal non responsable de l'appel d'offres.

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix de base (taxes incluses)	Total
Groupe CHB-IBI inc.	79	90.5	141 130,09 \$	141 130,09 \$
Dernière estimation réalisée à l'interne			164 218,80 \$	164 218,80 \$
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (\$) (<i>l'adjudicataire - estimation</i>)				- 23 088,71 \$
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) (<i>(l'adjudicataire - estimation) / estimation</i>) x 100				-14,1%

L'écart entre notre estimation et le montant de la proposition peut s'expliquer par la bonne connaissance de la firme du secteur à l'étude. En effet, la firme a dirigé les volet d'intégration urbaine et d'aménagement paysager de l'avant-projet du projet Turcot et a également participé à une charette visant à définir une vision globale et durable du site de Meadowbrook. Ainsi, la firme est en mesure de saisir plus rapidement les potentiels, les contraintes et les enjeux présents dans le secteur à l'étude.

Des imprévus ont été calculés auprès de la firme retenue et serviront à des besoins éventuels en :

- Services professionnels (services professionnels spécialisés, réunions de travail supplémentaires, préparations supplémentaires de présentations, etc.);
- Expertises techniques (production de documents spécifiques, analyses particulières supplémentaires, etc.).

Ces imprévus ont été estimés à 15 % correspondant à un montant de 21 169,51 \$ et sont répartis entre ces deux besoins éventuels. L'évaluation du risque à 15 % est basée sur l'expérience de la Direction des grands parcs et du verdissement dans le domaine.

La soumission a été analysée par le comité de sélection le 22 août 2013 à 15 h dans la salle 4120 situé au 801, rue Brennan. L'évaluation et la pondération ont permis de déterminer que la soumission déposée est conforme.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le contrat de services professionnels est de 162 299,60\$ et la dépense nette est de 155 241,56 \$. La Direction des grands parcs et du verdissement est responsable du plan de mise en valeur de la falaise Saint-Jacques. Les crédits budgétaires nets prévus pour financer ce projet sont expliqués dans le tableau suivant :

Fournisseur	Montant total du contrat (imprévus et taxes incluses)	Crédits budgétaires nets
Groupe CHB-IBI inc.	162 299,60 \$	155 241,56 \$

Les crédits budgétaires nets pour financer cette dépense proviennent du budget de fonctionnement de la Direction des grands parcs et du verdissement à partir de l'imputation suivante :

- Études admissibles - Entente 175 M - DGPV – Stratégies, programmes et politiques - agglomération.

Les crédits de 155 241,56 \$ ont été réservés par la demande d'achat no. 316667.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne l'écoterritoire de la falaise Saint-Jacques qui est de compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

Le présent dossier est conforme au budget selon la définition apparaissant au courrier budgétaire no 22.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'étude vise à :

- bonifier la mise en valeur de l'écoterritoire de la falaise Saint-Jacques;
- proposer une amélioration des habitats fauniques;
- augmenter la biodiversité;
- établir des critères d'aménagements visant à pérenniser les milieux humides qui seront aménagés au pied de la falaise;
- évaluer la possibilité d'implanter un réseau de déplacement actif;
- améliorer la qualité de vie des citoyens.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Globalement, cette étude permettra d'obtenir une vue d'ensemble sur les possibilités d'aménager le secteur, sur la direction et les actions à entreprendre pour obtenir un projet global, cohérent et viable. Le plan d'ensemble résultant de cette étude pourrait également servir d'outil de mobilisation pour la recherche de partenaires pour la réalisation de certaines parties de ce grand projet.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Automne 2013 : Début des rencontres de travail pour la planification de la bande verte située au bas de la falaise Saint-Jacques (non confirmé encore par le MTQ)

Automne 2013 : Début des travaux dans le cadre du PPU Saint-Raymond (DUDÉ)

Automne 2013: Évaluation préliminaire de la passerelle verte

Février 2014 : Recommandations du groupe de travail sur les coûts et bénéfices pour un espace vert à Meadowbrook. Ces résultats seront présentés à la Direction générale dans un rapport synthèse.

Année 2014-2015 Volonté de lancer un concours d'aménagement d'une passerelle verte au dessus de l'autoroute 20 participant à la mise en valeur de l'entrée de la Ville de Montréal.
2015-2020 Travaux pour le projet Turcot en mode conception-construction
2020 Échéance du MTQ pour la réalisation des travaux de l'échangeur Turcot (incluant la bande verte et la passerelle verte)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le présent dossier est conforme aux politiques, aux règlements, et aux encadrements administratifs de la Ville de Montréal et respecte notamment les:

- Encadrement « Confidentialité des estimations des contrats » C-OG-DG-D-12-005
- Encadrement « Contingences, incidences et déboursés dans les contrats » C-OG-DG-D-12-010.
- Politique de protection et de mise en valeur des milieux naturels;
- Politique de gestion contractuelle;
- Politique d'approvisionnement.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :

Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Ghyslain WILSON)

Avis favorable :

Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (Daniel LAFOND)

Avis favorable avec commentaires :

Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (Julie NADON)

Avis favorable avec commentaires :

Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction de l'approvisionnement (Matthieu CROTEAU)

Avis favorable avec commentaires :

Lachine , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (Jean LACROIX)

Avis favorable avec commentaires :

Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des transports (Richard NIORÉ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Claudine DESCHÊNES

ENDOSSÉ PAR

Daniel HODDER

Architecte paysagiste

Chef de division - Stratégies, programmes et politiques

Date d'endos. : 2013-10-11

Dossier # :1136218015



Dossier # : 1132346001

Unité administrative responsable :	Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des services judiciaires , Division de la perception et des services connexes à la clientèle , Section des comptoirs et des points de services
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Cour municipale
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution pour établir un lieu où la cour municipale de la Ville de Montréal peut siéger (7777, boulevard Newman dans l'arrondissement de LaSalle).

Il est recommandé au conseil d'agglomération :
d'autoriser la cour municipale à siéger au point de service situé au 7777, boulevard Newman, arrondissement de LaSalle sous réserve de l'approbation par le ministre de la Justice.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2013-11-19 11:01

Signataire :

Benoit DAGENAIS

Directeur principal et avocat en chef
Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction principale

IDENTIFICATION

Dossier # :1132346001

Unité administrative responsable :	Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des services judiciaires , Division de la perception et des services connexes à la clientèle , Section des comptoirs et des points de services
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Cour municipale
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution pour établir un lieu où la cour municipale de la Ville de Montréal peut siéger (7777, boulevard Newman dans l'arrondissement de LaSalle).

CONTENU

CONTEXTE

Le conseil d'agglomération a approuvé (résolution CG13 0175), le 30 mai 2013, le projet de bail par lequel la Ville loue de Les Entreprises Gino Melatti inc. pour une période de 9 ans, à compter du 1^{er} février 2014, un local situé au 7777, boulevard Newman dans l'arrondissement de LaSalle aux fins d'un point de service de la cour municipale dans le secteur sud de l'île.

Dans ce contexte et conformément à l'article 24 de la Loi sur les cours municipales, L.R.Q., c. C-72.0, le conseil de la municipalité doit adopter une résolution afin d'établir que sa cour municipale peut siéger au 7777, boulevard Newman dans l'arrondissement de LaSalle, le tout sous réserve de l'approbation par le ministre de la Justice.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG13 0175 - 30 mai 2013 - Approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue de Les Entreprises Gino Melatti inc. pour une période de 9 ans, à compter du 1^{er} février 2014, un local d'une superficie d'environ 975,48 mètres carrés, au deuxième étage de l'immeuble situé au 7777, boulevard Newman dans l'arrondissement de LaSalle, à des fins de point de service de la cour municipale pour le secteur du sud de l'île - Dépense totale de 3 251 673,92 \$, taxes incluses. (1126025002)

CG10 0207 - 20 mai 2010 - Adopter une résolution pour établir que la cour municipale de la Ville de Montréal peut siéger au point de service situé au 7275, rue Sherbrooke Est, dans l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve. (1102346002)

CM03 0804 - 27 octobre 2003 - Adopter, avant le 31 octobre 2003, une résolution pour établir les lieux, autres que celui du chef-lieu, où la cour municipale de la Ville de Montréal peut siéger à compter du 1er novembre 2003. (1032461003)

DESCRIPTION

La Direction des services judiciaires recommande que le conseil d'agglomération autorise que la cour municipale puisse siéger au 7777, boulevard Newman, arrondissement de LaSalle.

JUSTIFICATION

À la suite de l'abolition des vingt-trois (23) cours municipales existantes sur le territoire et de la création de la nouvelle cour municipale de la Ville de Montréal dans le cadre de la fusion des municipalités en 2002, la structure organisationnelle de la cour municipale a beaucoup changé. Elle a évolué en fonction de nouveaux impératifs et elle s'est adaptée aux besoins de sa clientèle. Ainsi, en 2003, le conseil municipal autorisait l'implantation de sept (7) points de service de la cour sur le territoire.

Au cours de l'année 2006, dans le cadre de la RASOP (revue des activités, des services, des opérations et des programmes) la direction de la cour municipale a mis de l'avant le projet de regroupement des points de service de la cour afin de maximiser ses activités et de favoriser la cohabitation et le partage entre les intervenants spécialisés tels que les procureurs et la magistrature.

Ainsi, en 2008, dans le cadre du réaménagement du point de service situé dans le nord de l'île (arrondissement de Saint-Laurent) la direction a procédé à l'aménagement de deux (2) salles d'audience et de cinq (5) guichets de service à la clientèle, et ce, afin de répondre aux besoins de la cour. Par la suite, au cours de l'année 2010, la cour a réorganisé ses activités dans le secteur est de l'île afin d'y aménager un point de service qui comporte trois (3) salles d'audience et dix (10) guichets de service à la clientèle.

La réorganisation de la couverture de services de la cour sur le territoire se termine finalement par l'ouverture d'un nouveau point de service dans le secteur sud de l'île. Les locaux actuellement occupés par la cour au sein du 4555, avenue de Verdun, bureau 104 dans l'arrondissement de Verdun seront libérés puisqu'ils ne correspondent plus aux besoins en faveur du local situé au 7777, boul. Newman, 2^e étage dans l'arrondissement de LaSalle.

Le conseil d'agglomération doit adopter une résolution autorisant la cour municipale à siéger au 7777, boulevard Newman dans l'arrondissement de LaSalle .

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'adoption de cette résolution n'a aucun impact financier, le détail du montage financier est exposé en détail au dossier décisionnel 1126025002.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'adoption de cette résolution n'a aucun impact sur le développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

À ce chapitre, deux (2) volets doivent être abordés. En premier lieu, l'impact sur le service à la clientèle sera positif, puisque les nouveaux locaux du point de service comportent une salle d'attente adéquate et proportionnelle à l'achalandage ainsi que sept (7) guichets de service à la clientèle. Les citoyens pourront y recevoir les services judiciaires requis dans un environnement approprié. Le nouveau point de service du 7777, boulevard Newman comporte deux (2) salles d'audience afin d'y tenir les audiences. La cour municipale bénéficiera d'une salle d'audience supplémentaire permettant une gestion plus efficace de l'inventaire des causes à instruire. L'ajout d'une salle « tampon » au sein de l'infrastructure de la cour permettra également l'assignation de dossiers particuliers ou la fixation de dossiers dans un très court délai. L'implantation de deux (2) ou trois (3) salles d'audience

dans les points de service de la cour a permis la cohabitation et le partage entre les intervenants spécialisés tels que les procureurs et la magistrature.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication liée à l'adoption de cette résolution, cependant un plan de communication est en cour de préparation avec la Direction des communications de la Ville, afin d'informer les citoyens du nouvel emplacement du point de service du sud de l'île. Le plan de communication sera déployé au début de l'année 2014.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation de la résolution du conseil d'agglomération par le ministre de la Justice du Québec.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conformément à l'article 24 de la Loi sur les cours municipales c. C.-72.01.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Lucie DAUPHINAIS
Chef de division perception et services à la clientèle

ENDOSSÉ PAR

Yves BRIAND
Directeur

Date d'endos. : 2013-08-27

Dossier # :1132346001



Dossier # : 1135954002

Unité administrative responsable :	Technologies de l'information , Direction , Division Services aux utilisateurs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Dépenses mixtes d'administration générale
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense de 2 050 743,75 \$, taxes incluses, pour la conformité des droits d'auteur et l'acquisition de licences d'infrastructure serveurs Microsoft, conditionnellement à l'approbation de l'entente-cadre à intervenir entre la Ville et Compugen inc. (GDD #1130066003)

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 2 050 743,75 \$, taxes incluses, pour la conformité des droits d'auteur et l'acquisition de licences d'infrastructure serveurs Microsoft, conditionnellement à l'approbation de l'entente-cadre à intervenir entre la Ville et Compugen inc. (GDD #1130066003);
2. d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 51,9 % par l'agglomération, pour un montant de 1 064 336,01 \$.

Signé par Michel ARCHAMBAULT **Le** 2013-09-05 13:27

Signataire :

Michel ARCHAMBAULT

Directeur (CIO)
Technologies de l'information , Direction

IDENTIFICATION **Dossier # :1135954002**

Unité administrative responsable :	Technologies de l'information , Direction , Division Services aux utilisateurs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Dépenses mixtes d'administration générale
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense de 2 050 743,75 \$, taxes incluses, pour la conformité des droits d'auteur et l'acquisition de licences d'infrastructure serveurs Microsoft, conditionnellement à l'approbation de l'entente-cadre à intervenir entre la Ville et Compugen inc. (GDD #1130066003)

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal (Ville) exploite présentement plusieurs serveurs corporatifs. Parmi ces serveurs, plusieurs fonctionnent avec des logiciels corporatifs Microsoft, par exemple:

- Windows Server comme système d'exploitation pour des applications telles que Kronos, GDD, etc.;
- SQL Server pour les besoins de certaines bases de données excluant SIMON;
- Sharepoint Server pour supporter la collaboration, le partage d'information et la gestion des projets.

D'un point de vue utilisateur-client, l'accès à ces serveurs (ainsi que les applications corporatives hébergées) est géré par des licences d'accès client communément appelées CAL.

Dans l'ensemble, ces logiciels, toutes catégories confondues, datent de 2003. Le support par l'éditeur de ces produits prendra fin en avril 2014.

D'une part, par souci de continuité opérationnelle, la Ville ne peut se permettre de ne pas effectuer des mises à jour des produits Microsoft (correctifs de bogues et de sécurité) qui constituent un environnement informatique à l'intérieur des nombreux systèmes et applications utilisés.

D'autre part, plusieurs projets informatiques en développement, tant pour la Ville que pour le SPVM, dépendent de l'utilisation de ces produits corporatifs Microsoft.

La Ville ne disposant pas d'entente-cadre, l'acquisition de tout type de licence ou logiciel est faite de manière ponctuelle selon les besoins à combler. Cette situation alourdit le processus d'acquisition, la mise en place des logiciels ainsi que la gestion du parc informatique utilisant des produits Microsoft à la Ville.

D'ailleurs, en considérant la forte croissance du parc informatique de la Ville et les acquisitions décentralisées sans entente-cadre disponible pour l'ensemble de la Ville, le Service des technologies de l'information (STI) anticipe qu'il y a un écart entre l'utilisation desdits produits et les droits d'utilisation que la Ville possède.

Pour alléger le processus d'acquisition des licences et répondre aux nouveaux besoins, le STI a entrepris des démarches avec la Direction de l'approvisionnement afin de lancer un appel d'offres public pour conclure une entente-cadre avec un revendeur de produits Microsoft pour une période de 3 ans.

Suite à l'approbation des instances décisionnelles (GDD #1130066003), l'entente qui sera conclue par l'approvisionnement couvrira les besoins de logiciels Microsoft. Avec le rehaussement des logiciels corporatifs, un rehaussement des licences client (CAL) est aussi requis et fera partie de l'entente-cadre. Pour toute licence de logiciel, la Ville achètera la dernière version commerciale, mais aura le droit de rétrograder vers une version antérieure, selon les besoins, afin d'assurer la compatibilité avec les systèmes existants.

Ce dossier a pour objectif d'autoriser une première acquisition de licences Microsoft afin d'effectuer en premier lieu la mise à jour de certains systèmes et de droits d'accès aux serveurs à travers la Ville et par la suite régulariser toute situation d'utilisation de logiciels afin de respecter les droits d'auteur envers l'éditeur des logiciels.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG11 0433 - 22 décembre 2011 - Accorder un contrat de gré à gré à La Compagnie CA du Canada (CA) pour l'acquisition et l'entretien de licences logicielles, pour la période du 30 décembre 2011 au 30 mars 2015, pour un montant total approximatif de 591 685,44 \$ taxes incluses (fournisseur exclusif) / Conclure une entente avec le Centre de services partagés du Québec (CSPQ) pour l'acquisition et l'entretien de diverses licences logicielles auprès de CA, pour la période du 31 mars 2011 au 30 mars 2015, pour un montant total approximatif de 986 321,76 \$, taxes incluses / Autoriser une dépense approximative de 4000 \$, taxes incluses, pour les frais d'administration du CSPQ liés à l'entente
CG11 0016 - 27 janvier 2011 - Octroyer un contrat à Genetec inc. pour la fourniture de 30 systèmes de reconnaissance de plaques d'immatriculation (SRPI) pour le Service de police de la Ville de Montréal - Dépense totale de 1 088 826,11 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 10-11432 (3 soum.)

CG10 0230 - 17 juin 2010 - Ratifier une dépense de 10 157.91 \$ pour permettre le règlement final du dossier de régularisation des droits d'utilisation des produits Microsoft pour l'ensemble des unités administratives de la Ville - coût total 575 047.91 \$.

CG09 0222 - 18 juin 2009 - Autoriser une dépense de 564 890 \$ pour la phase 1 de régularisation des droits d'utilisation des produits Microsoft pour l'ensemble des unités administratives de la Ville, et ce par l'entremise du Centre de services partagés du Québec (CSPQ) (no contrat : U7245356).

CG07 0437 -29 novembre 2007 - Octroyer un contrat à Niche Technology inc., pour la fourniture et les services d'entretien d'un système intégré de données policières (IDP2 / M-IRIS), pour une durée de cinq ans, au montant total de 10 973 490,52 \$, taxes incluses - RASOP - Appel d'offres public 07-10221 (2 soum.)

CM05 0158 - 21 mars 2005 - Modifier le contrat octroyé en 2000 pour ajouter des modules additionnels aux licences et augmenter à 25 000 le nombre d'employés couverts par la licence incluant l'acquisition de services spécialisés requis pour assembler et déployer le logiciel, le tout pour un montant maximum de 2 143 502,88 \$.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise l'acquisition des produits et licences suivantes:

- 160 licences Windows Server (acquisition 32, régularisation 128);
- 12 300 licences d'accès Windows Server CAL (acquisition 11 000, régularisation 1300);
- 50 licences SQL Server (acquisition).

Ces licences d'infrastructure Microsoft doivent suivre les matrices de certification des progiciels provenant des autres manufacturiers tels que :

- M-IRIS (Niche technology);
- CA Service Desk (CA);
- Kronos (Kronos);
- GDD (IBM);
- Webfocus (Compuware).

JUSTIFICATION

D'une part, en ce qui concerne les politiques de sécurité informatique adoptées par la Ville, l'emploi d'un logiciel qui n'est plus supporté par son éditeur présente des risques informatiques que la Ville ne peut assumer si elle désire maintenir la continuité de ses opérations, notamment en ce qui concerne l'interaction avec des systèmes importants tels que SIMON, Plant Information, Solution budgétaire, etc.

D'autre part, l'utilisation des produits Microsoft à la Ville est basée sur un lien de confiance avec l'éditeur du logiciel. Sans contrôle des acquisitions, cette situation peut mener à des écarts entre l'utilisation réelle des logiciels en question et les droits que la Ville possède. La Ville peut donc être en situation de déficit de droits d'utilisation, ce qui peut causer une situation litigieuse avec Microsoft advenant un audit.

Dans cette optique, l'équivalent d'un audit interne suivi d'une régularisation des droits d'utilisation (par appareil ou usager) est la meilleure solution des points de vue légal, administratif et financier.

Le STI a évalué la possibilité d'utiliser des logiciels libres de type corporatif comme elle le fait pour de nombreux systèmes déjà existants. Toutefois, les applications et systèmes qui nous concernent présentement ont été développés et opèrent sur la base de logiciels Microsoft et leur migration est impossible ou non rentable.

Pour ce qui est des projets en développement, ceux-ci font appel à des applications ou systèmes développés à l'externe et dont l'éditeur a fait le choix d'intégrer son produit à ceux de Microsoft.

Le projet Capacité des serveurs qui couvre à la fois les besoins d'infrastructure relatifs à la désuétude et l'accroissement naturel des besoins doit procéder à l'achat des licences Windows Server Datacenter 2012 pour l'ensemble des 400 serveurs virtuels de la Ville et du SPVM répartis sur un total de 256 processeurs. Les licences actuelles datent de 2003. Ces serveurs hébergent entre autres les applications Kronos (gestion du temps), GDD (gestion des dossiers décisionnels), Tests en ligne, M-IRIS, SRPI, Webfocus (système de taxation), etc.

Étant donné que la Ville n'avait pas acheté l'assurance logiciel de Microsoft, elle doit procéder de nouveau à l'acquisition pour utiliser les nouvelles versions. De plus, avec la

virtualisation des serveurs, les licences Windows Server Standard ne correspondent plus aux nouvelles règles relatives aux droits d'auteur de l'éditeur.

Les licences CAL doivent être achetées pour couvrir les droits d'auteurs relatifs à chaque poste (adresse IP) qui accèdent à ces serveurs.

Le projet M-IRIS (lancé sous le nom IDP2 - CG07 0437) doit procéder au remplacement de ses logiciels de bases de données SQL*SERVER et de ses serveurs, étant donné qu'ils ont atteint leur fin de vie utile de 5 ans. Pour être en règle avec son contrat de support auprès du fournisseur Niche Technology, le STI doit procéder à ce remplacement. Comme l'assurance logiciel n'avait pas été achetée auprès de Microsoft, la Ville doit procéder de nouveau à cet achat pour respecter les droits d'auteurs.

La nouvelle entente de type "Enterprise" qui sera mise en place par la Direction de l'approvisionnement (conditionnellement à l'approbation par le conseil d'agglomération - GDD #1130066003) permettra au STI de conserver les droits requis de SQL*SERVER pour évoluer au rythme du manufacturier du logiciel M-IRIS. M-IRIS est devenu l'application centrale des opérations policières auprès de ses policiers. Comme cette application doit demeurer disponible avec un RPO=0 (Recovery Point Objective) et RTO=1 (Recovery Time Objective); soit zéro perte de données et un objectif de temps de recouvrement d'une heure, le STI profitera de ce changement pour améliorer la robustesse de la solution qui fera un miroir des données sur deux centres de traitement répartis géographiquement. Le tout, afin de garantir la sécurité, la disponibilité et l'intégrité des données policières. Le fournisseur Niche Technology ne supporte aucune autre compagnie que Microsoft pour son système de base de données.

L'accord Entreprise permet la mobilité des licences SQL Server selon l'utilisation et la virtualisation qui est faite.

Le Projet Gestion des Services TI inscrit au PTI 2013-2015 consiste à effectuer un rehaussement de la Suite CA Service Desk (CG11 0433) qui supporte tous les processus du STI en conformité avec la norme ITIL. Le produit de CA requiert une base de données SQL*SERVER de Microsoft ainsi que des licences du produit Windows Server Datacenter pour opérer. Notons que cette application supporte à la fois tous les usagers de la Ville faisant appel au STI via la ligne 2-5046 ainsi que tous les processus du centre de dotation centralisé.

Dans un modèle où les frais d'assurance logiciel du manufacturier sont de 29% par an du prix d'acquisition et sachant que la Ville change de produit aux 2 cycles, il est plus rentable pour elle de procéder par des achats sans assurance logiciel pour le manufacturier Microsoft.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense imputable au programme triennal d'immobilisations (PTI) 2013-2015 du STI qui s'élève à 2 050 743,75 \$ est prévue aux projets Gestion des services TI, Gestion des capacités des serveurs et Poursuite de l'implantation du système M-IRIS. Le tableau en pièces jointes résume la répartition entre les projets.

La dépense totale de 2 050 743,75 \$ des projets Gestion des services TI et Gestion des capacités des serveurs est assumée à 51,9% par l'agglomération et à 48,1% par la Ville centre, selon le taux de répartition appliqué aux activités mixtes d'administration générale.

Comme le STI ne prend pas l'assurance logiciel de Microsoft pour les produits qui ne sont pas de type Entreprise, il n'y a aucun frais récurrent pour ces infrastructures. Les correctifs

logiciels demeurent disponibles gratuitement pour les versions supportées pendant une période de 10 ans approximativement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La non-approbation de ce sommaire entraînerait :

- L'absence de support et de correctifs aux logiciels, ce qui augmente les risques de sécurité;
- Aucune garantie de compatibilité avec les autres logiciels ou systèmes informatiques de la Ville;
- Un risque d'échec des projets informatiques en développement qui utilisent des logiciels corporatifs Microsoft;
- L'exposition de la Ville à d'éventuelles poursuites et pénalités de la part de l'éditeur Microsoft en plus des montants qu'elle aurait à déboursier pour l'acquisition des licences non conformes.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation de la demande par le CG - 26 septembre 2013;

- Acquisition des licences et déploiement - Fin 2013;

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le présent dossier respecte les encadrements suivants:

- Politique d'approvisionnement;
- Politique de gestion contractuelle.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Technologies de l'information , Direction (Luminita MIHAI)

Avis favorable avec commentaires :
Police , Direction des opérations - Activités de soutien (Christian BOISVERT)

Avis favorable avec commentaires :
Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Brigitte LALIBERTÉ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin PAGÉ
Chef de section - Harm. - Évol. Tech.

ENDOSSÉ PAR

Gervais THIBault
Chef de division

Date d'endos. : 2013-08-21

Dossier # :1135954002

**Dossier # : 1135954001**

Unité administrative responsable :	Technologies de l'information , Direction , Division Services aux utilisateurs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Dépenses mixtes
Projet :	-
Objet :	Autoriser une commande de 2 316 746,25 \$, taxes incluses, auprès du Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ) pour la conformité des droits d'auteur et l'acquisition de licences Microsoft Office 2013 Pro Plus / Autoriser une dépense de 1 226 207,45 \$, taxes incluses, pour la conformité des droits d'auteur et l'acquisition de licences pour le remplacement du système de messagerie du SPVM, conditionnellement à l'approbation de l'entente-cadre à intervenir entre la Ville et Compugen inc. (GDD #1130066003)

Il est recommandé :

1. d'autoriser une commande de 2 316 746,25 \$, taxes incluses, auprès du Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ) pour la conformité des droits d'auteur et l'acquisition de licences Microsoft Office 2013 Pro Plus ;
2. d'autoriser une dépense de 1 226 207,45 \$, taxes incluses, pour la conformité des droits d'auteur et l'acquisition de licences pour le remplacement du système de messagerie du SPVM, conditionnellement à l'approbation de l'entente-cadre à intervenir entre la Ville et Compugen inc. (GDD #1130066003)
3. d'imputer la dépense de 3 542 953,70 \$, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 68,55 % par l'agglomération, pour un montant de 2 428 598,75 \$.

Signé par Michel ARCHAMBAULT **Le** 2013-09-05 13:29**Signataire :**

Michel ARCHAMBAULT

Directeur (CIO)
Technologies de l'information , Direction

IDENTIFICATION

Dossier # :1135954001

Unité administrative responsable :	Technologies de l'information , Direction , Division Services aux utilisateurs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Dépenses mixtes
Projet :	-
Objet :	Autoriser une commande de 2 316 746,25 \$, taxes incluses, auprès du Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ) pour la conformité des droits d'auteur et l'acquisition de licences Microsoft Office 2013 Pro Plus / Autoriser une dépense de 1 226 207,45 \$, taxes incluses, pour la conformité des droits d'auteur et l'acquisition de licences pour le remplacement du système de messagerie du SPVM, conditionnellement à l'approbation de l'entente-cadre à intervenir entre la Ville et Compugen inc. (GDD #1130066003)

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal (Ville) exploite présentement plusieurs serveurs corporatifs. Parmi ces serveurs, plusieurs fonctionnent avec des logiciels corporatifs Microsoft, dont Exchange Server pour les besoins de messagerie du SPVM. Le client de messagerie utilisé par les utilisateurs est Outlook qui est compris dans la suite bureautique Office de Microsoft. Ces mêmes utilisateurs ont recours dans leur travail quotidien à de nombreux outils Microsoft, par exemple:

- Le logiciel Access pour certaines bases de données et applications spécifiques;
- Le logiciel Word afin de réaliser des documents qui seront intégrés dans divers systèmes du SPVM dont M-IRIS;
- Le logiciel Excel pour la production de statistiques et l'intégration aux systèmes financiers de la Ville.

D'un point de vue poste-client, l'accès aux serveurs de messagerie est géré par des licences d'accès client communément appelées "CAL".

Dans l'ensemble, ces logiciels, toutes catégories confondues, datent de 2003. Le support de la part de l'éditeur pour ces produits prendra fin le 8 avril 2014. La fin de support implique principalement l'arrêt des mises à jour, des correctifs de sécurité et du soutien disponible pour le produit utilisé, ce qui peut avoir des répercussions sur la continuité opérationnelle du SPVM et mettre en péril la sécurité et l'intégrité des données policières.

Le soutien demeure essentiel pour assurer la pérennité des produits et leur compatibilité avec les nouveaux logiciels et progiciels que la Ville achète. On dénombre plus de 200

systèmes informatiques ou applications qui sont liés avec les produits de la suite Office de Microsoft. Ces systèmes supportent des activités liées à la mission de la Ville dans de nombreux secteurs d'activités. Par exemple, M-IRIS (CG07 0437) utilise directement les bibliothèques dynamiques "DLL" de Windows et de la suite Office pour son bon fonctionnement.

L'éditeur Microsoft renouvelle la suite Office en moyenne aux 3 ans. En entreprise, ce renouvellement de suite bureautique se situe entre 5 et 10 ans. Pour sa part, la Ville opère sur la majorité des postes informatiques une suite qui date maintenant de 10 ans. À titre de référence, le Gouvernement du Québec, qui était dans une situation similaire à celle de la Ville, a adopté un décret le 17 avril 2013 afin de permettre au CSPQ de conclure de gré à gré avec Microsoft un contrat pour les licences du système d'exploitation Windows et de la suite bureautique Office. Ce décret, qui figure en pièce jointe, exprime brièvement les enjeux et considérations d'un organisme public dans un contexte quasi identique à celui de la Ville.

Pour alléger le processus d'acquisition des licences et répondre aux nouveaux besoins, le Service des technologies de l'information (STI) de la Ville a entrepris des démarches avec la Direction de l'approvisionnement afin de lancer un appel d'offres public pour conclure une entente-cadre avec un revendeur de produits Microsoft pour une période de 3 ans.

Suite à l'approbation des instances décisionnelles (GDD #1130066003), l'entente qui sera conclue par l'approvisionnement couvrira les besoins de logiciels Microsoft dont le logiciel Exchange pour le système de messagerie du SPVM.

En ce qui concerne la suite bureautique Office, celle-ci doit être rehaussée vers une version supportée afin d'assurer la compatibilité à la messagerie ainsi qu'ajouter de nouvelles fonctionnalités de communication disponibles uniquement dans la suite Office Pro Plus 2013. Une entente de gré à gré intervenue entre le Centre de services partagés du Québec (CSPQ) et Microsoft permettant d'acquérir la suite Pro Plus à prix très compétitif.

Ce dossier a pour objectif d'autoriser l'acquisition de licences Microsoft permettant d'effectuer un remplacement du système unifié de messagerie du SPVM. Ce dossier couvrira les acquisitions de logiciels requis uniquement. Pour toute licence de logiciel, la Ville achètera la dernière version commerciale, mais aura le droit de rétrograder vers une version antérieure, selon les besoins, afin d'assurer la compatibilité avec les systèmes existants.

Pour un employé du SPVM, le coût de la messagerie électronique que l'on amortit sur une période de 5 ans est de 5,42 \$ par mois et si l'on considère une période de 10 ans, ce coût chute à 2,71 \$ par mois. Pour fins de comparaison, le service de téléphonie IP coûte en moyenne 8 \$ par employé par mois.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG07 0437 -29 novembre 2007 - Octroyer un contrat à Niche Technology inc., pour la fourniture et les services d'entretien d'un système intégré de données policières (IDP2), pour une durée de cinq ans, au montant total de 10 973 490,52 \$, taxes incluses - RASOP - Appel d'offres public 07-10221 (2 soum.)

DESCRIPTION

Le présent dossier vise l'acquisition des produits et licences suivantes relatif au système de messagerie unifié du SPVM :

Éléments faisant partie de l'entente cadre :

- 16 licences Windows Server Datacenter (acquisition);

- 5000 licences d'accès Windows Server CAL (acquisition 4000, régularisation 1000);
- 4 licences Exchange Server Entreprise (acquisition);
- 2 licences Lync Server (acquisition);
- 2 licences Sharepoint Server Enterprise (acquisition);
- 5000 licences d'accès Exchange-Lync-Sharepoint CAL (acquisition 4000, régularisation 1000).

Éléments acquis par l'entente du CSPQ:

- 5000 licences Office Pro Plus 2013 (acquisition 4000, régularisation 1000).

JUSTIFICATION

En ce qui concerne les politiques de sécurité informatique adoptées par la Ville, l'emploi d'un logiciel qui n'est plus supporté par son éditeur présente des risques informatiques que le SPVM ne peut assumer s'il désire maintenir la continuité de ses opérations.

La nouvelle version du système de messagerie du SPVM permettra entre autres d'unifier les communications de courriels, de messagerie instantanée, de vidéoconférence, de messages vidéos, de mobilité et de partage des documents, d'audit des communications. Ce système intégré de communications est composé de plusieurs logiciels Microsoft de version 2013 (Exchange, Lync, Outlook, Sharepoint) qui sont compatibles au système Exchange 2003 existant. Cette compatibilité permettra de mettre à jour les 7300 boîtes de messagerie d'archives tout en conservant les mêmes outils de filtrage et de sécurité. De plus, d'un point de vue compatibilité au système existant, l'intégration au système BlackBerry qu'utilise le SPVM sera conservée. D'un point de vue client pour ce système, seule la Suite Office Pro Plus contient le client Lync qui intègre les fonctionnalités vidéo.

Le rehaussement des fonctionnalités relatives aux communications unifiées et du traitement vidéo facilitera le travail des policiers et civils du SPVM dans un contexte où les téléphones intelligents et médias sociaux sont omniprésents.

Le personnel pourra ainsi visualiser le statut de leurs confrères (notion de présence), communiquer plus facilement et rapidement en minimisant les déplacements, échanger des documents sur une plate-forme configurée en "nuage interne".

La configuration "en nuage" permet entre autres de diffuser par le web l'ensemble de la suite bureautique ainsi que la messagerie pour optimiser la mobilité des données, peu importe les appareils. Présentement, il n'y a aucune suite de messagerie/bureautique qui permet une telle configuration.

Le système permettra la gestion des messages par fil d'information. L'archivage central des données et des politiques de gestion des données sensibles font partie des nouvelles fonctionnalités du système. Les policiers et civils pourront donc retrouver et partager facilement leurs documents, peu importe l'appareil où il se trouve, sur leurs postes de travail dans les Centre opérationnels, dans les postes de travail mobile dans les autos-patrouilles, dans leurs appareils mobiles, etc. Une photo ou vidéo prise lors d'une intervention policière pourra être partagée rapidement avec le reste de l'équipe sans intervention du personnel informatique.

De nombreuses suites bureautiques désormais disponibles ont été envisagées par le STI. Malheureusement, malgré le fait que ces suites présentent de nombreux avantages du point de vue d'un utilisateur unique, dans un contexte corporatif comme celui du SPVM, ces logiciels n'ont pas la maturité et la stabilité requises afin d'assurer le même niveau de continuité opérationnel à coûts égaux ou inférieurs. La suite de messagerie pourra ainsi répondre aux critères de la sécurité publique qui implique les principes de RPO=0 (Recovery

Point Objective) et RTO=1 (Recovery Time Objective); soit de zéro perte de données et un objectif de temps de recouvrement d'une heure, et ce, réparti dans deux centre de traitement géographiquement dispersés.

En ce qui concerne l'utilisateur des logiciels bureautiques, il ne faut pas négliger le fait que la majorité a développé une certaine expertise individuelle et collective liée à l'utilisation du logiciel au fil des ans. Dans un cas de transition majeure, les gains financiers d'acquisition d'une nouvelle suite bureautique peuvent être éclipsés rapidement par le travail requis pour réacquérir cette expertise. Malheureusement, il est difficile de quantifier financièrement l'expertise des utilisateurs impactés.

Il faut aussi prendre en considération les échanges de documents avec les correspondants externes tels les citoyens et les fournisseurs de la Ville. Premièrement, la Ville doit se conformer au standard en matière d'outils bureautiques afin d'avoir une portée maximale dans l'envoi et la réception de documents de travail. Deuxièmement, il faut éviter le plus possible la conversion de ces documents afin de ne pas en modifier le contenu ou le format de présentation.

D'ailleurs, le gouvernement du Québec a évalué que les coûts de remplacement de la suite bureautique actuelle de Microsoft vers une suite bureautique en logiciel libre sont de deux à cinq fois les coûts de mise à niveau vers la suite Office de Microsoft. Quant à lui, le STI évalue que pour la Ville, les coûts de remplacement sont au moins deux fois supérieurs à la mise-à-jour.

Le gouvernement du Québec a mis en place une chaire de recherche sur le logiciel libre. Le STI suivra de près l'évolution de celle-ci afin de bonifier son positionnement stratégique en matière de TI tout en utilisant les logiciels libres (33 en service) lorsque cela est plus avantageux pour la Ville.

Le Service des Technologies de l'Information a également étudié l'utilisation d'une suite en mode nuagétique publique (Office 365, Google Apps) qui serait assurée par des entreprises qui sont soumises au « Patriot Act » et qui ne peuvent garantir le maintien des données (accès aux données) en territoire canadiens. Dans ce contexte, la Ville ne pourrait risquer de mettre en péril la sécurité de ses données du SPVM ainsi que celles de ses citoyens. De plus, le SPVM doit se soumettre aux règles du CRPQ afin d'en garantir l'accréditation.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense imputable au programme triennal d'immobilisations (PTI) 2013-2015 du STI qui s'élève à 3 542 953,70\$ est prévue aux projets Désuétude de PCs et Remplacement de la messagerie du SPVM. Le tableau suivant résume la répartition entre les projets :

Fournisseur	Produit	Besoin	Imputation Projet	Prix unitaire	Qté	Total
Compugen inc.	Windows Server Datacenter	Acquisition	Remplacement de la messagerie du SPVM	4 796,05 \$	16	76 736,85 \$
Compugen inc.	Windows Server CAL	Acquisition	Remplacement de la messagerie du SPVM	29,48 \$	4000	117 904,56 \$
Compugen inc.	Windows Server CAL	Régularisation	Remplacement de la messagerie du SPVM	29,48 \$	1000	29 476,14 \$

Compugen inc.	Exchange-Lync-Sharepoint CAL	Acquisition	Remplacement de la messagerie du SPVM	193,02 \$	4000	772 084,72 \$
Compugen inc.	Exchange-Lync-Sharepoint CAL	Régularisation	Remplacement de la messagerie du SPVM	193,02 \$	1000	193 021,18 \$
Compugen inc.	Exchange Server Enterprise	Acquisition	Remplacement de la messagerie du SPVM	4 039,18 \$	4	16 156,73 \$
Compugen inc.	Lync Server	Acquisition	Remplacement de la messagerie du SPVM	3 635,07 \$	2	7 270,15 \$
Compugen inc.	Sharepoint Server	Acquisition	Remplacement de la messagerie du SPVM	6 778,56 \$	2	13 557,12 \$
CSPQ	Office 2013 Pro Plus	Acquisition	Désuétude de PCs	463,35 \$	4000	1 853 397,00 \$
CSPQ	Office 2013 Pro Plus	Régularisation	Désuétude de PCs	463,35 \$	1000	463 349,25 \$
Total						3 542 953,70 \$

La dépense du projet Désuétude de PCs est assumée à 51,9% par l'agglomération et à 48,1% par la Ville centre, selon le taux de répartition appliqué aux activités mixtes d'administration générale.

La dépense du projet Remplacement de la messagerie du SPVM est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne *la sécurité publique* qui est une compétence d'agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*.

Comme le Service des Technologies de l'Information ne prend pas l'assurance logiciel de Microsoft, il n'y a aucun frais récurrent pour ces infrastructures. Les correctifs logiciels demeurent disponibles gratuitement pour les versions supportées pendant une période de 10 ans approximativement.

Il faut noter que la dépense auprès de Compugen inc. est conditionnelle à l'approbation de l'entente-cadre à intervenir entre la Ville et cette firme (GDD #1130066003).

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La non approbation ou un retard relatif à ce sommaire entraînerait :

- L'absence de support et de correctifs aux logiciels, ce qui augmente les risques de sécurité et d'intégrité des données policières;

- Aucune garantie de compatibilité des nouveaux équipements informatiques que la Ville achèterait;
- Aucune garantie de compatibilité avec les autres logiciels ou systèmes informatiques du SPVM et de la Ville;

D'autre part, la transition rapide vers des solutions n'ayant pas fait la preuve de maturité dans un contexte corporatif policier comme celui du SPVM pourrait avoir des conséquences financières au-delà des économies générées ponctuellement. Le système M-IRIS développé par la compagnie Niche RMS requiert une suite Microsoft Office pour être fonctionnel et le manufacturier ne supporte pas d'alternative étant donné le niveau d'intégration technologique. (CG07 0437) M-IRIS est installé sur les 5000 postes de travail du SPVM et est une application de type client-serveur. Le STI a jusqu'en avril 2014 pour réaliser la majeure partie des travaux relatifs au système de messagerie.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Mise en place d'une opération de communication afin de:

- Annoncer aux employés du SPVM le rehaussement du système de messagerie et de la suite bureautique et des nouvelles fonctionnalités de messagerie;
- Proposer des séances de formation aux utilisateurs désirant parfaire leurs connaissances sur les changements;
- Proposer des capsules d'information sur les nouvelles fonctionnalités.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation de la demande par le CG - 26 septembre 2013;

- Rehaussement du moteur de la messagerie à la version transitoire de 2010- Fin 2013;
- Déploiement des clients 2013 et implantation des nouvelles fonctionnalités - 2014;

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le présent dossier respecte les encadrements suivants:

- Politique d'approvisionnement;
- Politique de gestion contractuelle.

L'article 573.3.2 de la *Loi sur les cités et villes* permet à toute municipalité de se procurer tout bien meuble ou tout service auprès du Centre de services partagés du Québec ou par l'entremise de celui-ci.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Technologies de l'information , Direction (Luminita MIHAI)

Avis favorable avec commentaires :
Police , Direction des opérations - Activités de soutien (Christian BOISVERT)

Avis favorable avec commentaires :

Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des affaires civiles (Isabelle NANTAIS)

Avis favorable avec commentaires :

Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Brigitte LALIBERTÉ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin PAGÉ
Chef de section - Harm. - Évol. Tech.

ENDOSSÉ PAR

Gervais THIBAULT
Chef de division

Date d'endos. : 2013-08-21

Dossier # :1135954001



Dossier # : 1123152016

Unité administrative responsable :	Arrondissement L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève , Direction des travaux publics_ingénierie et aménagement urbain , Direction , Section des projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Autoriser le greffier à émettre une attestation de non-objection à la délivrance par le ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (MDDEFP) d'un certificat d'autorisation selon l'article 32 de la Loi sur la qualité de l'environnement, L.R.Q., chap. Q-2 (point 3.22 du formulaire du MDDEFP) pour la construction des infrastructures souterraines (égouts et aqueduc) et de surface (fossé, bordures, trottoirs, lampadaires) dans le cadre du projet domiciliaire Val des Bois Phase 3C à L'Île-Bizard.

Il est recommandé au conseil d'agglomération :
d'autoriser le greffier à émettre une attestation de non-objection à la délivrance par le ministère du Développement Durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (MDDEFP) d'un certificat d'autorisation selon l'article 32 (point 3.22 du formulaire du MDDEP) pour la construction de conduites d'égouts sanitaire et pluvial, de conduites d'aqueduc, de travaux de pavage, de trottoirs, de bordures et d'éclairage dans le cadre du nouveau projet domiciliaire Val des Bois Phase 3C à L'Île-Bizard.

Signé par Claire VASSART **Le** 2013-10-31 15:15

Signataire :

Claire VASSART

Directrice d'arrondissement
L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève , Bureau du directeur d'arrondissement

IDENTIFICATION**Dossier # :1123152016**

Unité administrative responsable :	Arrondissement L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève , Direction des travaux publics_ingénierie et aménagement urbain , Direction , Section des projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Autoriser le greffier à émettre une attestation de non-objection à la délivrance par le ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (MDDEFP) d'un certificat d'autorisation selon l'article 32 de la Loi sur la qualité de l'environnement, L.R.Q., chap. Q-2 (point 3.22 du formulaire du MDDEFP) pour la construction des infrastructures souterraines (égouts et aqueduc) et de surface (fossé, bordures, trottoirs, lampadaires) dans le cadre du projet domiciliaire Val des Bois Phase 3C à L'Île-Bizard.

CONTENU**CONTEXTE**

Le projet domiciliaire Val des Bois Phase 3C est la dernière phase du projet Val des Bois dans laquelle 43 maisons unifamiliales seront construites (se référer à la carte dans les documents joints).

Le protocole d'entente n'est pas encore finalisé et signé avec le promoteur car les plans pourraient être modifiés suite à l'analyse et les commentaires qui seront émis par le ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (MDDEFP).

L'arrondissement est toutefois en accord à autoriser le greffier à émettre une attestation de non-objection à la délivrance par le ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (MDDEFP) d'un certificat d'autorisation selon l'article 32 de la Loi sur la qualité de l'environnement, L.R.Q., chap. Q-2 (point 3.22 du formulaire du MDDEFP).

VALIDATION**Intervenant et sens de l'intervention**

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève LAVALLÉE
Chef de section

Dossier # :1123152016

IDENTIFICATION

Dossier # :1123152016

Unité administrative responsable :	Arrondissement L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève , Direction des travaux publics_ingénierie et aménagement urbain , Direction , Section des projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Autoriser le greffier à émettre une attestation de non-objection à la délivrance par le ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (MDDEFP) d'un certificat d'autorisation selon l'article 32 de la Loi sur la qualité de l'environnement, L.R.Q., chap. Q-2 (point 3.22 du formulaire du MDDEFP) pour la construction des infrastructures souterraines (égouts et aqueduc) et de surface (fossé, bordures, trottoirs, lampadaires) dans le cadre du projet domiciliaire Val des Bois Phase 3C à L'Île-Bizard.

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève procédera à la signature d'une entente relative à des travaux municipaux avec le promoteur 9060-0313 Québec inc. concernant la troisième phase du projet domiciliaire Val des Bois, plus précisément la phase 3C. Le secteur à développer est le prolongement de la rue Bellevue et se situe dans le district Pierre-Foretier dans l'arrondissement de L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève.

Dans le cadre de ce projet, le promoteur a mandaté la firme d'ingénierie Génivar afin de préparer les plans et devis relatifs à la planification et à la réalisation des infrastructures et présenter les plans et devis au ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (MDDEFP), afin d'obtenir les autorisations nécessaires pour la construction des dits travaux.

Ce projet fera l'objet d'un protocole d'entente entre l'arrondissement et 9060-0313 Québec inc.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Les travaux cités reliés à la construction des conduites d'aqueduc et d'égouts pluvial et sanitaire sont assujettis à l'article 32 de la *Loi sur la qualité de l'environnement* nécessitent l'autorisation du ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (MDDEFP) laquelle est subordonnée par délivrance de la Ville de Montréal d'un

certificat de non-objection, et ce, conformément à l'article 3.22 du formulaire de demande d'autorisation.

Les eaux pluviales du projet seront acheminées vers le Parc-nature du Bois de L'Île-Bizard via un fossé d'une longueur approximative de 115 mètres.

JUSTIFICATION

Le certificat de non objection visé par le présent dossier est requis par l'article 32.3 de la *Loi sur la qualité de l'environnement* (L.R.Q., Chapitre Q.-2).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les aspects financiers seront précisés dans le protocole d'entente avec le promoteur 9060-0313 Québec inc.

Les coûts d'installation de ces infrastructures seront financés en totalité par le promoteur.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

L'entente devra être signée par l'arrondissement de L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève et le promoteur 9060-0313 Québec inc. pour l'installation des infrastructures souterraines et de surface dans le cadre du projet domiciliaire Val des Bois phase 3C.

Suivant la signature de l'entente et l'obtention du certificat d'autorisation du ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs, le promoteur procédera à la réalisation des travaux d'infrastructures.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :

Eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (Jacques BLANCHARD)

Avis favorable avec commentaires :

Qualité de vie , Direction des grands parcs et du verdissement (Claude THIFFAULT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

ENDOSSÉ PAR

Geneviève LAVALLÉE
Chef de section

Geneviève LAVALLÉE
Chef de section

Date d'endos. : 2013-08-20

Dossier # :1123152016



Dossier # : 1135898008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Plateau-Mont-Royal , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme_du patrimoine et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Demander au conseil d'agglomération d'adopter un règlement, en vertu du 4e paragraphe de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, autorisant la démolition du bâtiment sis au 5155, avenue De Gaspé (lot 4 314 254 du cadastre du Québec) et la construction et l'occupation d'un immeuble de 5 et 6 étages pour des fins de logement social

La Direction du développement du territoire recommande la proposition suivante :
RÈGLEMENT AUTORISANT LA DÉMOLITION DU BÂTIMENT PORTANT LE NUMÉRO 5155, AVENUE DE GASPÉ ET LA CONSTRUCTION ET L'OCCUPATION D'UN IMMEUBLE À DES FINS DE LOGEMENT SOCIAL SUR LE LOT 4 314 254 DU CADASTRE DU QUÉBEC

Vu le paragraphe 4° de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11,4);

Vu le paragraphe 10° de l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.R.Q., chapitre E-20.001);

ATTENDU l'objectif identifié au Chapitre d'arrondissement du Plan d'urbanisme à l'effet de maintenir la mixité sociale propre à l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal et que le projet soumis contribuera fortement à l'atteinte de cet objectif;

ATTENDU QUE l'ajout d'un CPE pourra profiter à l'ensemble des résidents du quartier et contribuera à bonifier la desserte en équipements collectifs pour les jeunes familles du secteur;

ATTENDU QUE l'immeuble existant ne présente aucune caractéristique architecturale qui en justifierait sa préservation et qu'il pose d'importants défis quant à son recyclage en vue d'en faire une coopérative d'habitation, contraintes susceptibles de mettre en péril la faisabilité d'un tel projet de logement social;

ATTENDU QUE le nouvel immeuble permettra une plus grande densité d'habitation que celle possible par la réutilisation de l'ouvrage existant;

ATTENDU QUE le projet de remplacement s'intégrera à la dynamique de développement de l'îlot, participera à la cohésion des différents espaces verts qui le caractérise, contribuera à la consolidation des liens piétons qui parcourent le secteur et qu'il présentera une implantation plus urbaine permettant de rétablir la continuité du front de l'avenue De Gaspé à cet endroit;

ATTENDU QUE la hauteur du nouveau bâtiment sera conforme aux paramètres du Plan d'urbanisme, semblable à celle du bâtiment existant et que l'étude d'ensoleillement jointe à la proposition montre qu'il aura peu d'impact sur son voisinage;

ATTENDU QUE l'usage résidentiel est conforme aux orientations du Plan d'urbanisme, l'îlot de référence y étant identifié comme secteur d'habitation;

ATTENDU QUE le toit du 5e étage, prévu à des fins d'agriculture urbaine en bacs, favorisera une offre alimentaire alternative pour les résidents et y renforcera l'esprit coopératif;

ATTENDU l'avis favorable du comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal à sa séance du 28 août 2013.

Il est recommandé :

De demander au conseil d'arrondissement d'adopter une résolution soumettant, pour approbation par le conseil d'agglomération, en vertu de l'article 89, paragraphe 4°, de la Charte de la Ville de Montréal, le projet de règlement visant la démolition de l'immeuble sis au 5155, avenue De Gaspé (lot 4 314 254 du cadastre du Québec) et la construction et l'occupation d'un immeuble pour des fins de logement social.

Signé par Guy OUELLET **Le** 2013-09-19 15:57

Signataire :

Guy OUELLET

Directeur - Développement du territoire
Le Plateau-Mont-Royal , Direction du développement du territoire

IDENTIFICATION**Dossier # :1135898008**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Plateau-Mont-Royal , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme_du patrimoine et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Demander au conseil d'agglomération d'adopter un règlement, en vertu du 4e paragraphe de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, autorisant la démolition du bâtiment sis au 5155, avenue De Gaspé (lot 4 314 254 du cadastre du Québec) et la construction et l'occupation d'un immeuble de 5 et 6 étages pour des fins de logement social

CONTENU**CONTEXTE**

Précisions quant aux occupations antérieures de l'immeuble :
Jusqu'en août 2013, le bâtiment était occupé, en location, par l'École des Premières Lettres, un établissement d'enseignement de niveau primaire originalement fondé par le Collège Français de Montréal en 1969. Pour le calendrier scolaire 2013-2014, l'école s'est relogée dans de nouveaux locaux à proximité du site, soit au 5210 de la rue Waverly. Une auberge de jeunesse a également occupé une partie des lieux jusqu'en 2008.

VALIDATION**Intervenant et sens de l'intervention**

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Olivier GAUTHIER
Conseiller en aménagement

Dossier # :1135898008

IDENTIFICATION

Dossier # :1135898008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Plateau-Mont-Royal , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme_du patrimoine et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Demander au conseil d'agglomération d'adopter un règlement, en vertu du 4e paragraphe de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, autorisant la démolition du bâtiment sis au 5155, avenue De Gaspé (lot 4 314 254 du cadastre du Québec) et la construction et l'occupation d'un immeuble de 5 et 6 étages pour des fins de logement social

CONTENU

CONTEXTE

La présente demande consiste en l'adoption, en vertu du paragraphe 4° de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, d'un règlement permettant la démolition du bâtiment existant sur le lot 4 314 254 du cadastre du Québec et la construction d'un bâtiment de 5 et 6 étages destiné à accueillir 84 logements pour la coopérative d'habitation Mile End, ainsi qu'un centre de la petite enfance (CPE Villeneuve) de 80 places. Ce projet, soutenu par le groupe de ressources techniques en immobilier communautaire Atelier Habitation Montréal, est financé via le programme AccèsLogis de la Société d'Habitation du Québec. L'immeuble est propriété de la Ville de Montréal et a fait l'objet d'une réserve par le comité exécutif, en 2011 (CE11 1347), afin d'y construire du logement social.

Il est à noter que l'îlot accueillant le présent projet, formé des avenues De Gaspé, Laurier Est, Henri-Julien et de la rue Maguire, a fait l'objet d'une modification au Plan d'urbanisme visant à y augmenter la hauteur maximale des bâtiments (4 à 6 étages). Le règlement de modification du Plan d'urbanisme (04-047-144) relatif à ce changement est entré en vigueur le 10 juillet 2013. Lors de la présentation du projet de modification au Comité mixte de la Ville de Montréal (Conseil du patrimoine et Comité Jacques-Viger), une ébauche du présent projet y a été présentée pour avis préliminaire. Dans son compte rendu du 4 avril 2013, le comité émet un avis favorable au projet.

Étant donné que la proposition implique la démolition de la bâtisse existante, il a été exigé au requérant de faire la démonstration que l'immeuble ne pouvait être récupéré dans le cadre du projet de redéveloppement soumis. À ce titre, la démolition a été justifiée par un rapport d'expertise (août 2013), réalisé par M. Jean-René Larose, ingénieur en structure, dénotant plusieurs déficiences quant à l'intégrité structurale de l'immeuble et faisant état de la difficulté technique et financière d'une réfection du bâtiment dans le contexte d'un changement de vocation vers du logement social. Le requérant a également exposé plusieurs éléments contextuels à la construction de logements sociaux, dont notamment les normes de construction du programme AccèsLogis exigeant la réalisation de projets certifiés

Novoclimat, la configuration des ailes et le type de fenestration de l'immeuble existant, qui rendent sa récupération difficile, voir impossible.

Le bâtiment de remplacement proposé se décline en 2 ailes distinctes. La première, d'une hauteur de 6 étages hors sol, borde le parc Alphonse-Téléspore-Lépine, tandis que la seconde, en front de l'avenue De Gaspé, compte 5 étages. Les 2 volumes sont liés en sous-sol et à partir du 3^e étage, laissant place à une porte cochère où sont localisés les accès à la coopérative. Le rez-de-chaussée de l'aile nord est presque entièrement occupé par le CPE Villeneuve et profite de 2 accès face au parc. Trois logements de plain-pied sont accessibles à partir de l'avenue De Gaspé, au rez-de-chaussée de l'aile sud, tandis que la partie de cette aile donnant sur la cour arrière est occupée par une salle communautaire, des espaces de rangement pour les équipements extérieurs et un logement. Au total, on prévoit l'aménagement de 84 logements avec accès sur corridor commun. La superficie des logements oscillerait entre 57 m² et 93 m². Le projet présente une modulation au niveau des unités qui reflète les besoins de la clientèle de la coopérative et permettrait de rencontrer les exigences du programme AccèsLogis.

Au niveau des espaces extérieurs, une cour paysagée de plus de 700 m², à l'usage des membres de la Coop, est prévue tandis que 2 espaces clôturés totalisant plus de 350 m², à l'arrière du site, sont destinés à l'usage du CPE, soient une cour pour les poupons et une seconde pour les enfants. L'acte de vente du terrain sera conditionnel à la création d'une servitude, en faveur de la Ville, d'une largeur de 1,5 m sur une longueur de 56,2 m en fond du lot 4 314 254. Dans le projet, le toit du cinquième étage de l'aile sud est utilisé à des fins d'agriculture urbaine en bacs et des terrasses d'une superficie totale de 105 m² sont proposées. Les surfaces au toit non aménagées sont recouvertes d'une membrane de couleur blanche.

La proposition déroge aux dispositions suivantes du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal (01-277)* :

- Aux articles 8 et 9 limitant la hauteur maximale de bâtiment à 3 étages et à 12,5 m pour le site visé;
- À l'article 121 qui prescrit un usage E.4(1) pour le secteur, permettant l'établissement d'équipements éducatifs et culturels, dont l'usage garderie, mais n'autorisant pas l'usage habitation.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE11 1347 (2011-08-24) à l'effet de réserver 3 immeubles excédentaires localisés dans l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal, aux fins de la construction d'environ 150 logements sociaux et communautaires dont, notamment, le site du 5155, avenue De Gaspé;
CM13 0667 (2013-07-04) à l'effet de rehausser la hauteur maximale prévue au Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal, de 4 à 6 étages, pour les immeubles compris dans l'îlot délimité par les avenues De Gaspé, Henri-Julien, Laurier Est et par la rue Maguire.

DESCRIPTION

Il est recommandé de soumettre pour adoption au conseil d'agglomération, en vertu du paragraphe 4^o de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, le projet de règlement autorisant la démolition de l'immeuble existant sis au 5155, avenue De Gaspé (lot 4 314 254 du cadastre du Québec) et la construction et l'occupation d'un immeuble à des fins de logement social et ce, aux conditions suivantes :

- Accompagner la demande de permis de démolition de la demande de permis de construction;

- Limiter la construction à 6 étages et à une hauteur maximale de 18 mètres;
- Prévoir qu'une superficie minimale de 275 m², au toit de l'immeuble, soit dédiée à la culture de végétaux en bacs;
- Limiter à 105 m² les surfaces au toit pouvant être aménagés à titre de terrasse;
- Recouvrir les espaces au toit non aménagés d'une membrane de couleur blanche;
- Implanter la façade de l'immeuble à un maximum de 5,5 m de la ligne avant de la propriété;
- Accompagner la demande de permis de construction d'un plan d'aménagement paysager du site.

JUSTIFICATION

La Direction du développement du territoire recommande l'adoption du règlement pour les motifs suivants :

- Vu l'objectif identifié au Chapitre d'arrondissement du Plan d'urbanisme à l'effet de maintenir la mixité sociale propre au Plateau-Mont-Royal et que le projet soumis contribuera fortement à l'atteinte de cet objectif;
- L'ajout d'un CPE pourra profiter à l'ensemble des résidents du quartier et contribuera à bonifier la desserte en équipements collectifs pour les jeunes familles du secteur;
- Vu les normes du programme AccèsLogis, l'immeuble existant pose d'importants défis quant à son recyclage en vue d'en faire une coopérative d'habitation et un tel exercice serait susceptible de compromettre ce projet à caractère social;
- Le bâtiment existant ne présente pas de caractéristique architecturale qui, à elle seule, en justifierait la conservation;
- Le nouvel immeuble permettra une plus grande densité d'habitation que celle possible par la réutilisation du bâtiment existant;
- Le projet de remplacement s'intégrera à la dynamique de développement de l'îlot, participera à la cohésion des différents espaces verts qui le caractérise et contribuera à la consolidation des liens piétons qui parcourent le secteur;
- L'implantation du nouvel immeuble est davantage adaptée au contexte urbain et permettra de rétablir la continuité du front de l'avenue De Gaspé à cet endroit;
- La hauteur du nouveau bâtiment serait conforme aux paramètres du Plan d'urbanisme, semblable à celle de l'immeuble existant et l'étude d'ensoleillement jointe à la proposition montre qu'il aurait peu d'impact sur son voisinage;
- L'usage résidentiel demandé est conforme aux orientations du Plan d'urbanisme puisque l'îlot de référence y est identifié comme secteur d'habitation;
- Le toit du 5e étage, prévu à des fins de culture de végétaux en bacs, favorisera l'implantation d'une offre alimentaire alternative pour les résidents et y renforcera l'esprit coopératif;
- Le Comité consultatif d'urbanisme a émis, à sa séance du 28 août 2013, un avis favorable au projet.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet contribuera à l'atteinte de plusieurs objectifs en matière de développement durable :

- La proposition favorise un développement résidentiel abordable;
- Le redéveloppement du site contribuera à la lutte aux îlots de chaleur grâce, notamment, au retrait de nombreuses surfaces perméables et à l'aménagement d'un

toit permettant la culture de végétaux en bacs et recouvert d'une membrane de couleur blanche;

- Le projet, par sa localisation et ses espaces dédiés à des stationnements à vélo, contribue à réduire la dépendance à l'automobile;
- Le nouveau bâtiment permet l'établissement d'une offre alimentaire alternative et locale en plus de renforcer l'esprit coopératif chez ses occupants.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ce projet ne contient aucune disposition sujette à approbation référendaire.

- Adoption d'une résolution par le conseil d'arrondissement demandant au conseil d'agglomération d'adopter le règlement;
- Adoption d'une résolution par le comité exécutif;
- Adoption d'une résolution par le conseil municipal;
- Avis de motion par le conseil d'agglomération;
- Adoption du règlement par le conseil d'agglomération;
- Entrée en vigueur du règlement par la publication d'un avis public;
- Émission du permis de construction.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le projet déroge aux articles 8, 9 et 121 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal* (01-277).

Le projet est conforme au Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :

Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des affaires civiles (Sabrina GRANT)

Avis favorable avec commentaires :

Mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation (Renée LACHAPELLE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Olivier GAUTHIER
Conseiller en aménagement

ENDOSSÉ PAR

Jean-François MORIN
Chef de division - urbanisme

Date d'endos. : 2013-09-16

Dossier # :1135898008



Dossier # : 1130854001

Unité administrative responsable :	Société de transport de Montréal , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Transport collectif des personnes
Projet :	-
Objet :	Approuver un ajout de 13 833 866 \$ au PTI 2013-2014-2015 et le Règlement R-145 autorisant un emprunt de 13 833 866 \$ pour financer le projet de mise à niveau des moteurs de traction des voitures MR-73

Il est recommandé d'approuver un ajout de 13 833 866 \$ au PTI 2013-2014-2015 et le Règlement R-145 autorisant un emprunt de 13 833 866 \$ pour financer le projet de mise à niveau des moteurs de traction des voitures MR-73, *conformément à l'article 123 de la Loi sur les sociétés de transport en commun (R.L.R.Q., c. S-30.01)*

Signé par Sylvie - Ext TREMBLAY **Le** 2013-10-21 09:04

Signataire : Sylvie - Ext TREMBLAY

Secrétaire générale et directrice exécutive affaires juridiques
Société de transport de Montréal , Direction

IDENTIFICATION**Dossier # :1130854001**

Unité administrative responsable :	Société de transport de Montréal , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Transport collectif des personnes
Projet :	-
Objet :	Approuver un ajout de 13 833 866 \$ au PTI 2013-2014-2015 et le Règlement R-145 autorisant un emprunt de 13 833 866 \$ pour financer le projet de mise à niveau des moteurs de traction des voitures MR-73

CONTENU**CONTEXTE**

Voir en pièces jointes le dossier approuvé par le conseil d'administration de la Société de transport de Montréal le 2 octobre 2013

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**DESCRIPTION****JUSTIFICATION****ASPECT(S) FINANCIER(S)****DÉVELOPPEMENT DURABLE****IMPACT(S) MAJEUR(S)****OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION****CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)****CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Daniele - Ext PORRET
Assistant - secrétaire

ENDOSSÉ PAR

Christian - Ext PORTELANCE
Secrétaire général adjoint

Date d'endos. : 2013-10-21

Dossier # :1130854001